

N° : 24-201

Accusé de réception en préfecture
014-200006096-20241217-24-201-DE
Date de télétransmission : 21/12/2024
Date de réception préfecture : 21/12/2024

DELIBERATION
DU COMITE SYNDICAL DU SYNDICAT MIXTE REGIONAL
DES PORTS DE CAEN-OUISTREHAM
CHERBOURG ET DIEPPE

**ADOPTION DU COMPTE-RENDU DU COMITE SYNDICAL DU
15 NOVEMBRE 2024**

Réunion du Mardi 17 décembre 2024

LE COMITE SYNDICAL DU SYNDICAT MIXTE REGIONAL DES PORTS DE CAEN-OUISTREHAM, CHERBOURG ET DIEPPE EST REUNI
LE MARDI 17 DECEMBRE 2024 A 10H AU SIEGE DE PORTS DE NORMANDIE 3 RUE RENE CASSIN 14280 SAINT-CONTEST
SOUS LA PRESIDENCE DE MONSIEUR JEAN MORIN.

SONT PRESENTS : Jean-François BLOC ; Philippe CHAPRON ; Michel FRICOUT ; Sophia HABIBI-NOORI ;
Quentin LAGALLARDE ; Gilles LELONG ; Marc MILLET ; Jean MORIN ; Valérie NOUVEL ; Bastien RECHER ;
Pierre VOGT ; Ludwig WILLAUME.

Monsieur Gilles LELONG ne prend pas part au vote (*les deux délégués titulaires représentant le Département de la Manche sont présents*).

Monsieur Nicolas JOYAU a donné pouvoir à Monsieur MARC MILLET.
Monsieur Alain BAZILLE a donné pouvoir à Monsieur Michel FRICOUT.

VOTANTS:13 POUR:13 CONTRE:0 ABSTENTION:0

VU le Code général des collectivités territoriales ;
VU le rapport de Monsieur le Président du Syndicat Mixte ;

LE COMITE SYNDICAL DECIDE A L'UNANIMITE :

- d'adopter le compte-rendu du Comité Syndical du 15 novembre 2024 joint à la présente délibération.

Publié sur le site Internet :
20 décembre 2024

Le Vice-Président du Syndicat Mixte



Jean MORIN

La présente délibération est susceptible de faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de CAEN, dans le délai de deux mois à compter de la date à laquelle elle est exécutoire. Ce recours contentieux peut être précédé, dans ce délai, d'un recours gracieux auprès du Président de Ports de Normandie. Cette procédure prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivants la réponse au recours gracieux. Le Tribunal Administratif peut être saisi par l'application informatique « Télécours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.



COMPTE-RENDU DU COMITE SYNDICAL DU 15 NOVEMBRE 2024

Sous la Présidence de Monsieur Hervé MORIN

Présents :

Romain BAIL ; Alain BAZILLE ; Jean-François BLOC ; Philippe CHAPRON ; Sophia HABIBI-NOORI ; Antoine JEAN ; Marc MILLET ; Hervé MORIN ; Dominique PATRIX ; Emmanuel PORCQ ; Bastien RECHER ; Aminthe RENOUF ; Pierre VOGT.

Monsieur Nicolas LANGLOIS a donné pouvoir à Monsieur Dominique PATRIX

Monsieur Jean MORIN a donné pouvoir à Monsieur Alain BAZILLE

Les élus titulaires absents étaient excusés pour cette séance

1. Election du Bureau :

➤ Le Comité Syndical décide à l'unanimité :

- d'élire les membres du bureau comme suit :

- o Monsieur Jean MORIN en qualité de 1^{er} Vice-président du Syndicat Mixte ;
- o Monsieur Alain BAZILLE en qualité de 2^e Vice-président du Syndicat Mixte ;
- o Monsieur Michel FRICOUT en qualité de 3^e Vice-président du Syndicat Mixte ;
- o **Monsieur Dominique PATRIX en qualité de 4^e Vice-président du Syndicat Mixte ;**
- o **Monsieur David MARGUERITTE et Monsieur Romain BAIL en qualité de membres du bureau du Syndicat Mixte.**

- d'octroyer aux Vice-Présidents les indemnités telles que prévues par la délibération n°21-085 du 31 août 2021 soit :

| | Taux retenu – en % de l'indice brut terminal de l'échelle indiciaire de rémunération de la fonction publique. |
|-----------------|---|
| Président | 14,77 |
| Vice-Présidents | 5,91 |

2. Adoption du compte-rendu du Comité Syndical du 7 octobre 2024 :

➤ Le Comité Syndical décide à l'unanimité d'adopter le compte-rendu du Comité Syndical du 7 octobre 2024.

Accusé de réception en préfecture
014-200006096-20241217-24-201-DE
Date de télétransmission : 21/12/2024
Date de réception préfecture : 21/12/2024

Alain BAZILLE indique que les 3 départements souhaitent que le sujet soit reporté à la réunion du 17/12 compte tenu des incertitudes sur les budgets des départements.

➤ Le Comité Syndical décide à l'unanimité de prendre acte de la présentation et de reporter la délibération à une prochaine séance du Comité Syndical.

4. Rapport sur la situation en matière de développement durable :

► Le Comité Syndical décide à l'unanimité :

- de prendre acte du rapport annuel sur la situation en matière de développement durable ;
- d'autoriser le Président à signer les documents nécessaires à l'exécution de la délibération.

Bastien RECHER présente deux observations :

1. Il rappelle que ATMO Normandie est une association agréée pour la surveillance de la qualité de l'air en Normandie. Il demande à ce qu'elle soit mobilisée pour effectuer des mesures lors des escales croisières sur le port de Caen-Ouistreham et de Cherbourg ;
2. Il demande communication du bilan sur les émissions de Gaz à Effet de Serre (GES) pour l'activité croisière.

5. Rapport sur l'égalité hommes-femmes (article L 2311-1-2 du CGCT) :

► Le Comité Syndical décide à l'unanimité :

- de prendre acte du rapport sur l'égalité femmes-hommes ;
- d'autoriser le Président à signer les documents nécessaires à l'exécution de la délibération.

Bastien RECHER s'interroge sur les 8.5 postes vacants mentionnés dans le rapport. Il lui est précisé que Ports de Normandie contraint ses effectifs compte-tenu de la situation budgétaire.

6. Cherbourg – Prise en considération de l'opération Modernisation de la criée - AP 116 opération 2116 :

➤ Le Comité Syndical décide à l'unanimité :

- de créer une autorisation de programme à hauteur des études préalables selon les modalités détaillées ci-dessous :

| AP | Opération | Libellé de l'opération | Montant (HT) |
|-----|-----------|---------------------------|--------------|
| 116 | 2116 | Modernisation de la criée | 100 000 € |

- de répartir les crédits de paiements de la manière suivante :

| Durée et Montant de l'AP | Crédits de paiement (en HT) | | | | | |
|--------------------------|-----------------------------|------|------|------|------|------|
| | De 2025 à 2029 | 2025 | 2026 | 2027 | 2028 | 2029 |
| 100 000 € | 100 000 € | - € | - € | - € | - € | - € |

- d'autoriser le Président à signer les documents nécessaires à l'exécution de la délibération.

7. **Caen-Ouistreham – Prise en considération complémentaire- Réhabilitation écluse Ouest – AP 76 opération 428 :**

- Le Comité Syndical décide à l'unanimité :

- de porter l'autorisation de programme de l'opération AP 76 opération 428 à 11 216 654 €
- de modifier la répartition des crédits de paiement comme indiqué ci-dessous :

| Durée et Montant de l'AP | Crédits de paiement (en HT) | | | | | |
|--------------------------|-----------------------------|-------------------|-------------|------|------|------|
| | De 2023 à 2027 | Antérieurs à 2023 | 2024 | 2025 | 2026 | 2027 |
| 11 216 654€ | 1 316 654 € | 6 100 000 € | 3 800 000 € | - € | - € | - € |

- d'autoriser le Président à signer les documents nécessaires à l'exécution de la délibération.

Accusé de réception en préfecture
014-200006096-20241217-24-201-DE
Date de télétransmission : 21/12/2024
Date de réception en préfecture : 21/12/2024
bassin de réception en préfecture complémen

8. **Caen-Ouistreham – Prise en considération complémentaire- Réhabilitation écluse Ouest – AP 76 opération 428 :**

- Le Comité Syndical décide à l'unanimité :

- de prendre en considération cette augmentation de l'autorisation de programme ;
- de porter l'autorisation de programme AP 47 opération 218 à 3 795 587 € et de modifier la répartition des crédits de paiements comme suit :

| Durée et Montant de l'AP | Crédits de paiement (en HT) | | | | | |
|--------------------------|-----------------------------|-------------------|-------------|-----------|------|------|
| | De 2023 à 2027 | Antérieurs à 2023 | 2024 | 2025 | 2026 | 2027 |
| 3 795 587€ | 270 587 € | 1 685 000 € | 1 740 000 € | 100 000 € | - € | - € |

- d'autoriser le président à signer les documents nécessaires à l'exécution de la délibération.

9. **Prise en considération globale – Autorisations de Programme globalisées :**

- Le Comité Syndical décide à l'unanimité :

- de prendre en considération, pour 2025, une Autorisation de Programme 91 Travaux Patrimoine Cherbourg d'un montant de 1 950 k€ regroupant les opérations suivantes :
 - o 9111 PA11_Travaux d'investissement superstructures pour 300k€
 - o 9113 PA13_Travaux Bâtiment pour 100k€
 - o 9116_Accueil industriels et logisticiens 150k€
 - o 9117_Renouvellement des défenses Cherbourg 1100 k€
 - o 9118_Confortement digue de l'Est 300 k€.
- de prendre en considération, pour 2025, une Autorisation de Programme 92 Travaux Patrimoine Caen-Ouistreham d'un montant de 650k€ regroupant les opérations suivantes :
 - o 9210 PA10_Travaux d'investissement infrastructures pour 300 k€
 - o 9212 PA12_Travaux d'investissement superstructures pour 300 k€
 - o 9214 PA14_Travaux Bâtiment pour un montant de 50k€.
- de prendre en considération, pour 2025, une Autorisation de Programme 93 Travaux Patrimoine Dieppe d'un montant de 600 k€ regroupant les opérations suivantes :
 - o 9323 PA23_Travaux lourds bâtiments, voiries, quai pour un montant de 300k€
 - o 9324 PA24_Travaux ouvrages mobiles pour un montant de 300k€.

- de prendre en considération, pour 2025, une Autorisation de Programme 94 Investissements communs d'un montant de 302 k€ regroupant les opérations suivantes :

- o 94500 PA500_Réseaux / Informatiques / licences pour 100 k€
- o 94501 PA501_Parc automobile pour 80 k€
- o 94502 PA502_Outillages techniques pour 80 k€
- o 94503 PA503_Autres matériels (mobilier ; matériel incendie) 42k€.

- de prendre en considération, pour 2025, une Autorisation de Programme 95 Etudes préalables d'un montant de 150 k€ regroupant les opérations suivantes :

- o 9511 ET11_Etudes préalables Cherbourg pour 50k€
- o 9512 ET12_Etudes préalables Caen Ouistreham pour 50k€
- o 9513 ET13_Etudes préalables Dieppe 50k€.

- de prendre en considération, pour 2025, une Autorisation de Programme 96 Acquisitions foncières d'un montant de 130 k€ regroupant les opérations suivantes :

- o 9641 PA41_Acquisitions foncières Cherbourg pour 50k€
- o 9642 PA42_Acquisitions foncières Caen Ouistreham pour 50k€
- o 9643 PA43_Acquisitions foncières Dieppe pour 30k€.

- d'autoriser le président à signer les documents nécessaires à l'exécution de la délibération.

10. Dieppe – Situation de Manche Industrie Marine :

- Considérant que par jugement du 18 octobre dernier, le tribunal de commerce de Dieppe a ouvert une procédure de liquidation judiciaire de la société Manche Industrie Marine, le Comité Syndical décide à l'unanimité de prendre acte de la situation de MIM et d'autoriser le Président à signer les documents nécessaires à l'exécution de la délibération.

Alain BAZILLE indique un retard de paiement des salaires de deux jours pour les ouvriers du chantier naval Mouquet à Fécamp qui appartient également au groupe FIPAM.

11. Caen-Ouistreham - PAP Montalivet- devenir de l'opération :

- Considérant la tenue du comité de pilotage le 24 septembre dernier, le Comité Syndical décide à l'unanimité :

- que les actions suivantes soient menées :

- o compléter la connaissance sur les populations piscicoles en aval et en amont du barrage, de façon à établir ultérieurement si la solution mise en œuvre répond aux objectifs de transparence ;

Accusé de réception en préfecture

014-200006096-20241217-24-201-DE

Date de télétransmission : 21/12/2024

Date de réception préfecture : 21/12/2024

- o compléter l'ensemble de l'ouvrage en intégrant le barrage de Montalivet ou l'ouvrage apparente plus à une vanne qu'à un barrage, en intégrant les procédures de gestion mises en place pour les civelles et au contexte spécifique sous influence marine et intégrant le taux d'ouverture réel des vannes, qui assurent d'ores et déjà un passage – caractériser ce passage et le confronter aux exigences des espèces cibles ;
- o rebalayer les solutions possibles et requestionner les choix opérés aux différents stades de l'étude ;
- o bien appréhender l'interface entre les lignes RTE et la maintenance de l'ouvrage (*changement de vanne*).

Ces compléments doivent être menés dans un planning court et maîtrisé pour aboutir à une mise en œuvre à brève échéance.

- d'autoriser le Président à signer les documents nécessaires à l'exécution de la délibération.

Bastien RECHER intervient pour :

- se féliciter de la tenue du COFIL de septembre ; il remercie le Président et Philippe DEISS pour son organisation et sa tenue ;
- rappeler que le barrage de Montalivet (*et la passe à poissons associée*) est un ouvrage obligatoire prescrit réglementairement ;
- indiquer qu'il ne faut pas attendre une mise en demeure de l'Etat avant de faire les travaux ;
- aborder la question du règlement de l'eau. A priori, il n'y a pas règlement de l'eau autorisant l'ouvrage donc ce dernier n'aurait pas de base juridique et serait illégal.

Il rappelle :

- sur la question de la biodiversité, que les associations de pêcheurs indiquent que le dispositif actuel constitue un verrou et entrave la circulation des espèces (*cette position est confirmée par l'Office Français de la Biodiversité – OSB – et par l'Agence de l'Eau Seine Normandie-AESN*) ;
- que fort de cette conclusion, il est nécessaire d'avancer sur le nouvel ouvrage avec un programme de travail qui ne doit pas être dilatoire d'autant que l'Agence de l'Eau Seine Normandie a confirmé son financement à hauteur de 80% ce qui fixe le reste à charge pour Ports de Normandie à 1.5 M€ (*le Département du Calvados aurait également prévu des crédits*) ;
- que le budget évoqué de 8M€ concerne l'ensemble des travaux de réaménagement du barrage et pas uniquement la passe à poissons ; de ce fait, le projet apparaît financièrement équilibré.

Enfin, il regrette que les précisions calendaires ne soient pas plus fortes avec un affichage clair des travaux en 2026.

Philippe DEISS précise que l'ouvrage a été transféré en l'état à Ports de Normandie en 2007 lors du transfert du port de Caen-Ouistreham ; c'est donc un ouvrage sans autorisation qui a été confié au Syndicat Mixte.

Hervé MORIN précise que les 8 M€ de travaux sont bien liés à la passe à poissons. Les travaux pourraient être fortement subventionnés mais cela reste, malgré tout, de la contribution publique.

Accusé de réception en préfecture
 014-200006096-20241217-24-201-DE
 Date de télétransmission : 21/12/2024
 Date de réception préfecture : 21/12/2024

12. Cherbourg – Connexion Electrique des Navires à Quai ferries et croisière – proposition de raccordement électrique ENEDIS :

- Le Comité Syndical décide à la majorité :
- de prendre en considération la proposition d'Enedis de raccordement du poste source situé à Cherbourg au point de livraison sur le port de Cherbourg pour un montant de 928 293.73 euros HT ;
- d'autoriser le président à signer les documents nécessaires à l'exécution de la délibération ;
- d'imputer la dépense en totalité sur l'Autorisation de Programme 100 – opération 2100 « Alimentation électrique des ferries Cherbourg ».

Bastien RECHER s'abstient.

13. Délégations de Service Public – budgets exécutés 2023 :

- Considérant l'avis de la Commission Consultative des Services Publics Locaux réunie le 15 novembre 2024 à 14h, le Comité Syndical décide à l'unanimité de prendre acte du compte-rendu lié à 2023 des Délégations de Service Public relevant du Syndicat Mixte. Il autorise le président à signer les documents nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

14. Caen-Ouistreham – MA 2021-027 - Désamiantage et remise en peinture Pont de la Fonderie – protocole transactionnel :

- Considérant les échanges intervenus en Commission d'appel d'Offres le 15 novembre 2024 à 10h, le Comité Syndical décide à l'unanimité :
 - d'autoriser la passation d'un protocole transactionnel à hauteur de 369 367.78 € HT selon la décomposition suivante :

| Montant en € HT | SORESPI | MARC SA | TOTAL |
|--------------------------------|---------------------|-----------------------|-----------------------|
| Montant initial du marché | 499 549,00 € | 411 427,00 € | 910 976,00 € |
| Avenant n°1 | 111 598,17 € | 388 401,23 € | 499 999,40 € |
| Protocole transactionnel | 60 600,92 € | 308 766,86 € | 369 367,78 € |
| TOTAL MARCHÉ | 671 748,09 € | 1 108 595,09 € | 1 780 343,18 € |
| % augmentation/montant initial | 34,47% | 169,45% | 95,43% |

- d'imputer la dépense sur l'Autorisation de Programme 38 opération 322 – revêtement anti-corrosion ;

15. Caen-Ouistreham – MA 2024-014 – Adaptation d'amarrage du poste vracs liquides de Calix :

- Considérant l'avis favorable de la Commission d'Appel d'Offres, réunie le 15 novembre 2024 à 10h, le Comité Syndical décide à l'unanimité :
 - d'approuver l'avenant n°1 au marché n°2024-014 d'un montant de 10 969 € HT soit un montant de marché établi à 252 241.86 € ;
 - d'autoriser le Président à signer l'avenant ;
 - d'imputer la dépense sur l'Autorisation de Programme 108 opération 1108 – Terminal Vrac Liquide Calix.

16. Cherbourg – MA 2024-053 - Investigations géophysiques et géotechniques dans la rade de Cherbourg :

- Considérant l'avis favorable de la Commission d'Appel d'Offres, réunie le 15 novembre 2024 à 10h, le Comité Syndical décide à l'unanimité :
 - d'attribuer le marché °2024-053 pour un montant de 187 207.71 € HT au groupement conjoint avec mandataire non solidaire suivant :

| | | |
|-------------|--------------------|-------------|
| ANTEA GROUP | 45160 OLIVET | MANDATAIRE |
| CERES | 50760 MONTFARVILLE | CO-TRAITANT |
 - d'autoriser le Président à mettre au point et à signer l'ensemble des pièces correspondantes ;
 - d'imputer la dépense sur l'Autorisation de Programme 103 opération 1103 Adaptation pour l'éolien flottant-Cherbourg.

17. Cherbourg – MA 2022-058 N – aménagement du futur parking de la gare :

- Considérant l'avis favorable de la Commission d'Appel d'Offres, réunie le 15 novembre 2024 à 10h, le Comité Syndical décide à l'unanimité :
 - d'attribuer le marché subséquent n°2022-058 N à l'entreprise COLAS sise 50101 BRIX pour un montant de 598 058.16 € HT ;
 - d'autoriser le Président à mettre au point et à signer les pièces correspondantes ;
 - d'imputer la dépense sur l'Autorisation de Programme 51 opération 119 – Adaptation du terminal transmanche au Brexit.

18. **Cherbourg – MA 2020-025– ferroutage – avenant n°2 :**

➤ Considérant l'avis favorable de la Commission d'Appel d'Offres, réunie le 15 novembre 2024 à 10h, le Comité Syndical décide à l'unanimité :

- d'approuver l'avenant n°2 au marché n°2020-025 comme suit :

| | |
|---------------------------|-----------------|
| Montant initial du marché | 8 696 537,82 € |
| Montant avenant n°1 | 1 818 911,63 € |
| Montant après avenant n°1 | 10 515 449,45 € |
| Montant avenant n°2 | 7 308,77 € |
| Montant après avenant | 10 522 758,22 € |
| % évolution | 21,00% |

- d'autoriser le Président à signer l'avenant correspondant ;
- d'imputer la dépense sur l'Autorisation de Programme 53 opération 121 – terminal multimodal.

19. **Cherbourg – MA 2022-058 I– aménagement entrée Poids-Lourds – avenant n°1 :**

➤ Considérant l'avis favorable de la Commission d'Appel d'Offres, réunie le 15 novembre 2024 à 10h, le Comité Syndical décide à l'unanimité :

- d'approuver la passation d'un avenant n°1 au marché n°2022-058 I d'un montant de 59 250.73 € HT soit un montant de marché établi à 356 705.05 € HT.
- d'autoriser le Président à signer l'avenant n°1 au marché n°2022-058 I ;
- d'imputer la dépense sur l'Autorisation de Programme 51 opération 119 – adaptation du terminal transmanche de Cherbourg au Brexit.

20. **Dieppe - marché n°2023-028 Réhabilitation du pont Colbert - Lot 1 Charpente /Mécanismes / Réfection de la zone d'effacement / Equipement / Superstructures - Avenant n°4 :**

➤ Considérant l'avis favorable de la Commission d'Appel d'Offres, réunie le 15 novembre 2024 à 10h, le Comité Syndical décide à l'unanimité :

Accusé de réception en préfecture
014-200006096-20241217-24-201-DE

Date de télétransmission : 21/12/2024
Date de réception en préfecture : 21/12/2024
d'autoriser la passation au maître d'œuvre de la MA 2023-028 lot n°1 d'un montant de 251 325 547,25 € HT (soit 251 672,89 € HT (soit +1.90% d'augmentation) réparti comme suit :

| | Montant initial | Avenant n°1 | Avenant n°2 | Avenant n°3 | Avenant n°4 |
|---------------------|-----------------|-----------------|-----------------|-----------------|-----------------|
| Tranche ferme | 14 505 030,27 € | 14 505 030,27 € | 14 502 907,25 € | 14 556 547,25 € | 14 556 547,25 € |
| Tranche optionnelle | 1 393 800,05 € | 1 393 800,05 € | 1 393 800,05 € | 1 393 800,05 € | 1 645 125,64 € |
| TOTAL | 15 898 830,32 € | 15 898 830,32 € | 15 896 707,30 € | 15 950 347,30 € | 16 201 672,89 € |

- d'autoriser le Président à signer l'avenant n°4 au marché n°2023-028 lot n°1 ;
- d'imputer la dépense correspondante sur l'Autorisation de Programme 64 opération ES28-07025 – Rénovation du Pont Colbert.

21. **Dieppe – MA 2024-018 – maîtrise d'œuvre pour l'extension de la gare maritime transmanche - avenant :**

➤ Considérant l'avis favorable de la Commission d'Appel d'Offres, réunie le 15 novembre 2024 à 10h, le Comité Syndical décide à l'unanimité :

- d'approuver l'avenant n°1 au marché n° 2024-018 afin :
 - de valider la mission Avant-Projet Définitif et fixer le programme des travaux ;
 - d'arrêter le coût prévisionnel des travaux sur lequel s'engage le maître d'œuvre à un montant de 2 209 046,45 € HT
 - d'arrêter le forfait définitif de rémunération de la maîtrise d'œuvre et la répartition des honoraires à un montant de : 273 921,75 € HT soit :

| | |
|---|--------------|
| Montant de l'avenant n°1 en € HT | 38 859,92 € |
| Montant initial du marché en € HT | 235 061,05 € |
| Montant du marché après avenant n°1 | 273 921,75 € |
| % d'augmentation par rapport au montant initial | 16,53 % |

- d'autoriser le Président à signer l'avenant n°1 au marché n°2024-018 ;
- d'imputer la dépense correspondante sur l'Autorisation de Programme 106 opération 1106 extension gare maritime.

22. **Multi-sites – MA 2023-011 – Prestations de nettoyage -avenants n°1 :**

➤ Considérant l'avis favorable de la Commission d'Appel d'Offres, réunie le 15 novembre 2024 à 10h, le Comité Syndical décide à l'unanimité :

Accusé de réception en préfecture
014-200006096-20241217-24-201-DE

25. Budget annexe de la Régie des Outils de Mise à Sec (BOB) – Budget principal et budget annexe de la Régie des Outils de Mise à Sec
Date de réception en préfecture : 21/12/2024

- d'autoriser la passation de l'avenant n°1 au marché n°2023-011 lots 5 et 7 pour transférer le marché à une nouvelle entité juridique comme suit :

| | Titulaire actuel | Titulaire après avenant n°1 |
|--------------|--|---|
| Dénomination | Association Départementale – APAJH - Atelier contact | Fédération Nationale APAJH - Atelier contact |
| SIRET | 340 866 003 00148 | 784 579 682 03421 |

- d'autoriser le Président à signer l'avenant n°1 au marché n°2023-011 lots 5 et 7.

23. Compte-rendu des marchés passés par délégation :

- Le Comité Syndical décide à l'unanimité de prendre acte de la signature des marchés suivants :

| Objet | Montant en € HT | Titulaire |
|---|-----------------|---|
| MA 2020-057 V Aménagement d'une plate-forme bâtiment | 66.557,50 | COLAS France Rue H. Dannemont 50 700 BRIX |
| MA 2022-058 M Travaux d'amélioration des conditions de circulation du transmanche | 178.918,29 | EUROVIA 40, route de Saint-Lô 50 190 PERIERS |
| MA 2023-017 A Portes bassin Duquesne | 10.910,00 | SETEC ISM 11, rue de la Fuye 49 610 LES GARENNES SUR LOIRE |
| MA 2024-026 Etude de modélisation vent projet EMR | 22.520,00 | METEODYN 22 bd Allende 44 800 ST HERBLAIN |
| MA 2024-031 Aménagement avant-port | 35.220,12 | VALLOIS ZI Grande Plaine 14 760 BRETTEVILLE SUR ODON |

Il autorise le Président à signer les documents nécessaires à l'exécution de la délibération.

24. Budget 2024 – Budget Principal - Décision Modificative n°4 :

- Le Comité Syndical décide à l'unanimité :
- d'adopter la Décision Modificative n°4 du budget principal de Ports de Normandie conformément aux documents annexés à la présente délibération ;
- d'adopter la Décision Modificative n°1 du budget annexe de la Régie des outils de mise à sec du Ports de Cherbourg conformément aux documents annexés à la délibération ;
- d'autoriser le Président à signer les documents correspondants.

- Considérant la présentation des orientations budgétaires pour 2025, le Comité Syndical décide à la majorité de prendre acte de la tenue du Débat d'Orientation Budgétaire de Port de Normandie et de la Régie des Outils de Mise à Sec au titre de l'année 2025.

Dominique PATRIX s'inquiète de la diminution prévue des dépenses de dragage. Il rappelle que le port de Dieppe ne dispose que d'un seul poste ferries et que la vedette de la SNSM touche le fond en cas de gros coefficient.

Il lui est rappelé que ce ne sont que des prévisions et que le dragage est fortement dépendant de la météorologie.

Philippe CHAPRON et Bastien RECHER s'abstiennent.

26. Déclassement de matériel :

- Le Comité Syndical décide à l'unanimité :
 - de déclasser des équipements ;
 - de procéder à la cession desdits équipements ;
 - d'autoriser le Président à signer les documents correspondants.

27. Transformations de postes :

- Considérant l'avis favorable du Comité Social Territorial réuni le 4 novembre 2024, le Comité Syndical décide à l'unanimité :
 - de procéder à la transformation des postes ci-après :

| Filière | Grade actuel | Grade créé | Direction | Emploi correspondant | Nombre d'agents | Motif |
|----------------|--|--|-----------|--|-----------------|---|
| Administrative | Ingénieur | Attaché principal | DEP | Chargé de mission appui à la stratégie et renforcement de l'expérience passagers | 1 | Recrutement de Mme Gaëlle GAMBLIN (01/2025) |
| Technique | Technicien principal de 2 ^{ème} classe | Technicien | DAE/UTD | Contrôleur de travaux portuaires | 1 | Réintégration M. Patrice GUERAIN (30/12/2024) |
| Technique | Agent de maîtrise principal | Technicien | DAM/COD | Responsable ouvrages fixes | 1 | Réussite à concours |
| Technique | Adjoint technique principal de 2 ^{ème} classe | Adjoint technique | DAM/COD | Agent de maintenance | 1 | Recrutement de M. Kevin GUILLOTTE (12/2024) |
| Technique | Adjoint technique | Adjoint technique principal de 2 ^{ème} classe | DAM/COO | Agent de maintenance – plongeur subaquatique | 1 | Recrutement de M. David DELAHAYE (12/2024) |

- de mettre à jour le tableau des effectifs en conséquence ;
- d'autoriser le Président à signer les documents correspondants.

28. Modification du règlement intérieur :

- Considérant l'avis favorable du Comité Social Territorial réuni le 4 novembre 2024, le Comité Syndical décide à l'unanimité :
 - d'adopter l'ensemble des mesures présentées ;
 - de modifier en conséquence le règlement intérieur conformément au document joint en annexe de la délibération ;
 - d'autoriser le Président à signer les documents correspondants.

29. Reversement des titres-restaurant non consommés :

- **CONSIDERANT** qu'au titre de l'année 2023, le groupe Up a reversé à Ports de Normandie la somme de 2 725,66 €, le Comité Syndical décide à l'unanimité :

Accusé de réception en préfecture
014-200006096-20241217-24-201-DE
Date de télétransmission : 21/12/2024
Date de réception en préfecture : 21/12/2024

- d'autoriser le Président à signer les documents correspondants aux titres-restaurant non consommés en vertu de l'article 10 du Règlement du Personnel de Ports de Normandie (Dieppe, Ouistreham, Caen et Cherbourg) ;

- d'autoriser le Président à signer les documents nécessaires à la mise en œuvre de cette délibération.

30. Situation de la filière hydrolienne :

- Le Comité Syndical décide à l'unanimité de prendre acte du rapport présenté sur la situation des Energies Marines Renouvelables.

Sur la possible subvention de l'ADEME pour le financement de l'éolien flottant et de l'extension du quai des Flamands associée, Marc MILLET rappelle que l'ADEME devrait subir une baisse de 35% de ses crédits.

Il lui est précisé que pour cet Appel à Projets, l'ADEME dispose d'une enveloppe de 200 M€ et que Ports de Normandie sera en concurrence avec des ports comme Marseille.

Philippe CHAPRON indique que le site de "Roches Douvres", au large du département des Côtes-d'Armor, pourrait accueillir plusieurs projets. Il s'interroge sur le lieu précis d'implantation du parc.

Il lui est précisé qu'à ce jour, la cartographie est très générale et que de nouvelles cartes devraient être publiées en décembre.

Hervé MORIN rappelle que la Région Normandie a mené des actions pour défendre la filière hydrolienne qui ont permis de faire évoluer la position de l'Etat. Il poursuit en mentionnant le soutien financier de l'Union Européenne sur la filière (*deux entreprises Cherbourgeoises ont pu bénéficier de 50 M€ de subventions grâce notamment au lobbying de la Région*).

Néanmoins, il précise que la Région doit rester mobilisée sur le sujet. Des actions sont menées auprès de la ministre déléguée chargée de l'énergie, Olga GIVERNET, pour que les appels d'offres couvrent un plus grand périmètre. La filière hydrolienne permet une ouverture avec des retombées industrielles (*par rapport à l'éolien, la fabrication est uniquement Française*) et un prix abordable et compétitif de l'énergie est possible.

N° : 24-202

Accusé de réception en préfecture
014-200006096-20241217-24-202-DE
Date de télétransmission : 21/12/2024
Date de réception préfecture : 21/12/2024

DELIBERATION
DU COMITE SYNDICAL DU SYNDICAT MIXTE REGIONAL
DES PORTS DE CAEN-OUISTREHAM
CHERBOURG ET DIEPPE

**CAEN-OUISTREHAM CAEN PRESQU'ILE PHASE 2 -
DESAFFECTATION - DECLASSEMENT**

Réunion du Mardi 17 décembre 2024

LE COMITE SYNDICAL DU SYNDICAT MIXTE REGIONAL DES PORTS DE CAEN-OUISTREHAM, CHERBOURG ET DIEPPE EST REUNI
LE MARDI 17 DECEMBRE 2024 A 10H AU SIEGE DE PORTS DE NORMANDIE 3 RUE RENE CASSIN 14280 SAINT-CONTEST
SOUS LA PRESIDENCE DE MONSIEUR JEAN MORIN.

SONT PRESENTS : Jean-François BLOC ; Philippe CHAPRON ; Michel FRICOUT ; Sophia HABIBI-NOORI ;
Quentin LAGALLARDE ; Gilles LELONG ; Marc MILLET ; Jean MORIN ; Valérie NOUVEL ; Bastien RECHER ;
Pierre VOGT ; Ludwig WILLAUME.

Monsieur Gilles LELONG ne prend pas part au vote (*les deux délégués titulaires représentant le Département de la Manche sont présents*).

Monsieur Nicolas JOYAU a donné pouvoir à Monsieur MARC MILLET.
Monsieur Alain BAZILLE a donné pouvoir à Monsieur Michel FRICOUT.

VOTANTS:13 POUR:12 CONTRE:1-(B.RECHER) ABSTENTION:0

VU le code général des collectivités territoriales ;
VU le code de la propriété des personnes publiques ;
VU la délibération n°23-081 du 5 juin 2023 arrêtant les grands principes de l'opération foncière de la Presqu'île de Caen ;
VU le rapport de Monsieur le Président du Syndicat Mixte ;

LE COMITE SYNDICAL DECIDE A LA MAJORITE :

- de constater la désaffectation des emprises matérialisées en jaune sur le plan annexé, constitués de terrains bâtis et non bâtis, sis quai Gaston Lamy et rue de la Chaussée d'Alger à Caen et Mondeville ;
- de prononcer leur déclassement du domaine public pour les intégrer dans le domaine privé du Syndicat Mixte Ports de Normandie ;

La présente délibération est susceptible de faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de CAEN, dans le délai de deux mois à compter de la date à laquelle elle est exécutoire. Ce recours contentieux peut être précédé, dans ce délai, d'un recours gracieux auprès du Président de Ports de Normandie. Cette procédure prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivants la réponse au recours gracieux. Le Tribunal Administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Accusé de réception en préfecture
014-200006096-20241217-24-202-DE
Date de télétransmission : 21/12/2024
Date de réception préfecture : 21/12/2024

- d'autoriser le Président ainsi qu'un Vice-Président à signer tous les documents relatifs à ce dossier et les actes correspondants.

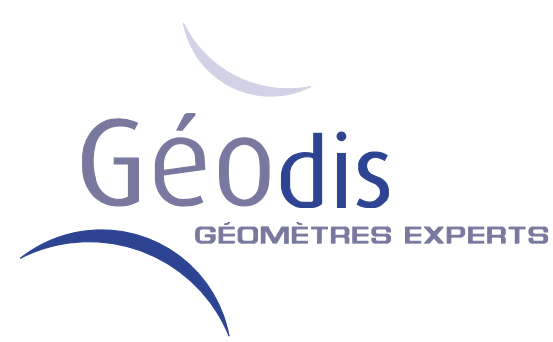
Publié sur le site Internet :
20 décembre 2024

Le Vice-Président du Syndicat Mixte



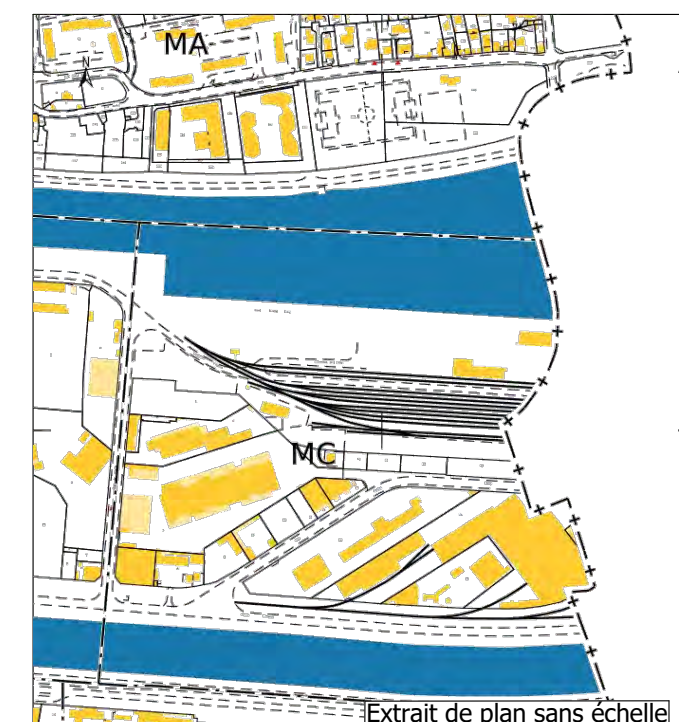
Jean MORIN

La présente délibération est susceptible de faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de CAEN, dans le délai de deux mois à compter de la date à laquelle elle est exécutoire. Ce recours contentieux peut être précédé, dans ce délai, d'un recours gracieux auprès du Président de Ports de Normandie. Cette procédure prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivants la réponse au recours gracieux. Le Tribunal Administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.



PLAN DE DIVISION

Rue de la chaussée d'Alger
 Commune de CAEN



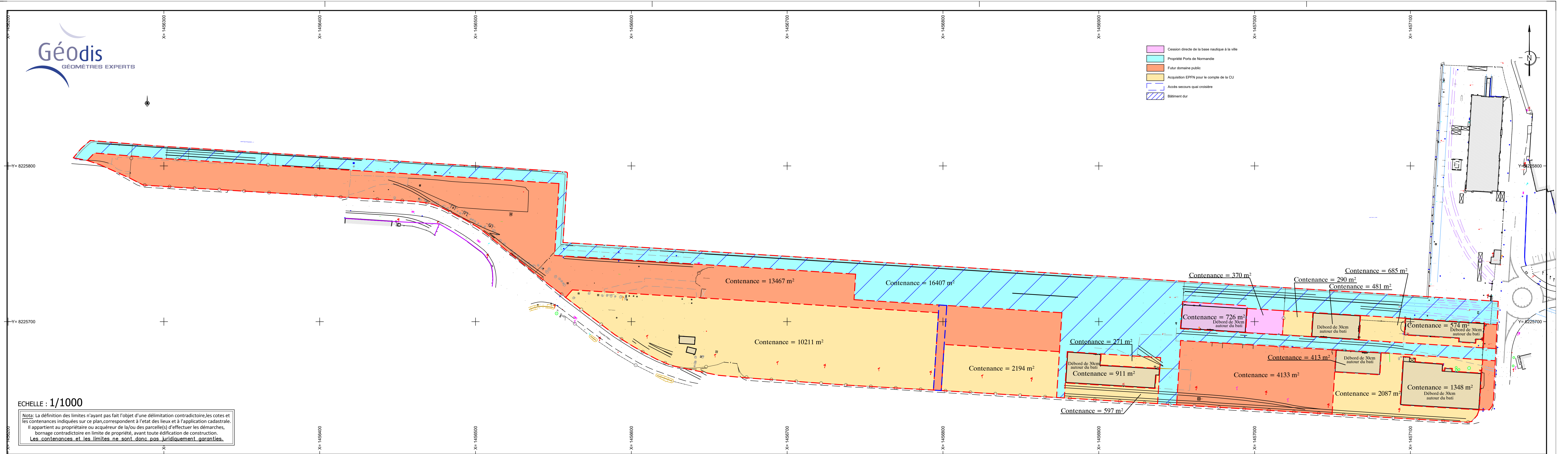
REF : C2490

ECHELLE : 1/1000

| Ind. | Dessin | Wf | Modifications | Date |
|------|--------|----|------------------------------------|------------|
| A | S.J | CL | Elabissement d'un plan de division | 22.07.2024 |
| B | G.J | CA | Modification projet | 13.11.2024 |

Système de projection : Lambert 93 CC49 Zone 8
 H:\FONCIER\C2490 CAEN\03 Plan topo - Parcelle\DAO\C2490-caen-chaussée-alger.dwg

- CAEN
 14 avenue Voie au Coq
 14760 Breteville sur Odon
 Tel. 02 31 75 85 00
 foncier.caen@geodis-ge.com
- CHERBOURG
 8 rue Ché Fougères
 50100 Cherbourg
 Tel. 02 33 23 95 30
 cherbourg@geodis-ge.com
- ROUEN
 21 quai de Paris
 76000 Rouen
 Tel. 02 35 71 55 22
 rouen@geodis-ge.com



N° : 24-203

Accusé de réception en préfecture
014-200006096-20241217-24-203-DE
Date de télétransmission : 21/12/2024
Date de réception préfecture : 21/12/2024

DELIBERATION
DU COMITE SYNDICAL DU SYNDICAT MIXTE REGIONAL
DES PORTS DE CAEN-OUISTREHAM
CHERBOURG ET DIEPPE

CAEN-OUISTREHAM CAEN PRESQU'ILE PHASE 2 – CESSION EPFN

Réunion du Mardi 17 décembre 2024

LE COMITE SYNDICAL DU SYNDICAT MIXTE REGIONAL DES PORTS DE CAEN-OUISTREHAM, CHERBOURG ET DIEPPE EST REUNI
LE MARDI 17 DECEMBRE 2024 A 10H AU SIEGE DE PORTS DE NORMANDIE 3 RUE RENE CASSIN 14280 SAINT-CONTEST
SOUS LA PRESIDENCE DE MONSIEUR JEAN MORIN.

SONT PRESENTS : Jean-François BLOC ; Philippe CHAPRON ; Michel FRICOUT ; Sophia HABIBI-NOORI ; Quentin LAGALLARDE ; Gilles LELONG ; Marc MILLET ; Jean MORIN ; Valérie NOUVEL ; Bastien RECHER ; Pierre VOGT ; Ludwig WILLAUME.

Monsieur Gilles LELONG ne prend pas part au vote (*les deux délégués titulaires représentant le Département de la Manche sont présents*).

Monsieur Nicolas JOYAU a donné pouvoir à Monsieur MARC MILLET.
Monsieur Alain BAZILLE a donné pouvoir à Monsieur Michel FRICOUT.

VOTANTS:13 POUR:12 CONTRE:1(B.RECHER) ABSTENTION:0

VU le code général des collectivités territoriales ;
VU le code de la propriété des personnes publiques ;
VU les délibérations n°22-015 du 3 mars 2022, et n°22-094 du 28 juin 2022 relatives à la cession des emprises de la « phase 1 » du projet Caen Presqu'île porté par la SPLA Caen Presqu'île ;
VU la délibération n°23-081 du 5 juin 2023 arrêtant les grands principes de l'opération foncière de la Presqu'île de Caen ;
VU l'avis du Pôle d'Evaluation Domanial de l'Etat en date du 24 juillet 2024 ;
VU le rapport de Monsieur le Président du Syndicat Mixte ;

LE COMITE SYNDICAL DECIDE A LA MAJORITE :

- d'autoriser la cession d'une emprise de 12 405 m² environ non bâti et d'un ensemble bâti de 7 659 m² environ, quai Gaston Lamy et rue de la Chaussée d'Alger, situés à Caen et Mondeville, à l'EPF de Normandie ;

La présente délibération est susceptible de faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de CAEN, dans le délai de deux mois à compter de la date à laquelle elle est exécutoire. Ce recours contentieux peut être précédé, dans ce délai, d'un recours gracieux auprès du Président de Ports de Normandie. Cette procédure prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivants la réponse au recours gracieux. Le Tribunal Administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérécurrs citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Accusé de réception en préfecture
014-200006096-20241217-24-203-DE
Date de télétransmission : 21/12/2024
Date de réception préfecture : 21/12/2024

- de valider le prix de vente de 1 180 589.80 € net vendeur, décomposé comme suit :
 - prix de 41.16 €/m² net vendeur pour le non bâti, pour 12 405 m², soit 510 589.80 € net vendeur ;
 - prix de 670 000 € net vendeur pour l'ensemble immobilier bâti;

- de prévoir la création des servitudes suivantes dans l'acte de vente :
 - servitude au bénéfice de l'EPF de Normandie afin de permettre l'accès aux bâtiments accessibles uniquement via la voirie portuaire (depuis le quai Hippolyte Lefèvre) ;
 - servitude au bénéfice de Ports de Normandie afin de permettre le maintien de deux armoires électriques desservant les installations portuaires et le passage de l'alimentation électrique vers le portail électrique portuaire (cf. plan joint) ;

- de prévoir que les frais d'actes sont à la charge de l'EPF de Normandie ;

- de prévoir que la vente se fera sous la forme d'un acte notarié ;

- d'autoriser le Président à signer tous les documents relatifs à ce dossier et les actes correspondants.

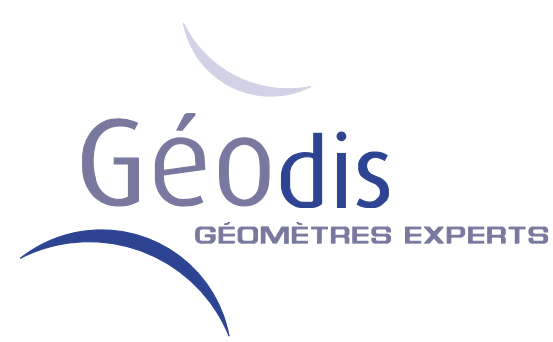
Publié sur le site Internet :
20 décembre 2024

Le Vice-Président du Syndicat Mixte



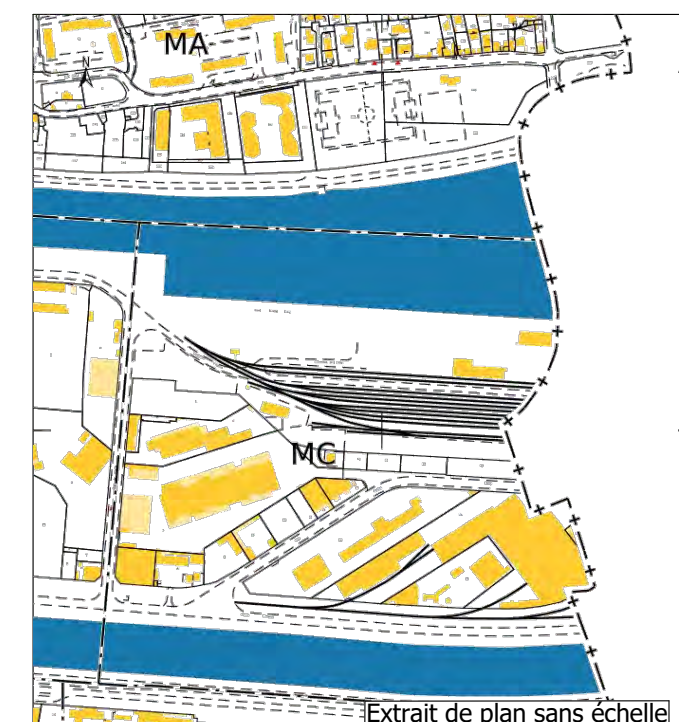
Jean MORIN

La présente délibération est susceptible de faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de CAEN, dans le délai de deux mois à compter de la date à laquelle elle est exécutoire. Ce recours contentieux peut être précédé, dans ce délai, d'un recours gracieux auprès du Président de Ports de Normandie. Cette procédure prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivants la réponse au recours gracieux. Le Tribunal Administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.



PLAN DE DIVISION

Rue de la chaussée d'Alger
 Commune de CAEN



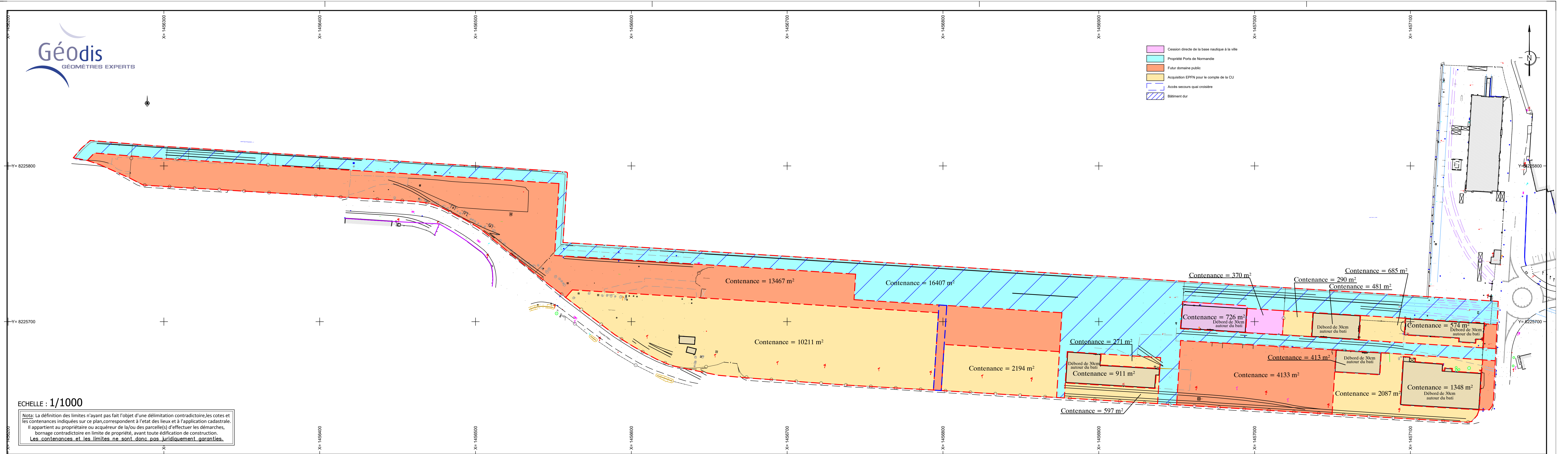
REF : C2490

| Ind. | Dessin | Wf | Modifications | Date |
|------|--------|----|------------------------------------|------------|
| A | S.J | CL | Elabissement d'un plan de division | 22.07.2024 |
| B | G.J | CA | Modification projet | 13.11.2024 |

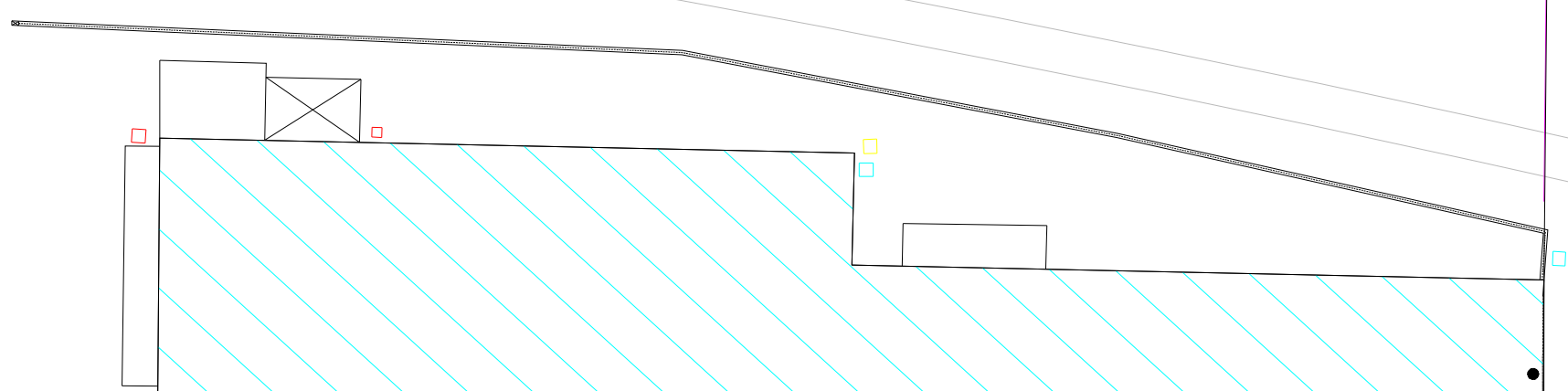
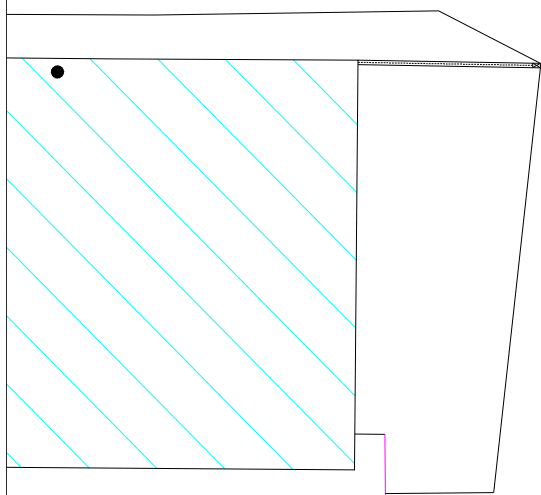
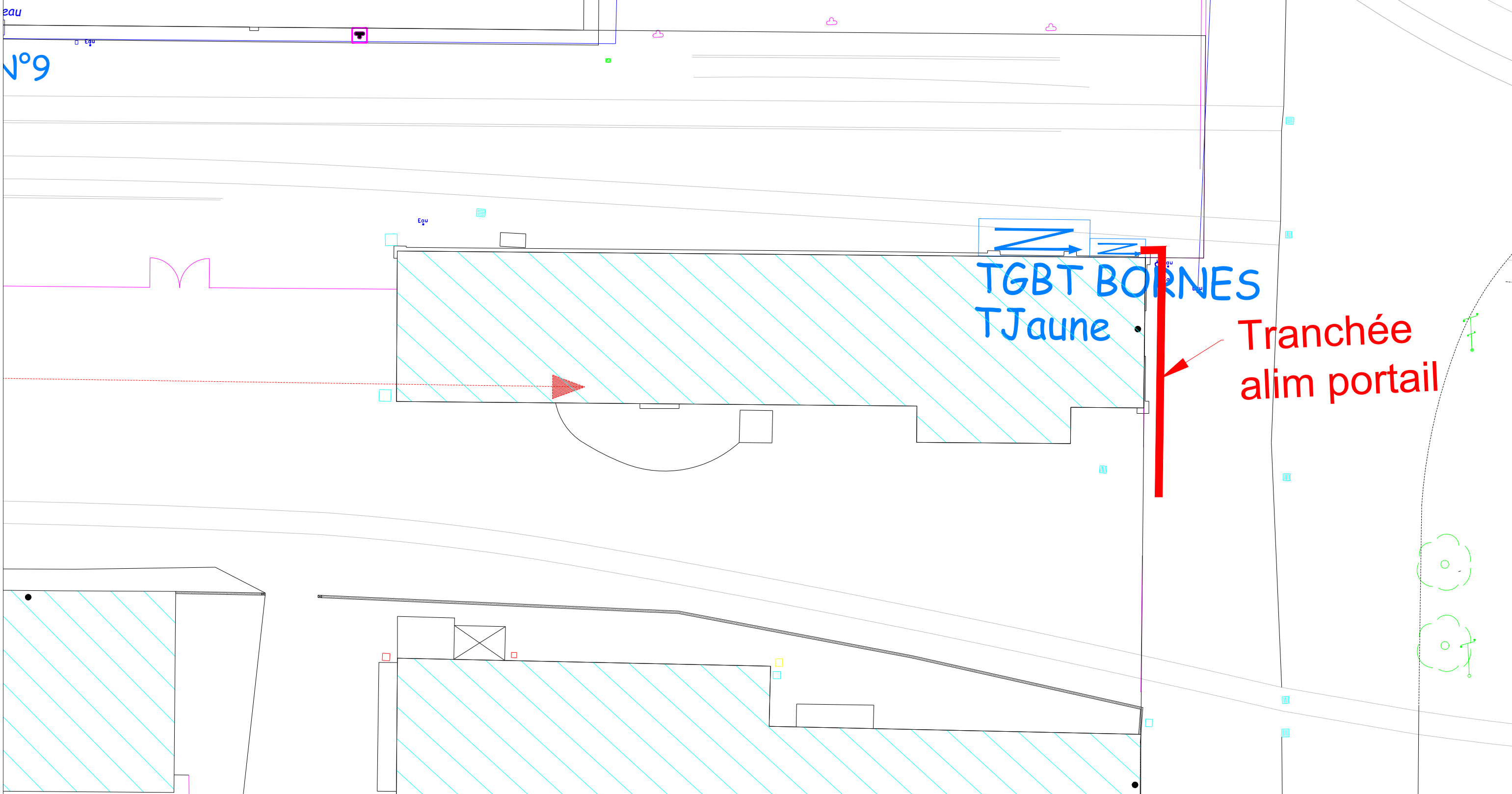
Système de projection : Lambert 93 CC49 Zone 8
 H:\FONCIER\C2490 CAEN\03 Plan topo - Parcellaire\DAO\C2490-caen-chaussée-alger.dwg

ECHELLE : 1/1000

- CAEN
 14 avenue Voie au Coq
 14760 Breteville sur Odon
 Tel. 02 31 75 85 00
 foncier.caen@geodis-ge.com
- CHERBOURG
 8 rue Ché Fougères
 50100 Cherbourg
 Tel. 02 33 23 95 30
 cherbourg@geodis-ge.com
- ROUEN
 21 quai de Paris
 76000 Rouen
 Tel. 02 35 71 55 22
 rouen@geodis-ge.com



Accusé de réception en préfecture
014-200006096-20241217-24-203-DE
Date de télétransmission : 21/12/2024
Date de réception préfecture : 21/12/2024



EXECO

Port de CAEN
Direction des Equipements Portuaires
CCI CAEN NORMANDIE

Plan de servitudes alimentation électrique portail
Nouveau Bassin

Date :
de création 16-mai-22
d'impression 6-sept.-24
Echelle :
1/250

N° : 24-204

Accusé de réception en préfecture
014-200006096-20241217-24-204-DE
Date de télétransmission : 21/12/2024
Date de réception préfecture : 21/12/2024

DELIBERATION
DU COMITE SYNDICAL DU SYNDICAT MIXTE REGIONAL
DES PORTS DE CAEN-OUISTREHAM
CHERBOURG ET DIEPPE

**CAEN-OUISTREHAM CAEN PRESQU'ILE PHASE 2 – CESSION CAEN
LA MER – TERRE-PLEIN**

Réunion du Mardi 17 décembre 2024

LE COMITE SYNDICAL DU SYNDICAT MIXTE REGIONAL DES PORTS DE CAEN-OUISTREHAM, CHERBOURG ET DIEPPE EST REUNI
LE MARDI 17 DECEMBRE 2024 A 10H AU SIEGE DE PORTS DE NORMANDIE 3 RUE RENE CASSIN 14280 SAINT-CONTEST
SOUS LA PRESIDENCE DE MONSIEUR JEAN MORIN.

SONT PRESENTS : Jean-François BLOC ; Philippe CHAPRON ; Michel FRICOUT ; Sophia HABIBI-NOORI ;
Quentin LAGALLARDE ; Gilles LELONG ; Marc MILLET ; Jean MORIN ; Valérie NOUVEL ; Bastien RECHER ;
Pierre VOGT ; Ludwig WILLAUME.

Monsieur Gilles LELONG ne prend pas part au vote (*les deux délégués titulaires représentant le Département de la Manche sont présents*).

Monsieur Nicolas JOYAU a donné pouvoir à Monsieur MARC MILLET.

Monsieur Alain BAZILLE a donné pouvoir à Monsieur Michel FRICOUT.

VOTANTS:13 POUR:12 CONTRE:1(B.RECHER) ABSTENTION:0

VU le Code général des collectivités territoriales ;

VU le code de la propriété des personnes publiques et notamment l'article L3112-1 ;

VU la délibération n°23-081 du 5 juin 2023 actant les principes des cessions foncières dans le cadre du projet Caen Presqu'île ;

VU le rapport de Monsieur le Président du Syndicat Mixte ;

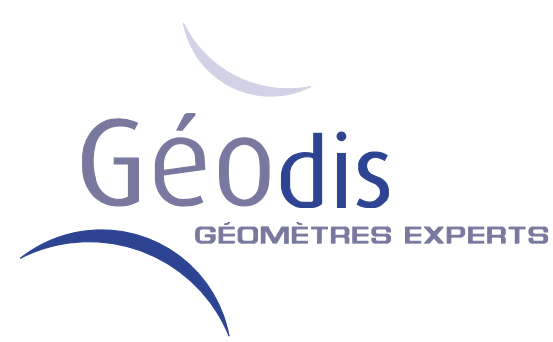
CONSIDERANT que la cession concerne des emprises de domaine public non cadastré ;

CONSIDERANT qu'il est nécessaire d'adopter une délibération prenant acte du transfert de propriété de Ports de Normandie à la Communauté Urbaine de Caen La Mer ;

- **LE COMITE SYNDICAL DECIDE A LA MAJORITE :**

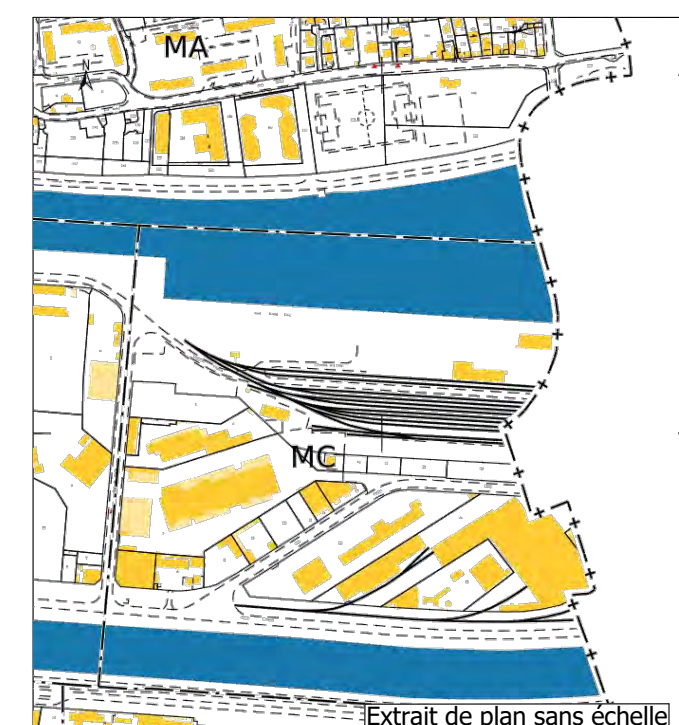
- d'approuver la vente du domaine public de Ports de Normandie, situé quai de Normandie et quai Gaston Lamy, d'une surface de 17 996 m² environ, à Caen et Mondeville, à la Communauté Urbaine de Caen La Mer, à titre gratuit, conformément aux plans joints à la présente délibération, selon le principe de la cession entre personnes publiques ;

La présente délibération est susceptible de faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de CAEN, dans le délai de deux mois à compter de la date à laquelle elle est exécutoire. Ce recours contentieux peut être précédé, dans ce délai, d'un recours gracieux auprès du Président de Ports de Normandie. Cette procédure prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivants la réponse au recours gracieux. Le Tribunal Administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.



PLAN DE DIVISION

Rue de la chaussée d'Alger
 Commune de CAEN



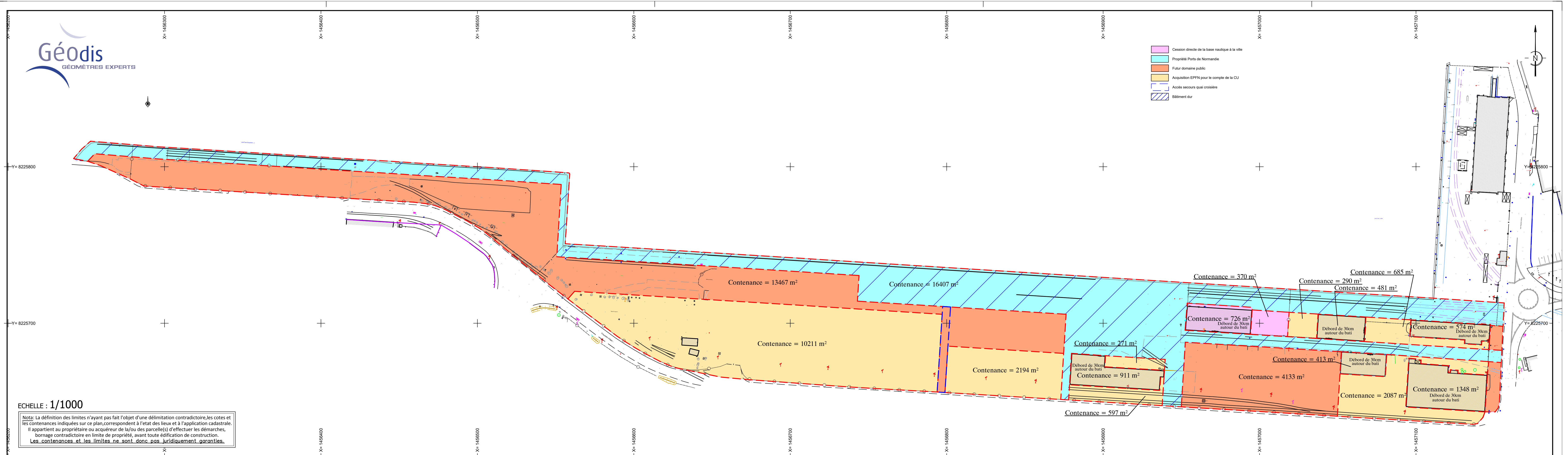
REF : C2490

| Ind. | Dessin | Wf | Modifications | Date |
|------|--------|----|-------------------------------------|------------|
| A | S.J | CL | Établissement d'un plan de division | 22.07.2024 |
| B | S.J | CA | Modification projet | 13.11.2024 |

Système de projection : Lambert 93 CC49 Zone 8
 H:\FONCIER\C2490 CAEN\03 Plan topo - Parcellaire\DAO\C2490-caen-chaussée-alger.dwg

ÉCHELLE : 1/1000

- CAEN
 14 avenue Voie au Coq
 14760 Breteville sur Odon
 Tel. 02 31 75 85 00
 foncier.caen@geodis-ge.com
- CHERBOURG
 8 rue Ché Fougères
 50100 Cherbourg
 Tel. 02 33 23 95 30
 cherbourg@geodis-ge.com
- ROUEN
 21 quai de Paris
 76000 Rouen
 Tel. 02 35 71 55 22
 rouen@geodis-ge.com



N° : 24-205

Accusé de réception en préfecture
014-200006096-20241217-24-205-DE
Date de télétransmission : 21/12/2024
Date de réception préfecture : 21/12/2024

DELIBERATION
DU COMITE SYNDICAL DU SYNDICAT MIXTE REGIONAL
DES PORTS DE CAEN-OUISTREHAM
CHERBOURG ET DIEPPE

CAEN-OUISTREHAM CAEN PRESQU'ILE PHASE 2 – CESSIION GRUES

Réunion du Mardi 17 décembre 2024

LE COMITE SYNDICAL DU SYNDICAT MIXTE REGIONAL DES PORTS DE CAEN-OUISTREHAM, CHERBOURG ET DIEPPE EST REUNI
LE MARDI 17 DECEMBRE 2024 A 10H AU SIEGE DE PORTS DE NORMANDIE 3 RUE RENE CASSIN 14280 SAINT-CONTEST
SOUS LA PRESIDENCE DE MONSIEUR JEAN MORIN.

SONT PRESENTS : Jean-François BLOC ; Philippe CHAPRON ; Michel FRICOUT ; Sophia HABIBI-NOORI ; Quentin LAGALLARDE ; Gilles LELONG ; Marc MILLET ; Jean MORIN ; Valérie NOUVEL ; Bastien RECHER ; Pierre VOGT ; Ludwig WILLAUME.

Monsieur Gilles LELONG ne prend pas part au vote (*les deux délégués titulaires représentant le Département de la Manche sont présents*).

Monsieur Nicolas JOYAU a donné pouvoir à Monsieur MARC MILLET.

Monsieur Alain BAZILLE a donné pouvoir à Monsieur Michel FRICOUT.

VOTANTS:13 POUR:13 CONTRE:0 ABSTENTION:0

VU le Code général des collectivités territoriales ;

VU le projet porté d'aménagement urbain porté par la Communauté Urbaine Caen La Mer et la SPLA Caen Presqu'île ;

VU le procès-verbal de sortie des deux grues, sises quai de Normandie, de la concession portuaire de la CCI, en date du 7 avril 2023 ;

VU le rapport de Monsieur le Président du Syndicat Mixte ;

CONSIDERANT l'avancement du projet Caen Presqu'île et les cessions foncières associées ;

LE COMITE SYNDICAL DECIDE A L'UNANIMITE :

- d'approuver le transfert de propriété des deux grues, biens mobiliers, sis quai de Normandie à Caen, à la Communauté Urbaine de Caen la Mer, à titre gratuit ;
- de préciser que le transfert des deux grues sera effectif à compter de la date à laquelle la présente délibération sera exécutoire ;

La présente délibération est susceptible de faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de CAEN, dans le délai de deux mois à compter de la date à laquelle elle est exécutoire. Ce recours contentieux peut être précédé, dans ce délai, d'un recours gracieux auprès du Président de Ports de Normandie. Cette procédure prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivants la réponse au recours gracieux. Le Tribunal Administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Accusé de réception en préfecture
014-200006096-20241217-24-205-DE
Date de télétransmission : 21/12/2024
Date de réception préfecture : 21/12/2024

- d'autoriser le Président à signer les documents et actes correspondants.

Publié sur le site Internet :
20 décembre 2024

Le Vice-Président du Syndicat Mixte



Jean MORIN

La présente délibération est susceptible de faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de CAEN, dans le délai de deux mois à compter de la date à laquelle elle est exécutoire. Ce recours contentieux peut être précédé, dans ce délai, d'un recours gracieux auprès du Président de Ports de Normandie. Cette procédure prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivants la réponse au recours gracieux. Le Tribunal Administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

N° : 24-206

Accusé de réception en préfecture
014-200006096-20241217-24-206-DE
Date de télétransmission : 21/12/2024
Date de réception préfecture : 21/12/2024

DELIBERATION
DU COMITE SYNDICAL DU SYNDICAT MIXTE REGIONAL
DES PORTS DE CAEN-OUISTREHAM
CHERBOURG ET DIEPPE

**CAEN-OUISTREHAM- LIMITES ADMINISTRATIVES COTE MER ET
COTE TERRE**

Réunion du Mardi 17 décembre 2024

LE COMITE SYNDICAL DU SYNDICAT MIXTE REGIONAL DES PORTS DE CAEN-OUISTREHAM, CHERBOURG ET DIEPPE EST REUNI
LE MARDI 17 DECEMBRE 2024 A 10H AU SIEGE DE PORTS DE NORMANDIE 3 RUE RENE CASSIN 14280 SAINT-CONTEST
SOUS LA PRESIDENCE DE MONSIEUR JEAN MORIN.

SONT PRESENTS : Jean-François BLOC ; Philippe CHAPRON ; Michel FRICOUT ; Sophia HABIBI-NOORI ;
Quentin LAGALLARDE ; Gilles LELONG ; Marc MILLET ; Jean MORIN ; Valérie NOUVEL ; Bastien RECHER ;
Pierre VOGT ; Ludwig WILLAUME.

Monsieur Gilles LELONG ne prend pas part au vote (*les deux délégués titulaires représentant le Département de la Manche sont présents*).

Monsieur Nicolas JOYAU a donné pouvoir à Monsieur MARC MILLET.

Monsieur Alain BAZILLE a donné pouvoir à Monsieur Michel FRICOUT.

VOTANTS:13 POUR:13 CONTRE:0 ABSTENTION:0

VU le Code général des collectivités territoriales ;
VU le code de la propriété des personnes publiques ;
VU le code des transports, et notamment l'article R5311-1 ;
VU l'arrêté en date du 26 juillet 2006 délimitant les limites administratives du port de Caen-Ouistreham ;
VU l'avis de l'Autorité Investie du Pouvoir de Police Portuaire du port de Caen-Ouistreham ;
VU l'avis du conseil portuaire réuni le 5 décembre 2024 ;
VU le rapport de Monsieur le Président du Syndicat Mixte ;

LE COMITE SYNDICAL DECIDE A L'UNANIMITE :

- d'approuver la mise à jour du plan fixant les limites administratives du port de Caen-Ouistreham ;

La présente délibération est susceptible de faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de CAEN, dans le délai de deux mois à compter de la date à laquelle elle est exécutoire. Ce recours contentieux peut être précédé, dans ce délai, d'un recours gracieux auprès du Président de Ports de Normandie. Cette procédure prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivants la réponse au recours gracieux. Le Tribunal Administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Accusé de réception en préfecture
014-200006096-20241217-24-206-DE
Date de télétransmission : 21/12/2024
Date de réception préfecture : 21/12/2024

- d'autoriser le Président à signer les documents, arrêtés et actes correspondants.

Publié sur le site Internet :
20 décembre 2024

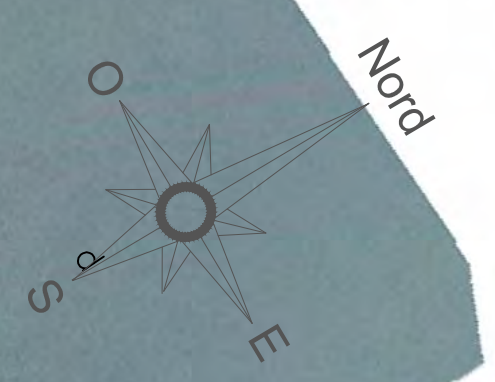
Le Vice-Président du Syndicat Mixte

A handwritten signature in black ink, consisting of a large, sweeping loop followed by a smaller, more intricate flourish.

Jean MORIN

La présente délibération est susceptible de faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de CAEN, dans le délai de deux mois à compter de la date à laquelle elle est exécutoire. Ce recours contentieux peut être précédé, dans ce délai, d'un recours gracieux auprès du Président de Ports de Normandie. Cette procédure prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivants la réponse au recours gracieux. Le Tribunal Administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Accusé de réception en préfecture
014-200006096-20241217-24-206-DE
Date de télétransmission : 21/12/2024
Date de réception préfecture : 21/12/2024



 Domaine Ports de Normandie



Port de Caen-Ouistreham

Date : 12/11/2024

Limites administratives du port
de Caen-Ouistreham

Référence :

Echelle : 1/15000

P:\GEMAPRCA - Cartographie\GEM - Gestion
domaines\Caen\DOM\Limites-domaine-Caen.dwg

N° : 24-207

Accusé de réception en préfecture
014-200006096-20241217-24-207-DE
Date de télétransmission : 21/12/2024
Date de réception préfecture : 21/12/2024

DELIBERATION
DU COMITE SYNDICAL DU SYNDICAT MIXTE REGIONAL
DES PORTS DE CAEN-OUISTREHAM
CHERBOURG ET DIEPPE

CHERBOURG -COT GRAND LARGE YACHTING - AVENANT

Réunion du Mardi 17 décembre 2024

LE COMITE SYNDICAL DU SYNDICAT MIXTE REGIONAL DES PORTS DE CAEN-OUISTREHAM, CHERBOURG ET DIEPPE EST REUNI
LE MARDI 17 DECEMBRE 2024 A 10H AU SIEGE DE PORTS DE NORMANDIE 3 RUE RENE CASSIN 14280 SAINT-CONTEST
SOUS LA PRESIDENCE DE MONSIEUR JEAN MORIN.

SONT PRESENTS : Jean-François BLOC ; Philippe CHAPRON ; Michel FRICOUT ; Sophia HABIBI-NOORI ; Quentin LAGALLARDE ; Gilles LELONG ; Marc MILLET ; Jean MORIN ; Valérie NOUVEL ; Bastien RECHER ; Pierre VOGT ; Ludwig WILLAUME.

Monsieur Gilles LELONG ne prend pas part au vote (*les deux délégués titulaires représentant le Département de la Manche sont présents*).

Monsieur Quentin LAGALLARDE ne prend pas part au vote.

Monsieur Nicolas JOYAU a donné pouvoir à Monsieur MARC MILLET.

Monsieur Alain BAZILLE a donné pouvoir à Monsieur Michel FRICOUT.

VOTANTS:12 POUR:12 CONTRE:0 ABSTENTION:0

VU le Code général des collectivités territoriales ;

VU le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques ;

VU les délibérations du Syndicat Mixte n° 21-097 du 13 Septembre 2021, n° 18-059 du 6 Juillet 2018, n° 19-013 du 7 Janvier 2019, n° 20-003 du 11 Février 2020 ;

VU la convention d'occupation temporaire initiale, n° 506021907, accordée à Grand large Yachting, en date du 11 octobre 2019, située dans la Zone Industrielle des Mielles à Cherbourg-en-Cotentin ;

VU l'avenant n° 1 en date du 4 juin 2020 modifiant la redevance d'occupation applicable ;

VU la convention d'occupation temporaire initiale, n° 506022114, accordée à Grand large Yachting, en date du 13 juin 2022, concernant une emprise située dans la Zone Industrielle des Mielles à Cherbourg-en-Cotentin ;

VU le courrier en date du 11 juillet 2024 relatif au projet de fusion de GRAND LARGE YACHTING SAS avec GLY EXPANSION SAS ;

VU le rapport de Monsieur le Président du Syndicat Mixte ;

LE COMITE SYNDICAL DECIDE A L'UNANIMITE :

La présente délibération est susceptible de faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de CAEN, dans le délai de deux mois à compter de la date à laquelle elle est exécutoire. Ce recours contentieux peut être précédé, dans ce délai, d'un recours gracieux auprès du Président de Ports de Normandie. Cette procédure prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivants la réponse au recours gracieux. Le Tribunal Administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Accusé de réception en préfecture
014-200006096-20241217-24-207-DE
Date de télétransmission : 21/12/2024
Date de réception préfecture : 21/12/2024

- d'autoriser la signature des avenants n° 2 et n° 1, respectivement, aux conventions d'occupation temporaire n°506021907 et n°506022114 accordées à GRAND LARGE YACHTING pour acter la fusion au nom de la SAS GLY EXPANSION ;
- d'autoriser le Président à mettre au point et à signer lesdits avenants et les documents correspondants nécessaires à la mise en œuvre de cette délibération.

Publié sur le site Internet :
20 décembre 2024

Le Vice-Président du Syndicat Mixte



Jean MORIN

La présente délibération est susceptible de faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de CAEN, dans le délai de deux mois à compter de la date à laquelle elle est exécutoire. Ce recours contentieux peut être précédé, dans ce délai, d'un recours gracieux auprès du Président de Ports de Normandie. Cette procédure prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivants la réponse au recours gracieux. Le Tribunal Administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

N° : 24-208

Accusé de réception en préfecture
014-200006096-20241217-24-208-DE
Date de télétransmission : 21/12/2024
Date de réception préfecture : 21/12/2024

DELIBERATION
DU COMITE SYNDICAL DU SYNDICAT MIXTE REGIONAL
DES PORTS DE CAEN-OUISTREHAM
CHERBOURG ET DIEPPE

CHERBOURG – TRANSFERT DE GESTION –COTENTIN – AVENANT

Réunion du Mardi 17 décembre 2024

LE COMITE SYNDICAL DU SYNDICAT MIXTE REGIONAL DES PORTS DE CAEN-OUISTREHAM, CHERBOURG ET DIEPPE EST REUNI
LE MARDI 17 DECEMBRE 2024 A 10H AU SIEGE DE PORTS DE NORMANDIE 3 RUE RENE CASSIN 14280 SAINT-CONTEST
SOUS LA PRESIDENCE DE MONSIEUR JEAN MORIN.

SONT PRESENTS : Jean-François BLOC ; Philippe CHAPRON ; Michel FRICOUT ; Sophia HABIBI-NOORI ;
Quentin LAGALLARDE ; Gilles LELONG ; Marc MILLET ; Jean MORIN ; Valérie NOUVEL ; Bastien RECHER ;
Pierre VOGT ; Ludwig WILLAUME.

Monsieur Gilles LELONG ne prend pas part au vote (*les deux délégués titulaires représentant le Département de la Manche sont présents*).

Monsieur Nicolas JOYAU a donné pouvoir à Monsieur MARC MILLET.
Monsieur Alain BAZILLE a donné pouvoir à Monsieur Michel FRICOUT.

VOTANTS:13 POUR:13 CONTRE:0 ABSTENTION:0

VU le Code général des collectivités territoriales ;

VU le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques ;

VU l'arrêté préfectoral du 27 juillet 1998 par lequel le préfet de la Manche représentant l'Etat, en sa qualité de propriétaire du port de Cherbourg, a prononcé au profit de la Communauté Urbaine de Cherbourg, le transfert de gestion de dépendances du domaine public maritime ;

VU le rapport de Monsieur le Président du Syndicat Mixte ;

CONSIDERANT les évolutions foncières des zones portuaires, objet du transfert de gestion (Allée du Président Menut, quai du Général Lawton Collins...) ;

CONSIDERANT de ce fait la nécessité de revoir le plan de la convention de transfert de gestion accordée à la Communauté d'Agglomération Le Cotentin.

LE COMITE SYNDICAL DECIDE A L'UNANIMITE :

- de valider les termes de la convention de transfert de gestion, dont le projet figure en annexe à la présente délibération ;

La présente délibération est susceptible de faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de CAEN, dans le délai de deux mois à compter de la date à laquelle elle est exécutoire. Ce recours contentieux peut être précédé, dans ce délai, d'un recours gracieux auprès du Président de Ports de Normandie. Cette procédure prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivants la réponse au recours gracieux. Le Tribunal Administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Accusé de réception en préfecture
014-200006096-20241217-24-208-DE
Date de télétransmission : 21/12/2024
Date de réception préfecture : 21/12/2024

- d'autoriser le Président à mettre au point et à signer la convention de transfert de gestion et tous documents afférents.

Publié sur le site Internet :
20 décembre 2024

Le Vice-Président du Syndicat Mixte



Jean MORIN

La présente délibération est susceptible de faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de CAEN, dans le délai de deux mois à compter de la date à laquelle elle est exécutoire. Ce recours contentieux peut être précédé, dans ce délai, d'un recours gracieux auprès du Président de Ports de Normandie. Cette procédure prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivants la réponse au recours gracieux. Le Tribunal Administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.



CONVENTION DE TRANSFERT DE GESTION

Entre les soussignés :

La Communauté d'agglomération Le Cotentin, dont le siège social est situé à CHERBOURG-EN-COTENTIN (50100), Hôtel Atlantique, Boulevard Félix Amiot, représentée par Monsieur XXXXX, en sa qualité de Président, dûment habilité à cet effet en vertu de la délibération du Conseil Communautaire du Cliquez ici pour entrer une date.

Désignée ci-après « le gestionnaire »

Et,

Le Syndicat Mixte Ouvert des Ports de Caen-Ouistreham, Cherbourg et Dieppe, dont le siège est situé à SAINT-CONTEST (14280), 3 rue René Cassin, représenté par Monsieur Hervé MORIN, en sa qualité de Président, dûment habilité à cet effet en vertu de la délibération du Comité Syndical du 17 décembre 2024,

Désigné ci-après « le propriétaire »

Ci-après individuellement dénommés une « Partie » ou ensemble les « Parties ».

Accusé de réception en préfecture
014-200006096-20241217-24-208-DE
Date de télétransmission : 21/12/2024
Date de réception préfecture : 21/12/2024

PRÉAMBULE

Par arrêté préfectoral n°98-1191 du 27 juillet 1998, le préfet de la Manche représentant l'Etat, en sa qualité de propriétaire du port d'intérêt national de Cherbourg, a prononcé au profit de la Communauté Urbaine de Cherbourg, le transfert de gestion de dépendances du domaine public maritime.

Les dépendances ont été transférées, par arrêté susvisé, afin que le gestionnaire puisse créer **un ensemble immobilier à vocation muséographique, touristique et pôle d'animation urbaine**, dénommé « *Cité de la Mer* » comprenant :

- la construction d'une cale sèche et la mise en place du sous-marin « Le Redoutable » ;
- la construction et l'aménagement d'un musée ;
- la réhabilitation du hall des trains en espace urbain de desserte.

Un arrêté préfectoral du 30 mai 2005 a modifié le plan annexé à la convention de transfert de gestion.

☺☺☺

La loi relative aux libertés et responsabilités locales n°2004-809 du 13 août 2004, conformément à son article 30.1, a transféré la propriété des ports dits « d'intérêt national » aux collectivités locales ou à leurs groupements.

Le Syndicat Mixte est devenu propriétaire du port de Cherbourg à compter du 1^{er} janvier 2007.

La [convention de transfert](#) du port de Cherbourg intervenue entre l'Etat et le Syndicat Mixte le 30 décembre 2006 prévoit en son article 2 que le Syndicat Mixte « *se substitue à l'Etat dans les termes des arrêtés de transfert de gestion* ».

☺☺☺

Éléments à compléter par la CAC : historique / substitution CUC/CAC

☺☺☺

L'évolution foncière de la zone, objet du transfert de gestion, nécessite de revoir les limites de la convention de transfert de gestion.

La présente convention se substituera à l'arrêté du 27 juillet 1998,

CECI AYANT ETE PRECISÉ, IL A ÉTÉ CONVENU ET ARRÊTÉ CE QUI SUIT :

Table des matières

| | |
|--|---|
| Article 1 – Objet de la convention : | 4 |
| Article 2 – Désignation de l'emprise objet du transfert : | 4 |
| Article 3 – Modalités générales du transfert de gestion : | 4 |
| Article 4 – Modalités particulières du transfert de gestion : | 5 |
| Article 5 – Exécution des travaux et entretien de l'emprise, objet du transfert de gestion : | 5 |
| Article 6 – Durée du transfert de gestion : | 6 |
| Article 7 – Fin anticipée du transfert de gestion : | 6 |
| Article 8 – Conditions financières : | 6 |
| Article 9 – Règlements des litiges : | 7 |

Accusé de réception en préfecture
014-20000096-20241217-24-208-DE
Date de télétransmission : 21/12/2024
Date de réception préfecture : 21/12/2024

Article 1 – Objet de la convention :
La présente convention a pour objet de transférer la gestion des dépendances du domaine public maritime, sises sur le territoire de la commune de Cherbourg-en-Cotentin, à la Communauté d'Agglomération le Cotentin, conformément à l'article L2123-3 du code général de la propriété des personnes publiques. Le domaine public ainsi transféré en gestion est définie sur le plan annexé à la présente convention.

Le transfert est effectué aux fins, seules et exclusives, de :

- **gérer les espaces dédiés aux usages urbains : espaces verts, promenades, aires de stationnement, voiries, aménagement urbain...**
- **gérer les espaces dédiés aux usages muséographiques « Cité de la Mer ».**

1.2 Emprise parking « Croisières » :

Il est précisé que le parking « croisières » est situé dans le périmètre de gestion de la SPL Cherbourg Port, titulaire de la concession commerce. Aussi, une convention devra être étudiée entre la SPL Cherbourg Port et la Communauté d'Agglomération le Cotentin afin de prévoir les modalités de partage et d'utilisation de cet espace pour les usages de l'agglomération et du pôle muséographique.

Article 2 – Désignation de l'emprise objet du transfert :

Les dépendances, objet du transfert de gestion, comprennent essentiellement :

- Les promenades et espaces verts ;
- Les aires de stationnement;
- La voirie ;
- Les blockhaus ;
- Le bâtiment de la gare transatlantique situé à l'Ouest de la voie Charretière ;
- La voie charretière.

Ils sont remis au gestionnaire pour qu'il en assure : l'aménagement, la gestion et l'entretien aux fins de maintenir **un ensemble immobilier à vocation muséographique, touristiques et pôle d'animation urbaine.**

Article 3 – Modalités générales du transfert de gestion :

Le gestionnaire prend les dépendantes définies aux articles 1 et 2 dans l'état dans lesquelles elles se trouvent. Il ne sera admis aucune indemnité ou réclamation au sujet de la consistance, de l'état ou de la disposition des ouvrages.

Le gestionnaire assure la sécurité du public et des usagers en ce qui concerne les dépendances, objet des présentes.

En aucun cas, la responsabilité de Ports de Normandie ne peut être recherchée par le gestionnaire pour quelque cause que ce soit en cas de dommages causés à ses installations ou de gêne apportée à leur exploitation par des tiers ou par les activités normales du port.

Le gestionnaire fera son affaire de toute responsabilité qu'il pourrait encourir, au titre des activités dont il a la charge.

Le gestionnaire devra souscrire une assurance relative à la gestion de l'emprise transférée. Le gestionnaire communique annuellement au propriétaire son attestation d'assurance.

Article 4- Modalités particulières du transfert de gestion :

En complément des prescriptions générales, le gestionnaire devra se conformer aux prescriptions ci-dessous :

4.1 Le gestionnaire n'est fondé à élever aucune réclamation dans le cas où l'établissement et l'exploitation d'autres ouvrages seraient autorisés à proximité de ceux faisant l'objet du présent acte.

4.2 Le gestionnaire doit réserver la continuité de la circulation sur les quais (*nord et ouest de la zone transférée*) sur une bande de 5 mètres.

4.3 Sont à la charge du gestionnaire, sauf recours contre qui de droit, toutes les indemnités qui pourraient être dues à des tiers en raison de la présente des ouvrages, objet du transfert de gestion, de leur utilisation ou des travaux de premier établissement, de modification et d'entretien.

4.4. le gestionnaire est également tenu de se conformer :

- aux prescriptions relatives à la lutte contre les risques de pollution et de nuisances de toutes sortes pouvant résulter non seulement de l'exécution des travaux mais aussi de l'exploitation de ses installations ;
- aux mesures qui lui sont prescrites pour la signalisation des ouvrages maritimes ou des zones d'exploitation portuaires dont l'accès est conditionné par les emprises transférées.

4.5 Le gestionnaire supportera les frais d'établissement d'entretien et de fonctionnement des installations de signalisation maritime qui seraient prescrites par le service des Phares et Balises ; au cas où de telles installations seraient reconnues nécessaires, leur mise en place sera effectuée sous le contrôle des représentants du service des Phares et Balises ; il en sera de même en ce qui concerne l'entretien et le fonctionnement.

4.6 Le gestionnaire doit laisser un accès libre au moyen de voies ouvertes à la circulation générale aux installations portuaires depuis la voirie dénommée Quai Général Lawton Collins. En particulier, l'accès au parking du terminal croisière doit être considéré comme une servitude. Cet accès ne doit jamais être empêché ni contraint.

Le gestionnaire doit également laisser les accès libres concernant les accès secours et pompier (par le nord, quai de France).

Article 5 - Exécution des travaux et entretien de l'emprise, objet du transfert de gestion :

Le gestionnaire est tenu de respecter la réglementation en vigueur, notamment le code du Patrimoine.

Tous les travaux d'entretien sont exécutés en matériaux de bonne qualité et mis en œuvre suivant les règles de l'art par le gestionnaire.

Tous les frais de modification et d'entretien sont à la charge du gestionnaire.

Sont également à sa charge les frais des travaux qu'il sera éventuellement autorisé à exécuter sur les ouvrages du domaine public maritime, notamment les raccordements à la voie publique et le rétablissement éventuel des accès à la mer à l'extérieur des dépendances transférées en gestion.

| |
|--|
| Accusé de réception en préfecture 014-200006096-20241217-24-208-DE Date de télétransmission : 21/12/2024 Date de réception en préfecture : 21/12/2024 |
|--|

Le gestionnaire devra recueillir l'avis préalable de Ports de Normandie concernant tout projet de travaux et de modifications de la zone objet de la présente, en amont de leur(s) réalisation(s).

Les plans de l'établissement des ouvrages et des ouvrages techniques, seront transmis à Ports de Normandie à sa demande.

Article 6 - Durée du transfert de gestion :

La présente convention est consentie à compter de la date de signature de la présente convention et jusqu'au 31 décembre 2049.

Si le gestionnaire ne respecte pas les obligations que lui impose, la présente convention, notamment s'il change la destination de l'emprise telle qu'elle est prévue aux articles 1 et 2, le propriétaire reprend de plein droit, gratuitement, la libre disposition des dépendances / des terre-pleins, ouvrages et installations.

Le propriétaire se trouve alors subrogé à tous les droits et obligations du gestionnaire.

Au terme de la convention, pour quelque cause que ce soit, le propriétaire devient propriétaire des installations de superstructure sans qu'il y ait lieu à indemnité à ce titre.

Toutefois le propriétaire peut, s'il le juge utile, exiger la démolition partielle ou totale des installations à la charge du gestionnaire.

En cas de non-exécution de la démolition dans le délai imparti au gestionnaire, il peut y être pourvu d'office à ses frais après mise en demeure restée sans effet.

Le retour des terre-pleins, ouvrages et installations, objet de la présente convention, sera constaté dans un procès-verbal dressé par le propriétaire un mois après une mise en demeure.

Article 7 - Fin anticipée du transfert de gestion :

La décision du gestionnaire de mettre fin à la gestion des terre-pleins, ouvrages et installations, objet de la présente convention, produit les mêmes effets que ceux prévus à l'article 6. Pour exercer ce droit, le gestionnaire doit respecter un préavis de six mois par lettre recommandée avec accusé réception à l'attention de Ports de Normandie.

A la demande du propriétaire, il peut également être mis fin au transfert de gestion, avec un préavis de six mois auprès du gestionnaire adressé par lettre recommandée avec accusé réception.

Article 8 - Conditions financières :

Compte tenu du caractère d'utilité publique, le transfert de gestion est consenti à titre gratuit.

Le gestionnaire supporte seul la charge de tous les impôts et notamment des taxes foncières, auxquels sont ou pourraient être assujettis les ouvrages.

Article 9 – Règlements des litiges :

Tous les litiges relatifs à la formation, à l'exécution et à l'interprétation de la présente convention non résolus à l'amiable seront de la compétence exclusive du Tribunal Administratif de Caen.

A Saint-Contest, le

Pour Ports de Normandie

Pour le Président du Syndicat Mixte
Et par délégation
Le Directeur Général

Philippe DEISS

A Cherbourg-En-Cotentin, le

Pour la Communauté d'Agglomération Le
Cotentin

Annexe n°1 – plan du transfert de gestion

Accusé de réception en préfecture
014-200006096-20241217-24-208-DE
Date de télétransmission : 21/12/2024
Date de réception préfecture : 21/12/2024



Servitude d'accès pompiers et véhicules portuaires

Accusé de réception en préfecture
014-200006296-20241217-24-208-DE
Date de télétransmission: 21/12/2024
Date de réception préfecture: 21/12/2024

Transfert de gestion

Servitude d'accès pompiers

Servitude accès terminal Croisière

Servitude d'accès au parking

- Limite domaine Ports de Normandie
- Gestion Communauté d'Agglomération du Cotentin

N° : 24-209

Accusé de réception en préfecture
014-200006096-20241217-24-209-DE
Date de télétransmission : 21/12/2024
Date de réception préfecture : 21/12/2024

DELIBERATION
DU COMITE SYNDICAL DU SYNDICAT MIXTE REGIONAL
DES PORTS DE CAEN-OUISTREHAM
CHERBOURG ET DIEPPE

**CHERBOURG – LIMITES ADMINISTRATIVES COTE MER ET COTE
TERRE**

Réunion du Mardi 17 décembre 2024

LE COMITE SYNDICAL DU SYNDICAT MIXTE REGIONAL DES PORTS DE CAEN-OUISTREHAM, CHERBOURG ET DIEPPE EST REUNI
LE MARDI 17 DECEMBRE 2024 A 10H AU SIEGE DE PORTS DE NORMANDIE 3 RUE RENE CASSIN 14280 SAINT-CONTEST
SOUS LA PRESIDENCE DE MONSIEUR JEAN MORIN.

SONT PRESENTS : Jean-François BLOC ; Philippe CHAPRON ; Michel FRICOUT ; Sophia HABIBI-NOORI ;
Quentin LAGALLARDE ; Gilles LELONG ; Marc MILLET ; Jean MORIN ; Valérie NOUVEL ; Bastien RECHER ;
Pierre VOGT ; Ludwig WILLAUME.

Monsieur Gilles LELONG ne prend pas part au vote (*les deux délégués titulaires représentant le Département de la Manche sont présents*).

Monsieur Nicolas JOYAU a donné pouvoir à Monsieur MARC MILLET.
Monsieur Alain BAZILLE a donné pouvoir à Monsieur Michel FRICOUT.

VOTANTS:13 POUR:13 CONTRE:0 ABSTENTION:0

VU le Code général des collectivités territoriales ;
VU le code de la propriété des personnes publiques ;
VU le code des transports, et notamment l'article R5311-1 ;
VU l'arrêté en date du 22 mars 2006 délimitant les limites administratives du port de Cherbourg ;
VU l'avis de l'Autorité Investie du Pouvoir de Police Portuaire du port de Cherbourg ;
VU l'avis du conseil portuaire réuni le 5 décembre 2024 ;
VU le rapport de Monsieur le Président du Syndicat Mixte ;

LE COMITE SYNDICAL DECIDE A L'UNANIMITE :

- d'approuver la mise à jour du plan fixant les limites administratives du port de Cherbourg ;

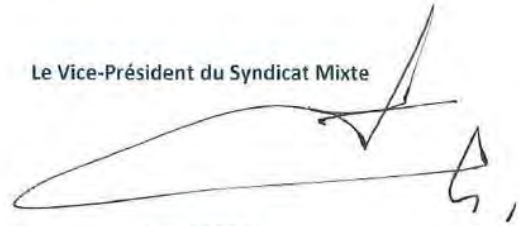
La présente délibération est susceptible de faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de CAEN, dans le délai de deux mois à compter de la date à laquelle elle est exécutoire. Ce recours contentieux peut être précédé, dans ce délai, d'un recours gracieux auprès du Président de Ports de Normandie. Cette procédure prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivants la réponse au recours gracieux. Le Tribunal Administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Accusé de réception en préfecture
014-200006096-20241217-24-209-DE
Date de télétransmission : 21/12/2024
Date de réception préfecture : 21/12/2024

- d'autoriser le Président à signer les documents, arrêtés et actes correspondants.

Publié sur le site Internet :
20 décembre 2024

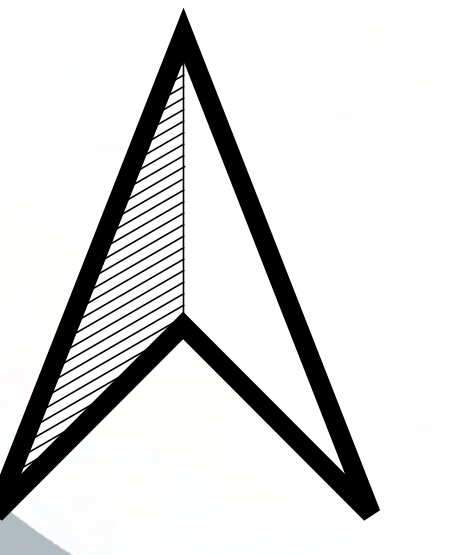
Le Vice-Président du Syndicat Mixte



Jean MORIN

La présente délibération est susceptible de faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de CAEN, dans le délai de deux mois à compter de la date à laquelle elle est exécutoire. Ce recours contentieux peut être précédé, dans ce délai, d'un recours gracieux auprès du Président de Ports de Normandie. Cette procédure prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivants la réponse au recours gracieux. Le Tribunal Administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Accusé de réception en préfecture
014-200006096-20241217-24-209-DE
Date de télétransmission : 21/12/2024
Date de réception préfecture : 21/12/2024



— Limites Domaine Ports de Normandie

N° : 24-210

Accusé de réception en préfecture
014-200006096-20241217-24-210-DE
Date de télétransmission : 21/12/2024
Date de réception préfecture : 21/12/2024

DELIBERATION
DU COMITE SYNDICAL DU SYNDICAT MIXTE REGIONAL
DES PORTS DE CAEN-OUISTREHAM
CHERBOURG ET DIEPPE

CHERBOURG – COT NEPTUNE ET REFACTURATION

Réunion du Mardi 17 décembre 2024

LE COMITE SYNDICAL DU SYNDICAT MIXTE REGIONAL DES PORTS DE CAEN-OUISTREHAM, CHERBOURG ET DIEPPE EST REUNI
LE MARDI 17 DECEMBRE 2024 A 10H AU SIEGE DE PORTS DE NORMANDIE 3 RUE RENE CASSIN 14280 SAINT-CONTEST
SOUS LA PRESIDENCE DE MONSIEUR JEAN MORIN.

SONT PRESENTS : Jean-François BLOC ; Philippe CHAPRON ; Michel FRICOUT ; Sophia HABIBI-NOORI ; Quentin LAGALLARDE ; Gilles LELONG ; Marc MILLET ; Jean MORIN ; Valérie NOUVEL ; Bastien RECHER ; Pierre VOGT ; Ludwig WILLAUME.

Monsieur Gilles LELONG ne prend pas part au vote (*les deux délégués titulaires représentant le Département de la Manche sont présents*).

Monsieur Nicolas JOYAU a donné pouvoir à Monsieur MARC MILLET.
Monsieur Alain BAZILLE a donné pouvoir à Monsieur Michel FRICOUT.

VOTANTS:13 POUR:13 CONTRE:0 ABSTENTION:0


VU le Code général des collectivités territoriales ;
VU la délibération n°21-157 du 15 octobre 2021 et n°23-122 du 28 septembre 2023 ;
VU le rapport de Monsieur le Président du Syndicat Mixte ;

LE COMITE SYNDICAL DECIDE A L'UNANIMITE :

- de donner délégation au Président pour mettre au point le protocole correspondant conformément au projet joint en annexe de la présente délibération ;
- d'autoriser le Président à signer les éléments nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Publié sur le site Internet :
20 décembre 2024

Le Vice-Président du Syndicat Mixte



Jean MORIN

La présente délibération est susceptible de faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de CAEN, dans le délai de deux mois à compter de la date à laquelle elle est exécutoire. Ce recours contentieux peut être précédé, dans ce délai, d'un recours gracieux auprès du Président de Ports de Normandie. Cette procédure prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivants la réponse au recours gracieux. Le Tribunal Administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Protocole tripartite

Régularisation de la Refacturation des consommations électriques des parties communes du bâtiment Neptune

Manche Marée – Filpromer – Ports de Normandie

ENTRE:

Le Syndicat Mixte Régional des Ports de Caen Ouistreham, Cherbourg et Dieppe (aussi dénommé **Ports de Normandie**), dont le siège est situé 3 rue René CASSIN 14 280 Saint-Contest

Représenté par Monsieur Hervé Morin en sa qualité de Président dûment habilité en vertu de de la délibération n° XX/XXX du XXXXXX,

Ci-après dénommé « **Ports de Normandie** »

d'une part,

ET

Manche Marée, société par actions simplifiées au capital de 116 000 euros dont le siège est situé à ZA Produimer – rue du port des flamands – 50110 Cherbourg en Cotentin, immatriculée au RCS de Cherbourg sous le n° 331 152 314 représenté par Monsieur Franck GOUIX, en sa qualité de gérant, dûment habilité,

Ci-après dénommé « **Manche Marée** »

d'autre part,

ET

Filpromer, société par actions simplifiées au capital de 230 000 euros dont le siège est situé à TOURLAVILLE, rue du port des flamands, 50110 Cherbourg en Cotentin, immatriculée au RCS de Cherbourg sous le n° 449 713 841, représenté par Franck GONDAL, en sa qualité de Président, dûment habilité,

Ci-après dénommé « **Filpromer** »

d'autre part,

Ensemble désignés "**les Parties**",

DEFINITIONS

- « **Les Occupants** » : désigne Manche Marée et Filpromer.
- « **Neptune** » : désigne l'ensemble immobilier constitué principalement d'une usine et de VRD attenants.



Préambule

- **Manche Marée** et **Filpromer** occupent le bâtiment **Neptune**, propriété de **Ports de Normandie**. Cette occupation est encadrée par des Autorisations d'Occupation Temporaires ou des Conventions d'Occupation Temporaires.
- **Neptune** est divisé en occupations privatives, où les **Occupants** exploitent des outils de production liés à leurs activités, et des parties communes qu'il n'a pas été possible d'attribuer individuellement, du fait de la configuration du bâtiment, ou d'une mutualisation (VRD, station de traitement...)
- Les **Occupants** n'ayant pas souhaité se constituer en société groupée, **Ports de Normandie** est partie prenante de l'exploitation de **Neptune**, et paie une partie des charges (exploitation de la station de traitement, abonnement et charges financière des fluides et électricité).
- La totalité de l'activité économique de **Neptune** étant le fait des **Occupants**, **Ports de Normandie** refacture les charges à l'euro l'euro. Les frais de gestion sont réputés être répercutés par le biais de la redevance d'occupation domaniale des **Occupants**.
- Les refacturations des parties privatives suivent un cheminement qui, in fine, permet leur règlement.
- Le principe de refacturation des parties communes obéit à une proratisation des charges en fonction des superficies occupées par les **Occupants**.
- Des sous-compteurs ont été installés dans le but d'individualiser les consommations électriques de chaque occupant.
- L'historique des superficies occupées a varié dans le temps. Par ailleurs les **Occupants** ont réalisé des travaux sur les installations électriques, ce qui a modifié l'architecture du réseau et a faussé les comptages, ou ont rendu les sous-comptages inopérants.
- De nombreuses démarches ont été menées dans le but de rétablir la pertinence des sous-comptages (études, essais, ...). Mais cela n'a jamais permis d'être totalement certain que les sous-comptage permettaient de refléter la situation réelle.

- Il a été établi notamment que les sous-compteurs n'étaient pas correctement calibrés, et que le calibrage, complété par des tests d'isolement, allait pouvoir permettre la refacturation.
- Partant, les **Occupants** ont refusé de payer les premières refacturations, et **Ports de Normandie**, tout en continuant d'informer du niveau cumulé de la dette, a cessé de refacturer en attendant un consensus.
- Au moment de la signature, la dette cumulée, supportée par **Ports de Normandie** est d'environ **XXXXXXXX €** HT. Elle s'alourdit chaque trimestre dans l'attente de la possibilité de refacturer.
- Lors des inspections il a été par ailleurs établi que deux dispositifs électriques étaient défectueux ou mal adaptés (Correcteur de cos φ, et Vigirex)
- Deux devis de prestations préalables ont été établis. Ils consistent en :
 - Des contrôles et mesures en vue du calibrage de chaque sous-compteurs
 - Le remplacement de deux appareils de sécurité et d'antipollution du réseau électrique (Correcteur de cos φ, et Vigirex)

LES PARTIES ONT CONVENU CE QUI SUIT :



ARTICLE 1 Objet du protocole

Le présent protocole définit les termes dans lesquels Les **Parties** s'entendent pour régulariser financièrement la refacturation des consommations électriques des parties communes connexes au bâtiment **Neptune**.

ARTICLE 2 Prise en charge des contrôles et mesures en vue du calibrage de chaque sous-compteurs

Il y a 14 compteurs à contrôler et régler. Cinq concernent Filpromer, cinq concernent Manche Marée et quatre concernent les parties communes.

Les parties conviennent qu'elles supporteront individuellement un tiers de la dépense.

Le devis (annexe 1) est de 37 765,41 € HT. Chaque Partie supportera 12 588,47 € HT soit :

| | Montants en € HT |
|--------------------|------------------|
| Montant du devis | 37 765,41 € |
| Ports de Normandie | 12 588,47 € |
| Manche Marée | 12 588,47 € |
| Filpromer | 12 588,47 € |

Manche Marée passe commande des contrôles et mesures en vue du calibrage de chaque sous-compteurs, selon le devis en annexe 1.

Le prestataire facturera directement **Filpromer** pour sa part, et facturera à **Manche Marée** le solde.

La part de **Ports de Normandie** sera déduite du règlement par **Manche Marée** de la dette contractée au titre de la refacturation des consommations électriques des parties communes.

ARTICLE 3 Prise en charge du remplacement du correcteur de cos ϕ

Le correcteur de cos ϕ permet de dépolluer le réseau électrique et d'éviter ainsi une facturation par Enedis d'une pénalité.

A ce stade les **Parties** ne se sont pas encore mises d'accord sur la nécessité de procéder à la pose d'un correcteur de cos ϕ , eu égard aux pénalités, compte tenu de la dépense afférente à son remplacement.

Un avenant au présent protocole viendra entériner la décision des parties à ce sujet.

ARTICLE 4 Prise en charge du remplacement du Vigirex

Le Vigirex protège les installations électriques. Il protège le TGBT (appartenant à **Ports de Normandie**) des défauts de l'installation des **Occupants**, et réciproquement, il protège les installations des **Occupants** d'un défaut du TGBT.

Il est par ailleurs nécessaire à la production des certificats de conformité électrique.

Partant les **Parties** conviennent qu'elles supporteront individuellement un tiers de la dépense.

Le devis (annexe 2) est de $2\,496.00 + 3\,924.00 = 6\,420.00$ € HT. Chaque **Partie** supportera 2 140.00 € HT soit :

| | Montants en € HT |
|--------------------|-------------------|
| | 2 496,00 € |
| | 3 924,00 € |
| Montant du devis | 6 420,00 € |
| Ports de Normandie | 2 140,00 € |
| Manche Marée | 2 140,00 € |
| Filpromer | 2 140,00 € |

Manche Marée passe commande du remplacement du Vigirex.

Le prestataire facturera directement **Filpromer** pour sa part, et facturera à **Manche Marée** le solde.

La part de **Ports de Normandie** sera déduite du règlement par **Manche Marée** de la dette contractée au titre de la refacturation des consommations électriques des parties communes.

ARTICLE 5 Estimation des consommations après prestations préalables

Une fois les prestations objet de l'Article 2 réalisées, une estimation de la répartition des consommations pourra être établie.

Elle sera effectuée par correction des relevés des compteurs, estimation des consommations passées selon l'observation des consommations sur une période test, ou par tout autre moyen dont les parties seront convenus.

Le cas échéant un avenant viendra entériner la méthode de calcul.

ARTICLE 6 Facturation de la régularisation de la dette

Alors **Ports de Normandie** pourra facturer les consommations des années passées, selon l'échéancier suivant :

2025 : 1/3 de la dette

2026 : 1/3 de la dette

2027 : solde de la dette

Ports de Normandie admet que la situation ne permet pas l'application d'intérêts ou de pénalités de retard pour le non-paiement des consommations électriques des parties communes.

ARTICLE 7 Renonciation à recours

Par le présent protocole, conclu sans reconnaissance de responsabilité en application des dispositions des articles 2044 et suivants du Code Civil, les **Parties** entendent mettre irrévocablement fin au différend les ayant opposées.

En conséquence, les **Parties** renoncent à toute demande future en lien avec ce différend et de manière irrévocable renonce à toute instance, action ou recours ultérieur qu'il soit amiable ou contentieux, devant quelque instance que ce soit, pour tout point objet du présent protocole ayant pour cause directe ou indirecte les faits et l'opération exposés et plus largement l'exécution du marché de travaux objet du présent protocole transactionnel.

Les **Parties** conservent cependant le bénéfice de toutes les garanties légales liées aux actes traitants des autorisations d'occupation.

ARTICLE 8 Juridiction

Le présent protocole est soumis au droit français.

Dans le cas d'un désaccord concernant l'interprétation ou la performance ou les conséquences du présent protocole, les **Parties** feront leurs meilleurs efforts pour arriver à un accord amiable.

En absence de règlement amiable dans un délai de soixante (60) jours à dater de la réception par l'une des **Parties**, par courrier accusé de réception, de la notification écrite du désaccord par l'autre **Partie**, le désaccord sera soumis au tribunal administratif de Caen.



Fait à [REDACTED],

Accusé de réception en préfecture
014-200006096-20241217-24-210-DE
Date de télétransmission : 21/12/2024
Date de réception préfecture : 21/12/2024

Le [REDACTED]

Pour Ports de Normandie

Le Président

Pour Manche Marée

Le Gérant

Pour Filpromer

Le Président

PROJET

Accusé de réception en préfecture
014-200006096-20241217-24-210-DE
Date de télétransmission : 21/12/2024
Date de réception préfecture : 21/12/2024

ARTICLE 9 Annexe 1 – Devis de contrôles et mesures en vue du calibrage de chaque sous-compteurs

Devis CEI n° C29/30/09/24 du 4 novembre 2024.

ARTICLE 10 Annexe 2 – Devis de remplacement de deux appareils de sécurité et d'antipollution du réseau électrique (Correcteur de $\cos \varphi$, et Vigirex)

Devis CEI n° B20/19/09/24 du 14 octobre 2024

PROJET

N° : 24-211

Accusé de réception en préfecture
014-200006096-20241217-24-211-DE
Date de télétransmission : 21/12/2024
Date de réception préfecture : 21/12/2024

DELIBERATION
DU COMITE SYNDICAL DU SYNDICAT MIXTE REGIONAL
DES PORTS DE CAEN-OUISTREHAM
CHERBOURG ET DIEPPE

DIEPPE – PONT COLBERT – COMMISSION INDEMNISATION

Réunion du Mardi 17 décembre 2024

LE COMITE SYNDICAL DU SYNDICAT MIXTE REGIONAL DES PORTS DE CAEN-OUISTREHAM, CHERBOURG ET DIEPPE EST REUNI
LE MARDI 17 DECEMBRE 2024 A 10H AU SIEGE DE PORTS DE NORMANDIE 3 RUE RENE CASSIN 14280 SAINT-CONTEST
SOUS LA PRESIDENCE DE MONSIEUR JEAN MORIN.

SONT PRESENTS : Jean-François BLOC ; Philippe CHAPRON ; Michel FRICOUT ; Sophia HABIBI-NOORI ;
Quentin LAGALLARDE ; Gilles LELONG ; Marc MILLET ; Jean MORIN ; Valérie NOUVEL ; Bastien RECHER ;
Pierre VOGT ; Ludwig WILLAUME.

Monsieur Gilles LELONG ne prend pas part au vote (*les deux délégués titulaires représentant le Département de la Manche sont présents*).

Monsieur Nicolas JOYAU a donné pouvoir à Monsieur MARC MILLET.
Monsieur Alain BAZILLE a donné pouvoir à Monsieur Michel FRICOUT.

VOTANTS:13 POUR:13 CONTRE:0 ABSTENTION:0

VU le Code général des collectivités territoriales ;

VU les délibérations n°22-063 du 3 mai 2022 et n°24-048 du 8 avril 2024 ;

VU le rapport de Monsieur le Président du Syndicat Mixte ;

CONSIDERANT la réunion de la Commission d'Indemnisation Amiable qui s'est tenue le 6 décembre 2024,

LE COMITE SYNDICAL DECIDE A L'UNANIMITE :

- d'acter les montants d'indemnisation tels que décidés par la Commission d'Indemnisation du 6 décembre 2024 à savoir :

| | |
|------------------------|------------|
| La Boucherie du Pollet | 6 144,00 € |
| M.FLEUR | 767,00 € |
| TOTAL | 6 911.00 € |

- d'intégrer les sommes correspondantes dans la Décision Modificative n°5 ;

La présente délibération est susceptible de faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de CAEN, dans le délai de deux mois à compter de la date à laquelle elle est exécutoire. Ce recours contentieux peut être précédé, dans ce délai, d'un recours gracieux auprès du Président de Ports de Normandie. Cette procédure prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivants la réponse au recours gracieux. Le Tribunal Administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Accusé de réception en préfecture
014-200006096-20241217-24-211-DE
Date de télétransmission : 21/12/2024
Date de réception préfecture : 21/12/2024

- d'autoriser le Président à signer les documents nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Publié sur le site Internet :
20 décembre 2024

Le Vice-Président du Syndicat Mixte



Jean MORIN

La présente délibération est susceptible de faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de CAEN, dans le délai de deux mois à compter de la date à laquelle elle est exécutoire. Ce recours contentieux peut être précédé, dans ce délai, d'un recours gracieux auprès du Président de Ports de Normandie. Cette procédure prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivants la réponse au recours gracieux. Le Tribunal Administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

N° : 24-212

Accusé de réception en préfecture
014-200006096-20241217-24-212-DE
Date de télétransmission : 21/12/2024
Date de réception préfecture : 21/12/2024

DELIBERATION
DU COMITE SYNDICAL DU SYNDICAT MIXTE REGIONAL
DES PORTS DE CAEN-OUISTREHAM
CHERBOURG ET DIEPPE

DIEPPE – QUAI HENRI IV – VENTE A TITRE GRATUIT DE VOIRIES

Réunion du Mardi 17 décembre 2024

LE COMITE SYNDICAL DU SYNDICAT MIXTE REGIONAL DES PORTS DE CAEN-OUISTREHAM, CHERBOURG ET DIEPPE EST REUNI
LE MARDI 17 DECEMBRE 2024 A 10H AU SIEGE DE PORTS DE NORMANDIE 3 RUE RENE CASSIN 14280 SAINT-CONTEST
SOUS LA PRESIDENCE DE MONSIEUR JEAN MORIN.

SONT PRESENTS : Jean-François BLOC ; Philippe CHAPRON ; Michel FRICOUT ; Sophia HABIBI-NOORI ; Quentin LAGALLARDE ; Gilles LELONG ; Marc MILLET ; Jean MORIN ; Valérie NOUVEL ; Bastien RECHER ; Pierre VOGT ; Ludwig WILLAUME.

Monsieur Gilles LELONG ne prend pas part au vote (*les deux délégués titulaires représentant le Département de la Manche sont présents*).

Monsieur Nicolas JOYAU a donné pouvoir à Monsieur MARC MILLET.
Monsieur Alain BAZILLE a donné pouvoir à Monsieur Michel FRICOUT.

VOTANTS:13 POUR:13 CONTRE:0 ABSTENTION:0

VU le Code général des collectivités territoriales ;
VU le code de la propriété des personnes publiques et notamment l'article L3112-1 ;
VU la consultation du service d'évaluation domanial de l'Etat ;
VU le rapport de Monsieur le Président du Syndicat Mixte ;

CONSIDERANT que la cession concerne des emprises de domaine public non cadastré sis quai du Hâble, quai Henri IV, ainsi que la parcelle AK 50 sise boulevard de Verdun, l'ensemble étant situé à Dieppe, et étant une composante du domaine public ;

CONSIDERANT qu'il est nécessaire d'adopter une délibération prenant acte du transfert de propriété de Ports de Normandie à la commune de Dieppe,

LE COMITE SYNDICAL DECIDE A L'UNANIMITE :

- d'approuver le transfert de propriété du domaine public non cadastré, à la commune de Dieppe, composé de : voiries, trottoirs, espaces de stationnement ; à titre gratuit, conformément au plan joint à la présente délibération, selon le principe de la cession entre personnes publiques ;
- d'approuver la cession par acte notarié, à titre gratuit, d'une partie de la parcelle AK 50, composante du domaine public de Ports de Normandie à usage de voirie publique, à la commune de Dieppe, conformément au plan joint à la présente délibération, selon le principe de la cession entre personnes publiques ;

La présente délibération est susceptible de faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de CAEN, dans le délai de deux mois à compter de la date à laquelle elle est exécutoire. Ce recours contentieux peut être précédé, dans ce délai, d'un recours gracieux auprès du Président de Ports de Normandie. Cette procédure prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivants la réponse au recours gracieux. Le Tribunal Administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Accusé de réception en préfecture
014-200006096-20241217-24-212-DE
Date de télétransmission : 21/12/2024
Date de réception préfecture : 21/12/2024

- d'autoriser le Président ainsi qu'un Vice-Président à signer tous les documents relatifs à ce dossier et les actes correspondants.

Publié sur le site Internet :
20 décembre 2024

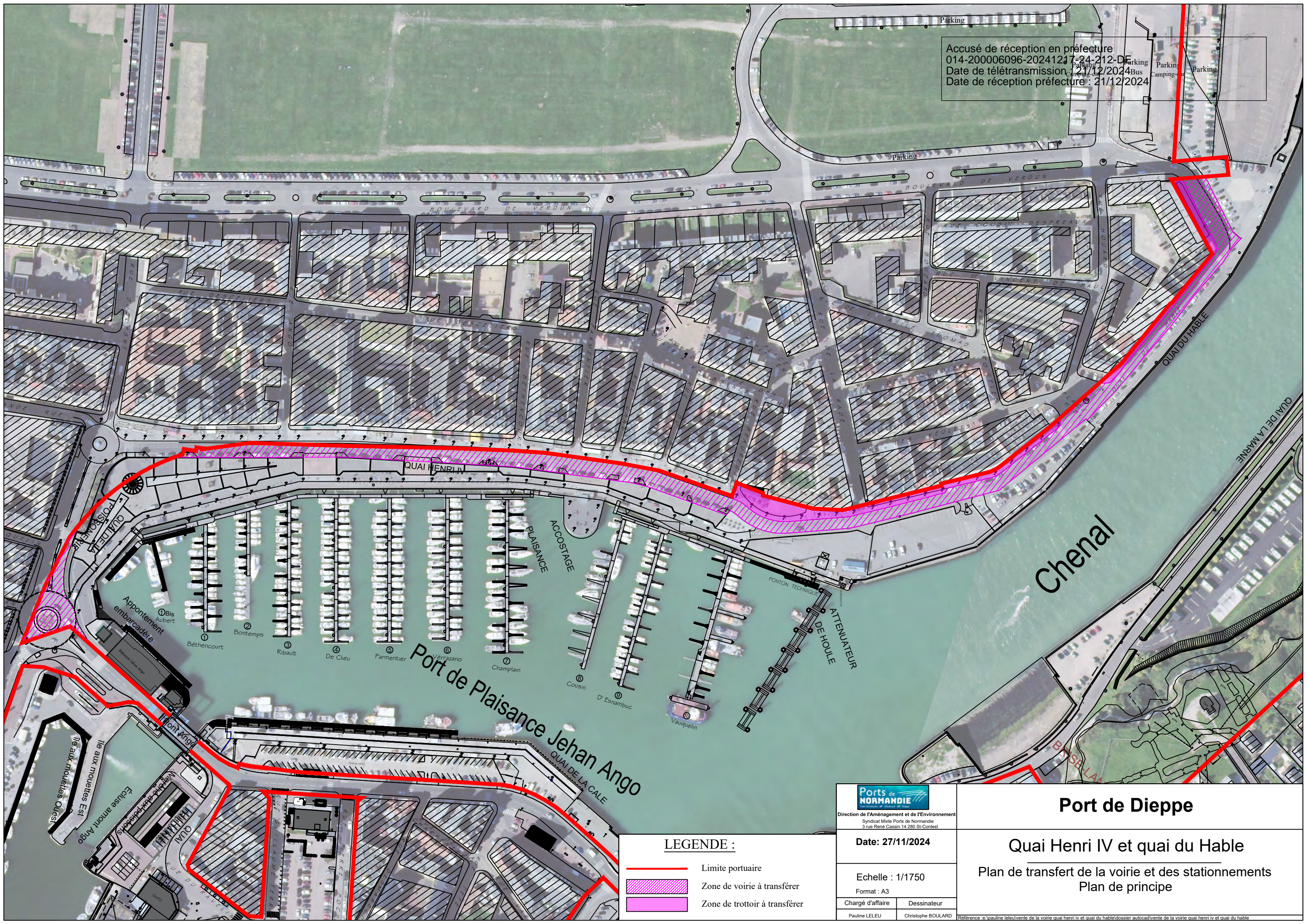
Le Vice-Président du Syndicat Mixte



Jean MORIN

La présente délibération est susceptible de faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de CAEN, dans le délai de deux mois à compter de la date à laquelle elle est exécutoire. Ce recours contentieux peut être précédé, dans ce délai, d'un recours gracieux auprès du Président de Ports de Normandie. Cette procédure prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivants la réponse au recours gracieux. Le Tribunal Administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Accusé de réception en préfecture
 014-200006096-20241217-24-212-DE
 Date de télétransmission : 21/12/2024
 Date de réception préfecture : 21/12/2024



LEGENDE :

- Limite portuaire
- Zone de voirie à transférer
- Zone de trottoir à transférer

Ports de NORMANDIE
 Direction de l'Aménagement et de l'Environnement
 Syndicat Mixte Ports de Normandie
 3 rue René Cassin 14 280 St-Contest

Date : 27/11/2024

Echelle : 1/1750
 Format : A3

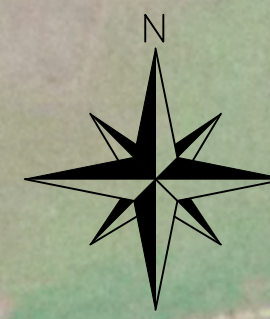
| | |
|------------------|--------------------|
| Chargé d'affaire | Dessinateur |
| Pauline LELEU | Christophe BOULARD |

Port de Dieppe


Quai Henri IV et quai du Hable

Plan de transfert de la voirie et des stationnements
 Plan de principe

Référence : e:\pauline.leleu\vente de la voirie quai henri iv et quai du hable\dossier autocad\vente de la voirie quai henri iv et quai du hable



Légende

 Désaffectation et déclassé du domaine public



Direction de l'Aménagement et de l'Environnement

Date :05/12/2024

Echelle : 1/500

Port de Caen-Ouistreham

Terminal Croisière

Cession EPFN

Référence :

P:\DAE\APICA - Cartographie\GD - Gestion
domaine\Caen\DWG\Cassio
EPFN\CAO\caen-ouest\algerie_0.dwg

N° : 24-213

Accusé de réception en préfecture
014-200006096-20241217-24-213-DE
Date de télétransmission : 21/12/2024
Date de réception préfecture : 21/12/2024

DELIBERATION
DU COMITE SYNDICAL DU SYNDICAT MIXTE REGIONAL
DES PORTS DE CAEN-OUISTREHAM
CHERBOURG ET DIEPPE

DIEPPE – LIMITES ADMINISTRATIVES COTE MER ET COTE TERRE

Réunion du Mardi 17 décembre 2024

LE COMITE SYNDICAL DU SYNDICAT MIXTE REGIONAL DES PORTS DE CAEN-OUISTREHAM, CHERBOURG ET DIEPPE EST REUNI
LE MARDI 17 DECEMBRE 2024 A 10H AU SIEGE DE PORTS DE NORMANDIE 3 RUE RENE CASSIN 14280 SAINT-CONTEST
SOUS LA PRESIDENCE DE MONSIEUR JEAN MORIN.

SONT PRESENTS : Jean-François BLOC ; Philippe CHAPRON ; Michel FRICOUT ; Sophia HABIBI-NOORI ;
Quentin LAGALLARDE ; Gilles LELONG ; Marc MILLET ; Jean MORIN ; Valérie NOUVEL ; Bastien RECHER ;
Pierre VOGT ; Ludwig WILLAUME.

Monsieur Gilles LELONG ne prend pas part au vote (*les deux délégués titulaires représentant le Département de la Manche sont présents*).

Monsieur Nicolas JOYAU a donné pouvoir à Monsieur MARC MILLET.
Monsieur Alain BAZILLE a donné pouvoir à Monsieur Michel FRICOUT.

VOTANTS:13 POUR:13 CONTRE:0 ABSTENTION:0

VU le Code général des collectivités territoriales ;
VU le code de la propriété des personnes publiques ;
VU le code des transports, et notamment l'article R5311-1 ;
VU l'arrêté en date du 18 décembre 2006 délimitant les limites administratives du port de Dieppe ;
VU l'avis de l'Autorité Investie du Pouvoir de Police Portuaire du port de Dieppe ;
VU l'avis du conseil portuaire réuni le 12 décembre 2024 ;
VU le rapport de Monsieur le Président du Syndicat Mixte ;

LE COMITE SYNDICAL DECIDE A L'UNANIMITE :

- d'approuver la mise à jour du plan fixant les limites administratives du port de Dieppe ;

La présente délibération est susceptible de faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de CAEN, dans le délai de deux mois à compter de la date à laquelle elle est exécutoire. Ce recours contentieux peut être précédé, dans ce délai, d'un recours gracieux auprès du Président de Ports de Normandie. Cette procédure prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivants la réponse au recours gracieux. Le Tribunal Administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Accusé de réception en préfecture
014-200006096-20241217-24-213-DE
Date de télétransmission : 21/12/2024
Date de réception préfecture : 21/12/2024

- d'autoriser le Président à signer les documents, arrêtés et actes correspondants.

Publié sur le site Internet :
20 décembre 2024

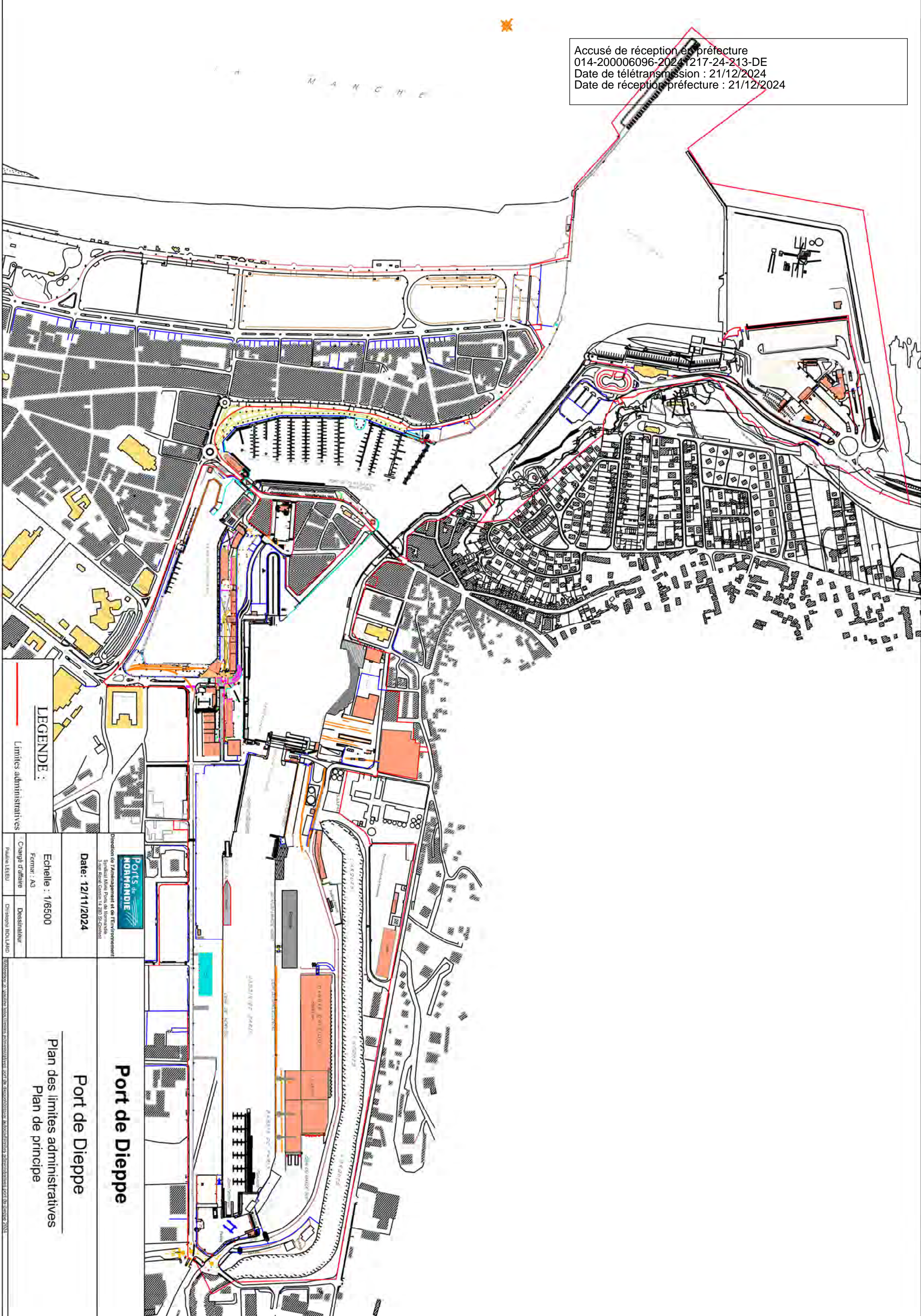
Le Vice-Président du Syndicat Mixte



Jean MORIN

La présente délibération est susceptible de faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de CAEN, dans le délai de deux mois à compter de la date à laquelle elle est exécutoire. Ce recours contentieux peut être précédé, dans ce délai, d'un recours gracieux auprès du Président de Ports de Normandie. Cette procédure prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivants la réponse au recours gracieux. Le Tribunal Administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Accusé de réception en préfecture
014-200006096-20241217-24-213-DE
Date de télétransmission : 21/12/2024
Date de réception préfecture : 21/12/2024



M A N C H E

LEGENDE :

Limites administratives



Direction de l'aménagement et de l'environnement
1 rue de la République
3 rue René Cochin 14 200 St-Clément

Date: 12/11/2024

Echelle : 1/6500

Format : A3

Chargé d'affaire

Pauline LEBEU

Port de Dieppe

Port de Dieppe

**Plan des limites administratives
Plan de principe**

Document de référence : 2024-12-17-24-213-DE

N° : 24-214

Accusé de réception en préfecture
014-200006096-20241217-24-214-DE
Date de télétransmission : 21/12/2024
Date de réception préfecture : 21/12/2024

DELIBERATION
DU COMITE SYNDICAL DU SYNDICAT MIXTE REGIONAL
DES PORTS DE CAEN-OUISTREHAM
CHERBOURG ET DIEPPE

**PORT DE DIEPPE – CONVENTION DE SUPERPOSITION
D’AFFECTATION – AVENANT N°1 – QUAI HENRI IV ET QUAI DU
HABLE**

Réunion du Mardi 17 décembre 2024

LE COMITE SYNDICAL DU SYNDICAT MIXTE REGIONAL DES PORTS DE CAEN-OUISTREHAM, CHERBOURG ET DIEPPE EST REUNI
LE MARDI 17 DECEMBRE 2024 A 10H AU SIEGE DE PORTS DE NORMANDIE 3 RUE RENE CASSIN 14280 SAINT-CONTEST
SOUS LA PRESIDENCE DE MONSIEUR JEAN MORIN.

SONT PRESENTS : Jean-François BLOC ; Philippe CHAPRON ; Michel FRICOUT ; Sophia HABIBI-NOORI ;
Quentin LAGALLARDE ; Gilles LELONG ; Marc MILLET ; Jean MORIN ; Valérie NOUVEL ; Bastien RECHER ;
Pierre VOGT ; Ludwig WILLAUME.

Monsieur Gilles LELONG ne prend pas part au vote (*les deux délégués titulaires représentant le Département de la Manche sont présents*).

Monsieur Nicolas JOYAU a donné pouvoir à Monsieur MARC MILLET.
Monsieur Alain BAZILLE a donné pouvoir à Monsieur Michel FRICOUT.

VOTANTS:13 POUR:13 CONTRE:0 ABSTENTION:0

VU le Code général des collectivités territoriales ;
VU la convention de superposition d’affectation, relative au quai Henri IV, signée le 14 février 2022 ;
VU le rapport de Monsieur le Président du Syndicat Mixte ;

LE COMITE SYNDICAL DECIDE A L’UNANIMITE :

- de valider la mise à jour du périmètre de la convention de superposition d’affectation du quai Henri IV et du quai du Hâble conformément le plan joint ;

La présente délibération est susceptible de faire l’objet d’un recours contentieux devant le Tribunal administratif de CAEN, dans le délai de deux mois à compter de la date à laquelle elle est exécutoire. Ce recours contentieux peut être précédé, dans ce délai, d’un recours gracieux auprès du Président de Ports de Normandie. Cette procédure prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivants la réponse au recours gracieux. Le Tribunal Administratif peut être saisi par l’application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Accusé de réception en préfecture
014-200006096-20241217-24-214-DE
Date de télétransmission : 21/12/2024
Date de réception préfecture : 21/12/2024

- d'autoriser le Président à mettre au point et à signer l'avenant n°1, tel que joint en annexe à la présente délibération.

Publié sur le site Internet :
20 décembre 2024

Le Vice-Président du Syndicat Mixte



Jean MORIN

La présente délibération est susceptible de faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de CAEN, dans le délai de deux mois à compter de la date à laquelle elle est exécutoire. Ce recours contentieux peut être précédé, dans ce délai, d'un recours gracieux auprès du Président de Ports de Normandie. Cette procédure prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivants la réponse au recours gracieux. Le Tribunal Administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

CONVENTION DE SUPERPOSITION D’AFFECTATION DU DOMAINE PUBLIC MARITIME

TERRASSES DU QUAI HENRI IV ET QUAI DU HABLE

PORTS DE NORMANDIE

SITE DE DIEPPE

Avenant n° 1

ENTRE

Le Syndicat Mixte Ouvert Ports de Normandie, dont le siège social est à Saint-Contest – 3 rue René Cassin, représenté par Monsieur Hervé MORIN, son Président en exercice, spécialement autorisé à l’effet des présentes en vertu d’une délibération du Comité Syndical du 17 décembre 2024, n° 24-XXX, ci-après désigné « Ports de Normandie » ;

D’une part

ET

La Ville de DIEPPE, dont le siège social est sis Parc Jehan Ango – 76200 DIEPPE, représentée par son Maire en exercice, Monsieur Nicolas LANGLOIS, dûment habilité en vertu d’une délibération en date du 3 mars 2024, ci-après désigné « Ville de Dieppe » ou « le bénéficiaire » ;

D’autre part

PREAMBULE

Le quai Henri IV est un ouvrage du domaine public maritime de Ports de Normandie (site de Dieppe), dont la vocation portuaire principale est l’activité plaisance. Il est également support d’une voirie urbaine à usage de circulation piétonne et routière éponyme. Le développement touristique des dernières années en a fait un endroit très prisé des touristes. Diverses animations et évènements jalonnent la saison et de nombreuses terrasses de cafés et restaurants s’y installent aux beaux jours. Ces espaces extérieurs sont une composante désormais essentielle de ces commerces dans le contexte sanitaire. Au quotidien, les services municipaux coordonnent les manifestations en tant qu’autorité organisatrice des foires et marchés et du pouvoir de police conféré au Maire de Dieppe sur cette voie ouverte à la circulation publique.

La vocation urbaine du Quai Henri IV s’est affirmée au fil du temps. Aussi, une convention de superposition a été signée entre la Ville de Dieppe et le Syndicat Mixte Ports de Normandie, conformément à [l’article L 2123-7 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques](#). Cette convention prévoit que la Ville de Dieppe a la gestion des espaces du domaine portuaire, s’agissant des occupations domaniales et des diverses animations et évènements.

Lors d'un échange entre les services de la Ville et de Ports de Normandie au sujet de la voirie bordant le quai Henri IV, il est apparu que ces espaces de domaine public (composés de trottoirs, de voiries et de zone de stationnement) n'avaient pas d'usage portuaire. Aussi, il a été convenu qu'une partie des emprises, propriété du port, sera rétrocédée à la Ville de Dieppe.

Par conséquent, il est nécessaire de mettre à jour, par voie d'avenant, le plan de la convention de superposition d'affectation afin de prendre en compte la mise à jour des espaces transférés à la Ville de Dieppe.

ARTICLE 1

Modification du périmètre de la convention :

La voirie du quai Henri IV (côté ville), les zones de stationnement afférentes, ainsi que les trottoirs situés quai du Hâble, ont fait l'objet ou feront l'objet dès que possible d'une rétrocession de Ports de Normandie au bénéfice de la Ville de Dieppe, de domaine public à domaine public.

Par conséquent, le plan annexe à la convention de superposition d'affectation en date du 14 février 2022 est supprimé et remplacé par le plan mis à jour, ci-annexé au présent avenant.

ARTICLE 2

Prise d'effet

Le présent avenant prendra effet dès lors que la délibération, la plus tardive entre Ports de Normandie ou la commune de Dieppe, actant la rétrocession du domaine public à la commune de Dieppe sera exécutoire.

ARTICLE 3

Maintien des clauses de la convention initiale

Les clauses de la convention de superposition d'affectation initiale, du 14 février 2022, demeurent inchangées et applicables au bénéficiaire.

PJ : Annexe n° 1 – plan

A Saint-Contest le

A Dieppe le

***Le Syndicat Mixte Ouvert
Ports de Normandie
Pour le Président et par délégation***

La Ville de Dieppe

***Monsieur Philippe DEISS
Directeur Général***

***Monsieur Nicolas LANGLOIS
Maire de Dieppe***

ARMOIRE EX SMPD

COFFRET PC "VILLE"

ARMOIRE EX SMPD

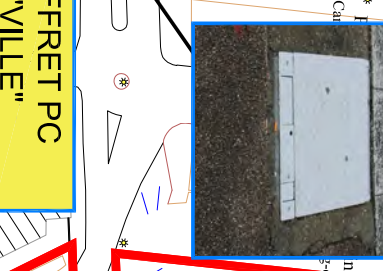
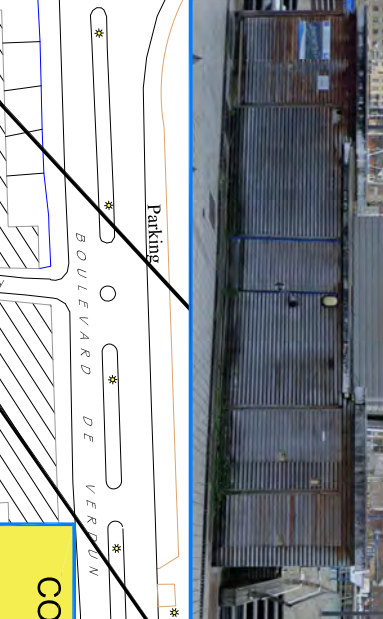
COFFRET PC "VILLE"

Borne N°3

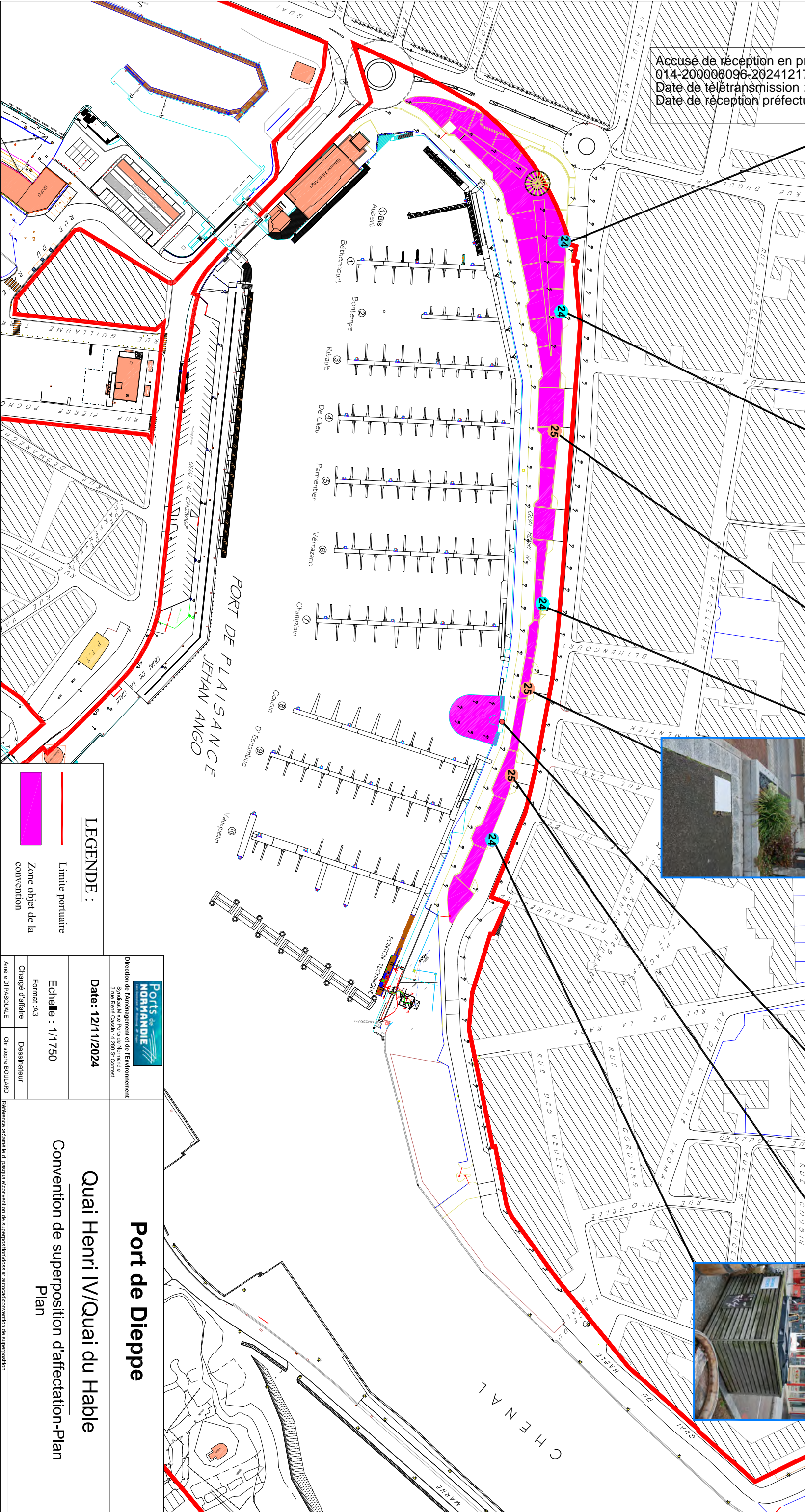
ARMOIRE EX SMPD

Compteurs

Borne N°1



Accusé de réception en préfecture
014-200006096-20241217-24-214-DE
Date de télétransmission : 21/12/2024
Date de réception préfecture : 21/12/2024



LEGENDE :

- Limite portuaire
- Zone objet de la convention

Ports de NORMANDIE

Direction de l'aménagement et de l'environnement
Sindicat Mixte Ports de Normandie
3 rue René Cassin 14 280 St-Catier

Date: 12/11/2024

Port de Dieppe

Quai Henri IV/Quai du Hable

Convention de superposition d'affectation-Plan

Echelle : 1/1750

Format : A3

Chargé d'affaire : Dessinateur

Amélioré D'PASQUALE

Christophe BOLLARD

Plan

Reference: schéma de situation / convention de superposition / dossier autoconvention de superposition

N° : 24-215

Accusé de réception en préfecture
014-200006096-20241217-24-215-DE
Date de télétransmission : 21/12/2024
Date de réception préfecture : 21/12/2024

DELIBERATION
DU COMITE SYNDICAL DU SYNDICAT MIXTE REGIONAL
DES PORTS DE CAEN-OUISTREHAM
CHERBOURG ET DIEPPE

DIEPPE – COT CIRCULARGAZ - AVENANT

Réunion du Mardi 17 décembre 2024

LE COMITE SYNDICAL DU SYNDICAT MIXTE REGIONAL DES PORTS DE CAEN-OUISTREHAM, CHERBOURG ET DIEPPE EST REUNI
LE MARDI 17 DECEMBRE 2024 A 10H AU SIEGE DE PORTS DE NORMANDIE 3 RUE RENE CASSIN 14280 SAINT-CONTEST
SOUS LA PRESIDENCE DE MONSIEUR JEAN MORIN.

SONT PRESENTS : Jean-François BLOC ; Philippe CHAPRON ; Michel FRICOUT ; Sophia HABIBI-NOORI ;
Quentin LAGALLARDE ; Gilles LELONG ; Marc MILLET ; Jean MORIN ; Valérie NOUVEL ; Bastien RECHER ;
Pierre VOGT ; Ludwig WILLAUME.

Monsieur Gilles LELONG ne prend pas part au vote (*les deux délégués titulaires représentant le Département de la Manche sont présents*).

Monsieur Nicolas JOYAU a donné pouvoir à Monsieur MARC MILLET.
Monsieur Alain BAZILLE a donné pouvoir à Monsieur Michel FRICOUT.

VOTANTS:13 POUR:13 CONTRE:0 ABSTENTION:0

VU le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques,
VU la délibération du Syndicat Mixte n° 20-117 du 16 octobre 2020 ;
VU la convention d'occupation temporaire accordée à Circulargaz Dieppe, n° 70 217 22 03, en date du 13 novembre 2020 ;
VU l'avenant n° 1 à la convention initiale, arrêtant les montants définitifs des travaux, en date du 19 juillet 2022 ;
VU la fusion de Circulargaz Dieppe avec Olatein Dieppe ;
VU le rapport de Monsieur le Président du Syndicat Mixte ;

LE COMITE SYNDICAL DECIDE A L'UNANIMITE :

- d'autoriser la signature de l'avenant n° 2 de la convention d'occupation temporaire accordée à Circulargaz Dieppe actant la fusion au nom de Olatein Dieppe (réf n° 76 217 22 03) ;

La présente délibération est susceptible de faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de CAEN, dans le délai de deux mois à compter de la date à laquelle elle est exécutoire. Ce recours contentieux peut être précédé, dans ce délai, d'un recours gracieux auprès du Président de Ports de Normandie. Cette procédure prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivants la réponse au recours gracieux. Le Tribunal Administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Accusé de réception en préfecture
014-200006096-20241217-24-215-DE
Date de télétransmission : 21/12/2024
Date de réception préfecture : 21/12/2024

- d'autoriser le Président à signer la ~~Convention d'Occupation Temporaire et les actes afférents,~~ nécessaires à la mise en œuvre de cette délibération.

Publié sur le site Internet :
20 décembre 2024

Le Vice-Président du Syndicat Mixte



Jean MORIN

La présente délibération est susceptible de faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de CAEN, dans le délai de deux mois à compter de la date à laquelle elle est exécutoire. Ce recours contentieux peut être précédé, dans ce délai, d'un recours gracieux auprès du Président de Ports de Normandie. Cette procédure prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivants la réponse au recours gracieux. Le Tribunal Administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

N° : 24-216

Accusé de réception en préfecture
014-200006096-20241217-24-216-DE
Date de télétransmission : 21/12/2024
Date de réception préfecture : 21/12/2024

DELIBERATION
DU COMITE SYNDICAL DU SYNDICAT MIXTE REGIONAL
DES PORTS DE CAEN-OUISTREHAM
CHERBOURG ET DIEPPE

DIEPPE- COT EMDT

Réunion du Mardi 17 décembre 2024

LE COMITE SYNDICAL DU SYNDICAT MIXTE REGIONAL DES PORTS DE CAEN-OUISTREHAM, CHERBOURG ET DIEPPE EST REUNI
LE MARDI 17 DECEMBRE 2024 A 10H AU SIEGE DE PORTS DE NORMANDIE 3 RUE RENE CASSIN 14280 SAINT-CONTEST
SOUS LA PRESIDENCE DE MONSIEUR JEAN MORIN.

SONT PRESENTS : Jean-François BLOC ; Philippe CHAPRON ; Michel FRICOUT ; Sophia HABIBI-NOORI ;
Quentin LAGALLARDE ; Gilles LELONG ; Marc MILLET ; Jean MORIN ; Valérie NOUVEL ; Bastien RECHER ;
Pierre VOGT ; Ludwig WILLAUME.

Monsieur Gilles LELONG ne prend pas part au vote (*les deux délégués titulaires représentant le Département de la Manche sont présents*).

Monsieur Nicolas JOYAU a donné pouvoir à Monsieur MARC MILLET.
Monsieur Alain BAZILLE a donné pouvoir à Monsieur Michel FRICOUT.

VOTANTS:13 POUR:12 CONTRE:0 ABSTENTION:1(P.CHAPRON)

VU le Code général des collectivités territoriales ;

VU la délibération n°21-162 du 15 octobre 2021 autorisant la signature d'un protocole d'accord ;

VU la délibération n°21-124 du 28 septembre 2023 autorisant la signature d'une Convention d'Occupation Temporaire (COT) avec EMDT ;

VU le rapport de Monsieur le Président du Syndicat Mixte ;

CONSIDERANT la nécessité de passer un avenant n°1 à la COT afin de fixer le montant définitif de la redevance d'occupation,

LE COMITE SYNDICAL DECIDE A LA MAJORITE :

- d'autoriser le Président à mettre au point et signer l'avenant n°1 à la Convention d'Occupation Temporaire avec EMDT conformément au projet joint en annexe de la présente délibération.

Publié sur le site Internet :
20 décembre 2024

Le Vice-Président du Syndicat Mixte



Jean MORIN

La présente délibération est susceptible de faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de CAEN, dans le délai de deux mois à compter de la date à laquelle elle est exécutoire. Ce recours contentieux peut être précédé, dans ce délai, d'un recours gracieux auprès du Président de Ports de Normandie. Cette procédure prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivants la réponse au recours gracieux. Le Tribunal Administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérécurrs citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Accusé de réception en préfecture
014-200006096-20241217-24-216-DE
Date de télétransmission : 21/12/2024
Date de réception préfecture : 21/12/2024



Avenant n° 1
CONVENTION D'OCCUPATION TEMPORAIRE

N° 76 217 24 05

Port de DIEPPE

***Base de maintenance du parc éolien en mer de
Dieppe-Le Tréport***

Entre les soussignés :

Le Syndicat Mixte Ouvert **PORTS DE NORMANDIE**, aussi dénommé « Ports de Normandie » dont le siège est situé à 3 rue de René CASSIN 14280 Saint-Contest, représenté par Monsieur Hervé Morin en sa qualité de Président dûment habilité en vertu de la délibération n°24-XXX du 6 décembre 2024 ;

Ci-après dénommée « **PDN** », d'une part,

ET

ÉOLIENNES EN MER DIEPPE LE TREPORT, société par actions simplifiée dont le siège social est situé à 1, Quai de l'avenir – 76200 Dieppe, enregistrée No 798 378 683 au RCS Dieppe, représentée par Paolo Cairo, Président

Ci-après dénommée ou « **Le Bénéficiaire** », d'autre part,

Le Bénéficiaire et PDN sont ci-après dénommés individuellement « Partie » et collectivement les « Parties ».

Considérant qu'il est nécessaire de modifier par voie d'avenant la convention initiale, n° 762172405, signée le 12 mars 2023, afin de déterminer définitivement les modalités de la redevance due par EMDT ;

Accusé de réception en préfecture
014-200006096-20241217-24-216-DE
Date de télétransmission : 21/12/2024
Date de réception préfecture : 21/12/2024

PROJET

| | |
|---|------------------------------------|
| Article 1 – Objet DE L'AVENANT n° 1 | 5 |
| Article 2 - Redevance d'occupation domaniale – MODIFICATION DE L'ARTICLE 7 de la cot initiale | 5 |
| 7.1. Montant..... | 5 |
| 7.2. Indexation du montant..... | 6 |
| 7.3. Facturation et paiement..... | Erreur ! Signet non défini. |
| 7.4. Opérations de dragage..... | Erreur ! Signet non défini. |
| Article 10 - RAPPEL DES PRESTATIONS ET travaux à REALISER au préalable de la prise d'effet par PDN | 6 |
| 10.1 Travaux..... | 6 |
| 10.2 Etat des lieux d'entrée..... | Erreur ! Signet non défini. |
| 10.3 Calendrier..... | Erreur ! Signet non défini. |
| Article 11 - Prestations et travaux du bénéficiaire | 6 |
| Article 19 - Litiges | 7 |
| Article 20 - formalite - publicite fonciere | 7 |
| Sont annexés aux présentes : | 8 |

LES PARTIES ONT DES LORS CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 – OBJET DE L’AVENANT N° 1

Les Parties conviennent de modifier la répartition de maîtrise d’ouvrage des travaux d’installation de la base de maintenance.

Ainsi les pontons d’accueil des navires d’exploitation de EMDT, qui devaient être construits par Ports de Normandie, le seront finalement par EMDT, qui va ainsi pouvoir les concevoir en fonction de ses besoins d’exploitation et ses références normatives. La maîtrise d’ouvrage de ces travaux relève de EMDT.

Au regard de cette nouvelle répartition le présent avenant a pour objet de modifier les conditions financières de la convention initiale du 12 mars 2023.

ARTICLE 2 - REDEVANCE D’OCCUPATION DOMANIALE – MODIFICATION DE L’ARTICLE 7 DE LA COT INITIALE (7.1 ET 7.2)

7.1. MONTANT

A compter du 18 novembre 2024, le Bénéficiaire sera redevable d’une redevance d’occupation fixée comme indiqué à l’**Annexe 2**, pendant 27 années, plus 5 années à l’option du bénéficiaire.

Trois mois avant la fin de la vingt-cinquième année, les Parties se rapprocheront pour négocier de bonne foi le montant de la redevance pour la durée contractuelle restante, laquelle pourra être négociée, dans le respect de la législation en vigueur.

Il est précisé que les montants de loyers figurant à l’**Annexe 2** sont calculés à partir de montants estimatifs. En cas d’évolution du montant des Travaux, agréé par les Parties, les montants des loyers seront ajustés en conséquence et entérinés par voie d’avenant.

La redevance est composée comme suit :

R1 est la base foncière correspondant au coût de l’occupation domaniale (composante R1)

R3 est composé du montant du remboursement de l’emprunt que contractera PDN. (composante R3)

R4 est la provision pour charges concernant le dragage d’entretien de l’emprise et des installations du port utilisés dans le cadre de l’exploitation du Projet, tel qu’indiqué dans l’**Annexe 2** (composante R4). Un bilan des charges de dragage sera fait tous les trois ans, et pourra donner lieu, en cas d’écart de plus de 10% à un ajustement sans toutefois dépasser le plafond indiqué dans l’**Annexe 2**.

La redevance est donc ainsi composée :

$$R = R1 + R3 + R4$$

La redevance annuelle sera entendue du 1^{er} janvier au 31 décembre de chaque année civile. En conséquence, la redevance due au titre de l’année d’entrée en vigueur sera exigible conformément au paragraphe 1 de cet article 7.1, et sera calculée au prorata restant à courir jusqu’au 31 décembre de l’année considérée.

La redevance est soumise à la TVA.

Il est convenu d’utiliser les règles d’arrondis avec deux décimales après la virgule.

Toute évolution de l’Emprise et/ou des conditions de mise à disposition de celle-ci donnera lieu à une révision du montant de la redevance par voie d’avenant actant ces modifications.

7.2. INDEXATION DU MONTANT

À partir du 1^{er} janvier 2025, le la composante R1 ci-dessus sera révisée au 1^{er} janvier de chaque année proportionnellement à la variation de l'indice TP02 « travaux de génie civil et d'ouvrages d'art neufs ou rénovation, identifiant 001710987 ».

L'indice de comparaison servant au calcul de la révision de R1 sera le dernier indice connu au JO au premier janvier de l'année en cours.

Au regard de ces dispositions, les modalités de révision seront les suivantes :

$$R1_{n+1} = R1_n * (TP02_{n+1}/TP02_n)$$

TP02_{n+1} : représente la dernière valeur de l'indice TP02 connue au 1er janvier de l'année en cours

TP02_n : représente la dernière valeur de l'indice TP02 connue au 1er janvier de l'année écoulée.

Les autres composantes (R3 et R4) ne sont pas révisables.

ARTICLE 10 - RAPPEL DES PRESTATIONS ET TRAVAUX A REALISER AU PREALABLE DE LA PRISE D'EFFET PAR PDN

10.1 TRAVAUX

La liste des Travaux est précisée en **Annexe 2 mise à jour**.

ARTICLE 11 - PRESTATIONS ET TRAVAUX DU BENEFICIAIRE

PDN autorise le Bénéficiaire à réaliser sous sa maîtrise d'ouvrage les travaux nécessaires à son processus industriel et/ou à ses besoins d'exploitation dans les conditions fixées ci-dessous.

L'ensemble des prestations et travaux prévus par le Bénéficiaire est indiqué en **Annexe 6**, et s'inscrit dans le calendrier qui figure en **Annexe 6**.

A la fin des travaux réalisés par le Bénéficiaire, un plan de récolement des installations sera transmis à PDN.

PDN ne supporte aucune charge afférente à la viabilité, à l'entretien ou à la réparation des ouvrages, constructions et installations réalisés par le Bénéficiaire. De plus, le Bénéficiaire a la charge de l'entretien et de la réparation des pontons.

La surveillance de l'état et de l'entretien des ouvrages réalisés par le Bénéficiaire est à sa charge, conformément au plan d'interface en **Annexe 5**.

PDN supporte les charges afférentes à la viabilité, à l'entretien ou à la réparation des ouvrages, constructions et installations du domaine public dont il a la charge et qui sont nécessaires pour permettre au Bénéficiaire d'exploiter normalement les ouvrages, constructions et installations réalisés par lui ou dont il a la jouissance.

Le Bénéficiaire s'engage à laisser libre accès, moyennant préavis raisonnable, à PDN sur l'Emprise, définis dans la présente Convention d'occupation temporaire, à terre ou sur le plan d'eau pour permettre la réalisation des travaux ou visites pour l'entretien ou la réparation des ouvrages. Pour cela les Parties s'engagent à s'accorder préalablement sur l'organisation, la durée et les moyens nécessaires à la réalisation des travaux ou des visites.

Concernant la construction des pontons d'accueil des navires d'exploitation de EMDT, il est prévu que le Bénéficiaire a la charge de ces travaux. Dès lors, la responsabilité de Ports de Normandie ne pourra

être mise en cause pour tout incident qui pourrait survenir dans ce cadre, et notamment en cas de vices de conception ou de construction.

ARTICLE 19 - LITIGES

En cas de litiges entre les Parties concernant la validité, l'exécution, l'interprétation ou la résiliation de la présente Convention d'occupation temporaire, les Parties s'efforceront de rechercher un accord amiable. En cas de désaccord persistant, les parties tenteront de résoudre leur différend par la voie de la médiation conformément au règlement de médiation du Centre et de Médiation et d'Arbitrage de Paris

(CMAP - 39 avenue Franklin D.Roosevelt 75008 PARIS). Si à l'issue de 3 réunions de médiation, le différend persiste, le litige sera porté devant le tribunal administratif de Caen.

ARTICLE 20 - FORMALITE - PUBLICITE FONCIERE

Le présent avenant, à la Convention initiale, constitutive de droits réels, sera publié au service de la publicité foncière compétente à la diligence du Bénéficiaire qui règlera les frais nécessaires à l'accomplissement de cette formalité.

SONT ANNEXÉS AUX PRÉSENTES :

- **Annexe 1 :**
 - 1.1 Plan de l'Emprise,
 - 1.2 Aménagements et principes d'exploitation de la base de maintenance
- **Annexe 2 :**
 - 2.1 Estimation des Travaux
 - 2.2 Calcul du loyer
- **Annexe 6 :** Indemnisation en cas de résiliation pour motif d'intérêt général
 - 6.1 Investissements projetés par le Bénéficiaire
 - 6.2 Tableau d'amortissement

PROJET

Accusé de réception en préfecture
014-200006096-20241217-24-216-DE
Date de télétransmission : 21/12/2024
Date de réception préfecture : 21/12/2024

Fait en 2 exemplaires originaux et paraphés, à Dieppe, le

| Pour Ports de Normandie | Pour le Bénéficiaire |
|---|---|
| <p data-bbox="280 434 703 555">Pour le Président du Syndicat Mixte Et par délégation Le Directeur Général</p> <p data-bbox="400 853 584 882">Philippe DEISS</p> | <p data-bbox="866 434 1334 512">Président Eoliennes en Mer Dieppe – Le Tréport</p> <p data-bbox="1029 853 1166 882">Paolo Cairo</p> |

PROJET

N° : 24-217

Accusé de réception en préfecture
014-200006096-20241217-24-217-DE
Date de télétransmission : 21/12/2024
Date de réception préfecture : 21/12/2024

DELIBERATION
DU COMITE SYNDICAL DU SYNDICAT MIXTE REGIONAL
DES PORTS DE CAEN-OUISTREHAM
CHERBOURG ET DIEPPE

**MULTI-SITES – TITRES D’OCCUPATION CONSENTIS A TITRE
GRACIEUX ATTRIBUES EN 2024**

Réunion du Mardi 17 décembre 2024

LE COMITE SYNDICAL DU SYNDICAT MIXTE REGIONAL DES PORTS DE CAEN-OUISTREHAM, CHERBOURG ET DIEPPE EST REUNI
LE MARDI 17 DECEMBRE 2024 A 10H AU SIEGE DE PORTS DE NORMANDIE 3 RUE RENE CASSIN 14280 SAINT-CONTEST
SOUS LA PRESIDENCE DE MONSIEUR JEAN MORIN.

SONT PRESENTS : Jean-François BLOC ; Philippe CHAPRON ; Michel FRICOUT ; Sophia HABIBI-NOORI ;
Quentin LAGALLARDE ; Gilles LELONG ; Marc MILLET ; Jean MORIN ; Valérie NOUVEL ; Bastien RECHER ;
Pierre VOGT ; Ludwig WILLAUME.

Monsieur Gilles LELONG ne prend pas part au vote (*les deux délégués titulaires représentant le Département de la Manche sont présents*).

Monsieur Nicolas JOYAU a donné pouvoir à Monsieur MARC MILLET.

Monsieur Alain BAZILLE a donné pouvoir à Monsieur Michel FRICOUT.

VOTANTS:13 POUR:13 CONTRE:0 ABSTENTION:0

VU le Code général des collectivités territoriales et notamment l’article L 2122-23 ;

VU le règlement d’occupation du Syndicat Mixte adopté par délibération du 23 avril 2018 tel que modifié ;

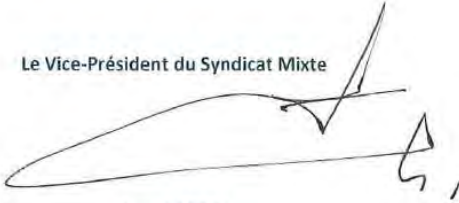
VU le rapport de Monsieur le Président du Syndicat Mixte ;

LE COMITE SYNDICAL DECIDE A L’UNANIMITE :

- de prendre acte des autorisations et conventions d’occupation temporaire consenties en 2024 et figurant en annexe à la présente délibération ;
- d’autoriser le Président à signer les actes nécessaires à l’exécution de la présente délibération.

Publié sur le site Internet :
20 décembre 2024

Le Vice-Président du Syndicat Mixte



Jean MORIN

La présente délibération est susceptible de faire l’objet d’un recours contentieux devant le Tribunal administratif de CAEN, dans le délai de deux mois à compter de la date à laquelle elle est exécutoire. Ce recours contentieux peut être précédé, dans ce délai, d’un recours gracieux auprès du Président de Ports de Normandie. Cette procédure prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivants la réponse au recours gracieux. Le Tribunal Administratif peut être saisi par l’application informatique « Télérécurrs citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Accusé de réception en préfecture
014-200006096-20241217-24-217-DE

Date de télétransmission : 21/12/2024
Date de réception préfecture : 21/12/2024

Liste des titres d'occupation à titre gratuit - 2024 - Port de Cherbourg

| N° titre | Bénéficiaire | Description de l'occupation | détail contenu occupation | Commune | d'occupation | Fin d'occupation | Redevance HT |
|--------------|---|-----------------------------|---|------------------------------------|--------------|------------------|--------------|
| 50 129 22 02 | Association La Cherche | bâtiment | Hangar - Quai Gal Lawton Collins | CHEBourg-EN-COTENTIN | 01/01/2024 | 31/12/2026 | Gratuit |
| 50 129 12 07 | CG 50 | autre | TOTEM de signalisation - Zone Transmanche | CHEBourg-EN-COTENTIN | 01/04/2023 | 31/12/2027 | Gratuit |
| 50 602 23 06 | CHEBourg PORT (SPL) | terrain | Zi Mielles et Rue de la Pyrotechnie | CHEBourg-EN-COTENTIN (Tourlaville) | 30/09/2023 | 31/12/2024 | Gratuit |
| 50 602 21 06 | CHEBourg VOILES COTENTINES | terrain | Bautier Saint Maurice | CHEBourg-EN-COTENTIN (Tourlaville) | 01/05/2023 | 31/12/2024 | Gratuit |
| 50 129 05 14 | Comité Chebrougeois Action Sociale Maritime (CCASM) | monument | Maintien du monument "Aux pêcheurs disparus en mer" - Nord de la gde jetée de l'avt port | CHEBourg-EN-COTENTIN | 01/11/2019 | 31/10/2024 | Gratuit |
| 50 602 23 18 | Communauté d'Agglomération Le Cotentin (ex Cc) | terrain | Panneaux publicitaires - Rond-point des Flamands - INTECHMER | CHEBourg-EN-COTENTIN (Tourlaville) | 01/01/2024 | 30/09/2026 | Gratuit |
| 50 602 14 57 | CUC | terrain | STEP - Rond point de la Pyrotechnie | CHEBourg-EN-COTENTIN (Tourlaville) | 01/01/2014 | 31/12/2044 | Gratuit |
| CONV | DDTM - Capitainerie | bâtiment | Locaux R+3 et R+4 - Gare Maritime Transmanche | CHEBourg | 01/10/2016 | 31/12/2025 | Gratuit |
| CONV | DDTM - PNA | | Exploitation de 2 mouillages et 2 coffres d'amarrage - Baie du Becquet | TOURLAVILLE | 06/09/2016 | 31/08/2026 | Gratuit |
| 50 602 14 58 | DIRM - Phares et Balises | autre | Exploitation et entretien d'un feu - Jetée de Collignon | CHEBourg-EN-COTENTIN (Tourlaville) | 01/01/2020 | 31/12/2024 | Gratuit |
| 50 602 14 59 | DIRM - Phares et Balises | autre | Exploitation et entretien d'un feu - Ile Pelée | CHEBourg-EN-COTENTIN (Tourlaville) | 01/01/2020 | 31/12/2024 | Gratuit |
| 50 129 76 11 | DOUANES | autre | Protocole d'accord -Pannes flottantes constituée de pontons - Sud-Est du Quai de l'Ancien Arsenal | CHEBourg-EN-COTENTIN | | Indéterminée | Gratuit |
| 50 129 19 01 | DOUANES | pontons | Ponton 5 - Quai Gal Lawton Collins | CHEBourg-EN-COTENTIN | | Indéterminée | Gratuit |
| 50 602 23 20 | DOUANES | terrain | Fort des Flamands - Terre - Plein des Mielles | CHEBourg-EN-COTENTIN (Tourlaville) | 01/01/2024 | 31/12/2024 | Gratuit |
| 50 129 23 11 | LE PLY | autre | Barrière - Pont Tournant | CHEBourg-EN-COTENTIN | 01/04/2023 | 31/12/2027 | Gratuit |
| 50 129 73 03 | Marine Nationale | canalisation-câble autre | Câble téléphonique - Entre l'avt port de commerce et l'immeuble des Douanes, quai de l'Ancien Arsenal | CHEBourg-EN-COTENTIN | | Indéterminée | Gratuit |
| 50 129 83 02 | Marine Nationale | monument | Edification du Monument "Surcouf" (sous-marin) - Jetée Ouest de l'avant-port du Port de Commerce | CHEBourg-EN-COTENTIN | 01/01/2013 | 31/12/2032 | Gratuit |
| 50 602 23 07 | OFFROY | terrain | Zi Mielles et Rue de la Pyrotechnie | CHEBourg-EN-COTENTIN (Tourlaville) | 01/09/2023 | 31/12/2024 | Gratuit |
| 50 602 20 04 | UNIVERSITE DE CAEN / CHERLOC | terrain | 2 blocs artificiels digue Ile Pelée Cherbourg | CHEBourg-EN-COTENTIN (Tourlaville) | 01/01/2023 | 31/12/2027 | Gratuit |
| 50 602 08 07 | Ville de Cherbourg-en-Cotentin | terrain | Collignon - Maintien d'une surface gazonnée (Ecole Intechmer) | CHEBourg-EN-COTENTIN (Tourlaville) | 01/01/2020 | 31/12/2024 | Gratuit |
| 50 602 13 36 | Ville de Cherbourg-en-Cotentin | terrain | Zone de Collignon | CHEBourg-EN-COTENTIN (Tourlaville) | 01/01/2022 | 31/12/2025 | Gratuit |
| 50 602 15 06 | Ville de Cherbourg-en-Cotentin | terrain | Collignon - Aire de stationnement | CHEBourg-EN-COTENTIN (Tourlaville) | 01/01/2020 | 31/12/2024 | Gratuit |
| 50 129 02 01 | Ville de Cherbourg-en-Cotentin | canalisations EP | Ouvrages de rejet en mer d'eaux pluviales - Port de Plaisance - Douves de l'Arsenal | CHEBourg-EN-COTENTIN | 01/01/2021 | 31/12/2025 | Gratuit |
| 50 129 04 16 | Ville de Cherbourg-en-Cotentin | terrain | Implantation de 2 bancs (3m²) et 3 mâts - Allée du Président Menut | CHEBourg-EN-COTENTIN | 01/01/2024 | 31/12/2028 | Gratuit |
| 50 129 05 07 | Ville de Cherbourg-en-Cotentin | autre | Maintien d'un aqueduc en béton - Quartier des Bassins / Aqueduc de la Duvette | CHEBourg-EN-COTENTIN | 01/01/2022 | 31/12/2026 | Gratuit |
| 50 129 06 04 | Ville de Cherbourg-en-Cotentin | terrain | Maintien de 2 bancs publics - - Angles SE et SO de l'avant-port (abords du Pont Tournant) | CHEBourg-EN-COTENTIN | 01/01/2020 | 31/12/2024 | Gratuit |
| 50 129 06 12 | Ville de Cherbourg-en-Cotentin | terrain | Maintien d'une stèle commémorative (stèle Titanic) - Quai Gal Lawton Collins | CHEBourg-EN-COTENTIN | 01/01/2020 | 31/12/2024 | Gratuit |
| 50 129 11 12 | Ville de Cherbourg-en-Cotentin | terrain | Maintien de conteneurs à déchets- Quai de Caligny | CHEBourg-EN-COTENTIN | 01/01/2024 | 31/12/2028 | Gratuit |
| 50 129 21 07 | Ville de Cherbourg-en-Cotentin | passerelle | Maintien de 2 points d'ancrage d'une passerelle - Est du Pont Tournant | CHEBourg-EN-COTENTIN | 01/05/2021 | 31/12/2024 | Gratuit |
| 50 129 22 29 | Ville de Cherbourg-en-Cotentin | terrain | Corbeille - Pont Tournant | CHEBourg-EN-COTENTIN | 01/08/2022 | 31/12/2032 | Gratuit |
| 50 129 99 08 | Ville de Cherbourg-en-Cotentin | canalisations EP | Maintien de conduite d'eau potable - Sous les voies ferrées desservant la gare maritime, au droit du passage à niveau situé rue du val de Saire | CHEBourg-EN-COTENTIN | 01/01/2020 | 31/12/2024 | Gratuit |
| 50 602 00 22 | Ville de Cherbourg-en-Cotentin | canalisations EU | Canalisation du Trottebec (entretien) - Port des Flamands | CHEBourg-EN-COTENTIN (Tourlaville) | 01/01/2018 | 31/12/2024 | Gratuit |
| 50 602 04 26 | Ville de Cherbourg-en-Cotentin | canalisations EP | Maintien d'un émissaire EP (diam 2200) - Terre-plein des Mielles (entre la mer et la rue de la Bretonnière) | CHEBourg-EN-COTENTIN (Tourlaville) | 01/01/2020 | 31/12/2024 | Gratuit |
| 50 602 05 18 | Ville de Cherbourg-en-Cotentin | canalisations EU | Maintien d'un réseau assainissement eaux usées (diam 250) | CHEBourg-EN-COTENTIN (Tourlaville) | 01/01/2024 | 31/12/2026 | Gratuit |
| 50 602 06 20 | Ville de Cherbourg-en-Cotentin | bâtiment | Maintien d'un local d'animation et d'un terrain - 256 Boulevard des Flamands | CHEBourg-EN-COTENTIN (Tourlaville) | 01/01/2023 | 31/12/2027 | Gratuit |
| 50 602 11 05 | Ville de Cherbourg-en-Cotentin | canalisations EP | Réseau d'eau pluviale - Bd des Flamands | CHEBourg-EN-COTENTIN (Tourlaville) | 01/01/2019 | 31/12/2025 | Gratuit |
| 50 602 14 60 | Ville de Cherbourg-en-Cotentin | canalisations EU | Canalisation eaux usées et chambre de visite - Ru Aristide Briand | CHEBourg-EN-COTENTIN (Tourlaville) | 01/01/2024 | 31/12/2028 | Gratuit |
| 50 129 24 11 | Ministère des Armées | autre | terrasse de la Capitainerie pour le 80è anniversaire du Débarquement | CHEBourg-EN-COTENTIN | 21/05/2024 | 07/06/2024 | Gratuit |
| 50 129 24 12 | CHARIER GC | terrain | base vie - chantier ponton 6 - quai Collins | CHEBourg-EN-COTENTIN | 15/04/2024 | 23/05/2024 | Gratuit |

Liste des titres d'occupation à titre gratuit - 2024 - Port de Caen-Ouistreham

Accusé de réception en préfecture
014-200006096-20241217-24-217-DE
Date de transmission : 21/12/2024
Date de réception préfecture : 21/12/2024

| N° titre | Bénéficiaire | Description de l'occupation | détail contenu occupation | Commune | Occupation | | Redevance HT |
|-----------------------------|--|-----------------------------|---|------------------------|--------------------|------------------|--------------|
| | | | | | Début d'occupation | Fin d'occupation | |
| 14 060 09 32 | BENOUVILLE (commune) | passerelle | Passerelle à piétons | BENOUVILLE | 01/01/2020 | 31/12/2024 | gratuit |
| 14 060 66 01 | BENOUVILLE (commune) | passerelle | Ponceau avec 2 parapets | BENOUVILLE | 01/01/2020 | 31/12/2024 | gratuit |
| 14 060 19 06 | BENOUVILLE (commune) | monument | Pupitre de commémoration 75 e anniversaire du Débarquement | BENOUVILLE | 01/06/2019 | 31/12/2024 | gratuit |
| 14 060 20 15 | BENOUVILLE (commune) | passerelle | Passerelle liaison parc des berges et chemin de halage | BENOUVILLE | 01/01/2021 | 31/12/2030 | gratuit |
| 14 076 09 33 | Commune de BLAINVILLE SUR ORNE | passerelle | Passerelle sur le fossé | BLAINVILLE SUR ORNE | 01/01/2020 | 31/12/2024 | gratuit |
| 14 327 18 04 | CCI | canalisations EP | Renforcement défense incendie (bâtiment K6) : puit de pompage entre bâtiments K6B et K6C zone concession sur berge canal rive | HEROUVILLE SAINT CLAIR | 01/01/2018 | 31/12/2024 | gratuit |
| 14 437 20 08 | CCI | canalisations EU | canalisation eau usée - raccordement nouveau bassin | MONDEVILLE | 01/07/2020 | 30/06/2025 | gratuit |
| 14 327 03 02 | Communauté Urbaine Caen La Mer | canalisations EU | Terrain pour la mise en place d'un coffret électrique | HEROUVILLE SAINT CLAIR | 01/01/2023 | 31/12/2026 | gratuit |
| 14 437 03 02 | Communauté Urbaine Caen La Mer | canalisations EU | Terrain de 1,12m² : Armoire de prélèvement et de mesure de qualité des eaux usées des collecteurs d'assainissement | MONDEVILLE | 01/01/2023 | 31/12/2026 | gratuit |
| 14 488 20 05 | Communauté Urbaine Caen La Mer | canalisations EP | Parcelle de 23,94m² pour maintenir un poste de relèvement des eaux pluviales, 2 canalisations et 1 rejet | OUISTREHAM | 01/01/2020 | 31/12/2024 | gratuit |
| 14 488 15 01 | Communauté Urbaine Caen La Mer | terrain | Aire d'accueil des gens du voyage (partie aménagée) | OUISTREHAM | 01/01/2015 | 31/12/2024 | gratuit |
| 14 488 99 03 | DDTM - Affaires Maritimes | appontement | Linéaire d'appontement de 8,80m l- Ponton Central - MORA | OUISTREHAM | 01/01/2024 | 31/12/2027 | gratuit |
| 14 488 21 04 | IHS MARKIT | autre | antenne dispositif conv avec DDTM détection des navires installé dans le bâti de la Capitainerie de Ouistreham | OUISTREHAM | 26/02/2021 | 25/02/2024 | gratuit |
| 14 488 00 01 | Gendarmerie Départementale Calvados Brigade Nautique | appontement | Linéaire d'appontement de 12m - PRONOE - ponton central | OUISTREHAM | 01/01/2024 | 31/12/2027 | gratuit |
| 14 488 19 15 | Gendarmerie Brigade Surveillance du Littoral | appontement | Linéaire d'appontement 7,20 ml - semi rigide | OUISTREHAM | 01/01/2024 | 31/12/2027 | gratuit |
| 14 327 06 01 | HEROUVILLE ST CLAIR (commune) | terrain | Aménagement d'une aire de pique-nique de 2100m² le long du canal en face du Petit Lourdes | HEROUVILLE SAINT CLAIR | 01/01/2020 | 31/12/2024 | gratuit |
| 14 327 09 36 | HEROUVILLE ST CLAIR (commune) | rejet | 2 exutoires sur le canal rive gauche | HEROUVILLE SAINT CLAIR | 01/01/2021 | 31/12/2024 | gratuit |
| 14 327 09 37 | HEROUVILLE ST CLAIR (commune) | passerelle | 5 ouvrages pour établir des accès sur des espaces verts et piste cyclable | HEROUVILLE SAINT CLAIR | 01/01/2020 | 31/12/2024 | gratuit |
| 14 327 81 01 | HEROUVILLE ST CLAIR (commune) | pontons | Terrain de 133m² - Appontement par les clubs nautiques + ponton flottant | HEROUVILLE SAINT CLAIR | 01/01/2020 | 31/12/2024 | gratuit |
| 14 327 87 01 | HEROUVILLE ST CLAIR (commune) | rejet | 2 têtes de buses sur fossé de ligne | HEROUVILLE SAINT CLAIR | 01/01/2020 | 31/12/2024 | gratuit |
| 14 409 19 07 | MERVILLE FRANCEVILLE | autre | Poteaux délimitation zone naturiste | MERVILLE FRANCEVILLE | 01/01/2024 | 31/12/2028 | gratuit |
| 14 060 14 01 | Association Musée Pégasus Bridge | terrain | Musée de Pegasus Bridge | BENOUVILLE | 01/01/2023 | 31/12/2027 | gratuit |
| 14 488 21 19 (14 488 01 01) | CUCLM | terrain | Parcelle de 22,36m² sur le fossé de ligne - ouvrage de régulation de lutte contre les inondations | OUISTREHAM | 01/01/2020 | 31/12/2024 | gratuit |

| | | | | | | | |
|--------------------------------|---|---------------------|--|--|---|------------|---------|
| 14 488 09 34 | OUISTREHAM (commune) | passerelle | Passerelle pour piétons | OUISTREHAM | Accusé de réception en préfecture 014-200008096-20241217-2412174 DE Date de télétransmission : 21/12/2024 | | gratuit |
| 14 488 21 18 (14 488 09 35) | CUCLM | rejet | Terrain d'1m ² pour le maintien d'une crépine dans un regard - permet la hausse du niveau d'eau | OUISTREHAM | 01/01/2020 | 31/12/2024 | gratuit |
| 14 488 20 07 | OUISTREHAM (commune) | terrain | Ecole de voile | OUISTREHAM | 01/04/2020 | 31/03/2035 | gratuit |
| 14 488 14 10 14 488 91 01 | OUISTREHAM (commune) | terrain | Terrain de 7 800 m ² au Maresquier pour l'accueil des gens de voyage (partie non aménagée) | OUISTREHAM | 01/01/2023 | 31/12/2024 | gratuit |
| 14 488 17 01 | OUISTREHAM (commune) | bâtiment | Local menuiserie (parcelle AK270) | OUISTREHAM | 01/01/2024 | 31/12/2025 | gratuit |
| 14 488 20 12 | OUISTREHAM (commune) | terrain | Clôture et portail quai Charcot | OUISTREHAM | 01/08/2020 | 31/12/2025 | gratuit |
| 14 488 00 03 | Pilotage de la Seine | appontement | Linéaire d'appontement de 14,90m - ponton central | OUISTREHAM | 01/01/2024 | 31/12/2027 | gratuit |
| 14 488 65 02 | Association SNSM | bâtiment et terrain | Bâtiment (165m ²) et chemin d'accès (149m ²) | OUISTREHAM | 01/01/2020 | 31/12/2024 | gratuit |
| 14 488 00 02 | Sté Coop Maritime de Lamanage | appontement | Linéaire d'appontement de 8m - ponton central | OUISTREHAM | 01/01/2024 | 31/12/2027 | gratuit |
| 14 488 22 12 | VCMF | terrain | terre-plein écluses pour base vie et quai d'amarrage | OUISTREHAM | 14/10/2022 | 28/02/2023 | gratuit |
| 14 530 22 13 | MAIRIE DE RANVILLE | terrain | terrain pour enfouissement réserve d'eau - incendie musée Pegasus | RANVILLE | 01/01/2023 | 31/12/2032 | gratuit |
| 14 488 22 14 | MARC SA | terrain | - | OUISTREHAM | 06/08/2023 | 31/12/2024 | gratuit |
| 14 488 22 15 | BOUYGUES TRAVAUX PUBLICS REGIONS FRANCE | terrain | - | OUISTREHAM/AMFREVILLE | 01/09/2024 | 31/07/2025 | gratuit |
| 14 060 23 12 | BENOUVILLE (commune) | terrain | - | BENOUVILLE | 01/10/2023 | 30/09/2033 | gratuit |
| 14 118 23 13 | CELLULE DE SUIVI DU LITTORAL NORMAND (CSLN) | autre | - | CAEN | 30/10/2023 | 29/10/2026 | gratuit |
| 14 488 24 02 | NGE GC | terrain | base vie | OUISTREHAM | 05/02/2024 | 10/06/2024 | gratuit |
| 14 488 24 03 | OUISTREHAM (commune) | terrain | installation 2 blocs WC - migrar | OUISTREHAM | 13/02/2024 | 12/02/2026 | gratuit |
| 14 488 24 04 | SEANEO | autre | navigation et prélèvements sur | OUISTREHAM à CAEN | 09/04/2024 | 11/11/2024 | gratuit |
| 14 665 24 05 | ASSOCIATION LA SAUVAGINE | autre | droit de chasse | SALLENELLES, M-FRANCEVILLE, OUISTREHAM | 01/07/2023 | 30/06/2026 | gratuit |
| 14 060 24 09 | BENOUVILLE (commune) | terrain | terrain | BENOUVILLE | 03/06/2024 | 10/06/2024 | gratuit |
| 14 060 24 10 | PHILAPOSTEL | terrain | terrain | BENOUVILLE | 06/06/2024 | 08/06/2024 | gratuit |
| 14 488 24 14 | SNSM | bâtiment | ancienne usine | OUISTREHAM | 01/09/2024 | 31/12/2025 | gratuit |
| 14 060 24 16 | CUCLM | terrain | terrain pour station rép ^s vélos | BENOUVILLE | 14/10/2024 | 13/10/2026 | gratuit |
| 14 409 24 17 | UNIVERSITE DU HAVRE | pontons | pose de 2 casiers à crevettes | MERVILLE FRANCEVILLE | 21/10/2024 | 03/11/2025 | gratuit |

Accusé de réception en préfecture
014-200006096-20241217-24-217-DE

Date de télétransmission : 21/12/2024

Date de réception préfecture : 21/12/2024

Liste des titres d'occupation à titre gratuit - 2024 - Port de Dieppe

| N° titre | Bénéficiaire | Commune | Description de l'occupation | détail contenu de l'occupation | Début d'occupation | Fin d'occupation | Redevance HT |
|--------------|--|---------|-----------------------------------|---|--------------------|------------------|--------------|
| 76 217 21 48 | UNIVERSITE DE CAEN | DIEPPE | espace marin pour étude recherche | Installation de deux plaques dans le port de Dieppe qui seront relevées chaque semestre pendant deux ans. | 01/03/2021 | 31/03/2024 | gratuit |
| 76 217 22 01 | SNSM | DIEPPE | Bâtiment | Accueil des bénévoles de l'association | 01/01/2023 | 31/12/2027 | gratuit |
| 76 217 22 12 | CERCLE MARITIME | DIEPPE | Terrain | Monument commémoratif destiné aux pêcheurs | 01/06/2022 | 31/12/2026 | gratuit |
| 76 217 23 08 | COMMUNE DIEPPE (pkg moto) | DIEPPE | parking moto | Mise à disposition d'un espace réservé au stationnement des motos | 16/06/2023 | 31/12/2028 | gratuit |
| 76 217 24 01 | Communauté Agglomération Région Dieppoise | DIEPPE | poste anti crue | Installation cours Bourbon, à l'embouchure de la rivière ARQUES, d'un poste anti-crue | 01/01/2020 | 31/12/2031 | gratuit |
| 76 217 24 02 | Association Pont pour l'art Coopérative maritime de Lamanage des ports de Rouen et Dieppe | DIEPPE | terrasse quai de l'Yser (actions | Occupation d'un espace au niveau du quai de l'Yser à Dieppe, aux fins d'organiser des animations culturelles | 22/01/2024 | x pont Colbert | gratuit |
| 76 217 24 03 | | DIEPPE | 1, quai de la Cale | Occupation d'un local en rez-de-chaussée de la Capitainerie du port de Dieppe | 09/02/2024 | 04/05/2025 | gratuit |
| 76 217 24 08 | COMMUNE DIEPPE (install sport | DIEPPE | Quai du hâble | Création d'un espace sportif composé d'un terrain de basket 3*3 et d'installations de street workout et de desing actif | 01/05/2024 | 31/12/2033 | gratuit |
| 76 217 24 10 | D'UNE VAGUE A L'AUTRE | DIEPPE | Quai de la Somme | Prises de vue pour le tournage du court-métrage, intitulé Les Excuses | 30/06/2024 | 30/06/2024 | gratuit |

N° : 24-218

Accusé de réception en préfecture
014-200006096-20241217-24-218-DE
Date de télétransmission : 21/12/2024
Date de réception préfecture : 21/12/2024

DELIBERATION
DU COMITE SYNDICAL DU SYNDICAT MIXTE REGIONAL
DES PORTS DE CAEN-OUISTREHAM
CHERBOURG ET DIEPPE

**MULTI-SITES – TITRES D'OCCUPATION CONCLUS PAR
DELEGATION DU PRESIDENT EN 2024**

Réunion du Mardi 17 décembre 2024

LE COMITE SYNDICAL DU SYNDICAT MIXTE REGIONAL DES PORTS DE CAEN-OUISTREHAM, CHERBOURG ET DIEPPE EST REUNI
LE MARDI 17 DECEMBRE 2024 A 10H AU SIEGE DE PORTS DE NORMANDIE 3 RUE RENE CASSIN 14280 SAINT-CONTEST
SOUS LA PRESIDENCE DE MONSIEUR JEAN MORIN.

SONT PRESENTS : Jean-François BLOC ; Philippe CHAPRON ; Michel FRICOUT ; Sophia HABIBI-NOORI ;
Quentin LAGALLARDE ; Gilles LELONG ; Marc MILLET ; Jean MORIN ; Valérie NOUVEL ; Bastien RECHER ;
Pierre VOGT ; Ludwig WILLAUME.

Monsieur Gilles LELONG ne prend pas part au vote (*les deux délégués titulaires représentant le Département de la Manche sont présents*).

Monsieur Nicolas JOYAU a donné pouvoir à Monsieur MARC MILLET.

Monsieur Alain BAZILLE a donné pouvoir à Monsieur Michel FRICOUT.

VOTANTS:13 POUR:13 CONTRE:0 ABSTENTION:0

VU le Code général des collectivités territoriales et notamment l'article L 2122-23 ;

VU le Code général de la propriété des personnes publiques et notamment l'article L 2122-1-3 ;

VU le rapport de Monsieur le Président du Syndicat Mixte,

LE COMITE SYNDICAL DECIDE A L'UNANIMITE :

- de prendre acte des autorisations et conventions d'occupation temporaire consenties en 2024 et figurant en annexe à la présente délibération ;
- d'autoriser le Président à signer les actes nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Publié sur le site Internet :
20 décembre 2024

Le Vice-Président du Syndicat Mixte



Jean MORIN

La présente délibération est susceptible de faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de CAEN, dans le délai de deux mois à compter de la date à laquelle elle est exécutoire. Ce recours contentieux peut être précédé, dans ce délai, d'un recours gracieux auprès du Président de Ports de Normandie. Cette procédure prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivants la réponse au recours gracieux. Le Tribunal Administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérécurse citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Accusé de réception en préfecture
014-200006096-20241217-24-218-DE
Date de télétransmission : 21/12/2024
Date de réception préfecture : 21/12/2024

Liste des titres d'occupation de moins de 12 ans - 2024 - Port de Cherbourg

| N° titre | Bénéficiaire | Description de l'occupation | détail contenu occupation | Commune | Début d'occupation | Fin d'occupation |
|--------------|---|-----------------------------|--|-------------------------------------|--------------------|------------------|
| 50 602 13 28 | AGENCE MARITIME CHERBOURG | bâtiment et terrain | ZI des Mielles - Hangar 18 et terrain | CHERBOURG-EN-COTENTIN (Tourlaville) | 01/01/2024 | 31/12/2026 |
| 50 129 20 08 | Association CherBOUGEToi | terrain | Dalle bétonnée - Quai Gal Lawton Collins | CHERBOURG-EN-COTENTIN | 04/07/2024 | 30/06/2025 |
| 50 129 22 02 | Association La Cherche | bâtiment | Hangar - Quai Gal Lawton Collins | CHERBOURG-EN-COTENTIN | 01/01/2024 | 31/12/2026 |
| 50 129 22 27 | ASSO.SUBSEA | terrain | EMR - extension | CHERBOURG-EN-COTENTIN | 01/07/2022 | 30/06/2025 |
| 50 129 21 03 | CERVELLE Stéphane | bâtiment | Logement d'habitation - 52 rue du Maupas | CHERBOURG-EN-COTENTIN | 01/01/2021 | 31/12/2025 |
| 50 129 12 07 | CG 50 | autre | TOTEM de signalisation - Zone Transmanche | CHERBOURG-EN-COTENTIN | 01/04/2023 | 31/12/2027 |
| 50 602 23 13 | CHERBOURG MANUTENTION | terrain | EMR -quai des Flamands-frames | CHERBOURG-EN-COTENTIN (Tourlaville) | 01/10/2023 | 02/07/2024 |
| 50 602 24 07 | CHERBOURG MANUTENTION | terrain | EMR -quai des Flamands-mobilisation navire | CHERBOURG-EN-COTENTIN (Tourlaville) | 28/02/2024 | 31/03/2024 |
| 50 602 24 08 | CHERBOURG MANUTENTION | terrain | EMR -quai des Flamands-frames | CHERBOURG-EN-COTENTIN (Tourlaville) | 01/03/2024 | 31/07/2024 |
| 50 602 24 09 | CHERBOURG MANUTENTION | terrain | EMR - terrain - quai des Flamands | CHERBOURG-EN-COTENTIN (Tourlaville) | 22/03/2024 | 10/04/2024 |
| 50 602 24 29 | CHERBOURG MANUTENTION | terrain | EMR - terrain - quai des Flamands | CHERBOURG-EN-COTENTIN (Tourlaville) | 21/10/2024 | 31/10/2024 |
| 50 602 24 30 | CHERBOURG MANUTENTION | terrain | EMR - terrain - quai des Flamands | CHERBOURG-EN-COTENTIN (Tourlaville) | 14/11/2024 | 20/11/2024 |
| 50 602 23 06 | CHERBOURG PORT | terrain | ZI Mielles et Rue de la Pyrotechnie | CHERBOURG-EN-COTENTIN (Tourlaville) | 30/09/2023 | 31/12/2024 |
| 50 602 21 06 | CHERBOURG VOILES COTENTINES | terrain | Bautier Saint Maurice | CHERBOURG-EN-COTENTIN (Tourlaville) | 01/05/2023 | 31/12/2024 |
| 50 602 13 18 | CMN | terrain | terre-plein des Mielles - quai Amiral Kniskern | CHERBOURG-EN-COTENTIN (Tourlaville) | 01/01/2023 | 31/12/2027 |
| 50 129 95 04 | CMN | terrain | Appontement et terrain - Slipway | CHERBOURG-EN-COTENTIN | 01/01/2023 | 31/12/2027 |
| 50 602 23 14 | COLAS | terrain | Quai des Mielles | CHERBOURG-EN-COTENTIN (Tourlaville) | 17/11/2023 | 31/01/2024 |
| 50 129 05 14 | Comité Chebrougeois Action Sociale Maritime (CCASM) | monument | Maintien du monument "Aux pêcheurs disparus en mer" - Nord de la gde jetée de l'avt port | CHERBOURG-EN-COTENTIN | 01/11/2019 | 31/10/2024 |
| 50 602 20 02 | Communauté d'Agglomération Le Cotentin (CAC) | terrain | Station service hydrogène - ZI des Mielles | CHERBOURG-EN-COTENTIN (Tourlaville) | 01/01/2020 | 31/12/2029 |
| 50 129 01 15 | Communauté d'Agglomération Le Cotentin (ex CeC) | autre | Installation d'une prise eau de mer en vue d'alimenter un aquarium de la Cité de la Mer - Nord-Ouest du môle transatlantique | CHERBOURG-EN-COTENTIN | 01/01/2023 | 31/12/2027 |
| 50 602 23 18 | Communauté d'Agglomération Le Cotentin (CAC) | terrain | Panneaux publicitaires - Rond-point des Flamands - INTECHMER | CHERBOURG-EN-COTENTIN (Tourlaville) | 01/01/2024 | 30/09/2026 |
| 50 602 13 40 | CORRODYS | bâtiment et terrain | Implantation d'une conduite d'eau de mer, câble électrique, hangar et terrain - Port des Flamands | CHERBOURG-EN-COTENTIN (Tourlaville) | 01/01/2023 | 31/12/2026 |
| CONV | DDTM - Capitainerie | bâtiment | Locaux R+3 et R+4 - Gare Maritime Transmanche | CHERBOURG-EN-COTENTIN | 01/10/2016 | 31/12/2025 |
| CONV | DDTM - PNA | autre | Exploitation de 2 mouillages et 2 coffres d'amarrage - Baie du Becquet | CHERBOURG-EN-COTENTIN (Tourlaville) | 06/09/2016 | 31/08/2026 |
| 50 602 23 15 | DEME | terrain | EMR - base de maintenance terrain + bords à quai PIN PILES | CHERBOURG-EN-COTENTIN (Tourlaville) | 01/03/2024 | 28/02/2025 |
| 50 602 23 17 | DEME | terrain | EMR - fonds marins | CHERBOURG-EN-COTENTIN (Tourlaville) | 15/04/2023 | 01/09/2025 |
| 50 602 14 58 | DIRM - Phares et Balises | autre | Exploitation et entretien d'un feu - Jetée de Collignon | CHERBOURG-EN-COTENTIN (Tourlaville) | 01/01/2020 | 31/12/2024 |
| 50 129 08 08 | DIRM - Phares et Balises | bâtiment | Implantation d'un local mobile de stockage pour matériel du bateau de travaux "Quervière" - Quai Gal Lawton Collins | CHERBOURG-EN-COTENTIN | 01/01/2024 | 31/12/2026 |
| 50 602 14 59 | DIRM - Phares et Balises | autre | Exploitation et entretien d'un feu - Ile Pelée | CHERBOURG-EN-COTENTIN (Tourlaville) | 01/01/2020 | 31/12/2024 |
| 50 602 23 20 | DOUANES | terrain | Fort des Flamands - Terre - Plein des Mielles | CHERBOURG-EN-COTENTIN (Tourlaville) | 01/01/2024 | 31/12/2024 |
| 50 602 21 18 | EOHF | bâtiment | EMR | CHERBOURG-EN-COTENTIN (Tourlaville) | 17/01/2022 | 16/01/2025 |
| 50 602 23 02 | EOHF | terrain | EMR - Stockage tp cover | CHERBOURG-EN-COTENTIN (Tourlaville) | 20/05/2023 | 31/01/2024 |
| 50 602 24 06 | EOHF | terrain | EMR - Stockage tp cover | CHERBOURG-EN-COTENTIN (Tourlaville) | 01/02/2024 | 30/04/2024 |
| 50 602 14 56 | GRDF | canalisation gaz | COLLIGNON - Raccordement gaz - rue de la Mer | CHERBOURG-EN-COTENTIN (Tourlaville) | 01/01/2024 | 31/12/2027 |
| 50 602 24 05 | GRDF | canalisation gaz | Raccordement gaz - Rue du Fort des Flamands | CHERBOURG-EN-COTENTIN (Tourlaville) | 26/03/2024 | 31/12/2027 |
| 50 129 12 03 | HERSAND Walter | bâtiment | Logement d'habitation -pont Tournant | CHERBOURG-EN-COTENTIN | 01/01/2023 | 31/12/2024 |
| 50 602 13 09 | LASSARAT | terrain | ZI des Mielles - Terrain (surface 1) Bâtiment 15 | CHERBOURG-EN-COTENTIN (Tourlaville) | 01/01/2022 | 31/12/2031 |
| 50 129 23 10 | LE PILY | terrain | Place de stationnement - Pont Tournant | CHERBOURG-EN-COTENTIN | 01/10/2023 | 31/12/2027 |
| 50 129 23 11 | LE PILY | autre | Barrière - Pont Tournant | CHERBOURG-EN-COTENTIN | 01/04/2023 | 31/12/2027 |
| 50 602 24 02 | LM Wind Power Blades | terrain | Stockage et gestion logistique de pales | CHERBOURG-EN-COTENTIN (Tourlaville) | 17/01/2024 | 25/02/2024 |
| 50 602 24 03 | LM Wind Power Blades | terrain | Découpe de pales (parcelle option 2) | CHERBOURG-EN-COTENTIN (Tourlaville) | 31/01/2024 | 29/02/2024 |
| 50 602 22 25 | LM Wind Power Blades | terrain | Stockage des pales produites par l'usine de LM | CHERBOURG-EN-COTENTIN (Tourlaville) | 08/06/2022 | 31/03/2033 |
| 50 602 24 10 | LM Wind Power Blades | terrain | EMR | CHERBOURG-EN-COTENTIN (Tourlaville) | 01/03/2024 | 30/04/2024 |

Accusé de réception en préfecture

014-200006096-20241217-24-218-DE

Date de télétransmission : 21/12/2024

Date de réception préfecture : 21/12/2024

| | | | | | | |
|--------------|-----------------------------------|---------------------------------|---|-------------------------------------|------------|------------|
| 50 602 24 16 | LM Wind Power Blades | terrain | EMR - Stockage de pales de production | CHERBOURG-EN-COTENTIN (Tourlaville) | 20/05/2024 | 31/07/2024 |
| 50 602 24 17 | LM Wind Power Blades | terrain | EMR - Découpe de pales | CHERBOURG-EN-COTENTIN (Tourlaville) | 01/05/2024 | 31/10/2024 |
| 50 602 24 21 | LM Wind Power Blades | terrain | EMR - Stockage pales | CHERBOURG-EN-COTENTIN (Tourlaville) | 27/06/2024 | 31/10/2024 |
| 50 602 22 31 | MAREE DU COTENTIN - BL10 | terrain | Zone Collignon - BL 10 | CHERBOURG-EN-COTENTIN (Tourlaville) | 01/01/2024 | 31/12/2025 |
| 50 602 22 32 | MAREE DU COTENTIN - BL 11 | terrain | Zone Collignon - BL 11 | CHERBOURG-EN-COTENTIN (Tourlaville) | 01/01/2022 | 31/12/2025 |
| 50 602 22 33 | MAREE DU COTENTIN - BL 14 | terrain | Zone Collignon - BL 14 | CHERBOURG-EN-COTENTIN (Tourlaville) | 01/01/2022 | 31/12/2025 |
| 50 602 22 34 | MAREE DU COTENTIN | rejet | Collignon - Maintien d'une canalisation apparente de rejet de mer (7,90ml - diam 500) / eaux pluviales - Zone de mareyage / Collignon | CHERBOURG-EN-COTENTIN (Tourlaville) | 01/01/2022 | 31/12/2025 |
| 50 602 24 19 | MUTHEC SAS | bâtiment et terrain | Bâtiment 11 et terrain - Zi des Mielles | CHERBOURG-EN-COTENTIN (Tourlaville) | 01/01/2024 | 31/12/2028 |
| 50 129 22 24 | Neptune Services | bâtiment | Maintien d'un bâtiment - Quai Gal Lawton Collins | CHERBOURG-EN-COTENTIN | 01/01/2024 | 31/12/2026 |
| 50 129 24 01 | OCEAN INDUSTRIES | bâtiment | Quai Gal Lawton Collins - Hangar standard | CHERBOURG-EN-COTENTIN | 11/01/2024 | 31/07/2024 |
| 50 602 23 07 | OFFROY | terrain | Zi Mielles et Rue de la Pyrotechnie | CHERBOURG-EN-COTENTIN (Tourlaville) | 01/09/2023 | 31/12/2024 |
| 50 602 20 07 | On Tower France (ex Free Mobile) | réseau communication (fibre...) | Système de radiotélécommunication - Pylône | CHERBOURG-EN-COTENTIN (Tourlaville) | 01/08/2021 | 31/12/2025 |
| 50 602 94 01 | ORANO NPS | autre | Etablissement et exploitation d'un outillage (portique) - Quai des Flamands | CHERBOURG-EN-COTENTIN (Tourlaville) | 01/01/2024 | 31/12/2024 |
| 50 602 21 16 | SAIPEM | terrain | EMR : 2024 zones A1 B1 B2 / 2025 A2 B1B2 | CHERBOURG-EN-COTENTIN (Tourlaville) | 20/10/2021 | 31/03/2025 |
| 50 129 09 13 | SARL HAGUE A PART | bâtiment | Chalet - Pont Tournant | CHERBOURG-EN-COTENTIN | 14/07/2024 | 31/08/2024 |
| 50 602 22 02 | SIEMENS GAMESA (SGRE) | terrain | EMR Travaux souille fonds marins + quai des Flamands | CHERBOURG-EN-COTENTIN (Tourlaville) | 08/04/2023 | 17/01/2025 |
| 50 129 08 01 | SYNDICAT Des PILOTES | bâtiment et terrain | Maintien d'un bureau (196m ²) et d'un terrain attenant (204m ²) - Quai Gal Lawton Collins | CHERBOURG-EN-COTENTIN | 01/01/2024 | 31/12/2026 |
| 50 129 22 38 | SYNDICAT MIXTE MANCHE NUMERIQUE | réseau communication (fibre...) | Réseau Haut Débit du Département de la Manche - Cité de la Mer, Zi des Mielles | CHERBOURG - EN-COTENTIN | 01/01/2022 | 31/12/2026 |
| 50 602 22 37 | SYNDICAT MIXTE MANCHE NUMERIQUE | réseau communication (fibre...) | Raccordement au réseau Haut Débit du site Intechmer | CHERBOURG-EN-COTENTIN (Tourlaville) | 01/01/2022 | 31/12/2026 |
| 50 602 10 07 | TOTEM France (Ex Orange) | réseau communication (fibre...) | Système de radiotélécommunication - Pylône | CHERBOURG-EN-COTENTIN (Tourlaville) | 01/01/2022 | 31/12/2026 |
| 50 602 21 13 | TRANSPORTS MESGUEN | bâtiment et terrain | Hangar H4 + terrains | CHERBOURG-EN-COTENTIN (Tourlaville) | 01/07/2021 | 21/12/2031 |
| 50 602 20 04 | UNIVERSITE DE CAEN / CHERLOC | terrain | 2 blocs artificiels digue Ile Pelée Cherbourg | CHERBOURG-EN-COTENTIN (Tourlaville) | 01/01/2023 | 31/12/2027 |
| 50 602 22 35 | VALLOIS | terrain | Collignon - Terrain | CHERBOURG-EN-COTENTIN (Tourlaville) | 17/10/2022 | 31/05/2024 |
| 50 602 08 07 | Ville de Cherbourg-en-Cotentin | terrain | Collignon - Maintien d'une surface gazonnée (Ecole Intechmer) | CHERBOURG-EN-COTENTIN (Tourlaville) | 01/01/2020 | 31/12/2024 |
| 50 602 13 36 | Ville de Cherbourg-en-Cotentin | terrain | Zone de Collignon | CHERBOURG-EN-COTENTIN (Tourlaville) | 01/01/2022 | 31/12/2025 |
| 50 602 15 06 | Ville de Cherbourg-en-Cotentin | terrain | Collignon - Aire de stationnement | CHERBOURG-EN-COTENTIN (Tourlaville) | 01/01/2020 | 31/12/2024 |
| 50 129 02 01 | Ville de Cherbourg-en-Cotentin | canalisations EP | Ouvrages de rejet en mer d'eaux pluviales - Port de Plaisance - Douves de l'Arsenal | CHERBOURG-EN-COTENTIN | 01/01/2021 | 31/12/2025 |
| 50 129 04 16 | Ville de Cherbourg-en-Cotentin | terrain | Implantation de 2 bancs (3m ²) et 3 mâts - Allée du Président Menut | CHERBOURG-EN-COTENTIN | 01/01/2024 | 31/12/2028 |
| 50 129 05 07 | Ville de Cherbourg-en-Cotentin | autre | Maintien d'un aqueduc en béton - Quartier des Bassins / Aqueduc de la Divette | CHERBOURG-EN-COTENTIN | 01/01/2022 | 31/12/2026 |
| 50 129 06 04 | Ville de Cherbourg-en-Cotentin | terrain | Maintien de 2 bancs publics -- Angles SE et SO de l'avant-port (abords du Pont Tournant) | CHERBOURG-EN-COTENTIN | 01/01/2020 | 31/12/2024 |
| 50 129 06 12 | Ville de Cherbourg-en-Cotentin | terrain | Maintien d'une stèle commémorative (stèle Titanic) - Quai Gal Lawton Collins | CHERBOURG-EN-COTENTIN | 01/01/2020 | 31/12/2024 |
| 50 129 11 03 | Ville de Cherbourg-en-Cotentin | canalisation-câble autre | Réseau électrique - TGBT - Radoub | CHERBOURG-EN-COTENTIN | 01/04/2018 | 31/12/2025 |
| 50 129 11 12 | Ville de Cherbourg-en-Cotentin | terrain | Maintien de conteneurs à déchets- Quai de Caligny | CHERBOURG-EN-COTENTIN | 01/01/2024 | 31/12/2028 |
| 50 129 21 07 | Ville de Cherbourg-en-Cotentin | passerelle | Maintien de 2 points d'ancrage d'une passerelle - Est du Pont Tournant | CHERBOURG-EN-COTENTIN | 01/05/2021 | 31/12/2024 |
| 50 129 22 29 | Ville de Cherbourg-en-Cotentin | terrain | Corbeille - Pont Tournant | CHERBOURG-EN-COTENTIN | 01/08/2022 | 31/12/2032 |
| 50 129 99 08 | Ville de Cherbourg-en-Cotentin | canalisations EP | Maintien de conduite d'eau potable - Sous les voles ferrées desservant la gare maritime, au droit du passage à niveau situé rue du val de Saire | CHERBOURG-EN-COTENTIN | 01/01/2020 | 31/12/2024 |
| 50 602 00 22 | Ville de Cherbourg-en-Cotentin | canalisations EU | Canalisation du Trottebec (entretien) - Port des Flamands | CHERBOURG-EN-COTENTIN (Tourlaville) | 01/01/2018 | 31/12/2024 |
| 50 602 04 26 | Ville de Cherbourg-en-Cotentin | canalisations EP | Maintien d'un émissaire EP (diam 2200) - Terre-plein des Mielles (entre la mer et la rue de la Bretonnière) | CHERBOURG-EN-COTENTIN (Tourlaville) | 01/01/2020 | 31/12/2024 |
| 50 602 05 18 | Ville de Cherbourg-en-Cotentin | canalisations EU | Maintien d'un réseau assainissement eaux usées (diam 250) | CHERBOURG-EN-COTENTIN (Tourlaville) | 01/01/2024 | 31/12/2026 |
| 50 602 06 20 | Ville de Cherbourg-en-Cotentin | bâtiment | Maintien d'un local d'animation et d'un terrain - 256 Boulevard des Flamands | CHERBOURG-EN-COTENTIN (Tourlaville) | 01/01/2023 | 31/12/2027 |
| 50 602 11 05 | Ville de Cherbourg-en-Cotentin | canalisations EP | Réseau d'eau pluviale - Bd des Flamands | CHERBOURG-EN-COTENTIN (Tourlaville) | 01/01/2019 | 31/12/2025 |
| 50 602 14 60 | Ville de Cherbourg-en-Cotentin | canalisations EU | Canalisation eaux usées et chambre de visite - Ru Aristide Briand | CHERBOURG-EN-COTENTIN (Tourlaville) | 01/01/2024 | 31/12/2028 |
| 50 602 24 18 | WESTMAR (pour SAIPEM) | terrain | EMR - bord à quai | CHERBOURG-EN-COTENTIN (Tourlaville) | 12/04/2024 | 15/05/2024 |
| 50 129 24 11 | Ministère des Armées | autre | terrasse de la Capitainerie pour le 80è anniversaire du Débarquement | CHERBOURG-EN-COTENTIN | 21/05/2024 | 07/06/2024 |
| 50 129 24 12 | CHARIER GC | terrain | base vie - chantier ponton 6 - quai Collins | CHERBOURG-EN-COTENTIN | 15/04/2024 | 23/05/2024 |

Liste des titres d'occupation de moins de 12 ans - Port De Caen-Ouistreham

Accusé de réception en préfecture
014-200006096-20241217-24-218-DE
Date de réception préfecture : 21/12/2024

| N° titre | Bénéficiaire | Description de l'occupation | détail contenu occupation | Commune | Début d'occupation | Fin d'occupation |
|--|---|---------------------------------|--|---|--------------------|------------------|
| 14 327 03 03 | ALLAIN Anne-Marie | passerelle | Passerelle à piétons | HEROUVILLE SAINT CLAIR | 01/01/2022 | 31/12/2026 |
| 14 076 92 01 | Association des Propriétaires de la ZI du Canal | rejet | Rejet d'eaux pluviales Blainville sur Orne | BLAINVILLE SUR ORNE | 01/01/2020 | 31/12/2024 |
| 14 437 18 09 14 437 72 01 | BOLLORE ENERGY | canalisation pétrole | Pipeline produit pétrolier | MONDEVILLE | 01/01/2021 | 31/12/2024 |
| 14 437 18 08 14 437 16 01 | BOLLORE ENERGY | terrain | Terrain pour maintien accès secours + accès périmètre zone de sécurité | MONDEVILLE | 01/01/2023 | 31/12/2027 |
| 14 060 09 32 | BENOUVILLE (commune) | passerelle | Passerelle à piétons | BENOUVILLE | 01/01/2020 | 31/12/2024 |
| 14 060 66 01 | BENOUVILLE (commune) | passerelle | Ponceau avec 2 parapets | BENOUVILLE | 01/01/2020 | 31/12/2024 |
| 14 060 19 06 | BENOUVILLE (commune) | monument | Pupitre de commémoration 75 e anniversaire du Débarquement | BENOUVILLE | 01/06/2019 | 31/12/2024 |
| 14 060 20 15 | BENOUVILLE (commune) | passerelle | Passerelle liaison parc des berges et chemin de halage | BENOUVILLE | 01/01/2021 | 31/12/2030 |
| 14 076 09 33 | Commune de BLAINVILLE SUR ORNE | passerelle | Passerelle sur le fossé | BLAINVILLE SUR ORNE | 01/01/2020 | 31/12/2024 |
| 14 118 09 06 | CAEN (commune) | réseau communication (fibre...) | Câbles optiques et 2 chambres de tirage - pont de l'Ecluse | CAEN | 01/01/2023 | 31/12/2026 |
| 14 118 10 05 | CAEN (commune) | réseau communication (fibre...) | Câbles sous l'Orne - Rives de l'Orne - avant le barrage Montalivet | CAEN | 01/01/2024 | 31/12/2024 |
| 14 118 19 11 | CAEN (commune) | pontons | Pontons école de voile intercommunale | CAEN | 01/01/2023 | 31/12/2025 |
| 14 060 14 02 | CAFE GONDREE | bâtiment et terrain | Maison, café, dépendance et tuyau d'eau | BENOUVILLE | 01/01/2014 | 31/12/2038 |
| 14 530 69 01 | HEIDELBERG MATERIALS FRANCE CEMENTS (ex-CIMENTS CALCIA) | rejet | Deux rejets eaux pluviales sur l'Orne | RANVILLE | 01/01/2021 | 31/12/2025 |
| 14 060 98 01 | CAMPING les hautes coutures | passerelle | passerelle à piétons accès du camping au chemin de halage | BENOUVILLE | 01/01/2022 | 31/12/2026 |
| 14 076 05 03 | CCI | canalisations EP | local technique et Réseau de défense incendie: protection de la zone 'Renault Trucks' | BLAINVILLE SUR ORNE | 01/01/2023 | 31/12/2026 |
| 14 327 18 04 | CCI | canalisations EP | Renforcement défense incendie (bâtiment K6) : puit de pompage entre bâtiments K6B et K6C zone concession sur berge canal rive Est | HEROUVILLE SAINT CLAIR | 01/01/2018 | 31/12/2024 |
| 14 437 18 05 | CCI | canalisations EP | Rejet d'eaux pluviales, canalisation, clapet parcelle BT013-MONDEVILLE-bassin de calix | MONDEVILLE | 01/01/2023 | 31/12/2027 |
| 14 437 20 08 | CCI | canalisations EU | canalisation eau usée - raccordement nouveau bassin | MONDEVILLE | 01/07/2020 | 30/06/2025 |
| 14 060 24 05 14 060 19 01 14 060 12 08 | ALTITUDE INFRA CALVADOS COVAGE CALVADOS TUTOR | réseau communication (fibre...) | Fibres optiques | BENOUVILLE à OUISTREHAM | 01/01/2019 | 31/12/2023 |
| 14 076 05 02 | Communauté Urbaine Caen La Mer | canalisations EU | Canalisations d'eaux usées et fourreau de télécommande | MONDEVILLE, HEROUVILLE, COLOMBELLES, BLAINVILLE, BENOUVILLE | 01/07/2020 | 31/12/2025 |
| 14 327 03 02 | Communauté Urbaine Caen La Mer | canalisations EU | Terrain pour la mise en place d'un coffret électrique de mesure des débits et des pressions sur le collecteur d'assainissement: 0,15m² | HEROUVILLE SAINT CLAIR | 01/01/2023 | 31/12/2026 |
| 14 437 03 02 | Communauté Urbaine Caen La Mer | canalisations EU | Terrain de 1,12m² : Armoire de prélèvement et de mesure de qualité des eaux usées des collecteurs d'assainissement | MONDEVILLE | 01/01/2023 | 31/12/2026 |

| | | | | | | |
|-----------------------------------|--|---------------------------------|--|-----------------------------------|---|------------|
| 14 488 20 05 | Communauté Urbaine Caen La Mer | canalisations EP | Parcelle de 23,94m ² pour maintenir un poste de relèvement des eaux pluviales, 2 canalisations et 1 rejet | OUISTREHAM | Accusé de réception en préfecture 014-200006096-20241217-24-218-DE Date de télétransmission : 21/12/2024 Date de réception préfecture : 01/12/2024 | 31/12/2024 |
| 14 437 08 02 | Communauté Urbaine Caen La Mer | canalisations EU | Canalisation d'égouts de 1020ml station épuration nouveau monde + canalisation EP eaux traitées 398 ml + rejet EP eaux traitées au niveau du bassin de calix | MONDEVILLE et HEROUVILLE ST CLAIR | 01/01/2024 | 31/12/2030 |
| 14 437 95 02 | Communauté Urbaine Caen La Mer | canalisations EU | Réseau d'assainissement et évacuation des eaux pluviales et eaux usées | MONDEVILLE | 01/01/2023 | 31/12/2026 |
| 14 437 14 04 | Communauté Urbaine Caen La Mer | canalisations EU | Canalisation d'eaux usées et poste de refoulement (1 canalisation de 16ml diam 200, 1 autre de 390ml diam 113 et 390ml diam 315) | MONDEVILLE | 01/01/2023 | 31/12/2026 |
| 14 488 15 01 | Communauté Urbaine Caen La Mer | terrain | Aire d'accueil des gens du voyage (partie aménagée) | OUISTREHAM | 01/01/2015 | 31/12/2024 |
| 14 488 20 04 | Communauté Urbaine Caen La Mer | canalisations EU | réseaux assainissement - eaux usées + passerelle et portail | OUISTREHAM | 01/01/2020 | 31/12/2025 |
| 14 488 12 04 | TOTALENERGIES PROXI NORD OUEST (ex-CPO) | appointement | Poste d'accotage + rejet d'eaux pluviales | OUISTREHAM | 01/01/2018 | 31/12/2027 |
| 14 327 09 30 | DDTM | bâtiment | Une partie de hangar de 132m ² pour entreposer un zodiac | HEROUVILLE SAINT CLAIR | 01/01/2021 | 31/12/2024 |
| 14 488 99 03 | DDTM - Affaires Maritimes | appointement | Linéaire d'appointement de 8,80m l- Ponton Central - MORA | OUISTREHAM | 01/01/2024 | 31/12/2027 |
| 14 327 77 03 | DEFOSSEMONT Michel | passerelle | Passerelle à piétons sur le fossé - PK 1670 | HEROUVILLE SAINT CLAIR | 01/01/2022 | 31/12/2026 |
| 14 437 92 01 | DPC | bâtiment et terrain | Bâtiments de 15,60m ² et 85m ² ; 4 conduits, liaison station de pompage au réseau incendie ; aqueduc | MONDEVILLE et HEROUVILLE ST CLAIR | 01/01/2022 | 31/12/2024 |
| 14 060 20 16 | EARL MARIQUET | terrain | Terrain agricole | BENOUVILLE | 01/01/2023 | 31/12/2024 |
| délib 2023-125 - Convention cadre | ENEDIS | réseau électrique | Convention cadre occupation réseau ENEDIS | - | 01/01/2023 | 31/12/2027 |
| 14 488 21 04 | IHS MARKIT | autre | antenne dispositif conv avec DDTM détection des navires installé dans le bâti de la | OUISTREHAM | 26/02/2021 | 25/02/2024 |
| 14 118 04 03 | ORANGE | réseau communication (fibre...) | Câble de 60ml - télécommunication, | CAEN | 01/01/2022 | 31/12/2024 |
| 14 167 09 05 | ORANGE | réseau communication (fibre...) | Canalisation de télécommunication - passage chemin de halage ouest | COLOMBELLE et HEROUVILLE | 01/01/2024 | 31/12/2024 |
| 14 488 09 22 | ORANGE | réseau communication (fibre...) | Canalisation de télécommunication de 48ml (X2) | OUISTREHAM | 01/01/2022 | 31/12/2026 |
| 14 488 20 02 | NORMANDIE LITTORAL | bâtiment | occupation d'un bureau | OUISTREHAM | 01/01/2024 | 31/12/2024 |
| 14 488 00 01 | Gendarmerie Départementale Calvados Brigade Nautique | appointement | Linéaire d'appointement de 12m - PRONOE - ponton central | OUISTREHAM | 01/01/2024 | 31/12/2027 |
| 14 488 19 15 | Gendarmerie Brigade Surveillance du Littoral | appointement | Linéaire d'appointement 7,20 ml - semi rigide | OUISTREHAM | 01/01/2024 | 31/12/2027 |
| 14 076 10 15 | GRDF | canalisation gaz | Canalisation de gaz | BLAINVILLE SUR ORNE | 01/01/2022 | 31/12/2029 |
| 14 327 86 01 | GRDF | canalisation gaz | Protection cathodique sur le réseau de gaz de 75ml | HEROUVILLE SAINT CLAIR | 01/01/2022 | 31/12/2028 |
| 14 167 10 01 | GRDF | canalisation gaz | Canalisation réseau gaz MPB diam 160 mm | COLOMBELLES | 01/01/2024 | 31/12/2027 |
| 14 076 02 01 | GRT GAZ | canalisation gaz | 1 canalisation | BLAINVILLE SUR ORNE | 01/01/2023 | 31/12/2027 |
| 14 327 06 01 | HEROUVILLE ST CLAIR (commune) | terrain | Aménagement d'une aire de pique-nique de 2100m ² le long du canal en face du Petit Lourdes | HEROUVILLE SAINT CLAIR | 01/01/2020 | 31/12/2024 |
| 14 327 09 36 | HEROUVILLE ST CLAIR (commune) | rejet | 2 exutoires sur le canal rive gauche | HEROUVILLE SAINT CLAIR | 01/01/2021 | 31/12/2024 |
| 14 327 09 37 | HEROUVILLE ST CLAIR (commune) | passerelle | 5 ouvrages pour établir des accès sur des espaces verts et piste cyclable | HEROUVILLE SAINT CLAIR | 01/01/2020 | 31/12/2024 |
| 14 327 81 01 | HEROUVILLE ST CLAIR (commune) | pontons | Terrain de 133m ² - Appontement par les clubs nautiques + ponton flottant | HEROUVILLE SAINT CLAIR | 01/01/2020 | 31/12/2024 |
| 14 327 87 01 | HEROUVILLE ST CLAIR (commune) | rejet | 2 têtes de buses sur fossé de ligne | HEROUVILLE SAINT CLAIR | 01/01/2020 | 31/12/2024 |

| | | | | | | |
|---|---|---------------------------------|--|--|------------|------------|
| 14 327 12 10 | HEROUILLE ST CLAIR (commune) | terrain | Fitness | HEROUILLE ST CLAIR | 01/01/2023 | 31/12/2025 |
| 14 665 75 01 | ASSOCIATION LA SAUVAGINE | autre | 8 GABIONS | SALLENELLES | 01/07/2023 | 30/06/2026 |
| 14 327 10 04 | LALLEMAND | passerelle | Passerelle sur fossé | HEROUILLE SAINT CLAIR | 01/01/2022 | 31/12/2026 |
| 14 327 15 01 14 327 10 14 | LEBLONDEL | passerelle | Passerelle à piétons sur le fossé - | HEROUILLE SAINT CLAIR | 01/01/2022 | 31/12/2026 |
| 14 327 92 01 | LEFEBVRE Marc | passerelle | Passerelle sur fossé 1817 rue des sources Hérouville | HEROUILLE SAINT CLAIR | 01/01/2022 | 31/12/2026 |
| 14 327 77 02 | MARETTE Claudine | passerelle | Passerelle à piétons sur fossé - PK 1 600 1873 rue des sources Hérouville | HEROUILLE SAINT CLAIR | 01/01/2022 | 31/12/2026 |
| 14 409 19 07 | MERVILLE FRANCEVILLE | autre | Poteaux délimitation zone naturaliste | MERVILLE FRANCEVILLE | 01/01/2024 | 31/12/2028 |
| 14 060 14 01 | Association Musée Pégasus Bridge | terrain | Musée de Pegasus Bridge | BENOUVILLE | 01/01/2023 | 31/12/2027 |
| 14 488 92 01 | OUISTREHAM (commune) | bâtiment | une halle à poissons | OUISTREHAM | 01/01/2023 | 31/12/2024 |
| 14 488 21 19 (14 488 01 01) | CUCLM | terrain | Parcelle de 22,36m ² sur le fossé de ligne - ouvrage de régulation de lutte contre les inondations | OUISTREHAM | 01/01/2020 | 31/12/2024 |
| 14 488 09 34 | OUISTREHAM (commune) | passerelle | Passerelle pour piétons | OUISTREHAM | 01/01/2020 | 31/12/2024 |
| 14 488 21 18 (14 488 09 35) | CUCLM | rejet | Terrain d'1m ² pour le maintien d'une crépine dans un regard - permet la hausse du niveau d'eau | OUISTREHAM | 01/01/2020 | 31/12/2024 |
| 14 488 11 06 | OUISTREHAM (commune) | terrain | Place des manèges sédentaires place De Gaulle | OUISTREHAM | 01/01/2023 | 31/12/2024 |
| 14 488 14 10 14 488 91 01 | OUISTREHAM (commune) | terrain | Terrain de 7 800 m ² au Maresquier pour l'accueil des gens de voyage (partie non aménagée) | OUISTREHAM | 01/01/2023 | 31/12/2024 |
| 14 488 17 01 | OUISTREHAM (commune) | bâtiment | Local menuiserie (parcelle AK270) | OUISTREHAM | 01/01/2024 | 31/12/2025 |
| 14 488 20 12 | OUISTREHAM (commune) | terrain | Clôture et portail quai Charcot | OUISTREHAM | 01/08/2020 | 31/12/2025 |
| 14 488 22 03 | OUISTREHAM (commune) | terrain | Petit parking pl De Gaulle | OUISTREHAM | 07/06/2023 | 30/08/2023 |
| 14 488 00 03 | Pilotage de la Seine | appontement | Linéaire d'appontement de 14,90ml - ponton central | OUISTREHAM | 01/01/2024 | 31/12/2027 |
| 14 167 94 01 | Association Sportive Renault Trucks | pontons | Ponton 7 ml - Rive droite du canal en aval du Pont de Colombelles | COLOMBELLES | 01/01/2023 | 31/12/2024 |
| 14 167 15 01 | RENAULT TRUCKS | rejet | 7 rejets et prises d'eau sur l'Orne | COLOMBELLES | 01/01/2021 | 31/12/2025 |
| 14 009 01 02 | SFR (NEUF CEGETEL) | réseau communication (fibre...) | Infrastructures de télécommunication (câbles électriques et chambre de tirages) | OUISTREHAM à MONDEVILLE | 01/01/2021 | 31/12/2025 |
| 14 118 06 01 | SNCF RESEAU | autre | Alimentation du château d'eau de la SNCF par une conduite en fonte DN | CAEN | 01/01/2024 | 31/12/2028 |
| 14 488 65 02 | Association SNSM | bâtiment et terrain | Bâtiment (165m ²) et chemin d'accès (149m ²) | OUISTREHAM | 01/01/2020 | 31/12/2024 |
| 14 488 00 02 | Sté Coop Maritime de Lamanage | appontement | Linéaire d'appontement de 8m - ponton central | OUISTREHAM | 01/01/2024 | 31/12/2027 |
| 14 488 19 13 14 488 10 08 | Syndic Copropriété Quai Charcot (ex CTN) | rejet | Raccordement au rejet d'eau pluvial - quai Charcot | OUISTREHAM, Quai Charcot | 01/01/2023 | 31/12/2026 |
| 14 488 10 06 | SURCOUF - Copropriété le Surcouf | rejet | Raccordement au rejet d'eau pluvial | OUISTREHAM | 01/01/2023 | 31/12/2027 |
| 14 167 12 01 | SM EAU DU BASSIN CAENNAIS (ex SIAEP) | canalisations EP | Canalisation eau potable | COLOMBELLES | 01/01/2022 | 31/12/2028 |
| 14 488 21 01 | SM EAU DU BASSIN CAENNAIS (ex SIAEP) | canalisations EP | Canalisation eau potable | OUISTREHAM | 01/01/2020 | 31/12/2025 |
| 14 327 04 02 | SM EAU DU BASSIN CAENNAIS (ex SIAEP) | canalisations EP | Canalisation d'eau potable de 649,5 ml et télégestion et canalisation d'adduction d'eau potable de 206,50ml - passage | HEROUILLE SAINT CLAIR + COLOMBELLES | 01/01/2024 | 31/10/2026 |

Accusé de réception en préfecture
0344200006096-20241217-24-2024-DE
Date de télétransmission : 21/12/2024
Date de réception préfecture : 21/12/2024

| | | | | | | |
|---|---|--------------------------|---|--|------------|---|
| 14 488 15 01 | THANOR | canalisation-câble autre | Canalisation rejet eau de mer 398 ml | OUISTREHAM | 07/01/2024 | 31/12/2027 |
| <div style="border: 1px solid black; padding: 2px;"> Accusé de réception en préfecture 014-200006096-20241217-24-218-DE Date de télétransmission : 21/12/2024 Date de réception préfecture : 21/12/2024 </div> | | | | | | |
| 14 009 73 01 | TRAPIL | canalisation pétrole | Canalisation souterraines pour transport pétrolier | OUISTREHAM/AMFREVILLE | 01/01/2018 | 31/12/2027 |
| 14 437 95 01 | TRAPIL | canalisation pétrole | Réseau de canalisation souterraines pour le transport de pétrole (3 canalisations de 422ml) | MONDEVILLE, HEROUVILLE, COLOMBELLES | 01/01/2018 | 31/12/2027 |
| 14 530 11 11 | Association WAKE UP ski nautique | pontons | Ponton | RANVILLE | 01/01/2022 | 07/08/2024 (en cours de régularisation) |
| 14 488 21 14 | Florian MENARD | autre | bâtiment-habitation | OUISTREHAM | 01/01/2024 | 31/12/2024 |
| 14 530 22 13 | MAIRIE DE RANVILLE | terrain | terrain pour enfouissement réserve d'eau - incendie musée Pegasus | RANVILLE | 01/01/2023 | 31/12/2032 |
| 14 488 22 14 | MARC SA | terrain | terrain | OUISTREHAM | 06/08/2023 | 31/12/2024 |
| 14 488 22 15 | BOUYGUES TRAVAUX PUBLICS REGIONS FRANCE | terrain | terrain | OUISTREHAM/AMFREVILLE | 01/09/2024 | 31/07/2025 |
| 14 488 23 01 | Caryl MARIE | autre | bâtiment-habitation | OUISTREHAM | 01/01/2024 | 31/12/2024 |
| 14 060 23 12 | BENOUVILLE (commune) | terrain | | BENOUVILLE | 01/10/2023 | 30/09/2033 |
| 14 118 23 13 | CELLULE DE SUIVI DU LITTORAL NORMAND (CSLN) | autre | | CAEN | 30/10/2023 | 29/10/2026 |
| 14 167 23 14 | ENERGIE VERTE DE CAEN LA MER (CORIANCE) | canalisation-câble autre | canalisation - chambres à vanne | HEROUVILLE + COLOMBELLES | 01/01/2024 | 31/12/2024 |
| 14 076 24 01 | GRTgaz | terrain | base vie | BLAINVILLE-SUR-ORNE | 15/01/2024 | 11/02/2024 |
| 14 488 24 02 | NGE GC | terrain | base vie | OUISTREHAM | 05/02/2024 | 10/06/2024 |
| 14 488 24 03 | OUISTREHAM (commune) | terrain | installation 2 blocs WC - migrant | OUISTREHAM | 13/02/2024 | 12/02/2026 |
| 14 488 24 04 | SEANEO | autre | navigation et prélèvements sur | OUISTREHAM à CAEN | 09/04/2024 | 11/11/2024 |
| 14 665 24 05 | ASSOCIATION LA SAUVAGINE | autre | droit de chasse | SALLENELLES, M-FRANCEVILLE, OUISTREHAM | 01/07/2023 | 30/06/2026 |
| 14 488 24 06 | SAIPEM | terrain | terrain | OUISTREHAM | 01/05/2024 | 30/04/2025 |
| 14 060 24 07 | LE P'TIT NORMAND | terrain | terrain | BENOUVILLE | 05/06/2024 | 08/06/2024 |
| 14 060 24 08 | GWADA EAT | terrain | terrain | BENOUVILLE | 05/06/2024 | 07/06/2024 |
| 14 060 24 09 | BENOUVILLE (commune) | terrain | terrain | BENOUVILLE | 03/06/2024 | 10/06/2024 |
| 14 060 24 10 | PHILAPOSTEL | terrain | terrain | BENOUVILLE | 06/06/2024 | 08/06/2024 |
| 14 060 24 11 | SPL Nautisme Caen Ouistreham | terrain | terrain | BENOUVILLE | 13/04/2024 | 12/04/2026 |
| 14 060 24 12 | LE GOUT DES MONTAGNES | terrain | terrain | BENOUVILLE | 04/06/2024 | 09/06/2024 |
| 14 060 24 13 | LES HUITRES DE JEANNE | terrain | terrain | BENOUVILLE | 05/06/2024 | 08/06/2024 |
| 14 488 24 14 | SNSM | bâtiment | ancienne usine | OUISTREHAM | 01/09/2024 | 31/12/2025 |
| 14 437 24 15 | TRAPIL | terrain | terrain pour piézomètre | MONDEVILLE | 01/09/2024 | 31/12/2024 |
| 14 060 24 16 | CUCLM | terrain | terrain pour station rép° vélos | BENOUVILLE | 14/10/2024 | 13/10/2026 |
| 14 409 24 17 | UNIVERSITE DU HAVRE | pontons | pose de 2 casiers à crevettes | MERVILLE FRANCEVILLE | 21/10/2024 | 03/11/2025 |
| 14 488 24 18 | David DELAHAYE | bâtiment | bâtiment - habitation | OUISTREHAM | 29/11/2024 | 31/05/2025 |

Accusé de réception en préfecture
014-200006096-20241217-24-218-DE
Date de télétransmission : 21/12/2024
Liste des titres d'occupation de moins de 12 ans - 2024 - Port de Dieppe
Date de réception préfecture : 21/12/2024

| N° titre | Bénéficiaire | | Nature tarification (cf. grille) | Début d'occupation | Fin d'occupation |
|--------------|---|---------------------|--|--------------------|----------------------|
| 76 217 21 42 | BARYCE - Le Cayeux | terrain | Terrasses - quai Trudaine | 01/01/2022 | 31/12/2026 |
| 76 217 21 47 | GENDARMERIE MARITIME | bâtiment | Bâtiment | 01/07/2021 | 31/12/2027 |
| 76 217 21 48 | UNIVERSITE DE CAEN | autre | espace marin pour étude recherche | 01/03/2021 | 31/03/2024 |
| 76217 21 52 | APARTE | terrain | terrasse | 02/04/2024 | 31/12/2025 |
| 76 217 21 53 | FPIN | bâtiment et terrain | Bâtiment et terrain | 01/01/2024 | 31/12/2026 |
| 76 217 21 55 | SAMBO | bâtiment | quai | 01/02/2024 | 31/12/2026 |
| 76 217 22 01 | SNSM | bâtiment | Bâtiment | 01/01/2023 | 31/12/2027 |
| 76 217 22 04 | MIEUX ICI QU'EN FACE | terrain | Terrasses | 01/01/2022 | 31/12/2025 |
| 76 217 22 09 | CERCLE DE LA VOILE | bâtiment et terrain | Bâtiment et Terrain | 01/01/2021 | 31/12/2026 |
| 76 217 22 12 | CERCLE MARITIME | terrain | Terrain | 01/06/2022 | 31/12/2026 |
| 76 217 22 16 | FROMAGE Arnaud | bâtiment et terrain | bâtiment et terrain rte Bonne Nvelle | 01/01/2022 | 31/12/2025 |
| 76 217 22 17 | TRUCHON Kevin | bâtiment et terrain | bâtiment et terrain rte Bonne Nvelle | 01/01/2022 | 31/12/2025 |
| 76 217 22 19 | LE JEHAN ANGO (MAQUENNEHAN) | terrain | terrasse | 01/04/2024 | 31/12/2025 |
| 76 217 22 23 | Emilie VILLENEUVE | bâtiment et terrain | bâtiment et terrain rte Bonne Nvelle | 01/01/2022 | 31/12/2025 |
| 76 217 22 24 | PROLEIN (base vie) | terrain | terrain | 09/12/2022 | 31/12/2024 |
| 76 217 23 01 | Christian BRICHET | bâtiment | logement | 01/01/2024 | 31/12/2024 |
| 76 217 23 03 | Serge GOSSELIN | bâtiment | logement | 01/01/2024 | 31/12/2026 |
| 76 217 23 04 | CCI ROUEN METROPOLE | terrain | parking | 12/02/2022 | 31/12/2026 |
| 76 217 23 05 | SPIE BATIGNOLES | terrain | terre-plein | 01/12/2020 | 31/12/2024 |
| 76 217 23 06 | CHEZ POLETTE | bâtiment | terrasse | 01/01/2024 | 31/12/2025 |
| 76 217 23 08 | COMMUNE DIEPPE (pkg moto) | terrain | parking moto | 16/06/2023 | 31/12/2028 |
| 76 217 23 11 | DIEPPE CRUSTACES | terrain | terrain | 01/11/2023 | 31/12/2024 |
| 76 217 24 01 | Communauté Agglomération Région Dieppoise | autre | poste anti crue | 01/01/2020 | 31/12/2031 |
| 76 217 24 02 | Association Pont pour l'art | terrain | terrasse quai de l'Yser (actions culturelles) | 22/01/2024 | fin tvx pont Colbert |
| 76 217 24 03 | Coopérative maritime de Lamanage des ports de Rouen et Dieppe | autre | 1, quai de la Cale | 09/02/2024 | 04/05/2025 |
| 76 217 24 04 | EMDT | terrain | EMR - base vie construction chantier rue Blound | 01/09/2024 | 31/12/2026 |
| 76 217 24 06 | EMDT | bâtiment et terrain | EMR - Vigie | 15/04/2024 | 31/12/2026 |
| 76 217 24 07 | TSM | terrain | cours de Dakar | 01/01/2024 | 26/07/2024 |
| 76 217 24 08 | COMMUNE DIEPPE (install sportives) | terrain | Quai du hâble | 01/05/2024 | 31/12/2033 |
| 76 217 24 10 | D'UNE VAGUE A L'AUTRE | terrain | Quai de la Somme | 30/06/2024 | 30/06/2024 |
| 76 217 24 11 | EMDT | terrain | EMR - quai de la Cale | 01/09/2024 | 31/12/2026 |
| 76 217 24 12 | EMDT | terrain | EMR - quai de la Somme | 01/09/2024 | 31/12/2026 |
| 76 217 24 13 | VILLA THALASSA | terrain | terrain parkings camping-cars | 01/08/2024 | 31/12/2026 |
| 76 217 24 14 | DDTM de Seine Maritime | terrain | sondages géotechniques - projet extension portuaire | 31/07/2024 | 31/10/2024 |
| 76 217 24 15 | OLATEIN | terrain | rue Alphonse Goubert | 19/09/2024 | 31/12/2024 |
| 76 217 24 16 | LE JEHAN ANGO Foire aux Harengs | terrain | Quai du Carénage | 15/11/2024 | 17/11/2024 |

N° : 24-219

Accusé de réception en préfecture
014-200006096-20241217-24-219-DE
Date de télétransmission : 21/12/2024
Date de réception préfecture : 21/12/2024

DELIBERATION
DU COMITE SYNDICAL DU SYNDICAT MIXTE REGIONAL
DES PORTS DE CAEN-OUISTREHAM
CHERBOURG ET DIEPPE

**MULTI-SITES – TITRES D'OCCUPATION CONCLUS SANS MISE EN
CONCURRENCE EN 2024**

Réunion du Mardi 17 décembre 2024

LE COMITE SYNDICAL DU SYNDICAT MIXTE REGIONAL DES PORTS DE CAEN-OUISTREHAM, CHERBOURG ET DIEPPE EST REUNI
LE MARDI 17 DECEMBRE 2024 A 10H AU SIEGE DE PORTS DE NORMANDIE 3 RUE RENE CASSIN 14280 SAINT-CONTEST
SOUS LA PRESIDENCE DE MONSIEUR JEAN MORIN.

SONT PRESENTS : Jean-François BLOC ; Philippe CHAPRON ; Michel FRICOUT ; Sophia HABIBI-NOORI ;
Quentin LAGALLARDE ; Gilles LELONG ; Marc MILLET ; Jean MORIN ; Valérie NOUVEL ; Bastien RECHER ;
Pierre VOGT ; Ludwig WILLAUME.

Monsieur Gilles LELONG ne prend pas part au vote (*les deux délégués titulaires représentant le Département de la Manche sont présents*).

Monsieur Nicolas JOYAU a donné pouvoir à Monsieur MARC MILLET.

Monsieur Alain BAZILLE a donné pouvoir à Monsieur Michel FRICOUT.

VOTANTS:13 POUR:13 CONTRE:0 ABSTENTION:0

VU le Code général des collectivités territoriales et notamment l'article L 2122-23 ;

VU le Code général de la propriété des personnes publiques et notamment l'article L 2122-1-3 ;


VU le rapport de Monsieur le Président du Syndicat Mixte,

LE COMITE SYNDICAL DECIDE A L'UNANIMITE :

- de prendre acte des autorisations et conventions d'occupation temporaire consenties en 2024 et figurant en annexe à la présente délibération ;
- d'autoriser le Président à signer les actes nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Publié sur le site Internet :
20 décembre 2024

Le Vice-Président du Syndicat Mixte



Jean MORIN

La présente délibération est susceptible de faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de CAEN, dans le délai de deux mois à compter de la date à laquelle elle est exécutoire. Ce recours contentieux peut être précédé, dans ce délai, d'un recours gracieux auprès du Président de Ports de Normandie. Cette procédure prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivants la réponse au recours gracieux. Le Tribunal Administratif peut être saisi par l'application informatique « Télécours citoyens » accessible par le site internet www.telercours.fr.

**Titres d'occupation attribués en 2024 relevant de la procédure de publication attribution selon l'article L2122-1-3 du CGPPP,
et notamment aux motifs de contraintes géographiques, techniques et fonctionnelles.
Port de Caen-Ouistreham**

| N° titre | Bénéficiaire | Description de l'occupation | détail contenu occupation | Commune | Début d'occupation | Fin d'occupation | Activité économique | Procédure applicable |
|--------------|--------------------------------------|---------------------------------|--|--------------------------------------|--------------------|------------------|---------------------|----------------------------|
| 14 118 10 05 | CAEN (commune) | réseau communication (fibre...) | Câbles sous l'Orne - Rives de l'Orne - avant le barrage Montalivet | CAEN | 01/01/2024 | 31/12/2024 | Activité économique | Procédure avis attribution |
| 14 118 04 03 | ORANGE | réseau communication (fibre...) | Câble de 60ml - télécommunication, | CAEN | 01/01/2022 | 31/12/2024 | Activité économique | Exclusion |
| 14 167 09 05 | ORANGE | réseau communication (fibre...) | Canalisation de télécommunication - passage chemin de halage ouest | COLOMBELLE et HEROUVILLE | 01/01/2024 | 31/12/2024 | Activité économique | Procédure avis attribution |
| 14 167 10 01 | GRDF | canalisation gaz | Canalisation réseau gaz MPB diam 160 mm | COLOMBELLES | 01/01/2024 | 31/12/2027 | Activité économique | Procédure avis attribution |
| 14 327 04 02 | SM EAU DU BASSIN CAENNAIS (ex SIAEP) | canalisations EP | Canalisation d'eau potable de 649,5 ml et télégestion et canalisation d'adduction d'eau potable de 206,50ml - passage sous le canal en aval du pont de c | HEROUVILLE SAINT CLAIR + COLOMBELLES | 01/01/2024 | 31/10/2026 | Activité économique | Procédure avis attribution |
| 14 488 15 01 | THANOR | canalisation-câble autre | Canalisation rejet eau de mer 398 ml | OUISTREHAM | 01/01/2024 | 31/12/2027 | Activité économique | Procédure avis attribution |
| 14 060 24 07 | LE P'TIT NORMAND | terrain | terrain | BENOUVILLE | 05/06/2024 | 08/06/2024 | Activité économique | Procédure avis attribution |
| 14 060 24 08 | GWADA EAT | terrain | terrain | BENOUVILLE | 05/06/2024 | 07/06/2024 | Activité économique | Procédure avis attribution |
| 14 060 24 12 | LE GOUT DES MONTAGNES | terrain | terrain | BENOUVILLE | 04/06/2024 | 09/06/2024 | Activité économique | Procédure avis attribution |
| 14 060 24 13 | LES HUITRES DE JEANNE | terrain | terrain | BENOUVILLE | 05/06/2024 | 08/06/2024 | Activité économique | Procédure avis attribution |

Accusé de réception en préfecture
014-200006096-20241217-24-219-DE

Date de télétransmission : 21/12/2024

Titres d'occupation attribués en 2024 relevant de la procédure de publication attribution selon l'article L 2123-1-3 du CGPPP,
et notamment aux motifs liés aux contraintes géographiques, techniques et fonctionnelles.

Date de réception préfecture : 21/12/2024

Port de Dieppe

| N° titre | Bénéficiaire | Description de l'occupation | Détail contenu occupation | Commune | Début d'occupation | Fin d'occupation | Activité économique | Procédure applicable |
|--------------|---------------------------------|-----------------------------|---|---------|--------------------|------------------|---------------------|----------------------------|
| 76 217 21 42 | BARYCE - Le Cayeux | terrain | terrasse | DIEPPE | 01/01/2022 | 31/12/2026 | Activité économique | Procédure avis attribution |
| 76217 21 52 | APARTE | terrain | terrasse | DIEPPE | 02/04/2024 | 31/12/2025 | Activité économique | Procédure avis attribution |
| 76 217 22 04 | MIEUX ICI QU'EN FACE | terrain | terrasse | DIEPPE | 01/01/2022 | 31/12/2025 | Activité économique | Procédure avis attribution |
| 76 217 22 19 | LE JEHAN ANGO (MAQUENNEHAN) | terrain | terrasse | DIEPPE | 01/04/2024 | 31/12/2025 | Activité économique | Procédure avis attribution |
| 76 217 23 06 | CHEZ POLETTE | terrain | terrasse | DIEPPE | 01/01/2024 | 31/12/2025 | Activité économique | Procédure avis attribution |
| 76 217 23 11 | DIEPPE CRUSTACES | terrain | terre-plein | DIEPPE | 01/11/2023 | 31/12/2024 | Activité économique | Procédure avis attribution |
| 76 217 24 04 | EMDT | terrain | base vie | DIEPPE | 01/09/2024 | 31/12/2026 | Activité économique | Procédure avis attribution |
| 76 217 24 06 | EMDT | bâtiment et terrain | occupation du bâtiment "la Vigie" | DIEPPE | 15/04/2024 | 31/12/2026 | Activité économique | Procédure avis attribution |
| 76 217 24 11 | EMDT | terrain | Quai de la cale occupation du plan d'eau et de terre-plein bord à quai | DIEPPE | 01/09/2024 | 31/12/2026 | Activité économique | Procédure avis attribution |
| 76 217 24 12 | EMDT | terrain | Quai de la somme occupation du plan d'eau et de terre-plein bord à quai | DIEPPE | 01/09/2024 | 31/12/2026 | Activité économique | Procédure avis attribution |
| 76 217 24 15 | OLATEIN | terrain | terrain pour stockage | DIEPPE | 19/09/2024 | 31/12/2024 | Activité économique | Procédure avis attribution |
| 76 217 24 16 | LE JEHAN ANGO Foire aux Harengs | terrain | terrasse | DIEPPE | 15/11/2024 | 17/11/2024 | Activité économique | Procédure avis attribution |

N° : 24-220

Accusé de réception en préfecture
014-200006096-20241217-24-220-DE
Date de télétransmission : 21/12/2024
Date de réception préfecture : 21/12/2024

DELIBERATION
DU COMITE SYNDICAL DU SYNDICAT MIXTE REGIONAL
DES PORTS DE CAEN-OUISTREHAM
CHERBOURG ET DIEPPE

**CAEN-OUISTREHAM – NUMERISATION DU PORT – CONVENTION
PILOTES**

Réunion du Mardi 17 décembre 2024

LE COMITE SYNDICAL DU SYNDICAT MIXTE REGIONAL DES PORTS DE CAEN-OUISTREHAM, CHERBOURG ET DIEPPE EST REUNI
LE MARDI 17 DECEMBRE 2024 A 10H AU SIEGE DE PORTS DE NORMANDIE 3 RUE RENE CASSIN 14280 SAINT-CONTEST
SOUS LA PRESIDENCE DE MONSIEUR JEAN MORIN.

SONT PRESENTS : Jean-François BLOC ; Philippe CHAPRON ; Michel FRICOUT ; Sophia HABIBI-NOORI ;
Quentin LAGALLARDE ; Gilles LELONG ; Marc MILLET ; Jean MORIN ; Valérie NOUVEL ; Bastien RECHER ;
Pierre VOGT ; Ludwig WILLAUME.

Monsieur Gilles LELONG ne prend pas part au vote (*les deux délégués titulaires représentant le Département de la Manche sont présents*).

Monsieur Nicolas JOYAU a donné pouvoir à Monsieur MARC MILLET.

Monsieur Alain BAZILLE a donné pouvoir à Monsieur Michel FRICOUT.

VOTANTS:13 POUR:13 CONTRE:0 ABSTENTION:0

VU le Code général des collectivités territoriales ;

VU le rapport de Monsieur le Président du Syndicat Mixte,

LE COMITE SYNDICAL DECIDE A L'UNANIMITE :

- de donner délégation au Président pour mettre au point et signer la convention de partenariat avec la station de pilotage de la Seine, avec le versement associé d'une somme de 15 390 € HT ;
- de solliciter les financements correspondants le cas échéant ;

La présente délibération est susceptible de faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de CAEN, dans le délai de deux mois à compter de la date à laquelle elle est exécutoire. Ce recours contentieux peut être précédé, dans ce délai, d'un recours gracieux auprès du Président de Ports de Normandie. Cette procédure prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivants la réponse au recours gracieux. Le Tribunal Administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Accusé de réception en préfecture
014-200006096-20241217-24-220-DE
Date de télétransmission : 21/12/2024
Date de réception préfecture : 21/12/2024

- d'autoriser le Président à signer la convention correspondante.

Publié sur le site Internet :
20 décembre 2024

Le Vice-Président du Syndicat Mixte

A handwritten signature in black ink, consisting of a large, sweeping loop followed by a smaller, more intricate flourish.

Jean MORIN

La présente délibération est susceptible de faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de CAEN, dans le délai de deux mois à compter de la date à laquelle elle est exécutoire. Ce recours contentieux peut être précédé, dans ce délai, d'un recours gracieux auprès du Président de Ports de Normandie. Cette procédure prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivants la réponse au recours gracieux. Le Tribunal Administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.



Accusé de réception en préfecture
014-200006096-20241217-24-220-DE
Date de télétransmission : 21/12/2024
Date de réception préfecture : 21/12/2024



PILOTAGE DE LA SEINE
ROUEN • CAEN • DIEPPE



CONVENTION DE PARTENARIAT

ENTRE

***LE SYNDICAT PROFESSIONNEL DES PILOTES
DE LA SEINE (ROUEN – CAEN – DIEPPE)
ET PORTS DE NORMANDIE***

Entre

Le syndicat des pilotes de la Seine – Rouen-Caen-Dieppe dont le siège social est situé 21 avenue du Mont Riboudet, représenté par son président, François Cadoret,
Ci-après dénommé « **Le Pilotage** »,

Et

Ports de Normandie, dont le siège social est situé au 3 rue René Cassin, 14280 Saint-Contest, représenté par son Président en exercice en vertu de la délibération n°24-050 du 8 avril 2024,
Ci-après dénommé « **PdN** »,

Collectivement désignés par « les Parties », et individuellement par « la Partie »



PREAMBULE

PdN, en tant qu'autorité portuaire, doit garantir la sécurité de ses accès nautiques.

Cela passe par une conception réfléchie et concertée des plans d'eau, des chenaux et des postes à quai. L'évolution permanente de la flotte des navires qui fréquentent le port oblige à vérifier régulièrement la bonne adéquation des aménagements avec les trafics.

Des projets particuliers peuvent nécessiter des vérifications pour garantir l'accueil de navires spéciaux comme :

- les navires pétroliers ;
- les ferries nouvelle génération ;
- ...

Par ailleurs, la sécurité nautique prend une place importante dans les facteurs d'attractivité du port. Certains clients peuvent demander que les pilotes attestent de la faisabilité de certaines manœuvres particulières ou inhabituelles. Il peut également être nécessaire de tester les conditions limites d'accueil des navires et définir l'enveloppe des navires que le port peut accueillir.

En ce qui concerne Caen-Ouistreham, l'avant-port a fait l'objet d'une modélisation mais le canal de Caen et ses bassins restent à numériser.

Le Pilotage exprime de son côté un besoin de modélisation à des fins de formation et d'entraînement. Afin d'avoir accès à un simulateur et de bénéficier d'un support technique privilégié, il adhère à compter du 1^{er} janvier 2025 à un syndicat regroupant des pilotes de métropole et d'outre-mer (SPSA).

CECI EXPOSE, IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT

ARTICLE 1 - **Objet de l'accord**

La présente convention a pour objet :

- de formaliser la volonté des **Parties** d'établir un partenariat consistant à développer et à collaborer autour des activités d'études, d'entraînement et de formation,
- de définir les conditions dans lesquelles **le Pilotage** assurera la commande et le travail d'expertise à fournir pour la création du modèle numérique, son implémentation dans un simulateur,
- de définir les conditions dans lesquelles **PdN** prendra financièrement en charge la numérisation du port de Caen ;
- de définir les conditions dans lesquelles **les Parties** collaboreront pour étudier certains projets à l'aide du modèle numérique ;

ARTICLE 2 - **Engagement des parties**

Les Parties désignent chacune un représentant pour assurer la coordination et le suivi des actions de collaboration :

- Pour **le Pilotage**, il s'agit de Monsieur Christophe Hurel,
- Pour **PdN**, il s'agit de Monsieur Bertrand Marsset.

Les Parties s'engagent à mettre en œuvre le contenu de cette convention tout en respectant leurs intérêts mutuels.

ARTICLE 3 - **Obligation des parties**

3.1 Obligations de PdN

PdN doit :

- Prendre en charge financièrement la numérisation du port de Caen par un remboursement des dépenses engagées par **le Pilotage**,
- Valider le cahier des charges de la numérisation qui aura été établi par **le Pilotage**,
- Fournir la documentation et les données utiles à la numérisation,
- Accepter que **le Pilotage** utilise le modèle numérique à des fins de formation et d'entraînement.
- s'engager à financer les moyens techniques nécessaires à des sessions d'études (compléments de numérisation, location d'un simulateur avec service technique, réalisation d'une maquette numérique de navire, ...).

3.2 Obligations du Pilotage

Le Pilotage doit :

- Adhérer au SPSA,
- s'équiper d'un outil informatique permettant d'utiliser la numérisation dans ses locaux ;
- payer les coûts de la numérisation ;
- utiliser les moyens humains et techniques du SPSA et fournir les moyens humains (pilotes) pour réaliser la numérisation ;
- s'assurer de l'installation du modèle dans un simulateur et de son bon fonctionnement.

- Fournir les moyens humains, dans la mesure de ses capacités, pour réaliser les sessions d'études pour des escales particulières ou exceptionnelles, ou pour des études spécifiques d'aménagements (Pilote instructeur et pilote en passerelle de simulation).

ARTICLE 4 - Relation - Organisation

Chaque **Partie** est une entité indépendante, assurant seule la gestion de son activité et assumant seule les risques de sa propre exploitation. **Les Parties** s'engagent à respecter toutes les règles relatives au droit du travail, les règles d'hygiène et de sécurité, vis-à-vis du personnel qu'elles emploient le cas échéant dans le cadre de l'exécution des présentes. À cet égard il est expressément rappelé que les personnels recrutés par une **Partie** intervenant dans le cadre de la présente convention relèvent de la seule autorité de ladite **Partie** et qu'à ce titre, ils remplissent leurs missions conformément aux instructions qui leur sont données par la **Partie** les ayant recrutés.

Chaque **partie** est responsable de la formation et des habilitations de son personnel.

Les parties constatent et conviennent expressément que leur partenariat ne présente pas d'« affectio societatis ». A fortiori, les **parties** s'engagent à ne pas laisser croire à des tiers qu'il pourrait en résulter une structure particulière et notamment une société commerciale.

ARTICLE 5 - Accord financier

PdN s'engage à verser au **Pilotage** un montant forfaitaire de 18 468 € TTC correspondant à la numérisation du port de Caen-Ouistreham (tous les bassins accessibles à la navigation de commerce), et conforme au devis annexé.

La facture libellée au nom de **PdN** sera émise **le Pilotage** à l'issue des prestations.

La mobilisation du **Pilotage** est gracieuse, y compris ses frais de déplacement.

ARTICLE 6 - Propriété intellectuelle et jouissance

PdN a la pleine propriété intellectuelle de la numérisation.

Le Pilotage dispose de la jouissance complète de la numérisation pour la formation des personnes fréquentant ou appelées à fréquenter le port de Caen sur des navires de commerce.

ARTICLE 7 - Confidentialité

Les Parties s'engagent à respecter le caractère secret ou confidentiel des informations obtenues de l'autre **partie**, même de manière fortuite, à l'occasion de ce partenariat.

Toutes les personnes participant aux activités entrant dans le cadre de cette convention s'obligent à la plus stricte confidentialité. La diffusion d'informations dans le cadre de publications particulières (résultats d'enquêtes, savoir-faire, résultats et tous documents confidentiels relatifs aux actions engagées) nécessite l'accord préalable et écrit de l'autre **Partie**.

ARTICLE 8 - Entrée en vigueur et durée

La présente convention est conclue pour une durée de trois ans à compter de la date de sa signature par les **Parties**.

Elle pourra être prorogée par voie d'avenant.

ARTICLE 9 - Modification - Résiliation

Les **Parties** pourront à tout moment, y compris avant la fin de la période visée à l'article 8, et d'un commun accord mettre fin à la présente convention.

Chaque **partie** pourra demander sa résiliation sous réserve d'un préavis de deux mois signifié par lettre recommandée avec accusé de réception.

En cas de résiliation de la convention, **les Parties** s'engagent à cesser d'exploiter de quelque manière que ce soit ce qui constitue la propriété ou le savoir-faire exclusif des autres **Parties**.

La présente convention pourra être modifiée d'un commun accord entre **les Parties**. La modification sera intégrée à la convention par un avenant.

ARTICLE 10 - Force majeure

Aucune des **Parties** ne sera réputée avoir failli à ses obligations contractuelles dans la mesure où l'inexécution des obligations de la **Partie** défaillante résulte d'un cas de force majeure tel que défini par les tribunaux.

En tout état de cause, les grèves du personnel, et de ses éventuels sous-traitants ou fournisseurs, ne dégageront pas des responsabilités respectives en cas de retard ou d'empêchement d'exécution. En outre, la force majeure libérera de ses obligations contractuelles, la **Partie** qui l'invoque uniquement pendant le temps où elle est vraiment empêchée de l'exécuter.

Si une **Partie** souhaite invoquer un cas de force majeure il en avisera immédiatement l'autre **Partie** par lettre recommandée avec accusé de réception en produisant toutes justifications utiles. La **partie** qui invoquera le cas de force majeure mettra tout en œuvre pour réduire autant que possible les effets dommageables résultant de cette situation.

ARTICLE 11 - Clause de responsabilité

Chaque **Partie** supportera toutes les conséquences dommageables pour l'autre **Partie** d'une mauvaise exécution ou d'une inexécution totale ou partielle de ses obligations telles qu'elles découlent de la présente convention.

En particulier la responsabilité de **PdN** ne pourra être recherchée en cas d'évènement lié aux usages menés par **le Pilotage**, ou aux conséquences de ceux-ci, ou une quelconque utilisation qui serait faite des usages dispensés.

De même la responsabilité du **Pilotage** ne pourra être recherchée en cas d'évènement lié aux aménagements qui seraient conçus par **PdN** en fonction des études menées à partir de la numérisation.

ARTICLE 12 - Règlement des différends

Les **Parties** conviennent de mettre tout en œuvre pour régler à l'amiable les différends relatifs à l'exécution ou à l'interprétation de cette convention. Dans le cas où une résolution amiable ne pourrait intervenir, le litige sera porté devant le tribunal administratif de Caen.

Accusé de réception en préfecture
014-200006096-20241217-24-220-DE
Date de télétransmission : 21/12/2024
Date de réception préfecture : 21/12/2024

ARTICLE 13 - Dispositions finales

La présente convention de partenariat entrera en vigueur à compter de sa date de signature en deux copies originales dont chaque **Partie** dispose d'un (1) exemplaire.

☺☺☺

Accusé de réception en préfecture
014-200006096-20241217-24-220-DE
Date de télétransmission : 21/12/2024
Date de réception préfecture : 21/12/2024

À Saint-Contest, le

| | |
|--|---|
| <p>Pour Ports de Normandie</p> <p>Pour le Président du Syndicat Mixte Et par délégation Le Directeur Général</p> <p>Philippe DEISS</p> | <p>Pour le Syndicat professionnel des Pilotes de la Seine – Rouen-Caen-Dieppe</p> <p>Le Président</p> <p>François Cadoret</p> |
|--|---|

Accusé de réception en préfecture
014-200006096-20241217-24-220-DE
Date de télétransmission : 21/12/2024
Date de réception préfecture : 21/12/2024

ARTICLE 14 - Annexe – devis 20232008Bis du 9 octobre 2023

N° : 24-221

Accusé de réception en préfecture
014-200006096-20241217-24-221-DE
Date de télétransmission : 21/12/2024
Date de réception préfecture : 21/12/2024

DELIBERATION
DU COMITE SYNDICAL DU SYNDICAT MIXTE REGIONAL
DES PORTS DE CAEN-OUISTREHAM
CHERBOURG ET DIEPPE

CHERBOURG – NUMERISATION DU PORT – CONVENTION PILOTES

Réunion du Mardi 17 décembre 2024

LE COMITE SYNDICAL DU SYNDICAT MIXTE REGIONAL DES PORTS DE CAEN-OUISTREHAM, CHERBOURG ET DIEPPE EST REUNI
LE MARDI 17 DECEMBRE 2024 A 10H AU SIEGE DE PORTS DE NORMANDIE 3 RUE RENE CASSIN 14280 SAINT-CONTEST
SOUS LA PRESIDENCE DE MONSIEUR JEAN MORIN.

SONT PRESENTS : Jean-François BLOC ; Philippe CHAPRON ; Michel FRICOUT ; Sophia HABIBI-NOORI ; Quentin LAGALLARDE ; Gilles LELONG ; Marc MILLET ; Jean MORIN ; Valérie NOUVEL ; Bastien RECHER ; Pierre VOGT ; Ludwig WILLAUME.

Monsieur Gilles LELONG ne prend pas part au vote (*les deux délégués titulaires représentant le Département de la Manche sont présents*).

Monsieur Nicolas JOYAU a donné pouvoir à Monsieur MARC MILLET.
Monsieur Alain BAZILLE a donné pouvoir à Monsieur Michel FRICOUT.

VOTANTS:13 POUR:13 CONTRE:0 ABSTENTION:0

VU le Code général des collectivités territoriales ;
VU la délibération n°24-050 du 8 avril 2024 autorisant la signature d'une convention de partenariat avec la station de pilotage de Cherbourg ;
VU le rapport de Monsieur le Président du Syndicat Mixte,

LE COMITE SYNDICAL DECIDE A L'UNANIMITE :

- de compléter la délibération 24-050 en donnant délégation au Président pour mettre au point et signer la convention de partenariat avec la station de pilotage de Cherbourg avec le versement d'une somme associée d'un montant maximal de 17 500 € soit :

| | Montant en € HT |
|----------------------|-----------------|
| Délibération n°24-50 | 13 500 € |
| Complément 17/12 | 4 000 € |
| TOTAL | 17 500 € |

La présente délibération est susceptible de faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de CAEN, dans le délai de deux mois à compter de la date à laquelle elle est exécutoire. Ce recours contentieux peut être précédé, dans ce délai, d'un recours gracieux auprès du Président de Ports de Normandie. Cette procédure prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivants la réponse au recours gracieux. Le Tribunal Administratif peut être saisi par l'application informatique « Télécourcs citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Accusé de réception en préfecture
014-200006096-20241217-24-221-DE
Date de télétransmission : 21/12/2024
Date de réception préfecture : 21/12/2024

- de solliciter les financements correspondants le cas échéant ;
- d'autoriser le Président à signer la convention correspondante.

Publié sur le site Internet :
20 décembre 2024

Le Vice-Président du Syndicat Mixte

A handwritten signature in black ink, consisting of a large, sweeping loop followed by a smaller, more intricate flourish.

Jean MORIN

La présente délibération est susceptible de faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de CAEN, dans le délai de deux mois à compter de la date à laquelle elle est exécutoire. Ce recours contentieux peut être précédé, dans ce délai, d'un recours gracieux auprès du Président de Ports de Normandie. Cette procédure prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivants la réponse au recours gracieux. Le Tribunal Administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

N° : 24-222

Accusé de réception en préfecture
014-200006096-20241217-24-222-DE
Date de télétransmission : 21/12/2024
Date de réception préfecture : 21/12/2024

DELIBERATION
DU COMITE SYNDICAL DU SYNDICAT MIXTE REGIONAL
DES PORTS DE CAEN-OUISTREHAM
CHERBOURG ET DIEPPE

CHERBOURG – CONCESSION D'AMENAGEMENT – CRAC 2023

Réunion du Mardi 17 décembre 2024

LE COMITE SYNDICAL DU SYNDICAT MIXTE REGIONAL DES PORTS DE CAEN-OUISTREHAM, CHERBOURG ET DIEPPE EST REUNI
LE MARDI 17 DECEMBRE 2024 A 10H AU SIEGE DE PORTS DE NORMANDIE 3 RUE RENE CASSIN 14280 SAINT-CONTEST
SOUS LA PRESIDENCE DE MONSIEUR JEAN MORIN.

SONT PRESENTS : Jean-François BLOC ; Philippe CHAPRON ; Michel FRICOUT ; Sophia HABIBI-NOORI ; Quentin LAGALLARDE ; Gilles LELONG ; Marc MILLET ; Jean MORIN ; Valérie NOUVEL ; Bastien RECHER ; Pierre VOGT ; Ludwig WILLAUME.

Monsieur Gilles LELONG ne prend pas part au vote (*les deux délégués titulaires représentant le Département de la Manche sont présents*).

Monsieur Nicolas JOYAU a donné pouvoir à Monsieur MARC MILLET.
Monsieur Alain BAZILLE a donné pouvoir à Monsieur Michel FRICOUT.

VOTANTS:13 POUR:12 CONTRE:0 ABSTENTION:1(P.CHAPRON)

- VU** le rapport de Monsieur le Président du Syndicat Mixte ;
- VU** le Code général des collectivités territoriales ;
- VU** la délibération n° 15/109 du 20 novembre 2015 attribuant la concession d'aménagement du port de Cherbourg à la SHEMA sise Les Rives de l'Orne, 15 Avenue Pierre Mendès France 14 000 Caen ;
- VU** le rapport de Monsieur le Président du Syndicat Mixte ;

LE COMITE SYNDICAL DECIDE A LA MAJORITE :

- d'approuver le présent compte rendu de l'année 2023 de la concession d'aménagement « Port de Cherbourg » tel qu'il figure en annexe et notamment :
 - o le rapport d'activité de la concession et la gestion de cette opération par le concessionnaire ;
 - o le bilan des dépenses et des recettes constatées au 31 décembre 2023 ;
 - o le bilan prévisionnel des dépenses et des recettes ;

La présente délibération est susceptible de faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de CAEN, dans le délai de deux mois à compter de la date à laquelle elle est exécutoire. Ce recours contentieux peut être précédé, dans ce délai, d'un recours gracieux auprès du Président de Ports de Normandie. Cette procédure prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivants la réponse au recours gracieux. Le Tribunal Administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Accusé de réception en préfecture
014-200006096-20241217-24-222-DE
Date de télétransmission : 21/12/2024
Date de réception préfecture : 21/12/2024

- d'autoriser la signature des avenants ~~actant les points précédents ainsi que tous les documents~~ nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Publié sur le site Internet :
20 décembre 2024

Le Vice-Président du Syndicat Mixte

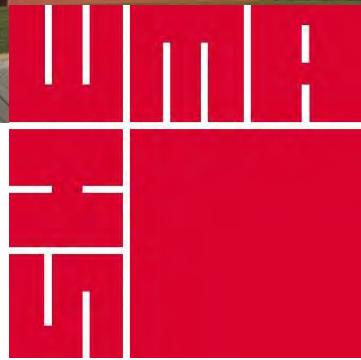
A handwritten signature in black ink, consisting of a large, sweeping loop followed by a smaller, more intricate flourish.

Jean MORIN

La présente délibération est susceptible de faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de CAEN, dans le délai de deux mois à compter de la date à laquelle elle est exécutoire. Ce recours contentieux peut être précédé, dans ce délai, d'un recours gracieux auprès du Président de Ports de Normandie. Cette procédure prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivants la réponse au recours gracieux. Le Tribunal Administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.



Accusé de réception en préfecture
014-200006096-20241217-24-222-DE
Date de télétransmission : 21/12/2024
Date de réception préfecture : 21/12/2024



PORT DE CHERBOURG CONCESSION D'AMÉNAGEMENT

Compte-rendu annuel 2023

Sommaire

| | |
|---|------------------------------------|
| 1. Cadre contractuel | 2 |
| 1.1. Cadre juridique | 2 |
| 1.2. Rappel de la mission de la SHEMA | 3 |
| 1.3. Situation administrative | 4 |
| 2. Situation et activité 2022 | 9 |
| 2.1. Secteur 1 : « Terre-Plein des Mielles » | 9 |
| 2.1.1. Contexte antérieur | 9 |
| 2.1.2. Activité 2022 | 12 |
| 2.2. Secteur 2 : Zone produimer | 14 |
| 2.2.1. Contexte antérieur | 14 |
| 2.2.2. Activité 2022 | 16 |
| 2.3. Secteur 5 : Collignon | 18 |
| 2.3.1. Contexte antérieur | 18 |
| 2.3.2. Activité 2022 | 18 |
| 3. Situation des comptes en dépenses et recettes au 31/12/2022 | 19 |
| 3.1. Secteur 1 : « Terre-Plein des Mielles » | 19 |
| 3.2. Secteur 2 : Zone produimer | 20 |
| 3.3. Secteur 5 : Collignon | 22 |
| 4. Perspectives et bilan prévisionnel révisé | 23 |
| 4.1. Secteur 1 : « Terre-Plein des Mielles » | 23 |
| 4.1.1. En dépenses | 23 |
| 4.1.2. En recettes | 23 |
| 4.2. Secteur 2 : Zone produimer | Erreur ! Signet non défini. |
| 4.3. Secteur 2A : usine hydro | 25 |
| 4.3.1. En dépenses | 25 |
| 4.3.2. En recettes | 25 |
| 4.4. Secteur 2B : usine ORANO NPS | 27 |
| 4.4.1. En dépenses | 27 |
| 4.4.2. En recettes | 27 |
| 4.5. Secteur 5 : Collignon | 30 |
| 4.5.1. En dépenses | 30 |
| 4.5.2. En recettes | 30 |
| 4.6. Dépenses générales propres à la concession | 32 |
| 4.6.1. En dépenses | 32 |
| 4.7. Bilan prévisionnel de la concession (secteurs affermis uniquement) | 33 |
| 5. Décisions du concédant | 34 |

1. Cadre contractuel

1.1. Cadre juridique

Par délibération du Comité Syndical en date du 20 novembre 2015, le Syndicat Mixte « Ports Normands Associés » décide de confier un programme d'aménagement et de construction de certains secteurs du Port de Cherbourg à la SHEMA, dans le cadre d'une concession d'aménagement. La concession d'aménagement, **signée le 19 janvier 2016 et rendue exécutoire le 21 janvier 2016** porte sur une **durée de 25 ans** à compter de sa prise d'effet.

L'article L300-5 du Code de l'urbanisme définit les modalités du contrôle technique, financier et comptable exercé par le concédant.

A cet effet, le concessionnaire doit fournir chaque année un compte rendu financier comportant notamment :

- le bilan prévisionnel actualisé des activités, objet de la concession, faisant apparaître, d'une part, l'état des réalisations en recettes et en dépenses et, d'autre part, l'estimation des recettes et dépenses restant à réaliser ;
- le plan de trésorerie actualisé faisant apparaître l'échéancier des recettes et des dépenses de l'opération ;
- un tableau des acquisitions et cessions immobilières réalisées pendant la durée de l'exercice.

L'ensemble de ces documents est soumis à l'examen de l'organe délibérant du concédant.

Le concédant a le droit de contrôler les renseignements fournis, ses agents accrédités pouvant se faire présenter toutes pièces de comptabilité nécessaires à leur vérification. Si le concédant est une collectivité territoriale ou un groupement de collectivités territoriales, dès la communication de ces documents et, le cas échéant, après les résultats du contrôle diligenté par le concédant, **ces documents sont soumis, dans un délai de trois mois, à l'examen de l'organe délibérant, qui se prononce par un vote.**

Par ailleurs, toute révision de l'apport financier du concédant doit faire l'objet d'un avenant au traité de concession, approuvé par l'organe délibérant du concédant ou par l'autorité administrative lorsque celui-ci est l'Etat.

Les syndicats mixtes « Ports Normands Associés » et « Port de Dieppe » se sont regroupés au sein des « Ports de Normandie » (PDN) le 1^{er} janvier 2019.

1.2. Rappel de la mission de la SHEMA

Le programme d'aménagement et de construction doit permettre la réalisation d'un programme prévisionnel global des constructions comprenant **50 000 m² de surface de plancher de bâtiments industriels** et **40 000 m² de surface de plancher de bâtiments industriels à réhabiliter**, ainsi que les travaux de viabilisation et d'aménagements associés.

Le programme global des travaux sera réalisé par secteur, de manière indépendante les uns des autres et étant précisé qu'il pourra être décidé par le Concédant de ne pas donner suite à un secteur. Les secteurs de la concession d'aménagement sont les suivants.



| SECTEUR | 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | 6 |
|----------------------------|--|--|--|---|---|---|
| DENOMINATION | TERRE-PLEIN DES MIELLES | ZONE PRODUIMER | PLATEAU NAUTIQUE | EXTENSION GRANDE RADE | COLLIGNON | CHANTIER NAVAL CMN |
| SUPERFICIE | 20 ha | 4,5 ha | 3,3 ha | 16 ha | 17 ha | 8 ha |
| DESTINATION | Industrie lourde EMR | Industrie lourde EMR | Industrie légère | Industrie lourde | Entreprises liées à l'activité portuaire | Requalification du site industriel existant |
| PROGRAMME D'AMENAGEMENTS | - Dépollution - Viabilisation (voirie, réseaux, divers) | - Dépollution - Viabilisation (voirie, réseaux, divers) | - Dépollution - Viabilisation (voirie, réseaux, divers) | - Viabilisation (voirie, réseaux, divers) | - Acquisitions et cessions - Viabilisation (voirie, réseaux, divers) - Gestion environnementale | - Acquisitions et cessions - Diagnostic - Viabilisation (voirie, réseaux, divers) |
| PROGRAMME DE CONSTRUCTIONS | 27 000 m ² SDP | 4 000 m ² SDP | 2 000 m ² SDP | 15 000 m ² SDP | 2 000 m ² SDP | 88 000 m ² SDP (réhabilitation) |

1.3. Situation administrative

2015

26/11/2015 : **délibération** du Comité Syndical du Syndicat Mixte « Ports de Normandie » (PDN) qui **confie la mission d'aménageur** de certains secteurs du Port de Cherbourg à la SHEMA.

2016

19/01/2016 : signature du **traité de concession** entre PDN et SHEMA, rendu exécutoire le 21/01/2016.

22/01/2016 : PDN a notifié à la SHEMA le **lancement des études sur le secteur 1**.

28/01/2016 : un **protocole d'accord** est signé entre SHEMA et LM WIND POWER BLADES (France) (LM WIND), en présence de PDN, et fixe les modalités d'exécution des études à réaliser sur le secteur 1 pour redimensionner le projet par le dépôt d'un nouveau permis de construire pour une usine de production de pales d'éoliennes offshores, chiffrer le coût d'un tel investissement par le lancement d'un appel d'offres et déterminer les conditions essentielles d'un Bail en l'Etat Futur d'Achèvement (BEFA), LM WIND ayant souhaité un portage immobilier par la SHEMA.

09/06/2016 : un **contrat d'études préalables** est signé entre SHEMA et OPEN HYDRO TECHNOLOGY (France) en vue de construire un bâtiment industriel permettant d'assembler jusqu'à 25 turbines par an, dans le cadre du projet de « Ferme pilote » d'hydroliennes.

19/07/2016 : avis favorable et **accord de PDN pour le dépôt d'un permis de construire** relatif à la construction de l'usine de pales d'éoliennes sur le secteur 1, d'une surface de plancher de 25 731 m².

27/06/2016 : **dépôt d'un permis de construire** sur le secteur 2.

27/07/2016 : **dépôt d'un permis de construire** sur le secteur 1.

20/09/2016 : **obtention du permis de construire** sur le secteur 1 n° PC 50129 16 G0153.

26/09/2016 : avis favorable et **accord de PDN pour le dépôt d'un permis de construire** relatif à la construction de l'usine d'hydroliennes sur le secteur 2, d'une surface de plancher de 5 814 m².

14/10/2016 : **obtention du permis de construire** sur le secteur 2 n° PC 50129 16 G0119.

2017

28/02/2017 : signature entre PDN et SHEMA d'une **convention d'occupation temporaire** (COT) du domaine public, constitutive de droits réels, et relative au secteur 1, sur une emprise de 115 055 m², consentie jusqu'au 31 décembre 2040 moyennant le paiement d'une redevance annuelle.

01/03/2017 : **approbation par PDN des termes du projet de BEFA** entre LM WIND et SHEMA.

03/03/2017 : **signature du BEFA** entre LM WIND et SHEMA.

08/03/2017 : **déclaration d'ouverture de chantier** sur le secteur 1.

21/04/2017 : **déclaration d'ouverture de chantier** sur le secteur 2.

05/05/2017 : signature entre PDN et SHEMA d'une **convention d'occupation temporaire** (COT) du domaine public, constitutive de droits réels, et relative au secteur 2, sur une emprise de 48 281 m², consentie jusqu'au 31 décembre 2040 moyennant le paiement d'une redevance annuelle.

16/05/2017 : **approbation par PDN des termes du projet de BEFA** entre OPEN HYDRO et SHEMA.

17/05/2017 : **signature du BEFA** entre OPEN HYDRO et SHEMA.

2018

29/01/2018 : livraison de l'usine d'assemblage d'hydroliennes à OPEN HYDRO.

18/04/2018 : avis favorable et accord de PDN pour le dépôt d'un permis de construire modificatif relatif à l'extension de l'usine de pales d'éoliennes sur le secteur 1, d'une surface de plancher d'environ 4 300 m².

09/05/2018 : dépôt d'un permis de construire modificatif sur le secteur 1.

06/07/2018 : délibération du Comité Syndical PDN portant approbation du CRAC 2016-2017.

06/07/2018 : délibération du Comité Syndical PDN actant la participation complémentaire du Concédant sur le secteur 1.

12/07/2018 : obtention du permis de construire modificatif sur le secteur 1 n° PC 50129 16 G0153 M1.

13/07/2018 : publication des droits réels (COT).

16/07/2018 : dépôt de la déclaration attestant l'achèvement et la conformité des travaux sur le secteur 2.

09/08/2018 : signature d'un avenant au traité de concession, avenant n°1 secteur 1, régularisant le lancement de la phase opérationnelle du secteur 1.

09/08/2018 : signature d'un avenant au traité de concession, avenant n°1 secteur 2, régularisant le lancement de la phase opérationnelle du secteur 2.

30/11/2018 : signature d'un avenant au traité de concession, avenant n°2 secteur 1, modifiant le programme du secteur 1 conformément aux dispositions du CRAC 2016-2017 approuvé.

30/11/2018 : signature d'un avenant au traité de concession, avenant n°2 secteur 2, modifiant le programme du secteur 2 conformément aux dispositions du CRAC 2016-2017 approuvé.

30/11/2018 : signature d'un avenant au traité de concession, avenant n°1 secteur 5, régularisant le lancement de la phase opérationnelle du secteur 5.

20/12/2018 : signature d'un avenant au BEFA entre LM WIND et SHEMA pour tenir compte des modifications (extension), validées par ailleurs dans le CRAC 2016-2017.

2019

05/06/2019 : livraison de l'usine de pales d'éoliennes à LMWIND POWER.

13/09/2019 : délibération du Comité Syndical PDN portant approbation du CRAC 2018.

27/12/2019 : signature d'un avenant au traité de concession, avenant n°3 secteur 2, régularisant la participation complémentaire du fait des évolutions des conditions économiques du secteur 2.

27/12/2019 : signature d'un avenant à la convention d'avance de trésorerie n°2, avenant n°3.

27/12/2019 : signature d'un avenant à la convention d'avance de trésorerie n°3, avenant n°2.

2020

13/02/2020 : saisine de la DRAC pour une demande anticipée de prescription de diagnostic archéologique sur le secteur 5.

02/03/2020 : signature d'un contrat d'études préalables pour des travaux additionnels sur le secteur 1.

16/06/2020 : signature d'un avenant au traité de concession, **avenant n°3 secteur 1**.

16/06/2020 : avis favorable et **accord de PDN pour le dépôt de deux permis de construire** relatif à l'adaptation de l'usine de pales d'éoliennes sur le secteur 1 d'une part, et la construction d'un bâtiment complémentaire d'une surface de plancher d'environ 3 570 m² sur ce même secteur d'autre part.

26/06/2020 : **dépôt de deux permis de construire** sur le secteur 1.

07/09/2020 : **approbation par PDN des termes du projet de bail** entre ORANO et SHEMA

22/09/2020 : **obtention du permis de construire** sur le secteur 1 n° PC 050129 20 G0122.

06/10/2020 : **obtention du permis de construire** sur le secteur 1 n° PC 050129 20 G0123.

07/10/2020 : signature d'un bail précaire sur le secteur 2.

16/10/2020 : **délibération du Comité Syndical PDN portant approbation du CRAC 2019**.

04/11/2020 : signature des avenants suivants

- convention d'avance de trésorerie n°2, **avenant n°4** ;
- convention d'avance de trésorerie n°3, **avenant n°3** ;
- convention d'occupation temporaire du secteur n°1, **avenant n°1** ;
- convention d'occupation temporaire du secteur n°2, **avenant n°1**.

2021

08/03/2021 : prescription de fouilles archéologiques par arrêté préfectoral sur le secteur 5.

23/03/2021 : **signature d'un nouveau bail** entre LM WIND et SHEMA, sur une nouvelle durée de 12 années, à compter de la livraison de nouveaux travaux complémentaires dans des modalités restant à définir.

11/05/2021 : **signature de l'avenant n°1 au nouveau bail** précisant les modalités de réalisation des nouveaux travaux complémentaires phase II-A.

17/05/2021 : **déclaration d'ouverture de chantier** sur le secteur 1 (PC 050129 20 G0122).

06/08/2021 : avis favorable et **accord de PDN pour le dépôt d'un permis d'aménager** sur le secteur 1 pour la réalisation d'un parking complémentaire de 225 places, dans le cadre des travaux futurs phase II-B.

19/08/2021 : **retrait du permis de construire** sur le secteur 1 n° PC 050129 20 G0123 suite à l'abandon du projet de bâtiment complémentaire d'une surface de plancher d'environ 3 570 m².

23/09/2021 : signature d'un mandat d'études entre ORANO et SHEMA portant sur la réalisation d'un ensemble industriel sur le port de Cherbourg-en-Cotentin, et d'un avenant au bail précaire ORANO/SHEMA, avenant n°1.

22/11/2021 : **obtention du permis d'aménager** sur le secteur 1 n° PA 050 129 21 G0004.

06/12/2021 : **délibération du Comité Syndical PDN portant approbation du CRAC 2020**.

23/12/2021 : signature d'un avenant au traité de concession, **avenant n°4 secteur 1**, portant sur les conditions locatives et financières actualisées du secteur 1.

2022

- 22/03/2022** : dépôt d'un permis de construire sur le secteur 2 n° PC 050 129 22 00041 (ORANO).
- 27/04/2022** : signature de l'avenant n°2 au nouveau bail LM WIND actant livraison des travaux complémentaires phase II-A et précisant les modalités de réalisation des nouveaux travaux complémentaires phase II-B.
- 01/06/2022** : signature d'un avenant à la convention d'occupation temporaire du secteur n°1, avenant n°2 ;
- 13/06/2022** : déclaration d'ouverture de chantier sur le secteur 2 (PA 050 129 21 G0004).
- 25/07/2022** : dépôt d'un permis de construire modificatif sur le secteur 1 n° PC 050129 20 G0122 M01.
- 16/09/2022** : dépôt d'un permis d'aménager sur le secteur 5, PA n° 050 129 22 00004, et saisine conjointe PDN/SHEMA de la MRAe sur l'étude d'impact.
- 17/09/2022** : obtention du permis de construire modificatif sur le secteur 1 n° PC 050129 20 G0122 M01.
- 14/11/2022** : obtention du permis de construire sur le secteur 2 n° PC 050 129 22 00041 (ORANO).
- 25/11/2022** : délibération du Comité Syndical PDN portant approbation du CRAC 2021.
- 13/12/2022** : signature d'un avenant au traité de concession, avenant n°5 secteur 1.
- 16/12/2022** : avis MRAe sur l'étude d'impact sur le secteur 5.

2023

- 27/01/2023** : signature d'un avenant au bail précaire ORANO/SHEMA, avenant n°2.
- 14/02/2023** : approbation par PDN des termes du projet de BEFA entre ORANO et SHEMA.
- 24/02/2023** : signature d'un avenant au bail précaire ORANO/SHEMA, avenant n°3.
- 27/02/2023** : signature du BEFA entre ORANO et SHEMA.
- 07/03/2023** : accord PDN sur le principe d'une éventuelle cession des droits réels attachés au futur immeuble ORANO à l'issue du bail, pour un montant de 5 989 100 €HT sur la base du budget initial.
- 20/03/2023** : déclaration d'ouverture de chantier sur le secteur 2 (ORANO).
- 24/05/2023** : signature d'une convention tripartite PDN/ORANO/SHEMA d'occupation du domaine public sur le secteur 2 instituant sa division en deux sous-secteurs, avec une cour commune.
- 21/07/2023** : dépôt d'un permis de construire modificatif sur le secteur 2 (ORANO) n° PC 0501292200041 M01.
- 24/10/2023** : obtention du permis de construire modificatif sur le secteur 2 (ORANO) n° PC 0501292200041 M01.
- 16/11/2023** : délibération du Comité Syndical PDN portant approbation du CRAC 2022.
- 20/11/2023** : examen conjoint des personnes publiques associées sur le projet sur le secteur 5.

Accusé de réception en préfecture
014-200006096-20241217-24-222-DE
Date de télétransmission : 21/12/2024
Date de réception préfecture : 21/12/2024

2024 (en cours)

10/01/2024 : signature d'un avenant à la convention d'occupation temporaire du secteur n°1, avenant n°3 ;

29/04/2024 : signature de l'avenant n°3 au nouveau bail LM WIND actant livraison des travaux complémentaires phase II-B ;

2. Situation et activité 2023

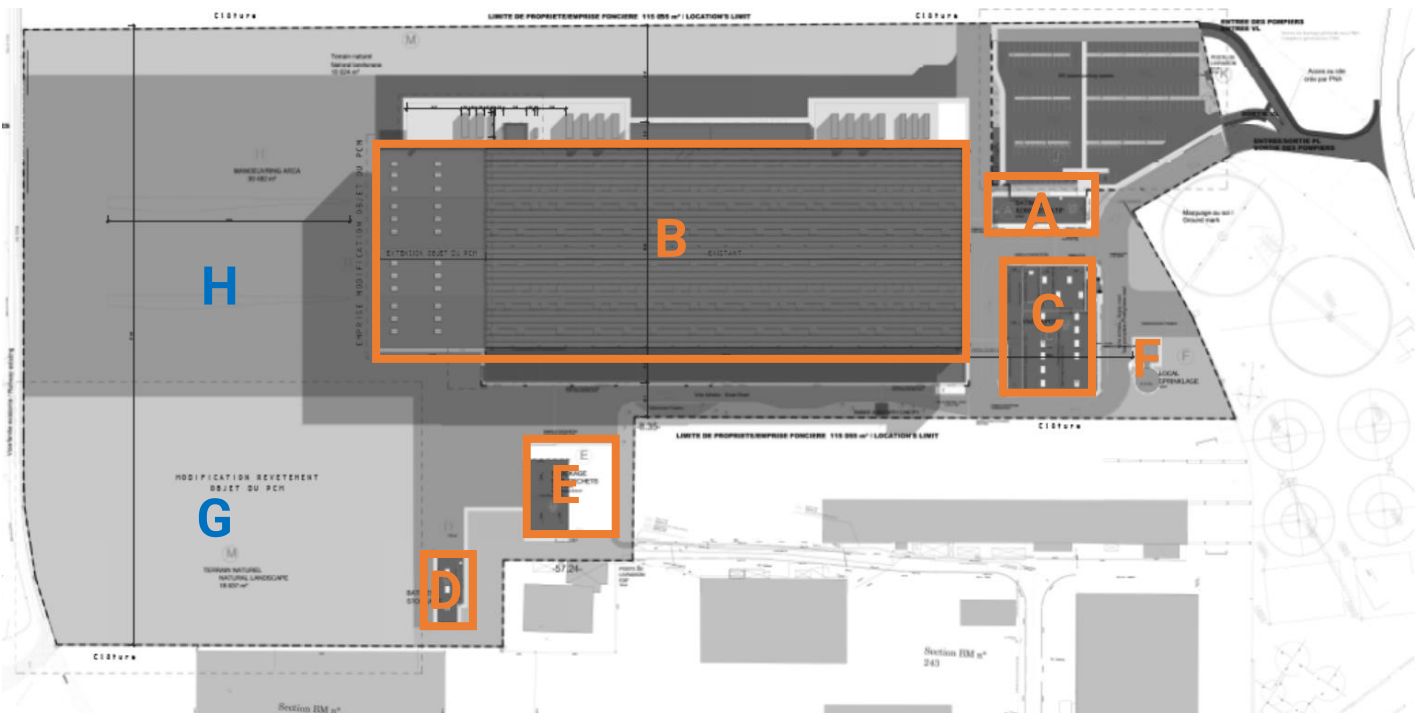
L'activité 2023 a porté sur les secteurs affermis 1, 2 et 5.

2.1. Secteur 1 : « Terre-Plein des Mielles »

2.1.1. Contexte antérieur

En vertu du bail signé entre la SHEMA et LMWIND POWER BLADES France le 3 mars 2017, et de son avenant signé le 20 décembre 2018, l'ensemble immobilier industriel de production de pales d'éoliennes offshore a été construit entre 2017 et 2019 puis livré à l'industriel le 5 juin 2019.

Pour rappel, l'ensemble industriel comprend les installations suivantes.



BÂTIMENT A : bâtiment administratif d'une surface de plancher de 951 m² composé d'un RDC et d'un R+1 avec une emprise au sol de 601 m². Il accueille 41 personnes des services administratifs de l'usine, le poste de garde et la zone restaurant dédiée au personnel de l'usine comprenant 120 places assises (fonctionnement en plusieurs services) sans préparation de repas sur place (office de réchauffage).

BÂTIMENT B : usine de production d'une hauteur de 22 m et d'une surface de plancher de **26 546 m²**. Il présente une longueur hors tout de **260 m** et une largeur hors tout de 105 m (hors locaux techniques nord destinés au fonctionnement du bâtiment). Le bâtiment est prévu en structure métallique, portique double travée, muni de 2 ponts roulants de 40T par travée. Étant précisé que la distance minimale entre les poteaux est de 42 m de large dans l'atelier sur une hauteur de 12 m. Hauteur libre sous poutres des ponts roulants : 12 m.

BÂTIMENT C : entrepôt de stockage d'une surface de plancher de 1887 m² constituée d'une zone de déchargement, d'une zone de produits chimiques et d'une zone de stockage en racks de matières premières. Il présente une longueur de 56 m et une largeur de 40 m, une hauteur au faîtage de 11,25 m.

Accusé de réception en préfecture
014-200006096-20241217-24-222-DE
Date de télétransmission : 21/12/2024
Date de réception préfecture : 21/12/2024

BÂTIMENT D : local de stockage de produits et matériels non dangereux d'une surface de plancher d'environ 315 m² : il présente une longueur de 30.4 m et une largeur de 11.9 m.

BÂTIMENT E : aire de déchets de 1 600 m² environ sur laquelle est érigé un bâtiment de 33,5 m de longueur et de 18,4 m de largeur.

BATIMENT F : local sprinklers. / **ZONE G** : Zone non aménagée

BATIMENT K : poste de livraison Haute Tension. / **ZONE L** : aire de stockage des wagons de transport des pales.

AMENAGEMENTS EXTERIEURS : aire de stationnement : 160 places / Parking Poids Lourds est positionné à l'entrée Est de la parcelle / Accès direct sur le quai à l'ouest de la parcelle.

L'investissement de cette phase initiale (Phase I) est consolidé à hauteur de **53 354 098,18 €HT**. Il se décompose comme suit :

| INVESTISSEMENT LM PHASE I | MONTANT HT |
|---------------------------|------------------------|
| Etudes | 46 515,00 € |
| Honoraires | 2 428 386,53 € |
| Travaux | 48 079 198,51 € |
| Frais divers | 1 151 264,05 € |
| Rémunération société | 645 726,19 € |
| Frais financiers | 1 003 007,90 € |
| TOTAL DEPENSES | 53 354 098,18 € |

Le financement de l'investissement a été consolidé de la manière suivante :

- participation du concédant : **8 000 000 €** ;
- participation complémentaire concédant : **500 000,00 €** ;
- emprunt Caisse des Dépôts & Consignations = **22,5 M€** sur 20 ans au taux variable de Index Livret A + 0,75% ;
- emprunt Caisse d'Epargne = **22,5 M€** sur 15 ans au taux fixe de 2,10%.

Les emprunts sont garantis à hauteur de 80% par les Collectivités (Région Normandie 40% - CD50 20% - CA Cotentin 20). Les 20% restant sont garantis par le Crédit Coopératif, pour l'emprunt CDC.

Le **14 juin 2019**, la première pale prototype est sortie de l'usine.



Crédit photo : Manche Drones Production

Fin septembre 2019 : GE a été sélectionné comme fournisseur privilégié pour 3 projets de 1 200 MW chacun sur Dogger Bank au Royaume-Uni, sur la base d'éoliennes Haliade-X de 12 MW, dont les pales sont fabriquées par LM. À ce jour, seule l'usine de Cherbourg est en mesure d'honorer la fourniture des pales de l'Haliade-X de 12 MW en Europe, les projets britanniques représentant un volume global potentiel de 300 éoliennes à fabriquer.

14 décembre 2019 : GE annonce que le prototype de l'Haliade-X, installé en octobre à Rotterdam, a produit 262 MWh d'énergie propre en 24 heures, soit l'alimentation de 30 000 foyers.

Mars / Mai 2021 : les négociations entamées avec l'industriel en 2020 ont été traduites dans deux actes notariés successifs du 23 mars 2021 puis du 11 mai 2021, et ont arrêté les modalités suivantes :

- Résiliation de l'ancien bail et instauration d'un nouveau bail de 12 ans dans le même temps à compter de la livraison de la phase II ;
- Réalisation d'une phase II qui ne porte plus que sur des adaptations du bâtiment existant et la réalisation d'une aire de stockage de pales, pour un investissement prévisionnel de 2,65 M€ HT ; le bâtiment additionnel « preform » est abandonné ;
- Octroi d'une facilité de trésorerie : report du loyer et de la redevance d'occupation facturée sur les deux derniers trimestres 2020, et le premier trimestre 2021, ainsi que le report des frais d'études liées aux parties de la phase II abandonnées (preform), le tout pour un montant de l'ordre de 3,95 M€ HT ; cette facilité sera remboursée dans les quatre années suivant la prise d'effet du nouveau bail.

Ces deux actes ont été complétés par une garantie autonome à première demande de la maison mère de LMWIND POWER BLADES France, en lieu et place d'un simple cautionnement, d'un montant de 60M€.

Les travaux de la phase II ont été engagés à l'été 2021.

A cette occasion, l'industriel a fait savoir qu'il souhaitait solliciter la clause de travaux modificatifs pour un investissement supplémentaire de 2,65 M€HT, portant l'investissement prévisionnel de la phase II à 5,3 M€ HT.

On distingue alors la phase II en 2 sous-phases : phase II-A (2021) et phase II-B (2022).

Octobre 2021 : installation d'un deuxième moule de pale d'éolienne de 107 mètres.

Décembre 2021 : GE Renewable Energy annonce la commande par Vineyard Wind, une coentreprise entre Avangrid Renewables et Copenhagen Infrastructure Partners, pour la fourniture de turbines Haliade-X pour un parc d'éoliennes offshore à grande échelle aux États-Unis. GE Renewable Energy fournira 62 turbines Haliade-X de 13 MW. Ce parc de 800 MW alimentera l'équivalent de 400 000 foyers et entreprises américains.

3 février 2022 : livraison des travaux phase II-A à LMWIND POWER BLADES.

27 avril 2022 : un avenant au bail est signé entre la SHEMA et LMWIND POWER BLADES pour constater la livraison des travaux phase II-A, pour réviser le loyer en conséquence, et pour entériner les modalités de réalisation des travaux de la phase II-B et la révision du loyer correspondante. La période qui recouvre le bail initial et le nouveau bail est supérieure à 12 ans, par conséquent l'ensemble des baux est soumis aux taxes de publicité foncière. L'avenant au bail prévoit que le locataire rembourse l'intégralité de ces taxes en annuités égales sur la durée du nouveau bail.

La phase II-B, d'un montant prévisionnel de **1 838 000 €HT**, comprend la réalisation :

- d'un parking complémentaire de 225 places
- des travaux ponctuels d'adaptations portant sur la reprise du sprinklage du bâtiment C, la création d'un corridor dédié aux besoins logistiques et la création d'ouvertures dans les murs entre les locaux de mélanges chimiques dans le bâtiment B ;
- l'ajout de deux ponts roulants dans le bâtiment B.

Le chantier a débuté en juin 2022.

2.1.2. Activité 2023

27 janvier 2023 : livraison des travaux phase II-B à LMWIND POWER BLADES, hors ponts roulants additionnels.

22 mai 2023 : livraison des ponts roulants.

Le bilan d'investissement de la phase II-A est consolidé à hauteur de **2 946 671,61 €HT**. Il se décompose comme suit :

| INVESTISSEMENT LM PHASE II A | MONTANT HT |
|--|-----------------------|
| Honoraires | 303 813,56 € |
| Travaux | 1 882 729,37 € |
| Frais divers | 99 541,40 € |
| Rémunération société | 80 125,23 € |
| Frais financiers | 4 179,05 € |
| TOTAL DEPENSES | 2 370 388,61 € |
| Taxe de publicité foncière (bail > 12 ans) | 576 283,00 € |

Accusé de réception en préfecture
014-200006096-20241217-24-222-DE
Date de télétransmission : 21/12/2024
Date de réception préfecture : 21/12/2024

Le bilan d'investissement de la phase II-B est consolidé à ce stade à hauteur de **1 904 926,49 €HT**. Il se décompose comme suit :

| INVESTISSEMENT LM PHASE II B | MONTANT HT |
|--|-----------------------|
| Etudes | 14 140,00 € |
| Honoraires | 99 491,95 € |
| Travaux | 1 686 536,69 € |
| Frais divers | 26 507,01 € |
| Rémunération société | 55 726,98 € |
| Frais financiers | - € |
| TOTAL DEPENSES | 1 882 602,31 € |
| Taxe de publicité foncière supplémentaire (estimée) | 22 324,18 € |

Comme pour la phase I, l'investissement phase II (A & B) a fait l'objet d'une participation d'équilibre du concédant de **638 925 €HT**. Le reste du financement a été réalisé avec la trésorerie de la concession d'aménagement.

Octobre 2023 : une première éolienne Haliade-X équipée des pales produites à Cherbourg-en-Cotentin a commencé à produire de l'électricité sur le parc éolien offshore de Dogger Bank.

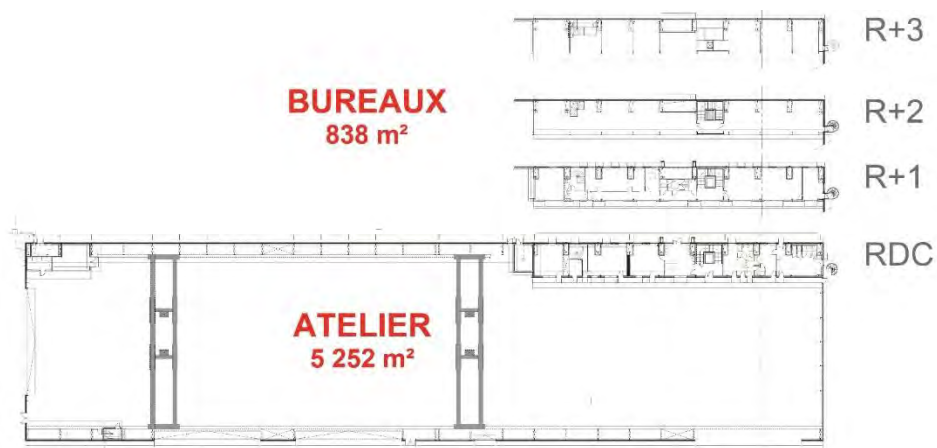
2.2. Secteur 2 : Zone produire

2.2.1. Contexte antérieur

En vertu du bail signé entre la SHEMA et OPENHYDRO, filiale de NAVAL GROUP, le 17 mai 2017, l'ensemble immobilier industriel de production d'hydroliennes a été construit en 2017 puis livré à l'industriel le 29 janvier 2018.



Pour rappel, l'ensemble industriel comprend les installations suivantes.



L'investissement a été consolidé à hauteur de **9 523 694 €HT**. Il se décompose comme suit :

| INVESTISSEMENT OPEN HYDRO | MONTANT HT |
|---------------------------|--------------------|
| Etudes & honoraires | 658 087 € |
| Travaux | 8 383 838 € |
| Frais divers | 232 307 € |
| Rémunération société | 69 035 € |
| Frais financiers | 180 428 € |
| TOTAL DEPENSES | 9 523 694 € |

Cet investissement est financé de la manière suivante :

- Participation du concédant = 900 000 € ;
- Emprunt B.P.O. = 2 223 000 € sur 15 ans au taux fixe de 2,15% à capital constant ;
- Emprunt C.A. = 2 222 700 € sur 15 ans au taux fixe de 2,20% ;
- Emprunt C.I.C. = 2 222 700 € sur 15 ans au taux fixe de 2,15% à capital constant ;
- Emprunt Banque Postale = 2 223 000 € au taux fixe de 2,06%.

Ces emprunts sont garantis à hauteur de 80% par les Collectivités (Région Normandie 40% - CD50 20% - CA Cotentin 20).

Faisant suite à la décision de la Haute cour de justice d'Irlande, confirmant la liquidation de la société Open Hydro Technologie France, le 27 septembre 2018, NAVAL ENERGIES a fait part de son souhait de résilier le bail actuel. Les loyers ont été réglés jusqu'au 30 mai 2019. Le liquidateur a prononcé la résiliation du bail, ce qui a été contesté par la SHEMA, compte-tenu de l'absence de libération des locaux.

La SHEMA a assigné en justice NAVAL Energies le 13 août 2021. L'assignation porte sur la demande de condamnation de NAVAL Energies à payer la somme de 1.314.523,36 € au titre des loyers, charges locatives, intérêts de retard et indemnité. De plus, la SHEMA demande une condamnation de la société NAVAL ENERGIE au titre de son engagement de caution et à régler la somme de 7 341 484,91€ correspondant au préjudice subi par la SHEMA,

En 2021, le bâtiment a été loué pour une période courte à ORANO.

ORANO et la SHEMA sont convenus en parallèle d'un contrat d'études en septembre 2021, portant sur la réalisation d'un ensemble industriel sur une large parcelle libre du secteur 2. L'objet de ce contrat est de déterminer les conditions juridiques, techniques et financières de réalisation de l'ensemble immobilier et suggère, en cas de réalisation, la possibilité de procéder à un portage immobilier par la SHEMA dans le cadre de la concession d'aménagement.

L'emprise pressentie pour l'implantation se situe sur le secteur 2, à proximité du bâtiment OPEN HYDRO. Le budget prévisionnel était de 9 743 043 €HT avant appel d'offres travaux.

28 janvier 2022 : NAVAL Energies a mis en cause la liquidatrice chargée à l'époque du dossier OPEN HYDRO TECHNOLOGIES. Plusieurs audiences sont programmées courant 2022 ; la procédure contentieuse est en cours.

Juin 2022 : l'appel d'offres travaux pour la nouvelle usine ORANO a été lancé, en procédure formalisée et s'est poursuivi jusque début 2023. En parallèle, l'industriel et la SHEMA ont tenu plusieurs échanges quant aux modalités du bail en l'état futur d'achèvement qui portera ce projet.

2.2.2. Activité 2023

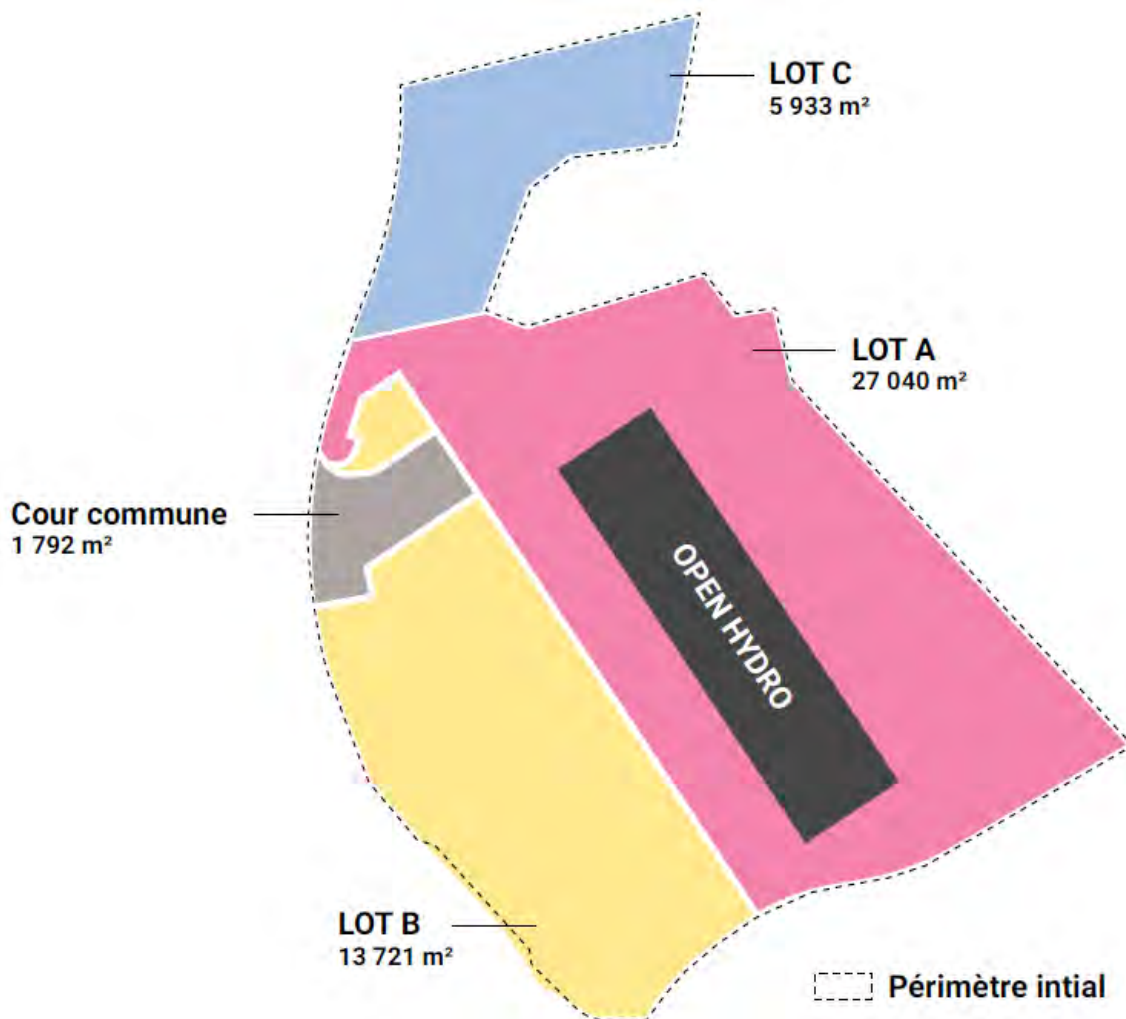
En vertu du bail en l'état futur d'achèvement (BEFA) signé entre la SHEMA et ORANO le 27 février 2023, le chantier de l'ensemble immobilier de production d'emballages nucléaires a débuté le 20 mars suivant. Le programme porte sur un ensemble de 6 380 m² de surface de plancher.

La durée prévisionnelle de réalisation convenue dans le BEFA est de 14 mois après la signature de ce dernier.

Pour permettre la réalisation du programme ORANO sur le secteur 2, celui-ci a été divisé en plusieurs sous-secteurs au travers d'une convention tripartite PDN/ORANO/SHEMA d'occupation du domaine public, ainsi qu'une cour commune. La convention a été signée le 24 mai 2023.

Le secteur a été subdivisé de la façon suivante :

- Lot A, assiette d'implantation de l'usine OPEN HYDRO pour 27 040 m² ;
- Lot B, assiette d'implantation de la future usine ORANO TN, pour 13 721 m² ;
- Lot C, emprise initialement comprise dans la convention d'occupation et restituée à PDN, pour 5 933 m² ;
- Une cour commune, à usage privatif des lots A (663 tantièmes) & B (337 tantièmes).



Accusé de réception en préfecture
014-200006096-20241217-24-222-DE
Date de télétransmission : 21/12/2024
Date de réception préfecture : 21/12/2024



2.3. Secteur 5 : Collignon

2.3.1. Contexte antérieur

Une mission de maîtrise d'œuvre, pour la conception et la réalisation de la zone à vocation d'activités économiques dite « Collignon » à Tourlaville a été confiée à un groupement pluridisciplinaire en 2019.

Par ailleurs, la SHEMA a diligenté une étude faune, flore, patrimoine naturel et zones humides qui s'est déroulée sur toute l'année 2019. Cette étude a fait ressortir la prépondérance d'une zone humide sur la partie nord du secteur.

En parallèle, la SHEMA et les services des PORTS DE NORMANDIE ont engagés des échanges avec des prospects en vue de leur implantation sur ce secteur.

Le premier semestre 2020 a été consacré à l'esquisse d'un projet d'aménagement sur ce secteur à l'aune des diagnostics précités, et des échanges tenus à ce stade avec les potentiels prospects.

En application de l'article R153-16 du code de l'urbanisme, la procédure de déclaration de projet et de mise en compatibilité du PLU est menée par les PORTS DE NORMANDIE. Il appartiendra à la communauté d'agglomération du Cotentin, autorité compétente en matière d'urbanisme, de décider de la mise en compatibilité du PLU à l'issue de l'instruction diligentée par les PORTS DE NORMANDIE.

Une concertation préalable du public s'est tenue sous l'égide d'un garant nommé par la CNDP, du 27 janvier au 2 mars 2021, et a donné lieu à la rédaction d'un bilan du garant de la concertation préalable, publié le 14 avril 2021.

Ports de Normandie et la SHEMA ont pris connaissance de ce bilan et ont adressé à la CNDP leurs enseignements tirés de cette concertation.

L'année 2021 a été l'occasion d'arbitrer des choix d'aménagement avec les différentes parties prenantes et de consolider l'étude d'impact du projet.

Le permis d'aménager a été déposé le 16 septembre 2022.

Par courriers du 16 septembre 2022 et du 28 septembre 2022, l'autorité environnementale a été saisie pour émettre un avis sur l'étude d'impact commune, qu'elle a rendu dans son avis délibéré n°2022-4634 en date du 16 décembre 2022.

2.3.2. Activité 2023

L'avis de la MRAe a fait état de 19 recommandations et/ou observations qui appelaient pour certaines des précisions ou compléments de l'étude d'impact. A cet effet, des études complémentaires d'inventaires ont été menées au premier semestre 2023 et l'étude d'impact a été enrichie de précisions sur l'état initial de l'environnement, sur les impacts, et les mesures de suivi. Des précisions ont également été apportées sur les compatibilités entre divers documents de planification supra.

Ports de Normandie a par suite saisi les personnes publiques associées (PPA) le 13 octobre 2023, afin de les convier à la réunion d'examen conjoint du dossier de mise en compatibilité du PLU le 20 novembre 2023. Un procès-verbal de la réunion a été diffusé à l'ensemble des PPA le 12 janvier 2024.

3. Situation des comptes en dépenses et recettes au 31/12/2023

3.1. Secteur 1 : « Terre-Plein des Mielles »

Au 31/12/2023, l'état des dépenses et des recettes sur le secteur 1 est le suivant :

| SECTEUR 1 | BILAN CRAC 2023 SECTEUR 1 | Cumul au 31/12/2022 | | Du 01/01 au 31/12/2023 | | Cumul au 31/12/2023 | | RESTE A ENGAGER |
|--|------------------------------|---------------------|---------------------|------------------------|--------------------|---------------------|---------------------|-----------------------|
| | | ENGAGE HT | REALISE HT | ENGAGE HT | REALISE HT | ENGAGE HT | REALISE HT | |
| 1 DEPENSES | 107 248 687 € | 70 128 699 € | 65 599 977 € | 2 263 463 € | 3 516 369 € | 71 935 237 € | 69 116 345 € | 35 313 449 € |
| 2 Etudes | 108 355 € | 113 475 € | 108 355 € | - € | - € | 113 475 € | 108 355 € | - 5 120 € |
| 202 Etudes Géotechniques | 76 935 € | 82 055 € | 76 935 € | - € | - € | 82 055 € | 76 935 € | - 5 120 € |
| 209 Autres Etudes | 31 420 € | 31 420 € | 31 420 € | - € | - € | 31 420 € | 31 420 € | - € |
| 3 Honoraires | 3 690 010 € | 3 717 431 € | 3 680 060 € | 2 695 € | 8 490 € | 3 720 126 € | 3 688 550 € | - 30 116 € |
| 300 BET | 3 458 277 € | 3 458 277 € | 3 452 837 € | - € | 4 920 € | 3 458 277 € | 3 457 757 € | - 0 € |
| 301 CT | 69 489 € | 100 245 € | 69 489 € | - € | - € | 100 245 € | 69 489 € | - 30 756 € |
| 302 SPS | 45 105 € | 45 105 € | 44 805 € | - € | - € | 45 105 € | 44 805 € | - € |
| 303 Conseil Juridique | 26 943 € | 31 008 € | 31 008 € | 1 795 € | 1 795 € | 32 803 € | 32 803 € | - 5 860 € |
| 304 Géomètre | 12 800 € | 11 900 € | 11 025 € | 900 € | 1 775 € | 12 800 € | 12 800 € | - € |
| 305 OPC | 39 520 € | 39 520 € | 39 520 € | - € | - € | 39 520 € | 39 520 € | - € |
| 309 Autres Honoraires | 37 876 € | 31 376 € | 31 376 € | - € | - € | 31 376 € | 31 376 € | - 6 500 € |
| 4 Travaux | 52 938 963 € | 51 965 165 € | 51 798 933 € | 1 010 760 € | 1 111 392 € | 52 975 925 € | 52 910 326 € | - 36 961 € |
| 400 Bâtiments | 47 146 412 € | 50 951 084 € | 50 784 852 € | 1 005 720 € | 1 106 352 € | 51 956 804 € | 51 891 205 € | - 4 810 392 € |
| 401 Concessionnaires/Branchements | 30 158 € | 30 158 € | 30 158 € | - € | - € | 30 158 € | 30 158 € | - € |
| 402 VRD | 5 762 394 € | 948 424 € | 948 424 € | - € | - € | 948 424 € | 948 424 € | - 4 813 970 € |
| 409 Autres Travaux | - € | 35 499 € | 35 499 € | 5 040 € | 5 040 € | 40 539 € | 40 539 € | - 40 539 € |
| 5 Frais divers | 1 875 920 € | 1 829 562 € | 1 828 845 € | - € | - € | 1 829 562 € | 1 828 845 € | - 46 357 € |
| 500 Frais AO | 8 330 € | 8 330 € | 8 330 € | - € | - € | 8 330 € | 8 330 € | - € |
| 501 Reprographie | 3 913 € | 3 913 € | 3 913 € | - € | - € | 3 913 € | 3 913 € | - € |
| 502 Do/Cnr/Trc | 415 046 € | 415 046 € | 415 046 € | - € | - € | 415 046 € | 415 046 € | - € |
| 503 Taxes sur PC | 768 662 € | 743 912 € | 743 912 € | - € | - € | 743 912 € | 743 912 € | - 24 750 € |
| 509 Autres Frais | 665 212 € | 643 605 € | 642 888 € | - € | - € | 643 605 € | 642 888 € | - 21 607 € |
| 551 Frais de Communication | 14 756 € | 14 756 € | 14 756 € | - € | - € | 14 756 € | 14 756 € | - € |
| 6 Charges de gestion | 33 276 896 € | 2 752 704 € | 2 751 499 € | 1 171 898 € | 1 155 065 € | 3 924 601 € | 3 906 563 € | - 29 352 295 € |
| 601 Assurance sur Immobilier | 4 286 € | 4 286 € | 4 286 € | - € | - € | 4 286 € | 4 286 € | - € |
| 602 Impôts Fonciers | 9 137 191 € | 1 024 754 € | 1 024 754 € | 450 691 € | 450 691 € | 1 475 445 € | 1 475 445 € | - 7 661 746 € |
| 604 Charges et Frais non Répercutables | 423 451 € | 42 418 € | 41 213 € | 52 587 € | 35 754 € | 95 005 € | 76 967 € | - 328 446 € |
| 605 Charges et Frais Récupérables | 14 796 051 € | 1 681 246 € | 1 681 246 € | 668 620 € | 668 620 € | 2 349 865 € | 2 349 865 € | - 12 446 185 € |
| 606 Provisions | 8 915 918 € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - 8 915 918 € |
| 7 Rémunération société | 2 423 874 € | 1 124 007 € | 1 056 638 € | 52 655 € | 120 023 € | 1 176 661 € | 1 176 661 € | - 1 247 213 € |
| 700 Rémunération Société | 892 601 € | 822 809 € | 837 972 € | 52 655 € | 37 492 € | 875 464 € | 875 464 € | - 17 136 € |
| 704 Rémunération de Gestion | 1 531 274 € | 301 197 € | 218 666 € | - € | 82 531 € | 301 197 € | 301 197 € | - 1 230 076 € |
| 8 Frais financiers | 12 934 668 € | 8 626 355 € | 4 375 646 € | 25 456 € | 1 121 398 € | 8 194 886 € | 5 497 044 € | - 4 739 782 € |
| 800 Intérêts sur Emprunt exploitation | 11 058 967 € | 6 293 729 € | 2 679 065 € | 25 456 € | 1 121 398 € | 6 319 185 € | 3 800 463 € | - 4 739 782 € |
| 801 Intérêts sur Emprunt fabrication | 1 566 689 € | 1 566 689 € | 1 387 570 € | - € | 0 € | 1 566 689 € | 1 387 570 € | - € |
| 802 Commission sur Emprunts | 309 012 € | 309 012 € | 309 012 € | - € | - € | 309 012 € | 309 012 € | - € |
| 2 RECETTES | 113 376 543 € | 33 687 935 € | 25 967 186 € | - € | 5 295 167 € | 33 687 935 € | 31 262 353 € | - 79 688 608 € |
| 3 Participations | 9 138 925 € | 9 138 925 € | 9 138 925 € | - € | - € | 9 138 925 € | 9 138 925 € | - € |
| 301 Concedant non Taxable | 9 138 925 € | 9 138 925 € | 9 138 925 € | - € | - € | 9 138 925 € | 9 138 925 € | - € |
| 4 Produits de gestion | 104 237 618 € | 24 549 010 € | 16 828 261 € | - € | 5 295 167 € | 24 549 010 € | 22 123 428 € | - 79 688 608 € |
| 400 Loyers | 77 118 537 € | 19 124 796 € | 11 926 863 € | - € | 4 796 393 € | 19 124 796 € | 16 723 255 € | - 57 993 741 € |
| 401 Charges Répercutées | 23 904 056 € | 2 209 190 € | 1 686 374 € | - € | 498 774 € | 2 209 190 € | 2 185 148 € | - 21 694 866 € |
| 402 Produits Divers | 2 307 001 € | 2 307 001 € | 2 307 001 € | - € | - € | 2 307 001 € | 2 307 001 € | - 0 € |
| 403 Produits Divers non Taxables | 908 023 € | 908 023 € | 908 023 € | - € | - € | 908 023 € | 908 023 € | - € |

Sur 2023, les dépenses engagées et réalisées concernent :

- L'exploitation de la phase I et II, avec en dépenses les charges et frais récupérables (redevance, taxes), ainsi que les dépenses d'emprunts ;
- L'achèvement des travaux phase II-B ;
- Des dépenses d'audits et de conseils juridiques relatifs aux sinistres rencontrés sur les installations électriques et le système de sécurité incendie notamment.

En recettes, les loyers et charges ont été facturés, l'assiette ayant été étendue à la phase II (A+B) à compter du 1^{er} janvier 2023 conformément aux accords avec LMWIND.

3.2. Secteur 2A : Zone produire / OHT

Au 31/12/2023, l'état des dépenses et des recettes sur le secteur 2A est le suivant :

| SECTEUR 2A | BILAN CRAC 2023 | | Cumul au 31/12/2022 | | Du 01/01 au 31/12/2023 | | Cumul au 31/12/2023 | | RESTE A ENGAGER |
|--|---------------------|---------------------|---------------------|------------------|------------------------|---------------------|---------------------|---------------------|-----------------|
| | SECTEUR 2A | ENGAGE HT | REALISE HT | ENGAGE HT | REALISE HT | ENGAGE HT | REALISE HT | | |
| 1 DEPENSES | 19 290 166 € | 11 694 710 € | 10 890 000 € | 198 609 € | 419 481 € | 12 186 235 € | 11 658 348 € | 7 103 931 € | |
| 2 Etudes | 33 480 € | 34 060 € | 33 480 € | - € | - € | 34 060 € | 33 480 € | 580 € | |
| 202 Etudes Géotechniques | 31 330 € | 31 910 € | 31 330 € | - € | - € | 31 910 € | 31 330 € | 580 € | |
| 205 Levées Topographiques | 2 150 € | 2 150 € | 2 150 € | - € | - € | 2 150 € | 2 150 € | - € | |
| 3 Honoraires | 625 106 € | 625 106 € | 625 106 € | - € | - € | 625 106 € | 625 106 € | - € | |
| 300 BET | 601 068 € | 601 068 € | 601 068 € | - € | - € | 601 068 € | 601 068 € | - € | |
| 301 CT | 9 685 € | 9 685 € | 9 685 € | - € | - € | 9 685 € | 9 685 € | - € | |
| 302 SPS | 5 575 € | 5 575 € | 5 575 € | - € | - € | 5 575 € | 5 575 € | - € | |
| 304 Géomètre | 8 690 € | 8 690 € | 8 690 € | - € | - € | 8 690 € | 8 690 € | - € | |
| 309 Autres Honoraires | 88 € | 88 € | 88 € | - € | - € | 88 € | 88 € | - € | |
| 4 Travaux | 8 387 038 € | 8 391 475 € | 8 387 038 € | - € | - € | 8 391 475 € | 8 387 038 € | 4 437 € | |
| 400 Bâtiments | 7 422 232 € | 7 422 232 € | 7 422 232 € | - € | - € | 7 422 232 € | 7 422 232 € | - € | |
| 401 Concessionnaires/Branchements | 19 186 € | 19 186 € | 19 186 € | - € | - € | 19 186 € | 19 186 € | - € | |
| 402 VRD | 920 034 € | 924 141 € | 920 034 € | - € | - € | 924 141 € | 920 034 € | 4 107 € | |
| 408 Autres équipements | 15 900 € | 15 900 € | 15 900 € | - € | - € | 15 900 € | 15 900 € | - € | |
| 409 Autres Travaux | 9 686 € | 10 016 € | 9 686 € | - € | - € | 10 016 € | 9 686 € | 330 € | |
| 5 Frais divers | 235 351 € | 235 351 € | 235 351 € | - € | - € | 235 351 € | 235 351 € | - € | |
| 501 Reprographie | 581 € | 581 € | 581 € | - € | - € | 581 € | 581 € | - € | |
| 502 Do/Cnr/Trc | 64 641 € | 64 641 € | 64 641 € | - € | - € | 64 641 € | 64 641 € | - € | |
| 503 Taxes sur PC | 159 482 € | 159 482 € | 159 482 € | - € | - € | 159 482 € | 159 482 € | - € | |
| 509 Autres Frais | 10 646 € | 10 646 € | 10 646 € | - € | - € | 10 646 € | 10 646 € | - € | |
| 6 Charges de gestion | 7 833 387 € | 908 702 € | 904 702 € | 204 299 € | 204 299 € | 1 113 001 € | 1 109 001 € | 6 720 386 € | |
| 601 Assurance sur Immobilier | 46 458 € | 38 024 € | 38 024 € | 8 434 € | 8 434 € | 46 458 € | 46 458 € | - € | |
| 602 Impôts Fonciers | 45 407 € | 32 251 € | 32 251 € | 13 156 € | 13 156 € | 45 407 € | 45 407 € | - € | |
| 604 Charges et Frais non Répercutables | 161 038 € | 165 038 € | 161 038 € | - € | - € | 165 038 € | 161 038 € | 4 000 € | |
| 605 Charges et Frais Récupérables | 5 831 463 € | 645 582 € | 645 582 € | 176 100 € | 176 100 € | 821 682 € | 821 682 € | 5 009 781 € | |
| 606 Provisions | 1 714 605 € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | 1 714 605 € | |
| 608 Contentieux | 33 941 € | 27 332 € | 27 332 € | 6 609 € | 6 609 € | 33 941 € | 33 941 € | - € | |
| 609 Autres Charges de Gestion | 475 € | 475 € | 475 € | - € | - € | 475 € | 475 € | - € | |
| 7 Rémunération société | 474 667 € | 235 411 € | 220 571 € | - € | 14 840 € | 235 411 € | 235 411 € | 239 256 € | |
| 700 Rémunération Société | 180 719 € | 180 719 € | 180 719 € | - € | - € | 180 719 € | 180 719 € | - € | |
| 704 Rémunération de Gestion | 293 948 € | 54 692 € | 39 852 € | - € | 14 840 € | 54 692 € | 54 692 € | 239 256 € | |
| 8 Frais financiers | 1 701 138 € | 1 551 578 € | 903 234 € | 254 € | 129 728 € | 1 551 832 € | 1 032 962 € | 149 306 € | |
| 800 Intérêts sur Emprunt exploitation | 1 632 048 € | 1 482 488 € | 834 144 € | 254 € | 129 728 € | 1 482 742 € | 963 872 € | 149 306 € | |
| 801 Intérêts sur Emprunt fabrication | 69 090 € | 69 090 € | 69 090 € | - € | - € | 69 090 € | 69 090 € | - € | |
| 2 RECETTES | 25 328 926 € | 10 367 188 € | 9 499 626 € | 42 018 € | 477 788 € | 10 667 789 € | 10 430 796 € | 14 661 137 € | |
| 3 Participations | 6 900 000 € | 6 900 000 € | 6 900 000 € | - € | - € | 6 900 000 € | 6 900 000 € | - € | |
| 301 Concédant non Taxable | 6 900 000 € | 6 900 000 € | 6 900 000 € | - € | - € | 6 900 000 € | 6 900 000 € | - € | |
| 4 Produits de gestion | 18 428 926 € | 3 767 789 € | 3 077 414 € | - € | 453 382 € | 3 767 789 € | 3 530 796 € | 14 661 137 € | |
| 400 Loyers | 13 837 792 € | 3 616 262 € | 2 947 478 € | - € | 431 792 € | 3 616 262 € | 3 379 270 € | 10 221 530 € | |
| 401 Charges Répercutées | 4 549 116 € | 93 956 € | 72 366 € | - € | 21 590 € | 93 956 € | 93 956 € | 4 455 160 € | |
| 403 Produits Divers non Taxables | 42 018 € | 57 570 € | 57 570 € | - € | - € | 57 570 € | 57 570 € | 15 552 € | |

Sur 2023, les dépenses engagées et réalisées concernent, outre les charges répercutables, des honoraires juridiques liés au contentieux en cours.

En recettes, les loyers et charges ont été facturés.

3.3. Secteur 2B : Zone produire / ORANO

Au 31/12/2023, l'état des dépenses et des recettes sur le secteur 2B est le suivant :

| SECTEUR 2B | BILAN CRAC 2023 SECTEUR 2B | Cumul au 31/12/2022 | | Du 01/01 au 31/12/2023 | | Cumul au 31/12/2023 | | RESTE A ENGAGER |
|--|-------------------------------|---------------------|------------|------------------------|---------------------|---------------------|---------------------|---------------------|
| | | ENGAGE HT | REALISE HT | ENGAGE HT | REALISE HT | ENGAGE HT | REALISE HT | |
| 1 DEPENSES | 25 238 681 € | - € | - € | 17 446 744 € | 10 214 667 € | 17 446 744 € | 10 214 667 € | 7 791 936 € |
| 1 Acquisitions | 23 700 € | - € | - € | 23 700 € | 23 700 € | 23 700 € | 23 700 € | - € |
| 101 Frais Divers | 23 700 € | - € | - € | 23 700 € | 23 700 € | 23 700 € | 23 700 € | - € |
| 2 Etudes | 393 997 € | - € | - € | 375 497 € | 375 497 € | 375 497 € | 375 497 € | 18 500 € |
| 202 Etudes Géotechniques | 25 000 € | - € | - € | 6 500 € | 6 500 € | 6 500 € | 6 500 € | 18 500 € |
| 209 Autres Études | 368 997 € | - € | - € | 368 997 € | 368 997 € | 368 997 € | 368 997 € | - € |
| 3 Honoraires | 981 263 € | - € | - € | 563 625 € | 420 650 € | 563 625 € | 420 650 € | 417 637 € |
| 300 BET | 902 302 € | - € | - € | 536 472 € | 398 235 € | 536 472 € | 398 235 € | 365 830 € |
| 301 CT | 36 574 € | - € | - € | 8 350 € | 4 104 € | 8 350 € | 4 104 € | 28 224 € |
| 302 SPS | 18 287 € | - € | - € | 3 648 € | 3 648 € | 3 648 € | 3 648 € | 14 639 € |
| 303 Conseil Juridique | 5 460 € | - € | - € | 5 460 € | 5 460 € | 5 460 € | 5 460 € | - € |
| 304 Géomètre | 8 300 € | - € | - € | 8 600 € | 8 300 € | 8 600 € | 8 300 € | 300 € |
| 309 Autres Honoraires | 10 339 € | - € | - € | 1 095 € | 903 € | 1 095 € | 903 € | 9 244 € |
| 4 Travaux | 13 438 845 € | - € | - € | 12 847 807 € | 8 943 845 € | 12 847 807 € | 8 943 845 € | 591 037 € |
| 400 Bâtiments | 13 001 732 € | - € | - € | 11 992 173 € | 8 506 733 € | 11 992 173 € | 8 506 733 € | 1 009 559 € |
| 401 Concessionnaires/Branchements | - € | - € | - € | 14 058 € | - € | 14 058 € | - € | 14 058 € |
| 402 VRD | 437 112 € | - € | - € | 841 575 € | 437 112 € | 841 575 € | 437 112 € | 404 463 € |
| 5 Frais divers | 301 380 € | - € | - € | 109 026 € | 109 026 € | 109 026 € | 109 026 € | 192 353 € |
| 502 Do/Cnr/Trc | 141 377 € | - € | - € | 109 026 € | 109 026 € | 109 026 € | 109 026 € | 32 350 € |
| 503 Taxes sur PC | 145 003 € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | 145 003 € |
| 509 Autres Frais | 15 000 € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | 15 000 € |
| 6 Charges de gestion | 3 660 817 € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | 3 660 817 € |
| 601 Assurance sur Immobilier | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € |
| 602 Impôts Fonciers | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € |
| 604 Charges et Frais non Répercutables | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € |
| 605 Charges et Frais Récupérables | 3 344 817 € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | 3 344 817 € |
| 606 Provisions | 316 000 € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | 316 000 € |
| 608 Contentieux | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € |
| 609 Autres Charges de Gestion | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € |
| 7 Rémunération société | 648 679 € | - € | - € | 231 379 € | 231 379 € | 231 379 € | 231 379 € | 417 300 € |
| 700 Rémunération Société | 279 153 € | - € | - € | 230 730 € | 230 730 € | 230 730 € | 230 730 € | 48 422 € |
| 704 Rémunération de Gestion | 369 527 € | - € | - € | 649 € | 649 € | 649 € | 649 € | 368 878 € |
| 8 Frais financiers | 5 790 001 € | - € | - € | 3 295 710 € | 110 570 € | 3 295 710 € | 110 570 € | 2 494 291 € |
| 800 Intérêts sur Emprunt | 5 499 033 € | - € | - € | 3 267 210 € | 90 047 € | 3 267 210 € | 90 047 € | 2 231 823 € |
| 801 Intérêts Court Terme | 270 445 € | - € | - € | 28 500 € | 20 523 € | 28 500 € | 20 523 € | 241 945 € |
| 802 Commission sur Emprunts | 20 523 € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | 20 523 € |
| 2 RECETTES | 21 788 721 € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | 21 788 721 € |
| 4 Produits de gestion | 21 788 721 € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | 21 788 721 € |
| 400 Loyers | 18 443 904 € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | 18 443 904 € |
| 401 Charges Répercutées | 3 344 817 € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | 3 344 817 € |
| 403 Produits Divers non Taxables | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € |

Sur 2023, les dépenses engagées et réalisées concernent essentiellement les travaux de l'ensemble immobilier.

3.4. Secteur 5 : Collignon

Au 31/12/2023, l'état des dépenses et des recettes sur le secteur 5 est le suivant :

| SECTEUR 5 | BILAN CRAC 2023 SECTEUR 5 | Cumul au 31/12/2022 | | Du 01/01 au 31/12/2023 | | Cumul au 31/12/2023 | | RESTE A ENGAGER |
|---|------------------------------|---------------------|------------------|------------------------|----------------|---------------------|------------------|---------------------|
| | | ENGAGE HT | REALISE HT | ENGAGE HT | REALISE HT | ENGAGE HT | REALISE HT | |
| 1 DEPENSES | 10 373 046 € | 364 061 € | 246 520 € | 1 806 € | 3 757 € | 365 867 € | 250 277 € | 10 007 179 € |
| 1 Acquisitions | 973 350 € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | 973 350 € |
| 100 Acquisitions | 945 000 € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | 945 000 € |
| 101 Frais Divers | 28 350 € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | 28 350 € |
| 2 Etudes | 870 000 € | 44 404 € | 41 244 € | 1 806 € | 3 606 € | 46 210 € | 44 850 € | 823 790 € |
| 202 Etudes Géotechniques | - € | 10 734 € | 8 874 € | - € | 1 800 € | 10 734 € | 10 674 € | 10 734 € |
| 204 Etudes Générales | 870 000 € | 33 670 € | 32 370 € | 1 806 € | 1 806 € | 35 476 € | 34 176 € | 834 524 € |
| 3 Honoraires | 559 090 € | 232 800 € | 118 570 € | - € | - € | 232 800 € | 118 570 € | 326 290 € |
| 300 BET | 551 640 € | 224 800 € | 111 120 € | - € | - € | 224 800 € | 111 120 € | 326 840 € |
| 304 Géomètre | 7 450 € | 8 000 € | 7 450 € | - € | - € | 8 000 € | 7 450 € | 550 € |
| 4 Travaux | 5 570 000 € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | 5 570 000 € |
| 400 Bâtiments | 2 400 000 € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | 2 400 000 € |
| 402 VRD | 3 170 000 € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | 3 170 000 € |
| 5 Frais divers | 109 754 € | 77 269 € | 77 269 € | - € | - € | 77 269 € | 77 269 € | 32 485 € |
| 500 Frais AO | 10 000 € | 1 440 € | 1 440 € | - € | - € | 1 440 € | 1 440 € | 8 560 € |
| 501 Reprographie | 5 000 € | 230 € | 230 € | - € | - € | 230 € | 230 € | 4 770 € |
| 502 Do/Cnr/Trc | 36 960 € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | 36 960 € |
| 503 Taxes sur PC | 42 794 € | 75 040 € | 75 040 € | - € | - € | 75 040 € | 75 040 € | 32 246 € |
| 509 Autres Frais | 15 000 € | 559 € | 559 € | - € | - € | 559 € | 559 € | 14 441 € |
| 6 Charges de gestion | 144 860 € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | 144 860 € |
| 602 Impôts Fonciers | 28 000 € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | 28 000 € |
| 606 Provisions | 116 860 € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | 116 860 € |
| 7 Rémunération société | 501 951 € | 9 575 € | 9 424 € | - € | 151 € | 9 575 € | 9 575 € | 492 376 € |
| 700 Rémunération Société | 420 385 € | 9 575 € | 9 424 € | - € | 151 € | 9 575 € | 9 575 € | 410 810 € |
| 704 Rémunération de Gestion | 81 566 € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | 81 566 € |
| 8 Frais financiers | 1 644 041 € | 13 € | 13 € | - € | - € | 13 € | 13 € | 1 644 028 € |
| 800 Intérêts sur Emprunt | 1 460 768 € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | 1 460 768 € |
| 801 Intérêts Court Terme | 183 273 € | 13 € | 13 € | - € | - € | 13 € | 13 € | 183 261 € |
| 2 RECETTES | 10 586 799 € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | 10 586 799 € |
| 1 Cessions | 4 558 500 € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | 4 558 500 € |
| 100 Cessions Charges Foncières (Taux TVA Normale) | 4 558 500 € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | 4 558 500 € |
| 3 Participations | 1 950 000 € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | 1 950 000 € |
| 300 Concédant | 1 950 000 € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | 1 950 000 € |
| 4 Produits de gestion | 4 078 299 € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | 4 078 299 € |
| 400 Loyers | 4 078 299 € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | 4 078 299 € |

Les dépenses ont essentiellement concerné la poursuite des études, notamment en matière d'évaluation environnementale et d'études de sol.

4. Perspectives et bilan prévisionnel révisé

4.1. Secteur 1 : « Terre-Plein des Mielles »

Les travaux complémentaires phase II-B ont été livrés début 2023 et les pont roulants avant l'été 2023. L'investissement final est de **1 876 5467 €HT**.

L'année 2023 est également marquée par une inflation et une hausse des taux d'emprunts. A ce titre, l'emprunt Caisse des Dépôts & Consignations pour un montant de 22,5 M€ sur 20 ans, au taux variable de l'index Livret A + 0,75%, a été réévalué pour tenir compte de la baisse du Livret A, à 4% en moyenne sur la période d'emprunt restante.

Des désordres d'ordres électriques ont été constaté et expertisés courant 2022 et 2023. Une provision pour reprise des désordres est envisagée dans le prévisionnel, dans l'attente des conclusions des procédures assurantielles et contentieuses.

Dans ce contexte, le bilan ci-après comprend les hypothèses suivantes.

4.1.1. En dépenses

- Les charges liées à l'investissement et l'exploitation de la phase I et II ;
- Les dépenses d'emprunts avec l'ajustement du taux d'emprunt CDC à 4% sur la durée d'emprunt restante (jusqu'en 2040) ;
- L'enregistrement de l'avenant au nouveau bail, sujet à la taxe de publicité foncière (la période de location totale est supérieure à 12 ans) ;
- Une provision pour réparation des désordres pour 300 k€ HT, répartie sur 2024 et 2025 ; elle sera actualisée en fonction des conclusions des procédures assurantielles et contentieuses.

4.1.2. En recettes

- Le loyer et les charges associées dans le cadre de la phase I et II, ainsi que les facilités de trésorerie ; pour d'avantage de clarté, une ligne est insérée en dessous du bilan pour faire apparaître l'incidence de la facilité de trésorerie précitée ;
- Le remboursement de la taxe de publicité foncière en douze échéances annuelles.

Ainsi, la trésorerie prévisionnelle du secteur 1 sur la durée de la concession s'établit comme suit.

Accusé de réception en préfecture
 014-200006096-20241217-24-222-DE
 Date de télétransmission : 21/12/2024
 Date de réception préfecture : 21/12/2024

| | CRAC 2022 SECTEUR 1 | 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | 6 | 7 | 8 | CUMULE AU 31/12/2023 | 9 | 10 | 11 | 12 | 13 | 14 | 15 | 16 | 17 | 18 | 19 | 20 | 21 | 22 | 23 | 24 | 25 | BILAN 2023 SECTEUR 1 | |
|--|------------------------|--------------------|---------------------|---------------------|--------------------|--------------------|--------------------|--------------------|--------------------|-------------------------|--------------------|--------------------|--------------------|--------------------|--------------------|--------------------|--------------------|--------------------|--------------------|--------------------|--------------------|--------------------|--------------------|--------------------|--------------------|--------------------|--------------------|-------------------------|-------------|
| | | REALISE 2016 | REALISE 2017 | REALISE 2018 | REALISE 2019 | REALISE 2020 | REALISE 2021 | REALISE 2022 | REALISE 2023 | | 2024 | 2025 | 2026 | 2027 | 2028 | 2029 | 2030 | 2031 | 2032 | 2033 | 2034 | 2035 | 2036 | 2037 | 2038 | 2039 | 2040 | | |
| DÉPENSES H.T. | 107 699 258 € | 420 451 € | 28 791 028 € | 20 554 617 € | 6 083 759 € | 2 580 803 € | 3 496 348 € | 3 672 430 € | 3 516 369 € | 69 115 805 € | 2 623 271 € | 2 335 808 € | 2 150 073 € | 2 074 147 € | 1 995 561 € | 1 914 218 € | 2 606 080 € | 2 518 922 € | 2 470 838 € | 2 377 436 € | 2 255 973 € | 2 155 802 € | 2 134 209 € | 2 132 503 € | 2 130 873 € | 2 129 320 € | 2 127 844 € | 107 248 686 € | |
| 1 Acquisitions | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | |
| 2 Etudes | 108 355 € | 1 800 € | 32 040 € | 11 595 € | 1 080 € | 47 700 € | 14 140 € | - € | - € | 108 355 € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | 108 355 € | |
| 3 Honoraires | 3 682 272 € | 414 672 € | 1 024 444 € | 1 007 666 € | 406 704 € | 545 483 € | 133 210 € | 143 277 € | 6 695 € | 3 682 150 € | 7 860 € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | 3 690 010 € | |
| 4 Travaux | 52 929 410 € | - € | 26 627 128 € | 18 024 246 € | 4 626 239 € | 94 064 € | 1 511 594 € | 880 077 € | 1 106 352 € | 52 869 701 € | 69 262 € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | 52 938 963 € | |
| 5 Frais divers | 1 879 453 € | 3 979 € | 360 032 € | 674 361 € | 112 892 € | 5 064 € | 89 995 € | 582 523 € | - € | 1 828 845 € | 34 698 € | 12 375 € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | 1 875 919 € | |
| 6 Charges de gestion | 33 033 288 € | - € | - € | - € | 4 286 € | 924 913 € | 782 657 € | 1 079 292 € | 1 161 900 € | 3 953 047 € | 1 325 997 € | 1 232 750 € | 1 139 570 € | 1 146 459 € | 1 153 417 € | 1 160 444 € | 1 943 601 € | 1 950 770 € | 2 000 150 € | 2 007 463 € | 2 014 848 € | 2 022 308 € | 2 029 842 € | 2 037 452 € | 2 045 137 € | 2 052 900 € | 2 060 740 € | 33 276 896 € | |
| 7 Rémunération société | 2 425 643 € | - € | 344 003 € | 237 123 € | 64 044 € | 80 214 € | 230 072 € | 101 183 € | 120 023 € | 1 176 661 € | 99 692 € | 82 555 € | 82 555 € | 82 555 € | 82 555 € | 82 555 € | 82 555 € | 82 555 € | 82 555 € | 82 555 € | 82 555 € | 82 555 € | 82 555 € | 82 555 € | 82 555 € | 82 555 € | 82 555 € | 82 555 € | 2 423 874 € |
| 8 Frais financiers | 13 640 837 € | - € | 403 382 € | 599 626 € | 868 514 € | 883 366 € | 734 680 € | 886 078 € | 1 121 398 € | 5 497 044 € | 1 085 762 € | 1 008 128 € | 927 948 € | 845 132 € | 759 588 € | 671 219 € | 579 923 € | 485 597 € | 388 133 € | 287 418 € | 183 335 € | 75 705 € | 46 578 € | 37 263 € | 27 947 € | 18 631 € | 9 316 € | 12 934 668 € | |
| RECETTES H.T. | 113 177 498 € | 2 225 000 € | 4 775 000 € | 1 500 000 € | 1 342 918 € | 5 212 353 € | 5 190 825 € | 5 721 090 € | 5 295 167 € | 31 262 353 € | 5 307 255 € | 5 310 407 € | 5 317 227 € | 5 324 116 € | 5 331 074 € | 5 338 101 € | 5 345 199 € | 5 352 367 € | 5 359 607 € | 5 366 920 € | 4 086 090 € | 4 093 549 € | 4 101 083 € | 4 108 693 € | 4 116 379 € | 4 124 141 € | 4 131 981 € | 113 376 542 € | |
| 1 Cessions | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | |
| 2 Subventions | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | |
| 3 Participations | 9 138 925 € | 2 225 000 € | 4 775 000 € | 1 500 000 € | - € | 150 000 € | - € | 488 925 € | - € | 9 138 925 € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | 9 138 925 € | |
| 4 Produits de gestion | 104 039 573 € | - € | - € | - € | 1 342 918 € | 5 062 353 € | 5 190 825 € | 5 232 165 € | 5 295 167 € | 22 123 428 € | 5 307 255 € | 5 310 407 € | 5 317 227 € | 5 324 116 € | 5 331 074 € | 5 338 101 € | 5 345 199 € | 5 352 367 € | 5 359 607 € | 5 366 920 € | 4 086 090 € | 4 093 549 € | 4 101 083 € | 4 108 693 € | 4 116 379 € | 4 124 141 € | 4 131 981 € | 104 237 617 € | |
| 5 Produits financiers | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | |
| SOLDE EXERCICE | 5 478 240 € | 1 804 549 € | - 24 016 028 € | - 19 054 617 € | - 4 740 841 € | 2 631 550 € | 1 694 477 € | 2 048 660 € | 1 778 798 € | - 37 853 453 € | 2 683 984 € | 2 974 599 € | 3 167 154 € | 3 249 969 € | 3 335 513 € | 3 423 883 € | 2 739 119 € | 2 833 445 € | 2 888 769 € | 2 989 484 € | 1 830 117 € | 1 937 747 € | 1 966 874 € | 1 976 190 € | 1 985 505 € | 1 994 821 € | 2 004 137 € | 6 127 856 € | |
| SOLDE CUMULÉ AV EMP | 1 804 549 € | - 22 211 479 € | - 41 266 096 € | - 46 006 938 € | - 43 375 388 € | - 41 680 911 € | - 39 632 251 € | - 37 853 453 € | - 37 853 453 € | - 35 169 469 € | - 32 194 870 € | - 29 027 716 € | - 25 777 747 € | - 22 442 234 € | - 19 018 352 € | - 16 279 233 € | - 13 445 788 € | - 10 557 020 € | - 7 567 536 € | - 5 737 418 € | - 3 795 671 € | - 1 832 797 € | - 143 392 € | - 2 128 898 € | - 4 123 719 € | - 6 127 856 € | - € | - € | |
| FINANCEMENT EN DÉBUT DE PÉRIODE | - € | - € | 26 967 159 € | 40 363 000 € | 50 763 000 € | 43 712 373 € | 41 548 942 € | 41 278 067 € | 35 775 405 € | 33 208 412 € | 30 565 413 € | 27 843 927 € | 25 041 388 € | 22 155 136 € | 19 182 420 € | 16 120 389 € | 12 966 093 € | 9 716 475 € | 6 368 370 € | 2 915 667 € | 1 125 081 € | 900 064 € | 675 048 € | 450 032 € | 225 016 € | 225 016 € | 225 016 € | 0 € | |
| MOUVEMENT FINANCEMENT | - € | 26 967 159 € | 13 395 841 € | 10 400 000 € | - 7 050 627 € | - 2 163 432 € | - 270 875 € | - 5 502 662 € | 35 775 405 € | 35 775 405 € | 33 208 412 € | 30 565 413 € | 27 843 927 € | 25 041 388 € | 22 155 136 € | 19 182 420 € | 16 120 389 € | 12 966 093 € | 9 716 475 € | 6 368 370 € | 2 915 667 € | 1 125 081 € | 900 064 € | 675 048 € | 450 032 € | 225 016 € | 225 016 € | 0 € | |
| FINANCEMENT EN FIN DE PÉRIODE | - € | 26 967 159 € | 40 363 000 € | 50 763 000 € | 43 712 373 € | 41 548 942 € | 41 278 067 € | 35 775 405 € | 35 775 405 € | 33 208 412 € | 30 565 413 € | 27 843 927 € | 25 041 388 € | 22 155 136 € | 19 182 420 € | 16 120 389 € | 12 966 093 € | 9 716 475 € | 6 368 370 € | 2 915 667 € | 1 125 081 € | 900 064 € | 675 048 € | 450 032 € | 225 016 € | 225 016 € | 0 € | | |
| TRÉSORERIE | 1 804 549 € | 4 755 680 € | - 903 096 € | 4 756 062 € | 336 986 € | - 131 969 € | 1 645 816 € | - 2 078 048 € | - 2 078 048 € | - 1 961 057 € | - 1 629 457 € | - 1 183 789 € | - 736 359 € | - 287 098 € | - 164 068 € | - 158 844 € | - 479 696 € | - 840 545 € | - 1 199 166 € | - 2 821 751 € | - 2 674 591 € | - 932 733 € | 818 441 € | 2 578 930 € | 4 348 735 € | 6 127 856 € | 6 127 856 € | | |
| Facilité de trésorerie LM (COVID) | | | | | | - 1 909 297 € | - 2 043 126 € | 988 106 € | 988 106 € | - 1 976 212 € | 988 106 € | 988 106 € | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| TRÉSORERIE FINALE | | 1 804 549 € | 4 755 680 € | - 903 096 € | 4 756 062 € | - 1 572 311 € | - 2 175 096 € | 2 633 922 € | - 1 089 942 € | - 4 054 260 € | - 972 951 € | - 641 351 € | - 1 183 789 € | - 736 359 € | - 287 098 € | - 164 068 € | - 158 844 € | - 479 696 € | - 840 545 € | - 1 199 166 € | - 2 821 751 € | - 2 674 591 € | - 932 733 € | 818 441 € | 2 578 930 € | 4 348 735 € | 6 127 856 € | 6 127 856 € | |

4.2. Secteur 2A : usine hydro

Le bilan prévisionnel du secteur 2A – Usine hydro tient compte des hypothèses suivantes.

4.2.1. En dépenses

- Les charges et impôts ;
- Les dépenses d'emprunts.

4.2.2. En recettes

- Un loyer pour location précaire jusqu'au 31 juillet 2025 ;
- L'hypothèse d'un repreneur industriel à compter du 1^{er} juillet 2025, avec une phase transitoire à loyer modéré, de l'ordre de 270 k€HT/an (hors redevance d'AOT), puis un loyer équivalent au loyer initial OPEN HYDRO, de l'ordre de 810 k€HT/an (hors redevance d'AOT), les loyers étant indexés à l'ILAT.

Dans le présent bilan, l'absence de loyer de juin 2019 à septembre 2020 est intégrée de la manière suivante :

- Comptabilisée dans les mouvements en cours de période (après le résultat d'exercice annuel et avant la trésorerie) ;
- Provisionnée sur les loyers en 2026 en perte pour impayés non réglés.

Ainsi, la trésorerie prévisionnelle du secteur 2A – usine hydro sur la durée de la concession s'établit comme suit :

Accusé de réception en préfecture
014-200006096-20241217-24-222-DE
Date de télétransmission : 21/12/2024
Date de réception préfecture : 21/12/2024

| | CRAC 2022 SECTEUR 2A | 1 REALISE 2016 | 2 REALISE 2017 | 3 REALISE 2018 | 4 REALISE 2019 | 5 REALISE 2020 | 6 REALISE 2021 | 7 REALISE 2022 | 8 REALISE 2023 | CUMULE AU 31/12/2023 | 9 2024 | 10 2025 | 11 2026 | 12 2027 | 13 2028 | 14 2029 | 15 2030 | 16 2031 | 17 2032 | 18 2033 | 19 2034 | 20 2035 | 21 2036 | 22 2037 | 23 2038 | 24 2039 | 25 2040 | BILAN 2021 SECTEUR 2A | |
|---------------------------------|-------------------------|----------------------|----------------------|----------------------|----------------------|----------------------|----------------------|----------------------|----------------------|-------------------------|------------------|------------------|--------------------|------------------|------------------|------------------|--------------------|--------------------|--------------------|--------------------|--------------------|--------------------|--------------------|--------------------|--------------------|--------------------|--------------------|--------------------------|-------------|
| DÉPENSES H.T. | 19 330 874 € | 234 949 € | 8 521 968 € | 966 794 € | 510 373 € | 224 879 € | 431 037 € | 419 537 € | 348 867 € | 11 658 403 € | 398 792 € | 360 339 € | 381 733 € | 372 921 € | 363 913 € | 354 706 € | 352 210 € | 342 661 € | 332 900 € | 322 923 € | 320 223 € | 324 486 € | 671 753 € | 676 184 € | 680 702 € | 685 309 € | 690 006 € | 19 290 166 € | |
| 1 Acquisitions | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € |
| 2 Etudes | 33 480 € | 22 320 € | 11 160 € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | 33 480 € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | 33 480 € |
| 3 Honoraires | 625 106 € | 208 580 € | 265 396 € | 126 502 € | 13 878 € | 650 € | - € | 10 100 € | - € | 625 106 € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | 625 106 € |
| 4 Travaux | 8 387 038 € | - € | 7 868 188 € | 515 651 € | 1 000 € | 2 200 € | - € | - € | - € | 8 387 038 € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | 8 387 038 € |
| 5 Frais divers | 235 351 € | 4 049 € | 164 337 € | 63 921 € | 2 349 € | 695 € | - € | - € | - € | 235 351 € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | 235 351 € |
| 6 Charges de gestion | 7 903 853 € | - € | 6 669 € | 10 698 € | 308 790 € | 44 742 € | 271 664 € | 262 139 € | 204 299 € | 1 109 001 € | 266 618 € | 241 428 € | 273 402 € | 276 897 € | 280 461 € | 284 096 € | 287 805 € | 291 587 € | 295 445 € | 299 380 € | 303 394 € | 307 488 € | 654 586 € | 658 845 € | 663 190 € | 667 622 € | 672 142 € | 7 833 387 € | |
| 7 Rémunération société | 468 463 € | - € | 166 856 € | 27 925 € | 5 709 € | 10 034 € | 4 948 € | 5 099 € | 14 840 € | 235 411 € | 8 722 € | 7 341 € | 8 898 € | 9 076 € | 9 167 € | 16 173 € | 16 334 € | 16 498 € | 16 663 € | 16 829 € | 16 998 € | 17 167 € | 17 339 € | 17 513 € | 17 688 € | 17 865 € | 17 865 € | 474 667 € | |
| 8 Frais financiers | 1 677 584 € | - € | 39 363 € | 222 098 € | 178 648 € | 166 557 € | 154 424 € | 142 198 € | 129 728 € | 1 033 018 € | 123 452 € | 111 570 € | 99 434 € | 87 037 € | 74 376 € | 61 443 € | 48 232 € | 34 739 € | 20 957 € | 6 880 € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | 1 701 138 € |
| RECETTES H.T. | 25 406 010 € | - € | 900 000 € | 699 221 € | 780 586 € | 6 681 240 € | 438 579 € | 477 788 € | 453 382 € | 10 430 796 € | 534 795 € | 465 744 € | 500 104 € | 548 010 € | 552 503 € | 557 041 € | 1 096 432 € | 1 108 301 € | 1 120 326 € | 1 132 510 € | 1 144 855 € | 1 157 364 € | 1 170 039 € | 1 182 882 € | 1 195 897 € | 1 209 085 € | 1 222 449 € | 25 328 926 € | |
| 1 Cessions | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € |
| 2 Subventions | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € |
| 3 Participations | 6 900 000 € | - € | 900 000 € | - € | - € | 6 000 000 € | - € | - € | - € | 6 900 000 € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | 6 900 000 € |
| 4 Produits de gestion | 18 506 010 € | - € | - € | 699 221 € | 780 586 € | 681 240 € | 438 579 € | 477 788 € | 453 382 € | 3 530 796 € | 534 795 € | 465 744 € | 500 104 € | 548 010 € | 552 503 € | 557 041 € | 1 096 432 € | 1 108 301 € | 1 120 326 € | 1 132 510 € | 1 144 855 € | 1 157 364 € | 1 170 039 € | 1 182 882 € | 1 195 897 € | 1 209 085 € | 1 222 449 € | 18 428 926 € | |
| 5 Produits financiers | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € |
| SOLDE EXERCICE | 6 075 136 € | - 234 949 € | - 7 621 968 € | - 267 573 € | 270 213 € | 6 456 362 € | 7 542 € | 58 251 € | 104 515 € | - 1 227 608 € | 136 003 € | 105 405 € | - 881 837 € | 175 089 € | 188 590 € | 202 335 € | 744 223 € | 765 640 € | 787 426 € | 809 587 € | 824 632 € | 832 878 € | 498 286 € | 506 698 € | 515 194 € | 523 775 € | 532 442 € | 6 038 760 € | |
| SOLDE CUMULÉ AV.EMP | - 234 949 € | - 7 856 917 € | - 8 124 490 € | - 7 854 278 € | - 1 397 916 € | - 1 390 374 € | - 1 332 123 € | - 1 227 608 € | - 1 227 608 € | - 1 091 604 € | - 986 199 € | - 1 868 037 € | - 1 692 948 € | - 1 504 358 € | - 1 302 023 € | - 557 800 € | 207 840 € | 995 266 € | 1 804 853 € | 2 629 485 € | 3 462 364 € | 3 960 650 € | 4 467 348 € | 4 982 542 € | 5 506 317 € | 6 038 760 € | 6 038 760 € | 6 038 760 € | |
| FINANCEMENT EN DÉBUT DE PÉRIODE | - € | - € | 7 600 000 € | 8 626 685 € | 7 588 524 € | 6 456 813 € | 5 885 355 € | 5 308 170 € | - € | 4 725 135 € | 4 170 122 € | 3 603 226 € | 4 067 859 € | 3 476 431 € | 2 872 342 € | 2 255 319 € | 1 625 086 € | 981 360 € | 323 852 € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € |
| MOUVEMENT FINANCEMENT | - € | 7 600 000 € | 1 026 685 € | - 1 038 160 € | - 1 131 711 € | - 571 458 € | - 577 186 € | - 583 035 € | 4 725 135 € | - 555 014 € | - 566 895 € | 464 633 € | 591 428 € | - 604 090 € | - 617 023 € | - 630 233 € | - 643 726 € | - 657 508 € | - 323 852 € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € |
| FINANCEMENT EN FIN DE PÉRIODE | - € | 7 600 000 € | 8 626 685 € | 7 588 524 € | 6 456 813 € | 5 885 355 € | 5 308 170 € | 4 725 135 € | 4 170 122 € | 3 603 226 € | 4 067 859 € | 3 476 431 € | 2 872 342 € | 2 255 319 € | 1 625 086 € | 981 360 € | 323 852 € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € |
| TRÉSORERIE | - 234 949 € | - 256 917 € | 502 194 € | - 265 753 € | 5 058 897 € | 4 494 981 € | 3 976 047 € | 3 497 528 € | 3 497 528 € | 3 078 517 € | 2 617 027 € | 2 199 823 € | 1 783 484 € | 1 367 984 € | 953 296 € | 1 067 286 € | 1 189 200 € | 1 319 118 € | 1 804 853 € | 2 629 485 € | 3 462 364 € | 3 960 650 € | 4 467 348 € | 4 982 542 € | 5 506 317 € | 6 038 760 € | 6 038 760 € | 6 038 760 € | |

4.3. Secteur 2B : usine ORANO NPS

Le bilan prévisionnel du secteur 2B – Usine ORANO NPS tient compte des hypothèses suivantes.

4.3.1. En dépenses

La dépense d'investissement est imputée sur l'année 2023, pour un montant prévisionnel de 15,8 M€HT, financés par des emprunts bancaires :

- 6,1 M€HT (Caisse d'épargne) au taux de 4,33% sur 15 ans
- 9 M€HT (Banque postale) au taux de 3,75% sur 15 ans
- 700 k€ HT au taux de 4,8% dont l'emprunt sera à consolider selon les besoins d'investissement effectifs (provision pour travaux additionnels).



En exploitation, les dépenses concernent essentiellement les charges et impôts.

4.3.2. En recettes

Le loyer annuel prévisionnel est de 9,2% du montant d'investissement, indexé à l'ILAT.

Le bail consenti à ORANO est d'une durée de 11 ans et 11 mois. La convention tripartite d'occupation du domaine public prévoit 3 scénarios possibles à l'issue dudit bail :

- i) ORANO souhaite lever l'option d'achat, fixée à 5 989 100 €HT pour un coût de revient de 14 071 870 €HT ; dans cette hypothèse, ORANO devient bénéficiaire de l'AOT et des droits réels qui lui sont associés en lieu et place de la SHEMA ;
- ii) La Concession d'Aménagement prend fin alors qu'ORANO NPS est toujours occupant du Bâtiment ORANO NPS en qualité de preneur au titre du Bail Civil (le cas échéant renouvelé)
Dans le cas où la Concession d'Aménagement prendrait fin, soit à l'expiration de sa durée (le cas échéant prorogé) soit en cas de sa résiliation anticipée pour quelque raison que ce soit, et si ORANO NPS est toujours occupant du Bâtiment ORANO NPS en qualité de preneur au titre du Bail Civil le cas échéant renouvelé (hypothèse de renouvellement du Bail Civil à l'expiration de sa durée initiale de 11 années et 11 mois), ORANO NPS viendra alors, de plein droit, et sans qu'il n'y ait besoin d'accomplir une quelconque formalité, aux droits et obligations de la SHEMA au titre de l'AOT, et la SHEMA ne serait plus bénéficiaire, à quelque titre que ce soit, de l'AOT.

Il est en tant que de besoin précisé que dans cette Hypothèse 2, le Bâtiment ORANO NPS devenant, à la date de fin de la Concession d'Aménagement, et par application de l'article 23 de la Concession d'Aménagement, propriété des PORTS DE NORMANDIE, le droit d'occupation, l'objet de l'AOT, portera tant sur l'Emprise Foncière que sur le Bâtiment ORANO NPS (et plus généralement les Investissements Autorisés), étant précisé que le Bail Civil serait résilié de plein droit à la date de fin de la Concession d'Aménagement.

Accusé de réception en préfecture
014-200006096-20241217-24-222-DE
Date de télétransmission : 21/12/2024
Date de réception préfecture : 21/12/2024

- iii) ORANO ne souhaite pas renouveler le bail ; la SHEMA conserve alors le bénéfice de l'AOT.

Le compte d'exploitation prend l'hypothèse d'une cession à l'issue du bail en 2036, pour un montant de 6 724 606 €HT correspondant au budget prévisionnel en cours de 15 800 000 €HT.

Ainsi, la trésorerie prévisionnelle du secteur 2B – usine ORANO NPS sur la durée de la concession s'établit comme suit :

| | CRAC 2022 SECTEUR 2B | 1 REALISE 2016 | 2 REALISE 2017 | 3 REALISE 2018 | 4 REALISE 2019 | 5 REALISE 2020 | 6 REALISE 2021 | 7 REALISE 2022 | 8 REALISE 2023 | CUMULE AU 31/12/2023 | 9 2024 | 10 2025 | 11 2026 | 12 2027 | 13 2028 | 14 2029 | 15 2030 | 16 2031 | 17 2032 | 18 2033 | 19 2034 | 20 2035 | 21 2036 | 22 2037 | 23 2038 | 24 2039 | 25 2040 | BILAN 2023 SECTEUR 2B | |
|--|-------------------------|----------------------|----------------------|----------------------|----------------------|----------------------|----------------------|----------------------|----------------------|-------------------------|---------------------|---------------------|---------------------|---------------------|---------------------|---------------------|---------------------|---------------------|----------------------|----------------------|----------------------|----------------------|----------------------|----------------------|--------------------|--------------------|--------------------|--------------------------|--------------|
| DÉPENSES H.T. | 25 238 681 € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | 10 214 667 € | 10 214 667 € | 5 963 821 € | 838 164 € | 807 917 € | 872 405 € | 839 575 € | 805 372 € | 769 740 € | 732 620 € | 693 951 € | 653 668 € | 690 705 € | 725 993 € | 630 081 € | - € | - € | - € | 25 238 681 € | |
| 1 Acquisitions | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | 23 700 € | 23 700 € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | 23 700 € |
| 2 Etudes | 25 000 € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | 375 497 € | 375 497 € | 18 500 € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | 393 997 € |
| 3 Honoraires | 974 493 € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | 420 650 € | 420 650 € | 560 613 € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | 981 263 € |
| 4 Travaux | 13 949 530 € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | 8 943 845 € | 8 943 845 € | 4 494 999 € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | 13 438 845 € |
| 5 Frais divers | 301 380 € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | 109 026 € | 109 026 € | 192 353 € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | 301 380 € |
| 6 Charges de gestion | 3 660 817 € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | 46 330 € | 189 514 € | 191 235 € | 288 992 € | 290 783 € | 292 610 € | 294 473 € | 296 374 € | 298 312 € | 300 290 € | 381 307 € | 462 364 € | 328 232 € | - € | - € | - € | - € | 3 660 817 € | |
| 7 Rémunération société | 648 031 € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | 231 379 € | 231 379 € | 62 965 € | 29 231 € | 29 523 € | 29 819 € | 30 117 € | 30 418 € | 30 722 € | 31 029 € | 31 340 € | 31 653 € | 31 970 € | 32 289 € | 16 225 € | - € | - € | - € | 648 679 € | |
| 8 Frais financiers | 5 679 431 € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | 110 570 € | 110 570 € | 588 060 € | 619 419 € | 587 158 € | 553 595 € | 518 675 € | 482 344 € | 444 545 € | 405 217 € | 364 299 € | 321 725 € | 277 429 € | 231 340 € | 285 624 € | - € | - € | - € | 5 790 001 € | |
| RECETTES H.T. | 28 513 326 € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | 773 470 € | 1 651 065 € | 1 667 402 € | 1 779 920 € | 1 796 620 € | 1 813 506 € | 1 830 578 € | 1 847 840 € | 1 865 293 € | 1 882 940 € | 1 900 784 € | 1 918 826 € | 7 785 084 € | - € | - € | - € | - € | 28 513 326 € | |
| 1 Cessions | 6 724 606 € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | 6 724 606 € |
| 2 Subventions | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € |
| 3 Participations | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € |
| 4 Produits de gestion | 21 788 721 € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | 773 470 € | 1 651 065 € | 1 667 402 € | 1 779 920 € | 1 796 620 € | 1 813 506 € | 1 830 578 € | 1 847 840 € | 1 865 293 € | 1 882 940 € | 1 900 784 € | 1 918 826 € | 1 060 479 € | - € | - € | - € | - € | 21 788 721 € | |
| 5 Produits financiers | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € |
| SOLDE EXERCICE | 3 274 645 € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | 5 190 351 € | 812 901 € | 859 485 € | 907 515 € | 957 045 € | 1 008 133 € | 1 060 838 € | 1 115 219 € | 1 171 342 € | 1 229 272 € | 1 210 078 € | 1 192 832 € | 7 155 003 € | - € | - € | - € | - € | 3 274 645 € | |
| SOLDE CUMULÉ AV EMP | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - 15 405 018 € | - 14 592 117 € | - 13 732 632 € | - 12 825 118 € | - 11 868 072 € | - 10 859 939 € | - 9 799 101 € | - 8 683 882 € | - 7 512 540 € | - 6 283 268 € | - 5 073 190 € | - 3 880 358 € | 3 274 645 € | 3 274 645 € | 3 274 645 € | 3 274 645 € | 3 274 645 € | 3 274 645 € | |
| FINANCEMENT EN DÉBUT DE PÉRIODE | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | 9 827 000 € | 15 405 970 € | 14 602 099 € | 13 765 967 € | 12 896 272 € | 11 991 657 € | 11 050 711 € | 10 071 966 € | 9 053 893 € | 7 994 902 € | 6 893 337 € | 5 747 476 € | 4 555 526 € | - € | - € | - € | - € | - € | |
| MOUVEMENT FINANCEMENT | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | 9 827 000 € | 9 827 000 € | 5 578 970 € | - 803 871 € | - 836 132 € | - 869 695 € | - 904 615 € | - 940 946 € | - 978 745 € | - 1 018 073 € | - 1 058 991 € | - 1 101 565 € | - 1 145 861 € | - 1 191 950 € | - 4 555 526 € | - € | - € | - € | - € | |
| FINANCEMENT EN FIN DE PÉRIODE | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | 9 827 000 € | 15 405 970 € | 14 602 099 € | 13 765 967 € | 12 896 272 € | 11 991 657 € | 11 050 711 € | 10 071 966 € | 9 053 893 € | 7 994 902 € | 6 893 337 € | 5 747 476 € | 4 555 526 € | - € | - € | - € | - € | - € | | |
| TRÉSORERIE | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - 387 667 € | - 387 667 € | 952 € | 9 982 € | 33 335 € | 71 154 € | 123 585 € | 190 772 € | 272 865 € | 370 011 € | 482 362 € | 610 069 € | 674 286 € | 675 168 € | 3 274 645 € | 3 274 645 € | 3 274 645 € | 3 274 645 € | 3 274 645 € | |

4.4. Secteur 5 : Collignon

Les dossiers réglementaires (permis d'aménager et étude d'impact) ont été soumis à l'administration le 16 septembre 2022. La MRAe a rendu son avis sur l'étude d'impact le 16 décembre 2022. L'année 2023 a permis de compléter l'étude d'impact et d'apporter des précisions sur certaines observations de la MRAE.

Le calendrier prévisionnel est le suivant :

- Septembre 2024 : enquête publique
- Décembre 2024 : approbation de la mise en compatibilité du PLU et délivrance du permis d'aménager
- T1 2025 : lancement des fouilles archéologiques (au terme des délais de recours des décisions précitées)
- 2025 : travaux d'aménagement

Dans ce contexte, le bilan ci-après comprend les hypothèses suivantes.

4.4.1. En dépenses

- Les travaux d'aménagement sur 2025 et 2026, avec parachèvement entre 2027 et 2029 ;
- Une provision de 200 k€ HT pour l'aménagement d'un espace public eu égard aux conclusions de la concertation préalable conduite en 2021 ;
- L'acquisition de 13,5 ha en 2025, pour 945 k€ HT (auxquels s'ajoutent les frais d'acte) et une provision pour les fouilles archéologiques (800 000 €HT) ;
- Les dépenses liées à la mise en place d'un emprunt pour les dépenses d'aménagement au taux de 4,5% ;
- Le maintien de l'opération de portage immobilier (2 000 m², pour 2,9 M€ HT d'investissement), avec un démarrage d'études en 2025.

4.4.2. En recettes

- Les hypothèses de recettes sont prévues de la manière suivante :
- Des recettes de cessions lié la vente de 10,13 ha dont :
 - un lot de 2,4 ha vendu au concédant, pour 1,08 M€ HT ;
 - 7,7 ha vendus à des tiers atteignant des recettes d'un montant total de 3.48M€HT
- Un financement (participation, subvention, fonds de concours) de 1,9 M€ HT dont les modalités restent à consolider, notamment par :
 - une contribution Ville de Cherbourg-en-Cotentin pour l'aménagement de l'espace public (coût d'aménagement et compensation de perte de recettes de cession), estimée à ce stade à près de 375 k€ HT (charge foncière et travaux – le cas échéant, la ville pourrait être maître d'ouvrage des travaux, la contribution se limitera alors au prix du foncier) ;
 - une participation d'équilibre et/ou une subvention sur le montant restant.
- Les loyers du programme immobilier calculés sur un taux de rentabilité locative de 9,8% sur les 12 premières années, avec un démarrage de loyer au 1^{er} janvier 2027.

La SHEMA va étudier une hypothèse financière de location des terrains via des baux à construction des terrains aménagés. Cette étude fera l'objet d'une présentation au concédant au premier trimestre 2025.

Ainsi, la trésorerie prévisionnelle du secteur 5 sur la durée de la concession s'établit comme suit.

Accusé de réception en préfecture
014-200006096-20241217-24-222-DE
Date de télétransmission : 21/12/2024
Date de réception préfecture : 21/12/2024

| | CRAC 2022 SECTEUR 5 | 1 REALISE 2016 | 2 REALISE 2017 | 3 REALISE 2018 | 4 REALISE 2019 | 5 REALISE 2020 | 6 REALISE 2021 | 7 REALISE 2022 | 8 REALISE 2023 | CUMULE AU 31/12/2023 | 9 2024 | 10 2025 | 11 2026 | 12 2027 | 13 2028 | 14 2029 | 15 2030 | 16 2031 | 17 2032 | 18 2033 | 19 2034 | 20 2035 | 21 2036 | 22 2037 | 23 2038 | 24 2039 | 25 2040 | BILAN 2023 SECTEUR 5 |
|---------------------------------|------------------------|----------------------|----------------------|----------------------|----------------------|----------------------|----------------------|----------------------|----------------------|-------------------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|------------|------------|------------|--------------|-------------------------|
| DÉPENSES H.T. | 8 915 670 € | - € | - € | - € | 1 500 € | 179 810 € | 38 278 € | 26 930 € | 3 757 € | 250 277 € | 360 511 € | 4 097 997 € | 3 475 093 € | 658 034 € | 420 894 € | 389 510 € | 152 484 € | 119 312 € | 84 811 € | 76 320 € | 67 487 € | 58 300 € | 48 743 € | 68 017 € | 57 676 € | 44 940 € | 33 687 € | 10 464 092 € |
| 1 Acquisitions | 973 350 € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | 973 350 € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | 973 350 € |
| 2 Etudes | 870 000 € | - € | - € | - € | - € | 87 780 € | 27 004 € | 1 500 € | 3 606 € | 119 890 € | 305 000 € | 445 110 € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | 870 000 € |
| 3 Honoraires | 319 253 € | - € | - € | - € | - € | 85 295 € | 8 930 € | 24 345 € | - € | 118 570 € | 32 980 € | 384 990 € | 17 550 € | 5 000 € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | 559 090 € |
| D40-Travaux | 4 670 000 € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | 1 996 000 € | 2 940 000 € | 317 000 € | 158 500 € | 158 500 € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | 5 570 000 € |
| 5 Frais divers | 208 736 € | - € | - € | - € | 1 440 € | - € | 789 € | - € | - € | 2 229 € | 8 000 € | 64 556 € | 114 539 € | 34 785 € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | 224 109 € |
| 6 Charges de gestion | 108 589 € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | 10 000 € | 6 000 € | 5 000 € | 4 000 € | 3 000 € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | 29 215 € | 29 215 € | 29 215 € | 144 860 € |
| 7 Rémunération société | 513 562 € | - € | - € | - € | 60 € | 6 735 € | 1 542 € | 1 085 € | 151 € | 9 575 € | 14 531 € | 152 208 € | 141 046 € | 57 445 € | 49 133 € | 49 472 € | 5 900 € | 5 959 € | 6 018 € | 6 078 € | 6 139 € | 6 201 € | 6 263 € | 6 325 € | 6 388 € | 4 472 € | 4 472 € | 537 626 € |
| 8 Frais financiers | 1 252 180 € | - € | - € | - € | - € | - € | 13 € | - € | - € | 13 € | - € | 71 783 € | 255 958 € | 238 804 € | 209 262 € | 178 537 € | 146 584 € | 113 353 € | 78 792 € | 70 241 € | 61 348 € | 52 099 € | 42 480 € | 32 476 € | 22 073 € | 11 253 € | - € | 1 585 056 € |
| RECETTES H.T. | 8 971 960 € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | 1 460 000 € | 1 629 625 € | 1 535 933 € | 1 158 796 € | 1 161 688 € | 674 984 € | 297 933 € | 300 913 € | 303 922 € | 306 961 € | 310 031 € | 313 131 € | 316 262 € | 319 425 € | 223 597 € | 223 597 € | 10 536 799 € | |
| 1 Cessions | 4 558 500 € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | 1 080 000 € | 869 625 € | 869 625 € | 869 625 € | 869 625 € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | 4 558 500 € |
| 2 Subventions | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € |
| 3 Participations | 1 950 000 € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | 380 000 € | 760 000 € | 380 000 € | - € | - € | - € | 380 000 € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | 1 900 000 € |
| 4 Produits de gestion | 2 463 460 € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | 286 308 € | 289 171 € | 292 063 € | 294 984 € | 297 933 € | 300 913 € | 303 922 € | 306 961 € | 310 031 € | 313 131 € | 316 262 € | 319 425 € | 223 597 € | 223 597 € | 4 078 299 € | |
| 5 Produits financiers | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | |
| SOLDE EXERCICE | 56 289 € | - € | - € | - € | 1 500 € | 179 810 € | 38 278 € | 26 930 € | 3 757 € | 250 277 € | 360 511 € | 2 637 997 € | 1 845 468 € | 877 899 € | 737 902 € | 772 178 € | 522 500 € | 178 622 € | 216 102 € | 227 602 € | 239 474 € | 251 731 € | 264 388 € | 248 246 € | 261 749 € | 178 658 € | 189 910 € | 72 707 € |
| SOLDE CUMULÉ AV.EMP | - € | - € | - € | - € | 1 500 € | 181 311 € | 219 589 € | 246 520 € | 250 277 € | 250 277 € | 610 788 € | 3 248 786 € | 5 094 253 € | 4 216 355 € | 3 478 453 € | 2 706 274 € | 2 183 775 € | 2 005 153 € | 1 789 051 € | 1 561 448 € | 1 321 974 € | 1 070 243 € | 805 855 € | 557 609 € | 295 861 € | 117 203 € | 72 707 € | |
| FINANCEMENT EN DÉBUT DE PÉRIODE | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | 3 589 795 € | 5 970 102 € | 5 231 539 € | 4 463 434 € | 3 664 604 € | 2 833 821 € | 1 969 806 € | 1 756 028 € | 1 533 698 € | 1 302 474 € | 1 062 002 € | 811 911 € | 551 817 € | 281 318 € | 0 € | |
| MOUVEMENT FINANCEMENT | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | 3 589 795 € | 2 380 307 € | 738 563 € | 768 106 € | 798 830 € | 830 783 € | 864 014 € | 213 779 € | 222 330 € | 231 223 € | 240 472 € | 250 091 € | 260 095 € | 270 498 € | 281 318 € | 0 € |
| FINANCEMENT EN FIN DE PÉRIODE | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | 3 589 795 € | 5 970 102 € | 5 231 539 € | 4 463 434 € | 3 664 604 € | 2 833 821 € | 1 969 806 € | 1 756 028 € | 1 533 698 € | 1 302 474 € | 1 062 002 € | 811 911 € | 551 817 € | 281 318 € | 0 € | 0 € | |
| TRÉSORERIE | - € | - € | - € | - € | 1 500 € | 181 311 € | 219 589 € | 246 520 € | 250 277 € | 250 277 € | 610 788 € | 3 411 009 € | 875 849 € | 1 015 185 € | 984 981 € | 958 329 € | 650 046 € | 35 346 € | 33 023 € | 27 751 € | 19 500 € | 8 241 € | 6 057 € | 5 793 € | 14 542 € | 117 203 € | 72 707 € | 72 707 € |

4.5. Dépenses générales propres à la concession

Le bilan prévisionnel des dépenses générales afférentes à la concession tient compte des éléments suivants.

4.5.1. En dépenses

- Les impôts et taxes liées à la concession ;
- Le remboursement de l'avance par acompte de 10% des rémunérations « travaux » du concessionnaire ;
- La rémunération de clôture de la concession.

| | CRAC 2022 GENERALE | 1 REALISE 2016 | 2 REALISE 2017 | 3 REALISE 2018 | 4 REALISE 2019 | 5 REALISE 2020 | 6 REALISE 2021 | 7 REALISE 2022 | 8 REALISE 2023 | CUMULE AU 31/12/2023 | 9 2024 | 10 2025 | 11 2026 | 25 2040 | BILAN 2023 GENERALE |
|---------------------------------|-----------------------|----------------------|----------------------|----------------------|----------------------|----------------------|----------------------|----------------------|----------------------|-------------------------|-------------------|-------------------|-------------|-----------------|------------------------|
| DÉPENSES H.T. | 113 058 € | 202 283 € | - 46 628 € | - 20 963 € | 4 176 € | - 8 066 € | - 14 311 € | - 7 096 € | 3 236 € | 112 631 € | - 18 591 € | - 16 106 € | - € | 75 000 € | 152 934 € |
| 1 Acquisitions | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € |
| 2 Etudes | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € |
| 3 Honoraires | 9 629 € | - € | - € | 4 713 € | 4 915 € | - € | - € | - € | - € | 9 629 € | - € | - € | - € | - € | 9 629 € |
| 4 Travaux | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € |
| 5 Frais divers | 1 748 € | - € | 1 608 € | 140 € | - € | - € | - € | - € | - € | 1 748 € | - € | - € | - € | - € | 1 748 € |
| 6 Charges de gestion | 17 816 € | - € | - € | 929 € | 2 268 € | 1 632 € | 9 345 € | 3 641 € | 18 021 € | 35 837 € | - € | - € | - € | - € | 35 837 € |
| 7 Rémunération société | 75 000 € | 200 000 € | - 50 783 € | - 26 807 € | 6 981 € | - 9 698 € | - 23 656 € | - 10 737 € | - 36 639 € | 34 697 € | - 18 591 € | - 16 106 € | - € | 75 000 € | 75 000 € |
| 8 Frais financiers | 8 866 € | 2 283 € | 2 547 € | 62 € | 3 974 € | - € | - € | - € | 21 854 € | 30 720 € | - € | - € | - € | - € | 30 720 € |
| RECETTES H.T. | 21 771 € | 1 078 € | 6 601 € | 3 120 € | 2 354 € | 5 256 € | 1 220 € | 2 143 € | 50 445 € | 72 217 € | - € | - € | - € | - € | 72 217 € |
| 1 Cessions | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € |
| 2 Subventions | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € |
| 3 Participations | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € |
| 4 Produits de gestion | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € |
| 5 Produits financiers | 21 771 € | 1 078 € | 6 601 € | 3 120 € | 2 354 € | 5 256 € | 1 220 € | 2 143 € | 50 445 € | 72 217 € | - € | - € | - € | - € | 72 217 € |
| SOLDE EXERCICE | - 91 287 € | - 201 205 € | 53 230 € | 24 082 € | - 1 822 € | 13 323 € | 15 531 € | 9 238 € | 47 209 € | - 40 414 € | 18 591 € | 16 106 € | - € | - 75 000 € | 80 717 € |
| SOLDE CUMULÉ AV.EMP | - | - 201 205 € | - 147 975 € | - 123 893 € | - 125 715 € | - 112 393 € | - 96 862 € | - 87 623 € | - 40 414 € | - 40 414 € | - 21 823 € | - 5 717 € | - | - 80 717 € | - |
| FINANCEMENT EN DÉBUT DE PÉRIODE | - | - | 200 000 € | 200 000 € | 200 000 € | 200 000 € | 200 000 € | 200 000 € | 200 000 € | - | 200 000 € | 200 000 € | 200 000 € | - | - |
| MOUVEMENT FINANCEMENT | - | 200 000 € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | 200 000 € | - € | - € | - 200 000 € | - € | - € |
| FINANCEMENT EN FIN DE PÉRIODE | - | 200 000 € | 200 000 € | 200 000 € | 200 000 € | 200 000 € | 200 000 € | 200 000 € | 200 000 € | 200 000 € | 200 000 € | 200 000 € | - € | - € | - € |
| TRÉSORERIE | - | - 1 205 € | 52 025 € | 76 107 € | 74 285 € | 87 607 € | 103 138 € | 112 377 € | 159 586 € | 159 586 € | 178 177 € | 194 283 € | - 5 717 € | - 80 717 € | - 80 717 € |

4.6. Bilan prévisionnel de la concession (secteurs affermis uniquement)

Accusé de réception en préfecture
 014-200006096-20241217-24-222-DE
 Date de télétransmission : 21/12/2024
 Date de réception préfecture : 21/12/2024

| | BILAN CONCESSION AFF. 2022 | 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | 6 | 7 | 8 | CUMULE AU 31/12/2023 | 9 | 10 | 11 | 12 | 13 | 14 | 15 | 16 | 17 | 18 | 19 | 20 | 21 | 22 | 23 | 24 | 25 | BILAN 2023 CONCESSION |
|-----------------------------------|----------------------------------|--------------------|-----------------------|-----------------------|----------------------|---------------------|--------------------|--------------------|----------------------|-------------------------|----------------------|--------------------|--------------------|--------------------|--------------------|--------------------|--------------------|--------------------|--------------------|--------------------|--------------------|--------------------|---------------------|--------------------|--------------------|--------------------|--------------------|--------------------------|
| | | REALISE 2016 | REALISE 2017 | REALISE 2018 | REALISE 2019 | REALISE 2020 | REALISE 2021 | REALISE 2022 | REALISE 2023 | | 2024 | 2025 | 2026 | 2027 | 2028 | 2029 | 2030 | 2031 | 2032 | 2033 | 2034 | 2035 | 2036 | 2037 | 2038 | 2039 | 2040 | |
| DÉPENSES H.T. | 161 297 541 € | 857 683 € | 37 266 368 € | 21 500 449 € | 6 599 809 € | 2 977 426 € | 3 951 352 € | 4 111 802 € | 14 086 896 € | 91 351 784 € | 9 327 805 € | 7 616 202 € | 6 814 817 € | 3 977 507 € | 3 619 943 € | 3 463 806 € | 3 880 514 € | 3 713 515 € | 3 582 500 € | 3 430 347 € | 3 334 389 € | 3 284 581 € | 3 484 786 € | 2 876 704 € | 2 869 252 € | 2 859 569 € | 2 926 538 € | 162 394 558 € |
| 1 Acquisitions | 973 350 € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | 23 700 € | 23 700 € | - € | 973 350 € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | 997 050 € |
| 2 Etudes | 1 036 835 € | 24 120 € | 43 200 € | 11 595 € | 1 080 € | 135 480 € | 41 144 € | 1 500 € | 379 103 € | 637 222 € | 323 500 € | 445 110 € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | 1 405 832 € |
| 3 Honoraires | 5 610 752 € | 623 252 € | 1 289 840 € | 1 138 881 € | 425 497 € | 631 428 € | 142 140 € | 177 722 € | 427 345 € | 4 856 104 € | 601 453 € | 384 990 € | 17 550 € | 5 000 € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | 5 865 097 € |
| D40-Travaux | 79 935 978 € | - € | 34 495 316 € | 18 539 897 € | 4 627 239 € | 96 264 € | 1 511 594 € | 880 077 € | 10 050 198 € | 70 200 585 € | 4 564 261 € | 1 996 000 € | 2 940 000 € | 317 000 € | 158 500 € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | 80 334 846 € |
| 5 Frais divers | 2 626 668 € | 8 028 € | 525 976 € | 738 422 € | 116 681 € | 5 759 € | 90 784 € | 582 523 € | 109 026 € | 2 177 199 € | 235 052 € | 76 931 € | 114 539 € | 34 785 € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | 2 638 506 € |
| 6 Charges de gestion | 44 724 361 € | - € | 6 669 € | 11 627 € | 315 344 € | 971 287 € | 1 063 656 € | 1 345 072 € | 1 384 220 € | 5 097 885 € | 1 638 945 € | 1 673 692 € | 1 610 208 € | 1 717 348 € | 1 728 661 € | 1 740 150 € | 2 525 879 € | 2 538 731 € | 2 593 908 € | 2 607 133 € | 2 699 550 € | 2 792 161 € | 3 012 660 € | 2 725 512 € | 2 737 542 € | 2 749 737 € | 2 762 097 € | 44 951 797 € |
| 7 Rémunération société | 4 130 699 € | 200 000 € | 460 075 € | 238 240 € | 62 832 € | 87 285 € | 212 906 € | 96 631 € | 329 754 € | 1 687 724 € | 167 319 € | 255 230 € | 262 023 € | 178 806 € | 170 881 € | 171 613 € | 135 350 € | 135 878 € | 136 411 € | 136 949 € | 112 727 € | 113 276 € | 97 444 € | 81 453 € | 81 690 € | 79 948 € | 155 125 € | 4 159 847 € |
| 8 Frais financiers | 22 258 899 € | 2 283 € | 445 291 € | 821 787 € | 1 051 136 € | 1 049 924 € | 889 117 € | 1 028 276 € | 1 383 551 € | 6 671 365 € | 1 797 274 € | 1 810 900 € | 1 870 497 € | 1 724 569 € | 1 561 901 € | 1 393 543 € | 1 219 285 € | 1 038 907 € | 852 181 € | 686 264 € | 522 112 € | 359 144 € | 374 682 € | 69 739 € | 50 020 € | 29 884 € | 9 316 € | 22 041 583 € |
| RECETTES H.T. | 176 090 566 € | 2 226 078 € | 5 681 601 € | 2 202 341 € | 2 125 858 € | 11 898 850 € | 5 630 623 € | 6 201 021 € | 5 798 994 € | 41 765 365 € | 6 615 520 € | 8 887 216 € | 8 114 150 € | 9 187 979 € | 8 838 993 € | 8 870 335 € | 8 947 192 € | 8 606 441 € | 8 646 139 € | 8 686 292 € | 7 438 690 € | 7 479 770 € | 13 369 338 € | 5 607 838 € | 5 631 700 € | 5 556 823 € | 5 578 027 € | 177 827 809 € |
| 1 Cessions | 11 283 106 € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | 1 080 000 € | 869 625 € | 869 625 € | 869 625 € | 869 625 € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | 11 283 106 € |
| 2 Subventions | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € |
| 3 Participations | 17 988 925 € | 2 225 000 € | 5 675 000 € | 1 500 000 € | - € | 6 150 000 € | - € | 488 925 € | - € | 16 038 925 € | - € | 380 000 € | 760 000 € | 380 000 € | - € | - € | 380 000 € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | 17 938 925 € |
| 4 Produits de gestion | 146 796 764 € | - € | - € | 699 221 € | 2 123 504 € | 5 743 593 € | 5 629 403 € | 5 709 953 € | 5 748 549 € | 25 654 224 € | 6 615 520 € | 7 427 216 € | 6 484 525 € | 7 938 354 € | 7 969 368 € | 8 000 710 € | 8 567 192 € | 8 606 441 € | 8 646 139 € | 8 686 292 € | 7 438 690 € | 7 479 770 € | 6 644 732 € | 5 607 838 € | 5 631 700 € | 5 556 823 € | 5 578 027 € | 148 533 562 € |
| 5 Produits financiers | 21 771 € | 1 078 € | 6 601 € | 3 120 € | 2 354 € | 5 256 € | 1 220 € | 2 143 € | 50 445 € | 72 217 € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | 72 217 € |
| SOLDE EXERCICE | 14 793 025 € | 1 368 395 € | - 31 584 766 € | - 19 298 108 € | - 4 473 952 € | 8 921 424 € | 1 679 272 € | 2 089 219 € | - 8 287 902 € | - 49 586 419 € | - 2 712 284 € | 1 271 014 € | 1 299 333 € | 5 210 471 € | 5 219 050 € | 5 406 529 € | 5 066 679 € | 4 892 926 € | 5 063 639 € | 5 255 945 € | 4 104 301 € | 4 215 189 € | 9 884 552 € | 2 731 133 € | 2 762 448 € | 2 697 254 € | 2 651 490 € | 15 433 251 € |
| SOLDE CUMULÉ AV EMP | 1 368 395 € | - 30 216 371 € | 49 514 480 € | 33 988 431 € | 45 067 008 € | 43 387 736 € | 41 298 517 € | 49 586 419 € | 49 586 419 € | 52 298 703 € | 51 027 689 € | 49 728 356 € | 44 517 884 € | 39 298 834 € | 33 892 305 € | 28 825 626 € | 23 932 700 € | 18 869 061 € | 13 613 116 € | 9 508 815 € | 5 293 626 € | 4 590 926 € | 7 322 059 € | 10 084 508 € | 12 781 762 € | 15 433 251 € | | |
| FINANCEMENT EN DÉBUT DE PÉRIODE | - € | 200 000 € | 34 767 159 € | 49 189 685 € | 58 551 524 € | 50 369 187 € | 47 634 297 € | 46 786 237 € | - € | 50 527 540 € | 52 984 504 € | 52 560 533 € | 51 647 856 € | 46 645 630 € | 41 482 568 € | 36 153 054 € | 30 651 262 € | 24 971 152 € | 19 791 257 € | 14 795 405 € | 9 965 618 € | 6 742 609 € | 1 711 976 € | 1 226 865 € | 731 351 € | 225 016 € | | |
| MOUVEMENT FINANCEMENT | 200 000 € | 34 567 159 € | 14 422 525 € | 9 361 840 € | 8 182 338 € | 2 734 890 € | 848 060 € | 3 741 303 € | 50 527 540 € | 2 456 964 € | 423 971 € | 912 677 € | 5 002 226 € | 5 163 062 € | 5 329 515 € | 5 501 792 € | 5 680 109 € | 5 179 896 € | 4 995 852 € | 4 829 787 € | 3 223 009 € | 5 030 633 € | 485 111 € | 495 515 € | 506 334 € | 225 016 € | | |
| FINANCEMENT EN FIN DE PÉRIODE | 200 000 € | 34 767 159 € | 49 189 685 € | 58 551 524 € | 50 369 187 € | 47 634 297 € | 46 786 237 € | 50 527 540 € | 50 527 540 € | 52 984 504 € | 52 560 533 € | 51 647 856 € | 46 645 630 € | 41 482 568 € | 36 153 054 € | 30 651 262 € | 24 971 152 € | 19 791 257 € | 14 795 405 € | 9 965 618 € | 6 742 609 € | 1 711 976 € | 1 226 865 € | 731 351 € | 225 016 € | 0 € | | |
| TRÉSORERIE | 1 568 395 € | 4 550 788 € | - 324 795 € | 4 563 093 € | 5 302 179 € | 4 246 561 € | 5 487 720 € | 941 121 € | 941 121 € | 685 801 € | 1 532 844 € | 1 919 500 € | 2 127 746 € | 2 183 734 € | 2 260 749 € | 1 825 636 € | 1 038 452 € | 922 196 € | 1 182 289 € | 456 803 € | 1 448 983 € | 6 302 902 € | 8 548 924 € | 10 815 858 € | 13 006 778 € | 15 433 251 € | 15 433 251 € | |
| Facilité de trésorerie LM (COVID) | | | | | | - 1 909 297 € | - 2 043 126 € | 988 106 € | 988 106 € | - 3 952 423 € | 988 106 € | 988 106 € | | | | | | | | | | | | | | | | |
| TRÉSORERIE FINALE | | | | | | 3 392 882 € | 2 203 435 € | 6 475 826 € | 1 929 227 € | 3 011 302 € | 1 673 907 € | 2 520 950 € | 1 919 500 € | 2 127 746 € | 2 183 734 € | 2 260 749 € | 1 825 636 € | 1 038 452 € | 922 196 € | 1 182 289 € | 456 803 € | 1 448 983 € | 6 302 902 € | 8 548 924 € | 10 815 858 € | 13 006 778 € | 15 433 251 € | 15 433 251 € |

5. Décisions du concédant

Il est demandé au Comité Syndical :

- d'approuver le présent compte rendu de l'année 2023 de la concession d'aménagement « Port de Cherbourg », notamment :
 - le rapport d'activité de la concession et la gestion de cette opération par le concessionnaire ;
 - le bilan des dépenses et des recettes constatées au 31 décembre 2023 ;
 - le bilan prévisionnel des dépenses et des recettes ;
- d'autoriser la signature des avenants actant les points précédents.

N° : 24-223

Accusé de réception en préfecture
014-200006096-20241217-24-223-DE
Date de télétransmission : 21/12/2024
Date de réception préfecture : 21/12/2024

DELIBERATION
DU COMITE SYNDICAL DU SYNDICAT MIXTE REGIONAL
DES PORTS DE CAEN-OUISTREHAM
CHERBOURG ET DIEPPE

CHERBOURG – DOSSIER ADEME – EOLIEN FLOTTANT

Réunion du Mardi 17 décembre 2024

LE COMITE SYNDICAL DU SYNDICAT MIXTE REGIONAL DES PORTS DE CAEN-OUISTREHAM, CHERBOURG ET DIEPPE EST REUNI
LE MARDI 17 DECEMBRE 2024 A 10H AU SIEGE DE PORTS DE NORMANDIE 3 RUE RENE CASSIN 14280 SAINT-CONTEST
SOUS LA PRESIDENCE DE MONSIEUR JEAN MORIN.

SONT PRESENTS : Jean-François BLOC ; Philippe CHAPRON ; Michel FRICOUT ; Sophia HABIBI-NOORI ; Quentin LAGALLARDE ; Gilles LELONG ; Marc MILLET ; Jean MORIN ; Valérie NOUVEL ; Bastien RECHER ; Pierre VOGT ; Ludwig WILLAUME.

Monsieur Gilles LELONG ne prend pas part au vote (*les deux délégués titulaires représentant le Département de la Manche sont présents*).

Monsieur Nicolas JOYAU a donné pouvoir à Monsieur MARC MILLET.
Monsieur Alain BAZILLE a donné pouvoir à Monsieur Michel FRICOUT.

VOTANTS:13 POUR:12 CONTRE:0 ABSTENTION:1(P.CHAPRON)

VU le Code général des collectivités territoriales ;

VU la délibération n°22-098 du 28 juin 2022 autorisant le Président à déposer un dossier pour l'AMI lancé par l'ADEME (*études éolien flottant*) ;

VU la délibération n°23-086 du 5 juin 2023 autorisant le Président à signer la convention de financement à intervenir avec l'ADEME pour le financement des études ;

VU le rapport de Monsieur le Président du Syndicat Mixte ;

CONSIDERANT l'appel à projets (APP) « *infrastructures portuaires métropolitaines pour l'industrie de l'éolien flottant* » lancé par l'ADEME en mars 2024,

LE COMITE SYNDICAL DECIDE A LA MAJORITE :

- de prendre acte du dépôt de dossier ;

La présente délibération est susceptible de faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de CAEN, dans le délai de deux mois à compter de la date à laquelle elle est exécutoire. Ce recours contentieux peut être précédé, dans ce délai, d'un recours gracieux auprès du Président de Ports de Normandie. Cette procédure prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivants la réponse au recours gracieux. Le Tribunal Administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Accusé de réception en préfecture
014-200006096-20241217-24-223-DE
Date de télétransmission : 21/12/2024
Date de réception préfecture : 21/12/2024

- si le dossier de Ports de Normandie est retenu, d'autoriser le Président à mettre au point et à signer la convention correspondante ainsi que tous documents nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Publié sur le site Internet :
20 décembre 2024

Le Vice-Président du Syndicat Mixte



Jean MORIN

La présente délibération est susceptible de faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de CAEN, dans le délai de deux mois à compter de la date à laquelle elle est exécutoire. Ce recours contentieux peut être précédé, dans ce délai, d'un recours gracieux auprès du Président de Ports de Normandie. Cette procédure prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivants la réponse au recours gracieux. Le Tribunal Administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

N° : 24-224

Accusé de réception en préfecture
014-200006096-20241217-24-224-DE
Date de télétransmission : 21/12/2024
Date de réception préfecture : 21/12/2024

DELIBERATION
DU COMITE SYNDICAL DU SYNDICAT MIXTE REGIONAL
DES PORTS DE CAEN-OUISTREHAM
CHERBOURG ET DIEPPE

MULTI-SITES – DSP - BUDGETS PREVISIONNELS 2025

Réunion du Mardi 17 décembre 2024

LE COMITE SYNDICAL DU SYNDICAT MIXTE REGIONAL DES PORTS DE CAEN-OUISTREHAM, CHERBOURG ET DIEPPE EST REUNI
LE MARDI 17 DECEMBRE 2024 A 10H AU SIEGE DE PORTS DE NORMANDIE 3 RUE RENE CASSIN 14280 SAINT-CONTEST
SOUS LA PRESIDENCE DE MONSIEUR JEAN MORIN.

SONT PRESENTS : Jean-François BLOC ; Philippe CHAPRON ; Michel FRICOUT ; Sophia HABIBI-NOORI ;
Quentin LAGALLARDE ; Gilles LELONG ; Marc MILLET ; Jean MORIN ; Valérie NOUVEL ; Bastien RECHER ;
Pierre VOGT ; Ludwig WILLAUME.

Monsieur Gilles LELONG ne prend pas part au vote (*les deux délégués titulaires représentant le Département de la Manche sont présents*).

Monsieur Nicolas JOYAU a donné pouvoir à Monsieur MARC MILLET.
Monsieur Alain BAZILLE a donné pouvoir à Monsieur Michel FRICOUT.

VOTANTS:13 POUR:13 CONTRE:0 ABSTENTION:0

VU le Code général des collectivités territoriales ;
VU les contrats des différentes délégations de service public ;
VU le rapport de Monsieur le Président du Syndicat Mixte ;

LE COMITE SYNDICAL DECIDE A L'UNANIMITE :

- de prendre acte des budgets présentés et d'approuver les programmes d'investissements et autorisations d'emprunts associées rappelés ci-dessous :

La présente délibération est susceptible de faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de CAEN, dans le délai de deux mois à compter de la date à laquelle elle est exécutoire. Ce recours contentieux peut être précédé, dans ce délai, d'un recours gracieux auprès du Président de Ports de Normandie. Cette procédure prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivants la réponse au recours gracieux. Le Tribunal Administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Accusé de réception en préfecture
014-200006096-20241217-24-224-DE
Date de télétransmission : 21/12/2024
Date de réception préfecture : 21/12/2024

| | Programme d'investissement | Autorisation d'emprunt |
|----------------------|----------------------------|------------------------|
| Concession COMMERCE | | |
| Cherbourg | 11 151 k€ | 5 519 k€ |
| Caen-Ouistreham | 7 422 k€ | néant |
| Concession PÊCHE | | |
| Cherbourg | 511 k€ | néant |
| Ouistreham | 0 € | néant |
| Concession PLAISANCE | | |
| Cherbourg | 1 734 k€ | 661 k€ |
| Caen-Ouistreham | 87 k€ | néant |

- d'autoriser le Président à signer les documents correspondants.

Publié sur le site Internet :
20 décembre 2024

Le Vice-Président du Syndicat Mixte



Jean MORIN

La présente délibération est susceptible de faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de CAEN, dans le délai de deux mois à compter de la date à laquelle elle est exécutoire. Ce recours contentieux peut être précédé, dans ce délai, d'un recours gracieux auprès du Président de Ports de Normandie. Cette procédure prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivants la réponse au recours gracieux. Le Tribunal Administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

N° : 24-225

Accusé de réception en préfecture
014-200006096-20241217-24-225-DE
Date de télétransmission : 21/12/2024
Date de réception préfecture : 21/12/2024

DELIBERATION
DU COMITE SYNDICAL DU SYNDICAT MIXTE REGIONAL
DES PORTS DE CAEN-OUISTREHAM
CHERBOURG ET DIEPPE

**CHERBOURG – DSP PECHE – CONVENTION SUBVENTION
INVESTISSEMENT**

Réunion du Mardi 17 décembre 2024

LE COMITE SYNDICAL DU SYNDICAT MIXTE REGIONAL DES PORTS DE CAEN-OUISTREHAM, CHERBOURG ET DIEPPE EST REUNI
LE MARDI 17 DECEMBRE 2024 A 10H AU SIEGE DE PORTS DE NORMANDIE 3 RUE RENE CASSIN 14280 SAINT-CONTEST
SOUS LA PRESIDENCE DE MONSIEUR JEAN MORIN.

SONT PRESENTS : Jean-François BLOC ; Philippe CHAPRON ; Michel FRICOUT ; Sophia HABIBI-NOORI ;
Quentin LAGALLARDE ; Gilles LELONG ; Marc MILLET ; Jean MORIN ; Valérie NOUVEL ; Bastien RECHER ;
Pierre VOGT ; Ludwig WILLAUME.

Monsieur Gilles LELONG ne prend pas part au vote (*les deux délégués titulaires représentant le Département de la Manche sont présents*).

Monsieur Nicolas JOYAU a donné pouvoir à Monsieur MARC MILLET.
Monsieur Alain BAZILLE a donné pouvoir à Monsieur Michel FRICOUT.

VOTANTS:13 POUR:13 CONTRE:0 ABSTENTION:0

VU le Code général des collectivités territoriales ;
VU le rapport de Monsieur le Président du Syndicat Mixte ;

LE COMITE SYNDICAL DECIDE A L'UNANIMITE :

- de valider le versement d'une subvention d'investissement à la SPL Cherbourg Port en sa qualité de délégataire du port de pêche de Cherbourg pour un montant de 160 000 € HT destinée au financement du remplacement du groupe froid ;
- d'imputer la dépense en section d'investissement imputation 2041 – Subventions à verser Cherbourg étant précisé qu'un montant de 150 k€ est prévu au Budget Primitif 2025 ; le solde sera inscrit lors de l'adoption d'une prochaine Décision Modificative ;

La présente délibération est susceptible de faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de CAEN, dans le délai de deux mois à compter de la date à laquelle elle est exécutoire. Ce recours contentieux peut être précédé, dans ce délai, d'un recours gracieux auprès du Président de Ports de Normandie. Cette procédure prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivants la réponse au recours gracieux. Le Tribunal Administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Accusé de réception en préfecture
014-200006096-20241217-24-225-DE
Date de télétransmission : 21/12/2024
Date de réception préfecture : 21/12/2024

- d'autoriser le Président à mettre au point et à signer la convention correspondante.

Publié sur le site Internet :
20 décembre 2024

Le Vice-Président du Syndicat Mixte

A handwritten signature in black ink, consisting of a large, sweeping loop followed by a smaller, more intricate flourish.

Jean MORIN

La présente délibération est susceptible de faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de CAEN, dans le délai de deux mois à compter de la date à laquelle elle est exécutoire. Ce recours contentieux peut être précédé, dans ce délai, d'un recours gracieux auprès du Président de Ports de Normandie. Cette procédure prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivants la réponse au recours gracieux. Le Tribunal Administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

N° : 24-226

Accusé de réception en préfecture
014-200006096-20241217-24-226-DE
Date de télétransmission : 21/12/2024
Date de réception préfecture : 21/12/2024

DELIBERATION
DU COMITE SYNDICAL DU SYNDICAT MIXTE REGIONAL
DES PORTS DE CAEN-OUISTREHAM
CHERBOURG ET DIEPPE

CHERBOURG – DSP COMMERCE – AVENANT N°4

Réunion du Mardi 17 décembre 2024

LE COMITE SYNDICAL DU SYNDICAT MIXTE REGIONAL DES PORTS DE CAEN-OUISTREHAM, CHERBOURG ET DIEPPE EST REUNI
LE MARDI 17 DECEMBRE 2024 A 10H AU SIEGE DE PORTS DE NORMANDIE 3 RUE RENE CASSIN 14280 SAINT-CONTEST
SOUS LA PRESIDENCE DE MONSIEUR JEAN MORIN.

SONT PRESENTS : Jean-François BLOC ; Philippe CHAPRON ; Michel FRICOUT ; Sophia HABIBI-NOORI ; Quentin LAGALLARDE ; Gilles LELONG ; Marc MILLET ; Jean MORIN ; Valérie NOUVEL ; Bastien RECHER ; Pierre VOGT ; Ludwig WILLAUME.

Monsieur Gilles LELONG ne prend pas part au vote (*les deux délégués titulaires représentant le Département de la Manche sont présents*).

Monsieur Nicolas JOYAU a donné pouvoir à Monsieur MARC MILLET.

Monsieur Alain BAZILLE a donné pouvoir à Monsieur Michel FRICOUT.

VOTANTS:13 POUR:13 CONTRE:0 ABSTENTION:0

VU la délibération n°21-117 du 13 septembre 2021 attribuant le contrat de DSP commerce à la SPL Cherbourg Port ;

VU la délibération n°21-181 du 25 novembre 2022 autorisant la passation d'un avenant n°1 au contrat de DSP commerce ;

VU la délibération n°23-012 du 10 mars 2023 autorisant la passation d'un avenant n°2 au contrat de DSP commerce ;

VU la délibération n°24-094 du 25 juin 2024 autorisant la passation d'un avenant n°3 au contrat de DSP commerce ;

VU le rapport de Monsieur le Président du Syndicat Mixte ;

CONSIDERANT l'avis favorable de la Commission de Délégation de Service Public réunie le 13 décembre 2024 à 11h,

LE COMITE SYNDICAL DECIDE A L'UNANIMITE :

- de valider les termes de l'avenant n°4 conformément au projet joint en annexe de la présente délibération ;

La présente délibération est susceptible de faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de CAEN, dans le délai de deux mois à compter de la date à laquelle elle est exécutoire. Ce recours contentieux peut être précédé, dans ce délai, d'un recours gracieux auprès du Président de Ports de Normandie. Cette procédure prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivants la réponse au recours gracieux. Le Tribunal Administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Accusé de réception en préfecture
014-200006096-20241217-24-226-DE
Date de télétransmission : 21/12/2024
Date de réception préfecture : 21/12/2024

- d'autoriser le Président à signer les documents nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Publié sur le site Internet :
20 décembre 2024

Le Vice-Président du Syndicat Mixte



Jean MORIN

La présente délibération est susceptible de faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de CAEN, dans le délai de deux mois à compter de la date à laquelle elle est exécutoire. Ce recours contentieux peut être précédé, dans ce délai, d'un recours gracieux auprès du Président de Ports de Normandie. Cette procédure prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivants la réponse au recours gracieux. Le Tribunal Administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.



Accusé de réception en préfecture
014-200006096-20241217-24-226-DE
Date de télétransmission : 21/12/2024
Date de réception préfecture : 21/12/2024

PORT DE COMMERCE DE CHERBOURG

AVENANT N° 4

au cahier des charges réglementant la concession commerce
accordée à la SPL Cherbourg Port

ENTRE :

Le Syndicat Mixte « Ports de Normandie », dont le siège social est situé 3 rue René CASSIN représenté par son Président en exercice, dûment habilité à l'effet des présentes en vertu de la délibération n°24-XXX du Comité Syndical en date du 17 décembre 2024,

Ci-après désignée « **Ports de Normandie** » ou « **le Délégant** »

D'UNE PART,

ET

La SPL Cherbourg Port au capital social de 100 000 € dont le siège social est situé Terminal 1 Gare Maritime Transmanche 50100 Cherbourg-en-Cotentin - immatriculée au Registre du Commerce et des sociétés de Cherbourg sous le n° 905 107 645, représentée par son Président en exercice,

Ci-après désignée « **le Déléataire** »

D'AUTRE PART,

Ci-après désignées collectivement « **les Parties** ».

PREAMBULE

L'article IV.1.2 du contrat de délégation de service public prévoit les dispositions suivantes :

« En sus des missions d'exploitation listées à l'article I.2, le Déléataire garantit la compatibilité et la cohérence de l'exploitation de différentes activités, en particulier durant la phase de réalisation du terminal multimodal. »

Le terminal multimodal deviendra un bien de retour de la délégation. Un avenant précisera les modalités financières de cette intégration. »

Le présent avenant vise à déterminer les modalités financières d'intégration du terminal multimodal dans la délégation de service public du port de commerce de Cherbourg.

Ceci étant dit, les parties conviennent :

Article 1 :

Il est créé un article III.3 intitulé « *terminal multimodal* ». Il est rédigé comme suit :

III.3.1 Remise du terminal multimodal au délégataire :

A compter du 1^{er} janvier 2025, Ports de Normandie, en sa qualité d'autorité délégante, remet à la SPL Cherbourg Port en sa qualité de délégataire, l'infrastructure- terminal multimodal.

A ce titre :

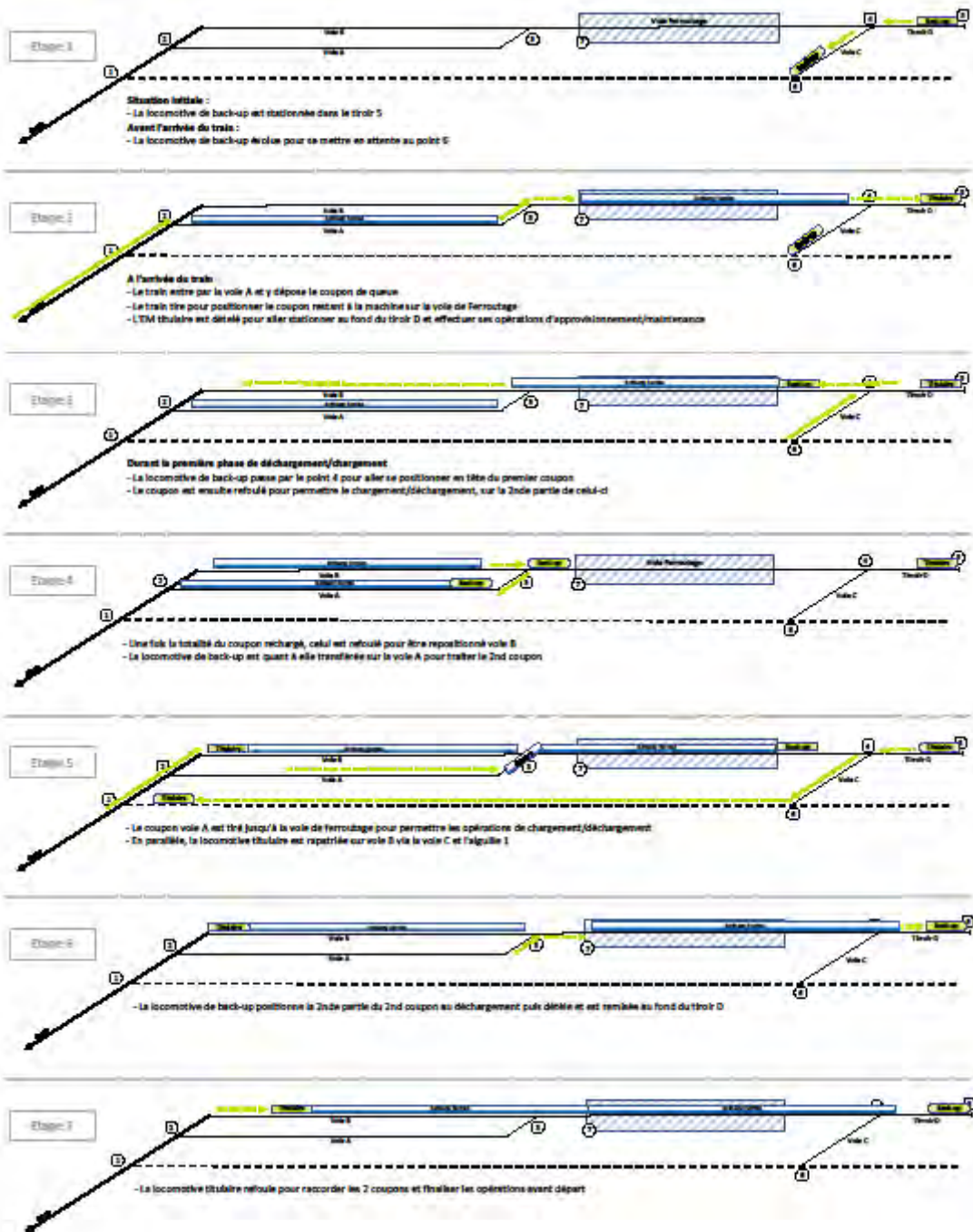
- Ce bien de retour intégrera :
 - L'annexe 1A « *Ouvrages réalisés et mis à disposition par le Délégant* »
 - L'annexe 11 - inventaire A qui regroupe l'ensemble des biens de retour de la délégation (*biens meubles et immeubles mis à disposition par le Délégant en cours d'exécution du contrat*) ;
- La Valeur Nette Comptable de ce bien de retour est fixée au 1^{er} janvier 2025 au montant de 11 200 000 € ;
- L'annexe 1 B « *Superstructures mises à disposition du Déléataire* » sera modifiée pour intégrer les superstructures réalisées par le délégataire pour le fonctionnement du terminal multimodal.
- La Valeur Nette Comptable des superstructures associées est fixée au 1^{er} janvier 2025 au montant de XXX €.
- Un plan d'ensemble cadastré faisant apparaître la délimitation du terminal et un plan précisant sa localisation dans le domaine concédé feront l'objet d'une annexe 4 au contrat de délégation de service public intitulée « *Plan du terminal multimodal* ».
- A compter du 1^{er} janvier 2025, le délégataire assurera le terminal multimodal dans les conditions prévues à l'article I.1 du présent contrat.

Accusé de réception en préfecture
014-200006096-20241217-24-226-DE
Date de télétransmission : 21/12/2024
Date de réception préfecture : 21/12/2024

➤ **Caractéristique des trains à accueillir et plan de chargement/déchargement :**

- Vitesse : 30 km/h maximum
- Charge à l'essieu de 22,5 tonnes maximum
- Longueur maximale : 751,40 incluant la locomotive de traction
- Nombre maximum de wagon : 22
- Nombre maximum de remorques : 44
- Roulage du train : Ecartement des voies : 1435 mm
- Rayon de courbure minimal :
 - 150 m à l'exception de la voie C qui pourra présenter un rayon de courbure minimale de 135 mètres
 - rayon minimal de courbure verticale est de 500 mètres.

Le terminal multimodal répondra au schéma de manœuvre décrit ci-dessous, en accord avec la Consigne Locale d'Exploitation émise par Ports de Normandie, dimensionné pour traiter au chargement comme au déchargement deux coupons de 10 ou 11 wagons eux-mêmes traités en deux phases de chargement/déchargement de 5 ou 6 wagons avec translation de coupons.

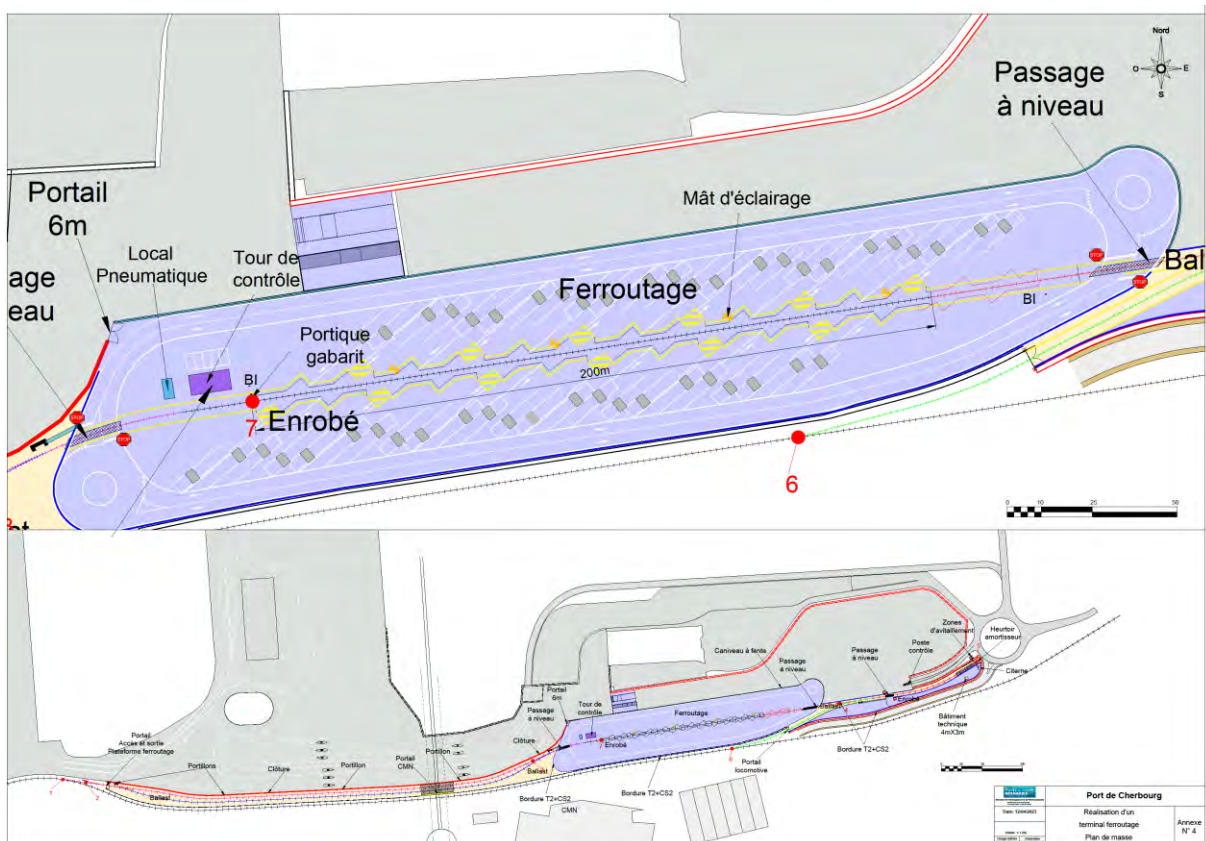


➤ **Descriptif technique et implantation du terminal ferroutage**

Le terminal ferroutage est constitué des équipements et ouvrages compris entre le repère 1 non compris et le heurtoir (*repère 5*) ainsi compris les zones mauve et jaune du plan ci-dessous.

Le terminal ferroutage comprend :

- des ouvrages ferroviaires (III) - INFRASTRUCTURE
- Une plateforme de transbordement avec espaces de pré-embarquement/post débarquement attenants ainsi que différents équipements de voirie (IV) - INFRASTRUCTURE
- des équipements d'exploitations (V) - SUPERSTRUCTURE
- des bâtiments et équipements techniques (VI) - SUPESTRUCTURE
- de l'éclairage (VII) - INFRASTRUCTURE
- des accès terrestres (VIII) - INFRASTRUCTURE



➤ **Ouvrages ferroviaires - INFRASTRUCTURE :**

Le terminal ferroutage ci-dessus présente les caractéristiques suivantes :

- Longueur de voie minimum de 465 m entre les repères 2 et 3 du plan ci-dessus
- Longueur de voie minimum de 752 m entre les repères 2 et 4 du plan ci-dessus
- Longueur de voie minimum de 450 m entre les repères 7 et 5 du plan ci-dessus
- Longueur de voie minimum de 85 m entre les repères 4 et 5 du plan ci-dessus
- Sortie locomotive à partir du repère 4 vers le RFN

Ce schéma fonctionnel sera complété des organes de sécurité suivants :

- Une demi-aiguille dérailleuse à la sortie (repère 2)
- Heurtoir freinant (repère 5) répondant aux caractéristiques d'un demi-train à une vitesse de 5Km/h

Les aiguilles seront à fonctionnement manuel.

Il est précisé que la fourniture, pose, position et altimétrie des aiguilles situées aux repères 1 et 6 du plan) relèvent de la responsabilité de SNCF-Réseau.

Accusé de réception en préfecture
014-200006096-20241217-24-226-DE
Date de télétransmission : 21/12/2024
Date de réception préfecture : 21/12/2024

➤ **Caractéristiques de la zone de transbordement - INFRASTRUCTURE :**

Définition générale :

Elle comprend les moyens pour admettre et faire pivoter les wagons Lohr, les places de parking en pré-embarquement ou débarquement train :

- le génie civil contenant les équipements Lohr pour douze stations (12), afin de traiter au plus six (6) wagons simultanément, ces 6 wagons comportant au plus douze (12) semi-remorques,
- une voie ferrée de transbordement d'une longueur minimum de 278 ml comprenant les divers dispositifs pour l'exploitation de wagons de type Lohr,
- une zone de transbordement dédiée aux chargement/déchargement des wagons, comprenant au minimum 44 places de semi-remorques
- des zones de contournement ou de retournement,

Caractéristiques de la voirie de la zone de transbordement :

La voirie sera dimensionnée à la circulation et au stationnement de poids-lourds selon les caractéristiques suivantes :

- Trafic de 180 PL/J/Sens, taux d'accroissement 0% sur 25 ans.
- Résistance au poinçonnement des béquilles des semi-remorques sur le parking
- Résistance à l'abrasité des girations des tugs portuaires, et très ponctuellement au Reachstacher.

La voirie permettra de :

- Déverser des eaux de ruissellement dans le réseau existant. Un dispositif de coupure du réseau EP sera disposé en amont de chaque piquage sur le réseau EP urbain.
- Permettre et faciliter la maintenance du terminal de ferroutage des équipements au sol et des voies, de manière réactive et sans travaux complexes,
- Assurer l'assainissement des eaux pluviales, eaux usées et eaux vannes,
- Assurer la protection de la ressource en eau, conformément aux prescriptions de l'arrêté d'autorisation préfectoral de 2008, notamment intégration d'un dispositif isolé de rétention des matières dangereuses en cas de fuite sur une semi-remorque, et sera constitué d'une réserve enterrée, d'un système d'obturation et de rampes de rideau d'eau,
- Réaliser une zone de chargement en gasoil (20 m³) et en sable de la locomotive au niveau de la voie de délestage (Voie D) et sera constitué d'une réserve enterrée et d'un système de pompage, une cuve enterrée de 3 m³ est positionnée afin de récupérer les fuites en cas de déversement trop important.
- Assurer la défense incendie de la plateforme d'autoroute ferroviaire par la fourniture et pose de 2 poteaux incendie capable de délivrer unitairement 50 m³ sur une heure ou débit requis minimum par les pompiers

➤ **Bâtiments et équipements d'exploitation - SUPERSTRUCTURES :**

Les équipements d'exploitations, réalisés par la SPL Cherbourg Port, comprennent regroupés au sein d'un même bâtiment :

- Un espace de vérification des semi-remorques contenant : un gabarit de contrôle manuel avec les chasse roues, un dispositif de mesure d'empattement, un pont de pesée et un système de prise de vue pour contrôler l'état de la remorque
- Des bureaux d'exploitation avec 2 postes de travail d'environ 20m², ces bureaux seront reliés au pont de pesées et dispositif de prise de vues.
- Une salle de pause/lieu de vie d'environ 14m² pour 8 personnes.
- Des sanitaires H/F avec douche
- Vestiaires hommes pour 9 personnes
- Vestiaires femmes pour 2 personnes
- Ce bâtiment étant en interface entre le parking PL sécurisé (non ZAR) et la ZAR, il sera muni de contrôle d'accès

➤ **Les bâtiments et équipements techniques - SUPERSTRUCTURES :**

Les bâtiments et équipements techniques comprennent :

- Une tour de contrôle (PCC)
- Une centrale pneumatique et son bâtiment
- Un hangar à sable
- Vidéo pour la supervision de l'exploitation du train

i) Tour de contrôle :

- o Plancher à environ +3.5 m par rapport au niveau de la voirie.
- o Vestiaires hommes pour 8 à 10 personnes et vestiaires femmes, nombre non définis (casiers format colonne 1,8m x 0.3m).
- o Sanitaires H/F
- o Douche homme et 1 douche femme
- o Visibilité sur l'ensemble du train
- o Accessible grâce à un escalier
- o Prises électriques 220 V (20) et RJ45 (8) seront équitablement réparties sur l'ensemble des murs.
- o Bâtiment climatisé (climatisation réversible), avec thermostat réglable.

Bâtiment raccordé aux réseaux : AEP, EU, EP, CFo CFa (Raccordé au bâtiment de Cherbourg Port par la pompe de relevage posée par Cherbourg Port.)

ii) Local magasin.

- Positionné au RdC du PCC
- Dimensions nécessaires (environ 7 x 3 m) afin d'y ranger des pièces de rechanges et du petit matériel.
- Dalle béton finition talochée fine
- Bâtiment isolé de façon à être hors gel.
- Porte d'accès piétonne sera prévue avec un canon sur l'organigramme de l'exploitant portuaire
- Eclairage intérieur de travail.
- Deux prises électriques en 220 V

- Robinet d'eau devra être présent en façade

Bâtiment raccordé aux réseaux: AEP, EP, CFo

iii) Local contenant la centrale pneumatique

- Dimensions nécessaires (environ 5x5m) afin d'y positionner la centrale pneumatique en laissant une circulation suffisante en périphérie pour en effectuer la maintenance.
- Dalle béton aura une finition talochée fine.
- Bâtiment isolé de façon à être hors gel.
- Porte d'accès piétonne avec un canon sur l'organigramme de l'exploitant portuaire.
- Eclairage intérieur de travail.
- Prise électrique en 220 V

Bâtiment raccordé aux réseaux : EP, CFo

La centrale pneumatique présentera les caractéristiques suivantes afin de répondre au besoin de transbordement :

- Pression utile à chaque fonction est de 6 0/+1 bars
- En cadence normal 1 cycle de chargement/déchargement toutes les 2 heures, 24h/24 ; 365j/an
- En cadence maximale, les Systèmes au Sol sont amenés à supporter 2 cycles chargement/déchargement toutes les 3 heures ; 24h/24 ; 365j/an.
- L'installation pneumatique doit pouvoir fonctionner en continu.

Ce local sera positionné à proximité immédiate du bâtiment tour de contrôle.

iv) Hangar à sable

- dimensions de 6mx3m environ.
- capacité de stockage de 5 palettes 1x1.2m
- dalle béton aura une finition talochée fine.
- isolation de façon à être hors gel
- porte permettant le passage d'un chariot élévateur.
- éclairage intérieur de travail et un spot extérieur éclairera la place entre le bâtiment et le tiroir D.
- Un robinet AEP au droit de la porte, à l'extérieur.
- Une prise électrique positionnée non loin de la porte d'accès permettra le branchement d'outillage, notamment d'un système de remplissage manuel de sable.

Bâtiment raccordé aux réseaux AEP, Electricité, EP.

v) Zone d'avitaillement carburant

Cette zone comprend :

- une zone de dépotage/avitaillement, équipée d'un dispositif de collecte de récupération et de traitement de gasoil
- Une cuve d'une contenance de 18 000 L enterrée
- un poste de distribution

vi) Contrôle état remorques chargement/déchargement train

- Portique entrée /sortie train support de caméra (Rond Point Minerve)
- Portique gabarit (Sortie terminal)
- Caméras vérification chargement train
- caméras sécurité « absence d'Homme dans la fosse »
- Un onduleur
- Logiciel d'enregistrement des remorques

➤ **Eclairage**

La plateforme ferroutage et de la zone de dispatch intermodal export de l'éclairage minimum suivant :

- Zones de transbordement : 50 Lux moyen
- Zone de RAT (voie B) : 40 Lux moyen
- Voies routières : 30 lux moyen

➤ **Accès/sortie terrestres du terminal ferroutage**

A- Accès à la zone de ferroutage

L'accès Poids-Lourds sera possible depuis :

- Toutes les passerelle ferries,
- Le Réseau ferré national
- Le rond-point des Mielles par la route.

La zone de contrôle de la plateforme de ferroutage avant embarquement sur le train sera accessible depuis les passerelles ferries et le rond-point des Mielles. Elle disposera des moyens de pesée, de contrôle des gabarits.

B - Sortie de la plateforme de ferroutage

La sortie de la zone de plateforme ferroutage pourra se faire de deux manières distinctes pour les véhicules :

- Sortie routière vers le rondpoint des Mielles,
- Sortie portuaire via la zone de contrôle de la plateforme avec une entrée contrôlée en ZAR pour embarquement sur les ferries.

C- Transfert et stationnement des remorques

Le terminal ferroutage disposera de la capacité:

- d'emmener la remorque depuis le train en zone de pré-embarquement ferry, et inversement depuis le ferry sur un emplacement en pré-embarquement train via le contrôle gabarit
- D'utiliser le parking mutualisé de 160 places environ contigu au terminal ferroutage, ainsi que d'autres espaces du terminal ferry, afin de stationner les remorques en attente d'embarquement train ou ferry

D – Clôtures

- Clôture train 3 m de haut, maille 8x6cm
- Clôture terminal affectée au ferroutage 4m extérieur
- Vidéo surveillance + sûreté
Éclairage sûreté

➤ Stock pièces

- Aiguille : Ferrures d'aiguille permettant le remplacement à partir du stock
- Chariot Lohr
- Consommables nécessaires pour maintenance des installations

III.3.3 Modalités d'exploitation du terminal multimodal :

Le délégataire sera contractuellement engagé avec l'exploitant, Brittany ferries, dans les conditions suivantes :

1. **Une convention de garanties réciproques et d'occupation intermittente privative du terminal multimodal.** Elle consistera à définir les conditions d'occupation du terminal multimodal par l'exploitant, en contrepartie d'une redevance versée au délégataire. Cette convention sera tripartite :

- BAI Rail ;
- Ports de Normandie ;
- Cherbourg Port.

2. **Une convention de service, dont l'objet est de définir la prestation de service de Cherbourg port en contrepartie d'un tarif. Cette convention sera bipartite :**

- BAI Rail
- Cherbourg Port

L'exploitation de l'équipement respectera le chapitre IV du contrat de Délégation de Service Public.

L'exploitant produira un règlement d'exploitation du terminal (annexe 26) qui s'appuiera notamment sur la Consigne Locale d'Exploitation produite par Ports de Normandie (cf. annexe 25), et le règlement marchandises dangereuses du port.

III.3.4 Modalités d'entretien du terminal multimodal :

Le Délégataire est tenu d'exécuter les travaux d'entretien-maintenance, de réparation et de renouvellement dans les conditions fixées à l'article IV.5 du contrat de Délégation de Service Public.

III.3.5 Dispositions financières :

Selon les termes de la convention de garanties réciproques et d'occupation intermittente privative du terminal multimodal, l'exploitant verse au délégataire, à compter du 1^{er} janvier 2025, une redevance en contrepartie de l'occupation privative du terminal.

Une partie de cette redevance sera reversée à l'autorité délégante dans les conditions de l'article V.3.1.

Article 2 :

L'article V.3.1 – « *Montant de la redevance domaniale* » est modifié comme suit :

En contrepartie de la mise à disposition des biens qui lui sont remis par le Délégant, le Délégataire versera annuellement au Délégant pour une période comprise entre le 1^{er} janvier et le 31 décembre, une redevance pour occupation du domaine public (« R »), déterminée par application de la formule suivante :

○ $R = R1 + R2 + R3 + R4 + R5$ (pour l'année 2022) + R6.

Où

- Part fixe R1 = 50 000€ HT indexés à l'Indice des Loyers Commerciaux (ILC) avec une base 100 au 1^{er} janvier 2022.
- Part fixe R2 =
 - ⇒ 1/10 du montant du droit d'entrée ;
 - ⇒ Charge d'amortissement la passerelle croisières déduction faite des subventions ayant participé à son financement.
- Part fixe R3 = montant figurant en annexe 16
- Part variable R4 : la part variable de la redevance R4 servira notamment à financer pour tout ou partie les obligations de service public du remorquage liées au port de Cherbourg et payées par Ports de Normandie. La décision de l'appeler ainsi que son montant seront pris en Comité Syndical de Ports de Normandie après avis du Conseil d'Administration de la SPL.
- Part variable R5 : la part fixe de la redevance R5, correspond à la contrepartie des biens de retour, réalisés en 2021 par le délégataire SPEC, mis à disposition de la SPL Cherbourg Port au 01/01/2022. Le montant de R5 est établi à 325 113.81 €. A titre dérogatoire à l'article 5.3.2, le montant de R5 sera versé en totalité sur l'exercice 2022.
- **Part variable R6 : la part fixe de la redevance R6 correspond à la contrepartie du bien de retour terminal multimodal réalisé et financé par Ports de Normandie mis à disposition de la SPL Cherbourg Port à compter du 01/01/2025. Le montant R6 est établi à 62% de la redevance perçue par la SPL Cherbourg Port dans le cadre de la convention de garanties réciproques et**

La redevance domaniale est assujettie à la TVA.

Article 2 :

L'article V.3 2 – « *Modalités de paiement de la redevance domaniale* » est modifié comme suit :

« La part fixe de redevance (R1, R2 et R3) se rapportant à l'année n est versée avant le 30 novembre de l'année n après réception d'un titre de recettes.

Pour le versement de la part variable (R4), le Délégué transmettra les éléments justifiant son calcul au travers du compte rendu financier annuel portant sur l'exercice précédent. La redevance due au titre d'une année N sera versée au Délégué au plus tard un mois après le dépôt du rapport annuel et en toute hypothèse avant le 30 juin de l'année N+1.

Pour le versement de la part variable (R6), le Délégué transmettra les éléments justifiant son calcul au travers du compte rendu financier annuel portant sur l'exercice précédent. La redevance due au titre d'une année N sera versée au Délégué au plus tard un mois après le dépôt du rapport annuel et en toute hypothèse avant le 30 juin de l'année N +1. La redevance due pour le dernier exercice sera intégrée dans le bilan de clôture de la délégation de service public.

Le Délégué émettra un titre de recettes pour son recouvrement.

Article 3 :

Les annexes au contrat de Délégation de Service Public sont désormais établies comme suit :

- Annexe 1 A : Ouvrages réalisés et mis à disposition par le Délégué
- Annexe 1 B : Superstructures mises à disposition du Délégué
- Annexe 2 : Plan stratégique
- Annexe 3 : Plan du périmètre concédé
- Annexe 4 : Plan du terminal multimodal**
- Annexe 5 : Activités complémentaires et prestations accessoires
- Annexe 6 : Programme d'assurance
- Annexe 7 : Ouvrages réalisés par le Délégué
- Annexe 8 : Plan Pluriannuel d'Investissements - *superstructures*
- Annexe 9 : Arrêtés préfectoraux
- Annexe 10 : Plan d'affaires (*à fournir par le candidat*)
- Annexe 11 A : Liste des biens de retour et montant de la VNC au 31/12/2021
- Annexe 11 B : Liste des biens acquis en cours de délégation
- Annexe 12 : Modèles d'autorisation d'occupation temporaire du domaine public constitutives ou non de droits réels
- Annexe 13 : Grille tarifaire droits de port, tarifs et conditions d'usage des outillages public, et d'occupation du domaine
- Annexe 14 : Indicateurs de suivi
- Annexe 15 : Montant de la redevance – R2
- Annexe 16 : Montant de la redevance – R3 ; **R6**
- Annexe 17 : Logo et charte graphique de Cherbourg Port

| | | |
|------------------|---|---|
| Annexe 18 : | Schéma Directeur d'Aménagement et de Développement Durable de Ports de Normandie | Accusé de réception en préfecture 014/200006096-20241217_24_236-DE Date de télétransmission : 21/12/2024 Date de réception préfecture : 21/12/2024 |
| Annexe 19 : | Convention de transfert du port de Cherbourg | |
| Annexe 20 : | Salariés du délégataire | |
| Annexe 21 : | Arrêtés réglementant le lamanage | |
| Annexe 22 : | Reliquats subventions Brexit 1 et 2 | |
| Annexe 23 : | Convention Gare Maritime Transatlantique | |
| Annexe 24 : | Convention de superposition d'affectation quai de France | |
| Annexe 25 | Consigne Locale d'Exploitation | |
| Annexe 26 | Règlement d'exploitation du terminal | |
| Annexe 27 | Convention de raccordement de Installations Terminales Embranchées (ITE) sur le Réseau Ferré National (RFN) | |

Article 4 :

Les autres dispositions du contrat de Délégation de Service Public restent inchangées.

Saint Contest, le 17 décembre 2024,

Pour Ports de Normandie

Pour la SPL Cherbourg Port

Pour le Président du Syndicat Mixte
Et par délégation
Le Directeur Général

Le Directeur Général de la SPL Cherbourg
Port

Philippe DEISS

N° : 24-227

Accusé de réception en préfecture
014-200006096-20241217-24-227-DE
Date de télétransmission : 21/12/2024
Date de réception préfecture : 21/12/2024

DELIBERATION
DU COMITE SYNDICAL DU SYNDICAT MIXTE REGIONAL
DES PORTS DE CAEN-OUISTREHAM
CHERBOURG ET DIEPPE

CHERBOURG – VOILERIE CHERBOURGEOISE

Réunion du Mardi 17 décembre 2024

LE COMITE SYNDICAL DU SYNDICAT MIXTE REGIONAL DES PORTS DE CAEN-OUISTREHAM, CHERBOURG ET DIEPPE EST REUNI
LE MARDI 17 DECEMBRE 2024 A 10H AU SIEGE DE PORTS DE NORMANDIE 3 RUE RENE CASSIN 14280 SAINT-CONTEST
SOUS LA PRESIDENCE DE MONSIEUR JEAN MORIN.

SONT PRESENTS : Jean-François BLOC ; Philippe CHAPRON ; Michel FRICOUT ; Sophia HABIBI-NOORI ;
Quentin LAGALLARDE ; Gilles LELONG ; Marc MILLET ; Jean MORIN ; Valérie NOUVEL ; Bastien RECHER ;
Pierre VOGT ; Ludwig WILLAUME.

Monsieur Gilles LELONG ne prend pas part au vote (*les deux délégués titulaires représentant le Département de la Manche sont présents*).

Monsieur Nicolas JOYAU a donné pouvoir à Monsieur MARC MILLET.

Monsieur Alain BAZILLE a donné pouvoir à Monsieur Michel FRICOUT.

VOTANTS:13 POUR:13 CONTRE:0 ABSTENTION:0

VU le Code général des collectivités territoriales ;

VU l'article L2122-1-2 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques ;

VU le contrat de Délégation de Service Public passé avec la ville de Cherbourg-en-Cotentin pour la gestion du port de plaisance depuis le 1^{er} janvier 2024 et notamment son article 12 ;

VU la délibération n°22-183 du 25 novembre 2022 autorisant le transfert de la COT à la Voilerie Cherbourgeoise ;

VU le rapport de Monsieur le Président du Syndicat Mixte ;

CONSIDERANT que l'occupant actuel souhaite cesser son activité et céder le bâtiment à ses salariés constitués en SCOP ;

LE COMITE SYNDICAL DECIDE A L'UNANIMITE :

- d'autoriser le transfert de la COT à la SCOP sous réserve du respect des dispositions du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques ;

La présente délibération est susceptible de faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de CAEN, dans le délai de deux mois à compter de la date à laquelle elle est exécutoire. Ce recours contentieux peut être précédé, dans ce délai, d'un recours gracieux auprès du Président de Ports de Normandie. Cette procédure prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivants la réponse au recours gracieux. Le Tribunal Administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Accusé de réception en préfecture
014-200006096-20241217-24-227-DE
Date de télétransmission : 21/12/2024
Date de réception préfecture : 21/12/2024

- d'autoriser le Président à contresigner les documents correspondants en vertu de l'article 12.1 du contrat de DSP.

Publié sur le site Internet :
20 décembre 2024

Le Vice-Président du Syndicat Mixte



Jean MORIN

La présente délibération est susceptible de faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de CAEN, dans le délai de deux mois à compter de la date à laquelle elle est exécutoire. Ce recours contentieux peut être précédé, dans ce délai, d'un recours gracieux auprès du Président de Ports de Normandie. Cette procédure prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivants la réponse au recours gracieux. Le Tribunal Administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

N° : 24-228

Accusé de réception en préfecture
014-200006096-20241217-24-228-DE
Date de télétransmission : 21/12/2024
Date de réception préfecture : 21/12/2024

DELIBERATION
DU COMITE SYNDICAL DU SYNDICAT MIXTE REGIONAL
DES PORTS DE CAEN-OUISTREHAM
CHERBOURG ET DIEPPE

CAEN-OUISTREHAM – DSP PLAISANCE – PROTOCOLE DE SORTIE

Réunion du Mardi 17 décembre 2024

LE COMITE SYNDICAL DU SYNDICAT MIXTE REGIONAL DES PORTS DE CAEN-OUISTREHAM, CHERBOURG ET DIEPPE EST REUNI
LE MARDI 17 DECEMBRE 2024 A 10H AU SIEGE DE PORTS DE NORMANDIE 3 RUE RENE CASSIN 14280 SAINT-CONTEST
SOUS LA PRESIDENCE DE MONSIEUR JEAN MORIN.

SONT PRESENTS : Jean-François BLOC ; Philippe CHAPRON ; Michel FRICOUT ; Sophia HABIBI-NOORI ;
Quentin LAGALLARDE ; Gilles LELONG ; Marc MILLET ; Jean MORIN ; Valérie NOUVEL ; Bastien RECHER ;
Pierre VOGT ; Ludwig WILLAUME.

Monsieur Gilles LELONG ne prend pas part au vote (*les deux délégués titulaires représentant le Département de la Manche sont présents*).

Monsieur Nicolas JOYAU a donné pouvoir à Monsieur MARC MILLET.
Monsieur Alain BAZILLE a donné pouvoir à Monsieur Michel FRICOUT.

VOTANTS:13 POUR:13 CONTRE:0 ABSTENTION:0

VU le Code général des collectivités territoriales ;

VU la délibération n°23-196 du 16 novembre 2023 autorisant le Président à mettre au point le protocole de clôture de la DSP plaisance à intervenir avec la CCI Caen-Normandie ;

VU le rapport de Monsieur le Président du Syndicat Mixte ;

CONSIDERANT que la Délégation de Service Public des ports de plaisance de Caen et Ouistreham s'est achevée au 31 décembre 2023,

LE COMITE SYNDICAL DECIDE A L'UNANIMITE :

- d'autoriser le Président à signer le protocole de clôture de sortie de la DSP plaisance de Ouistreham à intervenir avec la CCI Caen-Normandie ;
- de valider le schéma comptable suivant :

La présente délibération est susceptible de faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de CAEN, dans le délai de deux mois à compter de la date à laquelle elle est exécutoire. Ce recours contentieux peut être précédé, dans ce délai, d'un recours gracieux auprès du Président de Ports de Normandie. Cette procédure prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivants la réponse au recours gracieux. Le Tribunal Administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Accusé de réception en préfecture
014-200006096-20241217-24-228-DE
Date de télétransmission : 21/12/2024
Date de réception préfecture : 21/12/2024

| | Section | Typologie | Imputation | Tiers | Montant en € HT* | Observations |
|---------------------------------------|---------------------|---------------------------------|-------------|------------------------------|------------------|--|
| DSP plaisance – 01/01/1974-31/12/2023 | Fonctionnement 2025 | Dépense pour Ports de Normandie | 65888.854 | CCI Caen-Normandie | 1 216 153,65 € | Protocole de sortie |
| DSP plaisance - 01/01/2024-31/12/2033 | Fonctionnement 2025 | Recette pour Ports de Normandie | 7032242.854 | SPL Nautisme Caen-Ouistreham | 1 216 153,65 € | Droit d'entrée -cf. article 55 du contrat de DSP |

*Ces montants seront assujettis à la TVA.

- d'autoriser le Président à signer les pièces nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Publié sur le site Internet :
20 décembre 2024

Le Vice-Président du Syndicat Mixte



Jean MORIN

La présente délibération est susceptible de faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de CAEN, dans le délai de deux mois à compter de la date à laquelle elle est exécutoire. Ce recours contentieux peut être précédé, dans ce délai, d'un recours gracieux auprès du Président de Ports de Normandie. Cette procédure prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivants la réponse au recours gracieux. Le Tribunal Administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Accusé de réception en préfecture
014-200006096-20241217-24-228-DE
Date de télétransmission : 21/12/2024
Date de réception préfecture : 21/12/2024

**CONCESSION DE L'ETABLISSEMENT ET DE L'EXPLOITATION D'UN PORT DE PLAISANCE A
CAEN-OUISTREHAM**

PROTOCOLE D'ACCORD

ENTRE :

LE SYNDICAT MIXTE REGIONAL DES PORTS DE CAEN-OUISTREHAM, CHERBOURG ET DIEPPE, dénommé « Ports de Normandie », dont le siège est situé au 3, rue René Cassin, 14 280 Saint-Contest, représenté par son Président en exercice, Monsieur Hervé MORIN, en vertu d'une délibération n°23-196 du 16 novembre 2023,

ci-après désigné le « **Concédant** » ;

ET :

LA CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE CAEN NORMANDIE, représentée par son Président en exercice, Monsieur Manuel LE ROUX,

ci-après désignée le « **Concessionnaire** ».

Le Concédant et le Concessionnaire sont ci-après désignés ensemble les « **Parties** » ou individuellement une « **Partie** ».

PREAMBULE

Par arrêté préfectoral du 25 mai 1973, l'Etat a accordé à la Chambre de Commerce et d'Industrie de Caen la concession de l'établissement et de l'exploitation d'un port de plaisance à Ouistreham. Cet arrêté comprend en annexe le cahier des charges de la concession signé le même jour par l'Etat et la ville de Cherbourg (la « **Concession** »).

Au cours de l'exécution de la Concession, le syndicat mixte régional Ports Normands Associés, devenu Ports de Normandie, a succédé à l'Etat en qualité de Concédant.

La Concession a par ailleurs fait l'objet de six avenants. La Concession a été signée pour une durée de 50 ans à compter du 1^{er} janvier 1974 et est arrivée à son terme le 31 décembre 2023 (la « **Date d'Expiration** »).

Dans ce contexte, les Parties se sont rapprochées pour préciser les conditions financières dans lesquelles l'expiration de la Concession intervient.

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

1. REPRISE DES INSTALLATIONS ET APPAREILS EN FIN DE CONCESSION

- 1.1 Il est rappelé que l'article 45 de la Concession stipule : « A l'expiration du délai fixé à l'article précédent et par le seul fait de cette expiration, l'autorité concédante se trouve subrogée à tous les droits du concessionnaire.

Il entrera immédiatement en possession des installations, des appareils, de leurs accessoires, de toutes leurs dépendances immobilières, des objets mobiliers et approvisionnements nécessaires à l'exploitation du service ou au fonctionnement des installations et appareils, enfin, du fonds de réserve ; il percevra, à dater du même jour, tous les produits de la concession.

Le concessionnaire sera tenu de remettre à l'autorité concédante, en état normal d'entretien, tous les biens qui font partie intégrante du contrat de concession tels que figurent en annexe au présent avenant. Les installations, financées par le concessionnaire en cours de contrat et validées par l'autorité concédante, seront remises à l'autorité concédante moyennant le versement par celle-ci d'une indemnité correspondant à la valeur non amortie desdites installations, minorée, le cas échéant, des subventions correspondantes. Six mois avant l'expiration du contrat, les parties arrêtent le montant définitif de cette indemnité et les modalités de paiement. »

- 1.2 A la date de signature du présent protocole, le concessionnaire n'a pas fait part de son souhait de voir des objets mobiliers devoir être repris par l'autorité concédante. En revanche, des stocks de carburant ont été repris par la SPL Nautisme Caen Ouistreham, nouveau délégataire du port de plaisance de Caen-Ouistreham.
- 1.3 A la date de signature du présent avenant, le montant des stocks de carburant au 31 décembre 2023 s'élève à 19 042,04 euros.

2. INDEMNISATION DE LA VALEUR NETTE COMPTABLE DES BIENS DE RETOUR

- 2.1 Les Parties conviennent que :

- (a) la Concession ne contient aucun bien de reprise ni aucun bien propre et que tous les biens affectés à l'exécution de la Concession sont donc des biens de retour (les « **Biens de Retour** »).
- (b) jusqu'au 31 décembre 2023, le Concessionnaire a engagé des investissements portant sur les Biens de Retour qui ne seront pas complètement amortis à la Date d'Expiration. Ces investissements sont listés à l'annexe 1 ;

- 2.2 Il est par ailleurs rappelé que l'article 45 de la Concession stipule que « *Les installations, financées par le concessionnaire en cours de contrat et validées par l'autorité concédante, seront remises à l'autorité concédante moyennant le versement par celle-ci d'une indemnité correspondant à la valeur non amortie desdites installations, minorée, le cas échéant, des subventions correspondantes. Six mois avant l'expiration du contrat, les parties arrêtent le montant définitif de cette indemnité et les modalités de paiement. »*

A la date de signature du présent avenant, les emprunts contractés par le Concessionnaire représentent 676 637,95 euros en capital restant dû au 31 décembre 2023.

Les emprunts ont été contractés auprès de deux banques : Le Crédit Lyonnais et la Caisse d'Epargne :

- La SPL Nautisme Caen Ouistreham, nouveau délégataire du port de plaisance de Caen-Ouistreham a récupéré les emprunts contractés par la CCI Caen Ouistreham auprès de la Caisse d'Epargne, pour un capital restant dû au 31 décembre 2023 de 489 732,26 euros.
- Les emprunts contractés auprès du Crédit Lyonnais n'étant pas transférable, le capital restant dû par la CCI Caen Ouistreham au 31 décembre 2023 est de 186 905,69 euros. Cet emprunt continuera d'être remboursé par le concessionnaire.

2.3 Le Concédant s'engage à verser au Concessionnaire une indemnité égale à (A) - (B) (l'« **Indemnité VNC** »), où :

- (A) est égal au montant de la valeur nette comptable, à la Date d'Expiration, des investissements listés à l'annexe 1, nette des éventuelles subventions y afférentes restant à amortir. La valeur nette comptable, à la Date d'Expiration, s'élève à 2 109 532,04 euros pour le port de plaisance de Ouistreham, et à 2 762,50 euros pour le port de plaisance de Caen, tandis que les subventions non amorties s'élèvent à 397 926,49 euros. Le terme (A) est égal à 1 714 368,05 euros ;
- (B) est égal au montant du capital restant dû à la Date d'Expiration au titre des emprunts listés à l'annexe 2 et repris par le futur concessionnaire. Il représente les emprunts ayant été directement transférés à la SPL Nautisme Caen Ouistreham. Le terme (B) est égal à 498 214,40 euros.

Ainsi, le montant de l'Indemnité VNC est égal à **1 216 153,65 euros**.

3. TRANSFERT DES BIENS

Il est rappelé que l'article 45 de la Concession stipule « *Le concessionnaire sera tenu de remettre à l'autorité concédante, en état normal d'entretien, tous les biens qui font partie intégrante du contrat de concession tels que figurent en annexe au présent avenant.* ».

Le Concessionnaire et le Concédant travailleront ensemble pour procéder à un inventaire et état des lieux de sortie.

4. PROVISIONS POUR RISQUES SOCIAUX

Au plus tard le 31 décembre 2024, le Concessionnaire verse au Concédant ou à tout autre successeur du Concessionnaire les provisions pour risques sociaux constituées par le Concessionnaire au 31 décembre 2023 au titre des salariés effectivement transférés au Concédant ou à son successeur. Ces provisions pour risques sociaux concernent les indemnités de départ en retraite et les médailles du travail. Elles sont évaluées à 0 euros au 31 décembre 2023.

Accusé de réception en préfecture
014-200006096-20241217-24-228-DE
Date de télétransmission : 21/12/2024
Date de réception préfecture : 21/12/2024

5. PORTEE DU PROTOCOLE

Sans préjudice des éventuelles ultimes formalités à accomplir lors de la survenance du terme de la Concession, le présent protocole constitue une transaction au sens de l'article 2044 du code civil pour ce qui concerne (i) les sujets directement ou indirectement mentionnés aux articles 1 à 4 et (ii) tous autres litiges nés ou à naître du fait de l'exécution de la Concession jusqu'à la date de signature du présent protocole.

6. LISTE DES ANNEXES

1. Liste des investissements réalisés au 31 décembre 2023 non amortis à la Date d'Expiration

Fait à Saint-Contest, le 20/11/2024, en deux exemplaires originaux.

Pour le Concessionnaire,

Pour le Concédant,

Pour le Président du Syndicat Mixte
Et par délégation
Le Directeur Général

Philippe DEISS

Nom :

Fonction :

Nom : Philippe DEISS

Fonction : Directeur Général

Accusé de réception en préfecture
014-200006096-20241217-24-228-DE
Date de télétransmission : 21/12/2024
Date de réception préfecture : 21/12/2024

**ANNEXE 1. LISTE DES INVESTISSEMENTS REALISES AU 31 DECEMBRE 2023 NON AMORTIS A
LA DATE D'EXPIRATION**

| Objet de l'investissement | Montant non amorti à la Date d'Expiration |
|---|--|
| VNC des immobilisations au 31/12/2023 pour le port de plaisance de Ouistreham | 2 109 532,04 € |
| Subventions nettes au 31/12/2023 pour le port de plaisance de Ouistreham | 397 926,49 € |
| VNC des immobilisations au 31/12/2023 pour le port de plaisance de Caen bassin Saint-Pierre | 2 762,50 € |

Total des immobilisations au 31/12/2023 = 1 714 368,05 €

Port de Plaisance Ouistreham + Caen

IMMOBILISATIONS AU 31/12/2023

Accusé de réception en préfecture

3014229600609020241217-24-228-DE

Date de télétransmission : 21/12/2024

320 - Port Plaisance Ouistreham

| Immatr | Désignation | Code de | Code de | Code de | Mise en | Montant d'acq HT | VNC Fin |
|-------------|--|-----------|-----------|-----------|------------|---------------------|-------------------|
| | | reception | reception | reception | service | | |
| 20100101900 | 2 MAJ Windows Server CAL 2008 | 320 | 205100 | 0010 | 18/01/2010 | 40,96 | 0,00 |
| 20121103000 | Logiciel ALIZEE 700 | 320 | 205100 | 0010 | 29/11/2012 | 7 832,00 | 0,00 |
| 20130603700 | Lic.Filtrage USG200 (Bornes Wifi) | 320 | 205100 | 0010 | 05/06/2013 | 226,30 | 0,00 |
| 20181101200 | Log.ALIZEE module hébergement portail | 320 | 205100 | 0010 | 06/11/2018 | 1 000,00 | 0,00 |
| 20191003800 | Log.Thinprint RDP Engine 32/64 (Impressions Alizée | 320 | 205100 | 0010 | 30/10/2019 | 368,66 | 0,00 |
| 20210705100 | Appli mobile Port Plaisance Ouistreham | 320 | 205100 | 0010 | 30/07/2021 | 5 950,00 | 0,00 |
| | Total 205100 | | | | | 15 417,92 | 0,00 |
| 20191206100 | FDS Concours panneaux messages variables écluse | 320 | 208000 | 0010 | 16/12/2019 | 20 000,00 | 14 607,43 |
| | Total 208000 | | | | | 20 000,00 | 14 607,43 |
| 20020701300 | Agrandissement espace commerçants (clôture,portill | 320 | 225200 | 0010 | 31/07/2002 | 3 301,14 | 0,00 |
| 20060401700 | Clôture rigide blanche+portail pivotant stat°carbu | 320 | 225200 | 0010 | 20/04/2006 | 1 992,25 | 0,00 |
| 20070500700 | Enrobé devant hangar matériel roulant & d'entretie | 320 | 225200 | 0010 | 30/05/2007 | 2 360,00 | 0,00 |
| 20101000500 | Nouveau compteur pour alimentation des pontons | 320 | 225200 | 0010 | 01/12/2010 | 13 990,30 | 0,00 |
| 20110402600 | Bornes électriques pontons EFGH (Remplac.) | 320 | 225200 | 0010 | 01/04/2011 | 70 051,62 | 0,00 |
| 20120301600 | Bornes électriques pontons UKL (Remplac.) | 320 | 225200 | 0010 | 01/03/2012 | 62 624,00 | 0,00 |
| 20130500700 | VRD Aménagement d'un parking remorque | 320 | 225200 | 0010 | 17/05/2013 | 21 627,52 | 0,00 |
| 20130804700 | Aménag.Aires de stationnement (portiques, chaine.. | 320 | 225200 | 0010 | 22/08/2013 | 27 402,51 | 0,00 |
| 20140402700 | Bornes électriques pontons B dit visiteurs | 320 | 225200 | 0010 | 25/04/2014 | 30 387,34 | 962,31 |
| 20140402800 | Bornes électriques pontons D dit visiteurs | 320 | 225200 | 0010 | 25/04/2014 | 27 431,35 | 868,71 |
| 20140604300 | Station de relevage CA230 & citerne 8.000l | 320 | 225200 | 0010 | 30/06/2014 | 8 230,00 | 409,22 |
| 20150302000 | Fosse septique sanitaires Nord (remplac.) | 320 | 225200 | 0010 | 31/03/2015 | 17 059,41 | 2 127,70 |
| 20150302100 | Fosse septique sanitaires bureaux (remplac.) | 320 | 225200 | 0010 | 31/03/2015 | 16 219,40 | 2 022,92 |
| 20160102400 | Bornes électriques (ajout) pontons B dit visiteurs | 320 | 225200 | 0010 | 19/01/2016 | 9 513,00 | 1 947,53 |
| 20160102500 | Dalle béton aire de collecte de déchets | 320 | 225200 | 0010 | 31/01/2016 | 2 250,60 | 468,25 |
| 20160202900 | Clôture aire de collecte de déchets | 320 | 225200 | 0010 | 23/02/2016 | 1 296,00 | 278,28 |
| 20160402200 | Bornes électriques pontons MNP (Remplac.) | 320 | 225200 | 0010 | 29/04/2016 | 43 239,00 | 10 065,08 |
| 20160402300 | VRD alim.électriques remplac.pontons M-N-P | 320 | 225200 | 0010 | 29/04/2016 | 14 669,91 | 3 414,84 |
| 20160503800 | VRD - Création voirie périphérie sanitaires sud | 320 | 225200 | 0010 | 27/05/2016 | 10 773,71 | 2 588,69 |
| 20161103800 | 40 Appareils éclairage public à LED contour bassin | 320 | 225200 | 0010 | 14/11/2016 | 19 800,00 | 5 681,50 |
| 20170304400 | VRD et réseau EU Le Maresquier | 320 | 225200 | 0010 | 24/03/2017 | 14 462,67 | 4 668,27 |
| 20170603400 | Borne électrique ponton A | 320 | 225200 | 0010 | 12/06/2017 | 28 892,00 | 9 959,72 |
| 20180303500 | VRD Zone commerciale abord Marine 2000 | 320 | 225200 | 0010 | 30/06/2018 | 47 643,35 | 21 426,30 |
| 20180303600 | Bornes électriques pontons V-W-X-Y | 320 | 225200 | 0010 | 30/03/2018 | 4 000,00 | 1 697,78 |
| 20180602500 | Portail 5m métalliq pivotant 2 vantaux Marine 2000 | 320 | 225200 | 0010 | 27/06/2018 | 3 040,00 | 1 364,63 |
| 20180904600 | VRD Caniveaux à grille Marine 2000 (création) | 320 | 225200 | 0010 | 30/09/2018 | 4 230,77 | 2 008,48 |
| 20181003800 | Panneaux =>signalitique Port de Plaisance | 320 | 225200 | 0010 | 16/10/2018 | 10 267,00 | 4 916,76 |
| 20190403900 | Cheminement piétonnier nord (création) | 320 | 225200 | 0010 | 30/04/2019 | 39 227,50 | 20 910,44 |
| 20190404000 | Portail autoportant 6x2m gris Normandie Plaisance | 320 | 225200 | 0010 | 19/04/2019 | 6 490,96 | 3 440,24 |
| 20190404100 | Portail pivotant & clôture local à déchets | 320 | 225200 | 0010 | 19/04/2019 | 5 476,80 | 2 902,71 |
| 20190404600 | Bornes électriques pontons O-Q-U | 320 | 225200 | 0010 | 12/04/2019 | 24 176,72 | 12 766,66 |
| 20190404700 | Eclairages public cheminement piétonnier nord | 320 | 225200 | 0010 | 30/04/2019 | 22 957,00 | 12 237,36 |
| 20200302700 | Création tête de ligne station carburant | 320 | 225200 | 0010 | 30/03/2020 | 1 422,58 | 888,35 |
| 20200501600 | Bornes électriques (déplac.) pontons I-H | 320 | 225200 | 0010 | 20/07/2020 | 2 699,04 | 1 767,89 |
| 20200601600 | Sol station carburant (Réfect° & marquage) | 320 | 225200 | 0010 | 10/06/2020 | 4 998,00 | 3 219,55 |
| 20201100500 | Eclairages public passe d'accès entre canal & bass | 320 | 225200 | 0010 | 16/11/2020 | 18 749,50 | 12 890,29 |
| 20210202600 | Aménagement accotement nord (terrassem.&cailloux) | 320 | 225200 | 0010 | 24/02/2021 | 14 056,80 | 10 054,52 |
| 20210202700 | Raccordement EU sanitaires sud | 320 | 225200 | 0010 | 25/02/2021 | 5 934,00 | 4 246,11 |
| 20230400900 | Clôture périmétrique bassin | 320 | 225200 | 0010 | 30/06/2023 | 79 816,15 | 75 803,18 |
| 20230500600 | Création réseau eaux usées | 320 | 225200 | 0010 | 15/05/2023 | 410 880,64 | 397 926,49 |
| 20230901700 | Accès de cale de mise à l'eau | 320 | 225200 | 0010 | 20/09/2023 | 78 380,00 | 76 181,01 |
| | Total 225200 | | | | | 1 232 020,54 | 712 111,77 |
| 19721100100 | Construction pavillon du gardien | 320 | 225300 | 0010 | 01/11/1972 | 20 360,38 | 0,00 |
| 19741000700 | Aménagement terre-pleins bassin | 320 | 225300 | 0010 | 11/10/1974 | 67 840,77 | 0,00 |
| 19751200500 | Construction du bassin | 320 | 225300 | 0010 | 01/12/1975 | 159 333,39 | 0,00 |
| 19771000100 | Bloc sanitaires fond bassin | 320 | 225300 | 0010 | 24/10/1977 | 8 553,03 | 0,00 |
| 19781000100 | Aménagement terre-plein Sud | 320 | 225300 | 0010 | 18/10/1978 | 24 859,07 | 0,00 |
| 20070500600 | Construction hangar matériel roulant & d'entretien | 320 | 225300 | 0010 | 01/05/2007 | 63 138,30 | 28 061,47 |
| 20151103600 | 2 Abris à conteneurs à déchets (blancs) | 320 | 225300 | 0010 | 03/11/2015 | 4 253,10 | 782,10 |
| 20160303600 | Extens.& Rénov.sanitaires sud - Structure | 320 | 225300 | 0010 | 14/03/2016 | 23 497,69 | 14 333,63 |
| 20160303700 | Extens.& Rénov.sanitaires sud - Charpente | 320 | 225300 | 0010 | 14/03/2016 | 13 800,50 | 6 624,27 |
| 20160303800 | Extens.& Rénov.sanitaires sud - Couverture | 320 | 225300 | 0010 | 14/03/2016 | 10 041,00 | 4 819,68 |
| 20160303900 | Extens.& Rénov.sanitaires sud - Menuiseries PVC | 320 | 225300 | 0010 | 14/03/2016 | 8 198,00 | 3 935,07 |
| 20160304000 | Extens.& Révov.sanitaires sud - Electricité | 320 | 225300 | 0010 | 14/03/2016 | 5 742,16 | 2 756,25 |
| 20160304100 | Extens.& Rénov.sanitaires sud - Plomberie ventilat | 320 | 225300 | 0010 | 14/03/2016 | 11 612,88 | 5 574,20 |
| 20180402300 | Constr Hangar & Showroom - Structure | 320 | 225300 | 0010 | 30/04/2018 | 153 365,39 | 109 890,61 |
| 20180402400 | Constr Hangar & Showroom - Charpente métallique | 320 | 225300 | 0010 | 30/04/2018 | 64 079,00 | 39 859,53 |
| 20180402500 | Constr Hangar & Showroom - Couverture Etanchéité | 320 | 225300 | 0010 | 30/04/2018 | 30 209,87 | 18 791,67 |
| 20180402600 | Constr Hangar & Showroom - Bardage | 320 | 225300 | 0010 | 30/04/2018 | 36 952,95 | 22 986,11 |
| 20180402700 | Constr Hangar & Showroom - Menuiseries extérieures | 320 | 225300 | 0010 | 30/04/2018 | 27 340,00 | 17 006,53 |
| 20180402800 | Constr Hangar & Showroom -Fermetures Industrielles | 320 | 225300 | 0010 | 30/04/2018 | 13 543,10 | 8 424,33 |
| 20180402900 | Constr Hangar & Showroom - Electricité VMC | 320 | 225300 | 0010 | 30/04/2018 | 31 086,98 | 19 337,28 |
| 20180403000 | Constr Hangar & Showroom - Plomberie | 320 | 225300 | 0010 | 30/04/2018 | 5 276,89 | 3 282,44 |
| 20190203000 | Mobil-home Trigano 1 chambre =>Normandie Plaisance | 320 | 225300 | 0010 | 09/02/2019 | 4 920,80 | 2 515,08 |
| | Total 225300 | | | | | 788 005,25 | 308 980,25 |
| 19721200100 | Alimentation électricité bassin | 320 | 225350 | 0010 | 14/12/1972 | 18 091,26 | 0,00 |
| 19730400100 | Honoraires DDE | 320 | 225350 | 0010 | 19/04/1973 | 590,03 | 0,00 |
| 19740100100 | Electricité 2ème tranche Spie | 320 | 225350 | 0010 | 24/01/1974 | 1 635,17 | 0,00 |

| Immatr | Désignation | Année | Catégorie | Code | Date de réception | Valeur d'acq HT | VNC Fin |
|-------------|---|-------|---------------------|------|-------------------|-------------------|------------------|
| 19740200100 | Electricité 2ème tranche Spie acompte 2 | 320 | 225350 | 0010 | 04/07/1978 | 4 408,20 | 0,00 |
| 19740600100 | Alimentation eau bassin | 320 | 225350 | 0010 | 04/07/1978 | 9 617,12 | 0,00 |
| 19740600200 | Electricité 3ème tranche acompte 3 | 320 | 225350 | 0010 | 04/07/1978 | 2 762,96 | 0,00 |
| 19760700400 | Electricité 3ème tranche Spie | 320 | 225350 | 0010 | 08/07/1976 | 4 338,62 | 0,00 |
| 19780700200 | Alimentation eau 3ème tranche | 320 | 225350 | 0010 | 04/07/1978 | 4 010,37 | 0,00 |
| 19780700300 | Electricité appointements 100m + appointements Comm | 320 | 225350 | 0010 | 04/07/1978 | 7 897,90 | 0,00 |
| 19780700400 | Balisage appointements + éclairage public | 320 | 225350 | 0010 | 04/07/1978 | 608,51 | 0,00 |
| 19780700500 | Me Place fourreau téléphonique | 320 | 225350 | 0010 | 04/07/1978 | 1 322,35 | 0,00 |
| 19790900100 | Honoraires DDE | 320 | 225350 | 0010 | 11/09/1979 | 187,69 | 0,00 |
| 19810700100 | Clôture | 320 | 225350 | 0010 | 01/07/1981 | 848,39 | 0,00 |
| 19830200100 | Fosse septique | 320 | 225350 | 0010 | 16/02/1983 | 11 758,68 | 0,00 |
| 19830800100 | Confection accès à la passerelle | 320 | 225350 | 0010 | 31/08/1983 | 2 212,88 | 0,00 |
| 19910500700 | 5 Candelabres | 320 | 225350 | 0010 | 01/05/1991 | 5 716,84 | 0,00 |
| 19910500800 | Parc à conteners | 320 | 225350 | 0010 | 01/05/1991 | 973,92 | 0,00 |
| 19910700800 | Panneaux d'information | 320 | 225350 | 0010 | 01/07/1991 | 7 021,95 | 0,00 |
| 19920603900 | Tube appointement Est | 320 | 225350 | 0010 | 25/06/1992 | 9 909,19 | 0,00 |
| 19920604000 | Alimentation EDF atelier | 320 | 225350 | 0010 | 25/06/1992 | 1 916,56 | 0,00 |
| 19920800600 | Clôture poste avitaillement carburant | 320 | 225350 | 0010 | 01/08/1992 | 1 372,04 | 0,00 |
| 19930200600 | Panneaux d'information du bassin | 320 | 225350 | 0010 | 28/02/1993 | 764,68 | 0,00 |
| 19930700700 | Appontement attente Est | 320 | 225350 | 0010 | 31/07/1993 | 27 172,13 | 0,00 |
| 19940900100 | Balisage 11 appontements comm | 320 | 225350 | 0010 | 21/09/1994 | 6 087,29 | 0,00 |
| 19950700700 | Passerelle Slip-Way | 320 | 225350 | 0010 | 01/07/1995 | 10 375,38 | 0,00 |
| 19970600600 | Bungalow sanitaires 97,38m² (Cognaud) | 320 | 225350 | 0010 | 30/06/1997 | 79 912,25 | 0,00 |
| 19970600700 | Travaux installation sanitaires | 320 | 225350 | 0010 | 30/06/1997 | 24 640,71 | 0,00 |
| 19970600800 | Aménagements bureau d'accueil | 320 | 225350 | 0010 | 30/06/1997 | 9 964,11 | 0,00 |
| 19970600900 | Mat fibre de verre | 320 | 225350 | 0010 | 30/06/1997 | 1 481,80 | 0,00 |
| 19970601000 | Quai de grutage | 320 | 225350 | 0010 | 19/06/1997 | 27 289,90 | 0,00 |
| 19970601100 | Honoraires bungalow sanitaires (Bernard) | 320 | 225350 | 0010 | 30/06/1997 | 7 622,45 | 0,00 |
| 19970601200 | Aménagements bungalow sanitaires | 320 | 225350 | 0010 | 30/06/1997 | 3 546,03 | 0,00 |
| 19980101100 | T.L.E. bureau d'accueil + bungalow sanitaires | 320 | 225350 | 0010 | 01/01/1998 | 1 853,93 | 0,00 |
| 19980701700 | Cale de mise à l'eau | 320 | 225350 | 0010 | 25/07/1998 | 927,35 | 0,00 |
| 19990700800 | Aménagement maison accueil plaisance (Gardien) | 320 | 225350 | 0010 | 31/07/1999 | 12 333,63 | 0,00 |
| 20020400500 | 16 Portillons sur appontements (Fab.& pose) | 320 | 225350 | 0010 | 30/04/2002 | 12 561,80 | 0,00 |
| 20021000100 | Réfection sanitaires Sud (Carrelage,cloisons,peint | 320 | 225350 | 0010 | 30/09/2002 | 4 924,34 | 0,00 |
| 20050301800 | Aire de lavage & carénage 54m² | 320 | 225350 | 0010 | 01/03/2005 | 81 083,07 | 0,00 |
| 20090704100 | Chaudière fioul Geminox TL30C bureau accueil | 320 | 225350 | 0010 | 17/07/2009 | 3 889,76 | 0,00 |
| 20100702000 | Rénovation sanitaires Nord - Plomberie | 320 | 225350 | 0010 | 01/07/2010 | 26 437,48 | 0,00 |
| 20100702200 | Rénovation sanitaires Nord - Aménagem.intérieurs | 320 | 225350 | 0010 | 01/07/2010 | 28 805,39 | 0,00 |
| 20100702400 | Rénovation sanitaires Nord - Carrelages | 320 | 225350 | 0010 | 01/07/2010 | 9 886,56 | 0,00 |
| 20100702600 | Rénovation sanitaires Nord - Electricité | 320 | 225350 | 0010 | 01/07/2010 | 7 567,13 | 0,00 |
| 20100702700 | Rénovation sanitaires Nord - Peinture | 320 | 225350 | 0010 | 01/07/2010 | 4 843,00 | 0,00 |
| 20150100400 | Fenêtre blanche 2 vantaux =>cuisine (remplac.) | 320 | 225350 | 0010 | 23/01/2015 | 669,88 | 70,96 |
| 20151104100 | Fenêtre blanche 2 vantaux =>bureau (remplac.) | 320 | 225350 | 0010 | 30/11/2015 | 717,95 | 137,45 |
| 20160304200 | Extens.& Rénov.sanitaires sud - Serrurerie | 320 | 225350 | 0010 | 14/03/2016 | 6 521,00 | 1 434,62 |
| 20160304300 | Extens.& Rénov.sanitaires sud - Cloisons Doublages | 320 | 225350 | 0010 | 14/03/2016 | 8 771,50 | 1 929,73 |
| 20160304400 | Extens.& Rénov.sanitaires sud - Faux plafonds | 320 | 225350 | 0010 | 14/03/2016 | 600,00 | 132,00 |
| 20160304500 | Extens.& Rénov.sanitaires sud - Carrelage Faiènces | 320 | 225350 | 0010 | 14/03/2016 | 6 771,50 | 1 489,73 |
| 20160304600 | Extens.& Rénov.sanitaires sud - Peinture | 320 | 225350 | 0010 | 14/03/2016 | 2 860,00 | 629,20 |
| 20161005500 | Sous compteur eau froide => bureau | 320 | 225350 | 0010 | 24/10/2016 | 153,26 | 43,13 |
| 20161005600 | Aimant new ionic/alim.eau froide douche sanit.Nord | 320 | 225350 | 0010 | 24/10/2016 | 2 423,53 | 681,31 |
| 20170202900 | Réhabilitation électrique Bât.Le Maresquier 700m² | 320 | 225350 | 0010 | 10/02/2017 | 14 987,91 | 4 667,08 |
| 20170801700 | 8 Volets roulants manuels Algeco 97m² Le Maresquie | 320 | 225350 | 0010 | 11/08/2017 | 2 784,00 | 1 004,56 |
| 20170802100 | Travaux électriques pr sèches mains Sanitaires Sud | 320 | 225350 | 0010 | 29/08/2017 | 3 816,49 | 1 396,26 |
| 20180403200 | Constr Hangar & Showroom - Cloisons Doublages | 320 | 225350 | 0010 | 30/04/2018 | 3 689,00 | 1 597,55 |
| 20180403300 | Constr Hangar & Showroom - Menuiseries intérieures | 320 | 225350 | 0010 | 30/04/2018 | 3 242,40 | 1 404,14 |
| 20180403400 | Constr Hangar & Showroom - Faux Plafonds | 320 | 225350 | 0010 | 30/04/2018 | 770,00 | 333,46 |
| 20180403500 | Constr Hangar & Showroom - Peinture | 320 | 225350 | 0010 | 30/04/2018 | 7 527,60 | 3 259,87 |
| 20180403600 | Fenêtre ouvrants à soufflet (6) 1,48x0,60 Bur.Capi | 320 | 225350 | 0010 | 03/04/2018 | 1 419,12 | 603,93 |
| 20180403700 | Porte 0,83x2,17 entrée escalier bur.Capitainerie | 320 | 225350 | 0010 | 03/04/2018 | 381,58 | 162,43 |
| 20180403800 | Porte de service 1,30x2,23 bureaux Capitainerie | 320 | 225350 | 0010 | 03/04/2018 | 503,28 | 214,22 |
| 20180403900 | Porte de garage sectionnelle bureaux Capitainerie | 320 | 225350 | 0010 | 03/04/2018 | 2 019,60 | 859,46 |
| 20180404100 | Constr Hangar & Showroom - Carrelage Faiènce | 320 | 225350 | 0010 | 30/04/2018 | 3 251,80 | 1 408,22 |
| 20190404200 | Porte aluminium sanitaires nord (remplac) | 320 | 225350 | 0010 | 26/04/2019 | 3 263,52 | 1 736,02 |
| 20190404300 | Porte sectionnelle 5.15x4.45m Normandie Plaisance | 320 | 225350 | 0010 | 30/04/2019 | 6 143,26 | 3 274,73 |
| 20190704700 | Portes (2) aluminium sanitaires sud (remplac) | 320 | 225350 | 0010 | 03/07/2019 | 4 500,00 | 2 476,25 |
| 20200703500 | Translucides (bardage) atelier Ndie Plais (remplac | 320 | 225350 | 0010 | 30/07/2020 | 3 406,64 | 2 240,83 |
| 20201001900 | Adoucisseur Permo/Bwt 6075SC sanitaires Nord | 320 | 225350 | 0010 | 29/10/2020 | 5 824,00 | 3 974,88 |
| 20201002000 | Adoucisseur Permo/Bwt 5028 sanitaires Sud | 320 | 225350 | 0010 | 29/10/2020 | 3 870,00 | 2 641,28 |
| 20221205000 | Plafond en panneaux Shedisol Normandy Plaisance | 320 | 225350 | 0010 | 19/12/2022 | 11 101,00 | 9 950,82 |
| 20230300800 | Chauffage BPO | 320 | 225350 | 0010 | 13/03/2023 | 2 954,30 | 2 717,14 |
| | | | Total 225350 | | | 606 114,92 | 52 471,26 |
| 20110402700 | Rénovation pontons E-F-G-H | 320 | 225380 | 0010 | 01/04/2011 | 209 065,52 | 31 359,85 |
| 20110501700 | Rénovation pontons E-F-G-H (SRCO) | 320 | 225380 | 0010 | 15/05/2011 | 28 354,21 | 4 478,93 |
| 20110501800 | Rénovation pontons E-F-G-H (Optimiste) | 320 | 225380 | 0010 | 15/05/2011 | 16 341,99 | 2 581,51 |
| 20120301700 | Rénovation pontons I-J-K-L | 320 | 225380 | 0010 | 13/03/2012 | 230 815,76 | 49 198,04 |
| 20140402600 | Rénovation pontons B-D dit visiteurs | 320 | 225380 | 0010 | 25/04/2014 | 213 460,00 | 75 659,78 |
| 20160402400 | Rénovation pontons M-N-P | 320 | 225380 | 0010 | 29/04/2016 | 200 131,44 | 97 767,96 |
| 20160403100 | Rénovation ponton R | 320 | 225380 | 0010 | 01/04/2016 | 9 691,76 | 4 684,41 |
| 20160602900 | Poste d'attente à la cale de mise à l'eau (remplac | 320 | 225380 | 0010 | 15/06/2016 | 60 611,00 | 30 125,94 |
| 20170503000 | Rénovation pontons professionnels (Prod.immobiliis | 320 | 225380 | 0010 | 31/05/2017 | 27 057,82 | 15 177,47 |

| Immatr | Désignation | Année | Catégorie | Classe | Date de réception | Valeur d'acq HT | VNC Fin |
|-------------|---|-------|---------------------|--------|-------------------|---------------------|-------------------|
| 20170603300 | Rénovation ponton A | 320 | 225380 | 0010 | 12/02/2017 | 84 196,00 | 47 414,87 |
| 20170606300 | Rénovation ponton A (Product*immobilisée) | 320 | 225380 | 0010 | 12/02/2017 | 20 933,15 | 11 823,38 |
| 20170906800 | Rénovation ponton Le Maresquier (Product*immobilis) | 320 | 225380 | 0010 | 12/02/2017 | 104 023,26 | 10 456,84 |
| 20180303700 | Rénovation pontons V-W-X-Y | 320 | 225380 | 0010 | 30/03/2018 | 104 647,97 | 64 494,17 |
| 20180303800 | Rénovation ponton T dit commerçants | 320 | 225380 | 0010 | 30/03/2018 | 20 664,88 | 12 735,74 |
| 20190404400 | Rénovation pontons O-Q-U | 320 | 225380 | 0010 | 12/04/2019 | 170 675,25 | 116 975,76 |
| 20190404500 | Cale de mise à l'eau Normandie Plaisance | 320 | 225380 | 0010 | 12/04/2019 | 7 865,50 | 5 390,81 |
| 20200703400 | Rénovation pontons S-Z Zbis & catways H-I | 320 | 225380 | 0010 | 20/07/2020 | 75 407,60 | 58 063,87 |
| 20210103600 | Potelets (26) support extincteurs pontons | 320 | 225380 | 0010 | 26/01/2021 | 2 150,00 | 1 519,34 |
| | | | Total 225380 | | | 1 500 093,11 | 639 908,67 |
| 19940300700 | Flotteurs + 6 Catways | 320 | 225500 | 0010 | 31/03/1994 | 13 501,04 | 0,00 |
| 19950500200 | Catways | 320 | 225500 | 0010 | 01/05/1995 | 36 863,24 | 0,00 |
| 20000600500 | Cuve 8000L pour gaz oil + fosse pour réservoir | 320 | 225500 | 0010 | 30/06/2000 | 7 689,32 | 0,00 |
| 20000600600 | Cuve 4000L pour essence + fosse pour réservoir | 320 | 225500 | 0010 | 30/06/2000 | 6 935,59 | 0,00 |
| 20010900100 | Portillon équipé de protections latérales | 320 | 225500 | 0010 | 27/09/2001 | 838,47 | 0,00 |
| 20030702300 | Appontement station carburants | 320 | 225500 | 0010 | 23/07/2003 | 61 200,00 | 0,00 |
| 20050211100 | Station pompage eaux grises & huiles usagées | 320 | 225500 | 0010 | 01/02/2005 | 47 076,71 | 0,00 |
| 20111000800 | Liaison radio zone commerçante bassin | 320 | 225500 | 0010 | 03/10/2011 | 8 161,00 | 0,00 |
| 20130603800 | Vidéosurveillance | 320 | 225500 | 0010 | 18/06/2013 | 10 187,00 | 0,00 |
| 20160403200 | Système gestion contrôle d'accès ensemble du site | 320 | 225500 | 0010 | 13/04/2016 | 27 405,00 | 6 257,48 |
| 20170400500 | Dôme + caméra vidéosurveillance sanitaires nord | 320 | 225500 | 0010 | 26/04/2017 | 3 930,00 | 0,00 |
| 20180903600 | Caméra Arecont Méga dôme =>sanitaires sud | 320 | 225500 | 0010 | 06/09/2018 | 2 762,00 | 0,00 |
| 20190404900 | Contrôle accès portillon local poubelles | 320 | 225500 | 0010 | 23/04/2019 | 1 665,00 | 103,60 |
| 20191012300 | Contrôle accès sanitaires sud | 320 | 225500 | 0010 | 10/10/2019 | 1 671,00 | 258,08 |
| 20200703600 | Catways ponton H | 320 | 225500 | 0010 | 20/07/2020 | 54 020,00 | 35 383,10 |
| 20200703700 | Catways ponton I | 320 | 225500 | 0010 | 20/07/2020 | 52 020,00 | 34 073,10 |
| 20210401800 | Catways ponton B | 320 | 225500 | 0010 | 02/07/2021 | 3 083,14 | 2 312,37 |
| 20210401900 | Catways ponton J | 320 | 225500 | 0010 | 02/07/2021 | 41 462,00 | 31 096,50 |
| 20210402000 | Catways pontons K & L | 320 | 225500 | 0010 | 02/07/2021 | 94 043,86 | 70 532,91 |
| 20220600600 | Vidéosurveillance site | 320 | 225500 | 0010 | 02/06/2022 | 4 426,11 | 3 026,97 |
| 20230201000 | Catways pontons F | 320 | 225500 | 0010 | 13/02/2023 | 61 348,88 | 55 963,82 |
| 20230201100 | Catways ponton M | 320 | 225500 | 0010 | 13/02/2023 | 25 300,84 | 23 079,99 |
| 20230201200 | Catways pontons G | 320 | 225500 | 0010 | 13/02/2023 | 60 268,88 | 54 978,62 |
| 20230401000 | Vidéosurveillance avant port de plaisance | 320 | 225500 | 0010 | 20/09/2023 | 16 355,77 | 15 438,03 |
| 20230601100 | Système alarme PPLO => port aval | 320 | 225500 | 0010 | 09/06/2023 | 4 615,23 | 4 356,27 |
| | | | Total 225500 | | | 646 830,08 | 336 860,84 |
| 19970801000 | Canot type Pilotine (occasion) (Snip) | 320 | 225530 | 0010 | 19/08/1997 | 7 822,67 | 0,00 |
| 19970801001 | Moteur 1849 Yamaha F4AMHS canot type Pilotine | 320 | 225530 | 0010 | 03/08/2002 | 781,61 | 0,00 |
| 19980500300 | Réceptacle huiles usées type R1000 (Manergo) | 320 | 225530 | 0010 | 14/05/1998 | 1 503,15 | 0,00 |
| 20000500400 | Séchoir électrique 7kg (monnayeur) évacuation GA | 320 | 225530 | 0010 | 10/05/2000 | 1 638,83 | 0,00 |
| 20000500500 | Machine à laver WS 5427 + coffret monnayeur | 320 | 225530 | 0010 | 10/05/2000 | 2 983,43 | 0,00 |
| 20020400502 | 15 Fermes portes + bras pour les 16 portillons | 320 | 225530 | 0010 | 20/07/2005 | 1 672,05 | 0,00 |
| 20040702000 | Bers pour déposer bateaux (Slip-Way Parklev) | 320 | 225530 | 0010 | 01/07/2004 | 7 978,00 | 0,00 |
| 20041000200 | Slip-Way Parklev (Chariot mobile pr levage bateaux | 320 | 225530 | 0010 | 01/07/2004 | 35 195,75 | 0,00 |
| 20041102000 | Système contrôle accès sanitaires ponton M (2 port | 320 | 225530 | 0010 | 09/11/2004 | 999,33 | 0,00 |
| 20041102100 | Système contrôle accès près ponton visiteur (1 por | 320 | 225530 | 0010 | 09/11/2004 | 557,33 | 0,00 |
| 20041102200 | Système contrôle accès capitainerie (1 porte) | 320 | 225530 | 0010 | 09/11/2004 | 653,34 | 0,00 |
| 20051205700 | Motorisation portail commerçants | 320 | 225530 | 0010 | 30/12/2005 | 3 110,00 | 0,00 |
| 20060102200 | Station automatique carburants (rempl.2 pompes) | 320 | 225530 | 0010 | 10/01/2006 | 60 137,37 | 0,00 |
| 20060607500 | 20 Bouées de sauvetage + 20 coffres sur poteaux | 320 | 225530 | 0010 | 20/06/2006 | 8 037,00 | 0,00 |
| 20081103000 | Cloche de lavage inox 52cm + 2 buses (Nettoyeur HP | 320 | 225530 | 0010 | 26/11/2008 | 590,00 | 0,00 |
| 20090501900 | Défibrillateur automat.externe HS1 +armoire murale | 320 | 225530 | 0010 | 26/05/2009 | 1 890,41 | 0,00 |
| 20090603200 | Tondeuse frontale autoportée 18cv 1m22 | 320 | 225530 | 0010 | 16/06/2009 | 11 475,75 | 0,00 |
| 20100710200 | Débroussailleuse Echo SRM410 ES | 320 | 225530 | 0010 | 03/07/2010 | 538,46 | 0,00 |
| 20110303200 | Radio portative VHF Motorola GP380 | 320 | 225530 | 0010 | 16/03/2011 | 572,76 | 0,00 |
| 20110303300 | Radio portative VHF Motorola GP380 | 320 | 225530 | 0010 | 16/03/2011 | 572,76 | 0,00 |
| 20110502600 | Débroussailleuse Echo SRM410 ES | 320 | 225530 | 0010 | 24/05/2011 | 542,64 | 0,00 |
| 20120606200 | Nettoyeur HP Comet Pick UP 160bars (stat*carénage) | 320 | 225530 | 0010 | 13/06/2012 | 1 180,26 | 0,00 |
| 20130501200 | 10 Distributeurs hygiène canine basic gris | 320 | 225530 | 0010 | 15/05/2013 | 864,74 | 0,00 |
| 20130701500 | 3 Mâts porte drapeaux 8m | 320 | 225530 | 0010 | 02/07/2013 | 1 850,00 | 0,00 |
| 20130801300 | Vélo mixte GITANE Sweet (N°série 500163542853) | 320 | 225530 | 0010 | 02/08/2013 | 193,62 | 0,00 |
| 20130801400 | Vélo mixte GITANE Sweet (N°série 500163543257) | 320 | 225530 | 0010 | 02/08/2013 | 193,62 | 0,00 |
| 20130801500 | Vélo mixte GITANE Sweet (N°série 500163585715) | 320 | 225530 | 0010 | 02/08/2013 | 193,62 | 0,00 |
| 20130801600 | Vélo mixte GITANE Sweet (N°série 500163585581) | 320 | 225530 | 0010 | 02/08/2013 | 193,62 | 0,00 |
| 20130801700 | Vélo mixte GITANE Sweet (N°série 500163585737) | 320 | 225530 | 0010 | 02/08/2013 | 193,62 | 0,00 |
| 20140302200 | Nettoyeur HP Pro 200 bars Dimeco TIE18/200HEB | 320 | 225530 | 0010 | 31/03/2014 | 3 175,00 | 0,00 |
| 20160801000 | Sèche cheveux & prise courant 220v Sanitaires sud | 320 | 225530 | 0010 | 29/08/2016 | 716,49 | 0,00 |

| Immatr | Désignation | Année | Catégorie | Classe | Date de réception | Valeur d'acq HT | VNC Fin |
|--|--|-------|-----------|--------|-------------------|---------------------|---------------------|
| 20160801100 | Sèche cheveux & prise courant 220v Sanitaires sud | 320 | 225530 | 0010 | 24/02/2016 | 716,49 | 0,00 |
| 20161103400 | Hotte trapèze 60cm cuisine aménagée | 320 | 225530 | 0010 | 21/11/2016 | 66,67 | 0,00 |
| 20161103500 | Plaque de cuisson électrique cuisine aménagée | 320 | 225530 | 0010 | 21/11/2016 | 95,83 | 0,00 |
| 20161103600 | Four inox chaleur tournante cuisine aménagée | 320 | 225530 | 0010 | 21/11/2016 | 170,00 | 0,00 |
| 20170304500 | Radiocommande+récept/Parklev 15T & tracteur Celtis | 320 | 225530 | 0010 | 29/03/2017 | 9 000,00 | 0,00 |
| 20170502900 | 12 Bouées de mouillage à tige ø450 moussées orange | 320 | 225530 | 0010 | 03/05/2017 | 2 197,90 | 0,00 |
| 20180601800 | Echelles alu (22) pontons | 320 | 225530 | 0010 | 04/09/2018 | 3 681,00 | 0,00 |
| 20180602600 | Balayeuse frontale balai Kersten KM13045M | 320 | 225530 | 0010 | 18/06/2018 | 6 763,00 | 0,00 |
| 20190304100 | Machine à laver NF3XP HUEBSCH + monnayeur | 320 | 225530 | 0010 | 26/03/2019 | 2 249,00 | 104,96 |
| 20190304200 | Sèche linge 10kg NDEBX HUEBSCH + monnayeur | 320 | 225530 | 0010 | 26/03/2019 | 1 506,24 | 70,33 |
| 20190404800 | Station automatique carburants LAFON (rempl) | 320 | 225530 | 0010 | 12/04/2019 | 49 000,00 | 25 874,73 |
| 20200501500 | Timon complet pour Parklev | 320 | 225530 | 0010 | 14/05/2020 | 7 320,00 | 2 000,80 |
| 20210102100 | Extincteurs & coffrets (25) pontons professionnels | 320 | 225530 | 0010 | 19/01/2021 | 2 602,25 | 1 065,48 |
| 20211101100 | Tronçonneuse sur perche STIHL HT135 | 320 | 225530 | 0010 | 30/11/2021 | 750,00 | 437,09 |
| 20230401400 | CHIVOT Tondeuse John Deere neuve | 320 | 225530 | 0010 | 08/04/2023 | 9 166,66 | 7 827,31 |
| 20230401500 | CHIVOT Débroussaileuse à dos PPK | 320 | 225530 | 0010 | 08/04/2023 | 483,33 | 412,72 |
| 20230500500 | KANGOUROU Panneaux places ponton avant port | 320 | 225530 | 0010 | 31/05/2023 | 2 740,00 | 2 418,82 |
| Total 225530 | | | | | | 256 515,60 | 40 212,24 |
| 20040701900 | Tracteur Renault Celtis 426RC 4629YJ14 | 320 | 225820 | 0010 | 22/07/2004 | 25 900,00 | 0,00 |
| 20111004700 | Remorque PAM B331AP pour transport pilotine | 320 | 225820 | 0010 | 14/10/2011 | 985,03 | 0,00 |
| 20160801200 | Renault Kangoo Pick-Up 5cv 75dCi EE-317-VC | 320 | 225820 | 0010 | 26/08/2016 | 15 519,00 | 0,00 |
| 20170605200 | Tracteur tondeuse John Deere X758 | 320 | 225820 | 0010 | 09/06/2017 | 11 000,00 | 0,00 |
| 20171207600 | Renault Mégane 3 Dci 110cv BN-050-GD | 320 | 225820 | 0010 | 31/12/2017 | 1,00 | 0,00 |
| Total 225820 | | | | | | 53 405,03 | 0,00 |
| 19980800500 | Caisse enregistreuse Jet System | 320 | 225830 | 0010 | 21/08/1998 | 815,60 | 0,00 |
| 20080709300 | 210875250008 - PMate ML470 +Vista+Office Pro 07 | 320 | 225830 | 0010 | 30/07/2008 | 929,36 | 0,00 |
| 20080709400 | 210875380002 - PMate ML470 + Vista+Office Pro 07 | 320 | 225830 | 0010 | 30/07/2008 | 929,36 | 0,00 |
| 20091002300 | TPE Ingénico 5010 (station automatique carburants) | 320 | 225830 | 0010 | 02/10/2009 | 1 151,00 | 0,00 |
| 20100801100 | Imprim.HP Laser TMH 6000 (stat°automatique carbur | 320 | 225830 | 0010 | 31/08/2010 | 1 612,89 | 0,00 |
| 20130602600 | Bornes Wifi (Sanitaires Sud) | 320 | 225830 | 0010 | 05/06/2013 | 3 804,68 | 0,00 |
| 20170402100 | Système accès Wifi | 320 | 225830 | 0010 | 28/04/2017 | 3 958,00 | 0,00 |
| 20200201700 | 208828615357871432 - PC Lenovo M720S I5-84 Accuei | 320 | 225830 | 0010 | 26/02/2020 | 525,77 | 0,00 |
| 20200201800 | 208828615357871449 - PC Lenovo M720S I5-84 Accuei | 320 | 225830 | 0010 | 26/02/2020 | 525,77 | 0,00 |
| 20210202800 | Borne Wifi (pontons) Unifi UAP-AC-M-Pro 5 unités | 320 | 225830 | 0010 | 09/02/2021 | 1 112,91 | 41,22 |
| 20210705200 | Webcam & station météo pour appli mobile plaisanci | 320 | 225830 | 0010 | 30/07/2021 | 3 010,00 | 579,72 |
| 20220800300 | CZC224952W - PC HP EliteDesk 800 G6 =>Vidéosurveil | 320 | 225830 | 0010 | 08/08/2022 | 1 629,04 | 868,83 |
| Total 225830 | | | | | | 20 004,38 | 1 489,77 |
| 20060102300 | 2 Armoires à rideaux beiges 70x100 bureau accueil | 320 | 225840 | 0010 | 27/01/2006 | 765,90 | 0,00 |
| 20130904200 | Bancs pourtour du bassin (confection et pose) | 320 | 225840 | 0010 | 04/09/2013 | 30 086,68 | 0,00 |
| 20150100500 | Banque accueil noyer ambre L120 (accueil) | 320 | 225840 | 0010 | 27/01/2015 | 452,35 | 48,42 |
| 20150100600 | Banque accueil noyer ambre L120 (accueil) | 320 | 225840 | 0010 | 27/01/2015 | 450,68 | 48,27 |
| 20150100700 | Armoire basse rdx L120 H69 noyer ambre (accueil) | 320 | 225840 | 0010 | 27/01/2015 | 357,47 | 38,29 |
| 20150100800 | Armoire basse rdx L120 H69 noyer ambre (accueil) | 320 | 225840 | 0010 | 27/01/2015 | 357,47 | 38,29 |
| 20150100900 | Caisson L44 H60 noyer ambre (accueil) | 320 | 225840 | 0010 | 27/01/2015 | 155,41 | 16,63 |
| 20150101000 | Caisson L44 H60 noyer ambre (accueil) | 320 | 225840 | 0010 | 27/01/2015 | 155,41 | 16,63 |
| 20150101100 | Caisson L44 H60 noyer ambre (accueil) | 320 | 225840 | 0010 | 27/01/2015 | 155,41 | 16,63 |
| 20150101200 | Siège Bali noir (accueil) | 320 | 225840 | 0010 | 27/01/2015 | 132,32 | 14,17 |
| 20150101300 | Siège Bali noir (accueil) | 320 | 225840 | 0010 | 27/01/2015 | 132,32 | 14,17 |
| 20150101400 | Siège Bali noir (accueil) | 320 | 225840 | 0010 | 27/01/2015 | 132,32 | 14,17 |
| 20150101500 | Chauffeuse 1 place Chest rouge (accueil) | 320 | 225840 | 0010 | 27/01/2015 | 226,78 | 24,32 |
| 20150101600 | Chauffeuse 2 places Chest rouge (accueil) | 320 | 225840 | 0010 | 27/01/2015 | 387,32 | 41,44 |
| 20150101700 | Table basse double plateau verre alu L60 (accueil) | 320 | 225840 | 0010 | 27/01/2015 | 169,58 | 18,20 |
| 20150101800 | Armoire haute rdx L120 H198 noyer ambre (accueil) | 320 | 225840 | 0010 | 27/01/2015 | 710,22 | 75,98 |
| 20160304700 | Armoire vestiaire 2 cases 2 séparations | 320 | 225840 | 0010 | 22/03/2016 | 190,00 | 42,23 |
| 20160304800 | Armoire vestiaire 2 cases 2 séparations | 320 | 225840 | 0010 | 22/03/2016 | 190,00 | 42,23 |
| 20161103700 | Mobilier & accessoires cuisine aménagée | 320 | 225840 | 0010 | 03/11/2016 | 1 505,67 | 427,50 |
| 20190602200 | Vitrines alu (4) 1,35x1m accueil | 320 | 225840 | 0010 | 14/06/2019 | 2 078,00 | 1 133,09 |
| 20210100800 | Siège Taktik noir (Mr Bradic) | 320 | 225840 | 0010 | 13/01/2021 | 214,39 | 150,75 |
| 20210202900 | Vitrine alu 1,35x1m accueil | 320 | 225840 | 0010 | 15/02/2021 | 532,59 | 379,64 |
| 20220200800 | Chaises (2) bleue pieds chromés (bur maître port) | 320 | 225840 | 0010 | 09/02/2022 | 117,00 | 94,90 |
| 20220200900 | Bureau hêtre retour gauche 160x110 (Maître de port | 320 | 225840 | 0010 | 09/02/2022 | 239,00 | 193,86 |
| Total 225840 | | | | | | 39 894,29 | 2 889,81 |
| Total général 320 | | | | | | 5 178 301,12 | 2 109 532,04 |
| Subventions nettes | | | | | | | 397 926,49 |
| VNC - Subventions - section 320 | | | | | | | 1 711 605,55 |
| 330 - Port Plaisance Caen | | | | | | | |
| 20121102900 | Logiciel ALIZEE 700 | 330 | 205100 | 0010 | 29/11/2012 | 1 068,00 | 0,00 |
| 20191003600 | Log. Thinprint RDP Engine 32/64 | 330 | 205100 | 0010 | 30/10/2019 | 368,67 | 0,00 |
| 20230300300 | ALIZEE SOFT Intégration en mode SAAS | 330 | 205100 | 0010 | 24/03/2023 | 4 500,00 | 2 762,50 |
| 20140800500 | Site internet www.caen-plaisance.com | 330 | 208100 | 0010 | 13/08/2014 | 3 470,00 | 0,00 |
| 20180102100 | Canot New Matic 360 orange n°72581 | 330 | 225820 | 0010 | 31/01/2018 | 1,00 | 0,00 |
| 20130102700 | 110279390006 - Pmate ML470 | 330 | 225830 | 0010 | 01/10/2013 | 1,00 | 0,00 |
| Total général 330 | | | | | | 9 408,67 | 2 762,50 |
| Total 320 + 330 | | | | | | 5 187 709,79 | 2 112 294,54 |

N° : 24-229

Accusé de réception en préfecture
014-200006096-20241217-24-229-DE
Date de télétransmission : 21/12/2024
Date de réception préfecture : 21/12/2024

DELIBERATION
DU COMITE SYNDICAL DU SYNDICAT MIXTE REGIONAL
DES PORTS DE CAEN-OUISTREHAM
CHERBOURG ET DIEPPE

**CAEN-OUISTREHAM – DSP PLAISANCE – AVENANT N°2 DU
CONTRAT DE DSP**

Réunion du Mardi 17 décembre 2024

LE COMITE SYNDICAL DU SYNDICAT MIXTE REGIONAL DES PORTS DE CAEN-OUISTREHAM, CHERBOURG ET DIEPPE EST REUNI
LE MARDI 17 DECEMBRE 2024 A 10H AU SIEGE DE PORTS DE NORMANDIE 3 RUE RENE CASSIN 14280 SAINT-CONTEST
SOUS LA PRESIDENCE DE MONSIEUR JEAN MORIN.

SONT PRESENTS : Jean-François BLOC ; Philippe CHAPRON ; Michel FRICOUT ; Sophia HABIBI-NOORI ;
Quentin LAGALLARDE ; Gilles LELONG ; Marc MILLET ; Jean MORIN ; Valérie NOUVEL ; Bastien RECHER ;
Pierre VOGT ; Ludwig WILLAUME.

Monsieur Gilles LELONG ne prend pas part au vote (*les deux délégués titulaires représentant le Département de la Manche sont présents*).

Monsieur Nicolas JOYAU a donné pouvoir à Monsieur MARC MILLET.

Monsieur Alain BAZILLE a donné pouvoir à Monsieur Michel FRICOUT.

VOTANTS:13 POUR:13 CONTRE:0 ABSTENTION:0

VU le Code général des collectivités territoriales ;

VU la délibération n°23-094 du 5 juin 2023 attribuant la Délégation de Service Public à la SPL Nautisme Caen-Ouistreham ;

VU la délibération n°24-089 du 25 juin 2024 autorisant la passation d'un avenant n°1 au contrat de Délégation de Service Public ;

VU le rapport de Monsieur le Président du Syndicat Mixte ;

CONSIDERANT l'avis favorable de la Commission de Délégation de Service Public réunie le 13 décembre 2024 à 11h,

LE COMITE SYNDICAL DECIDE A L'UNANIMITE :


- de valider les termes de l'avenant n°2 conformément au projet joint en annexe ;
- d'autoriser le Président à signer les documents nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

La présente délibération est susceptible de faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de CAEN, dans le délai de deux mois à compter de la date à laquelle elle est exécutoire. Ce recours contentieux peut être précédé, dans ce délai, d'un recours gracieux auprès du Président de Ports de Normandie. Cette procédure prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivants la réponse au recours gracieux. Le Tribunal Administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Accusé de réception en préfecture
014-200006096-20241217-24-229-DE
Date de télétransmission : 21/12/2024
Date de réception préfecture : 21/12/2024

Publié sur le site Internet :
20 décembre 2024

Le Vice-Président du Syndicat Mixte

A handwritten signature in black ink, consisting of a large, sweeping loop followed by a smaller, more intricate flourish.

Jean MORIN

La présente délibération est susceptible de faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de CAEN, dans le délai de deux mois à compter de la date à laquelle elle est exécutoire. Ce recours contentieux peut être précédé, dans ce délai, d'un recours gracieux auprès du Président de Ports de Normandie. Cette procédure prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivants la réponse au recours gracieux. Le Tribunal Administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.



Accusé de réception en préfecture
014-200006096-20241217-24-229-DE
Date de télétransmission : 21/12/2024
Date de réception préfecture : 21/12/2024

PORTS DE PLAISANCE DE CAEN ET OUISTREHAM

DELEGATION DE SERVICE PUBLIC A LA SOCIETE PUBLIQUE LOCALE NAUTISME CAEN-OUISTREHAM

AVENANT N° 2

au cahier des charges réglementant la concession plaisance

ENTRE :

Le Syndicat Mixte « Ports de Normandie », dont le siège social est situé 3 rue René CASSIN représenté par son Président en exercice, dûment habilité à l'effet des présentes en vertu de la délibération n°23-094 Comité Syndical en date du 5 juin 2023,

Ci-après désignée « **Ports de Normandie** » ou « **le Délégrant** »

D'UNE PART,

ET

La Société Publique Locale au capital social de 400 000 € dont le siège social est situé Centre d'Activités Nautiques de Ouistreham Riva-Bella Jetée Paul Emile Victor 14150 OUISTREHAM immatriculée au Registre du Commerce et des sociétés de Caen sous le n° 981 933 294 et représentée par, son Président en exercice,

Ci-après désignée « **le Délégataire** »

D'AUTRE PART,

Ci-après désignées collectivement « **les Parties** ».

Ceci étant dit, les ajouts au cahier des charges sont indiqués en rouge dans le texte :

Article 3 : Durée

La durée de la présente convention est de **11 (onze)** années à compter du 1er janvier 2024, sous réserve (i) de sa transmission préalable au représentant de l'Etat conformément aux articles L. 3131-1 et 2 du Code général des collectivités territoriales et (ii) sous réserve de sa notification, au plus tard à cette date, par le Délégrant au Délégataire.

Le contrat prendra fin le 31 décembre 2034.

Accusé de réception en préfecture
014-200006096-20241217-24-229-DE
Date de télétransmission : 21/12/2024
Date de réception préfecture : 21/12/2024

La convention pourra être prolongée dans le respect des prescriptions légales et réglementaires qui lui seront applicables.

La non-reconduction de la convention à son terme n'ouvre droit à aucune indemnisation à la charge et/ou au bénéfice de l'une ou l'autre partie.

A l'expiration du Contrat, le Délégué ne pourra en aucun cas se prévaloir d'un quelconque droit au maintien dans les lieux ou au renouvellement du Contrat.

Article 55 : Montants et modalités de calcul

La redevance, annuelle, est décomposée comme suit :

- Part fixe R1 = 97 000 €
- Part fixe R2 = 15 000 € correspondant à la provision dragage mentionnée à l'article **Erreur ! Source du renvoi introuvable.**
- Part fixe R3 = 1 216 153,65 € correspondant au droit d'entrée. Son montant est détaillé en annexe 7. Il fera l'objet d'un versement unique en 2025. (La seconde partie du droit d'entrée est fixée à 498 214.40 € ; elle correspond à un emprunt repris par le délégué et remboursé directement auprès de la banque).

A compter du 1^{er} janvier 2025, les termes fixes de la redevance seront indexés sur le pourcentage d'augmentation des tarifs de du délégué de l'année précédente ou à défaut d'augmentation sur le montant de l'inflation constaté par l'INSEE au 31 décembre de l'exercice précédent.

La redevance domaniale est assujettie à la TVA.

Saint Contest, le 11 décembre 2024,

Vu et accepté,

Pour le Président du Syndicat Mixte,
et par délégation
le Directeur Général

Le Directeur Général de la
SPL Nautisme Caen Ouistreham

Philippe DEISS

David GANDON

N° : 24-230

Accusé de réception en préfecture
014-200006096-20241217-24-230-DE
Date de télétransmission : 21/12/2024
Date de réception préfecture : 21/12/2024

DELIBERATION
DU COMITE SYNDICAL DU SYNDICAT MIXTE REGIONAL
DES PORTS DE CAEN-OUISTREHAM
CHERBOURG ET DIEPPE

CAEN-OUISTREHAM – DSP PLAISANCE – SUBVENTION

Réunion du Mardi 17 décembre 2024

LE COMITE SYNDICAL DU SYNDICAT MIXTE REGIONAL DES PORTS DE CAEN-OUISTREHAM, CHERBOURG ET DIEPPE EST REUNI
LE MARDI 17 DECEMBRE 2024 A 10H AU SIEGE DE PORTS DE NORMANDIE 3 RUE RENE CASSIN 14280 SAINT-CONTEST
SOUS LA PRESIDENCE DE MONSIEUR JEAN MORIN.

SONT PRESENTS : Jean-François BLOC ; Philippe CHAPRON ; Michel FRICOUT ; Sophia HABIBI-NOORI ; Quentin LAGALLARDE ; Gilles LELONG ; Marc MILLET ; Jean MORIN ; Valérie NOUVEL ; Bastien RECHER ; Pierre VOGT ; Ludwig WILLAUME.

Monsieur Gilles LELONG ne prend pas part au vote (*les deux délégués titulaires représentant le Département de la Manche sont présents*).

Monsieur Nicolas JOYAU a donné pouvoir à Monsieur MARC MILLET.

Monsieur Alain BAZILLE a donné pouvoir à Monsieur Michel FRICOUT.

VOTANTS:13 POUR:13 CONTRE:0 ABSTENTION:0

VU le Code général des collectivités territoriales et notamment l'article L 2224-1 alinea 3 ;

VU la délibération n°23-094 du 5 juin 2023 attribuant la Délégation de Service Public à la SPL Nautisme Caen-Ouistreham ;

VU la délibération n°24-089 du 25 juin 2024 autorisant la passation d'un avenant n°1 au contrat de Délégation de Service Public ;

VU la délibération n°24-229 du 25 juin 2024 autorisant la passation d'un avenant n°2 au contrat de Délégation de Service Public ;

VU le rapport de Monsieur le Président du Syndicat Mixte ;

LE COMITE SYNDICAL DECIDE A L'UNANIMITE :

- d'autoriser le versement d'une subvention d'exploitation à la SPL Nautisme Caen-Ouistreham d'un montant maximum de 176 765 € étant précisé que le montant sera revu à la baisse si le résultat est supérieur aux prévisions ;
- d'autoriser le Président à mettre au point et à signer la convention correspondante.

La présente délibération est susceptible de faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de CAEN, dans le délai de deux mois à compter de la date à laquelle elle est exécutoire. Ce recours contentieux peut être précédé, dans ce délai, d'un recours gracieux auprès du Président de Ports de Normandie. Cette procédure prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivants la réponse au recours gracieux. Le Tribunal Administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Accusé de réception en préfecture
014-200006096-20241217-24-230-DE
Date de télétransmission : 21/12/2024
Date de réception préfecture : 21/12/2024

Publié sur le site Internet :
20 décembre 2024

Le Vice-Président du Syndicat Mixte

A handwritten signature in black ink, consisting of a large, sweeping loop followed by a smaller, more intricate flourish.

Jean MORIN

La présente délibération est susceptible de faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de CAEN, dans le délai de deux mois à compter de la date à laquelle elle est exécutoire. Ce recours contentieux peut être précédé, dans ce délai, d'un recours gracieux auprès du Président de Ports de Normandie. Cette procédure prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivants la réponse au recours gracieux. Le Tribunal Administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

N° : 24-231

Accusé de réception en préfecture
014-200006096-20241217-24-231-DE
Date de télétransmission : 21/12/2024
Date de réception préfecture : 21/12/2024

DELIBERATION
DU COMITE SYNDICAL DU SYNDICAT MIXTE REGIONAL
DES PORTS DE CAEN-OUISTREHAM
CHERBOURG ET DIEPPE

CAEN-OUISTREHAM – DSP COMMERCE – COT AGRIAL

Réunion du Mardi 17 décembre 2024

LE COMITE SYNDICAL DU SYNDICAT MIXTE REGIONAL DES PORTS DE CAEN-OUISTREHAM, CHERBOURG ET DIEPPE EST REUNI
LE MARDI 17 DECEMBRE 2024 A 10H AU SIEGE DE PORTS DE NORMANDIE 3 RUE RENE CASSIN 14280 SAINT-CONTEST
SOUS LA PRESIDENCE DE MONSIEUR JEAN MORIN.

SONT PRESENTS : Jean-François BLOC ; Philippe CHAPRON ; Michel FRICOUT ; Sophia HABIBI-NOORI ; Quentin LAGALLARDE ; Gilles LELONG ; Marc MILLET ; Jean MORIN ; Valérie NOUVEL ; Bastien RECHER ; Pierre VOGT ; Ludwig WILLAUME.

Monsieur Gilles LELONG ne prend pas part au vote (*les deux délégués titulaires représentant le Département de la Manche sont présents*).

Monsieur Nicolas JOYAU a donné pouvoir à Monsieur MARC MILLET.
Monsieur Alain BAZILLE a donné pouvoir à Monsieur Michel FRICOUT.

VOTANTS:13 POUR:13 CONTRE:0 ABSTENTION:0

VU le Code général des collectivités territoriales ;
VU le Code de la propriété des personnes publiques et notamment l'article L 2122-2 ;
VU le contrat de concession accordée à la CCI Caen-Normandie pour la gestion du port de commerce de Caen-Ouistreham et notamment l'article 17 ;
VU la Convention d'Occupation Temporaire signée entre le concessionnaire et la société AGRIAL sur le bassin d'Hérouville jusqu'au 31 octobre 2026 ;
VU la Convention d'Occupation Temporaire signée entre le concessionnaire et la société AGRIAL sur le quai de Blainville-sur-Orne jusqu'au 31 décembre 2026 ;
VU le rapport de Monsieur le Président du Syndicat Mixte ;
CONSIDERANT les investissements projetés par l'occupant du domaine public,

LE COMITE SYNDICAL DECIDE A L'UNANIMITE :

- d'autoriser la prolongation des deux COT accordées à la société AGRIAL dans les conditions suivantes :

La présente délibération est susceptible de faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de CAEN, dans le délai de deux mois à compter de la date à laquelle elle est exécutoire. Ce recours contentieux peut être précédé, dans ce délai, d'un recours gracieux auprès du Président de Ports de Normandie. Cette procédure prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivants la réponse au recours gracieux. Le Tribunal Administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Accusé de réception en préfecture
014-200006096-20241217-24-231-DE
Date de télétransmission : 21/12/2024

Date de réception en préfecture : 21/12/2024

| | Type de travaux | Montant en € HT | Prolongation |
|-------------------------|---|-----------------|-------------------------------------|
| COT Bassin Hérouville | Modernisation de l'outil de mélange et ensachage sur la plate-forme engrais | 4 300 000 € | Jusqu'au 31 octobre 2051 (+ 25 ans) |
| COT Blainville-sur-Orne | Agrandissement de 15 000 tonnes du silo portuaire | 8 200 000 € | Jusqu'au 31 décembre 2061 (+35 ans) |
| TOTAL | | 12 500 000 € | |

- d'autoriser le Président de Ports de Normandie à contresigner les avenants correspondants et à signer tout document nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

Publié sur le site Internet :
20 décembre 2024

Le Vice-Président du Syndicat Mixte



Jean MORIN

La présente délibération est susceptible de faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de CAEN, dans le délai de deux mois à compter de la date à laquelle elle est exécutoire. Ce recours contentieux peut être précédé, dans ce délai, d'un recours gracieux auprès du Président de Ports de Normandie. Cette procédure prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivants la réponse au recours gracieux. Le Tribunal Administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

N° : 24-232

Accusé de réception en préfecture
014-200006096-20241217-24-232-DE
Date de télétransmission : 21/12/2024
Date de réception préfecture : 21/12/2024

DELIBERATION
DU COMITE SYNDICAL DU SYNDICAT MIXTE REGIONAL
DES PORTS DE CAEN-OUISTREHAM
CHERBOURG ET DIEPPE

**CHERBOURG – MA 2024-057 - ACCORD CADRE VRD
MULTI-ATTRIBUTAIRES**

Réunion du Mardi 17 décembre 2024

LE COMITE SYNDICAL DU SYNDICAT MIXTE REGIONAL DES PORTS DE CAEN-OUISTREHAM, CHERBOURG ET DIEPPE EST REUNI
LE MARDI 17 DECEMBRE 2024 A 10H AU SIEGE DE PORTS DE NORMANDIE 3 RUE RENE CASSIN 14280 SAINT-CONTEST
SOUS LA PRESIDENCE DE MONSIEUR JEAN MORIN.

SONT PRESENTS : Jean-François BLOC ; Philippe CHAPRON ; Michel FRICOUT ; Sophia HABIBI-NOORI ;
Quentin LAGALLARDE ; Gilles LELONG ; Marc MILLET ; Jean MORIN ; Valérie NOUVEL ; Bastien RECHER ;
Pierre VOGT ; Ludwig WILLAUME.

Monsieur Gilles LELONG ne prend pas part au vote (*les deux délégués titulaires représentant le Département de la Manche sont présents*).

Monsieur Nicolas JOYAU a donné pouvoir à Monsieur MARC MILLET.

Monsieur Alain BAZILLE a donné pouvoir à Monsieur Michel FRICOUT.

VOTANTS:13 POUR:13 CONTRE:0 ABSTENTION:0

VU le Code général des collectivités territoriales ;

VU le Code de la Commande Publique et notamment les articles L 2123-1 et R 2123-1 ;

VU le rapport de Monsieur le Président du Syndicat Mixte ;

CONSIDERANT l'avis favorable de la Commission d'Appel d'Offres, réunie le 13 décembre 2024 à 10h,

LE COMITE SYNDICAL DECIDE A L'UNANIMITE :

- d'attribuer l'accord-cadre n°2024-027 comme suit :
 - o Titulaire principal – MASTELLOTTO – 50120 CHERBOURG-EN-COTENTIN ;
 - o Titulaire secondaire – EUROVIA – 50190 PERIERS ;
 - o Titulaire tertiaire – COLAS – 50700 BRIX.

La présente délibération est susceptible de faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de CAEN, dans le délai de deux mois à compter de la date à laquelle elle est exécutoire. Ce recours contentieux peut être précédé, dans ce délai, d'un recours gracieux auprès du Président de Ports de Normandie. Cette procédure prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivants la réponse au recours gracieux. Le Tribunal Administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérécourts citoyens » accessible par le site internet www.telerecourts.fr.

Accusé de réception en préfecture
014-200006096-20241217-24-232-DE
Date de télétransmission : 21/12/2024
Date de réception préfecture : 21/12/2024

- d'autoriser le Président à mettre au point et à signer les pièces correspondantes.

Publié sur le site Internet :
20 décembre 2024

Le Vice-Président du Syndicat Mixte

A handwritten signature in black ink, consisting of a large, sweeping loop followed by a smaller, more intricate flourish.

Jean MORIN

La présente délibération est susceptible de faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de CAEN, dans le délai de deux mois à compter de la date à laquelle elle est exécutoire. Ce recours contentieux peut être précédé, dans ce délai, d'un recours gracieux auprès du Président de Ports de Normandie. Cette procédure prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivants la réponse au recours gracieux. Le Tribunal Administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

N° : 24-233

Accusé de réception en préfecture
014-200006096-20241217-24-233-DE
Date de télétransmission : 21/12/2024
Date de réception préfecture : 21/12/2024

DELIBERATION
DU COMITE SYNDICAL DU SYNDICAT MIXTE REGIONAL
DES PORTS DE CAEN-OUISTREHAM
CHERBOURG ET DIEPPE

**CHERBOURG – MA 2020-068 – REPARATION DE LA DIGUE DE
L’EST – AVENANT PROLONGATION**

Réunion du Mardi 17 décembre 2024

LE COMITE SYNDICAL DU SYNDICAT MIXTE REGIONAL DES PORTS DE CAEN-OUISTREHAM, CHERBOURG ET DIEPPE EST REUNI
LE MARDI 17 DECEMBRE 2024 A 10H AU SIEGE DE PORTS DE NORMANDIE 3 RUE RENE CASSIN 14280 SAINT-CONTEST
SOUS LA PRESIDENCE DE MONSIEUR JEAN MORIN.

SONT PRESENTS : Jean-François BLOC ; Philippe CHAPRON ; Michel FRICOUT ; Sophia HABIBI-NOORI ;
Quentin LAGALLARDE ; Gilles LELONG ; Marc MILLET ; Jean MORIN ; Valérie NOUVEL ; Bastien RECHER ;
Pierre VOGT ; Ludwig WILLAUME.

Monsieur Gilles LELONG ne prend pas part au vote (*les deux délégués titulaires représentant le Département de la Manche sont présents*).

Monsieur Nicolas JOYAU a donné pouvoir à Monsieur MARC MILLET.

Monsieur Alain BAZILLE a donné pouvoir à Monsieur Michel FRICOUT.

VOTANTS:13 POUR:13 CONTRE:0 ABSTENTION:0

VU le Code général des collectivités territoriales ;

VU le Code de la Commande Publique et notamment les articles L 2123-1 et R 2123-1 ;

VU la délibération n° 20-185 du 7 décembre 2020 autorisant la signature de l'accord-cadre à bon de commande à la société MARC SA sise 50100 Turlaville ;

VU le rapport de Monsieur le Président du Syndicat Mixte ;

CONSIDERANT l'avis favorable de la Commission d'Appel d'Offres, réunie le 13 décembre 2024 à 10h,

LE COMITE SYNDICAL DECIDE A L'UNANIMITE :

- d'autoriser la passation d'un avenant pour prolonger le marché n°2020-068 jusqu'au 31 mars 2025 ;
- d'autoriser le Président à signer l'avenant correspondant ;
- d'imputer la dépense sur l'Autorisation de Programme 91 opération 9118 Confortement digue de l'Est.

La présente délibération est susceptible de faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de CAEN, dans le délai de deux mois à compter de la date à laquelle elle est exécutoire. Ce recours contentieux peut être précédé, dans ce délai, d'un recours gracieux auprès du Président de Ports de Normandie. Cette procédure prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivants la réponse au recours gracieux. Le Tribunal Administratif peut être saisi par l'application informatique « Télécourcs citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Accusé de réception en préfecture
014-200006096-20241217-24-233-DE
Date de télétransmission : 21/12/2024
Date de réception préfecture : 21/12/2024

Publié sur le site Internet :
20 décembre 2024

Le Vice-Président du Syndicat Mixte

A handwritten signature in black ink, consisting of a large, sweeping loop followed by a smaller, more intricate flourish.

Jean MORIN

La présente délibération est susceptible de faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de CAEN, dans le délai de deux mois à compter de la date à laquelle elle est exécutoire. Ce recours contentieux peut être précédé, dans ce délai, d'un recours gracieux auprès du Président de Ports de Normandie. Cette procédure prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivants la réponse au recours gracieux. Le Tribunal Administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

N° : 24-234

Accusé de réception en préfecture
014-200006096-20241217-24-234-DE
Date de télétransmission : 21/12/2024
Date de réception préfecture : 21/12/2024

DELIBERATION
DU COMITE SYNDICAL DU SYNDICAT MIXTE REGIONAL
DES PORTS DE CAEN-OUISTREHAM
CHERBOURG ET DIEPPE

DIEPPE – ACCORD-CADRE VRD

Réunion du Mardi 17 décembre 2024

LE COMITE SYNDICAL DU SYNDICAT MIXTE REGIONAL DES PORTS DE CAEN-OUISTREHAM, CHERBOURG ET DIEPPE EST REUNI
LE MARDI 17 DECEMBRE 2024 A 10H AU SIEGE DE PORTS DE NORMANDIE 3 RUE RENE CASSIN 14280 SAINT-CONTEST
SOUS LA PRESIDENCE DE MONSIEUR JEAN MORIN.

SONT PRESENTS : Jean-François BLOC ; Philippe CHAPRON ; Michel FRICOUT ; Sophia HABIBI-NOORI ;
Quentin LAGALLARDE ; Gilles LELONG ; Marc MILLET ; Jean MORIN ; Valérie NOUVEL ; Bastien RECHER ;
Pierre VOGT ; Ludwig WILLAUME.

Monsieur Gilles LELONG ne prend pas part au vote (*les deux délégués titulaires représentant le Département de la Manche sont présents*).

Monsieur Nicolas JOYAU a donné pouvoir à Monsieur MARC MILLET.
Monsieur Alain BAZILLE a donné pouvoir à Monsieur Michel FRICOUT.

VOTANTS:13 POUR:13 CONTRE:0 ABSTENTION:0

VU le Code général des collectivités territoriales ;

VU le Code de la Commande Publique et notamment les articles L 2123-1 et R 2123-1 ;

VU le rapport de Monsieur le Président du Syndicat Mixte ;

CONSIDERANT l'avis favorable de la Commission d'Appel d'Offres, réunie le 13 décembre 2024 à 10h,

LE COMITE SYNDICAL DECIDE A L'UNANIMITE :

- d'attribuer l'accord-cadre comme suit :

La présente délibération est susceptible de faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de CAEN, dans le délai de deux mois à compter de la date à laquelle elle est exécutoire. Ce recours contentieux peut être précédé, dans ce délai, d'un recours gracieux auprès du Président de Ports de Normandie. Cette procédure prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivants la réponse au recours gracieux. Le Tribunal Administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Accusé de réception en préfecture
014-200006096-20241217-24-234-DE
Date de télétransmission : 21/12/2024
Date de réception préfecture : 21/12/2024

| | | Montant maximum annuel en € HT | Montant maximum pour 4 ans en € HT | Attributaire |
|---|--|--------------------------------|------------------------------------|------------------------------------|
| 1 | Travaux d'entretien et de réparation de VRD | 400 000 € | 1 600 000 € | EUROVIA -76 ARQUES-LA-BATAILLE |
| 2 | Travaux de signalisation verticale et horizontale, équipements | 50 000 € | 200 000 € | SIGNATURE SAS – 76-GRANDE COURONNE |

- d'autoriser le Président à mettre au point et à signer les pièces correspondantes.

Publié sur le site Internet :
20 décembre 2024

Le Vice-Président du Syndicat Mixte



Jean MORIN

La présente délibération est susceptible de faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de CAEN, dans le délai de deux mois à compter de la date à laquelle elle est exécutoire. Ce recours contentieux peut être précédé, dans ce délai, d'un recours gracieux auprès du Président de Ports de Normandie. Cette procédure prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivants la réponse au recours gracieux. Le Tribunal Administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

N° : 24-235

Accusé de réception en préfecture
014-200006096-20241217-24-235-DE
Date de télétransmission : 21/12/2024
Date de réception préfecture : 21/12/2024

DELIBERATION
DU COMITE SYNDICAL DU SYNDICAT MIXTE REGIONAL
DES PORTS DE CAEN-OUISTREHAM
CHERBOURG ET DIEPPE

**DIEPPE- MA 2023-058 – EXTENSION DE TERRE-PLEIN PORTUAIRE
A DIEPPE – AVENANT N°2**

Réunion du Mardi 17 décembre 2024

LE COMITE SYNDICAL DU SYNDICAT MIXTE REGIONAL DES PORTS DE CAEN-OUISTREHAM, CHERBOURG ET DIEPPE EST REUNI
LE MARDI 17 DECEMBRE 2024 A 10H AU SIEGE DE PORTS DE NORMANDIE 3 RUE RENE CASSIN 14280 SAINT-CONTEST
SOUS LA PRESIDENCE DE MONSIEUR JEAN MORIN.

SONT PRESENTS : Jean-François BLOC ; Philippe CHAPRON ; Michel FRICOUT ; Sophia HABIBI-NOORI ;
Quentin LAGALLARDE ; Gilles LELONG ; Marc MILLET ; Jean MORIN ; Valérie NOUVEL ; Bastien RECHER ;
Pierre VOGT ; Ludwig WILLAUME.

Monsieur Gilles LELONG ne prend pas part au vote (*les deux délégués titulaires représentant le Département de la Manche sont présents*).

Monsieur Nicolas JOYAU a donné pouvoir à Monsieur MARC MILLET.
Monsieur Alain BAZILLE a donné pouvoir à Monsieur Michel FRICOUT.

VOTANTS:13 POUR:13 CONTRE:0 ABSTENTION:0

VU le Code général des collectivités territoriales ;

VU le Code de la Commande Publique et notamment les articles L 2123-1 et R 2123-1 ;

VU la délibération n°23-146 du 28 septembre 2023 attribuant le l'accord-cadre à la société HYDROGEOTECHNIQUE pour un montant minimum de 300 000.00 € HT et maximum de 1 400 000.00 € HT (*pour une durée de 3 ans*) ;

VU la délibération n°24-105 du 25 juin 2024 autorisant la signature de l'avenant n°1 ;

VU le rapport de Monsieur le Président du Syndicat Mixte ;

CONSIDERANT l'avis favorable de la Commission d'Appel d'Offres, réunie le 13 décembre 2024 à 10h,

LE COMITE SYNDICAL DECIDE A L'UNANIMITE :

- d'autoriser la passation d'un avenant n° 2 afin d'ajouter 5 prix nouveaux correspondants aux essais en laboratoire :

La présente délibération est susceptible de faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de CAEN, dans le délai de deux mois à compter de la date à laquelle elle est exécutoire. Ce recours contentieux peut être précédé, dans ce délai, d'un recours gracieux auprès du Président de Ports de Normandie. Cette procédure prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivants la réponse au recours gracieux. Le Tribunal Administratif peut être saisi par l'application informatique « Télécours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Accusé de réception en préfecture
014-200006096-20241217-24-235-DE
Date de télétransmission : 21/12/2024
Date de réception préfecture : 21/12/2024

| N° Prix | Descriptif | Unité | Prix unitaire HT |
|-------------------------------|------------------------------|-------|---------------------|
| 3.3.5 Analyses en laboratoire | | | |
| PN7 | Calcimétrie | Unité | 44,00 € |
| PN8 | Proctor Normal | Unité | 280,00 € |
| PN9 | Cisaillement à la boîte | Unité | 318,00 € |
| PN10 | Dureté + Abrassivité CERCHAR | Unité | 150,00 € |
| PN11 | Analyse pollution N1/N2 | Unité | 290,00 € |

- d'autoriser le Président à signer l'avenant n°2 ;
- d'imputer la dépense sur l'Autorisation de Programme 83 opération 183 "Extension terre-plein Dieppe".

Publié sur le site Internet :
20 décembre 2024

Le Vice-Président du Syndicat Mixte



Jean MORIN

La présente délibération est susceptible de faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de CAEN, dans le délai de deux mois à compter de la date à laquelle elle est exécutoire. Ce recours contentieux peut être précédé, dans ce délai, d'un recours gracieux auprès du Président de Ports de Normandie. Cette procédure prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivants la réponse au recours gracieux. Le Tribunal Administratif peut être saisi par l'application informatique « Télécours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

N° : 24-236

Accusé de réception en préfecture
014-200006096-20241217-24-236-DE
Date de télétransmission : 21/12/2024
Date de réception préfecture : 21/12/2024

DELIBERATION
DU COMITE SYNDICAL DU SYNDICAT MIXTE REGIONAL
DES PORTS DE CAEN-OUISTREHAM
CHERBOURG ET DIEPPE

**MULTI-SITES - MA N°2024-039 - ACCORD CADRE GEOTECHNIQUE
- AVENANT N°1**

Réunion du Mardi 17 décembre 2024

LE COMITE SYNDICAL DU SYNDICAT MIXTE REGIONAL DES PORTS DE CAEN-OUISTREHAM, CHERBOURG ET DIEPPE EST REUNI
LE MARDI 17 DECEMBRE 2024 A 10H AU SIEGE DE PORTS DE NORMANDIE 3 RUE RENE CASSIN 14280 SAINT-CONTEST
SOUS LA PRESIDENCE DE MONSIEUR JEAN MORIN.

SONT PRESENTS : Jean-François BLOC ; Philippe CHAPRON ; Michel FRICOUT ; Sophia HABIBI-NOORI ;
Quentin LAGALLARDE ; Gilles LELONG ; Marc MILLET ; Jean MORIN ; Valérie NOUVEL ; Bastien RECHER ;
Pierre VOGT ; Ludwig WILLAUME.

Monsieur Gilles LELONG ne prend pas part au vote (*les deux délégués titulaires représentant le Département de la Manche sont présents*).

Monsieur Nicolas JOYAU a donné pouvoir à Monsieur MARC MILLET.

Monsieur Alain BAZILLE a donné pouvoir à Monsieur Michel FRICOUT.

VOTANTS:13 POUR:13 CONTRE:0 ABSTENTION:0

VU le Code général des collectivités territoriales ;

VU le Code de la Commande Publique et notamment les articles L 2123-1 et R 2123-1 ;

VU la délibération n°24-150 du 7 octobre 2024 attribuant l'accord-cadre n°2024-039 ;

VU le rapport de Monsieur le Président du Syndicat Mixte ;

CONSIDERANT l'avis favorable de la Commission d'Appel d'Offres, réunie le 13 décembre 2024 à 10h,

LE COMITE SYNDICAL DECIDE A L'UNANIMITE :

- d'approuver l'avenant n°1 au marché n°2024-039 permettant d'acter la restructuration du titulaire HYDROGOTECHNIQUE comme suit :

La présente délibération est susceptible de faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de CAEN, dans le délai de deux mois à compter de la date à laquelle elle est exécutoire. Ce recours contentieux peut être précédé, dans ce délai, d'un recours gracieux auprès du Président de Ports de Normandie. Cette procédure prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivants la réponse au recours gracieux. Le Tribunal Administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérécurse citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Accusé de réception en préfecture
014-200006096-20241217-24-236-DE
Date de télétransmission : 21/12/2024

| Titulaire initial | Titulaire après avenant n°1 |
|---|---|
| HYDROGEOTECHNIQUE NORD 76710 ESTELETTES SIRET – 440 317 717 00088 | HYDROGEOTECHNIQUE OUEST 76710 ESTELETTES SIRET - 90769698300010 |

- d'autoriser le Président à signer et à mettre au point l'avenant n°1.

Publié sur le site Internet :
20 décembre 2024

Le Vice-Président du Syndicat Mixte



Jean MORIN

La présente délibération est susceptible de faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de CAEN, dans le délai de deux mois à compter de la date à laquelle elle est exécutoire. Ce recours contentieux peut être précédé, dans ce délai, d'un recours gracieux auprès du Président de Ports de Normandie. Cette procédure prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivants la réponse au recours gracieux. Le Tribunal Administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

N° : 24-237

Accusé de réception en préfecture
014-200006096-20241217-24-237-DE
Date de télétransmission : 21/12/2024
Date de réception préfecture : 21/12/2024

DELIBERATION
DU COMITE SYNDICAL DU SYNDICAT MIXTE REGIONAL
DES PORTS DE CAEN-OUISTREHAM
CHERBOURG ET DIEPPE

**MULTI-SITES – MA N°2021-016 - TRAVAUX CONTROLES
SUBAQUATIQUES – AVENANT N°2**

Réunion du Mardi 17 décembre 2024

LE COMITE SYNDICAL DU SYNDICAT MIXTE REGIONAL DES PORTS DE CAEN-OUISTREHAM, CHERBOURG ET DIEPPE EST REUNI
LE MARDI 17 DECEMBRE 2024 A 10H AU SIEGE DE PORTS DE NORMANDIE 3 RUE RENE CASSIN 14280 SAINT-CONTEST
SOUS LA PRESIDENCE DE MONSIEUR JEAN MORIN.

SONT PRESENTS : Jean-François BLOC ; Philippe CHAPRON ; Michel FRICOUT ; Sophia HABIBI-NOORI ;
Quentin LAGALLARDE ; Gilles LELONG ; Marc MILLET ; Jean MORIN ; Valérie NOUVEL ; Bastien RECHER ;
Pierre VOGT ; Ludwig WILLAUME.

Monsieur Gilles LELONG ne prend pas part au vote (*les deux délégués titulaires représentant le Département de la Manche sont présents*).

Monsieur Nicolas JOYAU a donné pouvoir à Monsieur MARC MILLET.
Monsieur Alain BAZILLE a donné pouvoir à Monsieur Michel FRICOUT.

VOTANTS:13 POUR:13 CONTRE:0 ABSTENTION:0

VU le Code général des collectivités territoriales ;
VU le Code de la Commande Publique et notamment les articles L 2123-1 et R 2123-1 ;
VU la délibération n°21-175 du 15 octobre 2021 attribuant le marché n°2021-016 ;
VU le rapport de Monsieur le Président du Syndicat Mixte ;

CONSIDERANT l'avis favorable de la Commission d'Appel d'Offres, réunie le 13 décembre 2024 à 10h,

LE COMITE SYNDICAL DECIDE A L'UNANIMITE :

- d'approuver l'avenant n°2 au marché n°2021-016 permettant de conserver les prix de l'année 2024 pour l'année 2025, dernière année d'exécution du marché ;

La présente délibération est susceptible de faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de CAEN, dans le délai de deux mois à compter de la date à laquelle elle est exécutoire. Ce recours contentieux peut être précédé, dans ce délai, d'un recours gracieux auprès du Président de Ports de Normandie. Cette procédure prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivants la réponse au recours gracieux. Le Tribunal Administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Accusé de réception en préfecture
014-200006096-20241217-24-237-DE
Date de télétransmission : 21/12/2024
Date de réception préfecture : 21/12/2024

- d'autoriser le Président à signer et à mettre au point l'avenant n°2.

Publié sur le site Internet :
20 décembre 2024

Le Vice-Président du Syndicat Mixte

A handwritten signature in black ink, consisting of a large, sweeping loop followed by a smaller, more intricate flourish.

Jean MORIN

La présente délibération est susceptible de faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de CAEN, dans le délai de deux mois à compter de la date à laquelle elle est exécutoire. Ce recours contentieux peut être précédé, dans ce délai, d'un recours gracieux auprès du Président de Ports de Normandie. Cette procédure prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivants la réponse au recours gracieux. Le Tribunal Administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

N° : 24-238

Accusé de réception en préfecture
014-200006096-20241217-24-238-DE
Date de télétransmission : 21/12/2024
Date de réception préfecture : 21/12/2024

DELIBERATION
DU COMITE SYNDICAL DU SYNDICAT MIXTE REGIONAL
DES PORTS DE CAEN-OUISTREHAM
CHERBOURG ET DIEPPE

**MULTI-SITES – MA N°2021-028 -INSPECTIONS DIAGNOSTICS
OUVRAGES – AVENANT N°1**

Réunion du Mardi 17 décembre 2024

LE COMITE SYNDICAL DU SYNDICAT MIXTE REGIONAL DES PORTS DE CAEN-OUISTREHAM, CHERBOURG ET DIEPPE EST REUNI
LE MARDI 17 DECEMBRE 2024 A 10H AU SIEGE DE PORTS DE NORMANDIE 3 RUE RENE CASSIN 14280 SAINT-CONTEST
SOUS LA PRESIDENCE DE MONSIEUR JEAN MORIN.

SONT PRESENTS : Jean-François BLOC ; Philippe CHAPRON ; Michel FRICOUT ; Sophia HABIBI-NOORI ;
Quentin LAGALLARDE ; Gilles LELONG ; Marc MILLET ; Jean MORIN ; Valérie NOUVEL ; Bastien RECHER ;
Pierre VOGT ; Ludwig WILLAUME.

Monsieur Gilles LELONG ne prend pas part au vote (*les deux délégués titulaires représentant le Département de la Manche sont présents*).

Monsieur Nicolas JOYAU a donné pouvoir à Monsieur MARC MILLET.
Monsieur Alain BAZILLE a donné pouvoir à Monsieur Michel FRICOUT.

VOTANTS:13 POUR:13 CONTRE:0 ABSTENTION:0

VU le Code général des collectivités territoriales ;
VU le Code de la Commande Publique et notamment les articles L 2123-1 et R 2123-1 ;
VU la délibération n°22-037 du 3 mars 2022 attribuant le marché n°2021-016 ;
VU le rapport de Monsieur le Président du Syndicat Mixte ;

CONSIDERANT l'avis favorable de la Commission d'Appel d'Offres, réunie le 13 décembre 2024 à 10h,

LE COMITE SYNDICAL DECIDE A L'UNANIMITE :

- d'approuver l'avenant n°1 au marché n°2021-028 permettant de conserver les prix de l'année 2024 pour l'année 2025, dernière année d'exécution du marché ;

La présente délibération est susceptible de faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de CAEN, dans le délai de deux mois à compter de la date à laquelle elle est exécutoire. Ce recours contentieux peut être précédé, dans ce délai, d'un recours gracieux auprès du Président de Ports de Normandie. Cette procédure prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivants la réponse au recours gracieux. Le Tribunal Administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Accusé de réception en préfecture
014-200006096-20241217-24-238-DE
Date de télétransmission : 21/12/2024
Date de réception préfecture : 21/12/2024

- d'autoriser le Président à signer et à mettre au point l'avenant n°1.

Publié sur le site Internet :
20 décembre 2024

Le Vice-Président du Syndicat Mixte



Jean MORIN

La présente délibération est susceptible de faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de CAEN, dans le délai de deux mois à compter de la date à laquelle elle est exécutoire. Ce recours contentieux peut être précédé, dans ce délai, d'un recours gracieux auprès du Président de Ports de Normandie. Cette procédure prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivants la réponse au recours gracieux. Le Tribunal Administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

N° : 24-239

Accusé de réception en préfecture
014-200006096-20241217-24-239-DE
Date de télétransmission : 21/12/2024
Date de réception préfecture : 21/12/2024

**DELIBERATION
DU COMITE SYNDICAL DU SYNDICAT MIXTE REGIONAL
DES PORTS DE CAEN-OUISTREHAM
CHERBOURG ET DIEPPE**

**MULTI-SITES – MA N°2022-059 – AC TELECOMMUNICATIONS LOT
2 – AVENANT N°3**

Réunion du Mardi 17 décembre 2024

LE COMITE SYNDICAL DU SYNDICAT MIXTE REGIONAL DES PORTS DE CAEN-OUISTREHAM, CHERBOURG ET DIEPPE EST REUNI
LE MARDI 17 DECEMBRE 2024 A 10H AU SIEGE DE PORTS DE NORMANDIE 3 RUE RENE CASSIN 14280 SAINT-CONTEST
SOUS LA PRESIDENCE DE MONSIEUR JEAN MORIN.

SONT PRESENTS : Jean-François BLOC ; Philippe CHAPRON ; Michel FRICOUT ; Sophia HABIBI-NOORI ;
Quentin LAGALLARDE ; Gilles LELONG ; Marc MILLET ; Jean MORIN ; Valérie NOUVEL ; Bastien RECHER ;
Pierre VOGT ; Ludwig WILLAUME.

Monsieur Gilles LELONG ne prend pas part au vote (*les deux délégués titulaires représentant le Département de la Manche sont présents*).

Monsieur Nicolas JOYAU a donné pouvoir à Monsieur MARC MILLET.
Monsieur Alain BAZILLE a donné pouvoir à Monsieur Michel FRICOUT.

VOTANTS:13 POUR:13 CONTRE:0 ABSTENTION:0

VU le Code général des collectivités territoriales ;
VU le Code de la Commande Publique et notamment les articles L 2123-1 et R 2123-1 ;
VU la délibération n°22-141 du 7 octobre 2022 attribuant le marché n°2022-059 ;
VU le rapport de Monsieur le Président du Syndicat Mixte ;

CONSIDERANT l'avis favorable de la Commission d'Appel d'Offres, réunie le 13 décembre 2024 à 10h,

LE COMITE SYNDICAL DECIDE A L'UNANIMITE :

- d'autoriser le Président à mettre au point et à signer l'avenant permettant de prendre acte comme suit de la restructuration du titulaire :

La présente délibération est susceptible de faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de CAEN, dans le délai de deux mois à compter de la date à laquelle elle est exécutoire. Ce recours contentieux peut être précédé, dans ce délai, d'un recours gracieux auprès du Président de Ports de Normandie. Cette procédure prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivants la réponse au recours gracieux. Le Tribunal Administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérécurse citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Accusé de réception en préfecture
014-200006096-20241217-24-239-DE
Date de télétransmission : 21/12/2024

| | |
|--|---|
| Titulaire initial | Titulaire après avenant n°3 |
| VOIP TELECOM 75 020 PARIS SIRET : 50418936600082 | STEOLOGY SAS 50220 POILLEY SIRET - 92816134800018 |

- d'imputer les dépenses correspondantes de Ports de Normandie en section de fonctionnement.

Publié sur le site Internet :
20 décembre 2024

Le Vice-Président du Syndicat Mixte



Jean MORIN

La présente délibération est susceptible de faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de CAEN, dans le délai de deux mois à compter de la date à laquelle elle est exécutoire. Ce recours contentieux peut être précédé, dans ce délai, d'un recours gracieux auprès du Président de Ports de Normandie. Cette procédure prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivants la réponse au recours gracieux. Le Tribunal Administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

N° : 24-240

Accusé de réception en préfecture
014-200006096-20241217-24-240-DE
Date de télétransmission : 21/12/2024
Date de réception préfecture : 21/12/2024

DELIBERATION
DU COMITE SYNDICAL DU SYNDICAT MIXTE REGIONAL
DES PORTS DE CAEN-OUISTREHAM
CHERBOURG ET DIEPPE

**MULTI-SITES – CONVENTION DE GROUPEMENT DE COMMANDES -
DRAGAGE**

Réunion du Mardi 17 décembre 2024

LE COMITE SYNDICAL DU SYNDICAT MIXTE REGIONAL DES PORTS DE CAEN-OUISTREHAM, CHERBOURG ET DIEPPE EST REUNI
LE MARDI 17 DECEMBRE 2024 A 10H AU SIEGE DE PORTS DE NORMANDIE 3 RUE RENE CASSIN 14280 SAINT-CONTEST
SOUS LA PRESIDENCE DE MONSIEUR JEAN MORIN.

SONT PRESENTS : Jean-François BLOC ; Philippe CHAPRON ; Michel FRICOUT ; Sophia HABIBI-NOORI ;
Quentin LAGALLARDE ; Gilles LELONG ; Marc MILLET ; Jean MORIN ; Valérie NOUVEL ; Bastien RECHER ;
Pierre VOGT ; Ludwig WILLAUME.

Monsieur Gilles LELONG ne prend pas part au vote (*les deux délégués titulaires représentant le Département de la Manche sont présents*).

Monsieur Nicolas JOYAU a donné pouvoir à Monsieur MARC MILLET.
Monsieur Alain BAZILLE a donné pouvoir à Monsieur Michel FRICOUT.

VOTANTS:13 POUR:13 CONTRE:0 ABSTENTION:0

VU le Code général des collectivités territoriales ;
VU le Code de la Commande Publique et notamment l'article L 1414-3 ;
VU le rapport de Monsieur le Président du Syndicat Mixte ;

LE COMITE SYNDICAL DECIDE A L'UNANIMITE :

- d'autoriser le Président à mettre au point et à signer la convention de groupement conformément au projet joint en annexe de la présente délibération.

Publié sur le site Internet :
20 décembre 2024

Le Vice-Président du Syndicat Mixte



Jean MORIN

La présente délibération est susceptible de faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de CAEN, dans le délai de deux mois à compter de la date à laquelle elle est exécutoire. Ce recours contentieux peut être précédé, dans ce délai, d'un recours gracieux auprès du Président de Ports de Normandie. Cette procédure prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivants la réponse au recours gracieux. Le Tribunal Administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérécourts citoyens » accessible par le site internet www.telerecourts.fr.

CONVENTION DE GROUPEMENT DE COMMANDE DRAGAGE



A - Objet du groupement de commandes

Un groupement de commandes est constitué selon les dispositions des articles L. 2113-6 à L. 2113-8 du Code de la commande publique.

La présente convention concerne :

LES DRAGAGES D'ENTRETIEN DES PORTS NORMANDS

Convention conclue entre :

- Le Syndicat Mixte Ports de Normandie, ci-après désigné PdN, représenté par son Président, Monsieur Hervé MORIN, dûment autorisé à signer par délibération n° de son comité syndical du
- Le Syndicat Mixte des Ports de la Seine-Maritime, ci-après désigné SMPSM, représenté par son Président, Monsieur Alain BAZILLE, dûment autorisé à signer par délibération n° de son comité syndical du

Préalablement, il est exposé que, compte tenu de l'insuffisance de concurrence au niveau national dans le milieu des dragages, des prix très élevés d'amenées - replis des engins de dragage, Ports de Normandie et le Syndicat Mixte des Ports de la Seine Maritime souhaitent constituer un groupement de commandes pour la consultation commune des entreprises de dragage pour le maintien des profondeurs des ports de Caen-Ouistreham, Cherbourg, Dieppe, le Tréport, Fécamp, Saint-Valery-en-Caux et le port de pêche du Havre.

Le groupement a pour objectif de couvrir un besoin précis commun à l'ensemble des entités et donc de lancer une seule consultation ayant pour objet de coordonner et d'optimiser les travaux de dragage pour permettre :

- de réaliser une économie d'échelle sur les volumes totaux dragués,
- de limiter les coûts d'amenées - replis des engins en réduisant les trajets.

Tableau des quantités annuelles estimées des accords-cadres-

(*) LOTS Géographiques ; ^(n/4) Périodicité ; # moyenne/4 années

| | |  | |  | | | | Total groupement |
|---------|-------|---|--|--|--|---|--|---|
| | | Ports de Normandie | | Syndicat Mixte des Ports de la Seine-Maritime | | | | |
| | | Ouistreham | Dieppe | Le Tréport | Fécamp | Le Havre Pêche | St-Valery- en-Caux | |
| Lot 1 | DAM | Drague Aspiratrice en Marche | 303 000m ³ ^(4/4) | 197 000m ³ ^(4/4) | 40 000m ³ ^(4/4) | 40 000m ³ ^(2/4) | | # 560 000m ³ ^(4/4) |
| Lot 2 | DIP | Drague à la benne preneuse | 6 000m ³ ^(1/4) | 13 000m ³ ^(1/4) | | 25 000m ³ ^(2/4) | 30 000 m ³ ^(1/4) | #24 750m ³ ^(4/4) |
| Lot 3 | DAS1 | Drague Aspiratrice stationnaire Le Tréport-St Valery | – | – | 25 000m ³ ^(2/4) | – | 35 000 m ³ ^(1/4) | # 21 250m ³ ^(4/4) |
| Lot 4 * | NIV C | Nivelage par remorqueur équipé Caen-Ouistreham | 250h ^(4/4) | – | – | – | | 250h ^(4/4) |
| Lot 5 * | NIV D | Nivelage par remorqueur équipé Dieppe | | 113 000m ³ nv ^(4/4) | | | | 113 000m ³ nv ^(4/4) |
| Lot 6 * | NIV T | Nivelage par remorqueur équipé Le Tréport | – | – | 10 000m ³ nv ^(4/4) | | | 10 000 m ³ nv ^(4/4) |
| Lot 7 * | NIV F | Nivelage par remorqueur équipé Fécamp | – | – | – | 10 000 m ³ nv ^(2/4) | | 5 000 m ³ nv ^(2/4) |
| Lot 8 * | NIV P | Nivelage par remorqueur équipé Le Havre-Seine | – | – | – | | 2 500 m ³ nv ^(1/4) | 2 500 m ³ nv ^(1/4) |

La définition des besoins exprimés dans le tableau est susceptible d'évoluer jusqu'au moment de la consultation. La déclaration des quantités engage seul la responsabilité du membre du groupement.

B - Durée de la convention

La présente convention prend effet à compter de sa notification à chaque membre du groupement de commandes.

Elle est conclue pour la durée nécessaire à l'exécution de l'ensemble des prestations.

C. Caractéristiques principales des Accords-cadres

La consultation se fera sous forme d'appel d'offre ouvert. Le type de contrats associés au groupement est constitué d'accords-cadres mono attributaires pour des travaux avec un seul opérateur par lot donnant lieu à des bons de commandes conformément aux articles L. 2124-2, R. 2124-2 1° et R. 2161-2 à R. 2161-5 du Code de la commande publique. La consultation concerne des lots techniques et des lots géographiques, les accords-cadres associés sont à prix unitaires, conclus pour une durée d'un an reconductible tacitement 3 fois pour une durée identique sans que la durée ne puisse excéder 4 ans.

Critères et sous critères de jugement des offres

Critère 1 le Prix pondération 50%

Le prix des prestations est apprécié au vu du détail estimatif fourni à titre indicatif par chaque maître d'ouvrage et valorisé par le candidat.

Critère 2 la Valeur technique pondération 45%

Les fiches synthétiques renseignant le :

- Sous critère 1 la performance des matériels et équipages
- Sous critère 2 l'adaptation des matériels pour l'exécution des chantiers
- Sous critère 3 Disponibilité
- Sous critère 4 Planning d'intervention

Critère 3 Valeur environnementale pondération 5%

La valeur environnementale de l'entreprise est évaluée à partir du Schéma d'Organisation de Respect de l'Environnement de l'entreprise (SOPRE).

D - Coordonnateur du groupement

Les parties à la convention conviennent de désigner Le Syndicat Mixte Ports de Normandie comme coordonnateur du groupement.

Le siège du coordonnateur est situé :

3 Rue René CASSIN
14280 St CONTEST

Le coordonnateur pourvoit à ses propres besoins en dragage dans le cadre de la consultation.

E - Missions du coordonnateur

Le coordonnateur a en charge l'organisation des procédures de passation dans le respect des règles du Code de la commande publique. Cela aboutit au choix de prestataires communs à l'ensemble des membres du groupement.

Pour ce qui le concerne, chaque membre signe, notifie et suit l'exécution du contrat.

Il est également responsable des autres missions suivantes :

| Ordre | Désignation détaillée |
|-------|--|
| 1 | Définir l'organisation technique et administrative de la procédure de consultation |
| 2 | Procéder à la transmission de l'état des besoins aux membres du groupement et de recenser leurs besoins |
| 3 | Elaborer le dossier de consultation des entreprises en concertation avec les membres du groupement |
| 4 | Procéder à la constitution des dossiers de consultation |
| 5 | Assurer la publication de l'avis d'appel public à la concurrence |
| 6 | Mettre à la disposition des candidats le dossier de consultation sur la plateforme de dématérialisation. |
| 7 | Recevoir les offres |
| 8 | Assurer la séance d'ouverture des plis et l'élaboration des documents d'ouvertures (procès-verbal, registre de retrait, registre des dépôts ...) |
| 9 | Envoyer les convocations aux réunions du comité technique et de la commission d'appel d'offres |
| 10 | Préparer les procès-verbaux et assurer la rédaction des décisions de la commission d'appel d'offres lors de sa séance d'ouverture de jugement des offres |
| 11 | Informers les candidats retenus et non retenus des choix de la commission d'appel d'offres |
| 12 | Mettre en forme les accords-cadres après attribution par la commission d'appel d'offres |
| 13 | Informers les établissements membres du groupement des candidats retenus |
| 14 | Transmettre aux membres du groupement les documents nécessaires à la conclusion des accords-cadres et à leur contrôle de légalité avant notification : publicité, acte d'engagement, pièces de candidatures et pièces contractuelles des offres retenues rapport de la commission d'ouverture des plis, rapport de la commission des choix des offres, rapport de présentation... |
| 15 | Procéder à la publication de l'avis d'attribution |
| 16 | <p>Le coordonnateur est responsable de la planification des travaux de dragage pour l'ensemble des membres du groupement. Il a pour mission :</p> <ul style="list-style-type: none"> - d'élaborer en fin d'année, pour l'année suivante, un planning primitif des travaux de dragage, - d'organiser, pour l'année en cours, la mise à jour et la diffusion des informations au bénéfice du groupement pour le passage des commandes, |

Accusé de réception en préfecture
014-200006096-20241217-24-240-DE

Date de télétransmission : 21/12/2024
Date de réception préfecture : 21/12/2024

- de tenir informé les membres des difficultés de chacun dans l'exécution des campagnes de dragage.

Le coordonnateur est responsable à l'égard des membres du groupement de la bonne exécution des missions énumérées ci-dessus. Il fera son affaire du règlement des litiges relatifs au choix des cocontractants. Il n'est pas rémunéré pour l'exercice de sa mission.

F - Membres du groupement

Sont membres du groupement les établissements suivants :

SYNDICAT MIXTE PORTS DE NORMANDIE

SYNDICAT MIXTE DES PORTS DE LA SEINE-MARITIME

G - Obligations des membres du groupement

Chaque membre du groupement s'engage à :

| Ordre | Désignation détaillée |
|-------|---|
| 1 | Transmettre un état prévisionnel de ses besoins quantitatifs et qualitatifs dans les délais fixés par le coordonnateur |
| 2 | Indiquer au coordonnateur la personne habilitée et son suppléant qui siègera au comité technique. |
| 3 | Participer aux réunions du comité technique. |
| 4 | Transmettre au coordonnateur un exemplaire de la délibération autorisant le représentant du membre à signer l'accord cadre |
| 5 | Signer un acte d'engagement avec le titulaire retenu par la commission d'appel d'offres à hauteur de ses besoins propres tels que déterminés dans son état des besoins |
| 6 | Transmettre, le cas échéant, au contrôle de légalité les pièces concernant son accord cadre |
| 7 | Notifier l'exécution de l'accord cadre au titulaire |
| 8 | Exécuter son accord cadre : commande, vérification et réception des prestations, ainsi que paiement conformément aux dispositions prévues au cahier des clauses administratives et particulières de l'accord cadre. |
| 9 | Informers le coordonnateur de tout litige né à l'occasion de la passation de ses accords-cadres |

Les membres du groupement sont responsables de la bonne exécution des missions prévues à l'article G de la présente convention.

H - Comité technique

Chaque membre du groupement désigne librement en commission technique le ou les représentants devant participer aux travaux du groupement.

Missions des membres du comité technique

- définir précisément l'étendue des besoins,
- donner au coordonnateur des travaux les périodes de dragage souhaitées en fin d'année, pour l'année suivante.
- participer aux réunions de travail du groupement,
- participer à l'analyse des offres préalablement à la présentation en commission d'appel d'offre du coordonnateur.
- participer à l'actualisation du planning des travaux.

I - Organe de décision

Après avis favorable du comité technique, l'organe de décision devant intervenir dans le choix du ou des titulaires des accords-cadres est la commission d'appel d'offres du coordonnateur du groupement.

J - Gestion des frais du groupement

Les frais de gestion du groupement de commandes sont pris en charge par Ports de Normandie.

Le projet s'inscrit dans les budgets respectifs des maîtres d'ouvrages pour ce qui les concernent :

- Le budget de Ports de Normandie (PdN),
- Le budget du Syndicat Mixte des Ports de la Seine-Maritime (SMPSM).

K - Modalités financières

Chaque membre du groupement procédera aux paiements des prestations le concernant.

.....
Pour une Commande port de Dieppe-Caen-Ouistreham ou Cherbourg :
PORTS DE NORMANDIE
3 rue René CASSIN
14280 SAINT CONTEST

.....
Pour une commande des ports de Saint-Valery-en-Caux, Fécamp, Le Tréport ou Le Havre-pêche :
Syndicat Mixte des Ports de la Seine-Maritime
16 Grand Quai BP 167
76400 FECAMP

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro suivant les numéros de SIRET et de budget figurant au CCAP de l'accord cadre.

Accusé de réception en préfecture
014-200006096-20241217-24-240-DE
Date de transmission : 21/12/2024
Date de réception préfecture : 21/12/2024

L - Modalités d'adhésion au groupement

Chaque membre adhère au groupement de commandes en adoptant la présente convention par décision de l'instance autorisée. Une copie de la décision est notifiée au coordonnateur du groupement de commandes. La signature de la présente convention vaut adhésion au groupement de commandes.

M - Modalités de retrait du groupement

Dès lors qu'une consultation a été engagée ou est en instance de publication AAPC dans le mois, suivant le calendrier établi, et en dehors de tout motif d'intérêt général, les membres du groupement n'ont plus la possibilité de se retirer du groupement de commandes. La décision de retrait n'est entérinée que par la délibération de l'assemblée délibérante du désistant. Une copie de la délibération ou de la décision est notifiée au coordonnateur.

Le retrait d'un de ses membres vaut résiliation de la présente convention.

N - Règlement des litiges

Les parties s'engagent à rechercher un règlement amiable ; tout différend ou litige qui n'aura pu être réglé à l'amiable sera porté devant les juridictions du Tribunal Administratif de Caen.

Tribunal Administratif de Caen

3 à 5 rue Arthur Leduc
BP 25086
14050 CAEN CEDEX 4
Tél : 02 31 70 72 72
Télécopie : 02 31 52 42 17
Courriel : greffe.ta-caen@juradm.fr

O - Modification de la présente convention

Toute modification de la présente convention fera l'objet d'un avenant, celui-ci devra être approuvé dans les mêmes termes par l'ensemble des membres du groupement. Les décisions des membres sont notifiées au coordonnateur. La modification ne prend effet que lorsque les membres du groupement ont approuvé les modifications.

Fait à _____ ,

Le ... / ... / ,

Accusé de réception en préfecture
014-200006096-20241217-24-240-DE

Date de télétransmission : 21/12/2024

Date de réception en préfecture : 21/12/2024

| Membre | Représentant | Président | Signature |
|--------|---------------|-----------|-----------|
| PdN | Hervé MORIN | Président | |
| SMPSM | Alain BAZILLE | Président | |

N° : 24-241

Accusé de réception en préfecture
014-200006096-20241217-24-241-DE
Date de télétransmission : 21/12/2024
Date de réception préfecture : 21/12/2024

DELIBERATION
DU COMITE SYNDICAL DU SYNDICAT MIXTE REGIONAL
DES PORTS DE CAEN-OUISTREHAM
CHERBOURG ET DIEPPE

COMPTE-RENDU DES MARCHES PASSES PAR DELEGATION

Réunion du Mardi 17 décembre 2024

LE COMITE SYNDICAL DU SYNDICAT MIXTE REGIONAL DES PORTS DE CAEN-OUISTREHAM, CHERBOURG ET DIEPPE EST REUNI
LE MARDI 17 DECEMBRE 2024 A 10H AU SIEGE DE PORTS DE NORMANDIE 3 RUE RENE CASSIN 14280 SAINT-CONTEST
SOUS LA PRESIDENCE DE MONSIEUR JEAN MORIN.

SONT PRESENTS : Jean-François BLOC ; Philippe CHAPRON ; Michel FRICOUT ; Sophia HABIBI-NOORI ;
Quentin LAGALLARDE ; Gilles LELONG ; Marc MILLET ; Jean MORIN ; Valérie NOUVEL ; Bastien RECHER ;
Pierre VOGT ; Ludwig WILLAUME.

Monsieur Gilles LELONG ne prend pas part au vote (*les deux délégués titulaires représentant le Département de la Manche sont présents*).

Monsieur Nicolas JOYAU a donné pouvoir à Monsieur MARC MILLET.
Monsieur Alain BAZILLE a donné pouvoir à Monsieur Michel FRICOUT.

VOTANTS:13 POUR:13 CONTRE:0 ABSTENTION:0

VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les article L 2122-23 et L 5211-2 ;
VU le Code de la Commande Publique ;
VU le rapport de Monsieur le Président du Syndicat Mixte ;

LE COMITE SYNDICAL DECIDE A L'UNANIMITE :

- de prendre acte de la signature des marchés suivants :

La présente délibération est susceptible de faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de CAEN, dans le délai de deux mois à compter de la date à laquelle elle est exécutoire. Ce recours contentieux peut être précédé, dans ce délai, d'un recours gracieux auprès du Président de Ports de Normandie. Cette procédure prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivants la réponse au recours gracieux. Le Tribunal Administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Accusé de réception en préfecture
014-200006096-20241217-24-241-DE
Date de télétransmission : 21/12/2024
Date de réception préfecture : 21/12/2024

| Objet | Montant en € HT | Titulaire |
|--|-----------------|---|
| MA 2020-057 Q Réaménagement réseaux eaux pluviales | 139.417,82 | COLAS France Rue H. Dannemont 50 700 BRIX |
| MA 2024-017 Libération des emprises - Hangar Bellot | 92.740,00 | TP CREVEL 40, route de Saint-Lô 50 190 PERIERS |
| MA 2024-025 Libération des emprises – Maison de Vannes | 53.450,00 | TP CREVEL 22 bd Allende 44 800 ST HERBLAIN |
| MA 2024-029 Réfection de la toiture bâtiment NEPTUNE | 191.763,88 | SEO ZI Grande Plaine 14 760 BRETTEVILLE SUR ODON |
| MA 2024-043 Fourniture d'un vérin pour le pont Tournant de Colombelles | 42.170,12 | HYDEC ZI Grande Plaine 14 760 BRETTEVILLE SUR ODON |

Publié sur le site Internet :
20 décembre 2024

Le Vice-Président du Syndicat Mixte



Jean MORIN

La présente délibération est susceptible de faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de CAEN, dans le délai de deux mois à compter de la date à laquelle elle est exécutoire. Ce recours contentieux peut être précédé, dans ce délai, d'un recours gracieux auprès du Président de Ports de Normandie. Cette procédure prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivants la réponse au recours gracieux. Le Tribunal Administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

N° : 24-242

Accusé de réception en préfecture
014-200006096-20241217-24-242-DE
Date de télétransmission : 21/12/2024
Date de réception préfecture : 21/12/2024

**DELIBERATION
DU COMITE SYNDICAL DU SYNDICAT MIXTE REGIONAL
DES PORTS DE CAEN-OUISTREHAM
CHERBOURG ET DIEPPE**

TARIFS 2025

Réunion du Mardi 17 décembre 2024

LE COMITE SYNDICAL DU SYNDICAT MIXTE REGIONAL DES PORTS DE CAEN-OUISTREHAM, CHERBOURG ET DIEPPE EST REUNI
LE MARDI 17 DECEMBRE 2024 A 10H AU SIEGE DE PORTS DE NORMANDIE 3 RUE RENE CASSIN 14280 SAINT-CONTEST
SOUS LA PRESIDENCE DE MONSIEUR JEAN MORIN.

SONT PRESENTS : Jean-François BLOC ; Philippe CHAPRON ; Michel FRICOUT ; Sophia HABIBI-NOORI ; Quentin LAGALLARDE ; Gilles LELONG ; Marc MILLET ; Jean MORIN ; Valérie NOUVEL ; Bastien RECHER ; Pierre VOGT ; Ludwig WILLAUME.

Monsieur Gilles LELONG ne prend pas part au vote (*les deux délégués titulaires représentant le Département de la Manche sont présents*).

Monsieur Nicolas JOYAU a donné pouvoir à Monsieur MARC MILLET.
Monsieur Alain BAZILLE a donné pouvoir à Monsieur Michel FRICOUT.

VOTANTS:13 POUR:13 CONTRE:0 ABSTENTION:0

VU le Code général des collectivités territoriales ;

VU le Code des transports ;

VU le rapport de Monsieur le Président du Syndicat Mixte ;

CONSIDERANT la consultation des conseils portuaires le 5 décembre (*sites de Caen-Ouistreham et Cherbourg*), le 12 décembre (*site de Dieppe*) ;

LE COMITE SYNDICAL DECIDE A L'UNANIMITE :

- d'adopter les tarifs 2025 joints à la présente délibération.

Publié sur le site Internet :
20 décembre 2024

Le Vice-Président du Syndicat Mixte



Jean MORIN

La présente délibération est susceptible de faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de CAEN, dans le délai de deux mois à compter de la date à laquelle elle est exécutoire. Ce recours contentieux peut être précédé, dans ce délai, d'un recours gracieux auprès du Président de Ports de Normandie. Cette procédure prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivants la réponse au recours gracieux. Le Tribunal Administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Tarifs divers

1^{er} janvier 2025

PORTS DE NORMANDIE

Redevances domaniales
Régie des outils de mise à sec à sec du port de Cherbourg
Prestations diverses
Redevance forfaitaire de sécurité remorquage
Régie de recettes Quai Alexandre III - Port de Cherbourg
Droit d'usage des voies ferrées - Port Est de Cherbourg

| DOMAINE | | | |
|--|--|----------------------------|------------------------------|
| Tarif applicable à la date du 1 ^{er} janvier 2025 | | | |
| Frais divers | | Activité | Prix |
| Frais de dossier | Portuaire | u | 57,04 € |
| Frais de dossier | Non portuaire | u | 57,04 € |
| Audiovisuel | | | |
| Activités audiovisuelles | | Activité | Prix |
| Tournage audiovisuel (prise de vue...) à des fins non lucratives | Portuaire et non portuaire | Journée | gratuit |
| | Portuaire et non portuaire | Demi-journée | gratuit |
| Tournage audiovisuel (prises de vue...) à des fins lucratives | Portuaire et non portuaire | Journée | 470,11 € |
| | Portuaire et non portuaire | Demi-journée | 235,05 € |
| Foodtrucks | | | |
| Nature de l'occupation | | Activité | Prix |
| Foodtrucks | foodtrucks - occupation de 1 à 10 m2 | 1 jour / sem | 46,55 € |
| | | 2 jours / sem | 64,00 € |
| | | 3 jours / sem | 75,64 € |
| | foodtrucks - occupation de supérieure à 10 m2 | non portuaire | 1 jour / sem |
| | non portuaire | 2 jours / sem | 87,27 € |
| | non portuaire | 3 jours / sem | 104,73 € |
| | forfait à l'établissement de la convention | non portuaire | m ² par an 1,70 € |
| Réseaux | | | |
| Nature de l'occupation | | Activité | Unité |
| Câbles | Portuaire | Portuaire | ml |
| | Non portuaire | Non portuaire | ml |
| Liaison de télécommunication | Portuaire | Portuaire | ml |
| | Non portuaire | Non portuaire | ml |
| Canalisations R2333-114 CGC7 | Portuaire | Portuaire | ml |
| | Non portuaire | Non portuaire | ml |
| Voies ferrées | Portuaire | Gaz / Hydrocarbures | m ² |
| | Non portuaire | Portuaire | m ² |
| Pipelines | Portuaire | Portuaire | m ² |
| | Non portuaire | Non portuaire | ml |
| Petits ouvrages | | | |
| Nature de l'occupation | | Activité | Prix |
| Petits ouvrages portuels: (inférieur à 100 m ²) | Installations support pour tél. mobile | Non portuaire | u |
| | Rejet EP ou prise d'eau | Non portuaire | u |
| | Distribution carburant | Portuaire | u |
| | Poste de transformation électrique | Portuaire | u |
| | Poste de transformation électrique - Armoire électrique - Dièppe | Non portuaire | u |
| | Cabine téléphonique | Portuaire et non portuaire | u |
| | Maintien d'un accès routier | Non portuaire | u |
| | Corps morts | Non portuaire | u |
| | Chambre de tirage | Portuaire | u |
| | Gabions | Non portuaire | u |
| Passerelles - ponceaux | Non portuaire | u | |

Accusé de réception en préfecture
 014 200006099-20241217-24-242
 Date de télétransmission : 21/12/2024
 Date de réception préfecture : 21/12/2024

| Equipements nautiques et mouillage | | | |
|--|-------------------------|----------------|---------|
| Nature de l'occupation | Activité | Unité | Prix |
| Appontements | Portuaire | m ² | 19,86 € |
| | Non portuaire | m ² | 29,11 € |
| Appontements temporaire (avant-port de Ouistreham) | Portuaire/Non portuaire | m/jour | 4,85 € |
| Pontons - Cale | Portuaire | ml | 29,78 € |
| | Portuaire | u | 92,64 € |
| Zone de mouillage plaisant | Portuaire | u | 45,00 € |
| | Portuaire | u | 21,17 € |
| Zone de mouillage commerce | Portuaire | m ² | €2,40 |
| Plan d'eau - utilisation pour activités diverses (sports nautiques...) | Portuaire | m ² | €1,17 |
| Plan d'eau - darse transatlantique-stationnement ponton remorqueur Cherbourg | Non portuaire | m ² | €1,69 |
| | Portuaire | m ² | €23,51 |
| Poste en mer | Portuaire | u (caffre) | €239,76 |

| Energie et fluides (hors abonnement individuel) | | | |
|---|---|-------|----------|
| Nature de l'occupation | Activité | Unité | Prix |
| Consommables - électrique | Location de niches mobiles de prises de courant - redevance par fiche (1) | u | par jour |
| | Portuaire et non portuaire | u | €14,95 |

(1) - toute journée commencée est due en entier. La fourniture d'énergie électrique ainsi qu'une participation à l'entretien des réseaux sera facturée d'après les tarifs d'Electricité de France, majorés de 20 % (voir 'Fourniture d'énergie électrique')

| Consommation d'eau - bâtiment d'habitation | | | |
|--|-------------------------|------------------------|----------|
| Nature de l'occupation | Activité | Unité | Prix |
| Port de Caen-Ouistreham | Portuaire/Non portuaire | forfait par personne | 166,42 € |
| Port de Cherbourg | Portuaire/Non portuaire | forfait par personne | 194,23 € |
| Port de Dieppe | Portuaire/Non portuaire | forfait par personne | 160,33 € |
| Consommation de gaz - bâtiment d'habitation | Activité | Unité | Prix |
| Port de Caen-Ouistreham | Portuaire/Non portuaire | m ³ /kwh/an | 12,49 |
| Port de Cherbourg | Portuaire/Non portuaire | m ³ /kwh/an | 12,49 |
| Port de Dieppe | Portuaire/Non portuaire | m ³ /kwh/an | 12,49 |
| Consommation d'électricité - bâtiment d'habitation | Activité | Unité | Prix |
| Port de Caen-Ouistreham | Portuaire/Non portuaire | m ² /kwh/an | 23,07 € |
| Port de Cherbourg | Portuaire/Non portuaire | m ² /kwh/an | 2,04 € |
| Port de Dieppe | Portuaire/Non portuaire | m ² /kwh/an | 33,37 € |
| Port de Dieppe | Portuaire/Non portuaire | m ² /kwh/an | 2,95 € |
| Port de Dieppe | Portuaire/Non portuaire | m ² /kwh/an | 29,38 € |
| Port de Dieppe | Portuaire/Non portuaire | m ² /kwh/an | 2,60 € |
| Consommation d'électricité - bâtiment de stockage | Activité | Unité | Prix |
| Port de Caen-Ouistreham | Portuaire/Non portuaire | m ² /kwh/an | 2,95 € |
| Port de Cherbourg | Portuaire/Non portuaire | m ² /kwh/an | 2,95 € |
| Port de Dieppe | Portuaire/Non portuaire | m ² /kwh/an | 4,53 € |

Les forfaits ci-après ont été élaborés selon la consommation moyenne des foyers et les tarifs en vigueur.

| PORT DE DIEPPE | | | | |
|------------------------|--|---------------------------------|----------------|----------|
| Foncier - bâtis | | | | |
| Nature de l'occupation | Activité | Unité | Prix | |
| Bâtiments | Bâtiment 24 quai du Carénage - salle de réunion rdc | salle de réunion - demi-journée | forfait | 107,63 € |
| | | salle de réunion - journée | forfait | 215,25 € |
| | Bâtiment Guyrenmer | bureaux | m ² | 13,81 € |
| | | garage | m ² | 4,46 € |
| | Bâtiment anciens Chantiers de Normandie rue Joseph Bruel | bureaux | m ² | 58,54 € |
| | Bâtiments anciens Chantiers de la Manche | hangars | m ² | 24,65 € |
| | Hangars rue Charles Blouard | hangars | m ² | 24,65 € |
| | Bureaux et ateliers situés rue Bonne Nouvelle | bureaux | m ² | 2,07 € |
| | ateliers | m ² | 63,85 € | |
| | locaux | m ² | 24,65 € | |
| | Bât Cours de Dakar (café Avenir) | bureaux et annexe | m ² | 46,13 € |
| | Bâtiment la Vigie | bureaux | m ² | 136,03 € |
| | Bureaux quai Trontkin | bureaux | m ² | 136,03 € |

La consommation d'énergie électrique pour le chauffage et l'éclairage fait l'objet d'une facture distincte aux tarifs prévus "Fourniture d'énergie"

| Foncier non bâtis - terre-pleins | | | | |
|----------------------------------|---|---------------|----------------|--|
| Nature de l'occupation | Activité | Unité | Prix | |
| Terrains non concédés | Terrains - terre-pleins | non portuaire | m ² | 7,75 € |
| | Terrains, terre-plein occupation de courte durée : manifestations, animations diverses, activités commerciales... | Non portuaire | m ² | par jour avec application d'un tarif minimum de 80 € |
| | Terrasses de restaurants et de cafés | non portuaire | m ² | 3,92 € |

Accusé de réception en préfecture
 014-200006096-20241217-24-242-DE
 Date de télétransmission : 21/12/2024
 Date de réception préfecture : 21/12/2024

PORTS DE CAEN-OUISTREHAM ET CHERBOURG

| Fondier - bâtis | | | |
|--|---------------------------|----------------|----------|
| Nature de l'occupation | Activité | Unité | Prix |
| Ateliers et hangars standards | Portuaire | m ² | 45,56 € |
| | Non portuaire | m ² | 50,83 € |
| | Portuaire | m ² | 75,64 € |
| | Non portuaire | m ² | 81,45 € |
| Bureaux | Portuaire | m ² | 15,90 € |
| | Non portuaire | m ² | 23,82 € |
| Bureaux - bâtiments modulaires terre-plein des Flamands - port de Cherbourg (ensemble du bâti) | Portuaire / Non portuaire | forfait mois | 581,82 € |
| | Commerces | m ² | 26,48 € |
| Habitations | Non portuaire | m ² | 37,08 € |
| | Non portuaire | m ² | 39,70 € |

* Un coefficient technique pourra être appliqué pour modifier le prix au m², notamment en fonction de la nature du bien, de ses équipements et de l'état d'entretien des locaux

| Fondier non bâtis | | | |
|---|---------------|----------------|---------|
| Nature de l'occupation | Activité | Unité | Prix |
| non revêtus | Portuaire | m ² | 1,56 € |
| | Non portuaire | m ² | 2,60 € |
| revêtus | Portuaire | m ² | 3,28 € |
| | Non portuaire | m ² | 4,20 € |
| EMR - TP des Flamands (y.c. taxe sécurité - 0,27€/m ² /an) | Portuaire | m ² | 11,00 € |
| EMR - bord à quai (y.c. taxe sécurité - 0,27€/m ² /an) | Portuaire | m ² | 22,00 € |

EMR - réservation foncier : Applicable pour tout protocole de réservation ou lorsque la période entre la date de signature de la COT et l'entrée effective sur le terrain est supérieur ou égale à 2 ans; 20% du coût de location de la COT -

Terrains non concédés

| | | | |
|--|----------------------------|----------------|--|
| EMR: taxe de sécurité compris dans le tarif d'occupation | | m ² | 0,28 € |
| Terrains, terre-plein occupation de courte durée : activités, manifestations, animations diverses, activités commerciales... | Non portuaire | m ² | par jour avec application d'un tarif minimum de 20 € |
| | Portuaire et non portuaire | forfait | 0,286 € récupération des redevances perçues par un occupant en cas de sous-occupation à hauteur de 50% |
| Terrains agricoles (activités agricoles) | Non portuaire | ha | 128,00 € |

Les tarifs s'entendent par an, lorsqu'il n'y a pas de mesure de temps

PRESTATIONS DIVERSES PORTS DE CAEN-OUISTREHAM, CHERBOURG ET DIEPPE

| Bathymétrie (CO - D) | |
|---|------------------|
| Mobilisation du navire (incluant les deux membres d'équipage) | 1.882,23 € /jour |
| Sondage | 709,87 € /jour |
| Déplacement au-delà de 100km du port d'attache | 496,47 € /jour |
| Restitution des plans | 516,05 € /jour |

| Main d'œuvre | |
|---|----------------|
| Agent de maîtrise - encadrant | 81,92 € /heure |
| Technicien | 65,53 € /heure |
| Agent d'exploitation | 61,30 € /heure |
| Equipe de scaphandriers | 465,46 € + |
| Heures de nuit, Week-end et jours fériés (majoration) | +50% |

| Matériel et équipement | |
|------------------------------------|---|
| Véhicule léger | forfait de 100 kms inclus 52,36 € la 1/2 journée 1,16 € /km au-delà des 100 kms |
| Fourgon et véhicules scaphandriers | forfait de 100 kms inclus 75,64 € la 1/2 journée 2,32 € /km au-delà des 100 kms |
| Grue PPM | 212,24 € /heure |

| | |
|---|---|
| Chargeur Telescopique (avec chauffeur - Ch) | location chargeur seul 178,92 € /heure |
| Chargeur Telescopique (avec chauffeur - CO) | Plus-Value nacelle sur télescopique 29,38 € /heure |
| Chariot élévateur (avec cariste) | jusqu'à 2 t 82,40 € /heure |
| | de 2 t à 4 t 95,07 € /heure |

| | |
|------------------------------|---|
| Camion grue (avec chauffeur) | CU 10 t - levage 3,5 t (CO et D) 111,33 € /heure |
| Camion | CU 1 t - levage 1 t (Ch) 88,87 € /heure |
| (avec chauffeur - CO et D) | 103,29 € /heure |

| | |
|----------------------------------|--|
| Nacelle | CU 100kg 129,11 € /heure |
| Camion grue (sans chauffeur - D) | CU 10t - levage 3,5t 50,02 € /heure |
| Nacelle (sans-chauffeur - D) | CU 100kg 41,98 € /heure |

| | |
|--|--|
| Navire de servitude "VASTERVAL" Dieppe (D) | avec pilote 556,22 € /1/2 journée sans pilote 311,04 € /1/2 journée |
| Navire "Les ECAMIAS" Dieppe (D) | avec pilote 556,22 € /1/2 journée sans pilote 311,04 € /1/2 journée |
| Navire "AVALIN" Cherbourg (Ch) | avec pilote 465,46 € /1/2 journée |

| | |
|---|--|
| Navire "ECCO1" Caen-Ouistreham (CO) | avec pilote 556,22 € /1/2 journée |
| Barrage flottant (10 éléments de 30 mètres) | Mise en place et replis 2.457,61 € Nettoyage d'un élément 614,40 € /élément |
| Alimentation en eau de mer | Location d'un élément par semaine 48,43 € /élément |
| | Abonnement 315,09 € /mois Consommation 0,33 € /m ³ |

Tous les tarifs sont majorés de 50% pour les heures entre 17h et 8h et week-ends et jours fériés

Accusé de réception en préfecture
014-200006096-20241217-24-242-DE
Date de télétransmission : 21/12/2024
Date de réception préfecture : 21/12/2024

CO : port de Caen-Ouistreham
 Ch : port de Cherbourg
 D : port de Dieppe

| REDEVANCE FORFAITAIRE DE SECURITE "REMORQUAGE PORT DE CHERBOURG | |
|---|---|
| A) Entrée du navire au port de Cherbourg Pour tout navire de Longueur hors tout > 50 m, hors navires de service | 134,31 € |
| Pour navire utilisant effectivement le service du remorquage ou commandant le service du remorquage resté en Stand-by | |
| Pour les navires de lignes régulières, ouvertes au public selon un itinéraire et un horaire fixé à l'avance, le taux de la redevance fait l'objet des abattements suivants en fonction du nombre d'entrées au cours de l'année civile : <ul style="list-style-type: none"> de la 1^{ère} à la 50^{ème} escale pas d'abattement de la 51^{ème} escale à la 100^{ème} escale abattement de 10 % de la 101^{ème} escale à la 500^{ème} escale abattement de 20 % au-delà de la 500^{ème} escale abattement de 50 % | |
| Remorqueur marine | Au réel facturé par la base navale |
| Pour les navires bénéficiant de l'article 4 des droits de port de Cherbourg | abattement supplémentaire sur la redevance forfaitaire de sécurité dans les mêmes conditions de durée et de taux que celles fixées à l'article 4 des droits de port de Cherbourg; |

Accusé de réception en préfecture
 014-200006096-20241217-24-242-DE
 Date de télétransmission : 21/12/2024
 Date de réception préfecture : 21/12/2024

**REGIE QUAI ALEXANDRE III
PORT DE CHERBOURG**

| Périodes dimension en ml | Du 01/10 au 30/04 | | Du 01/05 au 30/09 | | Du 01/01 au 31/12 | |
|--------------------------------|----------------------|----------|----------------------|----------|----------------------|------------|
| | Journée | Semaine | Mois | Journée | Semaine | Mois |
| -25 | 50,20 € | 263,53 € | 855,82 € | 55,49 € | 291,32 € | 946,03 € |
| 25 à 29,9 | 58,13 € | 305,20 € | 991,14 € | 75,31 € | 395,36 € | 1 283,93 € |
| 30 à 39,9 | 64,75 € | 335,92 € | 1 103,91 € | 80,59 € | 423,07 € | 1 373,94 € |
| 40 à 69,9 | 73,98 € | 388,42 € | 1 261,38 € | 87,19 € | 457,74 € | 1 486,51 € |
| 70 et + | 95,13 € | 499,41 € | 1 621,83 € | 108,34 € | 568,73 € | 1 846,96 € |

Du 01/01
au 31/12

8 040,69 €
10 018,23 €
10 947,81 €
12 196,65 €
15 440,71 €

Sont exonérées de la redevance les catégories de navires cités à l'article 10.3 de la grille des droits de ports

Selon la périodicité, le tarif le plus favorable s'applique si l'utilisateur n'est pas resté la semaine, le mois ou l'année complet

**DROIT D'USAGE DES VOIES FERREES SUR LE PORT EST
DE CHERBOURG**

| Objet | Montant |
|--|-------------------------------------|
| Conteneur 20' | 8,15 € /U |
| Conteneur 40' | 11,63 € /U |
| Conteneur 45' | 13,96 € /U |
| Usage voie pour opération commerciale | 100,00 € /jour |
| Vrac/colis | 0,58 € /T |
| Stationnement supérieur à 24 H après opération de chargement/déchargement sur site | 116,36 € /jour/train au-delà de 24h |
| Stationnement sans opération de chargement/déchargement sur le site | 10,00 € /jour/wagon-locomotive |

Accusé de réception en préfecture
014-200006096-20241217-24-242-DE
Date de télétransmission : 21/12/2024
Date de réception préfecture : 21/12/2024

Droits de port

1^{er} janvier 2025

PORT DE COMMERCE DE CAEN- OUISTREHAM

DROITS DE PORT

dans le Port de Commerce de CAEN-OUISTREHAM

Institués en application du livre II du Code des Transports

TARIF N° 52

Applicable à la date du 1^{er} janvier 2025

TARIFS EN EUROS – HORS TAXES

SOMMAIRE :

| | |
|-------------|--|
| Préambule | Affectation des droits de port et redevance |
| Section I | Redevance sur le navire |
| Section II | Redevance sur la marchandise |
| Section III | Redevance sur les passagers |
| Section IV | Redevance de stationnement des navires |
| Section V | Redevance sur les déchets d'exploitation des navires |

Accusé de réception en préfecture
014-200006096-20241217-24-242-DE
Date de télétransmission : 21/12/2024
Date de réception préfecture : 21/12/2024

**SECTION I
REDEVANCE SUR LE NAVIRE**

Au profit du Syndicat Mixte Régional Ports de Normandie

ARTICLE 1^{er} – Conditions d'application de la redevance

1.1 Il est perçu sur tout navire de commerce escalant dans les zones A, B, C, du Port de Caen-Ouistreham une redevance en euro/m3 déterminée en fonction du volume géométrique du navire calculé comme indiqué à l'article R.5321-20 du Code des transports, selon les dispositions suivantes, indiquées au tableau ci-après :

| TYPE ET CATEGORIE DE NAVIRES | ENTREE ** | SORTIE ** |
|--|-----------|-----------|
| 1. PAQUEBOTS | 0.0789 € | 0.0789 € |
| 2. NAVIRES TRANSBORDEURS | | |
| - Monoques | 0.0372 | 0.0372 |
| - Multicoques | 0.0302 | 0.0302 |
| 3. NAVIRES TRANSPORTANT DES HYDROCARBURES LIQUIDES | | |
| - Navires souleurs | 0.0000 | 0.0000 |
| - Autres | 0.2728 | 0.2299 |
| 4. NAVIRES TRANSPORTANT DES GAZ LIQUEFIES | 0.2728 | 0.2299 |
| 5. NAVIRES TRANSPORTANT PRINCIPALEMENT DES MARCHANDISES LIQUIDES EN VRAC AUTRES QU'HYDROCARBURES | 0.1991 | 0.1438 |
| 6. NAVIRES TRANSPORTANT DES MARCHANDISES SOLIDES EN VRAC | 0.3541 | 0.3111 |
| 7. NAVIRES REFRIGERES OU POLYOTHERMES | 0.2568 | 0.1887 |
| 8. NAVIRES DE CHARGE A MANUTENTION HORIZONTALE | | |
| - Navires transportant principalement des véhicules neufs ou d'occasions, remorqués accompagnés ou non, mais | 0.0866 | 0.0706 |
| - Autres | 0.1749 | 0.1319 |
| 9. NAVIRES PORTE-CONTENEURS | 0.0974 | 0.0744 |
| 10. NAVIRES PORTE-BARGES | 0.2569 | 0.2209 |
| 11. AEROGLOSSIEURS ET HYDROGLISSEURS | 0.0542 | 0.0377 |
| 12. NAVIRES AUTRES QUE CEUX DESIGNES CI- DESSUS | 0.3321 | 0.2709 |
| • Navires de lignes régulières* | 0.2888 | 0.2309 |
| • Autres | 0.3321 | 0.2709 |

* voir définition en fin de document

** en application des dispositions fixées à l'alinéa 1 de l'article R. 5321-23 du Code des transports

1.2 A compter du courrier que Ports de Normandie adressera à la Direction Régionale des Douanes de Caen, les différentes zones de port distinguées au 1^{er} du présent article seront celles indiquées à la page 1 "sommaire"

1.3 Lorsqu'un même navire est amené à débarquer ou à transborder des passagers ou des marchandises successivement dans différentes zones du port, il est soumis une seule fois à la redevance sur le navire, dans celle des zones où il a accosté pour laquelle le taux est le plus élevé. Le type du navire et les modulations et abattements dont il fait l'objet sont déterminés en considérant les opérations de débarquement ou de transbordement effectuées par ce navire dans le port. Des dispositions identiques sont applicables lorsqu'un même navire est amené à embarquer ou à transborder des passagers ou des marchandises, successivement dans différentes zones du port.

1.4 Lorsqu'un navire ne débarque ou ne transborde ni passagers, ni marchandises, n'embarque ni passagers, ni marchandises, la redevance sur le navire n'est liquidée qu'une fois.

AFFECTATION DES DROITS DE PORT ET REDEVANCES

A compter du courrier que Ports de Normandie adressera à la Direction Régionale des Douanes Caen, notifiant la mise en application du zonage ci-dessous, les différentes zones de port seront définies comme suit :

Zone A : T1, T2, quai Charcot-K1, K2, F1, F2, F3, E1, E2, E3, E4, E5, E6, D1, D2, D3, C1, C2, C3, C4, C6, C7. Pour cette zone, les droits de ports navires et marchandises perçus le sont au profit de Ports de Normandie. Les droits de ports passagers, la redevance de stationnement ainsi que la redevance déchet perçues le sont au profit de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Caen Normandie, concessionnaire du port de commerce.

Zone B : Ponton Ouest avant-port, ponton P3, ponton P4. L'ensemble des droits de ports perçus en cette zone, l'est au profit de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Caen Normandie, concessionnaire du port de commerce et de pêche.

Zone C : C5, B1, B2, B3, B4, Bassin Saint Pierre. Pour cette zone les droits de ports navires et marchandises perçus le sont au profit de Ports de Normandie. Les droits de ports passagers, la redevance de stationnement ainsi que la redevance déchets perçues le sont au profit de la SPL NCO, concessionnaire du port de plaisance-nautisme

Pour la période précédant le courrier de Ports de Normandie, les bénéficiaires des Droits de ports et redevances sont mentionnés sous le titre de la section concernée

Accusé de réception en préfecture
014-200006096-202411217-24-242-DN
Date de télétransmission : 21/11/2024
Date de réception en préfecture : 21/11/2024

- lorsque le navire n'effectue aucune opération commerciale,
- lorsque le navire n'effectue que des opérations de soutage ou d'avitaillement ou de déchargement de déchets d'exploitation ou de résidus de cargaison.

Dans ce cas, elle est fixée par mètre cube à : **0.0064 €**

1.6 En application des dispositions de l'article R.5321-22 du Code des Transports, la redevance sur le navire n'est pas applicable aux navires suivants :

- navires affectés à l'assistance aux navires, notamment aux missions de pilotage, de remorquage, de la manœuvre et de sauvetage dans le port de Caen-Ouistreham ;
- navires affectés à la récupération des déchets et à la lutte contre la pollution dans le port de Caen-Ouistreham ;
- navires affectés aux dragages d'entretien, à la signalisation maritime, à la lutte contre l'incendie et aux services administratifs ;
- navires en relâche forcée qui n'effectuent aucune opération commerciale ;
- navires qui, ne pouvant avoir accès à une installation portuaire, sont contraints d'effectuer leurs opérations de débarquement, d'embarquement ou de transbordement en dehors du port ;
- navires affectés à des missions culturelles ou humanitaires ou présentant un intérêt général pour le patrimoine maritime.

1.7 En application des dispositions de l'article R.5321-51 du Code des Transports :

- le minimum de perception des droits de port est fixé à : **28.64 €**
- le seuil de perception des droits de port est fixé à : **14.32 €**

ARTICLE 2 – Dispositions relatives aux modulations en fonction du rapport transport effectif par rapport à la capacité du navire dans son activité dominante, par type et catégorie de navires, en application des dispositions des alinéas I, II, III de l'article R.5321-24 du code des transports.

2.1 Les modulations applicables à tous les types de navires transportant des passagers sont déterminées en fonction du rapport existant entre le nombre de passagers débarqués, embarqués ou transbordés et la capacité d'accueil du navire en passagers dans les conditions suivantes :

| | |
|-----------------------------------|-------------------|
| Rapport inférieur ou égal à 2/3 | Modulation - 10 % |
| Rapport inférieur ou égal à 1/2 | Modulation - 30 % |
| Rapport inférieur ou égal à 1/4 | Modulation - 50 % |
| Rapport inférieur ou égal à 1/8 | Modulation - 60 % |
| Rapport inférieur ou égal à 1/70 | Modulation - 70 % |
| Rapport inférieur ou égal à 1/50 | Modulation - 80 % |
| Rapport inférieur ou égal à 1/100 | Modulation - 95 % |

2.2 Les modulations applicables aux navires transportant des marchandises sont déterminées en fonction du rapport existant entre le tonnage de marchandises débarquées, embarquées ou transbordées et le volume V du navire calculé en application de l'article R.5321-20 du code des transports.

Pour les navires de type 2 – Navires transbordeurs qui transportent des marchandises, lorsque le nombre de tonnes de marchandises embarquées, débarquées ou transbordées et le volume V du navire calculé en application de l'article R.5321-20 précité, est égal ou inférieur aux taux ci-après, le tarif d'entrée ou le tarif de sortie est modulé dans les proportions ci-après :

| | |
|-----------------------------------|-------------------|
| Rapport inférieur ou égal à 2/15 | Modulation - 10 % |
| Rapport inférieur ou égal à 1/10 | Modulation - 30 % |
| Rapport inférieur ou égal à 1/20 | Modulation - 50 % |
| Rapport inférieur ou égal à 1/40 | Modulation - 60 % |
| Rapport inférieur ou égal à 1/100 | Modulation - 70 % |
| Rapport inférieur ou égal à 1/250 | Modulation - 80 % |
| Rapport inférieur ou égal à 1/500 | Modulation - 95 % |

Pour les navires des autres types qui transportent des marchandises, lorsque le nombre de tonnes de marchandises embarquées, débarquées ou transbordées et le volume V du navire calculé en application de l'article R.5321-20 précité, est égal ou inférieur aux taux ci-après, le tarif d'entrée ou le tarif de sortie est modulé dans les proportions ci-après :

| | |
|-----------------------------------|-------------------|
| Rapport inférieur ou égal à 1/5 | Modulation - 10 % |
| Rapport inférieur ou égal à 2/15 | Modulation - 20 % |
| Rapport inférieur ou égal à 1/10 | Modulation - 40 % |
| Rapport inférieur ou égal à 1/20 | Modulation - 60 % |
| Rapport inférieur ou égal à 1/40 | Modulation - 70 % |
| Rapport inférieur ou égal à 1/100 | Modulation - 80 % |

2.3 Sur la base de l'article R.5321-24 du Code des transports, sont exclus du bénéfice des modulations les navires n'effectuant que des opérations de soutage ou d'avitaillement ou de déchargement de déchets d'exploitation ou de résidus de cargaison.

ARTICLE 3 : Dispositions relatives aux modulations en fonction de la fréquence des touchées en application du V de l'article R.5321-24 du code des transports.

3.1 Pour les navires des lignes régulières ouvertes au public selon un itinéraire et un horaire fixés à l'avance, les taux de la redevance par type de navire font l'objet des abattements suivants, calculés en fonction du nombre de départs de la ligne d'une même compagnie maritime au cours de l'année civile :

| | |
|-------------------------------|--|
| Ligne régulière effectuant : | % d'abattement sur tous les mouvements |
| de 1 à 5 escales par an : | pas d'abattement |
| de 6 à 10 escales par an : | abattement de 7,5 % |
| de 11 à 16 escales par an : | abattement de 15 % |
| de 17 à 140 escales par an : | abattement de 22,5 % |
| de 141 à 200 escales par an : | abattement de 40 % |
| plus de 200 escales par an : | abattement de 68 % |

Pour les lignes ayant répondu aux critères de réduction en année N-1, les abattements sont automatiquement reconduits en début d'année N.

3.2 Pour les navires qui, sans appartenir à des lignes régulières, fréquentent habituellement le même port, les taux de la redevance par type de navire font l'objet des abattements suivants en fonction du type de navire et du nombre de départs au cours de l'année civile :

3.2.1 – Pour les paquebots et navires de croisières (navires de type 1), les taux Entrée et sortie :

| | |
|---|--------------------|
| Pour le 1 ^{er} départ | Pas d'abattement |
| Du 2 ^{ème} au 3 ^{ème} départ inclus | Abattement de 25 % |
| 4 ^{ème} départ et au-delà | Abattement de 30% |

Lorsqu'un même armateur ou opérateur de croisières fait escaler plusieurs de ses navires au port de Caen-Ouistreham au cours de la même année civile, les abattements sont calculés sur l'ensemble des navires de cet armateur ou opérateur.

3.2.2 – Pour tous les autres types de navires :

| | |
|--|--------------------|
| Du 1 ^{er} départ au 24 ^{ème} départ inclus | Pas d'abattement |
| 25 ^{ème} départ et au-delà | Abattement de 20 % |

3.3 Les abattements prévus au présent article ne peuvent se cumuler avec ceux mentionnés à l'article 2. Lorsque le redevable satisfait en outre aux conditions dudit article 2, il bénéficie du traitement le plus favorable.

ARTICLE 4 : Dispositions relatives à l'abattement supplémentaire prévu à l'article R.5321-25 du code des transports

Sans objet

ARTICLE 5 : Dispositions relatives aux possibilités de modulation prévues à l'article R.5321-27 du code des transports

La redevance sur le navire est assortie de modulations, dans la limite de 30 % du taux de base, en fonction du nombre de touchées pendant la période ou les périodes définies par l'autorité portuaire dans les conditions suivantes : **(sans objet)**

ARTICLE 6 : Dispositions relatives aux forfaits prévus à l'article R.5321-28 du code des transports

6.1 Les navires effectuant, au titre d'une relation nouvelle, un transport maritime de passagers, de marchandises sur remorques (dites Ro-Ro) ou de conteneurs entre les Etats membres de l'Union Européenne ou des Etats Parties à l'accord sur l'Espace économique européen sont soumis, pendant une durée n'excédant pas 3 ans :

- Soit à un forfait de redevance sur le navire fixé pour l'ensemble de leur activité pour une période déterminée et liquidé au prorata temporis par échéances au plus de 3 mois ;
- Soit à un forfait de redevance sur le navire fixé à l'unité par passager, remorque, tonne ou multiple de tonnes, ou conteneur, et applicable conformément aux dispositions des articles R.5321-18 et R.5321-23 du code des transports.

6.2 Les modalités d'application du présent article sont les suivantes :

(sans objet)

Accusé de réception en préfecture
014200006096-20241217-24-242 DE
Date de télétransmission : 21/12/2024
Date de réception en préfecture : 21/12/2024

SECTION II
REDEVANCE SUR LES MARCHANDISES

Au profit du Syndicat Mixte Régional Ports de Normandie

ARTICLE 7 : Conditions d'application de la redevance sur les marchandises prévues aux R.5321-30 à R.5321-33 du code des transports.

Il est perçu sur les marchandises débarquées, embarquées ou transbordées dans le(s) port(s) de Caen-Quistreham, zones A, B, C du port, une redevance soit au poids soit à l'unité déterminée en application du code NST 2007 selon les modalités suivantes :

I - REDEVANCE AU POUNDS BRUT
(En euro par tonne)

| Code nomenclature NST 2007 | Désignation des marchandises pour les colis inférieurs à 50 tonnes et les vrac | Débarquement et transbordement | Embarquement |
|----------------------------|--|--------------------------------|--------------|
| 01.1 | Céréales | 0.5871 | 0.5871 |
| 01.2 | Pommes de terre | 0.4797 | 0.4797 |
| 01.3 | Betteraves à sucre | 0.4797 | 0.4797 |
| 01.4 | Autres légumes et fruits frais | 0.4797 | 0.4797 |
| 01.5 | Produits sylvicoles et de l'exploitation forestière | 0.5972 | 0.5972 |
| 01.6 | Plantes et fleurs vivantes | 0.4797 | 0.4797 |
| 01.71 | Matières d'origine végétale - Piments et piments (Capsicum spp.) séchés, bruts | 0.4797 | 0.4797 |
| 01.72 | Coton, égrené ou en masse | 0.4797 | 0.4797 |
| 01.73 | Lin, jute, chanvre bruts ou rouis et plantes textiles brutes n.c.a | 0.4797 | 0.4797 |
| 01.74 | Caoutchouc naturel brut | 0.4797 | 0.4797 |
| 01.75 | Café, Cacao, Thé, maté, épices non broyées ni pulvérisés | 0.4797 | 0.4797 |
| 01.76 | Tabac brut | 0.4797 | 0.4797 |
| 01.77 | Houblon | 0.4797 | 0.4797 |
| 01.78 | Paille, foin, balles de céréales - Plantes fourragères | 0.4797 | 0.4797 |
| 01.79 | Graines et fruits oléagineux | 0.6860 | 0.6860 |
| 01.7A | Autres substances d'origines végétales n.c.a. | 0.6860 | 0.6860 |
| 01.9 | Lait brut de vache, brebis et chèvre | 0.4797 | 0.4797 |
| 01.A | Autres matières premières d'origine animale | 0.4797 | 0.4797 |
| 01.B | Produits de la pêche et de l'aquaculture | 0.4797 | 0.4797 |
| 02.1 | Houille et lignite | 0.3438 | 0.3438 |
| 02.2 | Pétrole brut | 0.3514 | 0.3544 |
| 02.3 | Gaz naturel | 0.5394 | 0.2631 |
| 03.1 | Minerais de fer | 0.3438 | 0.1622 |
| 03.2 | Minerais de métaux non ferreux (hors uranium et thorium) | 0.3438 | 0.1622 |
| 03.31 | Pyrites de fer non grillées; soufre brut ou non raffiné | 0.3438 | 0.1622 |
| 03.32 | Phosphates naturels bruts | 0.3438 | 0.1622 |
| 03.33 | Sylvinite | 0.3438 | 0.1622 |
| 03.34 | Autres minéraux, bruts - Industrie chimique et engrais naturels | 0.3438 | 0.1622 |

| Code nomenclature NST 2007 | Désignation des marchandises pour les colis inférieurs à 50 tonnes et les vrac | Débarquement et transbordement | Embarquement |
|----------------------------|---|--------------------------------|--------------|
| 03.4 | Sel | 0.3438 | 0.1622 |
| 03.51 | Tourbe | 0.3438 | 0.1622 |
| 03.52 | Sables naturels - Pierre ponce, cailloux, graviers, silex et galets | 0.1894 | 0.1622 |
| 03.53 | Argiles et terres argileuses | 0.3438 | 0.1622 |
| 03.54 | Scories non destinées à la refonte, cendres, laitiers - Autres minéraux | 0.3438 | 0.1622 |
| 03.55 | Dolomies, pierres à chaux concassées pour bétonnage - Granulés, éclats, poudre de pierres | 0.3438 | 0.1622 |
| 03.56 | Craie | 0.3438 | 0.1622 |
| 03.57 | Terres et pierres - Bitumes et asphaltes naturels - Pierres précieuses et diamants bruts | 0.3438 | 0.1622 |
| 04.1 | Viandes, peaux et produits à base de viandes | 0.6860 | 0.2939 |
| 04.2 | Poissons et produits de la pêche, Poissons et produits de la pêche, préparés | 0.6860 | 0.2939 |
| 04.3 | Produits à base de fruits et de légumes préparés | 0.6860 | 0.2939 |
| 04.4 | Huiles, tourteaux et corps gras | 0.5947 | 0.2939 |
| 04.5 | Produits laitiers et glaces | 0.6860 | 0.2939 |
| 04.6 | Farines, céréales transformées produits amyliacés et aliments pour animaux | 0.6860 | 0.2939 |
| 04.7 | Boissons | 0.6860 | 0.2939 |
| 04.8 | Autres produits alimentaires n.c.a. et tabac manufacturé | 0.6860 | 0.2939 |
| 04.9 | Produits alimentaires divers | 0.6860 | 0.2939 |
| 05.1 | Produits de l'industrie textile | 1.7170 | 0.2939 |
| 05.2 | Articles d'habillement et fourures | 1.7170 | 0.2939 |
| 05.3 | Cuir, articles de voyages, chaussures | 1.7170 | 0.2939 |
| 06.1 | Produits du travail du bois et du liège (sauf meubles) | 0.6860 | 0.2939 |
| 06.2 | Pâte à papier, papiers et cartons | 0.6860 | 0.2939 |
| 06.3 | Produits de l'édition, produits imprimés ou reproduits | 1.7170 | 0.2939 |
| 07.1 | Cokes et goudrons; agglomérés et combustibles solides similaires | 0.4532 | 0.2939 |
| 07.2 | Produits pétroliers raffinés liquides | 0.4532 | 0.2939 |
| 07.3 | Produits pétroliers raffinés gazeux, liquéfiés | 0.4532 | 0.2939 |
| 07.4 | Produits pétroliers raffinés solides ou pateux | 0.4532 | 0.2939 |
| 08.1 | Produits chimiques minéraux de base | 0.4795 | 0.2939 |
| 08.2 | Produits chimiques organiques de base | 0.4795 | 0.2939 |
| 08.3 | Produits azotés et engrais (hors engrais naturels) | 0.4795 | 0.2939 |
| 08.4 | Matières plastiques de base et caoutchouc synthétique primaire | 1.2239 | 0.2939 |
| 08.5 | Produits pharmaceutiques et parachimiques, y inclus les pesticides | 1.2239 | 0.2939 |
| 08.6 | Produits en caoutchouc ou en plastique | 1.2239 | 0.2939 |
| 08.7 | Produits des industries nucléaires | 1.7177 | 0.2939 |

Accusé de réception en préfecture
014-200006096-20241217-24-242-DE
Date de transmission : 21/12/2024
Date de réception en préfecture : 21/12/2024

- REDEVANCE A L'UNITE (**)
(en euro par unité ou multiple d'unités)

| Code nomenclature NST 2007 | Désignation des marchandises pour les colis inférieurs à 50 tonnes et les vrac | Débarquement et transbordement | Embarquement |
|----------------------------|--|--------------------------------|--------------|
| 09.1 | Verre, verrerie, produits céramiques | 1.7177 | 0.8517 |
| 09.2 | Ciments, chaux et plâtre | 0.4532 | 0.1622 |
| 09.3 | Autres matériaux de construction, manufacturés | 0.4532 | 0.1622 |
| 10.1 | Produits sidérurgiques et produits de la transformation de l'acier (bois, tubes et tuyaux) | 0.3438 | 0.1622 |
| 10.2 | Métaux non ferreux et produits dérivés | 0.5947 | 0.3438 |
| 10.3 | Tubes et tuyaux | 0.5947 | 0.3438 |
| 10.4 | Éléments en métal pour la construction | 1.9426 | 1.9426 |
| 10.5 | Chaudières, quincaillerie, armes et munitions et autres articles manufacturés en métal | 1.9426 | 1.9426 |
| 11.1 | Machines agricoles | 0.0000 | 0.0000 |
| 11.2 | Appareils domestiques n.c.a. (électroménager blanc) | 1.9426 | 1.9426 |
| 11.3 | Machines de bureau et matériel informatique | 1.9426 | 1.9426 |
| 11.4 | Machines et appareils électriques n.c.a. | 1.9426 | 1.9426 |
| 11.5 | Composants électroniques et appareils d'émission et de transmission | 1.9426 | 1.9426 |
| 11.6 | Appareils de réception, enregistrement ou reproduction du son et de l'image | 1.9426 | 1.9426 |
| 11.7 | Instruments médicaux, de précision, d'optique et d'horlogerie | 1.9426 | 1.9426 |
| 11.8 | Autres machines, machines outils et pièces | 2.0349 | 2.0349 |
| 12.1 | Produits de l'industrie automobile | 1.9426 | 1.9426 |
| 12.2 | Autres matériels de transport | 1.9426 | 1.9426 |
| 13.1 | Meubles | 1.9426 | 1.9426 |
| 13.2 | Autres articles manufacturés | 1.9426 | 1.9426 |
| 14.1 | Ordures ménagères et déchet de volerie | 0.3438 | 0.1622 |
| 14.2 | Autres déchets et matières premières secondaires | 0.3438 | 0.1622 |
| 16.2 | Palettes et autres emballages en service, vides | 0.3438 | 0.1622 |
| 17.1 | Mobilier de déménagement | 1.9426 | 1.9426 |
| 17.4 | Échafaudages | 1.9426 | 1.9426 |
| 17.5 | Autres biens non-marchands, n.c.a. | 1.9426 | 1.9426 |
| 19.1 | Marchandises de nature indéterminée en conteneurs et caisses mobiles | 0.0000 | 0.0000 |
| 19.2 | Autres marchandises de nature indéterminée | 1.9426 | 1.9426 |
| 20. | Autres marchandises | 1.9426 | 1.9426 |

Pour les colis supérieurs ou égaux à 50 tonnes¹

| | | |
|--|--------|--------|
| Code NST de 01 à 20 – Colis entre 50 et 149.999 tonnes | 2.3505 | 2.3505 |
| Code NST de 01 à 20 – Colis entre 150 et 299.999 tonnes | 2.9382 | 2.9382 |
| Code NST de 01 à 20 – Colis supérieurs ou égaux à 300.000 tonnes | 5.8764 | 5.8764 |

¹ Est visé tout objet indivisible pesant 50 tonnes ou plus et ne pouvant être manutentionné que comme un tout, c'est-à-dire en une seule fois. La redevance marchandise pour un colis unitaire supérieur ou égale à 50 T est égale à son poids multiplié par le taux (en euros par tonne) de la tranche où il figure.

Ainsi, la redevance marchandise pour un colis pesant 75 tonnes vaudra 75 x 2.3505 = 176.29 €

Accusé de réception en préfecture
014-200006096-20241217-24-24-DE
Date de télétransmission : 21/12/2024
Date de réception en préfecture : 21/12/2024

| Code nomenclature NST 2007 | Désignation des marchandises | Débarquement | Embarquement ou transbordement |
|---|---|--------------|--------------------------------|
| Animaux vivants (Code 1.8) : | | | |
| | - d'un poids inférieur à 10 kg | | 0.1639 |
| | - d'un poids supérieur ou égal à 10 kg et inférieur à 100 kg | | 0.3585 |
| | - d'un poids supérieur ou égal à 100 kg | | 0.6469 |
| Désignation des marchandises | | | |
| Véhicules ne faisant pas l'objet de transaction commerciale : | | | |
| | - Véhicules à 2 roues | 0.0000 | 0.0000 |
| | - Voitures de tourisme | 0.0000 | 0.0000 |
| | - Autocars | 0.0000 | 0.0000 |
| | - Camions d'un poids total à vide inférieur à 5 tonnes ⁽¹⁾ | 0.0000 | 0.0000 |
| | - Camions d'un poids total à vide supérieur ou égal à 5 tonnes ⁽¹⁾ | 0.0000 | 0.0000 |
| Camions, remorques ou semi-remorques pleins, conteneurs ou caisses mobiles manutentionnées en RO-RO sur MAFI ou chassis routiers⁽¹⁾ | | | |
| | - d'une longueur inférieure à 8 mètres | 0.0000 | 0.0000 |
| | - d'une longueur supérieure ou égale à 8 m et inférieure à 13 m | 0.0000 | 0.0000 |
| | - d'une longueur supérieure ou égale à 13 m et inférieure à 16 m | 0.0000 | 0.0000 |
| | - d'une longueur supérieure ou égale à 16 m | 0.0000 | 0.0000 |
| Conteneurs pleins⁽¹⁾ : | | | |
| | - d'une longueur supérieure ou égale à 3 m et inférieure à 6 m | 6.8450 | 0.0000 |
| | - d'une longueur supérieure ou égale à 6 m et inférieure à 8 m | 7.9858 | 0.0000 |
| | - d'une longueur supérieure ou égale à 8 m et inférieure à 10 m | 13.6899 | 0.0000 |
| | - d'une longueur supérieure à 10 m | 13.9637 | 0.0000 |

⁽¹⁾ Cette redevance forfaitaire se substitue à la taxation des marchandises transportées selon la catégorie à laquelle appartient.

(**) en application des dispositions fixées par l'article R.5321-31 du code des transports

ARTICLE 8 : Conditions de liquidation des redevances du tableau figurant à l'article 7

8.1. Sur chaque déclaration, les redevances prévues au tableau 1 figurant à l'article 7 du présent tarif sont perçues sur le poids des marchandises appartenant à une même catégorie.

d) Elles sont liquidées :

- à la tonne, lorsque le poids est supérieur à 900 kg ;
 - au quintal, lorsque ce poids est égal ou inférieur à 900 kg.
- Toute fraction de tonne ou de quintal est comptée pour une unité.

La liquidation de la redevance au quintal est égale à la dixième de la liquidation de la redevance à la tonne.

b) Sous réserve des exemptions applicables aux cadres, conteneurs, palettes et caisses palettes, les emballages sont en principe soumis au même taux que les marchandises qu'ils contiennent. Toutefois, lorsqu'une déclaration se rapporte à des marchandises de plusieurs catégories, la totalité des emballages est classée d'office dans la catégorie dominante en poids.

8.2 Les déclarations doivent mentionner le poids brut total et le poids imposable par catégorie pour les marchandises faisant l'objet d'une redevance au poids brut et le nombre pour les animaux, véhicules ou conteneurs faisant l'objet d'une redevance à l'unité.

A l'appui de chaque déclaration relative à des marchandises relevant de plusieurs catégories, le déclarant doit joindre un bordereau récapitulatif faisant apparaître le poids ou le nombre par article de déclaration et par catégorie. Ce bordereau doit être daté et signé par le déclarant.

8.3 Si toutes les marchandises font l'objet d'une même déclaration au poids, le redevable a la faculté de demander que leur ensemble soit soumis au taux applicable à la partie la plus élevée. Aucun bordereau récapitulatif n'est alors exigé, la déclaration doit simplement mentionner le poids global des marchandises déclarées.

L'absence de bordereau récapitulatif équivaut à l'acceptation par le déclarant de la liquidation simplifiée et il ne sera donné suite à aucune demande ultérieure tendant à obtenir la révision sur la base de la perception par catégorie.

8.4 En application des dispositions de l'article R.5321-51 du Code des Transports :

8.4.1 - le minimum de perception par déclaration est fixé à **5,76 €**

8.4.2 - le seuil de perception par déclaration est fixé à **5,76 €**

8.5 La redevance sur les marchandises n'est pas due dans les cas énumérés à l'article R.5321-33 du code des transports. Sont notamment concernés les produits livrés à l'avitaillement, au gréement ou à l'armement des navires et les marchandises de pacotille appartenant aux équipages.

SECTION III

REDEVANCE SUR LES PASSAGERS

*au profit de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Caen Normandie,
du port de commerce de Caen-Oulstreham*

ARTICLE 9 : Conditions d'application de la redevance sur les passagers prévue aux articles R.5321-34 à R.5321-36 du code des transports.

2.39 €

9.1 Les passagers débarqués, embarqués, transbordés sont soumis à une redevance par passager de :

9.2 Ne sont pas soumis à la redevance sur les passagers :

- les enfants âgés de moins de quatre ans ;
- les militaires voyageant en formations constituées ;
- le personnel de bord ;
- les agents de l'armateur voyageant pour les besoins du service et munis d'un titre de transport gratuit ;
- les agents publics dans l'exercice de leurs missions à bord.

9.3 Sont soumis à une redevance sur les passagers dont l'abattement est fixé à **50 %** :

- les passagers ne débarquant que temporairement au cours de l'escale ;
- les excursionnistes munis d'un billet aller et retour utilisés dans un délai inférieur à soixante-douze heures ;
- les passagers transbordés

Accusé de réception en préfecture
014-200006096-20241217-24-242-DE
Date de télétransmission : 21/12/2024
Date de réception préfecture : 21/12/2024

SECTION IV

REDEVANCE DE STATIONNEMENT DES NAVIRES

Au profit de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Caen Normandie, concessionnaire du port de commerce de Caen-Ouistreham

ARTICLE 10 : Conditions d'application de la redevance de stationnement prévue à l'article R.5321-29 du code des transports.

10.1 Les navires ou engins flottants assimilés, y compris les navires en activité de pêche en l'absence de redevance spécifique prévue au chapitre 11 du barème des redevances d'outillage, sont soumis à une redevance de stationnement dont les taux en euros sont fixés dans les conditions suivantes :

Les navires de commerce séjournant dans le port de Caen-Ouistreham sont soumis à une redevance de stationnement déterminée en fonction du volume géométrique du navire calculé comme indiqué à l'article R.5321-20-3 du code des transports, par application des taux indiqués au tableau ci-dessous, en euros, par mètre cube et par jour au-delà de la période de franchise

| Fraction de volume | Taux en euros |
|----------------------------------|---------------|
| - Les 3000 premiers mètres cubes | 0.01905 |
| - De 3001 à 15 000 mètres cubes | 0.01722 |
| - De 15001 à 45 000 mètres cubes | 0.01485 |
| - Au-delà de 45 000 mètres cubes | 0.01084 |

La redevance n'est pas perçue pendant les opérations de débarquement, embarquement, transbordement. Les navires bénéficient d'une période de franchise de un jour avant ou après ces opérations commerciales en zone A. La durée du séjour est calculée sur la base de jours calendaires. Les navires ne bénéficient d'aucune période de franchise en zone B et C.

La redevance n'est pas applicable aux navires désarmés, en hivernage et/ou non exploités commercialement ; ceux-ci étant alors soumis à la taxe de stationnement du tarif outillage du Port de Caen-Ouistreham.

10.2 La redevance de stationnement est à la charge de l'armateur :
le minimum de perception par navire est de : **9.16 €**
le seuil de perception par navire est de : **4.58 €**

10.3 Sont exonérés de la redevance de stationnement :
- les navires de guerre,
- les bâtiments de service des administrations de l'Etat,
- les navires affectés au pilotage et au remorquage qui ont le port de Caen-Ouistreham comme port d'attache.

10.4 Au-delà de la période de franchise, la redevance de stationnement est exigible le dernier jour de chaque mois calendaire et au départ du navire

SECTION V

REDEVANCE SUR LES DECHETS DES NAVIRES

Au profit de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Caen Normandie, concessionnaire du port de commerce de Caen-Ouistreham

ARTICLE 11 :

11.1 Il est perçu, dans le port de Caen-Ouistreham, sur tout navire de commerce et tout navire de plaisance, une redevance sur les déchets des navires relevant de l'article L. 5334-7 du code des transports.

Pour les navires de plaisance et de sport, la redevance sur les déchets, prévue à l'article R. 5321-1 du code des transports, est perçue uniquement lorsque les coûts de réception et de traitement des déchets de ces navires s'ils ne sont pas déjà couverts par une taxe ou une redevance.

Cette redevance est à la charge de l'armateur ou à défaut, pour les navires de plaisance, du propriétaire du navire ou du chef de bord.

Elle est calculée soit sur le volume V du navire, exprimé comme indiqué à l'article R. 5321-20 du code des transports, soit sur une base forfaitaire calculée selon les modalités suivantes :

Le prix au m³ est de : **0.0164 €**

11.2 Lorsqu'il est procédé au dépôt des déchets des navires suivant les dispositions prévues par le plan de traitement et de réception des déchets du port de Caen-Ouistreham, le ou les prestataires de services ayant procédé à la collecte des déchets, mentionnée à l'article R. 5334-5 du code des transports, délivrent au capitaine du navire ou à son représentant un reçu de dépôt des déchets. Les capitaines des navires ou leur représentant transmettent avant que le navire quitte le port ou dès réception du reçu par voie électronique à l'autorité investie du pouvoir de police portuaire les informations figurant dans le reçu.

La redevance est perçue à chaque escale que le navire dépose ou non ses déchets. Cette redevance, dite indirecte, couvre les coûts administratifs indirects, et tout ou partie des coûts d'exploitation directs pour au moins 30 % du total des coûts directs annuels correspondant au dépôt effectif des déchets de l'année précédente avec la possibilité de prendre en compte les coûts liés au volume de trafic prévu pour l'année à venir.

En fonction des redevances de dépôts transmis, le cas a ou b est applicable au navire, le cas échéant, l'autorité portuaire en informe les douanes :

a) Cas où le navire n'a pas transmis de reçu de dépôt de ses déchets. Lorsque l'armateur ou son représentant n'a pas transmis de reçu de dépôt de ses déchets, la redevance sur les déchets est perçue conformément à l'article L.5321-3 du code des transports

b) Cas où le navire a transmis un reçu de dépôt de ses déchets. Lorsque l'armateur ou son représentant a fourni un reçu de dépôt de ses déchets, et que la prestation a été réalisée par le port, la redevance sur les déchets est perçue au profit des organismes chargés de l'article R. 5321-16 du code des transports. Ceux-ci remboursent au collecteur les coûts afférents à la collecte et au traitement des déchets dont les coûts sont couverts par la redevance. Les coûts d'exploitation directs non inclus dans la redevance, qui au lieu d'être facturés directement par le collecteur au navire, ne sont pas concernés. Lorsque l'armateur ou son représentant a fourni un reçu de dépôt de ses déchets, et que la prestation de collecte a été réalisée par un prestataire extérieur, ayant facturé directement la prestation au navire, la redevance peut être reversée au navire à la sortie du port, pour éviter une double facturation. Selon les cas, un montant correspondant aux coûts administratifs supportés par le port peut être prélevé. Ces modalités peuvent être précisées par l'autorité portuaire et de traitement des déchets du port concerné, et sont décidées par l'autorité portuaire en accord avec le directeur des douanes.

11.3 Réduction et différenciation des redevances

Sans objet

11.4 Majoration de la redevance

La redevance fixée au point 1 est majorée de 10 % en cas de non-respect par les navires de la procédure relative aux dépôts des déchets conformément aux dispositions de l'article L. 5336-1-4 du code des transports

11.5 La redevance sur les déchets des navires, définie au 1 du présent article, n'est pas applicable aux navires suivants :

- navires affectés à l'assistance aux navires, notamment aux missions de pilotage, de remorquage, de lamanage et de sauvetage ;
- navires affectés à la récupération des déchets et à la lutte contre la pollution ;
- navires affectés aux dragages d'entretien, à la signalisation maritime, à la lutte contre l'incendie et aux services administratifs ;
- navires en relâche forcée qui n'effectuent aucune opération commerciale ;
- navires qui, ne pouvant avoir accès à une installation portuaire, sont contraints d'effectuer leurs opérations de débarquement, d'embarquement ou de transbordement en dehors du port ;
- navires de guerre et navires exploités par l'Etat à des fins non commerciales ;
- navires en réparation navale.

11.6 En application des dispositions de l'article R. 5321-51 du code des transports

le minimum de perception est de :
le seuil de perception est de :

10.76 €
5.38 €

Accusé de réception en préfecture
014-200006096-20241217-24-242-DE
Date de télétransmission : 21/12/2024
Date de réception en préfecture : 21/12/2024

11.7 Exemption de la redevance prévue à l'article R.5321-39-II du code des transports (disposition facultative) : Sont exemptés de la redevance, les navires effectuant des escales fréquentes et régulières, selon un itinéraire et un horaire fixés à l'avance, ne déposant pas leurs déchets d'exploitation dans le port, si le capitaine du navire justifie qu'il est titulaire, soit d'un certificat de dépôt, soit d'un contrat de dépôt des déchets d'exploitation de son navire et du paiement de la redevance y afférente, passé dans un port d'un Etat membre de l'Union Européenne situé sur l'itinéraire effectif du navire. Cette attestation doit être validée par les autorités portuaires de ce port. La liste des navires bénéficiant de cette exemption est portée à la connaissance de l'administration des douanes par l'organisme bénéficiaire des droits de port.

11.8 Les catégories de coûts et de recettes nettes liés à l'exploitation et la gestion des installations de réception portuaires :

| Coûts directs | Coûts indirects | Recettes nettes |
|--|---|--|
| Coûts d'exploitation du dépôt effectif de déchets des navires, y compris les éléments de coût des déchets et des sous-produits. | Coûts administratifs indirects de gestion du problème dans le port, y compris les éléments de coût énumérés ci-dessous. | Recettes nettes provenant des systèmes de gestion des déchets, y compris les éléments de recettes énumérés ci-dessous. |
| Bourrage et infrastructures des installations de réception portuaires, y compris les conteneurs, citernes, outils de traitement, berge, camions, installations de réception des déchets, installations de traitement, y compris les zones de stockage des déchets, y compris les zones de location des équipements nécessaires pour l'exploitation des installations de réception portuaires ; | Elaboration et approbation du plan de réception et de traitement des déchets, y compris les éventuels audits de ce plan et sa mise en œuvre ; | Bénéfices financiers nets provenant des régimes de responsabilité élargie des producteurs ; |
| Exploitation proprement dite des installations de réception portuaires : collectes de déchets des navires, transport des déchets, traitement, stockage, traitement, y compris le traitement final, entassement et recyclage des déchets, y compris les heures supplémentaires, approvisionnement en électricité, analyse des déchets et assurance ; | La fourniture de systèmes informatiques au niveau des ports, analyse de la demande de réduction des redevances pour les navires verts ; | Autres recettes nettes provenant de la gestion de déchets, notamment des systèmes de recyclage ; |
| Appareil au remploi, au recyclage et à l'élimination des déchets de navires ; | Organisation de procédures de gestion des déchets, y compris la fourniture d'installations de réception portuaires, et délivrance des autorisations nécessaires pour la fourniture d'installations de réception portuaires dans les ports ; | Financement au titre du Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche (FEAMP) ; |
| Administration : facturation, délivrance des reçus et dépôt des déchets aux navires, déclarations. | Gestion des systèmes de gestion de déchets : régimes de responsabilité élargie des producteurs, gestion de l'information et mise en œuvre de fonds nationaux/régionaux ; | Autres financements nationaux, y compris les dispositifs des ports en matière de gestion de déchets et de pêche. |

11.9 Afin d'appliquer aux navires la réduction de la redevance prévue par l'article R. 5321-39 du code des transports, les autorités de l'installation de réception portuaire ou les autorités du port tiennent compte des critères figurant dans les tableaux des sections 1 et 2 ci-après, permettant d'établir qu'un navire produit des quantités réduites de déchets.

1. Le tarif prévu à l'article R. 5321-39 du code des transports tient compte des critères énumérés à la section 1 lors du calcul de la réduction des redevances.

2. Il peut également tenir compte des critères énoncés à la section 2 lors du calcul de la réduction des redevances.

Section 1 - Liste des critères obligatoires visés au 1 du IX du présent article

| Critères | Éléments liés | Annexe correspondante de la convention MARPOL | Moyens de vérification possibles (1) |
|---|-------------------------|---|--|
| Séparation à bord conformément à la réglementation en vigueur, y compris le dépôt dans des installations de réception portuaires adéquates qui respectent l'article 4, paragraphe 2, point d), de la directive (UE) 2019/883. | Exploitation et gestion | Annexe V | Green Award, ISO 21070, Ange bleu, Alliance verte, reçu de dépôt des déchets, plan de gestion des déchets du navire approuvé par la société de classification des navires, ISO 14001 Systèmes de management environnemental. |
| Politiques d'achat durables du point de vue environnemental (réduction des matériaux d'emballage tels que le polystyrène expansé et l'isoprène) et des plastiques à usage unique) | Gestion | Annexe V | Green Award, ISO 21070, Ange bleu, Alliance verte, plan de gestion des déchets du navire approuvé par la société de classification des navires, ISO 14001 Systèmes de management environnemental. |

(1) D'autres systèmes permettant de démontrer que les navires satisfont aux critères peuvent être acceptés.

Section 2 : Liste des critères facultatifs visés au 2 du IX du présent article

| Critères | Éléments liés | Annexe correspondante de la convention MARPOL | Moyens de vérification possibles (2) |
|---|---|---|--|
| Utilisation de carburants alternatifs (3) et d'autres sources d'énergie pendant le trajet jusqu'au port d'escale ou au poste de mouillage (par exemple, électricité à quai, énergie éolienne, énergie solaire) | Conception, technologie et exploitation du navire | Annexe I | Green Award, notes de livraison de sources, registre des hydrocarbures, certificat de classification ou certificat de performance énergétique du navire (SEEMP). |
| Utilisation d'un système de boîte blanche < 5 ppm (pour contrôler et suivre les rejets des eaux de cale du navire) | Technologie et exploitation | Annexe I | Certificat de classification, documentation de réception par type |
| Séparateur d'eau et d'hydrocarbures < 5 ppm | Technologie et exploitation | Annexe I | Certificat de classification, documentation de réception par type, ISO 11070 (Clean Shipping Index - CSI), Alliance verte, Ange bleu |
| Séparateur d'eau et d'hydrocarbures < 5 ppm automatique pour navires < 10 000 GT | Technologie et exploitation | Annexe I | Certificat de classification, documentation de réception par type, Green Award, CSI, Alliance verte, Ange bleu |
| Le navire n'utilise pas de système de rejets mais sépare toutes les eaux de cale et les boues et les dépose ensuite dans des installations de réception portuaires | Exploitation | Annexe I | Registre des hydrocarbures, reçu de dépôt des déchets |
| Système d'épuration des eaux usées conforme à la résolution MEPC.227 (64) de l'Organisation maritime internationale pour tous les navires, à l'exception des navires à passagers exploités par des compagnies spécialisées certifiées par l'annexe IV de la convention MARPOL | Technologie, exploitation et gestion | Annexe IV | Déclaration UE de conformité conformément à la directive 2014/44/UE du Conseil (4) ou certificat de classification, En outre, vérification régulière en cours d'utilisation par un vérificateur indépendant. |
| Le navire ne rejette pas d'eaux usées dans la mer et dépose toutes ses eaux usées non traitées et/ou traitées et/ou ses boues d'épuration dans des installations de réception portuaires | Exploitation | Annexe IV | Reçu de dépôt des déchets |
| Réutilisation et recyclage à bord | Exploitation et gestion | Annexe V | ISO 21070, Alliance verte, ISO 14001 Systèmes de management environnemental. |

(2) D'autres systèmes permettant de démontrer que les navires satisfont aux critères peuvent être acceptés.

(3) Tels que définis dans la directive 2014/44/UE du Conseil et du Conseil du 22 octobre 2014 sur le déploiement d'une infrastructure pour les carburants alternatifs (JO L 307 du 28.10.2014, p. 1).

(4) Directive 2014/40/UE du Conseil et du Conseil du 22 juillet 2014 relative aux équipements marins et atterragés la directive 96/98/CE du Conseil (JO L 257 du 28.9.2014, p. 140)

ARTICLE 12 : Le présent tarif entre en vigueur dans les conditions fixées à l'article R.5321-14 du Code des transports.

Accusé de réception en préfecture
014-200006096-20241217-24-242-DE
Date de télétransmission : 21/12/2024
Date de réception en préfecture : 21/12/2024

Définition ligne régulière :

Une ligne de navigation est réputée régulière lorsqu'elle est constituée par un service maritime effectuant au minimum 4 escales par semestre ouvert au public selon un itinéraire et un horaire fixés à l'avance.

Fixation et respect de l'itinéraire

La régularité de la ligne implique un trajet bien déterminé qui peut représenter :

- soit un voyage "circulaire" ne comportant qu'une escale dans chaque port au cours d'un même trajet ;
- soit un voyage "aller et retour" avec un double passage dans chaque port non situé aux extrémités de l'itinéraire ;
- soit un voyage "aller et retour" ayant un parcours commun important par rapport au parcours total et un ou plusieurs parcours supplémentaires.

Une ligne régulière doit desservir l'ensemble des ports indiqués par l'itinéraire. Cependant, si faute de fret à embarquer ou à débarquer, les navires ne touchent pas l'un ou quelques-uns des ports compris dans ledit itinéraire, ou si, pour le motif inverse, ils accomplissent des escales supplémentaires, les navires bénéficient néanmoins de la réduction dans les ports de l'itinéraire, s'ils ont desservi la ligne sur la majeure partie.

Ouverture au public

La ligne régulière ne peut être considérée comme ouverte au public que si elle est effectivement utilisée par au moins trois chargeurs à chaque escale. L'armement doit en apporter la preuve en fournissant à Ports de Normandie le manifeste du navire pour chaque escale.

Communication de l'horaire

Les dates d'arrivée et de départ des navires dans les différents ports de la ligne, ainsi que les noms des navires doivent être connus suffisamment à l'avance suivant les besoins du trafic, par voie d'annonces.

Accusé de réception en préfecture
014-200006096-20241217-24-242-DE
Date de télétransmission : 21/12/2024
Date de réception préfecture : 21/12/2024

Droits de port

1^{er} janvier 2025

PORT DE CHERBOURG

DROITS DE PORT

dans le Port de CHERBOURG

Institués en application du livre III du Code des Transports

TARIF N° 52

applicable à la date du 1^{er} janvier 2025

TARIFS EN EUROS - HORS TAXES

SOMMAIRE :

| | |
|-------------|--|
| Section I | Redevance sur le navire |
| Section II | Redevance sur la marchandise |
| Section III | Redevance sur les passagers |
| Section IV | Redevance de stationnement des navires |
| Section V | Redevance sur les déchets d'exploitation des navires |

Accusé de réception en préfecture
014-200006096-20241217-24-242-DE
Date de télétransmission : 21/12/2024
Date de réception préfecture : 21/12/2024

SECTION I
REDEVANCE SUR LE NAVIRE
au profit de la SPL Cherbourg Port

ARTICLE 1^{er} – Conditions d'application de la redevance

1.1 Il est perçu sur tout navire de commerce escalant dans les zones A, B, C, D et E du Port de Commerce de CHERBOURG, une redevance déterminée, en fonction du volume géométrique du navire calculé comme indiqué à l'article R.5321-20 du Code des Transports, par application des taux indiqués ci-dessous, en Euros, par mètre cube.

| TYPE ET CATEGORIE DE NAVIRES | ENTREE ** | SORTIE ** |
|--|-----------|-----------|
| 1. PAQUEBOTS | 0,0476 | 0,0476 |
| 2. NAVIRES TRANSBORDEURS | | |
| - Monocoques | 0,0000 | 0,0000 |
| - Multicoques | 0,0000 | 0,0000 |
| 3. NAVIRES TRANSPORTANT DES HYDROCARBURES LIQUIDES | | |
| - Navires souteurs | 0,0000 | 0,0000 |
| - Autres | 0,2728 | 0,2299 |
| 4. NAVIRES TRANSPORTANT DES GAZ LIQUEFIES | 0,2728 | 0,2299 |
| 5. NAVIRES TRANSPORTANT PRINCIPALEMENT DES MARCHANDISES LIQUIDES EN VRAC AUTRES QU'HYDROCARBURES | 0,1991 | 0,1438 |
| 6. NAVIRES TRANSPORTANT DES MARCHANDISES SOLIDES EN VRAC | 0,3541 | 0,3541 |
| 7. NAVIRES REFRIGERES OU POLYTHERMES | 0,2568 | 0,1637 |
| 8. NAVIRES DE CHARGE A MANUTENTION HORIZONTALE | | |
| - Navires transportant principalement des véhicules neufs ou d'occasions, | 0,0866 | 0,0866 |
| - Remorques accompagnées ou non, mais hors zone A du port | 0,3321 | 0,2757 |
| - Autres | | |
| 9. NAVIRES PORTE-CONTENEURS | 0,0974 | 0,0974 |
| 10. NAVIRES PORTE-BARGES | 0,3321 | 0,2757 |
| 11. AEROGLOSSIEURS ET HYDROGLISSIEURS | 0,0542 | 0,0542 |
| 12. NAVIRES AUTRES QUE CEUX DESIGNES CI-DESSUS | 0,3321 | 0,2757 |

** en application des dispositions fixées à l'alinéa 1 de l'article R. 5321-23 du Code des transports

1.2 Les différentes zones de port distinguées au 1^{er} du présent article sont définies comme suit :

- Port Ouest : quai de France, quai de Normandie, postes car-ferries nos 1, 2, 4 et 6
- Les droits de ports perçus en zone A, le sont au profit de « Cherbourg Port ».
- Port Est : quai des Flamands, quai des Mielles, poste RORO n° 5.
- Les droits de ports perçus en zone B, le sont au profit de « Cherbourg Port ».
- Plan d'eau (Petite Rade).
- Les droits de ports perçus sur le plan d'eau du port de commerce le sont au profit de « Cherbourg Port ».
- Quai Amiral Kniskern
- Les droits de ports prélevés en zone D le sont au profit de « Cherbourg Port ».
- Cette zone est exemptée de droits de port sur la marchandise.
- Plan d'eau (Grande Rade, partie port civil)
- Les droits de ports prélevés sur la Grande Rade le sont au profit de « Cherbourg Port »

1.3 Lorsqu'un même navire est amené à débarquer ou à transborder des passagers ou des marchandises successivement dans différentes zones du port, il est soumis une seule fois à la redevance sur le navire, dans celle des zones où il a accosté pour laquelle le taux est le plus élevé. Le type du navire et les modulations et abatements dont il fait l'objet sont déterminés en considérant l'ensemble des opérations de débarquement ou de transbordement effectuées par ce navire dans le port.
Des dispositions identiques sont applicables lorsqu'un même navire est amené à embarquer ou à transborder des passagers ou des marchandises, successivement dans différentes zones du port.

1.4 Lorsqu'un navire ne débarque ou ne transborde ni passagers, ni marchandises, n'embarque ni passagers, ni marchandises, la redevance sur le navire n'est liquidée qu'une fois.

1.5 La redevance sur le navire n'est liquidée qu'une fois à la sortie :

- lorsque le navire n'effectue aucune opération commerciale,
- lorsque le navire n'effectue que des opérations de soulage ou d'avitaillement ou de déchargement de déchets d'exploitation ou de résidus de caillaison.

Dans ce cas, elle est fixée par mètre cube à :

1.6 En application des dispositions de l'article R.5321-22 du Code des Transports, la redevance sur le navire n'est pas applicable sur les navires suivants :

- navires affectés à l'assistance aux navires, notamment aux missions de pilotage, de remorquage, de lamanage, de sauvetage dans le Cherbourg ;
- navires affectés à la récupération des déchets et à la lutte contre la pollution dans le Port de Cherbourg ;
- navires affectés aux dragages d'entretien, à la signalisation maritime, à la lutte contre l'incendie et aux services administratifs dans le Cherbourg ;
- navires en relâche forcée qui n'effectuent aucune opération commerciale. Une escale forcée est une escale qui a pour origine un événement au voyage tel que l'abordage, l'avarie technique ou l'incendie. Un navire contraint par les autorités à se rendre dans un port, n'effectue pas une relâche forcée ;
- navires qui, ne pouvant avoir accès à une installation portuaire, sont contraints d'effectuer leurs opérations de débarquement, d'embarquement ou de transbordement en dehors du port ;
- navires affectés à des missions culturelles ou humanitaires ou présentant un intérêt général pour le patrimoine maritime.

1.7 En application des dispositions de l'article R.5321-51 du Code des Transports :

- le minimum de perception des droits de port est fixé à :
- le seuil de perception des droits de port est fixé à :

ARTICLE 2 – Dispositions relatives aux modulations en fonction du rapport transport effectif par rapport à la capacité du navire dans son port de dominante, par type et catégorie de navires, en application des dispositions des alinéas I, II, III de l'article R.5321-24 du code des transports

2.1 Les modulations applicables à tous les types de navires transportant des passagers sont déterminées en fonction du rapport existant entre le nombre de passagers débarqués, embarqués ou transbordés et la capacité d'accueil du navire en passagers dans les conditions suivantes :

- | | |
|-----------------------------------|-------------------|
| Rapport inférieur ou égal à 2/3 | Modulation - 10 % |
| Rapport inférieur ou égal à 1/2 | Modulation - 30 % |
| Rapport inférieur ou égal à 1/4 | Modulation - 50 % |
| Rapport inférieur ou égal à 1/8 | Modulation - 60 % |
| Rapport inférieur ou égal à 1/20 | Modulation - 70 % |
| Rapport inférieur ou égal à 1/50 | Modulation - 80 % |
| Rapport inférieur ou égal à 1/100 | Modulation - 95 % |

Accusé de réception en préfecture
04-20006096-20241217-24-242-DE
Date de télétransmission : 21/12/2024
Date de réception en préfecture : 21/12/2024

2.2 Les modulations applicables aux navires transportant des marchandises sont déterminées en fonction du rapport existant entre le tonnage de marchandises débarquées, embarquées ou transbordées et le volume V du navire calculé en application de l'article R.5321-20 du code des transports.

| | |
|-----------------------------------|-------------------|
| Rapport inférieur ou égal à 2/15 | Modulation - 10 % |
| Rapport inférieur ou égal à 1/10 | Modulation - 30 % |
| Rapport inférieur ou égal à 1/20 | Modulation - 50 % |
| Rapport inférieur ou égal à 1/40 | Modulation - 60 % |
| Rapport inférieur ou égal à 1/100 | Modulation - 70 % |

2.3 Sur la base de l'article R.5321-24 du Code des transports, sont exclus du bénéfice des modulations les navires n'effectuant que des opérations de soutage ou d'avitaillement ou de déchargement de déchets d'exploitation ou de résidus de caïssaison.

ARTICLE 3 : Dispositions relatives aux modulations en fonction de la fréquence des touchées en application du V de l'article R.5321-24 du code des transports.

3.1 a - Pour les navires des lignes régulières ouvertes au public selon un itinéraire et un horaire fixés à l'avance, les taux de la redevance par type de navire font l'objet des abattements suivants, calculés en fonction du nombre d'escalates au cours de l'année civile :

| Ligne régulière effectuant : | % d'abattement sur tous les mouvements |
|---------------------------------|--|
| de 1 à 5 escalates par an : | pas d'abattement |
| de 6 à 10 escalates par an : | abattement de 7,5 % |
| de 11 à 16 escalates par an : | abattement de 15 % |
| de 17 à 140 escalates par an : | abattement de 22,5 % |
| de 141 à 200 escalates par an : | abattement de 40 % |
| plus de 200 escalates par an : | abattement de 68 % |

Pour les lignes ayant répondu aux critères de réduction en année N-1, les abattements sont automatiquement reconduits en début d'année N.

3.1 b - Pour les navires de type 1, les taux de la redevance font l'objet de l'abattement suivant en fonction du nombre d'escalates réalisées par l'enseigne commerciale, et non la maison mère qui regroupe plusieurs enseignes ou marques, au cours de l'année civile :

| | Pas d'abattement |
|--|-------------------|
| de 1 à 2 escalates par an : | Abattement de 15% |
| de 3 à 4 escalates par an : | Abattement de 25% |
| de 5 à 6 escalates par an : | Abattement de 30% |
| de 7 à 8 escalates par an : | Abattement de 35% |
| de 9 à 10 escalates par an : | Abattement de 40% |
| de 11 à 12 escalates par an : | Abattement de 45% |
| de 13 à 14 escalates par an : | Abattement de 50% |
| de 15 à 16 escalates par an : | Abattement de 55% |
| de 17 à 18 escalates par an : | Abattement de 60% |
| de 19 à 20 escalates par an : | Abattement de 65% |
| de 21 à 22 escalates par an : | Abattement de 70% |
| de 23 à 24 escalates par an : | Abattement de 75% |
| de 25 à 26 escalates par an : | Abattement de 80% |
| de 27 à 28 escalates par an : | Abattement de 85% |
| de 29 à 30 escalates par an : | Abattement de 90% |
| au-delà de la 31ème escalates par an : | |

3.2 Pour les navires qui, sans appartenir à des lignes régulières, fréquentent habituellement le même port, les taux de la redevance par type de navire font l'objet des abattements suivants en fonction du type de navire et du nombre de départs au cours de l'année civile :

| | Pas d'abattement |
|---------------------------------|-------------------|
| du 1er au 9ème départ inclus | Abattement de 5% |
| du 10ème au 15ème départ inclus | Abattement de 15% |
| du 16ème au 25ème départ inclus | Abattement de 25% |
| du 26ème au 50ème départ inclus | Abattement de 30% |
| au delà du 51ème départ | |

3.3 Les abattements prévus au présent article ne peuvent se cumuler avec ceux mentionnés à l'article 2. Lorsque le redevable satisfait également aux conditions dudit article 2, il bénéficie du traitement le plus favorable.

ARTICLE 4 : Dispositions relatives à l'abattement supplémentaire prévu à l'article R.5321-25 du code des transports

Sans objet

ARTICLE 5 : Dispositions relatives aux possibilités de modulation prévues à l'article R.5321-27 du code des transports

La redevance sur le navire est assortie de modulations, dans la limite de 30 % du taux de base, en fonction du nombre de touchées durant la période ou les périodes définies par l'autorité portuaire dans les conditions suivantes :

(sans objet)

ARTICLE 6 : Dispositions relatives aux forfaits prévus à l'article R.5321-28 du code des transports

6.1 Les navires effectuant, au titre d'une relation nouvelle, un transport maritime de passagers, de marchandises sur remorques (dites Ro-Ro) ou de conteneurs entre les Etats membres de l'Union Européenne ou des Etats Parties à l'accord sur l'Espace économique européen sont soumis, pendant une durée n'excédant pas 3 ans :

- Soit à un forfait de redevance sur le navire fixé pour l'ensemble de leur activité pour une période déterminée et liquidé au prorata temporis par échéances au plus de 3 mois ;
- Soit à un forfait de redevance sur le navire fixé à l'unité par passager, remorque, tonne ou multiple de tonnes, ou conteneur, et applicable conformément aux dispositions des articles R.5321-18 et R.5321-23 du code des transports.

6.2 Les modalités d'application du présent article sont les suivantes :

(sans objet)

Accusé de réception en préfecture
014-200006096-20241217-24-242-DE
Date de télétransmission : 21/12/2024
Date de réception préfecture : 21/12/2024

SECTION II
REDEVANCE SUR LES MARCHANDISES
au profit de la SPL Cherbourg Port

ARTICLE 7 : Conditions d'application de la redevance sur les marchandises prévues aux R.5321-30 à R. 5321-33 du code des transports.

Il est perçu sur les marchandises débarquées, embarquées ou transbordées dans le Port de Commerce de CHERBOURG, dans les zones A, B et C, E définies au 1.2 de l'article 1^{er} du présent tarif, une redevance soit au poids, soit à l'unité, déterminée par application des taux indiqués aux tableaux ci-après :

I - REDEVANCE AU POUNDS BRUT

| Code nomenclature NST 2007 | Désignation des marchandises pour les colis inférieurs à 50 tonnes et les vracs | Débarquement et transbordement(*) | Embarquement |
|----------------------------|---|-----------------------------------|--------------|
| 01.1 | Céréales | 0,5871 | 0,5871 |
| 01.2 | Pommes de terre | 0,4797 | 0,4797 |
| 01.3 | Betteraves à sucre | 0,4797 | 0,4797 |
| 01.4 | Autres légumes et fruits frais | 0,4797 | 0,4797 |
| 01.5 | Produits sylvicoles et de l'exploitation forestière | 0,5972 | 0,5972 |
| 01.6 | Plantes et fleurs vivantes | 0,4797 | 0,4797 |
| 01.71 | Matières d'origine végétale - Piments et piments (Capsicum spp.) séchés, bruts | 0,4797 | 0,4797 |
| 01.72 | Coton, égrené ou en masse | 0,4797 | 0,4797 |
| 01.73 | Lin, jute, chanvre bruts ou rouis et plantes textiles brutes n.c.a | 0,4797 | 0,4797 |
| 01.74 | Caoutchouc naturel brut | 0,4797 | 0,4797 |
| 01.75 | Café, Cacao, Thé, maté, épices non broyées ni pulvérisées | 0,4797 | 0,4797 |
| 01.76 | Tabac brut | 0,4797 | 0,4797 |
| 01.77 | Houblon | 0,4797 | 0,4797 |
| 01.78 | Paille, foin, balles de céréales - Plantes fourragères | 0,4797 | 0,4797 |
| 01.79 | Graines et fruits oléagineux | 0,6860 | 0,6860 |
| 01.7A | Autres substances d'origines végétales n.c.a. | 0,6860 | 0,6860 |
| 01.9 | Lait brut de vache, brebis et chèvre | 0,4797 | 0,4797 |
| 01.A | Autres matières premières d'origine animale | 0,4797 | 0,4797 |
| 01.B | Produits de la pêche et de l'aquaculture | 0,4797 | 0,4797 |
| 02.1 | Houille et lignite | 0,3438 | 0,3438 |
| 02.2 | Pétrole brut | 0,3544 | 0,3544 |
| 02.3 | Gaz naturel | 0,5394 | 0,5395 |
| 03.1 | Minerais de fer | 0,3438 | 0,1622 |
| 03.2 | Minerais de métaux non ferreux (hors uranium et thorium) | 0,3438 | 0,1622 |
| 03.31 | Pyrites de fer non grillées; soufre brut ou non raffiné | 0,3438 | 0,1622 |
| 03.32 | Phosphates naturels bruts | 0,3438 | 0,1622 |
| 03.33 | Sylvinite | 0,3438 | 0,1622 |
| 03.34 | Autres minéraux, bruts - industrie chimique et engrais naturels | 0,3438 | 0,1622 |
| 03.4 | Sel | 0,3438 | 0,1622 |

Accusé de réception en préfecture
014-200006096-20241217-24-242-DE
Date de transmission : 21/12/2024
Date de réception en préfecture : 21/12/2024

| Code nomenclature NST 2007 | Désignation des marchandises pour les colis inférieurs à 50 tonnes et les vracs | Débarquement et transbordement(*) | Embarquement |
|----------------------------|--|-----------------------------------|--------------|
| 03.51 | Tourbe | 0,3438 | 0,1622 |
| 03.52 | Sables naturels - Pierre ponce, cailloux, graviers, silex et galets | 0,1894 | 0,1622 |
| 03.53 | Argiles et terres argileuses | 0,3438 | 0,1622 |
| 03.54 | Scories non destinées à la refonte, cendres, laitiers - Autres minéraux | 0,3438 | 0,1622 |
| 03.55 | Dolomites, pierres à chaux concassées pour bétonnage - Granulés, éclats, poudre de pierres | 0,3438 | 0,1622 |
| 03.56 | Créole | 0,3438 | 0,1622 |
| 03.57 | Terres et pierres - Bitumes et asphaltés naturels - Pierres précieuses et diamants bruts | 0,3438 | 0,1622 |
| 04.1 | Viandes, peaux et produits à base de viandes | 0,6860 | 0,2939 |
| 04.2 | Poissons et produits de la pêche, Poissons et produits de la pêche, préparés | 0,6860 | 0,2939 |
| 04.3 | Produits à base de fruits et de légumes préparés | 0,6860 | 0,2939 |
| 04.4 | Huiles, tourteaux et corps gras | 0,5947 | 0,2939 |
| 04.5 | Produits laitiers et glaces | 0,6860 | 0,2939 |
| 04.6 | Farines, céréales transformées produits amyliacés et aliments pour animaux | 0,6860 | 0,2939 |
| 04.7 | Boissons | 0,6860 | 0,2939 |
| 04.8 | Autres produits alimentaires n.c.a. et tabac manufacturé | 0,6860 | 0,2939 |
| 04.9 | Produits alimentaires divers | 0,6860 | 0,2939 |
| 05.1 | Produits de l'industrie textile | 1,7170 | 0,8974 |
| 05.2 | Articles d'habillement et fouritures | 1,7170 | 0,8974 |
| 05.3 | Cuir, articles de voyages, chaussures | 1,7170 | 0,8974 |
| 06.1 | Produits du travail du bois et du liège (sauf meubles) | 0,6860 | 0,2939 |
| 06.2 | Pâte à papier, papiers et cartons | 0,6860 | 0,2939 |
| 06.3 | Produits de l'édition, produits imprimés ou reprographiés | 1,7170 | 0,8974 |
| 07.1 | Cokes et goudrons; agglomérés et combustibles solides similaires | 0,4532 | 0,1927 |
| 07.2 | Produits pétroliers raffinés liquides | 0,4532 | 0,1927 |
| 07.3 | Produits pétroliers raffinés gazeux, Produits pétroliers raffinés gazeux, liquéfiés | 0,4532 | 0,1927 |
| 07.4 | Produits pétroliers raffinés solides ou pâteux | 0,4532 | 0,1927 |
| 08.1 | Produits chimiques minéraux de base | 0,4795 | 0,1927 |
| 08.2 | Produits chimiques organiques de base | 0,4795 | 0,1927 |
| 08.3 | Produits azotés et engrais (hors engrais naturels) | 0,4795 | 0,1927 |
| 08.4 | Matières plastiques de base et caoutchouc synthétique primaire | 1,2239 | 0,5971 |
| 08.5 | Produits pharmaceutiques et parachimiques, y compris les pesticides | 1,2239 | 0,5971 |
| 08.6 | Produits en caoutchouc ou en plastique | 1,2239 | 0,5971 |
| 08.7 | Produits des industries nucléaires | 1,7177 | 1,7177 |

| Code nomenclature NST 2007 | Désignation des marchandises pour les colis inférieurs à 50 tonnes et les vracs | Débarquement et transbordement(*) | Embarquement |
|----------------------------|--|-----------------------------------|--------------|
| 09.1 | Verre, verrerie, produits céramiques | 1.7177 | 0,8521 |
| 09.2 | Ciments, chaux et plâtre | 0,4532 | 0,4532 |
| 09.3 | Autres matériaux de construction, manufacturés | 0,4532 | 0,1622 |
| 10.1 | Produits sidérurgiques et produits de la transformation de l'acier (bois, tubes et tuyaux) | 0,3438 | 0,1622 |
| 10.2 | Métaux non ferreux et produits dérivés | 0,5947 | 0,3438 |
| 10.3 | Tubes et tuyaux | 0,5947 | 0,3438 |
| 10.4 | Éléments en métal pour la construction | 1,9426 | 1,9426 |
| 10.5 | Chaudières, quincaillerie, armes et munitions et autres articles manufacturés en métal | 1,9426 | 1,9426 |
| 11.1 | Machines agricoles | 0,0000 | 0,0000 |
| 11.2 | Appareils domestiques n.c.a. (électroménager/blanc) | 1,9427 | 1,9426 |
| 11.3 | Machines de bureau et matériel informatique | 1,9426 | 1,9426 |
| 11.4 | Machines et appareils électriques n.c.a. | 1,9426 | 1,9426 |
| 11.5 | Composants électroniques et appareils d'émission et de transmission | 1,9426 | 1,9426 |
| 11.6 | Appareils de réception, enregistrement ou reproduction du son et de l'image | 1,9426 | 1,9426 |
| 11.7 | Instruments médicaux, de précision, d'optique et d'horlogerie | 1,9426 | 1,9426 |
| 11.8 | Autres machines, machines-outils et pièces (**) | 0,0000 | 0,0000 |
| 12.1 | Produits de l'industrie automobile | 0,0000 | 0,0000 |
| 12.2 | Autres matériels de transport | 0,0000 | 0,0000 |
| 13.1 | Mobilier | 1,9426 | 1,9426 |
| 13.2 | Autres articles manufacturés | 1,9426 | 1,9426 |
| 14.1 | Ordures ménagères et déchets de voirie | 0,3438 | 0,1622 |
| 14.2 | Autres déchets et matières premières secondaires | 0,3438 | 0,1622 |
| 16.2 | Palettes et autres emballages en service, vides | 0,3438 | 0,1622 |
| 17.1 | Mobilier de déménagement | 1,9426 | 1,9426 |
| 17.4 | Échafaudages | 1,9426 | 1,9426 |
| 17.5 | Autres biens non-marchands, n.c.a. | 1,9426 | 1,9426 |
| 19.1 | Marchandises de nature indéterminée en conteneur ou caisse mobile | 0,0000 | 0,0000 |
| 19.2 | Autres marchandises de nature indéterminée | 1,9426 | 1,9426 |
| 20. | Autres marchandises | 1,9426 | 1,9426 |

(**) Sont notamment concernés les éléments d'épaves ou leurs fondations pesant moins de 50 tonnes. Les éléments d'épaves ou leurs fondations d'un poids supérieur ou égale à 50 tonnes sont soumis au tarif colis lourds ci-après.

(*) Ce tarif s'entend pour l'ensemble des opérations de transbordement de marchandises non transformées ayant lieu sur les zones A, B, C et E définies au 1.2 de l'article 1, qu'il y ait passage à quai de la marchandise ou non (bord-bord, plan d'eau), que les moyens de levage utilisés

| Pour les colis supérieurs ou égaux à 50 tonnes ¹ | |
|--|--------|
| Code NST de 01 à 20 – Colis entre 50 et 149,999 tonnes | 2,3505 |
| Code NST de 01 à 20 – Colis entre 150 et 299,999 tonnes | 2,9382 |
| Code NST de 01 à 20 – Colis supérieurs ou égaux à 300 tonnes | 5,8764 |

¹ Est visé, tout objet indivisible pesant 50 tonnes ou plus et ne pouvant être manutentionné que comme un tout, c'est-à-dire en une seule fois. La redevance marchandise pour un colis unitaire supérieur ou égale à 50 T est égale à son poids multiplié par le taux (en euros par tonne) de la tranche où il figure.

Ainsi, la redevance marchandise pour un colis pesant 75 tonnes vaudra 75 x 2,3505

- REDEVANCE A L'UNITE ()**
(en euro par unité ou multiple d'unités)

| Code nomenclature NST 2007 | Désignation des marchandises | Débarquement ou transbordement (*) | Embarquement |
|----------------------------|--|------------------------------------|--------------|
| 09.1 | Verre, verrerie, produits céramiques | 1.7177 | 0,8521 |
| 09.2 | Ciments, chaux et plâtre | 0,4532 | 0,4532 |
| 09.3 | Autres matériaux de construction, manufacturés | 0,4532 | 0,1622 |
| 10.1 | Produits sidérurgiques et produits de la transformation de l'acier (bois, tubes et tuyaux) | 0,3438 | 0,1622 |
| 10.2 | Métaux non ferreux et produits dérivés | 0,5947 | 0,3438 |
| 10.3 | Tubes et tuyaux | 0,5947 | 0,3438 |
| 10.4 | Éléments en métal pour la construction | 1,9426 | 1,9426 |
| 10.5 | Chaudières, quincaillerie, armes et munitions et autres articles manufacturés en métal | 1,9426 | 1,9426 |
| 11.1 | Machines agricoles | 0,0000 | 0,0000 |
| 11.2 | Appareils domestiques n.c.a. (électroménager/blanc) | 1,9427 | 1,9426 |
| 11.3 | Machines de bureau et matériel informatique | 1,9426 | 1,9426 |
| 11.4 | Machines et appareils électriques n.c.a. | 1,9426 | 1,9426 |
| 11.5 | Composants électroniques et appareils d'émission et de transmission | 1,9426 | 1,9426 |
| 11.6 | Appareils de réception, enregistrement ou reproduction du son et de l'image | 1,9426 | 1,9426 |
| 11.7 | Instruments médicaux, de précision, d'optique et d'horlogerie | 1,9426 | 1,9426 |
| 11.8 | Autres machines, machines-outils et pièces (**) | 0,0000 | 0,0000 |
| 12.1 | Produits de l'industrie automobile | 0,0000 | 0,0000 |
| 12.2 | Autres matériels de transport | 0,0000 | 0,0000 |
| 13.1 | Mobilier | 1,9426 | 1,9426 |
| 13.2 | Autres articles manufacturés | 1,9426 | 1,9426 |
| 14.1 | Ordures ménagères et déchets de voirie | 0,3438 | 0,1622 |
| 14.2 | Autres déchets et matières premières secondaires | 0,3438 | 0,1622 |
| 16.2 | Palettes et autres emballages en service, vides | 0,3438 | 0,1622 |
| 17.1 | Mobilier de déménagement | 1,9426 | 1,9426 |
| 17.4 | Échafaudages | 1,9426 | 1,9426 |
| 17.5 | Autres biens non-marchands, n.c.a. | 1,9426 | 1,9426 |
| 19.1 | Marchandises de nature indéterminée en conteneur ou caisse mobile | 0,0000 | 0,0000 |
| 19.2 | Autres marchandises de nature indéterminée | 1,9426 | 1,9426 |
| 20. | Autres marchandises | 1,9426 | 1,9426 |

Camions, remorques ou semi-remorques pleins, conteneurs ou caisses mobiles manutentionnées en RO-RO sur MAFI ou chassis routiers¹

- d'une longueur inférieure à 8 mètres 0,0000 0,0000
- d'une longueur supérieure ou égale à 8 m et inférieure à 13 m 0,0000 0,0000
- d'une longueur supérieure ou égale à 13 m et inférieure à 16 m 0,0000 0,0000
- d'une longueur supérieure ou égale à 16 m⁽²⁾ 0,0000 0,0000

Conteneurs pleins¹

- d'une longueur supérieure ou égale à 3 m et inférieure à 6 m 6,8450 0,0000
- d'une longueur supérieure ou égale à 6 m et inférieure à 8 m 7,9858 0,0000
- d'une longueur supérieure ou égale à 8 m et inférieure à 10 m 11,6364 0,0000
- d'une longueur supérieure ou égale à 10 m 13,9637 0,0000

(*) En application des dispositions fixées par l'article R.5321-31 du code des transports
(1) Cette redevance forfaitaire se substitue à la taxation des marchandises transportées selon la catégorie à laquelle elles appartiennent
(2) Les colis lourds transportés par navire RORO sont soumis à la tarification colis lourds (cf. page 8)

ARTICLE 8 : Conditions de liquidation des redevances du tableau figurant à l'article 7

8.1 Pour chaque déclaration, les redevances prévues à la partie 1 du tableau figurant à l'article 7 du présent tarif sont perçues sur le montant global des marchandises appartenant à une même catégorie :

- a) Elles sont liquidées :
- à la tonne, lorsque le poids imposable est supérieur à 900 kg,
 - au quintal, lorsque ce poids est égal ou inférieur à 900 kg.
- Toute fraction de tonne ou de quintal est comptée pour une unité.
- La liquidation de la redevance au quintal est égale au dixième de la liquidation de la redevance à la tonne.
- b) Sous réserve des exemptions applicables aux cadres, conteneurs et caisses palettes, les emballages sont en principe soumis au même taux que les marchandises qu'ils contiennent. Toutefois, lorsqu'une déclaration se rapporte à des marchandises de plusieurs catégories, la totalité des emballages est classée d'office dans la catégorie dominante en poids.

Accusé de réception en préfecture
014-200006096-20241217-24-242-DE
Date de transmission : 21/12/2024
Date de réception en préfecture : 21/12/2024

8.2 Les déclarations doivent mentionner le poids brut total et le poids imposable par catégorie pour les marchandises faisant l'objet d'une redevance au poids brut et le nombre pour les animaux, véhicules ou conteneurs faisant l'objet d'une redevance à l'unité.

A l'appui de chaque déclaration relative à des marchandises relevant de plusieurs catégories, le déclarant doit joindre un bordereau récapitulatif faisant apparaître le poids ou le nombre par article de déclaration et par catégorie. Ce bordereau doit être daté et signé par le déclarant.

8.3 Si toutes les marchandises font l'objet d'une même déclaration au poids, le redevable a la faculté de demander que leur ensemble soit soumis au taux applicable à la partie la plus élevée. Aucun bordereau récapitulatif n'est alors exigé ; la déclaration doit simplement mentionner le poids global des marchandises déclarées.

L'absence de bordereau récapitulatif équivaut à l'acceptation par le déclarant de la liquidation simplifiée et il ne sera donné suite à aucune demande ultérieure tendant à obtenir la révision sur la base de la perception par catégorie.

8.4 En application des dispositions de l'article R.5321-51 du code des transports :

| | |
|---|---------------|
| le minimum de perception par déclaration est fixé à | 5,76 € |
| le seuil de perception par déclaration est fixé à | 5,76 € |

8.5 La redevance sur les marchandises n'est pas due dans les cas énumérés à l'article R.5321-33 du code des transports. Sont notamment concernés les produits livrés à l'avitaillement, au gréement ou à l'armement des navires et les marchandises de pacotille appartenant aux équipages.

SECTION III

REDEVANCE SUR LES PASSAGERS

Au profit de la SPL Cherbourg Port

ARTICLE 9 : Conditions d'application de la redevance sur les passagers prévue aux articles R.5321-34 à R.5321-36 du code des transports.

9.1 En zones A et B du port de Cherbourg, définies au 1.2 de l'article 1er du présent tarif

Les passagers débarqués, embarqués, transbordés sont soumis à la redevance de passage suivante :
par passager **0,00 €**

9.2 Ne sont pas soumis à la redevance sur les passagers :

- les enfants âgés de moins de quatre ans ;
- les militaires voyageant en formations constituées ;
- le personnel de bord ;
- les agents de l'armateur voyageant pour les besoins du service et munis d'un titre de transport gratuit ;
- les agents publics dans l'exercice de leurs missions à bord,

9.3 Les dispositions relatives aux abattements dans une limite de 50 % sont les suivantes :

- 50 % pour les passagers ne débarquant que temporairement au cours de l'escale,
- 50 % pour les passagers transbordés.

9.4 En application des dispositions de l'article R.5321-51 du code des transports :

- Le minimum de perception est fixé à 0 € par déclaration - Le seuil de perception est fixé à 5,62 €
- Le minimum de perception est fixé à 0 € par déclaration
 - Le seuil de perception est fixé à 0 €

Accusé de réception en préfecture
014-200006096-20241217-24-242-DE
Date de télétransmission : 21/12/2024
Date de réception préfecture : 21/12/2024

SECTION IV

REDEVANCE DE STATIONNEMENT DES NAVIRES

Au profit de la SPL Cherbourg Port

ARTICLE 10 : Conditions d'application de la redevance de stationnement prévue à l'article R.5321-29 du code des transports.

10.1 Les navires ou engins flottants assimilés à l'exclusion des navires de pêche, dont le séjour soit en l'absence d'opérations commerciales, soit à l'exclusion du temps nécessaire aux opérations commerciales dans le port de commerce de Cherbourg, dans les zones A, B, C, D et E définies au 1.2 de l'article 1er du présent tarif dépasse une durée de 1 jour, sont soumis à une redevance de stationnement dont les taux en € par m3 et par jour sont fixés dans les conditions suivantes, au-delà de la période de franchise :

| Fraction de volume | Taux en euros |
|----------------------------------|---------------|
| - Les 3000 premiers mètres cubes | 0,01905 |
| - De 3001 à 15 000 mètres cubes | 0,01722 |
| - De 15001 à 45 000 mètres cubes | 0,01485 |
| - Au-delà de 45 000 mètres cubes | 0,01079 |

- La durée du séjour est calculée sur la base de jours calendaires. Toute fraction de jour est comptée pour un jour.
- Les navires bénéficient d'une période de franchise de 1 jour avant ou après les opérations commerciales
- Taux réduit de 50% pour le stationnement dans les zones D et E du port de Cherbourg

10.2 La redevance de stationnement est à la charge de l'armateur :

le minimum de perception par navire est de : **9,164 €**
le seuil de perception par navire est de : **4,582 €**

10.3 Sont exonérés de la redevance de stationnement, outre les navires visés par l'article R.5321-22 du code des transports à l'exception des navires en relâche forcée qui n'effectuent aucune opération commerciale :

- les navires de guerre,
- les navires armés par les Compagnies qui exploitent des lignes régulières au départ de Cherbourg,
- les bâtiments de servitude et les engins flottants de manutention ou de travaux, à condition qu'ils soient affectés à la réalisation de travaux portuaires dans le Port civil de Cherbourg,
- les voiliers écoles et les navires écoles,
- les bâtiments de navigation intérieure,
- les bâtiments destinés à la navigation côtière,
- les navires stationnant dans les formes ou engins de radoub et aux postes d'armement affectés à la réparation navale,
- les navires affectés à des missions culturelles ou humanitaires ou présentant un intérêt général pour le patrimoine maritime,
- les bateaux de pêche.

10.4 Au-delà de la période de franchise, la redevance de stationnement est exigible le dernier jour de chaque mois calendaire et au départ du navire

SECTION V

REDEVANCE SUR LES DECHETS DES NAVIRES

Au profit de la SPL Cherbourg Port

ARTICLE 11 :

11.1 Il est perçu, dans le port de Cherbourg sur tout navire de commerce, tout navire de pêche et tout navire de plaisance une redevance sur les déchets des navires relevant de l'article L. 5334-7 du code des transports. Pour les navires de plaisance et de sport, la redevance sur les déchets, prévue à l'article R. 5321-1 du code des transports, est perçue uniquement lorsque les coûts de réception et de traitement des déchets de ces navires ne sont pas déjà couverts par une taxe ou une redevance.

Dans les ports de plaisance, la perception de la redevance sur les déchets des navires autres que ceux ayant un agrément pour 12 passagers, sera faite directement par l'autorité portuaire conformément à l'article R. 5321-50-1 du code des transports.

Cette redevance est à la charge de l'armateur ou à défaut, pour les navires de plaisance, du propriétaire du navire ou du chef de bord. Elle est calculée soit sur le volume V du navire, exprimé comme indiqué à l'article R. 5321-20 du code des transports, soit sur une base forfaitaire calculée selon les modalités suivantes :

Le prix au m3 est de : **0,0116 €**

11.2 Lorsqu'il est procédé au dépôt des déchets des navires suivant les dispositions prévues par le plan de traitement et de réception des déchets du port de Cherbourg, le ou les prestataires de services ayant procédé à la collecte des déchets, mentionnée à l'article R. 5334-5 du code des transports, délivrent au capitaine du navire ou à son représentant un reçu de dépôt des déchets. Les capitaines des navires ou leur représentant transmettent avant que le navire quitte le port ou dès réception du reçu par voie électronique à l'autorité investie du pouvoir de police portuaire les informations figurant dans le reçu. Une redevance est perçue à chaque escale que le navire dépose ou non ses déchets. Cette redevance, dite indirecte, couvre les coûts administratifs indirects, et tout ou partie des coûts directs pour au moins 30 % du total des coûts directs annuels correspondant au dépôt effectif des déchets de l'année précédente. Une possibilité de prendre en compte les coûts liés au volume de trafic prévu pour l'année à venir. La redevance doit au moins être égale au minimum de perception prévu au VI du présent article.

Pour les déchets de l'annexe V de la convention MARPOL (déchets solides) ainsi que les déchets pêchés passivement, 100 % des coûts d'utilisation des installations de réception portuaires sont couverts par la redevance indirecte de manière à garantir un droit de passage sans frais supplémentaires fondés sur le volume des déchets excepté lorsque le volume des déchets excède la capacité de traitement dédiée maximale indiquée dans la notification préalable de dépôt des déchets. Lorsque le volume de déchets excède la capacité de stockage dédiée maximale, la facturation se fait aux frais réels pour la part dépassant la capacité de stockage. Le cas échéant, une facturation complémentaire peut être prévue pour couvrir la part des coûts d'exploitation directs non inclus dans la redevance qui repose sur la base des types et des quantités de déchets déposés par le navire. Cela concerne également le dépôt des déchets dans les systèmes d'épuration des gaz d'échappement, pour lesquels les coûts sont couverts sur la base des types et des quantités de déchets déposés. Si cette prestation n'est pas assurée par le port, le ou les prestataires extérieurs peuvent facturer directement les coûts au navire. Afin d'éviter que les coûts de collecte et de traitement des déchets pêchés passivement ne soient supportés exclusivement par les utilisateurs des ports, le montant de la redevance peut tenir compte de recettes provenant de financements européens nationaux ou régionaux, tels que précisés au VIII du présent article. La décomposition des coûts directs et indirects, ainsi que les recettes provenant de financements publics disponibles en matière de gestion des déchets et de pêche sont précisés au VIII du présent article. En fonction des reçus de dépôts transmis, le cas a ou b est applicable au navire, le cas échéant, l'autorité portuaire en informe des douanes.

a) Cas où le navire n'a pas transmis de reçu de dépôt de ses déchets

Lorsque l'armateur ou son représentant n'a pas fourni de reçu de dépôt de ses déchets, la redevance sur les déchets est perçue conformément à l'article L. 5321-3 du code des transports.

b) Cas où le navire a transmis un reçu de dépôt de ses déchets

Lorsque l'armateur ou son représentant a fourni un reçu de dépôt de ses déchets, et que la prestation a été réalisée par le port, la redevance sur les déchets est perçue au profit des organismes relevant de l'article R. 5321-16 du code des transports. Ceux-ci remboursent au collecteur les coûts afférents à la collecte et au traitement des déchets dont les coûts sont couverts par la redevance. Les coûts d'exploitation directs non inclus dans la redevance, qui auraient été facturés directement par le collecteur au navire, ne sont pas concernés. Lorsque l'armateur ou son représentant a fourni un reçu de dépôt de ses déchets, et que la prestation de collecte a été réalisée par un prestataire extérieur, ayant facturé directement la prestation au navire, la redevance peut être reversée au navire à la sortie du port, pour éviter une double facturation. Selon les cas, un montant correspondant aux coûts administratifs supportés par le port peut être prélevé. Ces modalités peuvent être précisées par le plan de réception et de traitement des déchets du port concerné, et sont décidées par l'autorité portuaire en accord avec le service des douanes.

Accusé de réception en préfecture
Du 20/12/2024 à 09:24:24-DE
Date de transmission 21/12/2024
Date de réception en préfecture 21/12/2024

11.3 Réduction et différenciation des redevances

Les redevances sont réduites conformément à l'article R. 5321-39 du code des transports selon :

- le type d'activité du navire en particulier lorsqu'il s'agit de transport maritime à courte distance étant celui qui réalise « l'acheminement de marchandises et de passagers par mer entre des ports situés en Europe géographique ou entre ces ports et des ports situés dans des pays non européens ayant une façade sur une mer fermée limitrophe de l'Europe. Le transport maritime à courte distance recouvre à la fois les activités de transport maritime nationales et internationales, dont les services de collecte, le long des côtes et au départ et à destination des îles, des fleuves et des lacs. Il comprend également les services de transport maritime entre les Etats membres de l'Union et la Norvège, l'Islande et les Etats riverains de la mer Baltique, de la mer Noire et de la mer Méditerranée » (extrait du deuxième rapport d'avancement bisannuel de juin 1999 de la Commission européenne). Pour la gestion des déchets, le port peut décider, en fonction de sa situation géographique, de prendre en compte, dans son plan de réception et de traitement des déchets, pour le transport maritime de courte distance, les services de transports maritimes entre les ports de l'Union et le groupe des ports additionnels sélectionnés. Ces derniers sont considérés comme des ports de l'Union pour l'application des seuils de remplissage des capacités de stockage suivant le tableau 1 du règlement d'exécution (UE) 2022/89 de la Commission du 21 janvier 2022 portant modalités d'application de la directive (UE) 2019/883 du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne la méthode à utiliser pour le calcul d'une capacité de stockage suffisante dédiée. Ce groupe comprend tous les ports situés en Islande, en Norvège et au Royaume-Uni (y compris l'île de Man, les îles Anglo-Normandes et Gibraltar) et les ports russes situés en mer Baltique.

ou

- la conception, l'équipement et l'exploitation du navire démontrant que le navire génère une quantité réduite de déchets gérés de manière durable et respectueuse de l'environnement selon les critères définis au IX du présent article conformément au règlement d'exécution (UE) 2022/91 de la commission du 21 janvier 2022 définissant les critères permettant de déterminer qu'un navire génère une quantité réduite de déchets et qu'il gère ceux-ci de manière durable et respectueuse de l'environnement.

Les redevances peuvent être différenciées conformément à l'article R. 5321-38 du code des transports en fonction de la catégorie, du type, de la taille du navire, de la fourniture de service aux navires en dehors des heures habituelles de fonctionnement du port ou du caractère dangereux des déchets.

11.4 Majoration de la redevance

Le tarif du port peut prévoir une majoration de 10 % de la redevance sur les déchets en cas de non-respect par les navires de la procédure relative aux dépôts des déchets conformément aux dispositions de l'article L. 5336-1-4 du code des transports.

11.5 La redevance sur les déchets des navires, définie au I du présent article, n'est pas applicable aux navires suivants :

- navires affectés à l'assistance aux navires, notamment aux missions de pilotage, de remorquage, de lamanage et de sauvetage ;
- navires affectés à la récupération des déchets et à la lutte contre la pollution ;
- navires affectés aux dragages d'entretien, à la signalisation maritime, à la lutte contre l'incendie et aux services administratifs ;
- navires en relâche forcée qui n'effectuent aucune opération commerciale ;
- navires qui, ne pouvant avoir accès à une installation portuaire, sont contraints d'effectuer leurs opérations de débarquement, d'embarquement ou de transbordement en dehors du port ;
- navires de guerre et navires exploités par l'Etat à des fins non commerciales ;
- navires en réparation navale.

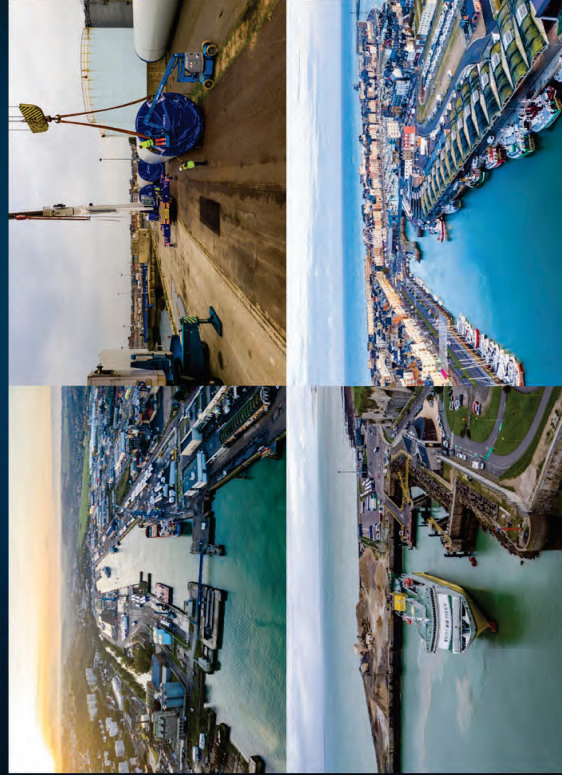
11.6 En application des dispositions de l'article R. 5321-51 du code des transports

le minimum de perception est de : **10,76 €**
le seuil de perception est de : **5,38 €**

11.7 Exemption de la redevance prévue à l'article R. 5321-39 du code des transports (disposition facultative). La liste des navires bénéficiant de cette exemption est portée à la connaissance de l'administration des douanes par l'organisme bénéficiaire des droits de port.

ARTICLE 12 : Le présent tarif entre en vigueur dans les conditions fixées à l'article R.5321.14 du Code des transports.

Droits de port 1^{er} janvier 2025 PORT DE DIEPPE



DROITS DE PORT dans le Port de Dieppe

Institués en application du livre III du Code des Transports

TARIF N° 53

Applicable à la date du 1^{er} janvier 2025

TARIFS EN EUROS - HORS TAXES

SOMMAIRE :

- Section I Redevance sur le navire
- Section II Redevance sur la marchandise
- Section III Redevance sur les passagers
- Section IV Redevance de stationnement des navires
- Section V Redevance sur les déchets d'exploitation

Accusé de réception en préfecture
014-200006096-20241217-24-242-DE
Date de télétransmission : 21/12/2024
Date de réception préfecture : 21/12/2024

14,32 €

- le seuil de perception des droits de port est fixé à :
ARTICLE 2 – Modulation en fonction du rapport entre le transport effectif et la capacité des navires

2.1 Lorsque, pour les navires qui transportent des passagers, le rapport existant entre le nombre de passagers embarqués ou transbordés et la capacité d'accueil du navire en passagers est égal ou inférieur aux taux ci-après, le tarif d'entrée ou le tarif de sortie est réduit dans les proportions suivantes :

| | |
|-----------------------------------|-------------------|
| Rapport inférieur ou égal à 2/3 | Réduction de 10 % |
| Rapport inférieur ou égal à 1/2 | Réduction de 30 % |
| Rapport inférieur ou égal à 1/4 | Réduction de 50 % |
| Rapport inférieur ou égal à 1/8 | Réduction de 60 % |
| Rapport inférieur ou égal à 1/20 | Réduction de 70 % |
| Rapport inférieur ou égal à 1/50 | Réduction de 80 % |
| Rapport inférieur ou égal à 1/100 | Réduction de 95 % |

2.2 Lorsque, pour les navires qui transportent des marchandises, le rapport existant entre le nombre de tonnes de marchandises débarquées, embarquées ou transbordées et le volume V, calculé comme indiqué à l'article R.5321-24 du Code des Transports, est égal ou inférieur aux taux ci-après, le tarif d'entrée ou le tarif de sortie est réduit dans les proportions suivantes :

| | |
|-----------------------------------|-------------------|
| Rapport inférieur ou égal à 2/5 | Réduction de 10 % |
| Rapport inférieur ou égal à 1/20 | Réduction de 30 % |
| Rapport inférieur ou égal à 1/70 | Réduction de 50 % |
| Rapport inférieur ou égal à 1/140 | Réduction de 60 % |
| Rapport inférieur ou égal à 1/100 | Réduction de 70 % |

2.3 Les modulations prévues aux 2.1 et 2.2 ci-dessus ne s'appliquent pas aux navires n'effectuant que des opérations de soulage ou d'avitaillement ou de déchargement de déchets d'exploitation ou de résidus de cargaison.

ARTICLE 3 – Modulation en fonction de la fréquence des touchés

3.1 Pour les navires des lignes régulières ouvertes au public, selon un itinéraire et un horaire fixé à l'avance, les taux de la redevance sur le navire font l'objet des réductions suivantes, en fonction du nombre des départs de la ligne au cours de l'année civile :

| | |
|---|--|
| De 1 à 5 escales par an : pas d'abattement | |
| De 6 à 10 escales par an : abattement de 7,5 % sur tous les mouvements | |
| De 11 à 16 escales par an : abattement de 15 % sur tous les mouvements | |
| De 17 à 140 escales par an : abattement de 22,5 % sur tous les mouvements | |
| De 141 à 200 escales par an : abattement de 40 % sur tous les mouvements | |
| De 201 à 300 escales par an : abattement de 60 % sur tous les mouvements | |
| A partir de 300 escales par an : abattement de 75 % sur tous les mouvements | |

3.2 Pour mémoire

Pour les navires qui, sans appartenir à des lignes régulières, fréquentent habituellement le même port, le taux de la redevance par type de navire font l'objet des abattements suivants en fonction du type de navire et du nombre des départs au cours de l'année civile :

| | |
|------------------------------|-----|
| Pas d'abattement | 5% |
| Abattement de 10ème au 15ème | 15% |
| Abattement de 16ème au 25ème | 25% |
| Abattement de 26ème au 50ème | 30% |

Les abattements prévus au présent article ne peuvent se cumuler avec ceux mentionnés à l'article 2. Lorsque le redevable satisfait également aux conditions dudit article 2, il bénéficie du traitement le plus favorable.

3.3 Les abattements prévus au présent article ne peuvent se cumuler avec ceux mentionnés à l'article 2. Lorsque le redevable satisfait également aux conditions dudit article 2, il bénéficie du traitement le plus favorable.

ARTICLE 4 – Dispositions relatives à l'abattement supplémentaire prévu à l'article R.5321-25 du code des transports

Sans objet

ARTICLE 5 – Dispositions relatives aux possibilités de modulation prévues à l'article R.5321-27 du code des transports

Pour mémoire.

ARTICLE 6 – Dispositions relatives aux forfaits prévus à l'article R.5321-28 du code des transports

Les navires effectuant au titre d'une relation nouvelle, un transport maritime de passagers, de marchandises sur remorques (dites Ro-Pa) ou de conteneurs entre les États membres de l'Union Européenne ou des États Parties à l'accord sur l'Espace économique européen sont :abais, pendant une durée n'excédant pas 3 ans :

- Soit un forfait de redevance sur le navire fixé pour l'ensemble de leur activité pour une période déterminée et liquidé au prorata tempore par échéance au plus de 3 mois ;

- Soit un forfait de redevance sur le navire fixé à l'unité par passager, remorque, tonne ou multiple de tonnes, ou conteneur, et applicable conformément aux dispositions des articles R.5321-18 et R.5321-23 du code des transports.

6.2 Les modalités d'application du présent article sont les suivantes : Sans objet.

SECTION I
REDEVANCE SUR LE NAVIRE
Au profit de la Régie du Port de Dieppe

ARTICLE 1^{er} – Conditions d'application de la redevance

1.1 Il est perçu, à l'exclusion de la zone A, sur tout navire de commerce débarquant, embarquant ou transbordant des passagers ou des marchandises dans le port de Dieppe, une redevance déterminée, en fonction du volume géométrique du navire calculé comme indiqué à l'article R.5321-20 du Code des Transports, par application des taux indiqués au tableau ci-dessous, en euros, par mètre cube.

| TYPE ET CATEGORIE DE NAVIRES | ENTREE | SORTIE |
|--|--------|--------|
| 1. PAQUEBOTS | 0,1268 | 0,1268 |
| 2. NAVIRES TRANSBORDEURS | 0,0000 | 0,0000 |
| - Navires rapides transportant des passagers et des véhicules de tourisme | 0,0320 | 0,0320 |
| - Autres catégories de navires transbordeurs | 0,0373 | 0,0373 |
| 3. NAVIRES TRANSPORTANT DES HYDROCARBURES LIQUIDES | 0,0000 | 0,0000 |
| 4. NAVIRES TRANSPORTANT DES GAZ LIQUEFIÉS | 0,3222 | 0,3222 |
| 5. NAVIRES TRANSPORTANT PRINCIPALEMENT DES MARCHANDISES LIQUIDES EN VRAC AUTRES QU'HYDROCARBURES | 0,2607 | 0,2607 |
| 6. NAVIRES TRANSPORTANT DES MARCHANDISES SOLIDES EN VRAC | 0,0000 | 0,0000 |
| - Dragues extrayant des graves de mer au large de Dieppe | 0,0000 | 0,0000 |
| - Autres navires | 0,3541 | 0,3541 |
| 7. NAVIRES REFRIGERES OU POLYTHERMES | 0,0000 | 0,0000 |
| - Navires transportant des bananes et fruits exotiques | 0,3571 | 0,3571 |
| - Navires transportant des agrumes et primeurs | 0,2560 | 0,2560 |
| - Autres navires | 0,3571 | 0,3571 |
| 8. NAVIRES DE CHARGE A MANUTENTION HORIZONTALE | 0,1129 | 0,1129 |
| 9. NAVIRES PORTE-CONTENEURS | 0,1873 | 0,1873 |
| 10. NAVIRES PORTE-BANGES | 0,1640 | 0,1640 |
| 11. AEROGISEURS ET HYDROGISEURS | 0,1978 | 0,1978 |
| 12. NAVIRES AUTRES QUE CEUX DESIGNES CI-DESSUS | 0,2560 | 0,2569 |

1.2 Le volume V est établi par la formule ci-après :
V = L x b x Te dans laquelle :
 V est exprimé en mètre cube,
 L, b, Te représentent respectivement la longueur hors tout du navire, sa largeur maximale et son tirant d'eau maximum d'été, et sont exprimés en mètres et décimètres (arrondis au décimètre supérieur lorsque le chiffre des centimètres est égal ou supérieur à 5 et au décimètre inférieur lorsque ce chiffre est inférieur à 5).
 La valeur du tirant d'eau maximum du navire prise en compte pour l'application de la formule ci-dessus ne peut, en aucun cas, être inférieure à une valeur théorique égale à 0,14 x l^{0,4} (L et b étant respectivement la longueur hors tout et la largeur maximale du navire)

1.3 Les différentes zones de port distinguées au 1^{er} du présent article sont définies comme suit :
 La zone comprise entre les jetées de la zone B est constituée du reste du port

1.3 Lorsqu'un navire ne débarque ou ne transborde ni passagers, ni marchandises, ou lorsqu'il n'embarque ni passagers, ni marchandises, la redevance sur le navire n'est liquidée qu'une fois.

1.4 La redevance sur le navire n'est liquidée qu'une fois à la sortie :
 - lorsque le navire n'effectue aucune opération commerciale,
 - lorsque le navire n'effectue que des opérations de soulage ou d'avitaillement ou de déchargement de déchets d'exploitation ou de résidus de cargaison.

1.5 En application des dispositions de l'article R.5321-22 du Code des Transports, la redevance sur le navire n'est pas applicable aux navires suivants :
 Dans ce cas, elle est fixée par mètre cube à : **0,00635 €**

- navires affectés à l'assistance aux navires, notamment aux missions de pilotage, de remorquage, de limanage et de sauvetage ;
- navires affectés à la récupération des déchets et à la lutte contre la pollution ;
- navires affectés aux dragages d'entretien, à la signalisation maritime, à la lutte contre l'incendie et aux services administratifs ;
- navires en relâche forcée qui n'effectuent aucune opération commerciale ;
- navires qui, ne pouvant avoir accès à une installation portuaire, sont contraints d'effectuer leurs opérations de débarquement, d'embarquement ou de transbordement en dehors du port ;
- navires affectés à des missions culturelles ou humanitaires ou présentant un intérêt général pour le patrimoine maritime.

1.6 En application des dispositions de l'article R.5321-51 du Code des Transports :
 - le minimum de perception des droits de port est fixé à : **28,64 €**

| Code nomenclature NST 2007 | Désignation des marchandises pour les colis inférieurs à 50 tonnes et les vrac | Débarquement transbordement* | Emballage |
|----------------------------|---|------------------------------|-----------|
| 05.1 | Produits de l'industrie textile | 1.7171 | 0,8524 |
| 05.2 | Articles d'habillement et fourrures | 1.7171 | 0,8524 |
| 05.3 | Cuir's, articles de voyages, chaussures | 1.7171 | 0,8524 |
| 6.1 | Produits du travail du bois et du liège (sauf meubles) | 0,6860 | 0,2940 |
| 06.2 | Pâte à papier, papiers et cartons | 0,6860 | 0,2940 |
| 06.3 | Produits de l'édition, produits imprimés ou reproduits | 1.7171 | 0,8524 |
| 07.1 | Colles et goussons, agglomérés et combustibles solides similaires | 0,4533 | 0,1622 |
| 07.2 | Produits pétroliers raffinés, liquides | 0,4533 | 0,1622 |
| 07.3 | Produits pétroliers raffinés gazeux, liquides | 0,4533 | 0,1622 |
| 07.4 | Produits pétroliers raffinés solides ou pâteux | 0,4533 | 0,1622 |
| 08.1 | Produits chimiques minéraux de base | 0,4795 | 0,1622 |
| 08.2 | Produits chimiques organiques de base | 0,4795 | 0,1622 |
| 08.3 | Produits azotés et engrais (hors engrais naturels) | 0,4795 | 0,1622 |
| 08.4 | Matières plastiques de base et caoutchouc synthétique primaire | 1,2240 | 0,9371 |
| 08.5 | Produits pharmaceutiques et para-pharmaceutiques, produits des pesticides | 1,2240 | 0,9371 |
| 08.6 | Produits en caoutchouc ou en plastique | 1,2240 | 0,9371 |
| 08.7 | Produits des industries nucléaires | 0,87 | 1,7177 |
| 09.1 | Verres, verrerie, produits céramiques | 1,7177 | 1,7177 |
| 09.2 | Ciment, chaux, plâtre | 0,4533 | 0,1622 |
| 09.3 | Autres matériaux de construction, manufacturés | 0,4533 | 0,1622 |
| 10.1 | Produits sidérurgiques et produits de la transformation de l'acier (hors tubes et tuyaux) | 0,3438 | 0,1622 |
| 10.2 | Métaux non ferreux et produits dérivés | 0,5947 | 0,3438 |
| 10.3 | Tubes et tuyaux | 0,5947 | 0,3438 |
| 10.4 | Éléments en métal pour la construction | 0,5947 | 2,1389 |
| 10.5 | Chaudières, tuyauteries, armes et munitions et autres articles manufacturés en métal | 2,1389 | 2,1389 |
| 11.1 | Machines agricoles | 0,0000 | 0,0000 |
| 11.2 | Appareils domestiques n.c.a. (électroménager blanc) | 1,9427 | 1,9427 |
| 11.3 | Machines de bureau et matériel informatique | 1,9427 | 1,9427 |
| 11.4 | Machines et appareils électriques n.c.a. | 1,9427 | 1,9427 |
| 11.5 | Composants électroniques et appareils d'émission et de transmission | 1,9427 | 1,9427 |
| 11.6 | Appareils de réception, enregistrement ou reproduction (musique et de l'image) | 1,9427 | 1,9427 |
| 11.7 | Appareils médicaux, de précision, optiques et d'hygiène | 1,9427 | 1,9427 |
| 11.8 | Articles manufacturés divers (*) | 2,2458 | 2,2458 |
| 12.1 | Produits de l'industrie automobile | 2,1389 | 1,9427 |
| 12.2 | Autres matériels de transport | 2,1389 | 1,9427 |
| 13.1 | Meubles | 1,9427 | 1,9427 |
| 13.2 | Autres articles manufacturés | 1,9427 | 1,9427 |
| 14.1 | Ordures ménagères et déchets de voirie | 0,3438 | 0,1622 |
| 14.2 | Autres déchets et matières premières secondaires | 0,3438 | 0,1622 |
| 16.2 | Plaques et autres emballages en service, vidés | 0,3438 | 0,1622 |
| 17.1 | Mobilier de démontage | 1,9427 | 1,9427 |
| 17.4 | Échafaudages | 1,9427 | 1,9427 |
| 17.5 | Autres biens non-marchands, n.c.a. | 1,9427 | 1,9427 |
| 19.1 | Marchandises de nature indéterminée en conteneur ou caisse mobile | 0,0000 | 0,0000 |
| 19.2 | Autres marchandises de nature indéterminée | 1,9427 | 1,9427 |
| 20 | Autres marchandises | 1,9427 | 1,9427 |

(*) sont notamment concernés les éléments d'équipement pesant moins de 50 tonnes. Les éléments d'équipement ou leurs fondations d'un poids supérieur ou égale à 50 tonnes sont soumis au tarif colis lourds ci-après.

(†) Ce tarif s'entend pour l'ensemble des opérations de transbordement de marchandises non transformées, qu'il y ait passage, à quel délégué de la marchandise ou non (bord bord, plan à quel, que ce moyen de levage utilisé soient ceux du port ou non).

Les colis individuels d'un poids supérieur ou égal à 50 tonnes

| Désignation des marchandises pour les colis supérieurs ou égaux à 50 tonnes | Débarquement | Emballage |
|---|--------------|-----------|
| Code NST de 01 à 20 - Colis entre 50 et 146,999 tonnes | 2,3505 | 2,3505 |
| Code NST de 01 à 20 - Colis entre 150 et 299,999 tonnes | 2,9382 | 2,9382 |
| Code NST de 01 à 20 - Colis supérieurs ou égaux à 300,000 tonnes | 5,8764 | 5,8764 |

Ex : La redevance marchandise pour un colis unitaire supérieur ou égale à 50 T est égale à son poids multiplié par le taux (en euros par tonne) de la tranche où il figure. Ainsi, la redevance marchandise pour un colis pesant 75 tonnes vaudra : 75 x 2,3505

SECTION II
REDEVANCE SUR LES MARCHANDISES
Au profit de la Régie du Port de Dieppe

ARTICLE 7 : Conditions d'application de la redevance sur les marchandises prévues aux R.521-30 à R.521-33 du code de transports. Il est perçu sur les marchandises débarquées, emballées ou transbordées dans le Port de Commerce de DIEPPE, une redevance soit au poids, soit à l'unité, déterminée par application des taux indiqués aux tableaux ci-après :

I - REDEVANCE AU POIDS BRUT
(en euro par tonne)

| Code nomenclature NST 2007 | Désignation des marchandises pour les colis inférieurs à 50 tonnes et les vrac | Débarquement transbordement* | Emballage |
|----------------------------|---|------------------------------|-----------|
| 01.1 | Céréales | 0,5902 | 0,5902 |
| 01.2 | Pommes de terre, primeurs | 0,4797 | 0,4797 |
| 01.3 | Betteraves sucrées | 0,4797 | 0,4797 |
| 01.4 | Autres légumes frais | 0,4797 | 0,4797 |
| 01.50 | Produits sylvicoles et de l'exploitation forestière | 0,5972 | 0,5972 |
| 01.60 | Fleurs et fleurs séchées | 0,4797 | 0,4797 |
| 01.71 | Plantes d'origine végétale - Primeurs et poivrons (Capsicum spp) | 0,4797 | 0,4797 |
| 01.72 | Cafés, agrumes ou en masse | 0,4797 | 0,4797 |
| 01.73 | Graines, légumes secs ou autres et plantes textiles brutes n.c.a | 0,4797 | 0,4797 |
| 01.74 | Caoutchouc naturel brut | 0,4797 | 0,4797 |
| 01.75 | Café, cacao, thé, maté, épices non broyées ni pulvérisées | 0,4797 | 0,4797 |
| 01.76 | Tabac brut | 0,4797 | 0,4797 |
| 01.77 | Houblon | 0,4797 | 0,4797 |
| 01.78 | Pailles, foin, balles de céréales - Plumes fourragères | 0,4797 | 0,4797 |
| 01.79 | Graines et fruits oléagineux | 0,6860 | 0,6860 |
| 01.7A | Autres substances d'origine végétales n.c.a. | 0,6860 | 0,6860 |
| 01.9 | Lait brut de vache, brebis et chèvre | 0,4797 | 0,4797 |
| 01.A | Autres matières premières d'origine animale | 0,4797 | 0,4797 |
| 01.B | Poissons, crustacés, coquillages, frais, congelés ou surgelés | 0,4797 | 0,4797 |
| 02.1 | Houille et lignite | 0,3438 | 0,3438 |
| 02.2 | Pétrole brut | 0,3514 | 0,3514 |
| 02.3 | Gas naturel | 0,5395 | 0,5395 |
| 03.1 | Minerais de fer | 0,3438 | 0,1622 |
| 03.2 | Minerais de métaux non ferreux (hors uranium et thorium) | 0,3438 | 0,1622 |
| 03.31 | Pyrites de fer non grillées; soufre brut ou non raffiné | 0,3438 | 0,1622 |
| 03.32 | Phosphates naturels bruts | 0,3438 | 0,1622 |
| 03.33 | Sylvinite | 0,3438 | 0,1622 |
| 03.34 | Autres minéraux bruts - Industrie chimique et engrais naturels | 0,3438 | 0,1622 |
| 03.40 | Sel | 0,3438 | 0,1622 |
| 03.51 | Tourbe | 0,3438 | 0,1622 |
| 03.521 | Sables naturels - Pierre ponce, calcaux, graviers, sables et galets - Graves de mer pour l'ensemble des ouvrages de type 6.1 d'une même entreprise, opérant à partir d'un gisement étagué de moins de 15 km d'écart | 0,1894 | 0,1622 |
| 03.522 | - de 0 à 150 l/m ² de gravier - de 150 001 à 200 000 l/m ² de gravier - de 200 001 à 250 000 l/m ² de gravier - de 250 001 à 350 000 l/m ² de gravier - A partir de 350 001 l/m ² de gravier | 0,0000 | 0,0000 |
| 03.53 | Agiles et terres argileuses | 0,3438 | 0,1622 |
| 03.54 | Scores non destinées à la refonte, cendres, laitiers - Autres minéraux | 0,3438 | 0,1622 |
| 03.55 | Dolomies, pierres à chaux concassées pour bétonnage - Granulés, éclats, poudre de pierres | 0,3438 | 0,1622 |
| 03.56 | Craie | 0,3438 | 0,1622 |
| 03.57 | Terres et pierres - Ilumines et asphaltes naturels - Pierres précieuses et diamants bruts | 0,3438 | 0,1622 |
| 04.1 | Vianes, peaux et produits à base de viandes | 0,6860 | 0,2940 |
| 04.2 | Poissons et produits de la pêche préparés | 0,6860 | 0,2940 |
| 04.3 | Produits à base de fruits et de légumes préparés | 0,6860 | 0,2940 |
| 04.4 | Aliments, bourreux et corps gras | 0,3947 | 0,2940 |
| 04.5 | Produits laitiers et glaces | 0,6860 | 0,2940 |
| 04.6 | Pâtes, céréales transformées, produits amyliques et aliments pour animaux | 0,6860 | 0,2940 |
| 04.7 | Boissons | 0,6860 | 0,2940 |
| 04.8 | Autres produits alimentaires et tabac manufacturés | 0,6860 | 0,2940 |
| 04.9 | Produits alimentaires divers | 0,6860 | 0,2940 |

**- REDEVANCE A L'UNITE **
(en euro par unité)**

| Désignation des marchandises | Débarquement Transbordement* | Embarquement |
|---|------------------------------|--------------|
| Animaux vivants (Code 1.8) : | | |
| - d'un poids inférieur à 10 kg | 0,0958 | 0,0000 |
| - d'un poids > ou = à 10 kg et < à 100 kg | 0,3048 | 0,0000 |
| - d'un poids > ou = à 100 kg | 0,4259 | 0,0000 |
| Véhicules ne faisant pas l'objet de transaction commerciale : | | |
| - Véhicules à 2 roues | 0,0000 | 0,0000 |
| - Voitures de tourisme | 0,0000 | 0,0000 |
| - Autocars | 0,0000 | 0,0000 |
| - Camions remorques ou semi-remorques chargés d'un poids total à vide supérieur ou égal à 5 tonnes ¹ | 0,0000 | 0,0000 |
| - Camions remorques ou semi-remorques chargés d'un poids total à vide inférieur ou égal à 5 tonnes ¹ | 0,0000 | 0,0000 |
| Conteneurs pleins : | | |
| - d'une longueur supérieure ou égale à 3 m et inférieure à 6 m | 4,6423 | 4,6423 |
| - d'une longueur supérieure ou égale à 6 m et inférieure à 8 m | 7,9858 | 7,9858 |
| - d'une longueur supérieure ou égale à 8 m et inférieure à 10 m | 12,8431 | 12,8431 |
| - d'une longueur supérieure ou égale à 10 m | 13,9637 | 13,9637 |

(*) Ce tarif s'entend pour l'ensemble des opérations de transbordement de marchandises non transformées, qu'il y ait passage à quai de la marchandise ou non (bord-bord, plan d'eau), que les moyens de levage utilisés soient ceux du port ou non.

(**) en application des dispositions fixées par l'article R.5321-31 du code des transports

(1) Cette redevance forfaitaire se substitue à la taxation des marchandises transportées selon la catégorie à laquelle elles appartiennent.

ARTICLE 8 : Conditions de liquidation des redevances du tableau figurant à l'article 7

8.1 Sur chaque déclaration, les redevances prévues au tableau 1 figurant à l'article 7 du présent tarif sont perçues sur le poids global des marchandises appartenant à une même catégorie.

a) Elles sont liquidées :

- à la tonne, lorsque le poids est supérieur à 900 kg ;

- au quintal, lorsque ce poids est égal ou inférieur à 900 kg. Toute fraction de tonne ou de quintal est comptée pour une unité.

La liquidation de la redevance au quintal est égale au dixième de la liquidation de la redevance à la tonne.

b) Sous réserve des exemptions applicables aux cadres, conteneurs, palettes et caisses palettes, les emballages sont en principe soumis au même taux que les marchandises qu'ils contiennent. Toutefois, lorsqu'une déclaration se rapporte à des marchandises de plusieurs catégories, la totalité des emballages est classée d'office dans la catégorie dominante en poids.

8.2 Les déclarations doivent mentionner le poids brut total et le poids imposable par catégorie pour les marchandises faisant l'objet d'une redevance au poids brut et le nombre pour les animaux, véhicules ou conteneurs faisant l'objet d'une redevance à l'unité.

A l'appui de chaque déclaration relative à des marchandises relevant de plusieurs catégories, le déclarant doit joindre un bordereau récapitulatif faisant apparaître le poids ou le nombre par article de déclaration et par catégorie. Ce bordereau doit être daté et signé par le déclarant.

8.3 Si toutes les marchandises font l'objet d'une même déclaration au poids, le redevable a la faculté de demander que leur ensemble soit soumis au taux applicable à la partie la plus élevée. Aucun bordereau récapitulatif n'est alors exigé ; la déclaration doit simplement mentionner le poids global des marchandises déclarées.

L'absence de bordereau récapitulatif équivaut à l'acceptation par le déclarant de la liquidation simplifiée et il ne sera donné suite à aucune demande ultérieure tendant à obtenir la révision sur la base de la perception par catégorie.

8.4 En application des dispositions de l'article R.5321-51 du Code des Transports :

8.4.1 - le minimum de perception par déclaration est fixé à

5,76 €

8.4.2 - le seuil de perception par déclaration est fixé à

5,76 €

8.5 La redevance sur les marchandises n'est pas due dans les cas énumérés à l'article R.5321-33 du Code des Transports.

Accusé de réception en préfecture
014-200006096-20241217-24-242-DE
Date de télétransmission : 21/12/2024
Date de réception préfecture : 21/12/2024

**SECTION III
REDEVANCE SUR LES PASSAGERS
Au profit de la Régie du Port de Dieppe**

ARTICLE 9 : Conditions d'application de la redevance sur les passagers prévue aux articles R.5321-34 à R.5321-36 du code des transports.

9.1 Les passagers débarqués, embarqués, transbordés sont soumis à une redevance par passager de : **2,40 €**

Au-delà de 250 000 passagers par an et par compagnie maritime, une réduction de 20 % est appliquée sur les passagers à taux plein.

9.2 Ne sont pas soumis à la redevance sur les passagers :

- les enfants âgés de moins de quatre ans ;
- les militaires voyageant en formations constituées ;
- le personnel de bord les agents de l'armateur voyageant pour les besoins du service et munis d'un titre de transport gratuit ;
- les agents publics dans l'exercice de leurs missions à bord.

9.3 Sont soumis à une redevance sur les passagers dont l'abattement est fixé à 50 % :

- les passagers ne débarquant que temporairement au cours de l'escale ;
- les excursionnistes munis d'un billet aller et retour utilisés dans un délai inférieur à soixante-douze heures ;
- les passagers transbordés

SECTION IV

REDEVANCE DE STATIONNEMENT DES NAVIRES

Au profit de la Régie du Port de Dieppe

ARTICLE 10 : Conditions d'application de la redevance de stationnement prévue à l'article R.5321-29 du code des transports.

10.1 Les navires ou engins flottants assimilés, en l'absence de redevance spécifique prévue au chapitre XX du barème des redevances d'outillage dont le séjour, soit en l'absence d'opérations commerciales, soit à l'exclusion du temps nécessaire aux opérations commerciales dans le port dépasse une durée de 1 journée, sont soumis à une redevance de stationnement déterminée en fonction du volume géométrique du navire, calculé comme indiqué à l'article R.5321 - 29 du code des transports, par application des taux indiqués au barème ci-dessous, en € par m3 et par jour au – delà de la période de franchise.

| Fraction de volume | Taux en euros |
|----------------------------------|---------------|
| - Les 499 premiers mètres cubes | 0,05980 |
| - De 500 à 3 000 mètres cubes | 0,01905 |
| - 3 001 à 15 000 mètres cubes | 0,01722 |
| - 15 001 mètres cubes et au-delà | 0,01485 |

La redevance est applicable y compris pour les navires en relâche forcée.

La durée du séjour est calculée sur la base de jours calendaires.

Toute fraction de jour est comptée pour un jour.

10.2 La redevance de stationnement est à la charge de l'armateur :

le minimum de perception par navire est de :

9,16 €

le seuil de perception par navire est de :

4,58 €

10.3 Sont exonérés de la redevance de stationnement :

- les navires de guerre,
- les bâtiments de service des administrations de l'Etat, du Syndicat Mixte Ports de Normandie, et de sa régie des activités dieppoises
- les navires affectés au pilotage et au remorquage qui ont le port de Dieppe pour port d'attache ;
- les bâtiments de servitude et les engins flottants de manutention ou de travaux pour les besoins du Syndicat Mixte Ports de Normandie et de sa régie des activités dieppoises;
- les navires de pêche,
- les navires affectés à des missions culturelles ou humanitaires ou présentant un intérêt général pour le patrimoine maritime

10.4 Au-delà de la période de franchise, la redevance de stationnement est exigible le dernier jour de chaque mois calendaire et au départ du navire

SECTION V

REDEVANCE SUR LES DECHETS D'EXPLOITATION DES NAVIRES

Au profit de la Régie du Port de Dieppe

ARTICLE 11 :

11.1 Il est perçu, dans le port de Dieppe sur tout navire de commerce, tout navire de pêche et tout navire de plaisance une redevance sur les déchets des navires relevant de l'article L. 5334-7 du code des transports. Pour les navires de plaisance et de sport, la redevance sur les déchets, prévue à l'article R. 5321-3 du code des transports, est perçue uniquement lorsque les coûts de réception et de traitement des déchets de ces navires ne sont pas déjà couverts par une taxe ou une redevance.

Dans les ports de plaisance, la perception de la redevance sur les déchets des navires autres que ceux ayant un agrément pour 12 passagers, sera faite directement par l'autorité portuaire conformément à l'article R. 5321-50.1 du code des transports.

Cette redevance est à la charge de l'armateur ou à défaut, pour les navires de plaisance, du propriétaire du navire ou du chef de bord. Elle est calculée soit sur le volume V du navire, exprimé comme indiqué à l'article R. 5321-20 du code des transports, soit sur une base forfaitaire calculée selon les modalités suivantes :

Le prix au m3 est de : 0,013 €

11.2 Lorsqu'il est procédé au dépôt des déchets des navires suivant les dispositions prévues par le plan de traitement et de réception des déchets du port de Dieppe, le ou les prestataires de services ayant procédé à la collecte des déchets, mentionnée à l'article R. 5334-5 du code des transports, délivrent au capitaine du navire ou à son représentant un reçu de dépôt des déchets. Les capitaines des navires ou leur représentant transmettent avant que le navire quitte le port ou dès réception du reçu par voie électronique à l'autorité investie du pouvoir de police portuaire les informations figurant dans le reçu. Une redevance est perçue à chaque escale que le navire dépose ou non ses déchets. Cette redevance, dite indirecte, couvre les coûts administratifs indirects, et tout ou partie des coûts d'exploitation directs pour au moins 30 % du total des coûts directs annuels correspondant au dépôt effectif des déchets de l'année précédente avec la possibilité de prendre en compte les coûts liés au volume de trafic prévu pour l'année à venir. La redevance doit au moins être égale au minimum de perception prévu au VI du présent article. Selon les cas, un montant correspondant aux coûts administratifs supportés par le port peut être prélevé. Ces modalités peuvent être précisées par le plan de réception des déchets du port concerné, et sont décidés par l'autorité portuaire en accord avec le service des Douanes.

Pour les déchets de l'annexe V de la convention MARPOL (déchets solides) ainsi que les déchets pêchés passivement, 100 % des coûts d'utilisation des installations de réception portuaires sont couverts par la redevance indirecte de manière à garantir un droit de dépôt sans frais supplémentaires fondés sur le volume des déchets excepté lorsque le volume des déchets excède la capacité de stockage dédiée maximale indiquée dans la notification préalable de dépôt des déchets. Lorsque le volume de déchets excède la capacité de stockage dédiée maximale, la facturation se fait aux frais réels pour la part dépassant la capacité de stockage. Le cas échéant, une facturation complémentaire peut être prévue pour couvrir la part des coûts d'exploitation directs non inclus dans la redevance. Elle repose sur la base des types et des quantités de déchets déposés par le navire. Cela concerne également le dépôt des résidus des systèmes d'épuration des gaz d'échappement, pour les navires les coûts sont couverts sur la base des types et des quantités de déchets déposés. Si cette prestation n'est pas assurée par le port, le prestataire extérieur peut facturer directement leur prestation au navire. Afin d'éviter que les coûts de collecte et de traitement des déchets pêchés passivement ne soient supportés exclusivement par les utilisateurs des ports, le montant de la redevance peut tenir compte des recettes provenant de financements européens, nationaux ou régionaux, tels que précisés au VIII du présent article. La décomposition des coûts directs et indirects, ainsi que les recettes nettes provenant de financements publics disponibles en matière de gestion des déchets sont précisés au VIII du présent article.

En fonction des reçus de dépôts transmis, le cas a ou b est applicable au navire, le cas échéant, l'autorité portuaire en informe le service des douanes :

- a) Cas où le navire n'a pas transmis de reçu de dépôt de ses déchets lorsque l'armateur ou son représentant n'a pas fourni de reçu de dépôt de ses déchets, la redevance sur les déchets est perçue conformément à l'article L. 5321-3 du code des transports.
- b) Cas où le navire a transmis un reçu de dépôt de ses déchets lorsque l'armateur ou son représentant a fourni un reçu de dépôt de déchets, et que la prestation a été réalisée par le port, la redevance sur les déchets est perçue au profit des organismes relevant de l'article R. 5321-16 du code des transports. Ceux-ci remboursent au collecteur les coûts afférents à la collecte et au traitement des déchets. Les coûts sont couverts par la redevance. Les coûts d'exploitation directs non inclus dans la redevance, qui auraient été facturés directement au collecteur au navire, ne sont pas concernés. Lorsque l'armateur ou son représentant a fourni un reçu de dépôt de ses déchets, et que la prestation de collecte a été réalisée par un prestataire extérieur, ayant facturé directement la prestation au navire, la redevance peut être reversée au navire à la sortie du port, pour éviter une double facturation. Selon les cas, un montant correspondant aux coûts administratifs supportés par le port peut être prélevé. Ces modalités peuvent être précisées par le plan de réception des déchets du port concerné, décidés par l'autorité portuaire en accord avec le service des Douanes.

11.3 Réduction et différenciation des redevances

Les redevances sont réduites conformément à l'article R. 5321-30 du code des transports selon :

- le type d'activité du navire en particulier lorsqu'il s'agit de transport maritime à courte distance : le transport maritime à courte distance étant celui qui réalise « l'acheminement de marchandises et de passagers par mer entre des ports situés en Europe géographique ou entre ces ports et des ports situés dans des pays non européens ayant une façade sur une mer fermée limitrophe de l'Europe. Le transport maritime à courte distance recouvre à la fois les activités de transport maritime nationales et internationales, dont les services de collecte, le long des côtes et au départ et à destination des îles, des fleuves et des lacs. Il comprend également les services de transport maritime entre les Etats membres de l'Union et la Norvège, l'Islande et les Etats riverains de la mer Baltique, de la mer Noire et de la mer Méditerranée » (extrait du deuxième rapport d'avancement bisannuel de juin 1999 de la Commission européenne). Pour la gestion des déchets, le port peut décider, en fonction de sa situation géographique, de prendre en compte, dans son plan de réception et de traitement des déchets, pour le transport maritime de courte distance, les services de transports maritimes entre les ports de l'Union et le groupe des ports additionnels sélectionnés. Ces derniers sont considérés comme des ports de l'Union pour l'application des seuils de remplissage des capacités de stockage suivant le tableau 1 du règlement d'exécution (UE) 2022/89 de la Commission du 21 janvier 2022 portant modalités d'application de la directive (UE) 2019/883 du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne la méthode à utiliser pour le calcul d'une capacité de stockage suffisante dédiée. Ce groupe comprend tous les ports situés en Islande, en Norvège et au Royaume-Uni (y compris l'île de Man, les îles Anglo-Normandes et

Accusé de réception en préfecture
014-200006096-20241217-24-242-DE
Date de télétransmission : 21/12/2024
Date de réception en préfecture : 21/12/2024

- la conception, l'équipement et l'exploitation du navire démontrant que le navire génère une quantité réduite de déchets gérés de manière durable et respectueuse de l'environnement selon les critères définis au IX du présent article conformément au règlement d'exécution (UE) 2022/91 de la commission du 21 janvier 2022 définissant les critères permettant de déterminer qu'un navire génère une quantité réduite de déchets et qu'il gère ceux-ci de manière durable et respectueuse de l'environnement.

Les relevances peuvent être différenciées conformément à l'article R. 5321-38 du code des transports en fonction de la catégorie, du type, de la taille du navire, de la fourniture de service aux navires en dehors des heures habituelles de fonctionnement du port ou du caractère dangereux des déchets.

Sans application.

11.4 Majoration de la redevance

Le tarif du port peut prévoir une majoration de 10 % de la redevance sur les déchets en cas de non-respect par les navires de la procédure relative aux dépôts des déchets conformément aux dispositions de l'article L. 5336-14 du code des transports.

Sans application.

11.5 La redevance sur les déchets des navires, définie au I du présent article, n'est pas applicable aux navires suivants :

- navires affectés à l'assistance aux navires, notamment aux missions de pilotage, de remorquage, de lamanage et de sauvetage ;
- navires affectés à la récupération des déchets et à la lutte contre la pollution ;
- navires affectés aux dragages d'entretien, à la signalisation maritime, à la lutte contre l'incendie et aux services administratifs ;
- navires en relâche forcée qui n'effectuent aucune opération commerciale ;
- navires qui, ne pouvant avoir accès à une installation portuaire, sont contraints d'effectuer leurs opérations de débarquement, d'embarquement ou de transbordement en dehors du port ;
- navires de guerre et navires exploités par l'Etat à des fins non commerciales ;
- navires en réparation navale.

11.6 En application des dispositions de l'article R. 5321-51 du code des transports

le minimum de perception est de : 10,76 €
le seuil de perception est de : 5,38 €

11.7 Exemption de la redevance prévue à l'article R. 5321-39 du code des transports (disposition facultative). La liste des navires bénéficiant de cette exemption est portée à la connaissance de l'administration des douanes par l'organisme bénéficiaire des droits de port.

11.8 Les catégories de coûts et de recettes nettes liés à l'exploitation et la gestion des installations de réception portuaires :

| Coûts directs | Coûts indirects | Recettes nettes |
|--|--|--|
| Coûts d'exploitation directs découlant du dépôt effectif de déchets des navires, y compris les éléments de coût énumérés ci-dessous. | Coûts administratifs indirects découlant de la gestion du système dans le port, y compris les éléments de coût énumérés ci-dessous. | Recettes nettes Produits nets provenant des systèmes de gestion de déchets et du financement national/régional disponible, y compris les éléments de recettes énumérés ci-dessous. |
| Fourniture d'infrastructures des installations de réception portuaires, y compris les conteneurs, citernes, bords de traitement, bennes, camions, installations de réception des déchets, installations de traitement ; Coopération de location du site, le cas échéant, ou de location des équipements nécessaires pour l'exploitation des installations de réception portuaires ; Exploitation proprement dite des installations de réception portuaires : collecte des déchets des navires, transport des déchets depuis les installations de réception portuaires pour le traitement final, entretien et nettoyage des installations de réception portuaires, coûts de maintenance, y compris les coûts de réparation, assurance ; Préparation au réemploi, au recyclage ou à l'élimination des déchets des navires, y compris la collecte sélective des déchets ; Administration, facturation, délivrance des reçus de dépôt des déchets aux navires, déclarations. | Elaboration et approbation du plan de réception et de traitement des déchets, y compris les éventuels audits de gestion de plan et de sa mise en œuvre ; Mise à jour du plan de réception et de traitement des déchets des navires, y compris les audits de gestion de services de conseil, le cas échéant ; Réalisation (ou réévaluation) du plan de réception et de traitement des déchets ; Gestion des systèmes de notification et de recouvrement des coûts, y compris la demande de réduction des redevances pour les « navires verts », la fourniture de systèmes informatiques au niveau des ports, analyse des données de gestion des déchets ; Organisation des procédures de passation de marchés publics pour la fourniture d'installations de réception portuaires, et délivrance des autorisations nécessaires pour la fourniture d'installations de réception portuaires dans les ports ; Gestion des systèmes de gestion de déchets : régimes de responsabilité élargie des producteurs, recyclage, demande d'utilisation et mise en œuvre de fonds européens ; Autres coûts administratifs : coûts de suivi et de communication électronique des exemptions requises à l'article 9. | - Bénéfices financiers nets provenant des régimes de responsabilité élargie des producteurs ; - Autres recettes nettes provenant de la gestion de déchets, notamment des systèmes de recyclage ; - Financement au titre du Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche (FEAMP) ; - Autres financements ou subventions à la disposition des ports en matière de gestion de déchets et de pêche. |

11.9 Afin d'appliquer aux navires la réduction de la redevance prévue par l'article R. 5321-39 du code des transports, les autorités de réception portuaire ou les autorités du port tiennent compte des critères figurant dans les tableaux des sections 1 et 2 ci-après, permettant d'établir qu'un navire produit des quantités réduites de déchets.

1. Le tarif prévu à l'article R. 5321-39 du code des transports tient compte des critères énoncés à la section 1 lors du calcul de la réduction des redevances.

2. Il peut également tenir compte des critères énoncés à la section 2 lors du calcul de la réduction des redevances.

Section 1 : Liste des critères obligatoires visés au 1 du IX du présent article

| Critères | Éléments liés | Annexe correspondante de la convention MARPOL | Moyens de vérification possibles (1) |
|---|-------------------------|---|--|
| Séparation à bord conformément à la résolution MEPC.295 (71) et garantie de dépôt dans des installations de réception portuaires adéquates qui respectent l'article 4, paragraphe 2, point d), de la directive (UE) 2019/883. | Exploitation et gestion | Annexe V | Green Award, ISO 21070, Ange bleu, Alliance verte, reçu de dépôt des déchets, plan de gestion des déchets du navire approuvé par la société de classification des navires, ISO 14001 Systèmes de management environnemental. |
| Politiques d'achats durables du point de vue environnemental (réduction des matériaux d'emballage tels que le conditionnement en vrac et évitement des plastiques à usage unique) | Gestion | Annexe V | Green Award, ISO 21070, Ange bleu, Alliance verte, plan de gestion des déchets du navire approuvé par la société de classification des navires, ISO 14001 Systèmes de management environnemental. |

(1) D'autres systèmes permettant de démontrer que les navires satisfont aux critères peuvent être acceptés.

Accusé de réception en préfecture
014-200006096-20241217-24-242-DE
Date de télétransmission : 21/12/2024
Date de réception préfecture : 21/12/2024

SECTION VI
REDEVANCE PORT DE PECHE
Au profit de la Régie du Port de Dieppe

La redevance d'équipement du port de pêche de Dieppe est fixée par application du livre III du Code des Transports:

- Vente au débarquement
 - vendeur sur la valeur : 0 %
 - acheteur sur la valeur : 0 %
- Débarquement sans vente à la criée
 - par les réceptionnaires de produits ou leur représentant sur la valeur : 0%

| Section 2 : Liste des critères facultatifs, visés au 2 du IX du présent article | Critères | Éléments liés | Annexes correspondantes de la convention MARPOL | Moyens de vérification possibles (2) |
|---|---|---|---|---|
| | Utilisation de carburants alternatifs (3) et d'autres sources d'énergie pendant le trajet jusqu'au port d'escale ou au poste de mouillage (par exemple, électricité à quai, énergie solaire, énergie éolienne) | Conception, technologie et exploitation du navire | Annexe I | Green Award, notes de livraison de soulets, registre des hydrocarbures, certificat de classification ou preuve de gestion du rendement énergétique du navire (SEEMP). |
| | Utilisation d'un système de boîte blanche < 5 ppm (pour contrôler et suivre les rejets des eaux de cale du navire) | Technologie et exploitation | Annexe I | Certificat de classification, documentation de réception par type |
| | Séparateur d'eau et d'hydrocarbures < 5 ppm | Technologie et exploitation | Annexe I | Certificat de classification, documentation de réception par type, Green Award, classement Clean Shipping (Clean Shipping Index - CSI), Alliance verte, Angle bleu |
| | Séparateur d'eau et d'hydrocarbures < 5 ppm automatique pour navires < 10 000 GT | Technologie et exploitation | Annexe I | Certificat de classification, documentation de réception par type, Green Award, CSI, Alliance verte, Angle bleu |
| | Le système d'égouttement des eaux usées (trajet jusqu'au port d'escale ou au poste de mouillage) doit être équipé d'un système de filtrage des hydrocarbures pour les rejets mais sépare toutes les eaux de cale des eaux de ballast et les rejette dans des installations de dépollution | Exploitation | Annexe II | Registre des hydrocarbures, registre de départ des déchets |
| | Système d'épuration des eaux usées de l'oxygénation maritime (EPO) installable pour tous les navires, à l'exception des navires à propulsion à voile, des navires à propulsion à voile couvertes par l'annexe IV de la convention MARPOL | Technologie, exploitation et gestion | Annexe IV | Déclaration UE de conformité conformément à la directive 2002/41/CE, certificat de classification, en outre, vérification régulière en cours d'utilisation par un vérificateur indépendant. |
| | Le navire ne rejette pas d'eau usée dans la mer et dispose toutes ses eaux usées non traitées et/ou traitées et/ou non traitées dans des installations de traitement | Exploitation | Annexe IV | Registre de départ des déchets |
| | Pluviation et recyclage à bord | Exploitation et gestion | Annexe V | ISO 21470, Alliance verte, ISO 14001 environnemental. |

(1) Ces critères facultatifs sont destinés à encourager les navires à utiliser des carburants alternatifs.
 (2) Les données relatives aux certificats de classification sont disponibles sur le site internet de la Classification Society.
 (3) Les critères facultatifs sont destinés à encourager les navires à utiliser des carburants alternatifs.
 (4) Ces critères facultatifs sont destinés à encourager les navires à utiliser des carburants alternatifs.
 (5) Ces critères facultatifs sont destinés à encourager les navires à utiliser des carburants alternatifs.

ARTICLE 12 : Le présent tarif entre en vigueur dans les conditions fixées à l'article R.5321-14 du Code des transports.

Accusé de réception en préfecture
014-200006096-20241217-24-242-DE
Date de télétransmission : 21/12/2024
Date de réception préfecture : 21/12/2024

N° : 24-243

Accusé de réception en préfecture
014-200006096-20241217-24-243-DE
Date de télétransmission : 21/12/2024
Date de réception préfecture : 21/12/2024

**DELIBERATION
DU COMITE SYNDICAL DU SYNDICAT MIXTE REGIONAL
DES PORTS DE CAEN-OUISTREHAM
CHERBOURG ET DIEPPE**

SUBVENTIONS

Réunion du Mardi 17 décembre 2024

LE COMITE SYNDICAL DU SYNDICAT MIXTE REGIONAL DES PORTS DE CAEN-OUISTREHAM, CHERBOURG ET DIEPPE EST REUNI
LE MARDI 17 DECEMBRE 2024 A 10H AU SIEGE DE PORTS DE NORMANDIE 3 RUE RENE CASSIN 14280 SAINT-CONTEST
SOUS LA PRESIDENCE DE MONSIEUR JEAN MORIN.

SONT PRESENTS : Jean-François BLOC ; Philippe CHAPRON ; Michel FRICOUT ; Sophia HABIBI-NOORI ; Quentin LAGALLARDE ; Gilles LELONG ; Marc MILLET ; Jean MORIN ; Valérie NOUVEL ; Bastien RECHER ; Pierre VOGT ; Ludwig WILLAUME.

Monsieur Gilles LELONG ne prend pas part au vote (*les deux délégués titulaires représentant le Département de la Manche sont présents*).

Monsieur Nicolas JOYAU a donné pouvoir à Monsieur MARC MILLET.
Monsieur Alain BAZILLE a donné pouvoir à Monsieur Michel FRICOUT.

VOTANTS:13 POUR:12 CONTRE:0 ABSTENTION:1(B.RECHER)


VU le Code général des collectivités territoriales ;
VU le rapport de Monsieur le Président du Syndicat Mixte ;

LE COMITE SYNDICAL DECIDE A LA MAJORITE :

- d'autoriser le versement des subventions de fonctionnement telles qu'elles figurent dans l'annexe ad hoc de la maquette budgétaire 2025 ;
- d'autoriser le Président à signer les documents nécessaires à la mise en œuvre de la présente délibération.

Publié sur le site Internet :
20 décembre 2024

Le Vice-Président du Syndicat Mixte



Jean MORIN

La présente délibération est susceptible de faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de CAEN, dans le délai de deux mois à compter de la date à laquelle elle est exécutoire. Ce recours contentieux peut être précédé, dans ce délai, d'un recours gracieux auprès du Président de Ports de Normandie. Cette procédure prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivants la réponse au recours gracieux. Le Tribunal Administratif peut être saisi par l'application informatique « Télécours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

N° : 24-244

Accusé de réception en préfecture
014-200006096-20241217-24-244-DE
Date de télétransmission : 21/12/2024
Date de réception préfecture : 21/12/2024

**DELIBERATION
DU COMITE SYNDICAL DU SYNDICAT MIXTE REGIONAL
DES PORTS DE CAEN-OUISTREHAM
CHERBOURG ET DIEPPE**

BUDGET 2024 - DECISION MODIFICATIVE N°5

Réunion du Mardi 17 décembre 2024

LE COMITE SYNDICAL DU SYNDICAT MIXTE REGIONAL DES PORTS DE CAEN-OUISTREHAM, CHERBOURG ET DIEPPE EST REUNI
LE MARDI 17 DECEMBRE 2024 A 10H AU SIEGE DE PORTS DE NORMANDIE 3 RUE RENE CASSIN 14280 SAINT-CONTEST
SOUS LA PRESIDENCE DE MONSIEUR JEAN MORIN.

SONT PRESENTS : Jean-François BLOC ; Philippe CHAPRON ; Michel FRICOUT ; Sophia HABIBI-NOORI ; Quentin LAGALLARDE ; Gilles LELONG ; Marc MILLET ; Jean MORIN ; Valérie NOUVEL ; Bastien RECHER ; Pierre VOGT ; Ludwig WILLAUME.

Monsieur Gilles LELONG ne prend pas part au vote (*les deux délégués titulaires représentant le Département de la Manche sont présents*).

Monsieur Nicolas JOYAU a donné pouvoir à Monsieur MARC MILLET.
Monsieur Alain BAZILLE a donné pouvoir à Monsieur Michel FRICOUT.

VOTANTS:13 POUR:13 CONTRE:0 ABSTENTION:0

VU le Code général des collectivités territoriales ;
VU le règlement budgétaire et financier de Ports de Normandie, adopté par délibération 22-076 du 3 mai 2022, modifié par délibération 23-156 du 28 septembre 2023 ;
VU la délibération 23-239 du 19 décembre 2023 portant adoption du budget primitif de Ports de Normandie ;
VU la délibération 24-028 du 23 février 2024 portant adoption de la Décision Modificative n°1 de Ports de Normandie ;
VU la délibération 24-062 du 8 avril 2024 portant adoption du Budget Supplémentaire ;
VU la délibération 24-115 du 25 juin 2024 portant adoption la Décision Modificative n°2 de Ports de Normandie ;
VU la délibération 24-166 du 7 octobre 2024 portant adoption la Décision Modificative n°3 de Ports de Normandie ;
VU la délibération 24-194 du 15 novembre 2024 portant adoption la Décision Modificative n°4 de Ports de Normandie ;
VU le rapport de Monsieur le Président du Syndicat Mixte ;

LE COMITE SYNDICAL DECIDE A L'UNANIMITE :

La présente délibération est susceptible de faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de CAEN, dans le délai de deux mois à compter de la date à laquelle elle est exécutoire. Ce recours contentieux peut être précédé, dans ce délai, d'un recours gracieux auprès du Président de Ports de Normandie. Cette procédure prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivants la réponse au recours gracieux. Le Tribunal Administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Accusé de réception en préfecture
014-200006096-20241217-24-244-DE
Date de télétransmission : 21/12/2024
Date de réception préfecture : 21/12/2024

- d'adopter la Décision Modificative n°5 du Budget principal de Ports de Normandie conformément aux documents annexés à la présente délibération ;
- d'autoriser le Président à signer les documents correspondants.

Publié sur le site Internet :
20 décembre 2024

Le Vice-Président du Syndicat Mixte



Jean MORIN

La présente délibération est susceptible de faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de CAEN, dans le délai de deux mois à compter de la date à laquelle elle est exécutoire. Ce recours contentieux peut être précédé, dans ce délai, d'un recours gracieux auprès du Président de Ports de Normandie. Cette procédure prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivants la réponse au recours gracieux. Le Tribunal Administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

TABLEAU DE SYNTHESE DU BUDGET
Vote de la Décision Modificative n°5 2024 - Comité Syndical du 17 décembre 2024
 Section de fonctionnement

| montants en € | BP 2024 | BS 2024 | Décision Modificative n°2 | Décision Modificative n°3 | Décision Modificative n°4 | Décision Modificative n°5 | TOTAL Crédits Votés BP-DM-VC 2024 | Recettes | BP 2024 | BS 2024 | Décision Modificative n°2 | Décision Modificative n°3 | Décision Modificative n°4 | Décision Modificative n°5 | TOTAL Crédits Votés BP-DM-VC 2024 |
|--|----------------------|----------------------|---------------------------|---------------------------|---------------------------|---------------------------|-----------------------------------|--|----------------------|----------------------|---------------------------|---------------------------|---------------------------|---------------------------|-----------------------------------|
| 011 - CHARGES A CARACTERE GENERAL | 8 806 245,00 | 71 300,00 | 80 000,00 | - | - | - | 8 957 545,00 | 70 - PRODUITS DES SERVICES, DU DOMAINE ET VENTES DIVERSES | 18 125 668,39 | - | 672 140,46 | 794 138,00 | - | -3 308 153,65 | 16 283 793,20 |
| Charges diverses de fonctionnement | 5 532 245,00 | 71 300,00 | | | | | 5 999 103,08 | 7032211 - Redevances Stationnement CHERBOURG | 1 565 000,00 | | | | | | 1 564 571,81 |
| Prévisionnel dragage Ouistreham | 1 820 000,00 | | | | | | 1 418 549,50 | 7032212 - Redevances Stationnement CAEN-OUISTREHAM | 181 000,00 | | | | | | 181 000,00 |
| Prévisionnel dragage Dieppe | 1 454 000,00 | | 80 000,00 | | | | 1 539 892,42 | 7032213 - Redevances Stationnement DIEPPE | 380 000,00 | | | | | | 380 000,00 |
| 012 - CHARGES DE PERSONNEL ET FRAIS ASSIMILES | 8 311 550,00 | - | 107 856,00 | - | - | - | 8 419 406,00 | 7032221 - AOT EMR CHERBOURG | 2 665 000,00 | | | | | | 2 665 000,00 |
| Charges de personnel Caen-Ouistreham-Cherbourg-Dieppe | 8 311 550,00 | | 107 856,00 | | | | 8 419 406,00 | 70322211 - Redevance part amortissements travaux (EMR - CHERBOURG) | 1 331 000,00 | | | | | | 1 331 000,00 |
| 65 - AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE | 7 172 532,39 | 2 112 092,52 | 904 910,61 | 817 971,00 | - | -1 008 659,50 | 9 998 847,02 | 7032222 - AOT EMR CAEN-OUISTREHAM | 398 000,00 | | | | | | 398 000,00 |
| 65311 - 65313 - indemnités + cotisations élus | 20 500,00 | | | | | | 20 500,00 | 7032223 - AOT EMR DIEPPE | 2 165 000,00 | | 80 000,00 | | | - 2 210 000,00 | 35 000,00 |
| 6541 - Pertes sur créances irrécouvrables - Créances admises en non-valeur | | | | | | | - | 703223 - AOT Régie DIEPPE | 315 000,00 | | | | | | 315 000,00 |
| 6542 - Pertes sur créances irrécouvrables - créances éteintes | | | | | | | - | 7032241 - Redevances DSP CHERBOURG | 5 572 000,00 | | 379 000,00 | 422 000,00 | | | 6 373 000,00 |
| 6558 - Autres contributions obligatoires | 18 000,00 | | | | | | 18 000,00 | 7032242 - Redevances DSP CAEN-OUISTREHAM | 1 044 968,39 | | | 366 000,00 | | - 1 216 153,65 | 194 814,74 |
| 65732 - Subventions de fonctionnement aux organismes publics - hors prestations de remorquage Cherbourg | 5 000,00 | | | | | | 10 000,00 | 7065 - Droits de ports et de navigation (autres que stationnement et location) | 1 500 000,00 | | | | | | 1 500 000,00 |
| 65732 - Subventions de fonctionnement aux organismes publics - Prestation de remorquage Cherbourg | 750 000,00 | -200 000,00 | | | | | 550 000,00 | 703881 - redevance sécurité CHERBOURG | 93 500,00 | | | | | | 93 500,00 |
| 65748 - Subventions de fonctionnement autres personnes de droit privé | 36 250,00 | 5 750,00 | | | | | 36 250,00 | 706888 - Autres prestations de service | | | | | | | - |
| 65811 - 65818 - redevances logiciels | 144 250,00 | 42 200,00 | | | | | 187 200,00 | 708721 - Remboursement de frais par les budgets annexes et les régies - CHERBOURG - refacturation régie OMAS | 225 000,00 | | | | | | 225 000,00 |
| 6583 - Intérêts moratoires et pénalités sur marchés | 10 000,00 | | | | | | 10 000,00 | 70848 - Mise à disposition de personnel facturée aux autres organismes (Région) | | | 107 856,00 | | | | 107 856,00 |
| 65888 - Autres charges diverses de gestion courante (remboursement recettes EMR) | | 2 262 276,52 | 904 910,61 | | | | 3 167 187,13 | 7087223 - Remboursement de frais par les budgets annexes et les régies - DIEPPE - refacturation régie des Activités Dieppoises | 525 000,00 | | 105 284,46 | 6 138,00 | | - 182 000,00 | 454 422,46 |
| 65888 - Autres - indemnité dédommagement à verser à la CCI | 395 064,00 | | | | | | 395 064,00 | 708781 - remboursement frais par des tiers - CHERBOURG (rembst passerelle Michel Legrand + refacturation charges (AOT Neptune, Capitainerie...)) | 107 000,00 | | | | | 300 000,00 | 407 428,19 |
| 65888 - Indemnités fin de DSP | 5 789 968,39 | | | 795 000,00 | | | 5 368 814,74 | 708782 - remboursement frais par des tiers - OUISTREHAM (Convention SMLCI) | 58 200,00 | | | | | | 58 200,00 |
| 65888 - Autres - subvention d'exploitation DSP plaisance Caen-Ouistreham | | | | | | 176 765,00 | 176 765,00 | 708783 - remboursement frais par des tiers - DIEPPE | - | | | | | | - |
| 65888 - Autres - protocole marché | | | | | | | - | 7088 - Aut.Prod.Act. Ann. (Ab. Vent. Ouv) | - | | | | | | - |
| 65888 - Autres - Port de plaisance Cherbourg -Reversement redevances encaissées | | 1 866,00 | | | | | 1 866,00 | 73 - IMPOTS ET TAXES | - | - | - | - | - | - | - |
| 65888 - Autres - redevance sécurité | | | | | | 23 818,15 | 23 818,15 | 74 - DOTATIONS ET PARTICIPATIONS | 22 023 958,78 | 15 440,00 | 4 429 381,39 | 5 573 638,84 | 15 307,40 | - | 32 057 726,41 |
| 65888 - Autres - RH + Finances | 3 500,00 | | | | | | 3 500,00 | 7461 - D.G.D. Caen-Ouistreham / Dieppe | 10 197 204,00 | | | | | | 10 197 204,00 |
| 65888 - Indemnités commerçants Dieppe | | | | 22 971,00 | | | 29 882,00 | 7472 - Régions | 5 143 558,70 | - | 4 373 696,42 | 5 512 878,00 | - | | 15 030 133,12 |
| | | | | | | | - | Région | 5 143 558,70 | | 4 373 696,42 | 5 512 878,00 | | | 15 030 133,12 |
| 66 - CHARGES FINANCIÈRES | 1 261 552,84 | - | 2 000,00 | - | 19 987,67 | - | 1 283 540,51 | 7473 - Départements | 4 863 088,88 | - | - | - | 15 307,40 | | 4 878 396,28 |
| ICNE | -9 152,42 | | | | | | -9 152,42 | CD50 | 3 738 741,68 | | | | 15 307,40 | | 3 754 049,08 |
| Charges intérêts prêts hors DSP | 1 225 315,18 | | | | | | 1 225 315,18 | CD14 | 600 000,00 | | | | | | 600 000,00 |
| DSP Commerce Cherbourg - Ouest - Charges intérêts prêts | 7 905,44 | | | | | | 7 905,44 | CD76 | 524 347,20 | | | | | | 524 347,20 |
| DSP pêche Cherbourg - Charges intérêts prêts | 36 484,64 | | | | | | 36 484,64 | 74751- Groupements de collectivités | 1 820 107,20 | - | 55 684,97 | 60 760,84 | - | | 1 936 553,01 |
| Autres (ligne de trésorerie) | 1 000,00 | | 2 000,00 | | 19 987,67 | | 22 987,67 | Le Cotentin | 857 684,00 | | 55 684,97 | | | | 913 368,97 |
| 67 - CHARGES SPECIFIQUES | - | - | 35 000,00 | 387 404,30 | - | - | 422 404,30 | Caen la Mer | 812 423,20 | | | 60 760,84 | | | 873 184,04 |
| 673 - Titres annulés (sur exercices antérieurs) | | | 35 000,00 | 387 404,30 | | | 422 404,30 | Dieppe Maritime | 150 000,00 | | | | | | 150 000,00 |
| | | | | | | | - | 747818 - Participations - Autres (Agence de l'eau) | | 15 440,00 | | | | | 15 440,00 |
| | | | | | | | - | 75 - AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE | 1 454 564,00 | 105 284,46 | -105 284,46 | - | - | - | 1 454 564,00 |
| | | | | | | | - | 752 - revenus des immeubles - logements | 23 700,00 | | | | | | 23 700,00 |
| | | | | | | | - | 755 - Débits et pénalités perçues | | | | | | | - |
| | | | | | | | - | 75888 - Autres produits divers de gestion courante : | | | | | | | - |
| 68 - DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS, AUX DEPRECIATIONS ET AUX PROVISIONS (semi-budgétaires) | - | 2 146 620,50 | - | 129 818,04 | 811 678,44 | - | 3 088 116,98 | 75888 - Refacturation taxes foncières | 954 800,00 | | | | | | 954 800,00 |
| 6815 - Dotations aux provisions pour risques et charges de fonctionnement - Provisions pour indemnisation CET agents Régie | | 146 620,50 | | | | | 146 620,50 | 75888 - Autres | 476 064,00 | 105 284,46 | -105 284,46 | | | | 476 064,00 |
| 6865 - Dotations aux provisions pour risques et charges financiers - déficit exploitation Régie 2024 | | 2 000 000,00 | | | | | 2 000 000,00 | 75888 - Refacturation remorquage militaire | | | | | | | - |
| 6865 - Dotations aux provisions pour risques et charges financiers - Provisions pour indemnité Pont Colbert (navettes+commerçants) | | | | | | | - | 76 - PRODUITS FINANCIERS | - | - | - | - | - | - | 0 |
| 6817 - Dotations aux dépréciations actifs circulants | | | | 129 818,04 | 811 678,44 | | 941 496,48 | 77 - PRODUITS SPECIFIQUES | - | - | - | - | - | - | 64 000,00 |
| | | | | | | | - | 773 - Mandats annulés (sur exercices antérieurs) ou atteints par la déchéance quadriennale | | | | | | | 64 000,00 |
| | | | | | | | - | 775 - Produits des cessions d'immobilisation | | | | | | | 64 000,00 |
| 042 - OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SECTIONS | 5 600 000,00 | - | - | - | - | - | 5 600 000,00 | 78 - REPRISES SUR AMORTISSEMENTS, DEPRECIATIONS ET PROVISIONS (semi-budgétaires) | - | 2 000 000,00 | 9 275,00 | 939 371,00 | - | 6 911,00 | 2 955 557,00 |
| 675 - Valeurs comptables des immobilisations cédée | | | | | | | - | 7865 - Reprises sur provisions pour risques et charges financiers (subv° équilibre 2023 et 2024 - Régie) | | 2 000 000,00 | | 916 400,00 | | | 2 916 400,00 |
| 6761 - Différences sur réalisations (positives) transférées en investissement | | | | | | | - | 7815 - Reprises sur provisions pour risques et charges fonctionnement courant (ferme aquacole - indemnités commerçants) | | | 9 275,00 | 22 971,00 | | 6 911,00 | 39 157,00 |
| 6811 - Dotations aux amortissements des immobilisations incorporelles et corporelles | 5 600 000,00 | | | | | | 5 600 000,00 | 7817 - Reprise sur dépréciations des actifs circulants | | | | | | | - |
| | | | | | | | - | 013 - ATTENUATION DE CHARGES (REMBOURSEMENT SALAIRES) | 40 000,00 | | | | | 35 000,00 | 75 000,00 |
| 023 - VIREMENT A LA SECTION D'INVESTISSEMENT | 11 727 310,94 | 7 097 712,29 | 3 875 745,78 | 5 971 954,50 | -816 358,71 | -2 193 583,15 | 25 662 781,65 | 042 - OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SECTIONS | 1 235 000,00 | - | - | - | - | - | 1 235 000,00 |
| 023 - Virement à la section d'investissement | 11 727 310,94 | 7 097 712,29 | 3 875 745,78 | 5 971 954,50 | - 816 358,71 | - 2 193 583,15 | 25 662 781,65 | 002 - SOLDE D'EXECUTION REPORTE | - | 9 307 000,85 | - | - | - | - | 9 307 000,85 |
| TOTAL Dépense de Fonctionnement | 42 879 191,17 | 11 427 725,31 | 5 005 512,39 | 7 307 147,84 | 15 307,40 | -3 202 242,65 | 63 432 641,46 | TOTAL Recette de Fonctionnement | 42 879 191,17 | 11 427 725,31 | 5 005 512,39 | 7 307 147,84 | 15 307,40 | -3 202 242,65 | 63 432 641,46 |

N° : 24-245

Accusé de réception en préfecture
014-200006096-20241217-24-245-DE
Date de télétransmission : 21/12/2024
Date de réception préfecture : 21/12/2024

DELIBERATION
DU COMITE SYNDICAL DU SYNDICAT MIXTE REGIONAL
DES PORTS DE CAEN-OUISTREHAM
CHERBOURG ET DIEPPE

BUDGETS PRIMITIFS 2025

Réunion du Mardi 17 décembre 2024

LE COMITE SYNDICAL DU SYNDICAT MIXTE REGIONAL DES PORTS DE CAEN-OUISTREHAM, CHERBOURG ET DIEPPE EST REUNI
LE MARDI 17 DECEMBRE 2024 A 10H AU SIEGE DE PORTS DE NORMANDIE 3 RUE RENE CASSIN 14280 SAINT-CONTEST
SOUS LA PRESIDENCE DE MONSIEUR JEAN MORIN.

SONT PRESENTS : Jean-François BLOC ; Philippe CHAPRON ; Michel FRICOUT ; Sophia HABIBI-NOORI ; Quentin LAGALLARDE ; Gilles LELONG ; Marc MILLET ; Jean MORIN ; Valérie NOUVEL ; Bastien RECHER ; Pierre VOGT ; Ludwig WILLAUME.

Monsieur Gilles LELONG ne prend pas part au vote (*les deux délégués titulaires représentant le Département de la Manche sont présents*).

Monsieur Nicolas JOYAU a donné pouvoir à Monsieur MARC MILLET.
Monsieur Alain BAZILLE a donné pouvoir à Monsieur Michel FRICOUT.

VOTANTS:13 POUR:11 CONTRE:0 ABSTENTION:2(P.CHAPRON;B.RECHER)

VU le Code général des collectivités territoriales ;

VU le rapport de Monsieur le Président du Syndicat Mixte ;

VU le règlement financier adopté par délibération n°17-111 du 27 novembre 2017 et modifié par délibérations n°22-193 du 25 novembre 2022 et n°23-156 du 28 septembre 2023;

VU l'instruction budgétaire M57 dont la mise en place a été confirmée par délibération n°23-156 du 28 septembre 2023 ;

VU le rapport de Monsieur le Président du Syndicat Mixte,

LE COMITE SYNDICAL DECIDE A LA MAJORITE :

- d'adopter le Budget Primitif 2025 sur la base des montants – budget principal et budget annexe figurant dans les tableaux annexés à la présente délibération ;
- d'adopter la programmation budgétaire 2025 des Crédits de Paiement liés aux opérations d'investissement, détaillée selon le tableau ci-annexé pour un montant de 33 519 k€ ;

La présente délibération est susceptible de faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de CAEN, dans le délai de deux mois à compter de la date à laquelle elle est exécutoire. Ce recours contentieux peut être précédé, dans ce délai, d'un recours gracieux auprès du Président de Ports de Normandie. Cette procédure prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivants la réponse au recours gracieux. Le Tribunal Administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Accusé de réception en préfecture
014-200006096-20241217-24-245-DE
Date de télétransmission : 21/12/2024
Date de réception préfecture : 21/12/2024

- d'autoriser la création, la diminution et l'augmentation des Autorisations de Programme tels que mentionnés dans le tableau ci-annexé ;
- d'autoriser le Président à signer les documents correspondants.

Publié sur le site Internet :
20 décembre 2024

Le Vice-Président du Syndicat Mixte

A handwritten signature in black ink, consisting of a large, sweeping loop followed by a smaller, more intricate flourish.

Jean MORIN

La présente délibération est susceptible de faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de CAEN, dans le délai de deux mois à compter de la date à laquelle elle est exécutoire. Ce recours contentieux peut être précédé, dans ce délai, d'un recours gracieux auprès du Président de Ports de Normandie. Cette procédure prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivants la réponse au recours gracieux. Le Tribunal Administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Accusé de réception en préfecture
14-200006096-20241217-24-245-DE
Date de télétransmission : 17/12/2024
Date de réception préfecture : 21/12/2024

| montants en k€ | | | Libellé Opérations | Total AP votées après DMS 2024 | Modif. AP BP 2025 | Total AP votées après vote BP 2025 | Evolution des crédits de paiement | | | | TOTAL CP 2025 BP+BS+DM | Solde AP 31/12/2025 | | |
|---|-----------|-------|---|--------------------------------|-------------------|------------------------------------|---------------------------------------|------------------|------------------|-------------------|------------------------|---------------------|------------------------|------------|
| Filières | Sites | N° AP | | | | | Total CP consommés antérieurs BP 2023 | Total AP BP 2024 | Total CP BP 2024 | Total CP BP+BS+DM | | | Total CP 2025 BP+BS+DM | |
| OPERATIONS INDIVIDUALISEES EN CHAPITRES D'OPERATIONS | | | | 190 409 | 100 | 190 509 | 25 869 | 19 118 | 54 119 | 46 500 | 29 962 | 29 962 | 69 060 | |
| Sous-total filière Patrimoine - aménager les agglomérations | | | | 68 440 | - | 68 440 | 7 368 | 8 263 | 35 602 | 28 887 | 15 530 | 15 530 | 8 392 | |
| 1_Patrimoine | CHERBOURG | 75 | 230-Anciennes passerelles du terminal Croisière | 500 | | 500 | | 23 | 100 | 28 | 110 | 110 | 339 | |
| 1_Patrimoine | CHERBOURG | 109 | 4109-Dragages Port de Cherbourg | 400 | | 400 | | | 200 | 200 | 100 | 100 | 100 | |
| 1_Patrimoine | CHERBOURG | 110 | 4110-Valorisation foncière Cherbourg (Phase 2) | 330 | | 330 | | | 165 | 165 | | 0 | 165 | |
| 1_Patrimoine | CHERBOURG | 111 | 4111-Bâtiment Ile Pelée | 700 | | 700 | | | 50 | 50 | 50 | 50 | 600 | |
| 1_Patrimoine | CAEN-OUIS | 41 | 2141-Pont de Colombelles | 20 000 | | 20 000 | 2 023 | 804 | 13 178 | 13 178 | 3 925 | 3 925 | 71 | |
| 1_Patrimoine | CAEN-OUIS | 49 | 220-Mise à niveau environnementale du barrage de Montalivet | 2 500 | | 2 500 | 96 | 123 | 1 980 | 52 | 100 | 100 | 2 129 | |
| 1_Patrimoine | CAEN-OUIS | 38 | 322-Revêtement anti-corrosion (Pont de la Fonderie) | 2 000 | | 2 000 | 666 | 944 | 109 | 389 | | 0 | 0 | |
| 1_Patrimoine | CAEN-OUIS | 76 | 428-Réhabilitation écluse ouest de Ouistreham | 11 217 | | 11 217 | 998 | 319 | 7 157 | 6 100 | 3 800 | 3 800 | 0 | |
| 1_Patrimoine | DIEPPE | 57 | EC24-15010-Ouvrages de protection | 4 000 | | 4 000 | 858 | 2 369 | 150 | 150 | | 0 | 623 | |
| 1_Patrimoine | DIEPPE | 64 | ES28-07025-Rénovation du Pont Colbert | 19 550 | | 19 550 | 769 | 3 306 | 9 513 | 8 200 | 7 275 | 7 275 | 0 | |
| 1_Patrimoine | DIEPPE | 66 | PA21-15005-Campagne réhabilitation des bâtiments et voiries | 2 471 | | 2 471 | 1 958 | 315 | | 0 | | 0 | 199 | |
| 1_Patrimoine | DIEPPE | 86 | 386-Réaménagement du Centre Opérationnel de Dieppe | 172 | | 172 | | 2 | | 170 | | 0 | 0 | |
| 1_Patrimoine | DIEPPE | 87 | 387-Port à sec | 300 | | 300 | | 58 | | 0 | | 0 | 242 | |
| 1_Patrimoine | DIEPPE | 112 | 4112-Démolition hangars d'Afrique * | 3 000 | | 3 000 | | | 3 000 | 150 | 170 | 170 | 2 680 | |
| 1_Patrimoine | DIEPPE | 114 | 4114-Réfection quai de la somme | 950 | | 950 | | | | 20 | | 0 | 930 | |
| 1_Patrimoine | DIEPPE | 115 | 4115-Aménagement de parcelles | 350 | | 350 | | | | 35 | 0 | 0 | 315 | |
| Sous-total filière Transmanche - Conforter notre place de leader du transmanche à l'ouest du détroit | | | | 60 701 | 0 | 60 701 | 362 | 6 018 | 11 303 | 12 457 | 4 635 | 4 635 | 37 230 | |
| 2_Transmanche | CHERBOURG | 51 | 119-Adaptation du terminal transmanche de Cherbourg au Brexit | 4 300 | | 4 300 | 40 | 440 | 2 000 | 2 709 | 350 | 350 | 761 | |
| 2_Transmanche | CHERBOURG | 53 | 121-Terminal multimodal (ferroutage) | 11 200 | | 11 200 | 257 | 4 651 | 3 500 | 6 217 | 75 | 75 | 0 | |
| 2_Transmanche | CHERBOURG | 68 | 122-modernisation des postes transmanche du port de Cherbourg | 600 | | 600 | | | | 0 | | 0 | 600 | |
| 2_Transmanche | CHERBOURG | 88 | 188-dac au poste 4 | 4 980 | | 4 980 | | 745 | 1 301 | 1 376 | | 0 | 2 859 | |
| 2_Transmanche | CHERBOURG | 100 | 2100-Alimentation électrique navires ferries CH | 20 900 | | 20 900 | | 3 | 203 | 159 | 110 | 110 | 20 628 | |
| 2_Transmanche | CAEN-OUIS | 52 | 120-Adaptation au terminal Transmanche de Caen-Ouistreham au Brexit | 8 500 | | 8 500 | 54 | 22 | 100 | 24 | 30 | 30 | 8 370 | |
| 2_Transmanche | CAEN-OUIS | 70 | 126-Modernisation de l'accueil des ferries à Ouistreham | 600 | | 600 | | | 150 | 150 | 350 | 350 | 100 | |
| 2_Transmanche | CAEN-OUIS | 101 | 2101-Alimentation électrique navires ferries CO | 4 021 | | 4 021 | | 21 | 220 | 138 | 1 000 | 1 000 | 2 862 | |
| 2_Transmanche | DIEPPE | 71 | 127-Modernisation de l'accueil des ferries à Dieppe | 600 | | 600 | | | | 0 | | 0 | 600 | |
| 2_Transmanche | DIEPPE | 83 | 183-Extension Terre-plein Dieppe | 1 700 | | 1 700 | 11 | 134 | 1 504 | 1 499 | 56 | 56 | 0 | |
| 2_Transmanche | DIEPPE | 62 | 226-Dragage passerelle transmanche | 150 | | 150 | | | | 0 | | 0 | 150 | |
| 2_Transmanche | DIEPPE | 106 | 1106-Extension de la gare maritime Dieppe | 3 000 | | 3 000 | | 1 | 2 325 | 185 | 2 514 | 2 514 | 300 | |
| 2_Transmanche | DIEPPE | 102 | 2102-Alimentation électrique navires ferries D | 150 | | 150 | | | | 0 | 150 | 150 | 0 | |
| Sous-total filière Energie Marine Renouvelable - Devenir l'un des acteurs majeurs du développement des E.M.R | | | | 27 431 | 0 | 27 431 | 15 029 | 2 377 | 1 982 | 526 | 2 760 | 2 760 | 6 739 | |
| 3_EMR | CHERBOURG | 103 | 1103-Adaptation pour l'éolien flottant CH | 275 | | 275 | | | 250 | 150 | 125 | 125 | 0 | |
| 3_EMR | CHERBOURG | 107 | 1107-Préparation zone logistique EMR | 264 | | 264 | | 178 | | 86 | | 0 | 0 | |
| 3_EMR | CAEN-OUIS | 24 | 210-Port de maintenance EMR à Ouistreham | 18 892 | | 18 892 | 14 925 | 2 060 | | 55 | | 0 | 1 851 | |
| 3_EMR | DIEPPE | 56 | EC23-07029-Equipements nautiques EMR avant port & accès terrestre base maintenance | 8 000 | | 8 000 | 104 | 139 | 1 732 | 235 | 2 635 | 2 635 | 4 887 | |
| Sous-total Filière Accueil activités économiques – oeuvrer pour la valorisation économique du patrimoine foncier | | | | 9 512 | 0 | 9 512 | 1 304 | 847 | 1 019 | 742 | 584 | 584 | 6 034 | |
| 4_Accueil activités économiques | CHERBOURG | 27 | 212-Aménagement de la Zone EMR de Collignon Sud | 4 700 | | 4 700 | 868 | | | 0 | | 0 | 3 832 | |
| 4_Accueil activités économiques | CHERBOURG | 79 | 279-Aménagement terrain plateau nautique | 312 | | 312 | 163 | 41 | | 18 | | 0 | 89 | |
| 4_Accueil activités économiques | CHERBOURG | 81 | 481-Bâtiments industriels Cherbourg | 2 000 | | 2 000 | 273 | 624 | 1 019 | 519 | 584 | 584 | 0 | |
| 4_Accueil activités économiques | DIEPPE | 89 | 389-Modernisation patrimoine industriel (MIM) | 2 500 | | 2 500 | | 182 | | 205 | | 0 | 2 113 | |
| Sous-total Filière Conventioneels – consolider les filières économiques existantes et poursuivre des stratégies de développement | | | | 2 576 | 0 | 2 576 | 154 | 861 | 490 | 400 | 90 | 90 | 1 071 | |
| 5_Conventionnels | CAEN-OUIS | 108 | 1108-Terminal Vrac Liquide-Calix | 300 | | 300 | | | 300 | 300 | | 0 | 0 | |
| 5_Conventionnels | DIEPPE | 61 | 225-Dépollution du bassin de Paris TBT | 500 | | 500 | 36 | 8 | | 0 | | 0 | 456 | |
| 5_Conventionnels | DIEPPE | 67 | PA22-1500604-Campagne Restauration ouvrages fixes quai et jetées - 2eme tranche travaux | 1 626 | | 1 626 | 98 | 775 | 190 | 100 | 90 | 90 | 563 | |
| 5_Conventionnels | DIEPPE | 82 | 282-Aménagement itinéraire convois exceptionnels - Dieppe | 150 | | 150 | 19 | 77 | | 0 | | 0 | 53 | |
| Sous-total Filière Croisière – accompagner les sites pour dynamiser cette filière | | | | 13 450 | 0 | 13 450 | 0 | 0 | 150 | 153 | 4 338 | 4 338 | 8 959 | |
| 6_Croisière | CHERBOURG | 104 | 2104-Alimentation électrique croisière CH | 11 650 | | 11 650 | | | 150 | 116 | 3 088 | 3 088 | 8 446 | |
| 6_Croisière | CHERBOURG | 113 | 2113_interface Croisière-Cité de la mer | 1 650 | | 1 650 | | | | 37 | 1 250 | 1 250 | 363 | |
| 6_Croisière | CAEN-OUIS | 105 | 2105-Alimentation électrique croisière CO | 150 | | 150 | | | | 0 | | 0 | 150 | |
| Sous-total Filière nautique : « Générer de l'emploi et de la valeur ajoutée sur notre territoire » | | | | 6 350 | 0 | 6 350 | 758 | 590 | 3 143 | 2 884 | 1 925 | 1 925 | 191 | |
| 7_Filière nautique | CHERBOURG | 85 | 385-Modernisation des équipements de mise à sec | 1 154 | | 1 154 | 39 | 501 | 610 | 610 | | 0 | 4 | |
| 7_Filière nautique | CAEN-OUIS | 43 | 215-Equipements nautiques nouveau bassin | 1 000 | | 1 000 | 514 | | 486 | 486 | | 0 | 0 | |
| 7_Filière nautique | CAEN-OUIS | 47 | 218-Rétablissement des profondeurs du bassin Saint Pierre | 3 796 | | 3 796 | 183 | 88 | 1 700 | 1 685 | 1 740 | 1 740 | 100 | |
| 7_Filière nautique | DIEPPE | 77 | 429-Bâtiment industriel de la Carpente | 400 | | 400 | 23 | 2 | 347 | 103 | 185 | 185 | 87 | |
| Sous-total Filière produits de la Mer - renforcer la filière en impliquant les acteurs de la pêche aux projets envisagés | | | | 1 950 | 100 | 2 050 | 894 | 162 | 430 | 451 | 100 | 100 | 100 | 443 |
| 8_Produits de la Mer | CHERBOURG | 30 | 114-Amélioration pompage en eau de mer - secteur de Collignon | 1 000 | | 1 000 | 894 | 1 | 30 | 51 | | 0 | 55 | |
| 8_Produits de la Mer | CHERBOURG | 90 | 390-Modernisation Ponton 6 Avant-port | 550 | | 550 | | 146 | 400 | 400 | | 0 | 4 | |
| 8_Produits de la Mer | CHERBOURG | 116 | 2116_modernisation de la criée | | 100 | 100 | | | | | 100 | 100 | 0 | |
| 8_Produits de la Mer | DIEPPE | 84 | 484-Réhabilitation halle à marée - Dieppe | 400 | | 400 | | 15 | | 0 | | 0 | 385 | |
| Opérations pour compte de tiers (chapitre 458128 et 458228) | | | | 6 700 | 0 | 6 700 | 5 481 | 612 | 0 | 0 | 0 | 0 | 608 | |
| 99_Pour compte de Tiers | CHERBOURG | | 4581128 - Aménagement du Hub éolien (financement EPOFH) | 6 700 | | 6 700 | 5 481 | 612 | | 0 | | 0 | 608 | |

Accusé de réception en préfecture
 014-200006096-20241217-24-245-DE
 Date de télétransmission : 21/12/2024
 Date de réception préfecture : 21/12/2024

| montants en k€ | | | | évolution des crédits de paiement | | | | | | |
|--|-----------|-------|--|-----------------------------------|-------------------|------------------------------------|------------------|------------------------|-----------------|------------------------|
| Filières | Sites | N° AP | Libellé Opérations | Total AP votées après DMS 2024 | Modif. AP BP 2025 | Total AP votées après vote BP 2025 | CP réalisés 2023 | TOTAL CP 2024 BP+BS+DM | BP 2025 CP 2025 | TOTAL CP 2025 BP+BS+DM |
| OPERATIONS REGROUPEES EN CHAPITRES D'OPERATIONS | | | | 5926 | 3 782 | 10 445 | 2 546 | 2 876 | 3 557 | 3 557 |
| Sous-total filière Patrimoine - aménager les agglomérations | | | | 650 | 130 | 780 | 0 | 163 | 100 | 100 |
| AP ACQUISITIONS FONCIERES | | 96 | Sous-opérations comptables (ventilation des CP) | 650 | 130 | 780 | 0 | 163 | 100 | 100 |
| 1_Patrimoine | CHERBOURG | 96 | 9641 PA41_Acquisitions foncières Cherbourg | 100 | 50 | 150 | | 50 | 50 | 50 |
| 1_Patrimoine | CAEN-OUIS | 96 | 9642 PA42_Acquisitions foncières Caen Ouistreham | 250 | 50 | 300 | | 113 | 50 | 50 |
| 1_Patrimoine | DIEPPE | 96 | 9643 PA43_Acquisitions foncières Dieppe | 300 | 30 | 330 | | 0 | 0 | 0 |
| Sous-total filière Patrimoine - maintenir en état les installations | | | | 4 776 | 3 200 | 7 976 | 2 047 | 2 223 | 3 020 | 3 020 |
| AP TRAVAUX PATRIMOINE - CHERBOURG | | 91 | Sous-opérations comptables (ventilation des CP) | 2 526 | 1 950 | 4 476 | 902 | 1 373 | 1 950 | 1 950 |
| 1_Patrimoine_R | CHERBOURG | 91 | 9109 PA9_Travaux d'investissement infrastructures Cherbourg | 343 | | 343 | 298 | 0 | | 0 |
| 1_Patrimoine_R | CHERBOURG | 91 | 9111 PA11_Travaux d'investissement superstructures Cherbourg | 583 | 300 | 883 | 383 | 230 | 300 | 300 |
| 1_Patrimoine_R | CHERBOURG | 91 | 9113 PA13_Travaux Bâtiment Cherbourg | 175 | 100 | 275 | 96 | 75 | 100 | 100 |
| 1_Patrimoine_R | CHERBOURG | 91 | 9116 Accueil industriels et logisticiens | 450 | 150 | 600 | 125 | 225 | 150 | 150 |
| 1_Patrimoine_R | CHERBOURG | 91 | 9117 Renouveau des infrastructures et des défenses | 775 | 1 100 | 1 875 | | 643 | 1 100 | 1 100 |
| 1_Patrimoine_R | CHERBOURG | 91 | 9118 Confortement Digue de l'Est | 200 | 300 | 500 | | 200 | 300 | 300 |
| AP TRAVAUX PATRIMOINE - CAEN-OUISTREHAM | | 92 | Sous-opérations comptables (ventilation des CP) | 1 150 | 650 | 1 800 | 455 | 450 | 650 | 650 |
| 1_Patrimoine_R | CAEN-OUIS | 92 | 9210 PA10_Travaux d'investissement infrastructures Caen Ouistreham | 500 | 300 | 800 | 144 | 200 | 300 | 300 |
| 1_Patrimoine_R | CAEN-OUIS | 92 | 9212 PA12_Travaux d'investissement superstructures Caen Ouistreham | 500 | 300 | 800 | 290 | 200 | 300 | 300 |
| 1_Patrimoine_R | CAEN-OUIS | 92 | 9214 PA14_Travaux Bâtiment Caen Ouistreham | 150 | 50 | 200 | 21 | 50 | 50 | 50 |
| AP TRAVAUX PATRIMOINE - DIEPPE | | 93 | Sous-opérations comptables (ventilation des CP) | 1 100 | 600 | 1 700 | 690 | 400 | 420 | 420 |
| 1_Patrimoine_R | DIEPPE | 93 | 9323 PA23_Travaux lourds bâtiments, voiries, quai de Dieppe | 616 | 300 | 916 | 388 | 219 | 210 | 210 |
| 1_Patrimoine_R | DIEPPE | 93 | 9324 PA24_Travaux ouvrages mobiles | 484 | 300 | 784 | 302 | 181 | 210 | 210 |
| Sous-total Filière Etude – rationaliser et mutualiser les dépenses de la collectivité tout en proposant des services qualitatifs | | | | 350 | 150 | 500 | 41 | 150 | 135 | 135 |
| AP ETUDES PREALABLES | | 95 | Sous-opérations comptables (ventilation des CP par gestionnaire) | 350 | 150 | 500 | 41 | 150 | 135 | 135 |
| 9_Etudes | CHERBOURG | 95 | 9511 ET11_Etudes préalables Cherbourg | 100 | 50 | 150 | 21 | 50 | 50 | 50 |
| 9_Etudes | CAEN-OUIS | 95 | 9512 ET12_Etudes préalables Caen Ouistreham | 100 | 50 | 150 | 13 | 50 | 50 | 50 |
| 9_Etudes | DIEPPE | 95 | 9513 ET13_Etudes préalables Dieppe | 150 | 50 | 200 | 7 | 50 | 35 | 35 |
| Sous-total filière Structure - rationaliser et mutualiser les dépenses de la collectivité tout en proposant des services qualitatifs | | | | 150 | 302 | 1 189 | 458 | 340 | 302 | 302 |
| AP INVESTISSEMENTS COMMUNS | | 94 | Sous-opérations comptables (ventilation des CP) | 887 | 302 | 1 189 | 458 | 340 | 302 | 302 |
| 10_Structure | 2_COMMUN | 94 | 94500 PA500_Réseaux / Equipements informatiques / licences | 297 | 100 | 397 | 215 | 90 | 100 | 100 |
| 10_Structure | 2_COMMUN | 94 | 94501 PA501_Parc automobile | 200 | 80 | 280 | 71 | 100 | 80 | 80 |
| 10_Structure | 2_COMMUN | 94 | 94502 PA502_Outillages techniques | 178 | 80 | 258 | 104 | 64 | 80 | 80 |
| 10_Structure | 2_COMMUN | 94 | 94503 PA503_Autres matériels (mobilier; matériel incendie) | 102 | 42 | 144 | 38 | 47 | 42 | 42 |
| 10_Structure | 2_COMMUN | 94 | 94504 PA504_Signalétique / refonte site internet | 110 | 0 | 110 | 30 | 40 | 0 | 0 |
| OPERATIONS D'INVESTISSEMENT NON INDIVIDUALISEES (y compris RAR) | | | | 0 | 0 | 0 | 1 162 | 4 126 | 2 369 | 2 369 |
| Sous-total SUBVENTIONS A VERSER | | | | 0 | 0 | 0 | 1 162 | 4 126 | 2 369 | 2 369 |
| 1_Patrimoine | CHERBOURG | | 2041 Subventions à verser Cherbourg | | | | 177 | 2 315 | 119 | 119 |
| 1_Patrimoine | CHERBOURG | | 20412 Subvention DSP Pêche - Investissement PPI | | | | | 215 | 150 | 150 |
| 1_Patrimoine | CAEN-OUIS | | 2042 Subventions à verser Caen-Ouistreham | | | | 411 | 0 | | 0 |
| 1_Patrimoine | DIEPPE | | 2043 Subventions à verser Dieppe | | | | | 30 | | 0 |
| 1_Patrimoine | DIEPPE | | 20431 Subventions à verser Régie Dieppoise -Investissements PPI (hors convention carénage ex SMPD) | | | | 500 | 1 300 | 2 100 | 2 100 |

TABLEAU DE SYNTHESE DU BUDGET
Vote du Budget Primitif 2025 - Comité Syndical du 17 décembre 2024

Accusé de réception en préfecture
014-200006096-20241217-24-245-DE
Date de télétransmission : 21/12/2024
Date de réception préfecture : 21/12/2024

Section d'investissement

| montants en € | BUDGET VOTE 2024 | TOTAL Crédits Votés BP-DM-VC 2024 RAR 2023 | BP 2025 | Recettes | BUDGET VOTE 2024 | TOTAL Crédits Votés BP-DM-VC 2024 RAR 2023 | BP 2025 |
|--|----------------------|--|----------------------|--|----------------------|--|----------------------|
| AUTORISATIONS DE PROGRAMMES (AP/CP) EN CHAPITRE D'OPERATIONS | 56 933 754,93 | 49 375 964,93 | 33 518 843,98 | 10 - DOTATIONS, FONDS DIVERS ET RESERVES | - | 20 967 335,44 | - |
| AP individualisées | 54 118 754,93 | 46 499 964,93 | 29 961 843,98 | 1068 - excédents de fonctionnement capitalisés | | 20 967 335,44 | |
| Port de Cherbourg | 9 977 632,40 | 12 890 682,40 | 5 941 715,04 | 13 - SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT CHERBOURG | 1 828 550,00 | 1 853 290,00 | 4 540 160,00 |
| Port de Caen-Ouistreham | 25 380 267,63 | 22 557 267,63 | 10 945 000,00 | 1311 - Etat et Etab. Nationaux | 68 750,00 | 68 750,00 | |
| Port de Dieppe | 18 760 854,90 | 11 052 014,90 | 13 075 128,94 | 1312 - Régions | | - | |
| AP globalisées - regroupant plusieurs opérations | 2 815 000,00 | 2 876 000,00 | 3 557 000,00 | 1313 - Départements - CD50 | | - | |
| 91 - Travaux Patrimoine Cherbourg | 1 325 000,00 | 1 373 000,00 | 1 950 000,00 | 13148 - subventions autres Communes (Cherbourg en Cotentin) | | - | |
| 92 - Travaux Patrimoine Caen-Ouistreham | 450 000,00 | 450 000,00 | 650 000,00 | 1316 - Autres établissements publics locaux (Agglo Le Cotentin) | | 24 740,00 | 4 540 160,00 |
| 93 - Travaux Patrimoine Dieppe | 400 000,00 | 400 000,00 | 420 000,00 | 13178 - Autres fonds européens - dont Fds structurels MIE | 1 759 800,00 | 1 759 800,00 | - |
| 94 - Investissements Communs | 340 000,00 | 340 000,00 | 302 000,00 | 1318 - Autres (Agence de l'eau, enedis, ademe...) | | - | |
| 95 - Etudes | 150 000,00 | 150 000,00 | 135 000,00 | 13278 - Autres fonds européens - réserve Brexit | | - | |
| 96 - Acquisitions foncières | 150 000,00 | 163 000,00 | 100 000,00 | 13 - SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT CAEN OUISTREHAM | 4 471 264,00 | 2 415 465,20 | 1 550 000,00 |
| Dépenses non individualisées en chapitres d'opérations (hors Tableau AP/CP) | - | 2 679,10 | - | 1312 - Régions | | - | |
| 21 - Immobilisations corporelles | | | | 1313 - Départements - CD14 | | - | |
| 23 - Immobilisations en cours - 238 | | 2 679,10 | | 13148 - subventions autres Communes (Ville de Caen) | 1 200 000,00 | 400 000,00 | 800 000,00 |
| 204 - SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT | 1 985 081,42 | 2 825 517,77 | 269 006,00 | 1316 - Autres établissements publics locaux (Caen La Mer) | 1 500 000,00 | 1 500 000,00 | 750 000,00 |
| 2041 - Subvent* à verser - Port de Cherbourg | 1 985 081,42 | 2 795 517,77 | 269 006,00 | 13172 - Subventions transférables FEDER | | - | |
| 2042 - Subvent* à verser - Port de Caen-Ouistreham | | - | | 13173 - Subventions transférables FEADER | | - | |
| 2043 - Subvent* à verser - Port de Dieppe | | 30 000,00 | | 13178 - Autres fonds européens - dont Fds structurels MIE | 483 264,00 | 483 264,00 | - |
| | | - | | 1318 - Autres (Agence de l'eau, enedis...) | 1 288 000,00 | 32 201,20 | |
| | | - | | 13272 - Subventions non transférables FEDER | | - | |
| | | - | | 13273 - Subventions non transférables FEADER | | - | |
| 204 - SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT VERSEES A LA REGIE DIEPPOISE | 1 300 000,00 | 1 300 000,00 | 2 263 683,39 | 13278 - Autres fonds européens - réserve Brexit | | - | |
| 20415342 - IC : Bâtiments, installations - Remboursement - convention passerelle | | | 163 683,39 | 13 - SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT DIEPPE | 4 398 878,00 | 7 823 966,96 | 7 519 718,87 |
| 20415342.20431 - IC : Bâtiments, installations - convention financement des investissements | 1 300 000,00 | 1 300 000,00 | 2 100 000,00 | 1311 - Etat et Etab. Nationaux | 1 500 910,00 | 1 579 170,00 | 1 288 864,00 |
| | | | | 1312 - Régions | | 4 475 175,61 | 5 148 146,19 |
| 13 - SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT | - | - | - | 1313 - Départements - CD76 | | 871 653,35 | 1 082 708,68 |
| 1322 - Subvention non transférable - Remboursement Région - SHEMA | | | | 13172 - Subventions transférables FEDER | 2 000 000,00 | - | - |
| | | | | 13178 - Autres fonds européens - dont Fds structurels MIE | 897 968,00 | 897 968,00 | - |
| 16 - EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILEES | 3 699 785,93 | 3 699 785,93 | 3 671 337,51 | 13272 - Subventions non transférables FEDER | | - | |
| Emprunts hors DSP | 3 357 212,65 | 3 357 212,65 | 3 398 788,52 | 13278 - Autres fonds européens - réserve Brexit | | - | |
| reprise emprunts - DSP Commerce Cherbourg | 213 794,80 | 213 794,80 | 141 762,81 | 16 - EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILEES | 34 912 619,34 | 12 901 432,57 | 11 643 577,30 |
| reprise emprunts - DSP Pêche Cherbourg | 128 778,48 | 128 778,48 | 130 786,18 | Emprunts | 34 912 619,34 | 12 901 432,57 | 11 643 577,30 |
| 26 - PARTICIPATIONS ET CREANCES RATTACHEES A DES PARTICIPATIONS | - | - | - | 204 - SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT VERSEES | | | |
| 261 - Titres de participation - Capital - SPL Plaisance Caen-Ouistreham | | | | 20 - IMMOBILISATIONS INCORPORELLES | | | |
| 261 - Titres de participation - Rachat actions SPEC à la CCI | | | | 21 - IMMOBILISATIONS CORPORELLES | | | |
| | | | | 23 - IMMOBILISATIONS EN COURS | | 3 204,20 | - |
| 27 - AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIERES | - | - | - | 238 - Avances versées Com Immo Corp | | 3 204,20 | |
| 2764 - créances/particuliers, pers. Droit privé - particip concédant SHEMA | | | | 27 - AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIERES | | | |
| 4581128 - OPERATIONS SOUS MANDAT - DEPENSES | - | 607 530,56 | - | 4582128 - OPERATIONS SOUS MANDAT (Recettes) | - | 672 503,09 | - |
| 4581128 - EC28 -Hub éolien - Opération sous mandat EDF-EOHF | | 607 530,56 | | 4582101 - EC101 - Adaptation des infrastructures | | 11 366,32 | |
| | | | | 4582111 - EC11-Extension du port en grande rade | | 211 000,00 | |
| | | | | 4582128 - EC28 -Hub éolien - Opération sous mandat EDF-EOHF | | 450 136,77 | |
| 041 - OPERATIONS PATRIMONIALES | 5 000 000,00 | 5 000 000,00 | 2 000 000,00 | 041 - OPERATIONS PATRIMONIALES | 5 000 000,00 | 5 000 000,00 | 2 000 000,00 |
| 2313 - Constructions (récupération avance) | 5 000 000,00 | 5 000 000,00 | 2 000 000,00 | 2031 - Frais d'études | | - | - |
| 2158 - Autres inst.,matériel, outill.Technique (récupération avance) | | | | 2033 - Frais d'insertion | | - | - |
| 20423.2041 - régularisation opération Hub Eolien | | | | 238 - Avances versées commandes immo. incorp. | 5 000 000,00 | 5 000 000,00 | 2 000 000,00 |
| | | | | 4582128 - régularisation opération Hub Eolien | | - | - |
| 040 - OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SECTION | 1 235 000,00 | 1 235 000,00 | 1 265 000,00 | 040 - OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SECTION | 5 600 000,00 | 5 600 000,00 | 6 000 000,00 |
| | | | | 192 - + ou - values sur cess. d'immo (Groupe 19) | | - | - |
| | | | | installations générales (Groupe 21) | | - | - |
| 10 - DOTATIONS, FONDS DIVERS ET RESERVES | | 1 550 852,21 | | Amortissements immobilisations (Groupe 28) | 5 600 000,00 | 5 600 000,00 | 6 000 000,00 |
| | | | | 021 - VIREMENT DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT | 11 727 310,94 | 25 662 781,65 | 8 789 414,71 |
| | | | | 024 - PRODUITS DES CESSIONS D'IMMOBILISATION | 2 215 000,00 | 1 430 000,00 | 945 000,00 |
| 001 - SOLDE D'EXECUTION DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT (déficit) | | 18 732 648,61 | | 001 - SOLDE D'EXECUTION DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT (excédent) | | - | - |
| TOTAL Dépense d'Investissement | 70 153 622,28 | 84 329 979,11 | 42 987 870,88 | TOTAL Recette d'Investissement | 70 153 622,28 | 84 329 979,11 | 42 987 870,88 |

TABLEAU DE SYNTHESE DU BUDGET
Vote du Budget Primitif 2025 - Comité Syndical du 17 décembre 2024

Section de fonctionnement

Accusé de réception en préfecture
014-200006096-20241217-24-245-DE
Date de télétransmission : 21/12/2024
Date de réception préfecture : 21/12/2024

| montants en € | | BUDGET VOTE 2024 | TOTAL Crédits Votés BP-DM-VC 2024 | BP 2025 | Recettes | BUDGET VOTE 2024 | TOTAL Crédits Votés BP-DM-VC 2024 | BP 2025 |
|--|--|----------------------|-----------------------------------|----------------------|--|----------------------|-----------------------------------|----------------------|
| Dépenses | | | | | | | | |
| 011 - CHARGES A CARACTERE GENERAL | | 8 806 245,00 | 8 957 545,00 | 8 397 856,00 | 70 - PRODUITS DES SERVICES, DU DOMAINE ET VENTES DIVERSES | 18 125 668,39 | 16 283 793,20 | 11 467 126,65 |
| Charges diverses de fonctionnement | | 5 532 245,00 | 5 999 103,08 | 5 621 856,00 | 70322110 - Redevances Stationnement CHERBOURG | 1 565 000,00 | 1 561 571,81 | 1 568 000,00 |
| | | | | | 70322113 - Redevance Régie quai Alexandre III - CHERBOURG | - | 3 000,00 | 5 000,00 |
| Prévisionnel dragage Ouistreham | | 1 820 000,00 | 1 418 549,50 | 1 504 000,00 | 70322120 - Redevances Stationnement CAEN-OUISTREHAM | 181 000,00 | 181 000,00 | 154 000,00 |
| Prévisionnel dragage Dieppe | | 1 454 000,00 | 1 539 892,42 | 1 272 000,00 | 70322130 - Redevances Stationnement DIEPPE | 380 000,00 | 380 000,00 | 202 000,00 |
| | | | | | 70322210 - AOT EMR CHERBOURG | 2 665 000,00 | 2 664 700,00 | 3 072 000,00 |
| 012 - CHARGES DE PERSONNEL ET FRAIS ASSIMILES | | 8 311 550,00 | 8 419 406,00 | 8 602 606,00 | 70322211 - Redevance part amortissements travaux (EMR - CHERBOURG) | 1 331 000,00 | 1 331 000,00 | 375 000,00 |
| Charges de personnel Caen-Ouistreham-Cherbourg-Dieppe | | 8 311 550,00 | 8 419 406,00 | 8 602 606,00 | 70322212 - Autres recettes liées aux AOT EMR (EMR - CHERBOURG) | - | 300,00 | - |
| | | | | | 70322220 - AOT EMR CAEN-OUISTREHAM | | | |
| 65 - AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE | | 7 172 532,39 | 9 998 847,02 | 1 933 458,65 | 70322221 - Redevance part amort travaux (EMR CAEN-OUISTREHAM) | 338 000,00 | 338 000,00 | 340 440,00 |
| | | | | | 70322222 - Redevance provision charges dragage (EMR-CAEN-OUISTREHAM) | 60 000,00 | 60 000,00 | 60 000,00 |
| 65311 - 65313 - indemnités des élus | | 20 500,00 | 20 500,00 | 20 900,00 | 70322230 - AOT EMR DIEPPE | 2 165 000,00 | 35 000,00 | 155 500,00 |
| 6541 - Pertes sur créances irrécouvrables - Créances admises en non-valeur | | - | - | - | 70322231 - Redevance part amort travaux (EMR DIEPPE) | - | - | 477 529,00 |
| 6542 - Pertes sur créances irrécouvrables - créances éteintes | | - | - | - | 70322232 - Redevance provision charges dragage (EMR-DIEPPE) | - | - | 146 400,00 |
| 6558 - Autres contributions obligatoires | | 18 000,00 | 18 000,00 | 10 000,00 | 703223 - AOT Régie DIEPPE | 315 000,00 | 315 000,00 | 315 000,00 |
| 657382 - Subventions de fonctionnement aux organismes publics - hors prestations de remorquage Cherbourg | | 5 000,00 | 10 000,00 | 5 000,00 | 7032241 - Redevances DSP CHERBOURG | 5 572 000,00 | 6 373 000,00 | 631 600,00 |
| 657382 - Subventions de fonctionnement aux organismes publics - Prestation de remorquage Cherbourg | | 750 000,00 | 550 000,00 | 558 405,00 | 7032242 - Redevances DSP CAEN-OUISTREHAM | 1 044 968,39 | 194 814,74 | 1 460 953,65 |
| 65748 - Subventions de fonctionnement autres personnes de droit privé | | 36 250,00 | 36 250,00 | 34 250,00 | 703881 - redevance sécurité CHERBOURG | 93 500,00 | 93 500,00 | 102 000,00 |
| | | | | | 7065 - Droits de ports et de navigation (autres que stationnement et location) | 1 500 000,00 | 1 500 000,00 | 1 500 000,00 |
| 65818 - redevances logiciels | | 144 250,00 | 187 200,00 | 76 250,00 | 70848 - Mise à disposition de personnel facturée aux autres organismes (Région) | - | 107 856,00 | - |
| 6583 - Intérêts moratoires et pénalités sur marchés | | 10 000,00 | 10 000,00 | 10 000,00 | 708721 - Remboursement de frais par les budgets annexes et les régies - CHERBOURG - refacturation régie OMAS | 225 000,00 | 225 000,00 | 357 900,00 |
| | | | | | 7087223 - Remboursement de frais par les budgets annexes et les régies - DIEPPE - refacturation régie des Activités Dieppoises | 525 000,00 | 454 422,46 | 344 000,00 |
| 65888 - Autres charges diverses de gestion courante (remboursement recettes EMR) | | | 3 167 187,13 | | 708781 - remboursement frais par des tiers - CHERBOURG (rembst passerelle Michel Legrand + refacturation charges (AOT Neptune, Capitainerie...)) | 107 000,00 | 407 428,19 | 133 430,00 |
| 65888 - Autres - indemnité dédommagement à verser à la CCI | | 395 064,00 | 395 064,00 | | 708782 - remboursement frais par des tiers - OUISTREHAM (Convention SMLCI) | 57 000,00 | 57 000,00 | 65 000,00 |
| 65888 - Indemnités fin de DSP | | 5 789 968,39 | 5 368 814,74 | 1 216 153,65 | 708783 - remboursement frais par des tiers - DIEPPE | 1 200,00 | 1 200,00 | 1 374,00 |
| 65888 - Autres - subvention exceptionnelle Régie | | | 176 765,00 | | 73 - IMPOTS ET TAXES | - | - | - |
| 65888 - Autres - protocole marché | | | - | | 74 - DOTATIONS ET PARTICIPATIONS | 22 023 958,78 | 32 057 726,41 | 21 491 282,39 |
| 65888 - Autres - Port de plaisance Cherbourg -Reversement redevances encaissées | | | 1 866,00 | | 74611 - D.G.D. Caen-Ouistreham / Dieppe | 10 197 204,00 | 10 197 204,00 | 10 197 204,00 |
| 65888 - Autres - redevance sécurité | | | 23 818,15 | | 7472 - Régions | 5 143 558,70 | 15 030 133,12 | 6 714 747,52 |
| 65888 - Autres - RH + Finances | | 3 500,00 | 3 500,00 | 2 500,00 | Région | 5 143 558,70 | 15 030 133,12 | 6 714 747,52 |
| 65888 - Indemnités commerçants Dieppe | | | 29 882,00 | | 7473 - Départements | 4 863 088,88 | 4 878 396,28 | 3 333 712,87 |
| 66 - CHARGES FINANCIÈRES | | 1 261 552,84 | 1 283 540,51 | 1 486 590,68 | CD50 | 3 738 741,68 | 3 754 049,08 | 2 446 125,67 |
| 66112 - ICNE | | -9 152,42 | -9 152,42 | -33 433,97 | CD14 | 600 000,00 | 600 000,00 | 600 000,00 |
| 66111 - Charges intérêts prêts hors DSP | | 1 225 315,18 | 1 225 315,18 | 1 479 026,47 | CD76 | 524 347,20 | 524 347,20 | 287 587,20 |
| 66111 - DSP Commerce Cherbourg - Ouest - Charges intérêts prêts | | 7 905,44 | 7 905,44 | 5 521,24 | 74751- Groupements de collectivités | 1 820 107,20 | 1 936 553,01 | 1 152 468,00 |
| 66111 - DSP pêche Cherbourg - Charges intérêts prêts | | 36 484,64 | 36 484,64 | 34 476,94 | Le Cotentin | 857 684,00 | 913 368,97 | 376 372,80 |
| 6615 - Intérêts comptes courants et de dépôts | | | 19 987,67 | | Caen la Mer | 812 423,20 | 873 184,04 | 556 095,20 |
| 6688 - Autres | | 1 000,00 | 3 000,00 | 1 000,00 | Dieppe Maritime | 150 000,00 | 150 000,00 | 220 000,00 |
| | | | | | 747888 - Participations - Autres (Agence de l'eau) + 74778 (MIE) | - | 15 440,00 | 93 150,00 |
| 67 - CHARGES SPECIFIQUES | | - | 422 404,30 | 50 000,00 | 75 - AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE | 1 454 564,00 | 1 454 564,00 | 996 517,00 |
| 673 - Titres annulés (sur exercices antérieurs) | | - | 422 404,30 | 50 000,00 | 752 - revenus des immeubles - logements | 23 700,00 | 23 700,00 | 16 517,00 |
| | | | | | 755 - Débits et pénalités perçues | - | - | - |
| | | | | | 75888 - Autres produits divers de gestion courante : | - | - | - |
| | | | | | 75888 - Refacturation taxes foncières | 954 800,00 | 954 800,00 | 900 000,00 |
| 68 - DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS, AUX DEPRECIATIONS ET AUX PROVISIONS (semi-budgétaires) | | - | 3 088 116,98 | - | 75888 - Autres | 476 064,00 | 476 064,00 | 80 000,00 |
| 6815 - Dotations aux provisions pour risques et charges de fonctionnement - Provisions pour indemnisation CET agents Régie | | - | 146 620,50 | - | 75888 - Refacturation remorquage militaire | - | - | - |
| 6817 - Dotations aux dépréciations actifs circulants | | | 941 496,48 | - | 76 - PRODUITS FINANCIERS | - | - | - |
| 6865 - Dotations aux provisions pour risques et charges financiers - déficit exploitation Régie 2024 | | | 2 000 000,00 | - | 77 - PRODUITS SPECIFIQUES | - | 64 000,00 | - |
| 6865 - Dotations aux provisions pour risques et charges financiers - Provisions pour indemnité Pont Colbert (navettes+commerçants) | | | - | - | 773 - Mandats annulés (sur exercices antérieurs) ou atteints par la déchéance quadriennale | - | 64 000,00 | - |
| | | | | | 775 - Produits des cessions d'immobilisation | - | - | - |
| 042 - OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SECTIONS | | 5 600 000,00 | 5 600 000,00 | 6 000 000,00 | 7761 - Différences sur réalisation (négatives) reprises au compte de résultat | | | |
| 675 - Valeurs comptables des immobilisations cédée | | | | | 78 - REPRISES SUR AMORTISSEMENTS, DÉPRÉCIATIONS ET PROVISIONS (semi-budgétaires) | - | 2 955 557,00 | - |
| 6761 - Différences sur réalisations (positives) transférées en investissement | | | | | 7815 - Reprises sur provisions pour risques et charges fonctionnement courant (ferme aquacole+indemnités commerçants) | | 39 157,00 | - |
| 6811 - Dotations aux amortissements des immobilisations incorporelles et corporelles | | 5 600 000,00 | 5 600 000,00 | 6 000 000,00 | 7865 - Reprises sur provisions pour risques et charges financiers (subv° équilibre 2023 et 2024 Régie) | | 2 916 400,00 | - |
| | | | | | 013 - ATTENUATION DE CHARGES (REMBOURSEMENT SALAIRES) | 40 000,00 | 75 000,00 | 40 000,00 |
| 023 - VIREMENT A LA SECTION D'INVESTISSEMENT | | 11 727 310,94 | 25 662 781,65 | 8 789 414,71 | 042 - OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SECTIONS | 1 235 000,00 | 1 235 000,00 | 1 265 000,00 |
| 023 - Virement à la section d'investissement | | 11 727 310,94 | 25 662 781,65 | 8 789 414,71 | 002 - SOLDE D'EXECUTION REPORTE | - | 9 307 000,85 | - |
| TOTAL Dépense de Fonctionnement | | 42 879 191,17 | 63 432 641,46 | 35 259 926,04 | TOTAL Recette de Fonctionnement | 42 879 191,17 | 63 432 641,46 | 35 259 926,04 |

**TABLEAU DE SYNTHÈSE DU BUDGET ANNEXE
REGIE DE GESTION DES OUTILS DE MISE A SEC DU PORT DE CHERBOURG
Budget Primitif 2025 - Comité Syndical du 17 décembre 2024**

Section de fonctionnement

montant en €

| Dépenses | Budget voté 2024 | BP + BS + DM total CP 2024 | BP 2025 | Recettes | Budget voté 2024 | BP + BS + DM total CP 2024 | BP 2025 |
|--|---------------------|-------------------------------|---------------------|---|---------------------|-------------------------------|---------------------|
| 011 - Charges à caractère général | 230 100,00 € | 252 795,47 € | 220 090,00 € | 70 - Ventes de produits fabriqués, prestations de services, marchandises | 157 100,00 € | 181 100,00 € | 166 000,00 € |
| 6135 Locations mobilières | 210 000,00 € | 215 000,00 € | 200 000,00 € | 706 - Prestations de services | 147 100,00 € | 169 100,00 € | 155 000,00 € |
| 618 Prestataire CMO | 20 000,00 € | 37 695,47 € | 20 000,00 € | levage, manutention, sortie de l'eau, mise à l'eau | 147 100,00 € | 169 100,00 € | 155 000,00 € |
| 627 -frais bancaires | 100,00 € | 100,00 € | 90,00 € | | | | |
| | | | | 7083 - Locations diverses | 10 000,00 € | 12 000,00 € | 11 000,00 € |
| 012 - Charges de personnel, frais assimilés | 120 000,00 € | 186 000,00 € | 157 900,00 € | Location tour mobile, location de conteneurs | 10 000,00 € | 12 000,00 € | 11 000,00 € |
| 6215 - Personnel affecté par la collectivité de rattachement | 120 000,00 € | 186 000,00 € | 157 900,00 € | 7084 - Mise à disposition de personnel facturée | | | |
| 65 - Autres charges de gestion courante | - € | 5,00 € | 10,00 € | 75 - Autres produits de gestion courante | 200 000,00 € | 295 225,36 € | 215 000,00 € |
| 6541 - Créances admises en non-valeur | | | | 7541 - Redevance de stationnement | 200 000,00 € | 295 225,36 € | 215 000,00 € |
| 6588 - Autres charges diverses de gestion courante | | 5,00 € | 10,00 € | | | | |
| 67 - Charges exceptionnelles | 5 000,00 € | 5 000,00 € | - € | 77 - Produits exceptionnels | - € | - € | - € |
| 673 - Titres annulés sur exercices antérieurs | 5 000,00 € | 5 000,00 € | | recouvrement suite admission en non valeur, mandats annulés sur exercices antérieurs... | | | |
| 68 - Dotations aux provisions et aux dépréciations (semi-budgét.) | - € | 20 304,53 € | - € | | | | |
| 6817 Dot. dépréc. actifs circulants | | 20 304,53 € | | | | | |
| 69 - Impôts sur les bénéfices et assimilés | 2 000,00 € | - € | 3 000,00 € | 002 - Résultat de fonctionnement reporté | - € | - € | - € |
| 6951 - Impôts sur les bénéfices | 2 000,00 € | - € | 3 000,00 € | | | | |
| 002 - Résultat de fonctionnement reporté | - € | 12 220,36 € | - € | 013 - Atténuation de charges | - € | - € | - € |
| déficit de fonctionnement 2022 | | 12 220,36 € | | 699 - Produits - Reports arrière des déficits | | | |
| TOTAL Dépense de Fonctionnement | 357 100,00 € | 476 325,36 € | 381 000,00 € | TOTAL Recette de Fonctionnement | 357 100,00 € | 476 325,36 € | 381 000,00 € |

N° : 24-246

Accusé de réception en préfecture
014-200006096-20241217-24-246-DE
Date de télétransmission : 21/12/2024
Date de réception préfecture : 21/12/2024

DELIBERATION
DU COMITE SYNDICAL DU SYNDICAT MIXTE REGIONAL
DES PORTS DE CAEN-OUISTREHAM
CHERBOURG ET DIEPPE

**CONVENTION REGION ET DEPARTEMENT DE LA MANCHE -
ACTUALISATION DES DONNEES ET DES PREVISIONS
(EMPRUNT BEI ET CDC)**

Réunion du Mardi 17 décembre 2024

LE COMITE SYNDICAL DU SYNDICAT MIXTE REGIONAL DES PORTS DE CAEN-OUISTREHAM, CHERBOURG ET DIEPPE EST REUNI
LE MARDI 17 DECEMBRE 2024 A 10H AU SIEGE DE PORTS DE NORMANDIE 3 RUE RENE CASSIN 14280 SAINT-CONTEST
SOUS LA PRESIDENCE DE MONSIEUR JEAN MORIN.

SONT PRESENTS : Jean-François BLOC ; Philippe CHAPRON ; Michel FRICOUT ; Sophia HABIBI-NOORI ;
Quentin LAGALLARDE ; Gilles LELONG ; Marc MILLET ; Jean MORIN ; Valérie NOUVEL ; Bastien RECHER ;
Pierre VOGT ; Ludwig WILLAUME.

Monsieur Gilles LELONG ne prend pas part au vote (*les deux délégués titulaires représentant le Département de la Manche sont présents*).

Monsieur Nicolas JOYAU a donné pouvoir à Monsieur MARC MILLET.
Monsieur Alain BAZILLE a donné pouvoir à Monsieur Michel FRICOUT.

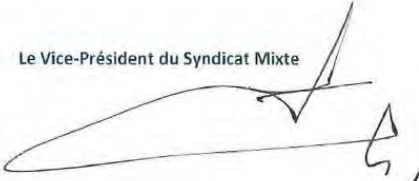
VOTANTS:13 POUR:12 CONTRE:0 ABSTENTION:1(P.CHAPRON)

- VU** le Code général des collectivités territoriales ;
VU la délibération n°14-046 du 17 avril 2014 portant adoption de la convention de financement des infrastructures d'accueil des EMR et de l'extension en grande rade du port de Cherbourg ;
VU la délibération n°16-072 du 4 juillet 2016 portant adoption de l'avenant n°1 à la convention ;
VU la délibération n°22-232 du 15 décembre 2022 portant adoption de l'avenant n°2 à la convention ;
VU le rapport de Monsieur le Président du Syndicat Mixte ;

LE COMITE SYNDICAL DECIDE A LA MAJORITE :

- d'adopter la mise à jour des éléments figurant en annexe à la présente délibération.

Publié sur le site Internet :
20 décembre 2024

Le Vice-Président du Syndicat Mixte

Jean MORIN

La présente délibération est susceptible de faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de CAEN, dans le délai de deux mois à compter de la date à laquelle elle est exécutoire. Ce recours contentieux peut être précédé, dans ce délai, d'un recours gracieux auprès du Président de Ports de Normandie. Cette procédure prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivants la réponse au recours gracieux. Le Tribunal Administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérécurrs citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Annexe 1 : Tableau prévisionnel des annuités et des participations

Tableau prévisionnel des annuités et des participations (en milliers d'euros HT) covering years from 2012 to 2025, including rows for 'Opérations d'investissement BEI / CDC (Dépenses)', 'Financement des opérations d'investissement (Ressources)', and 'Répartition du remboursement de l'emprunt BEI / CDC'.

Annexe 3 :
Opérations de Cherbourg
Contributions prévisionnelles des collectivités pour le remboursement des emprunts BEI / CDC
Montant prévisionnel remboursement des recettes EMR par Ports de Normandie en N+1 après vote du compte administratif

| | Annuités des emprunts EMR | Participation Région | Participation CD50 | Recettes EMR | Participation Région | Participation CD50 |
|------|------------------------------|-------------------------|-----------------------|--------------|-------------------------|-----------------------|
| 2014 | 719 | 431 | 288 | | | |
| 2015 | 1 256 | 754 | 502 | | | |
| 2016 | 1 463 | 878 | 585 | | | |
| 2017 | 1 747 | 1 048 | 699 | 55 | 33 | 22 |
| 2018 | 2 220 | 1 332 | 888 | 68 | 41 | 27 |
| 2019 | 3 002 | 1 801 | 1 201 | 282 | 169 | 113 |
| 2020 | 3 738 | 2 243 | 1 495 | 482 | 289 | 193 |
| 2021 | 3 695 | 2 217 | 1 478 | 1 129 | 678 | 452 |
| 2022 | 3 685 | 2 211 | 1 474 | 2 538 | 1 523 | 1 015 |
| 2023 | 3 807 | 2 284 | 1 523 | 2 262 | 1 357 | 905 |
| 2024 | 3 925 | 2 355 | 1 570 | 3 298 | 1 979 | 1 319 |
| 2025 | 3 898 | 2 339 | 1 559 | 3 072 | 1 843 | 1 229 |
| 2026 | 3 870 | 2 322 | 1 548 | 2 255 | 1 353 | 902 |
| 2027 | 3 843 | 2 306 | 1 537 | 2 270 | 1 362 | 908 |
| 2028 | 3 816 | 2 290 | 1 526 | 8 202 | 4 921 | 3 281 |
| 2029 | 3 789 | 2 273 | 1 515 | 8 232 | 4 939 | 3 293 |
| 2030 | 3 762 | 2 257 | 1 505 | 8 613 | 5 168 | 3 445 |
| 2031 | 3 734 | 2 241 | 1 494 | 8 645 | 5 187 | 3 458 |
| 2032 | 3 707 | 2 224 | 1 483 | 2 677 | 1 606 | 1 071 |
| 2033 | 3 680 | 2 208 | 1 472 | 2 711 | 1 626 | 1 084 |
| 2034 | 3 653 | 2 192 | 1 461 | 2 745 | 1 647 | 1 098 |
| 2035 | 3 626 | 2 175 | 1 450 | 3 130 | 1 878 | 1 252 |
| 2036 | 3 598 | 2 159 | 1 439 | 3 166 | 1 899 | 1 266 |
| 2037 | 3 571 | 2 143 | 1 428 | 2 731 | 1 639 | 1 092 |
| 2038 | 3 544 | 2 126 | 1 418 | 1 812 | 1 087 | 725 |
| 2039 | 3 037 | 1 822 | 1 215 | 1 836 | 1 102 | 734 |
| 2040 | 2 104 | 1 263 | 842 | 2 212 | 1 327 | 885 |
| 2041 | 1 056 | 634 | 422 | 1 439 | 863 | 576 |
| 2042 | | | | 1 458 | 875 | 583 |
| 2043 | | | | 1 479 | 887 | 591 |
| 2044 | | | | 1 500 | 900 | 600 |
| 2045 | | | | 1 523 | 914 | 609 |
| 2046 | | | | 1 546 | 928 | 618 |
| 2047 | | | | 1 571 | 943 | 628 |
| 2048 | | | | 1 597 | 958 | 639 |
| 2049 | | | | 1 624 | 975 | 650 |

Annexe 3 bis :
Opérations de Caen Ouistreham
Contribution prévisionnelle de la Région pour le remboursement de
l'emprunt BEI

Montants en k€

| | Annuités des emprunts EMR | Participation Région | Participation Ports de Normandie |
|------|----------------------------------|-----------------------------|---|
| 2014 | | | |
| 2015 | | | |
| 2016 | 203 | 122 | 81 |
| 2017 | 203 | 122 | 81 |
| 2018 | 203 | 122 | 81 |
| 2019 | 658 | 395 | 263 |
| 2020 | 658 | 395 | 263 |
| 2021 | 658 | 395 | 263 |
| 2022 | 658 | 395 | 263 |
| 2023 | 658 | 395 | 263 |
| 2024 | 658 | 395 | 263 |
| 2025 | 658 | 395 | 263 |
| 2026 | 658 | 395 | 263 |
| 2027 | 658 | 395 | 263 |
| 2028 | 658 | 395 | 263 |
| 2029 | 658 | 395 | 263 |
| 2030 | 658 | 395 | 263 |
| 2031 | 658 | 395 | 263 |
| 2032 | 658 | 395 | 263 |
| 2033 | 658 | 395 | 263 |
| 2034 | 658 | 395 | 263 |
| 2035 | 658 | 395 | 263 |
| 2036 | 658 | 395 | 263 |
| 2037 | 658 | 395 | 263 |
| 2038 | 658 | 395 | 263 |
| 2039 | 658 | 395 | 263 |
| 2040 | 658 | 395 | 263 |
| 2041 | | | |
| 2042 | | | |



Annexe 4 : Recettes EMR attachées aux opérations de Cherbourg

EN ROUGE LES AOT NON EN VIGUEUR AU 13/11/2024

Montants en k€

| | | Tarifs AOT | | | | | | | | |
|--|---|-----------------------------------|------------|------------|--------------|---------|----------------|-----------------------|---|--|
| Locataires | | | début | fin | surface (ha) | loyer | plafond (info) | Recette annuelle (k€) | | |
| LM Wind Power - SHEMA | AOT 50 602 21 20 - SHEMA secteur I | usine pales | 01/01/2020 | 31/12/2040 | 12,59 | 5,36 € | | 675 | prix certain | |
| LM Wind Power | AOT 50 602 22 25 | stockage de pales | 01/01/2025 | 31/08/2037 | 19,46 | 5,00 € | | 973 | prix variable selon années | |
| LM Wind Power | AOT 50 602 20 05 | stockage de pales (temporaire) | 31/05/2021 | 30/04/2023 | 1,11 | 5,08 € | | 56 | échue | |
| Sodranord | AOT 50 602 21 12 | logistique parc Saint-Brieuc | 05/09/2021 | 31/12/2022 | 0,90 | 5,08 € | | 46 | échue | |
| Sodranord | AOT 50 602 21 01 | logistique parc Saint-Brieuc | 01/02/2021 | 16/11/2023 | 5,05 | 5,15 € | | 245 | échue | |
| Sodranord | AOT 50 602 21 01 | idem bord à quai | 01/02/2021 | 16/11/2023 | 0,79 | 10,30 € | | 75 | échue | |
| Boskalis | AOT 50 602 21 19 | Logistique parc Fécamp | 02/01/2022 | 31/12/2022 | 5,95 | 5,08 € | | 273 | échue | |
| SIEMENS GAMESA RENEWABLE ENERGY S.A.S | AOT 50 602 22 02 (avt 1) | Logistique Fécamp | 01/08/2022 | 17/01/2025 | 0,37 | 15,13 € | | 56 | ok liquidé 2024 | |
| EOLIENNES OFFSHORE DES HAUTES FALAISES | AOT 50 602 21 18 | Hub 1 | 17/01/2022 | 16/01/2025 | 14,80 | 6,20 € | | 918 | Prix sup si inf à 3ans (8€) | |
| ORANO - SHEMA | AOT 50 602 21 21 - SHEMA secteur II | Usine assemblage | 05/05/2017 | 31/12/2040 | 3,00 | 6,01 € | | 180 | révis° ind BT01 (1er janv) | |
| SAIPEM - Zone A1 | AOT 50 602 21 16 | Fondation Courselles sur mer | 20/10/2021 | 31/12/2025 | 7,000 | 6,65 € | | 466 | mention pas de révision | |
| SAIPEM - Zone A2 | AOT 50 602 21 16 | Fondation Courselles sur mer | 01/01/2025 | 31/12/2025 | 2,00 | 6,79 € | | 33 | tarif 2025 OK | |
| SAIPEM - Zone B1 | AOT 50 602 21 16 | Fondation Courselles sur mer | 01/07/2023 | 31/12/2025 | 0,357 | 8,65 € | | 31 | mention pas de révision | |
| SAIPEM - Zone B2 | AOT 50 602 21 16 | Fondation Courselles sur mer | 01/10/2023 | 31/12/2025 | 0,661 | 8,65 € | | 57 | mention pas de révision | |
| EDF centre Manche 1 | non connu à ce jour | Hub d'assemblage | 01/01/2029 | 31/12/2032 | 40,00 | 15,00 € | | 6 000 | pas d'AOT au 230724 | |
| OEM hydrolien | | Lot 1 | 01/01/2030 | 01/01/2050 | 7,00 | 5,00 € | 10,00 | 350 | prix à confirmer | |
| OEM hydrolien | | Lot 2 | 01/01/2035 | 01/01/2055 | 7,00 | 5,00 € | 10,00 | 350 | hypothèse | |
| OEM hydrolien | | Lot 3 | 01/01/2040 | 01/01/2060 | 7,00 | 5,00 € | 10,00 | 350 | hypothèse | |
| Asso.Subsea | AOT 50 129 22 27 | | 01/07/2022 | 31/12/2025 | 0,36 | 5,55 € | | 20 | tarifs 2024 et 25 OK | |
| EOLIENNES OFFSHORE DES HAUTES FALAISES | COT 50 602 23 02 | TP Cover (TP des Flamands) | 01/05/2023 | 31/12/2023 | 0,10 | 8,75 € | | 5 | échue | |
| EOLIENNES OFFSHORE DES HAUTES FALAISES | COT 50 602 23 02 | TP Cover (TP des Flamands) | 01/01/2024 | 31/01/2024 | 0,05 | 8,75 € | | ,371 | échue - Ok liquidé 2024 | |
| DEME OFFSHORE BE | COT 50 602 23 15 | zone de stockage | 01/03/2024 | 28/02/2025 | 6,30 | 5,23 € | | 275 | | |
| DEME OFFSHORE BE | COT 50 602 23 15 | zone le long des quais fondations | 15/04/2024 | 31/01/2025 | 0,72 | 10,46 € | | 54 | 8400m² dans délib 23-004 | |
| DEME | non connu à ce jour | Foncier pour les Jackets | 01/01/2025 | 31/01/2026 | 6,30 | 5,31 € | | 335 | | |
| DEME | non connu à ce jour | quai pour les Jackets | 01/01/2025 | 31/01/2026 | 1,00 | 10,62 € | | 106 | | |
| DEME-fonds marin | COT 50 602 23 17 | | 15/04/2023 | 15/09/2025 | 0,12 | 15,00 € | | 18 | attendre 2025 - escale navire | |
| Cherbourg Manutention | COT 50 602 23 13 | stockage quai des Flamands | 01/10/2023 | 30/11/2023 | 0,15 | 5,15 € | | 1 | échue | |
| Cherbourg Manutention | COT 50 602 23 13* | stockage quai des Flamands | 01/12/2023 | 02/07/2024 | 0,15 | 9,64 € | | 8 | dec 23 sur 2024 | |
| Cherbourg Manutention | COT 50 602 23 19 | stockage quai des Flamands | 01/08/2023 | 29/11/2023 | 0,20 | 5,15 € | | 3 | échue | |
| Cherbourg Manutention | COT 50 602 23 03 | stockage quai des Flamands | 22/03/2023 | 01/10/2023 | 0,05 | 5,15 € | | 3 | échue | |
| LM WIND POWER BLADES FRANCE | COT 50 602 24 02 | | 17/01/2024 | 25/02/2024 | 0,50 | 9,64 € | | 5 | échue - Ok liquidé 2024 | |
| LM WIND POWER BLADES FRANCE | COT 50 602 24 03 | | 31/01/2024 | 29/02/2024 | 0,28 | 9,64 € | | 2 | échue - Ok liquidé 2024 | |
| Agence Maritime Cherbourg | COT 50 602 23 16 | | 22/11/2023 | 06/12/2023 | 0,05 | 5,40 € | | ,11 | | |
| Cherbourg Manutention | COT 50 602 24 07 | | 28/02/2024 | 31/03/2024 | 0,24 | 19,54 € | | 4 | échue - Ok liquidé 2024 | |
| Cherbourg Manutention | COT 50 602 24 08 | | 01/03/2024 | 30/06/2024 | 0,12 | 9,64 € | | 4 | échue - Ok liquidé 2024 | |
| Cherbourg Manutention | COT 50 602 24 08 | | 01/07/2024 | 31/07/2024 | 0,12 | 9,64 € | | 1 | échue - Ok liquidé 2024 | |
| Cherbourg Manutention | COT 50 602 24 09 | | 22/03/2024 | 26/04/2024 | 0,15 | 9,64 € | | 1 | échue - Ok liquidé 2024 | |
| LM WIND POWER BLADES FRANCE | COT 50 602 24 10 | | 01/03/2024 | 30/04/2024 | 0,61 | 9,64 € | | 10 | échue - Ok liquidé 2024 | |
| LM WIND POWER BLADES FRANCE | COT 50 602 24 16 | | 20/05/2024 | 31/07/2024 | 0,76 | 9,64 € | | 15 | échue - Ok liquidé 2024 | |
| LM WIND POWER BLADES FRANCE | COT 50 602 24 17 | | 01/05/2024 | 15/05/2024 | 0,61 | 9,64 € | | 2 | échue - Ok liquidé 2024 | |
| LM WIND POWER BLADES FRANCE | COT 50 602 24 17* | | 16/05/2024 | 31/10/2024 | 0,79 | 9,64 € | | 35 | échue - Ok liquidé 2024 | |
| Westmar | COT 50 602 24 18 | | 12/04/2024 | 15/05/2024 | 0,09 | 19,54 € | | 2 | échue - Ok liquidé 2024 | |
| LM WIND POWER BLADES FRANCE | COT 50 602 24 21 | | 27/06/2024 | 31/10/2024 | 4,50 | 9,64 € | | 151 | échue - Ok liquidé 2024 | |
| Hydroquest | seul le protocole réservation est signé | | 01/09/2024 | 31/12/2027 | 1,60 | 6,65 € | | 35 | hypothèse COT non faite mais tarifs fixés | |
| Cherbourg Manutention | COT 50 602 24 29 | | 21/10/2024 | 31/10/2024 | 0,12 | 9,64 € | | ,348 | échue - Ok liquidé 2024 | |
| EOLIENNES OFFSHORE DES HAUTES FALAISES | COT 50 602 24 06 | | 01/02/2024 | 30/04/2024 | 0,10 | 9,64 € | | 2 | échue - Ok liquidé 2024 | |

Annexe 4 : Recettes EMR attachées aux opérations de Cherbourg

| REDEVANCES EMR | | TOTAL | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2026 | 2027 | 2028 | 2029 | 2030 | 2031 | 2032 | 2033 | 2034 | 2035 | 2036 | 2037 | 2038 | 2039 | 2040 | 2041 | 2042 | 2043 | 2044 | 2045 | 2046 | 2047 | 2048 | 2049 | 2050 | | | |
|--|--|---------------|-----------|-----------|------------|------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|------------|-----|-----|--|
| usine pales | AOT 50 602 21 20 - SHEMA secteur I | 14 790 | | | | 445 | 599 | 638 | 669 | 675 | 682 | 689 | 695 | 702 | 709 | 716 | 724 | 731 | 738 | 746 | 753 | 761 | 768 | 776 | 784 | 791 | | | | | | | | | | | | | |
| stockage de pales | AOT 50 602 22 25 | 16 738 | | | | | | | | | 1 128 | 1 268 | 1 281 | 1 293 | 1 306 | 1 319 | 1 333 | 1 346 | 1 359 | 1 373 | 1 387 | 1 401 | 943 | | | | | | | | | | | | | | | | |
| stockage de pales (temporaire) | AOT 50 602 20 05 | 107 | | | | | 33 | 55 | 18 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| logistique parc Saint-Brieuc | AOT 50 602 21 12 (ZONES D et E) | 60 | | | | | 15 | 46 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| logistique parc Saint-Brieuc | AOT 50 602 21 01 (ZONES A B) | 665 | | | | | 261 | 160 | 244 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| idem bord à quai | AOT 50 602 21 01 (ZONE C) | 128 | | | | | | 52 | 76 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Logistique parc Fécamp | AOT 50 602 21 19 | 273 | | | | | | 273 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Logistique Fécamp | AOT 50 602 22 02 (avt 1) | 119 | | | | | | 20 | 41 | 56 | 3 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Hub 1 | AOT 50 602 21 18 | 2 606 | | | | | | 771 | 918 | 918 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Usine assemblage | AOT 50 602 21 21 - SHEMA secteur II | 9 492 | | | 282 | 37 | 150 | 161 | 176 | 180 | 183 | 187 | 196 | 206 | 216 | 227 | 239 | 251 | 263 | 276 | 290 | 305 | 320 | 336 | 353 | 370 | 389 | 408 | 429 | 450 | 473 | 496 | 521 | 547 | 574 | | | | |
| SAIPEM - Zone A1 | AOT 50 602 21 16 | 1 717 | | | | | 71 | 354 | 89 | 737 | 466 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| SAIPEM - Zone A2 | AOT 50 602 21 16 | 33 | | | | | | | | | 33 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| SAIPEM - Zone B1 | AOT 50 602 21 16 | 70 | | | | | | | | 39 | 31 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| SAIPEM - Zone B2 | AOT 50 602 21 16 | 123 | | | | | | | | 66 | 57 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| EDF centre Manche 1 | non connu à ce jour | 24 000 | | | | | | | | | | | | 6 000 | 6 000 | 6 000 | 6 000 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Open Hydro | | 124 | 55 | 68 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| OEM hydrolien | Lot 1 | 7 350 | | | | | | | | | | | | | | 350 | 350 | 350 | 350 | 350 | 350 | 350 | 350 | 350 | 350 | 350 | 350 | 350 | 350 | 350 | 350 | 350 | 350 | 350 | 350 | 350 | 350 | | |
| OEM hydrolien | Lot 2 | 5 250 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | 350 | 350 | 350 | 350 | 350 | 350 | 350 | 350 | 350 | 350 | 350 | 350 | 350 | 350 | 350 | 350 | 350 | | |
| OEM hydrolien | Lot 3 | 3 500 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | 350 | 350 | 350 | 350 | 350 | 350 | 350 | 350 | 350 | 350 | 350 | 350 | 350 | 350 | 350 | 350 | 350 | |
| Asso.Subsea | AOT 50 129 22 27 | 68 | | | | | | 9 | 19 | 20 | 20 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| EOLIENNES OFFSHORE DES HAUTES FALAISES | COT 50 602 23 02 | 5 | | | | | | | 5 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| EOLIENNES OFFSHORE DES HAUTES FALAISES | COT 50 602 23 02 | | | | | | | | | 3,706 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| DEME OFFSHORE BE | COT 50 602 23 15 | 275 | | | | | | | | 275 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| DEME OFFSHORE BE | COT 50 602 23 15 | 60 | | | | | | | | 54 | 6 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| DEME | non connu à ce jour | 335 | | | | | | | | | 335 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| DEME | non connu à ce jour | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| DEME-fonds marin | COT 50 602 23 17 | 18 | | | | | | | | | 18 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Cherbourg Manutention | COT 50 602 23 13 | 1 | | | | | | | 1 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Cherbourg Manutention | COT 50 602 23 13* | 8 | | | | | | | | 8 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Cherbourg Manutention | COT 50 602 23 19 | 3 | | | | | | | 3 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Cherbourg Manutention | COT 50 602 23 03 | 3 | | | | | | | 3 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| LM WIND POWER BLADES FRANCE | COT 50 602 24 02 | 5 | | | | | | | | 5,37 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| LM WIND POWER BLADES FRANCE | COT 50 602 24 03 | 2 | | | | | | | | 2,18 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Agence Maritime Cherbourg | COT 50 602 23 16 | ,1110 | | | | | | | | ,111 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Cherbourg Manutention | COT 50 602 24 07 | 4 | | | | | | | | 4 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Cherbourg Manutention | COT 50 602 24 08 | 4 | | | | | | | | 4 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Cherbourg Manutention | COT 50 602 24 08 | 1 | | | | | | | | 1 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Cherbourg Manutention | COT 50 602 24 09 | 1 | | | | | | | | 1 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| LM WIND POWER BLADES FRANCE | COT 50 602 24 10 | 10 | | | | | | | | 10 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| LM WIND POWER BLADES FRANCE | COT 50 602 24 16 | 15 | | | | | | | | 15 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| LM WIND POWER BLADES FRANCE | COT 50 602 24 17 | 2 | | | | | | | | 2 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| LM WIND POWER BLADES FRANCE | COT 50 602 24 17* | 35 | | | | | | | | 35 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Westmar | COT 50 602 24 18 | 2 | | | | | | | | 2 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| LM WIND POWER BLADES FRANCE | COT 50 602 24 21 | 151 | | | | | | | | 151 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Hydroquest | seul le protocole réservation est signé | 353 | | | | | | | | 35 | 109 | 111 | 97 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Cherbourg Manutention | COT 50 602 24 29 | ,348 | | | | | | | | ,348 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| EOLIENNES OFFSHORE DES HAUTES FALAISES | COT 50 602 24 06 | 2 | | | | | | | | 2 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| TOTAL | | 88 510 | 55 | 68 | 282 | 482 | 1 129 | 2 538 | 2 262 | 3 298 | 3 072 | 2 255 | 2 270 | 8 202 | 8 232 | 8 613 | 8 645 | 2 677 | 2 711 | 2 745 | 3 130 | 3 166 | 2 731 | 1 812 | 1 836 | 2 212 | 1 439 | 1 458 | 1 479 | 1 500 | 1 523 | 1 546 | 1 571 | 1 597 | 1 624 | 350 | | | |

N° : 24-247

Accusé de réception en préfecture
014-200006096-20241217-24-247-DE
Date de télétransmission : 21/12/2024
Date de réception préfecture : 21/12/2024

**DELIBERATION
DU COMITE SYNDICAL DU SYNDICAT MIXTE REGIONAL
DES PORTS DE CAEN-OUISTREHAM
CHERBOURG ET DIEPPE**

TABLEAU DES EFFECTIFS

Réunion du Mardi 17 décembre 2024

LE COMITE SYNDICAL DU SYNDICAT MIXTE REGIONAL DES PORTS DE CAEN-OUISTREHAM, CHERBOURG ET DIEPPE EST REUNI
LE MARDI 17 DECEMBRE 2024 A 10H AU SIEGE DE PORTS DE NORMANDIE 3 RUE RENE CASSIN 14280 SAINT-CONTEST
SOUS LA PRESIDENCE DE MONSIEUR JEAN MORIN.

SONT PRESENTS : Jean-François BLOC ; Philippe CHAPRON ; Michel FRICOUT ; Sophia HABIBI-NOORI ;
Quentin LAGALLARDE ; Gilles LELONG ; Marc MILLET ; Jean MORIN ; Valérie NOUVEL ; Bastien RECHER ;
Pierre VOGT ; Ludwig WILLAUME.

Monsieur Gilles LELONG ne prend pas part au vote (*les deux délégués titulaires représentant le Département de la Manche sont présents*).

Monsieur Nicolas JOYAU a donné pouvoir à Monsieur MARC MILLET.
Monsieur Alain BAZILLE a donné pouvoir à Monsieur Michel FRICOUT.

VOTANTS:13 POUR:13 CONTRE:0 ABSTENTION:0

VU le Code général des collectivités territoriales ;

VU le rapport de Monsieur le Président du Syndicat Mixte ;

CONSIDERANT l'avis favorable du Comité Social Territorial réuni le 12 décembre 2024,

LE COMITE SYNDICAL DECIDE A L'UNANIMITE :

- d'adopter le tableau des effectifs tel que joint en annexe de la présente délibération.

Publié sur le site Internet :
20 décembre 2024

Le Vice-Président du Syndicat Mixte



Jean MORIN

La présente délibération est susceptible de faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de CAEN, dans le délai de deux mois à compter de la date à laquelle elle est exécutoire. Ce recours contentieux peut être précédé, dans ce délai, d'un recours gracieux auprès du Président de Ports de Normandie. Cette procédure prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivants la réponse au recours gracieux. Le Tribunal Administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

N° : 24-248

Accusé de réception en préfecture
014-200006096-20241217-24-248-DE
Date de télétransmission : 21/12/2024
Date de réception préfecture : 21/12/2024

DELIBERATION
DU COMITE SYNDICAL DU SYNDICAT MIXTE REGIONAL
DES PORTS DE CAEN-OUISTREHAM
CHERBOURG ET DIEPPE

LIGNES DIRECTRICES DE GESTION

Réunion du Mardi 17 décembre 2024

LE COMITE SYNDICAL DU SYNDICAT MIXTE REGIONAL DES PORTS DE CAEN-OUISTREHAM, CHERBOURG ET DIEPPE EST REUNI
LE MARDI 17 DECEMBRE 2024 A 10H AU SIEGE DE PORTS DE NORMANDIE 3 RUE RENE CASSIN 14280 SAINT-CONTEST
SOUS LA PRESIDENCE DE MONSIEUR JEAN MORIN.

SONT PRESENTS : Jean-François BLOC ; Philippe CHAPRON ; Michel FRICOUT ; Sophia HABIBI-NOORI ;
Quentin LAGALLARDE ; Gilles LELONG ; Marc MILLET ; Jean MORIN ; Valérie NOUVEL ; Bastien RECHER ;
Pierre VOGT ; Ludwig WILLAUME.

Monsieur Gilles LELONG ne prend pas part au vote (*les deux délégués titulaires représentant le Département de la Manche sont présents*).

Monsieur Nicolas JOYAU a donné pouvoir à Monsieur MARC MILLET.
Monsieur Alain BAZILLE a donné pouvoir à Monsieur Michel FRICOUT.

VOTANTS:13 POUR:13 CONTRE:0 ABSTENTION:0

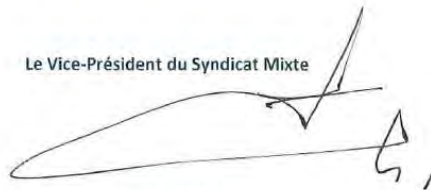
VU le Code général des collectivités territoriales ;
VU le Code général de la fonction publique et notamment les articles L 413-1 à L 413-7 ;
VU le rapport de Monsieur le Président du Syndicat Mixte ;
CONSIDERANT l'avis favorable du Comité Social Territorial réuni le 12 décembre 2024,

LE COMITE SYNDICAL DECIDE A L'UNANIMITE :

- d'adopter l'ensemble des mesures présentées ;
- de modifier en conséquence les Lignes Directrices de Gestion conformément au document joint en annexe à la présente délibération.

Publié sur le site Internet :
20 décembre 2024

Le Vice-Président du Syndicat Mixte



Jean MORIN

La présente délibération est susceptible de faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de CAEN, dans le délai de deux mois à compter de la date à laquelle elle est exécutoire. Ce recours contentieux peut être précédé, dans ce délai, d'un recours gracieux auprès du Président de Ports de Normandie. Cette procédure prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivants la réponse au recours gracieux. Le Tribunal Administratif peut être saisi par l'application informatique « Télécours citoyens » accessible par le site internet www.telercours.fr.



Accusé de réception en préfecture
014-200006096-20241217-24-248-DE
Date de télétransmission : 21/12/2024
Date de réception préfecture : 21/12/2024

Lignes Directrices De Gestion

12/12/2024

L'une des innovations de la [loi n° 2019-828 du 6 août 2019](#) dite de transformation de la Fonction Publique consiste en l'obligation pour toutes les collectivités territoriales **de définir des Lignes Directrices de Gestion (LDG)**.

Le [décret n°2019-1265 du 29 novembre 2019](#) et les [articles L413-1 et suivants](#) du code général de la fonction publique définissent le rôle et les modalités de mise en œuvre de cet outil de gestion des Ressources Humaines.

Une ligne directrice peut se définir comme un système de gestion interne obligatoire pris par l'autorité territoriale, après avis du Comité Social Territorial, qui rend explicites, transparents et applicables à tous les agents d'une même collectivité, des critères objectifs afin de permettre leur promotion (*avancement de grade, promotion interne ...*) ou de valoriser leur parcours (*mobilité interne, formation ...*).

➤ **L'élaboration de LDG poursuit les objectifs suivants :**

1. Renouveler l'organisation du dialogue social en passant d'une approche individuelle à une approche plus collective ;
2. Développer les leviers managériaux pour une action publique plus réactive et plus efficace ;
3. Simplifier et garantir la transparence et l'équité du cadre de gestion des agents publics ;
4. Favoriser la mobilité et accompagner les transitions professionnelles des agents publics dans la fonction publique et le secteur privé ;
5. Renforcer l'égalité professionnelle dans la Fonction Publique.

➤ **Les lignes directrices de gestion visent à :**

1. Déterminer la stratégie pluriannuelle de pilotage des ressources humaines, notamment en matière de GPEEC ;
2. Fixer des orientations générales en matière de promotion et de valorisation des parcours professionnels. En effet, les CAP n'examinent plus les décisions en matière d'avancement et de promotion depuis le 1^{er} janvier 2021 ;
3. Favoriser, en matière de recrutement, l'adaptation des compétences à l'évolution des missions et des métiers, la diversité des profils et la valorisation des parcours professionnels ainsi que l'égalité professionnelle entre les hommes et les femmes.

Elles constituent le document de référence pour la GRH de la collectivité. L'élaboration des LDG permet de formaliser la politique RH, de favoriser certaines orientations, de les afficher et d'anticiper les impacts prévisibles ou potentiels des mesures envisagées.

Portée juridique des LDG : un agent peut invoquer les LDG en cas de recours devant le tribunal administratif contre une décision individuelle qui ne lui serait pas favorable.

Il pourra également faire appel à un représentant syndical, désigné par l'organisation représentative de son choix (siégeant au Comité Social Territorial) pour l'assister dans l'exercice des recours administratifs contre une décision individuelle défavorable prise en matière d'avancement, de promotion ou de mutation.

A sa demande, les éléments relatifs à sa situation individuelle au regard de la réglementation en vigueur et des LDG lui sont communiqués.

L'Autorité territoriale met en œuvre les orientations en matière de promotion et de valorisation des parcours « *sans préjudice de son pouvoir d'appréciation* » en fonction des situations individuelles, des circonstances ou d'un motif d'intérêt général.

Sommaire

Accusé de réception en préfecture
014-200006096-20241217-24-248-DE
Date de télétransmission : 21/12/2024
Date de réception préfecture : 21/12/2024

| | |
|---|----|
| I- Etat des lieux..... | 4 |
| A – Des pratiques RH existantes..... | 4 |
| B – Des effectifs, des emplois et des compétences | 4 |
| 1) Les effectifs 2023..... | 4 |
| 2) Répartition par filière et par statut | 4 |
| 3) Répartition par catégorie | 5 |
| 4) Evolution professionnelle 2023..... | 5 |
| 5) Pyramide des âges..... | 5 |
| 6) Obligation d’emploi des personnes handicapées | 6 |
| II- La stratégie pluriannuelle de pilotage des Ressources Humaines..... | 6 |
| III- Promotion et valorisation des parcours professionnels | 7 |
| A – Valorisation des parcours professionnels | 7 |
| 3.1. Les critères d’avancement de grade | 7 |
| 3.2. La procédure d’avancement de grade | 8 |
| 3.3. Les rations d’avancement | 8 |
| 3.4. Gestion des agents contractuels | 9 |
| B - Régime Indemnitaire..... | 10 |
| C - Promotion interne..... | 10 |
| 1) Listes d’aptitude départementales | 10 |
| 2) Description de la procédure..... | 11 |
| 3) Critères de dépôt des dossiers par Ports de Normandie au Centre de Gestion | 11 |
| IV- Modalités de préparation et de nomination suite à concours | 12 |
| V- Actions en faveur de l’égalité femmes/hommes..... | 12 |
| A - Rappel des obligations..... | 12 |
| B - Actions à développer par Ports de Normandie..... | 13 |
| VI- Date d’effet et durée des Lignes Directrices de Gestion | 13 |

I- Etat des lieux

Accusé de réception en préfecture
014-200006096-20241217-24-248-DE
Date de télétransmission : 21/12/2024
Date de réception préfecture : 21/12/2024

A – Des pratiques RH existantes

A ce jour, Ports de Normandie a mis en place les documents suivants :

- Gestion budgétaire des Ressources Humaines :
 - Tableau des effectifs budgétaires ;
 - Suivi des mouvements du personnel ;

- Gestion de la carrière :
 - Pyramide des âges ;
 - Fiches de poste ;
 - Entretiens annuels d'évaluation professionnelle ;
 - Fiche d'évaluation de stagiaire pour la titularisation ;
 - Règlement Régime Indemnitaire ;
 - Cotation des postes par filière et par métiers ;
 - Ratios d'avancement de grade à 100% fixés par délibération ;
 - Commission « Ressources Humaines » avec définition des critères internes d'avancement de grade, dépôt de dossier de promotion interne...
 - Bilan social ;

- Organisation des règles de travail et de formation :
 - Règlement intérieur ;

- Gestion du recrutement :
 - Procédure de recrutement.

B – Des effectifs, des emplois et des compétences

1) Les effectifs 2024

Les effectifs de la collectivité :

| | Fonctionnaires | Contractuels permanents | Contractuels non permanents (publics/privés) |
|-----------|----------------|-------------------------|--|
| En nombre | 107 | 27 | 8* |
| En % | 75% | 19% | 6% |

*4 Ouvriers de Parcs et Ateliers, 2 apprentis et 2 accroissements temporaires

2) Répartition par filière et par statut

| Filières | Fonctionnaires | Contractuels droit public + droit privé (emplois aidés) |
|----------------|----------------|---|
| Administrative | 20% | 7% |
| Technique | 55% | 18% |

3) Répartition par catégorie

| Fonctionnaires et contractuels | En % |
|--------------------------------|------|
| Catégorie A | 18 |
| Catégorie B | 30 |
| Catégorie C | 52 |

4) Evolution professionnelle 2024

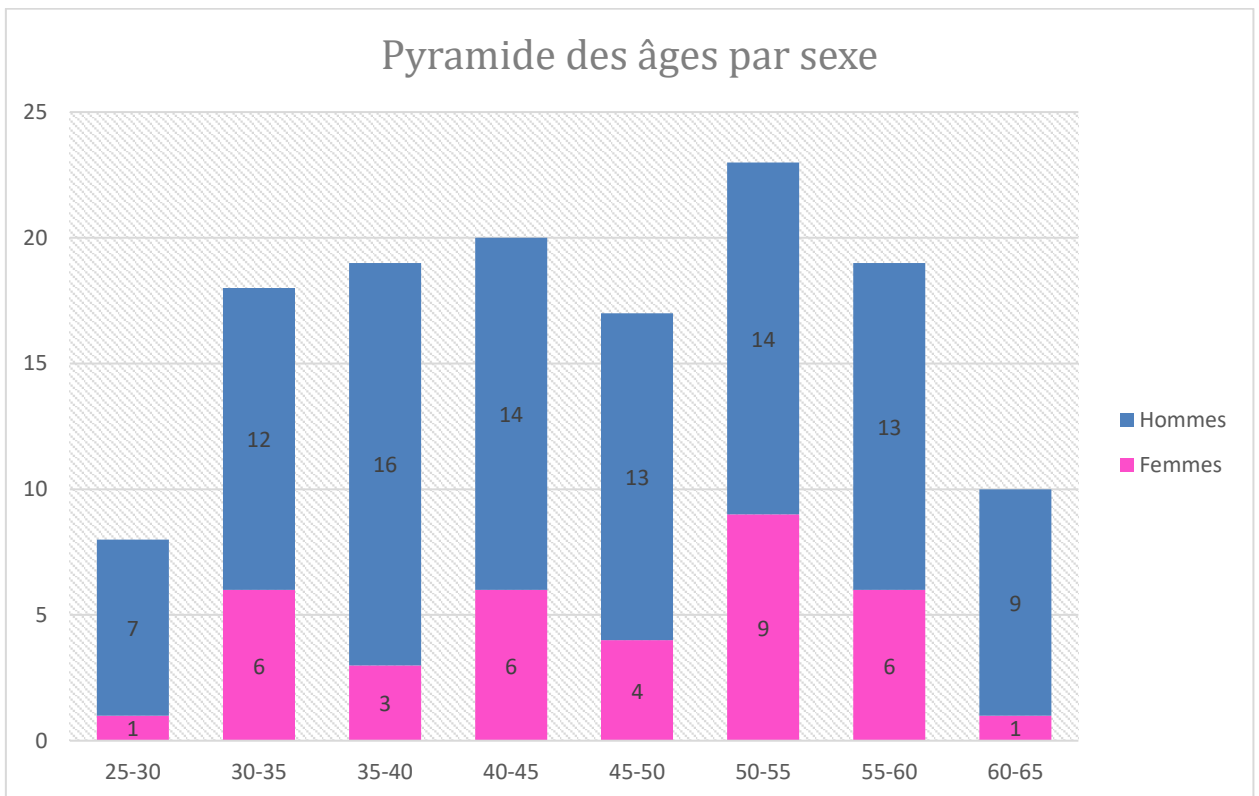
Quelques chiffres :

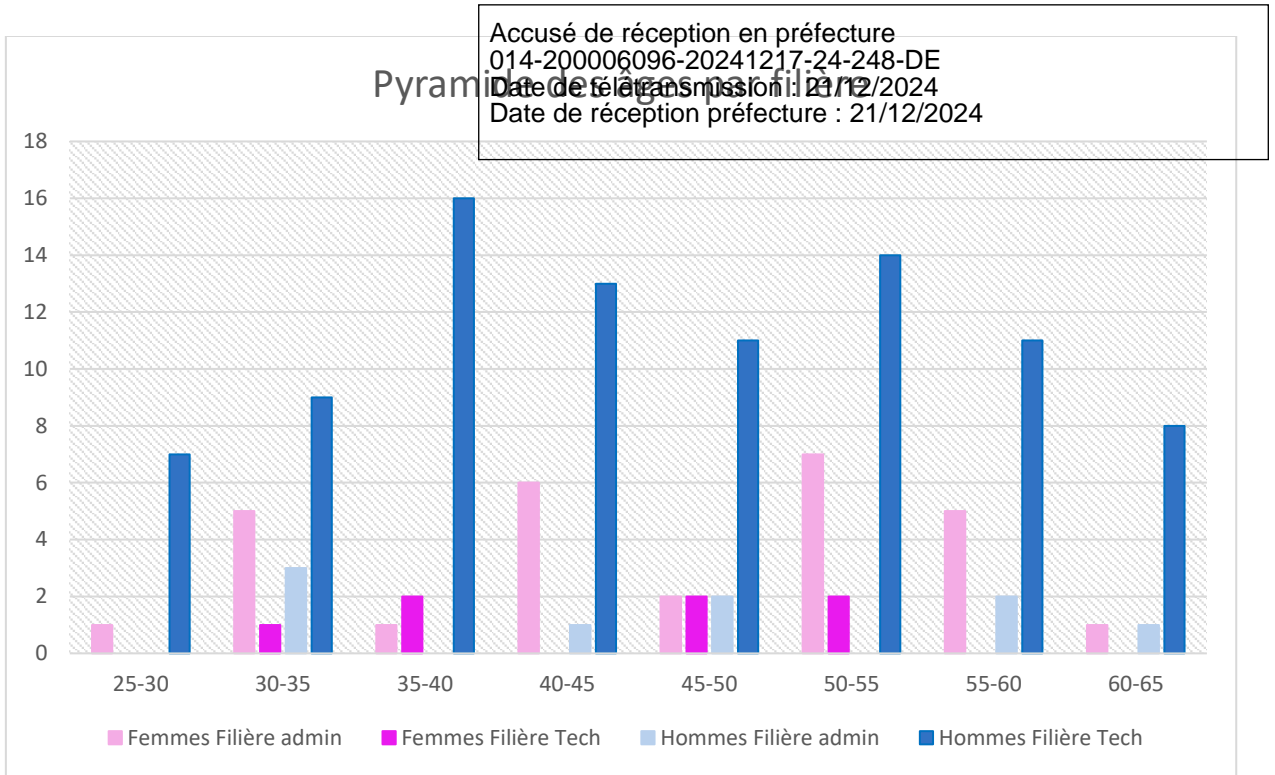
9 avancements de grade ont été prononcés en 2024 répartis comme suit :

- ✓ 7 avancements de grade au choix dont 2 femmes et 5 hommes
- ✓ 1 promotion interne dont 0 femme et 5 hommes

39 fonctionnaires ont bénéficié d'un avancement d'échelon.

5) Pyramide des âges





6) Obligation d'emploi des personnes handicapées

Le taux d'emploi des travailleurs handicapés doit atteindre au minimum 6% de l'effectif total des agents rémunérés au 1^{er} janvier de l'année écoulée.

A défaut de respect de l'obligation d'emploi, une contribution doit être versée chaque année au fonds pour l'insertion des personnes handicapées dans la fonction publique (FIPHFP).

En 2024, Ports de Normandie a déclaré employer, au titre de l'année 2023, 6 personnes handicapées et 23 316,32 € de dépenses réalisées auprès d'entreprises employant des travailleurs handicapés.

II- La stratégie pluriannuelle de pilotage des Ressources Humaines

Au vu de l'état des lieux et du projet politique, Ports de Normandie souhaite répondre aux enjeux suivants :

| <i>Orientations</i> | <i>Actions à mener ou déjà en place</i> |
|---------------------------------------|--|
| Organisation et conditions de travail | <ul style="list-style-type: none"> - Continuer de valoriser la politique d'aménagement du temps de travail (modalité de prise des RTT, congés, CET...), - Adapter l'organisation du travail aux métiers, - Permettre le télétravail, - Continuer à faire vivre le dialogue social. |

| | |
|--|---|
| Recrutement et mobilité | <p>Accusé de réception en préfecture 014-200006096-20241217-24-248-DE Procédure de recrutements après analyse des Date de télétransmission : 21/12/2024 Date de réception préfecture : 21/12/2024</p> <p>besoins (suite départ, en retraite, mutation, détachement...) avec possibilité, le cas échéant, de tuilage en fonction des postes,</p> <ul style="list-style-type: none"> - Favoriser le recrutement des apprentis (notamment dans les métiers techniques et portuaires) pour la formation des jeunes et les recrutements à venir, - Encourager les mobilités internes, - Privilégier l'emploi de personnes handicapées au paiement de la contribution au FIPHFP. |
| Rémunération | <ul style="list-style-type: none"> - Maintenir le nouveau règlement indemnitaire, - Valoriser l'engagement professionnel, - Maîtriser la masse salariale. |
| Formation | <ul style="list-style-type: none"> - Développer les actions de formation, - Diffuser le calendrier des concours et faciliter l'accès aux préparations concours, - Accentuer les formations métiers, - Faire évoluer les missions, - Améliorer les compétences, - Informer les agents sur leur droit à la formation (formation continue, Compte Personnel de Formation...), - Encourager la transmission des savoirs et le partage de compétences entre collègues, - Valoriser l'apprentissage. |
| Valorisation des parcours et promotion | <ul style="list-style-type: none"> - Prendre en compte la fiche de poste, les formations suivies et les entretiens annuels d'évaluation professionnelle. |

III- Promotion et valorisation des parcours professionnels

[Article 19 du décret n°2019-1265 du 29 novembre 2019 :](#)

« I. - Les lignes directrices de gestion fixent, en matière de promotion et de valorisation des parcours :

1° Les orientations et les critères généraux à prendre en compte pour les promotions au choix dans les grades et cadres d'emplois ;

2° Les mesures favorisant l'évolution professionnelle des agents et leur accès à des responsabilités supérieures. »

A – Valorisation des parcours professionnels

3.1. Les critères d'avancement de grade

Afin de départager les agents éligibles à un avancement de grade, Ports de Normandie s'appuiera sur les critères suivants :

1. Privilégier l'obtention d'un examen professionnel ou d'un concours lorsqu'ils existent ;

- Accusé de réception en préfecture
n° 4200009370241724-248 DE
Date de télétransmission : 21/12/2024
Date de réception préfecture : 21/12/2024
2. Reconnaître l'expérience acquise par le candidat (acquises dans le secteur public/privé, associative, syndical) ;
 3. Privilégier la manière de servir : investissement-motivation ;
 4. Prendre en compte l'effort de formation suivie et/ou préparation au concours/examen ou l'effort de l'avoir passé ;
 5. Privilégier l'ancienneté dans le grade (ou) dans l'emploi (ou) dans la collectivité ;
 6. Respecter l'adéquation grade/fonction/organigramme (fléchage de poste) ;
 7. Tenir compte de la capacité financière de la collectivité ;
 8. Respecter une durée d'au moins 3 ans entre deux avancements de grade ;
 9. S'assurer que l'avancement de grade réponde à une nécessité de service et à une adéquation du poste occupé ;
 10. Evaluer l'aptitude à l'encadrement ;
 11. S'assurer des capacités d'adaptation de l'agent.

A noter : Les critères d'avancement de grade s'apprécient dès lors que les conditions statutaires sont remplies, c'est-à-dire que les agents remplissent bien les conditions (ancienneté, échelon, examen...) pour accéder au grade supérieur.

3.2. La procédure d'avancement de grade

La procédure d'examen des dossiers d'avancement de grade se décline comme suit :

1. Dans le cadre de la campagne annuelle d'entretien professionnel, le service RH transmet aux évaluateurs le tableau des agents qui remplissent les conditions statutaires pour passer au grade supérieur ;
2. L'évaluateur indique dans le formulaire d'entretien professionnel son souhait de promouvoir l'agent évalué ;
3. A la clôture de la campagne d'entretien professionnel, les demandes d'avancement de grade sont synthétisées dans un tableau par le service RH qui reprend les critères définis III.A ;
4. La Commission RH, composée des Directeurs de Ports de Normandie, étudie, à la lumière des critères définis au III.A les agents retenus pour l'avancement de grade ;
5. Les transformations de poste associées sont présentées en Comité Social Territorial ;
6. Le Comité Syndical est sollicité pour procéder aux transformations de postes associées ;
7. Les arrêtés individuels sont rédigés et notifiés aux agents ;
8. Le tableau d'avancement de grade est transmis au Centre de Gestion du Calvados.

3.3. Les rations d'avancement

Les ratios, déterminés par délibération [n°17-053 du 24/04/2017](#), sont les suivants :

| Catégorie A - Cadre d'emplois des ingénieurs en chef | | |
|--|-------------------------------|-----------|
| Filière | Grade | Ratio (%) |
| Technique | Ingénieur général | 100 |
| | Ingénieur en chef hors classe | 100 |
| | Ingénieur en chef | 100 |
| Catégorie A - Cadre d'emplois des ingénieurs | | |
| Filière | Grade | Ratio (%) |
| Technique | Ingénieur hors classe | 100 |
| | Ingénieur principal | 100 |
| | Ingénieur | 100 |

| Catégorie B - Cadre d'emplois des techniciens-DE | | |
|---|--|-----------|
| Filière | Grade | Ratio (%) |
| Technique | Technicien principal de 1 ^{ère} classe | 100 |
| | Technicien principal de 2 ^{ème} classe | 100 |
| | Technicien | 100 |
| Catégorie C - Cadre d'emplois des agents de maîtrise | | |
| Filière | Grade | Ratio (%) |
| | Agent de maîtrise principal | 100 |
| | Agent de maîtrise | 100 |
| Catégorie C - Cadre d'emplois des adjoints techniques | | |
| Filière | Grade | Ratio (%) |
| Technique | Adjoint technique principal de 1 ^{ère} classe | 100 |
| | Adjoint technique principal de 2 ^{ème} classe | 100 |
| | Adjoint technique territorial | 100 |
| Catégorie A - Cadre d'emplois des attachés | | |
| Filière | Grade | Ratio (%) |
| Administrative | Attaché hors classe | 100 |
| | Directeur (en voie d'extinction) | 100 |
| | Attaché principal | 100 |
| | Attaché | 100 |
| Catégorie B - Cadre d'emplois des rédacteurs | | |
| Filière | Grade | Ratio (%) |
| Administrative | Rédacteur principal de 1 ^{ère} classe | 100 |
| | Rédacteur principal de 2 ^{ème} classe | 100 |
| | Rédacteur | 100 |
| Catégorie C - Cadre d'emplois des adjoints administratifs | | |
| Filière | Grade | Ratio (%) |
| Administrative | Adjoint administratif principal de 1 ^{ère} classe | 100 |
| | Adjoint administratif principal de 2 ^{ème} classe | 100 |
| | Adjoint administratif territorial | 100 |

3.4. Gestion des agents contractuels

1. Un agent contractuel a l'obligation de passer le concours. Le principe est rappelé lors de l'entretien de recrutement.
2. Pour les CDD conclus sur le fondement de [l'article L332-14](#) du Code général de la fonction publique (vacance temporaire d'emploi dans l'attente du recrutement d'un fonctionnaire), l'agent doit obtenir le concours dans un délai de 2 ans à compter du début du contrat. Si l'agent n'a pas obtenu son concours, le contrat ne peut pas être renouvelé sur ce même fondement. Ce type de recrutement n'ouvre pas droit au CDI.
3. Pour les CDD conclus sur le fondement de [l'article L332-14](#) du Code général de la fonction publique, ils sont conclus pour une durée de 3 ans au plus, renouvelable en CDD dans la limite de 6 ans. Ce type de recrutement peut ouvrir droit au CDI, suivant les conditions définies aux [articles L332-9 et suivants](#) du Code général de la fonction publique.

4. Pour les **agents contractuels recrutés sur un poste d'adjoint technique ou administratif**, une stagiairisation pourra être étudiée sur la base des critères suivants :
- Le poste appartient au cadre d'emplois des adjoints administratifs ou des adjoints techniques ;
 - La manière de service de l'agent et son implication satisfont la hiérarchie ;
 - La stagiairisation est favorable à l'agent :
 - o L'agent ne subit pas de baisse de rémunération (son IM actuel existe dans la grille de rémunération d'adjoint administratif ou d'adjoint technique) ;
 - o L'agent récupère dans un temps raisonnable son éventuel IM personnel ;
 - La stagiairisation intervient après :
 - o 1 an de contrat initial puis renouvellement pour permettre à l'agent de suivre une préparation à concours s'il le souhaite et de passer un concours ;
 - o le passage *a minima* d'un concours, sans condition de réussite.

La procédure sera la suivante :

- le formulaire de renouvellement de contrat transmis par le service Ressources Humaines à la chaîne hiérarchique de l'agent ;
- Les supérieurs hiérarchiques adressent un avis motivé en retour au Service RH ;
- Le Directeur Général décide de la stagiairisation.

B - Régime Indemnitare

Référence : règlement indemnitare adopté par délibération n°24-068 du Comité Syndical du 8 avril 2024.

Une Commission « Ressources Humaines » composée des Directeurs de Ports de Normandie, examine sur la base des entretiens professionnels, les possibilités d'évolution professionnelle des agents notamment en termes de régime indemnitare. Elle se tient au premier trimestre de l'année.

Pour déterminer les possibles évolutions de régime indemnitare, les critères suivants sont examinés :

1. Reconnaître l'expérience acquise, la valeur professionnelle et les prises de responsabilités ;
2. Prendre en compte l'effort de formations suivies, de préparation aux concours/examen professionnel et l'effort d'en avoir passé ;
3. Respecter l'adéquation grade/fonction/organigramme (fléchage de poste) ;
4. Tenir compte de la capacité financière de la collectivité.

C - Promotion interne

1) Listes d'aptitude départementales

Les Commissions Administratives Paritaires (CAP) ne sont plus compétentes pour examiner les candidatures des fonctionnaires dans le cadre de la promotion interne (*changement de cadre d'emplois à l'ancienneté ou à l'examen*) depuis le 01/01/2021. Néanmoins, le Président du Centre de Gestion continue à établir et signer les listes d'aptitude départementales sans avis de CAP mais selon une procédure ci-après.

Les collectivités affiliées ne disposant pas de leurs propres CDG, comme Ports de Normandie, n'établissent pas de LDG pour la sélection des candidats dans le cadre de leur transmission. Une liste d'aptitude suite à promotion interne.

Accusé de réception en préfecture
04-200006096-2024-12-17-24-248-DE
Date de réception : 21/12/2024
Date de réception préfecture : 21/12/2024

Elles peuvent toutefois définir des critères de dépôt d'un dossier de promotion interne auprès du CDG dans le cadre de leurs propres LDG.

2) Description de la procédure

Projet de Lignes Directrices de Gestion spéciales proposées par le président du Centre de Gestion
= critères de sélection des candidats établis au regard de :

De la valeur professionnelle des agents et de la reconnaissance des acquis de l'expérience professionnelle

De la part respective des femmes et des hommes dans le cadre d'emplois et postes concernés

- La diversité du parcours et des fonctions exercées ;
- Les formations suivies ;
- Les conditions particulières d'exercice, attestant de l'engagement professionnel ;
- La capacité d'adaptation ;
- L'aptitude à l'encadrement d'équipe (le cas échéant) ;
- Les activités professionnelles exercées dans une autre administration, dans le secteur privé, associatif ou auprès d'une organisation européenne ou internationale ;
- Les activités exercées dans le cadre d'une activité syndicale.

Avis du CST de Ports de Normandie sur le projet

*Délai de 2 mois pour donner un avis
En l'absence de réponse, avis réputé favorable*

**Validation des LDG « promotion interne » issues de cette consultation
par le Président du CDG**

Etablissement des listes d'aptitude par le président du CDG

3) Critères de dépôt des dossiers par Ports de Normandie au Centre de Gestion

Pour déterminer les dossiers à déposer au Centre de Gestion parmi les candidats éligibles, Ports de Normandie utilisera les critères suivants :

1. Capacité du candidat à exercer les missions relevant du cadre d'emploi de promotion ;
2. Reconnaître l'expérience acquise, la valeur professionnelle et les prises de responsabilités (*acquises dans le secteur public/privé, associatif, syndical*) ;
3. Privilégier la manière de servir : investissement-motivation ;
4. Prendre en compte l'effort de formation suivie et ou préparation au concours/examen ou l'effort de l'avoir passé ;
5. Privilégier l'ancienneté dans le grade (ou) dans l'emploi (ou) dans la collectivité ;
6. Respecter l'adéquation grade/fonction/organigramme (fléchage de poste) ;
7. Tenir compte de la capacité financière de la collectivité ;
8. Respecter une durée d'au moins 3 ans entre deux avancements de grade.

IV- Modalités de préparation et de nomination suite à concours

Un agent ne peut prétendre à s'inscrire deux fois de suite à une préparation concours du même grade. Il doit respecter un intervalle minimum de 3 ans entre deux demandes. Le délai se réduit à 2 ans si l'agent a bénéficié d'un avancement de grade.

Exemple :

- Un agent suit la formation d'AAP2 de septembre 2023 à mars 2024
- Cet agent passe le concours d'AAP2 en mars 2024

| Il obtient le concours | Il n'obtient pas le concours |
|--|--|
| <i>Il pourra préparer le grade de rédacteur. L'agent ne pourra pas suivre la formation qui débutera en septembre 2024 mais il pourra s'inscrire à celle de septembre 2026</i> | <i>L'agent ne pourra pas suivre la formation qui débutera en septembre 2025 mais il pourra s'inscrire à celle de septembre 2027.</i> |

Si un agent, qu'il soit fonctionnaire ou contractuel, réussit un concours, sa nomination est conditionnée par les éléments suivants :

- Le poste occupé doit correspondre au grade obtenu lors du concours (adéquation entre le cadre d'emplois et les missions exercées) ;
- Valeur professionnelle : l'agent doit donner satisfaction dans l'exercice de ses fonctions (voir compte-rendu de l'EP).

Un agent peut passer un concours autant de fois qu'il le souhaite.

V- Actions en faveur de l'égalité femmes/hommes

Références :

- Loi n° 2019-628 du 6/08/2020 de transformation de la fonction publique (art. 30) ;
- Décret n°2019-1265 du 29/11/2019 relatif aux lignes directrices de gestion et l'évolution des attributions des CAP (art. 19-II-2et 19-III) ;
- Décret n° 2020-528 du 4 mai 2020 définissant les modalités d'élaboration et de mise en œuvre des plans d'action relatifs à l'égalité professionnelle dans la fonction publique.

A - Rappel des obligations

Un plan d'actions est rendu obligatoire pour les collectivités territoriales et les EPCI de plus de 20000 habitants et doit être élaboré au plus tard au 31 décembre 2020 (prolongation accordée jusqu'au 30/06/2021). La durée de ce plan ne peut excéder trois ans renouvelables.

Pour autant, dans toutes les collectivités, les Lignes Directrices de Gestion visent notamment à assurer l'égalité femmes/hommes à tous les niveaux : promotions/avancements, valorisations des parcours, recrutements, rémunérations.

B - Actions à développer par Ports de Normandie

Ports de Normandie s'engage à développer les actions suivantes :

- Encourager la mixité dans les équipes en favorisant les aménagements nécessaires (aménagement de vestiaires ...);
- Sensibiliser sur les discriminations dans le milieu du travail (*intervention lors de journées du personnel ...*);
- Respecter l'égalité femmes/hommes en instituant un régime indemnitaire par catégorie, par cotation de poste, par métier et par filière.

VI- Date d'effet et durée des Lignes Directrices de Gestion

Les Lignes Directrices de Gestion sont applicables pour une durée de 5 ans maximum. La date d'effet est au 01/04/2021 sur avis favorable du Comité Technique du 12/03/2021.

Un bilan de la mise en œuvre des lignes directrices de gestion en matière de promotion et de valorisation des parcours professionnels est établi annuellement, sur la base des décisions individuelles et en tenant compte des données issues du rapport social unique. Il est présenté au comité social territorial.

Avis favorable du Comité technique de la révision en date du 1^{er} mars 2022.

Avis favorable du Comité Social Territorial de la révision en date du 10 novembre 2023.

Avis favorable du Comité Social Territorial de la révision en date du 12 décembre 2024.

Fait à Saint Contest, le 12/12/2024

Pour le Président du Syndicat Mixte
Et par délégation
Le Directeur Général

#signature#

Philippe DEISS

N° : 24-249

Accusé de réception en préfecture
014-200006096-20241217-24-249-DE
Date de télétransmission : 21/12/2024
Date de réception préfecture : 21/12/2024

DELIBERATION
DU COMITE SYNDICAL DU SYNDICAT MIXTE REGIONAL
DES PORTS DE CAEN-OUISTREHAM
CHERBOURG ET DIEPPE

**PLAN D'ACTION PLURIANNUEL D'EGALITE FEMMES-HOMMES
2025-2027**

Réunion du Mardi 17 décembre 2024

LE COMITE SYNDICAL DU SYNDICAT MIXTE REGIONAL DES PORTS DE CAEN-OUISTREHAM, CHERBOURG ET DIEPPE EST REUNI
LE MARDI 17 DECEMBRE 2024 A 10H AU SIEGE DE PORTS DE NORMANDIE 3 RUE RENE CASSIN 14280 SAINT-CONTEST
SOUS LA PRESIDENCE DE MONSIEUR JEAN MORIN.

SONT PRESENTS : Jean-François BLOC ; Philippe CHAPRON ; Michel FRICOUT ; Sophia HABIBI-NOORI ;
Quentin LAGALLARDE ; Gilles LELONG ; Marc MILLET ; Jean MORIN ; Valérie NOUVEL ; Bastien RECHER ;
Pierre VOGT ; Ludwig WILLAUME.

Monsieur Gilles LELONG ne prend pas part au vote (*les deux délégués titulaires représentant le Département de la Manche sont présents*).

Monsieur Nicolas JOYAU a donné pouvoir à Monsieur MARC MILLET.
Monsieur Alain BAZILLE a donné pouvoir à Monsieur Michel FRICOUT.

VOTANTS:13 POUR:13 CONTRE:0 ABSTENTION:0

VU le Code général des collectivités territoriales ;
VU la loi n°2019-828 du 6 août 2019 portant transformation de la fonction publique renforçant les dispositions en matière d'égalité professionnelle ;
VU le décret n°2020-528 du 4 mai 2020 définissant les modalités d'élaboration et de mise en œuvre des plans d'action relatifs à l'égalité professionnelle dans la fonction publique ;
VU le Code général de la fonction publique et notamment l'article L 132-1 ;
VU la délibération n°18-079 du 18 octobre 2018 qui classe Ports de Normandie dans la strate des collectivités supérieures à 200 000 habitants ;
VU le rapport de Monsieur le Président du Syndicat Mixte ;
CONSIDERANT l'avis favorable du Comité Social Territorial réuni le 12 décembre 2024,

LE COMITE SYNDICAL DECIDE A L'UNANIMITE :

La présente délibération est susceptible de faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de CAEN, dans le délai de deux mois à compter de la date à laquelle elle est exécutoire. Ce recours contentieux peut être précédé, dans ce délai, d'un recours gracieux auprès du Président de Ports de Normandie. Cette procédure prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivants la réponse au recours gracieux. Le Tribunal Administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Accusé de réception en préfecture
014-200006096-20241217-24-249-DE
Date de télétransmission : 21/12/2024
Date de réception préfecture : 21/12/2024

- de valider le plan d'action pluriannuel d'égalité femmes-hommes 2025-2027 tel que figurant en annexe de la présente délibération.

Publié sur le site Internet :
20 décembre 2024

Le Vice-Président du Syndicat Mixte



Jean MORIN

La présente délibération est susceptible de faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de CAEN, dans le délai de deux mois à compter de la date à laquelle elle est exécutoire. Ce recours contentieux peut être précédé, dans ce délai, d'un recours gracieux auprès du Président de Ports de Normandie. Cette procédure prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivants la réponse au recours gracieux. Le Tribunal Administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Plan d'action pluriannuel pour l'égalité femmes-hommes 2025-2027

01/01/2025

La [loi n°2019-828 du 6 août 2019](#) portant transformation de la fonction publique renforce les dispositions en matière d'égalité professionnelle. **Ainsi, elle rend obligatoire l'élaboration d'un plan d'action pluriannuel en matière d'égalité professionnelle et de prévention des discriminations pour les collectivités territoriales, les établissements publics et les établissements publics de coopération intercommunale** de plus de 20 000 habitants.

Ports de Normandie est considéré comme un établissement public relevant de la strate des collectivités supérieures à 200 000 habitants (*délibération n°18-079 du 18 octobre 2018*).

Le plan d'action comporte des mesures visant à :

1. Evaluer, prévenir et, le cas échéant, traiter les écarts de rémunération entre les femmes et les hommes ;
2. Garantir l'égal accès des femmes et des hommes à la fonction publique et en matière d'avancement ;
3. Favoriser l'articulation entre activité professionnelle, vie personnelle et familiale ;
4. Prévenir et traiter les discriminations, les actes de violence, de harcèlement moral ou sexuel ainsi que les agissements sexistes.

Le plan d'action est élaboré sur la base des données issues notamment du rapport social unique et plus particulièrement sur l'état de la situation comparée des femmes et des hommes.

Il définit la stratégie et les mesures destinées à réduire les écarts constatés dans les domaines susvisés et précise pour chacun de ces domaines les objectifs à atteindre, les indicateurs de suivi ainsi que leur calendrier de mise en œuvre.

Le plan d'action est arrêté pour une durée maximum de 3 ans, conformément à l'article 2 du [décret n°2020-528 du 4 mai 2020](#) définissant les modalités d'élaboration et de mise en œuvre des plans d'action relatifs à l'égalité professionnelle dans la fonction publique.

Le Comité Social Territorial est informé chaque année de l'état d'avancement des actions.

Chaque plan est transmis au Préfet avant le 1^{er} mars suivant le terme du plan précédent.

Table des matières

| | |
|--|----|
| 1. Egalité femmes – hommes : contexte historique et définitions clés | 4 |
| 1.1 Contexte historique | 4 |
| 1.2 Définitions clés..... | 4 |
| 2. Répartition des emplois entre les femmes et les hommes à Ports de Normandie..... | 5 |
| 2.1 Répartition des effectifs..... | 5 |
| 2.2 Pyramide des âges | 7 |
| 2.3 Obligation d’emploi des travailleurs handicapés sur emplois permanents par statut, par catégorie, par filière, par âge et par sexe | 8 |
| 3. Temps de travail et télétravail..... | 9 |
| 3.1 Temps de travail..... | 9 |
| 3.2 Télétravail | 10 |
| 4. Parcours professionnel..... | 11 |
| 4.1 Evolution professionnelle | 11 |
| 4.2 Formation professionnelle..... | 12 |
| 4.3 Mobilité et recrutement | 13 |
| 5. Rémunération..... | 15 |
| 5.1 Rémunération brute mensuelle moyenne..... | 16 |
| 5.2 Index des dix plus hautes rémunérations..... | 17 |
| 6. Absentéisme et risques professionnels..... | 17 |
| 6.1 Absentéisme | 17 |
| 6.2 Risques professionnels..... | 18 |
| 7. Plan d’action : | 19 |
| 7.1 Bilan du plan d’action 2021-2024 | 19 |
| 7.2 Plan d’action 2025-2027 | 22 |

1. Egalité femmes – hommes : contexte historique et définitions clés

1.1 Contexte historique

En France, depuis près de 80 ans, la législation impulse l'égalité entre les femmes et les hommes et agit contre les formes de discrimination :

Juin 1945 : Charte des Nations Unies qui reconnaît, dans son [préambule](#), le principe de l'égalité entre les femmes et les hommes. L'article 55 énonce que le respect effectif des droits de l'Homme pour tous et toutes suppose l'absence de discrimination notamment à raison du sexe.

Octobre 1946 : [Préambule de la Constitution](#) qui proclame l'égalité entre les femmes et les hommes en son article 3 : « La loi garantit à la femme, dans tous les domaines, des droits égaux à l'homme ».

Décembre 1948 : [Déclaration Universelle des droits de l'Homme](#) qui consacre dans son article 2 le principe de non-discrimination notamment à raison du sexe.

Décembre 1972 : [Loi n°72-113](#) relative à l'égalité de rémunération entre les femmes et les hommes pour les travaux de valeur égale.

Juillet 1983 : Toute discrimination dans le travail en raison du sexe est interdite par la [loi n°83-635](#).

Novembre 1992 : [Loi n°92-1179](#) relative à l'abus d'autorité en matière sexuelle dans les relations de travail.

Mai 2001 : [Loi n° 2001-397](#) qui précise et complète la 1^{ère} loi du 13 juillet 1983 sur l'égalité professionnelle entre les hommes en structurant le dialogue social sur le sujet.

Août 2012 : [Loi n°2012-954](#) relative au harcèlement sexuel.

Août 2018 : Promulgation de la [loi n°2018-703](#) renforçant la lutte contre les violences sexuelles et sexistes.

Juillet 2023 : Mise en place d'un index de l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes dans la FPT par la [loi n°2023-623](#).

1.2 Définitions clés

Egalité entre les femmes et les hommes (définition du Conseil de l'Europe) :

Observer la même autonomie, responsabilité, participation et visibilité des deux sexes dans toutes les sphères de la vie publique et privée.

Discrimination au travail (définition du Ministère du Travail et de l'Emploi) :

- **Discrimination directe** : situation dans laquelle, sur le fondement d'un critère mentionné par la loi (l'origine, le sexe, la situation de famille, l'état de santé, le handicap, l'âge, le nom de famille, etc. ; voir ci-dessous), **une personne est traitée de manière moins favorable qu'une autre ne l'est, ne l'a été ou ne l'aura été dans une situation comparable** ;
- **Discrimination indirecte** : disposition, critère ou pratique neutre en apparence, mais susceptible d'entraîner, pour l'un des motifs mentionnés ci-dessus, un **désavantage particulier pour des**

personnes par rapport à d'autres personnes, à moins que cette disposition, ce critère ou cette pratique ne soit objectivement justifié par un but légitime et que les moyens pour réaliser ce but ne soient nécessaires et appropriés ;

- **Tout agissement direct, indirect ou à connotation sexuelle, subis par une personne et ayant pour objet ou pour effet de porter atteinte à sa dignité ou de créer un environnement intimidant, hostile, dégradant, humiliant ou offensant.**

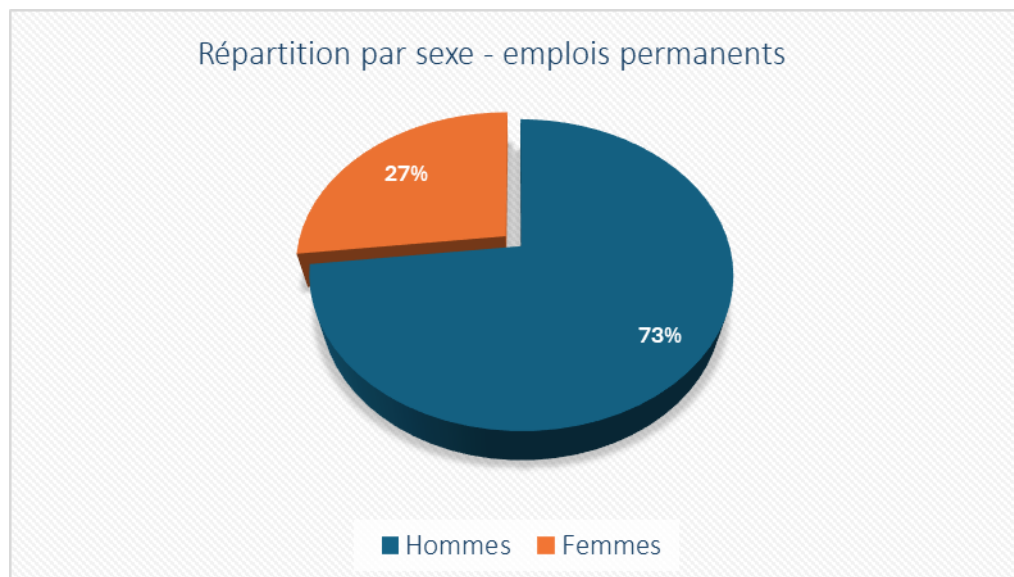
2. Répartition des emplois entre les femmes et les hommes à Ports de Normandie

L'ensemble des données chiffrées ont été arrêtées au 1^{er} novembre 2024, sauf mention contraire.

2.1 Répartition des effectifs

2.1.1 Répartition des effectifs physiques et ETP sur emplois permanents par catégorie et par sexe

| Catégorie | Hommes | | Femmes | | TOTAL | |
|--------------|-----------|-----------|-----------|-------------|------------|--------------|
| | Agents | ETP | Agents | ETP | Agents | ETP |
| A+ | 3 | 3 | 0 | 0 | 3 | 3 |
| A | 14 | 14 | 9 | 8,3 | 23 | 22,3 |
| B | 23 | 23 | 18 | 17,6 | 41 | 40,6 |
| C | 58 | 58 | 9 | 8 | 67 | 66 |
| TOTAL | 98 | 98 | 36 | 33,9 | 134 | 131,9 |



La part des femmes dans les emplois permanents de Ports de Normandie connaît une progression de 6 points par rapport à 2020. Les femmes représentent 27% de l'effectif total au 1^{er} novembre 2024.

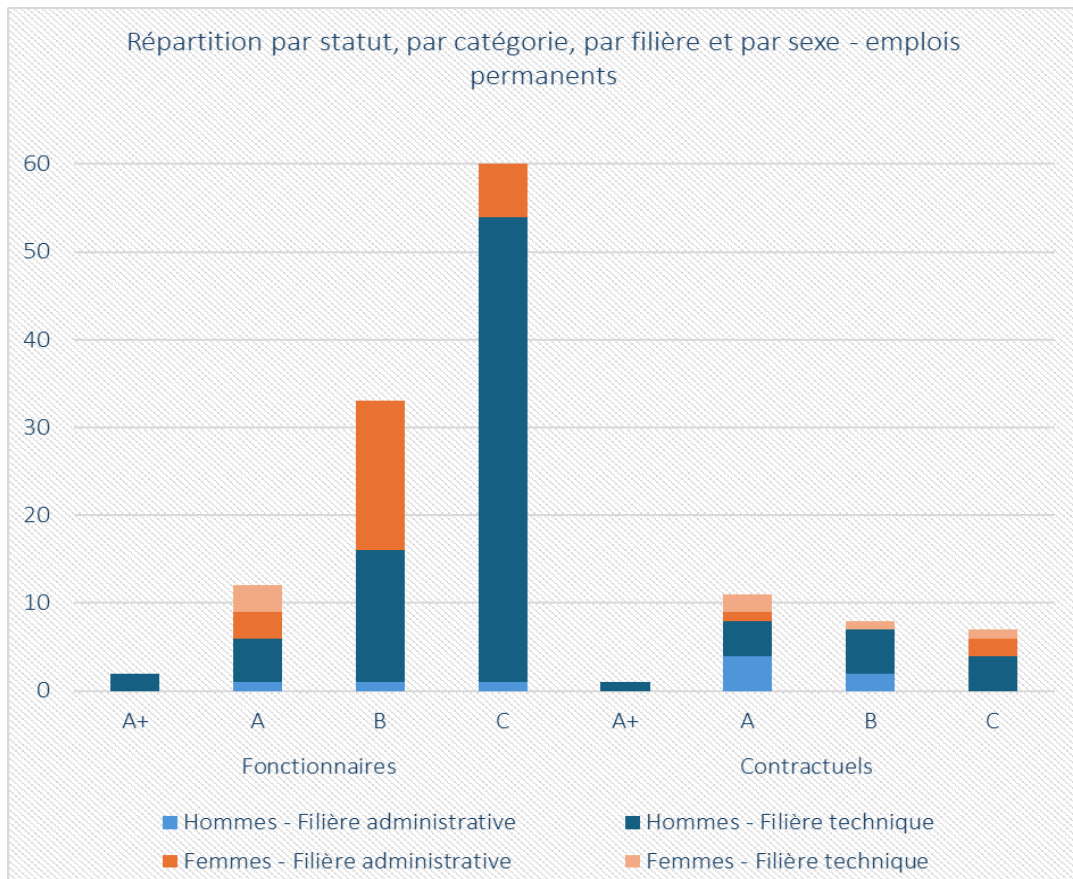
Toutefois, elles restent globalement sous-représentées :

- 7% en catégorie A,

- 13% en catégorie B,
- 7% en catégorie C.

2.1.2 Répartition des effectifs physiques sur emplois permanents par statut, par catégorie, par filière et par sexe

| Statut | Catégorie | Hommes | | Femmes | | TOTAL |
|---------------|-----------|------------------------|-------------------|------------------------|-------------------|------------|
| | | Nbre d'agents | | Nbre d'agents | | |
| | | Filière administrative | Filière technique | Filière administrative | Filière technique | |
| Fonctionnaire | A+ | 0 | 2 | 0 | 0 | 2 |
| | A | 1 | 5 | 3 | 3 | 12 |
| | B | 1 | 15 | 17 | 0 | 33 |
| | C | 1 | 53 | 6 | 0 | 60 |
| | total | 3 | 75 | 26 | 3 | 107 |
| Contractuel | A+ | 0 | 1 | 0 | 0 | 1 |
| | A | 4 | 4 | 1 | 2 | 11 |
| | B | 2 | 5 | 0 | 1 | 8 |
| | C | 0 | 4 | 2 | 1 | 7 |
| | total | 6 | 14 | 3 | 4 | 27 |
| TOTAL | | 9 | 89 | 29 | 7 | 134 |



La logique des filières générées reste très forte au sein de la structure.

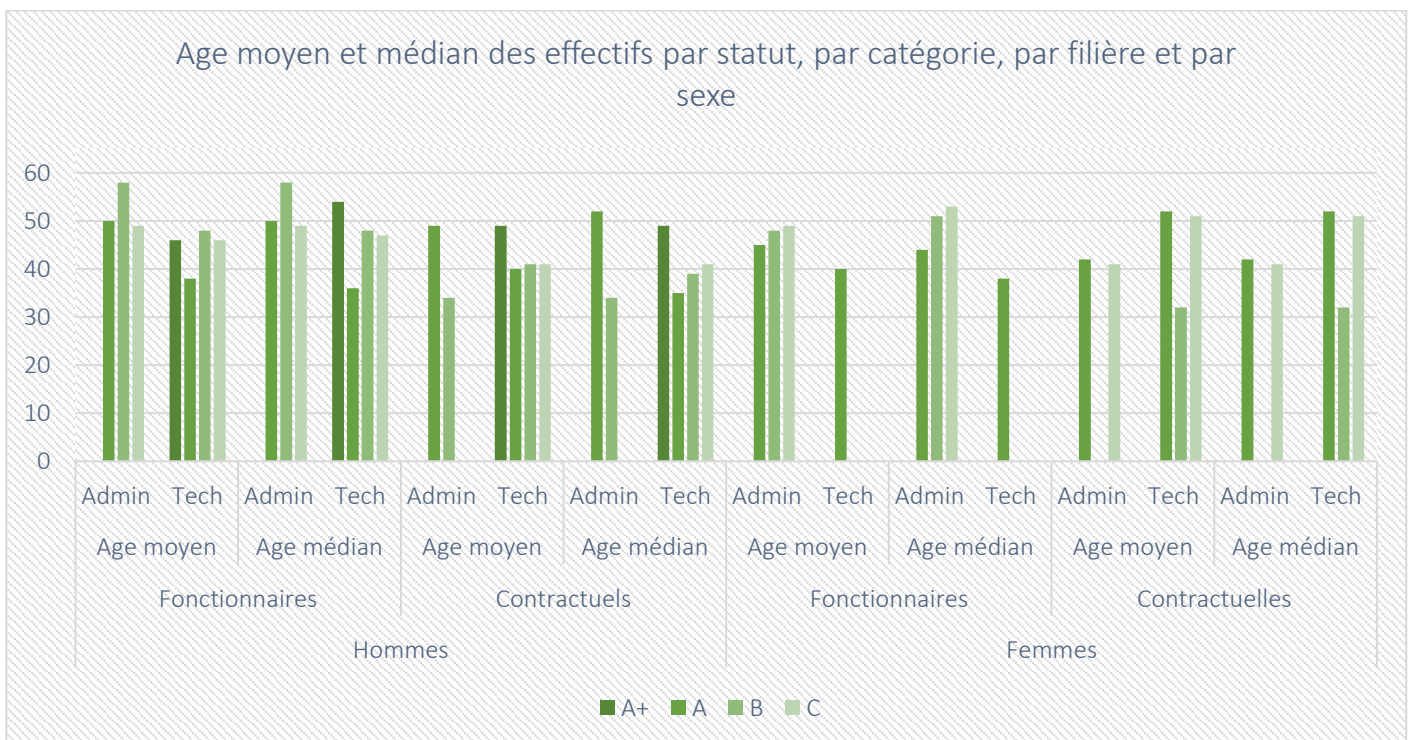
Les hommes sont surreprésentés dans la catégorie C (86,6%) ainsi que dans les métiers associés à la filière technique (92,7%).

Par ailleurs, au 1^{er} novembre 2024, les emplois contractuels sont majoritairement occupés par des hommes (74%). Les 2/3 des postes relèvent de la filière technique.

2.2 Pyramide des âges

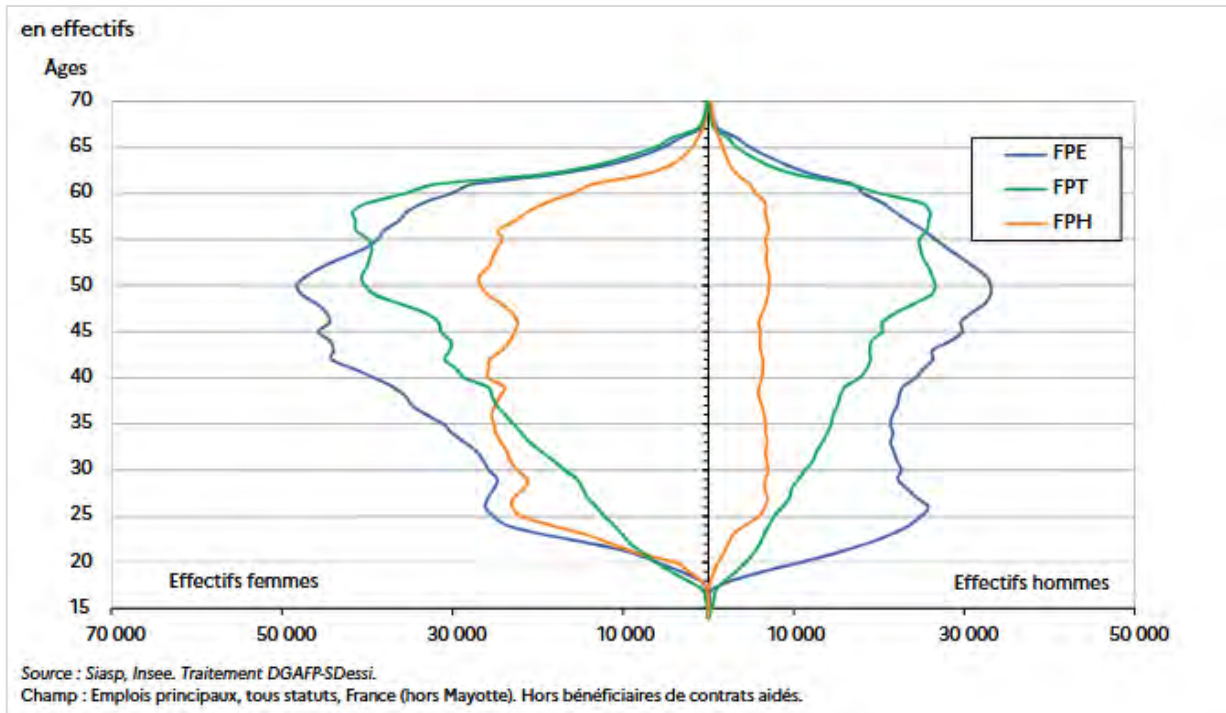
2.2.1 Age moyen et médian des effectifs physiques sur emplois permanents par statut, par catégorie, par filière et par sexe

| Catégorie | Hommes | | | | | | | | Femmes | | | | | | | |
|-----------|----------------|------|------------|------|--------------|------|------------|------|----------------|------|------------|------|----------------|------|------------|------|
| | Fonctionnaires | | | | Contractuels | | | | Fonctionnaires | | | | Contractuelles | | | |
| | Age moyen | | Age médian | | Age moyen | | Age médian | | Age moyen | | Age médian | | Age moyen | | Age médian | |
| | Admin | Tech | Admin | Tech | Admin | Tech | Admin | Tech | Admin | Tech | Admin | Tech | Admin | Tech | Admin | Tech |
| A+ | 0 | 46 | 0 | 54 | 0 | 49 | 0 | 49 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| A | 50 | 38 | 50 | 36 | 49 | 40 | 52 | 35 | 45 | 40 | 44 | 38 | 42 | 52 | 42 | 52 |
| B | 58 | 48 | 58 | 48 | 34 | 41 | 34 | 39 | 48 | 0 | 51 | 0 | 0 | 32 | 0 | 32 |
| C | 49 | 46 | 49 | 47 | 0 | 41 | 0 | 41 | 49 | 0 | 53 | 0 | 41 | 51 | 41 | 51 |



L'âge moyen et l'âge médian des agents de Ports de Normandie sont identiques : 46 ans. Ils sont similaires à l'âge moyen des agents de la fonction publique territoriale (FPT).

2.2.2 Pyramide des âges par versant de la fonction publique au 31 décembre 2022



En 2022, l'âge moyen des agents de la fonction publique est de 44 ans, contre 41 ans dans le secteur privé. Il était de 42 ans en 2011. La fonction publique compte 2,5 agents de 50 ans et plus pour un agent de moins de 30 ans, alors que ce ratio est de 1,4 dans le secteur privé.

La FPT est le versant le plus âgé de la fonction publique, avec une moyenne d'âge de 46 ans.

2.3 Obligation d'emploi des travailleurs handicapés sur emplois permanents par statut, par catégorie, par filière, par âge et par sexe

2.3.1 Répartition des agent(e)s en situation de handicap par catégorie hiérarchique et par sexe

| Catégorie | Statut | | Sexe | | Tranche d'âge | | | |
|-----------|---------------|-------------|-------|-------|---------------|-------------|-------------|--------|
| | Fonctionnaire | Contractuel | Femme | Homme | ≤ 25 | 26 ≤ X ≤ 40 | 41 ≤ X ≤ 55 | X ≥ 56 |
| A/A+ | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| B | 3 | 1 | 2 | 2 | 0 | 1 | 1 | 2 |
| C | 3 | 1 | 2 | 2 | 0 | 0 | 2 | 2 |

Contrairement à la répartition de l'effectif global de Ports de Normandie, la ventilation des femmes et des hommes en situation de handicap est parfaitement identique en matière de genre ou de catégorie hiérarchique.

3. Temps de travail et télétravail

L'ensemble des données chiffrées ont été arrêtées au 1^{er} novembre 2024, sauf mention contraire.

3.1 Temps de travail

3.1.1 Répartition des effectifs physiques à temps partiel sur emplois permanents par statut, par catégorie, par filière et par sexe

| Catégorie | HOMMES | | | | FEMMES | | | | TOTAL |
|--------------|----------------|----------|--------------|----------|----------------|----------|----------------|----------|----------|
| | Fonctionnaires | | Contractuels | | Fonctionnaires | | Contractuelles | | |
| | Admin | Tech | Admin | Tech | Admin | Tech | Admin | Tech | |
| A+ | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| A | 0 | 0 | 0 | 1 | 2 | 2 | 0 | 0 | 4 |
| B | 0 | 0 | 0 | 0 | 2 | 0 | 0 | 0 | 2 |
| C | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| TOTAL | 0 | 0 | 0 | 1 | 4 | 2 | 0 | 0 | 7 |

La grande majorité des agents à temps partiel sont des femmes fonctionnaires dont 4 appartenant à la catégorie A et 2 à la catégorie B.

3.1.2 Répartition des effectifs physiques à temps non-complet sur emplois permanents par statut, par catégorie, par filière et par sexe

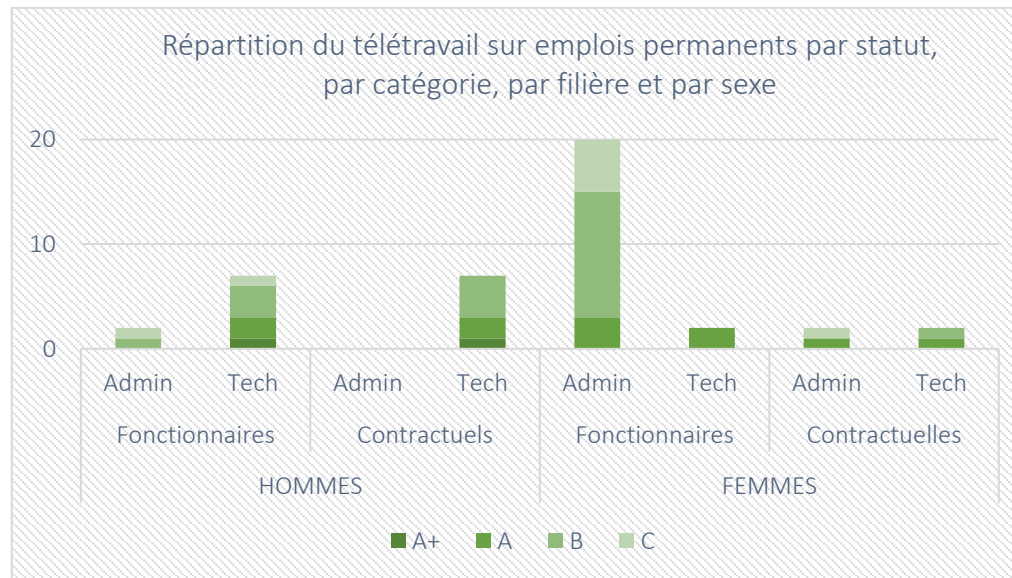
| Catégorie | HOMMES | | | | FEMMES | | | | TOTAL |
|--------------|----------------|----------|--------------|----------|----------------|----------|----------------|----------|----------|
| | Fonctionnaires | | Contractuels | | Fonctionnaires | | Contractuelles | | |
| | Admin | Tech | Admin | Tech | Admin | Tech | Admin | Tech | |
| A+ | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| A | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| B | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| C | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 2 | 0 | 2 |
| TOTAL | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 2 | 0 | 2 |

100% des agents à temps non-complet sont des femmes contractuelles de catégorie C.

3.2 Télétravail

3.2.1 Répartition du télétravail sur emplois permanents par statut, par catégorie, par filière et par sexe

| Catégorie | HOMMES | | | | FEMMES | | | | TOTAL |
|--------------|----------------|----------|--------------|----------|----------------|----------|----------------|----------|-----------|
| | Fonctionnaires | | Contractuels | | Fonctionnaires | | Contractuelles | | |
| | Admin | Tech | Admin | Tech | Admin | Tech | Admin | Tech | |
| A+ | 0 | 1 | 0 | 1 | 0 | 0 | 0 | 0 | 2 |
| A | 0 | 2 | 0 | 2 | 3 | 2 | 1 | 1 | 11 |
| B | 1 | 3 | 0 | 4 | 12 | 0 | 0 | 1 | 21 |
| C | 1 | 1 | 0 | 0 | 5 | 0 | 1 | 0 | 8 |
| TOTAL | 2 | 7 | 0 | 7 | 20 | 2 | 2 | 2 | 42 |



31,34% des agents de Ports de Normandie télétravaillent 1 à 2 jours par semaine. Les femmes de la filière administrative représentent à elles-seules près de la moitié des télétravailleurs. Enfin, cinq agents bénéficient d'autorisations médicales pour télétravailler plus de 2 jours par semaine.

4. Parcours professionnel

Les postes de Directeur Général et de Directeur Adjoint de Ports de Normandie sont occupés par des hommes.

Les postes de Directrices et Directeurs sont répartis comme suit :

- 2 femmes ;
- 4 hommes.

Les postes de Responsable de service ou de proximité sont répartis comme suit :

- 4 femmes ;
- 11 hommes.

L'ensemble des données chiffrées ont été arrêtées au 1^{er} novembre 2024, sauf mention contraire.

4.1 Evolution professionnelle

4.1.1 Répartition des promotions par statut, par catégorie, par filière et par sexe

| Catégorie | Promotion par Filière | | | | Motif | | | | | | TOTAL |
|--------------|------------------------|----------|-------------------|----------|----------|----------|----------|----------|----------------------|----------|-----------|
| | Filière administrative | | Filière technique | | Au choix | | Concours | | Examen professionnel | | |
| | Homme | Femme | Homme | Femme | Homme | Femme | Homme | Femme | Homme | Femme | |
| A | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| B | 0 | 0 | 4 | 0 | 4 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 6 |
| C | 0 | 1 | 5 | 0 | 5 | 1 | 0 | 0 | 0 | 0 | 4 |
| TOTAL | 0 | 1 | 9 | 0 | 9 | 1 | 0 | 0 | 0 | 0 | 10 |

En 2024, 10 dossiers de promotion interne ont été présentés au CDG14 (1 femme, 9 hommes ; 6 agents de catégorie C et 4 agents de catégorie B).
 5 agents masculins de catégorie C ont pu être promus.

10% des dossiers de promotion interne proposés au CDG14 concernaient des agents de sexe féminin, soit 2,7 fois moins que la proportion de femmes à Ports de Normandie.

4.1.2 Répartition des avancements de grade par statut, par catégorie, par filière et par sexe

| Catégorie | Avancement de grade | | | | Motif | | | | | | TOTAL |
|--------------|------------------------|----------|-------------------|----------|----------|----------|----------|----------|----------------------|----------|----------|
| | Filière administrative | | Filière technique | | Au choix | | Concours | | Examen professionnel | | |
| | Homme | Femme | Homme | Femme | Homme | Femme | Homme | Femme | Homme | Femme | |
| A | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| B | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| C | 0 | 2 | 5 | 0 | 5 | 1 | 0 | 0 | 0 | 1 | 7 |
| TOTAL | 0 | 2 | 5 | 0 | 5 | 1 | 0 | 0 | 0 | 1 | 7 |

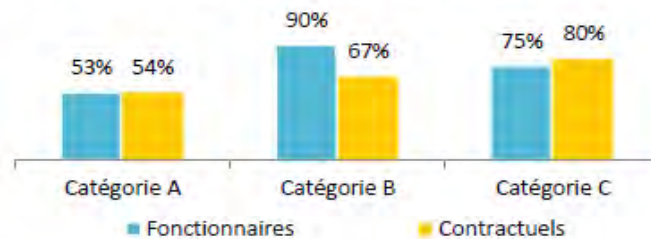
En 2024, 29% des avancement de grade ont été obtenus par des agents de sexe féminin. Pour mémoire, l'effectif de Ports de Normandie totalise 27% de femmes.

4.2 Formation professionnelle

L'ensemble des données chiffrées présentées ci-dessous ont été arrêtées au 31 décembre 2023 et sont issues du Rapport Social Unique.

➡ En 2023, 73,7% des agents permanents ont suivi une formation d'au moins un jour

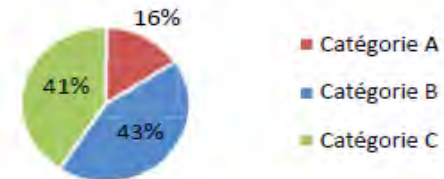
Pourcentage d'agents par catégorie et par statut ayant bénéficié d'au moins un jour de formation en 2023



➡ 98 212 € ont été consacrés à la formation en 2023

➡ 526 jours de formation suivis par les agents sur emploi permanent en 2023

Répartition des jours de formation par catégorie hiérarchique



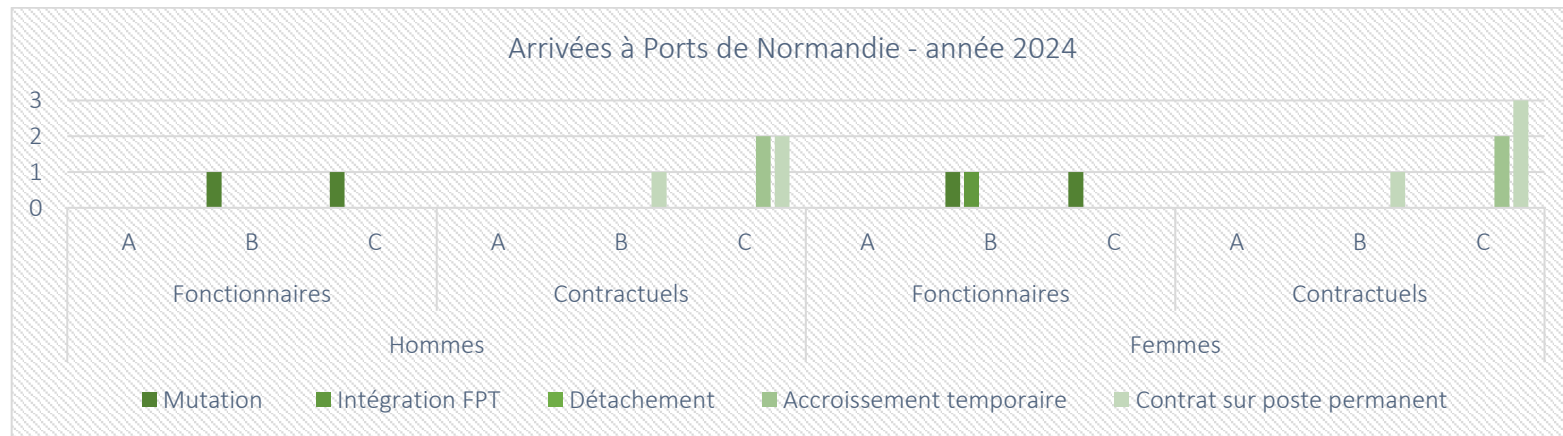
Nombre moyen de jours de formation par agent permanent :
 > 4 jours par agent

4.3 Mobilité et recrutement

L'ensemble des données chiffrées ont été arrêtées au 1^{er} novembre 2024, sauf mention contraire.

4.3.1 Arrivées

| Motif | Hommes | | | | | | Femmes | | | | | | TOTAL |
|-----------------------------|----------------|----------|----------|--------------|----------|----------|----------------|----------|----------|--------------|----------|----------|-----------|
| | Fonctionnaires | | | Contractuels | | | Fonctionnaires | | | Contractuels | | | |
| | A | B | C | A | B | C | A | B | C | A | B | C | |
| Mutation | 0 | 1 | 1 | 0 | 0 | 0 | 0 | 1 | 1 | 0 | 0 | 0 | 4 |
| Intégration FPT | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 1 | 0 | 0 | 0 | 0 | 1 |
| Détachement | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Accroissement temporaire | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 2 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 2 | 4 |
| Contrat sur poste permanent | 0 | 0 | 0 | 0 | 1 | 2 | 0 | 0 | 0 | 0 | 1 | 3 | 7 |
| TOTAL | 0 | 1 | 1 | 0 | 1 | 4 | 0 | 2 | 1 | 0 | 1 | 5 | 16 |



Accusé de réception en préfecture
 014-200006096-20241217-24-249-DE
 Date de télétransmission : 21/12/2024
 Date de réception préfecture : 21/12/2024

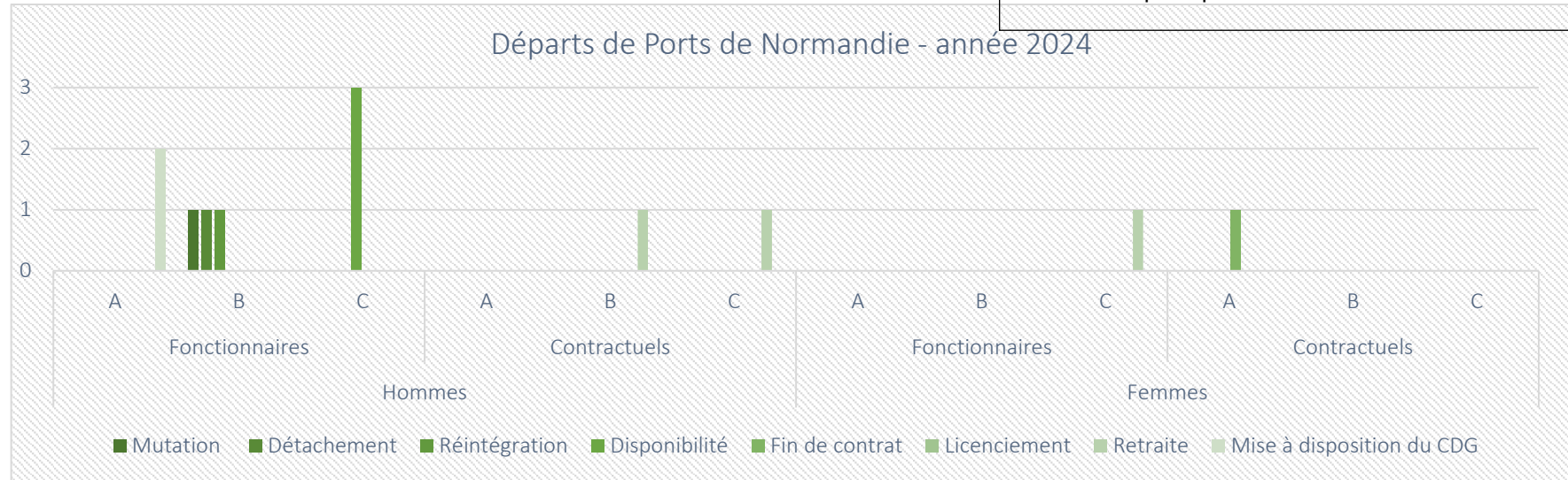
Au 1^{er} novembre 2024, Ports de Normandie totalise 16 arrivées : 1/3 en catégorie B et 2/3 en catégorie C.

Si la répartition des arrivées femmes-hommes est relativement équilibrée, la proportion d'agents de catégorie C est supérieure à son poids dans l'effectif global. Ainsi, elle représente 69 % des recrutements contre une part de 50 % dans l'effectif de la structure.

Cette tendance sera accentuée en décembre avec l'arrivée de 2 agents supplémentaires de catégorie C.

4.3.2 Départs

| Motif | Hommes | | | | | | Femmes | | | | | | TOTAL |
|----------------------------------|----------------|----------|----------|--------------|----------|----------|----------------|----------|----------|--------------|----------|----------|-----------|
| | Fonctionnaires | | | Contractuels | | | Fonctionnaires | | | Contractuels | | | |
| | A | B | C | A | B | C | A | B | C | A | B | C | |
| Mutation | 0 | 1 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 1 |
| Détachement | 0 | 1 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 1 |
| Disponibilité | 0 | 0 | 3 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 3 |
| Fin de contrat | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 1 | 0 | 0 | 1 |
| Licenciement | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Retraite | 0 | 0 | 0 | 0 | 1 | 1 | 0 | 0 | 1 | 0 | 0 | 0 | 3 |
| Mise à disposition du CDG | 2 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 2 |
| TOTAL | 2 | 2 | 3 | 0 | 1 | 1 | 0 | 0 | 1 | 1 | 0 | 0 | 11 |



Au 1^{er} novembre 2024, Ports de Normandie dénombre davantage de départs que d'arrivées. Par ailleurs, les agents fonctionnaires à quitter l'établissement sont deux fois plus nombreux que les agents contractuels.

Toutefois, ces constats sont à relativiser car :

- 3 agents ont fait valoir leur droit à la retraite,
- 2 agents n'étaient déjà plus présents physiquement au sein de la structure (agents mis à disposition du CDG14),
- 1 agent fonctionnaire placé en disponibilité appartenait à la régie Dieppoise.

Il est à noter que les hommes sont très majoritaires dans cette dynamique.

Enfin, la proportion d'agents partis de catégorie C est supérieure à celle des agents de catégories A et B, ce qui est cohérent par rapport à la répartition des effectifs de Ports de Normandie.

5. Rémunération

L'ensemble des données chiffrées ont été arrêtées au 1^{er} novembre 2024, sauf mention contraire.

5.1 Rémunération brute mensuelle moyenne

5.1.1 Rémunération brute moyenne des emplois permanents (éléments fixes et variables de rémunération + temps partiels)

| Catégorie | HOMMES | | | | | FEMMES | | | | | Ecart |
|-----------|----------------|------------|--------------|------------|-------------------|----------------|------------|----------------|------------|-------------------|----------------|
| | Fonctionnaires | | Contractuels | | Moyenne totale | Fonctionnaires | | Contractuelles | | Moyenne totale | |
| | A | T | A | T | | A | T | A | T | | |
| A+ | 0,00 € | 9 489,39 € | 0,00 € | 8 388,78 € | 8 939,08 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | - |
| A | 6 916,81 € | 4 013,02 € | 4 132,27 € | 3 950,65 € | 4 753,19 € | 4 796,86 € | 3 475,53 € | 4 888,28 € | 5 266,60 € | 4 606,82 € | -3,18% |
| B | 3 065,05 € | 3 445,32 € | 2 610,96 € | 2 994,38 € | 3 028,93 € | 3 020,23 € | 0,00 € | 0,00 € | 2 635,17 € | 2 827,70 € | -7,12% |
| C | 2 595,74 € | 2 951,71 € | 0,00 € | 2 715,67 € | 2 754,37 € | 2 566,80 € | 0,00 € | 2 319,23 €* | 2 573,05 € | 2 486,36 € | -10,78% |

* les 2 temps non-complets ont été comptés à temps plein.

Les données relevées ci-dessous mettent en évidence que même si l'écart se réduit dans l'ascension des catégories hiérarchiques, la rémunération des femmes n'en reste pas moins inférieure à celle des hommes.

Cela s'explique notamment par :

- les temps partiels plus majoritairement occupés par les femmes,
- les astreintes et le paiement des heures supplémentaires réservés à certains postes de la filière technique uniquement,
- Une ancienneté plus faible des femmes dans les grilles indiciaires.

5.1.2 Rémunération brute moyenne des emplois permanents calculée à temps pleins (traitement indiciaire, NBI, indemnité de résidence éventuelles, IFSE)

| Catégorie | HOMMES | | | | | FEMMES | | | | | Ecart |
|-----------|----------------|------------|--------------|------------|-------------------|----------------|------------|----------------|------------|-------------------|---------------|
| | Fonctionnaires | | Contractuels | | Moyenne totale | Fonctionnaires | | Contractuelles | | Moyenne totale | |
| | A | T | A | T | | A | T | A | T | | |
| A+ | 0,00 € | 9 166,44 € | 0,00 € | 8 150,49 € | 8 658,47 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | - |
| A | 6 476,95 € | 3 862,90 € | 4 111,66 € | 4 013,72 € | 4 616,31 € | 4 784,13 € | 3 678,26 € | 5 200,24 € | 5 211,85 € | 4 718,62 € | 0,02% |
| B | 3 065,48 € | 3 275,72 € | 2 579,67 € | 2 938,53 € | 2 964,85 € | 3 033,74 € | 0,00 € | 0,00 € | 2 611,58 € | 2 822,66 € | -5,04% |
| C | 2 587,79 € | 2 814,00 € | 0,00 € | 2 573,01 € | 2 658,27 € | 2 537,08 € | 0,00 € | 2 319,23 € | 2 573,05 € | 2 476,45 € | -7,34% |

Accusé de réception en préfecture
 014-200006096-20241217-24-249-DE
 Date de télétransmission : 21/12/2024
 Date de réception préfecture : 21/12/2024

S'il est fait abstraction des éléments variables (astreintes, heures supplémentaires) et masqué l'incidence des temps partiels, les écarts se réduisent mais restent présents pour les catégories B et C.

5.2 Index des dix plus hautes rémunérations

| Année | Somme des 10 plus hautes rémunérations brutes en € | Nombre de femmes bénéficiaires | Nombre d'hommes bénéficiaires | Durée cumulée en nombre de mois |
|-------|--|--------------------------------|-------------------------------|---------------------------------|
| 2023 | 818 017,22 € | 3 | 7 | 120 |

30% des agents percevant l'une des rémunérations les plus hautes de Ports de Normandie sont de sexe féminin. Pour mémoire, l'effectif de Ports de Normandie totalise 27% de femmes. L'égalité femmes-hommes est donc assurée au sein de ses 10 plus hautes rémunérations.

6. Absentéisme et risques professionnels

6.1 Absentéisme

6.1.1 Répartition de l'absentéisme pour raison de santé en nombre de jours sur emplois permanents par statut, par filière et par sexe.

| Motif de l'absentéisme | HOMMES | | | | FEMMES | | | | TOTAL |
|--------------------------|------------------------|-------------------|------------------------|-------------------|------------------------|-------------------|------------------------|-------------------|--------------|
| | Fonctionnaires | | Contractuels | | Fonctionnaires | | Contractuelles | | |
| | Filière administrative | Filière technique | Filière administrative | Filière technique | Filière administrative | Filière technique | Filière administrative | Filière technique | |
| CMO ¹ | 4 | 804 | 0 | 3 | 603 | 22 | 0 | 0 | 1 436 |
| CLM/CLD/CGM ² | 0 | 299 | 0 | 0 | 0 | 274 | 0 | 0 | 573 |
| TOTAL | 4 | 1 103 | 0 | 3 | 603 | 296 | 0 | 0 | 2 009 |

¹CMO : congé de maladie ordinaire (agents fonctionnaires et contractuels).

²CLM : congé de longue maladie (agents fonctionnaires) / CLD : congé de longue durée (agents fonctionnaires) / CGM : congé de grave maladie (agents contractuels).

Les hommes cumulent davantage de jours d'absence pour raison de santé que les femmes. Toutefois, la part des absences des femmes représente 45%, soit une proportion bien supérieure à celle de leur part dans l'effectif de Ports de Normandie.

6.2 Risques professionnels

6.2.1 Répartition des accidents de travail et de trajet sur emplois permanents par statut, par filière, par nombre de jours et par sexe.

| Motif de l'accident | HOMMES | | | | FEMMES | | | | TOTAL |
|---------------------|------------------------|-------------------|------------------------|-------------------|------------------------|-------------------|------------------------|-------------------|------------|
| | Fonctionnaires | | Contractuels | | Fonctionnaires | | Contractuelles | | |
| | Filière administrative | Filière technique | Filière administrative | Filière technique | Filière administrative | Filière technique | Filière administrative | Filière technique | |
| Travail | 0 | 114 | 0 | 0 | 305 | 0 | 0 | 0 | 419 |
| Trajet | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| TOTAL | 0 | 114 | 0 | 0 | 305 | 0 | 0 | 0 | 419 |

Les femmes cumulent davantage de jours d'absence pour raison de santé que les hommes. La part de ces absences représente 73%, soit une proportion bien supérieure à celle de leur effectif au sein de Ports de Normandie. Cependant, ce chiffre est à relativiser car il ne repose que sur une seule agente.

6.2.2 Répartition des accidents de travail et de trajet sur emplois permanents par statut, par filière, par nombre d'accidents et par sexe.

| Motif de l'absentéisme | HOMMES | | | | FEMMES | | | | TOTAL |
|------------------------|------------------------|-------------------|------------------------|-------------------|------------------------|-------------------|------------------------|-------------------|----------|
| | Fonctionnaires | | Contractuels | | Fonctionnaires | | Contractuelles | | |
| | Filière administrative | Filière technique | Filière administrative | Filière technique | Filière administrative | Filière technique | Filière administrative | Filière technique | |
| Accident de travail | 0 | 5 | 0 | 0 | 1 | 0 | 0 | 0 | 6 |
| Accident de trajet | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| TOTAL | 0 | 5 | 0 | 0 | 1 | 0 | 0 | 0 | 6 |

Les hommes comptent 5 fois plus d'accidents de travail que les femmes, soit 83% de l'accidentologie relevée à Ports de Normandie.

7. Plan d'action :

7.1 Bilan du plan d'action 2021-2024

| Objectif | Action à mettre en œuvre | Bilan |
|--|--|---|
| Par la politique d'apprentissage qui doit être mise en place, favoriser la mixité dans les métiers. | Communication avec les CFA et organismes de formation sur la volonté d'accueillir des apprenties femmes sur les métiers techniques et d'accueillir des apprentis hommes dans les métiers administratifs. | Politique d'apprentissage mise en place sur certains métiers techniques. Communication auprès des CFA à développer. |
| Sensibiliser les personnels | Prendre des stagiaires féminines dans les filières techniques et des stagiaires masculins dans les filières administratives. | 3 stagiaires femmes ont été accueillies à la DAM et à la DAE, sur des métiers techniques. Aucun stagiaire homme ou femme n'a été accueilli sur des métiers administratifs. |
| Favoriser la mixité | Mettre en place des stages d'immersion de personnel technique sur un poste administratif et inversement. Mettre en place la lettre d'info bimensuelle dans laquelle un reportage est réalisé sur un agent (son métier, ses missions...) | Journal bimensuel mis en place. Stage d'immersion à repenser pour des questions d'équipement (EPI) et de sécurité (machines et engins). |
| Développer les indicateurs permettant l'étude et la compréhension des causes de disparité de rémunération entre les femmes et les hommes et proposer des pistes d'amélioration | Proposer des pistes d'amélioration notamment : harmoniser l'IFSE « filière technique - filière administrative », dont les catégories C. | Refonte globale du régime indemnitaire achevée. Analyse des indicateurs (RSU, rapport annuel égalité femmes-hommes) à développer. |
| Savoir mieux manager une équipe mixte | Mettre en place des formations managériales sur : - Comment surmonter les stéréotypes pour mieux manager ? - Développer l'égalité femmes-hommes au sein de son service. | Formations à mettre en place en collaboration avec le CNFPT |

| | | |
|---|---|---|
| <p>Mieux accompagner les agents en congé maternité, paternité ou congé parental, temps partiel</p> | <p>Mettre en place une procédure de départ et une procédure de réintégration dans le service, dans le cadre d'une absence pour maternité, pour congé parental, d'une demande à temps partiel pour raison familiale, d'une demande de disponibilité, afin</p> <ul style="list-style-type: none"> - d'informer l'agent de l'incidence de sa décision sur sa progression de carrière, sur sa rémunération et le montant de sa retraite ; - d'anticiper la réorganisation du travail dans le service ou son remplacement pendant son absence, et apporter un soutien à l'équipe managériale ; - d'accompagner l'agent lors de sa reprise d'activité professionnelle : changements intervenus au sein du service ou de l'équipe, adaptation à un nouveau poste, changement éventuel d'affectation, organisation du travail si des aménagements du temps de travail sont demandés. | <p>Information et accompagnement des agents par le service RH dans leurs démarches professionnelles pour l'arrivée d'un enfant (congés maternité-paternité-parental, SFT, garde d'enfant, etc). Invitation à prendre rendez-vous auprès des assistantes sociales pour un accompagnement dans leurs démarches personnelles. Recrutements temporaires mis en place pour pallier les absences longues, supérieures à 2 mois.</p> |
| <p>Prévenir toutes les violences faites aux agents sur leur lieu de travail et lutter contre toute forme de harcèlement</p> | <p>Elaborer une procédure, fondée sur le cadre légal, afin de garantir une prise en charge adaptée lorsque des faits sont signalés ou une plainte exprimée : procédure d'alerte et de signalement, étapes de la prise en charge (qui ? quand ? comment ?), mise en place d'un réseau de professionnels extérieurs (psychologue spécialisé, juriste, médiateur) afin d'accompagner au mieux l'agent. Sanctionner tous propos sexistes.</p> | <p>Mise en place de la procédure d'alerte et de signalement, communication auprès des agents, mise en place du réseau de professionnels extérieurs via le CDG14.</p> |
| <p>Prévenir tout affichage sexiste</p> | <p>Enlever toutes photos ou documents sexistes</p> | <p>Note d'information à mettre en place pour expliquer la démarche et obtenir l'adhésion des personnels.</p> |
| <p>Encourager la mixité dans les équipes en favorisant les aménagements nécessaires</p> | <p>Aménagement des vestiaires</p> | <p>Action réalisée dans les Centres opérationnels de Ouistreham et Dieppe.</p> |

Bilan complémentaire :

- ↳ Encourager la mixité dans les équipes – prévoir les aménagements nécessaires :
 - L'ensemble des offres d'emploi sont à destination des femmes comme des hommes. Une mention apparaît dès l'intitulé du poste publié pour permettre à tout candidat, sans distinction de sexe, d'y postuler sereinement,
 - Des vêtements de travail féminins ont été insérés au marché d'achat des équipements de protection individuelle de Ports de Normandie,
 - **Une femme a intégré l'effectif permanent du pôle exploitation de conduite des ouvrages de Ouistreham.**

- ↳ Sensibiliser sur les discriminations dans le milieu du travail :
 - Ports de Normandie a adhéré par convention auprès du Centre de Gestion du Calvados à la mission de « référent signalement » permettant ainsi aux agents victimes d'agissements sexistes ou de harcèlement d'être pris en charge et à la collectivité d'être alertée pour mettre fin à ces situations,
 - Des sensibilisations sont à maintenir aux agents de Ports de Normandie et via le Conseiller de prévention,
 - **Un affichage complet (informations + coordonnées des référents) est installé sur chaque site.**

- ↳ Mettre en place un nouveau règlement indemnitaire par catégorie, par cotation de poste, par filière et par métier :
 - Ports de Normandie s'est attaché, dans un premier temps, à réévaluer le régime indemnitaire des agents sur la seule base des cadres d'emplois et des cotations de postes pour s'engager davantage vers une réduction des écarts de rémunération,
 - Dans un second temps et dans le cadre du dialogue social, Ports de Normandie a mené une **refonte de son règlement indemnitaire afin notamment de garantir l'équité entre les femmes et les hommes.**

7.2 Plan d'action 2025-2027

| OBJECTIF OPÉRATIONNEL | ACTION A METTRE EN ŒUVRE | INDICATEUR / SUPPORT DE SUIVI |
|---|--|---|
| I. POLITIQUE GENERALE D'EGALITE FEMMES-HOMMES AU SEIN DE PORTS DE NORMANDIE | | |
| Objectif stratégique : Porter une culture partagée de l'égalité professionnelle | | |
| Impulser dans la stratégie RH de Ports de Normandie une dynamique visible d'engagements en faveur de l'égalité professionnelle. | <ul style="list-style-type: none"> ↳ Développer le dialogue social sur l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes, ↳ Faciliter l'accès des agents le plan d'action pluriannuel 2025-2027, ↳ Communiquer sur la disponibilité du rapport annuel. | <ul style="list-style-type: none"> ▸ Comptes rendus de CST, ▸ Diffusion des documents sur (T:) Public/RH. |
| Répercuter la politique d'égalité professionnelle sur les marchés publics. | ↳ Intégrer des clauses et critères permettant de ne retenir que les entreprises respectant les obligations en matière de publication de l'Index d'égalité professionnelle et ayant obtenu une note suffisante à cet Index. | ▸ Marchés publiés |
| Sensibiliser les encadrants et les représentants du personnel sur l'égalité professionnelle et les agissements discriminants. | ↳ Intégrer au plan de formation une sensibilisation sur le thème de l'égalité femmes-hommes. | <ul style="list-style-type: none"> ▸ Plan de formation et bilan de formation, ▸ Nbr d'agents ayant suivi une formation sur le thème de l'égalité femmes-hommes. |
| Encourager la mixité dans les équipes en favorisant les aménagements nécessaires. | <ul style="list-style-type: none"> ↳ Aménager des vestiaires pour l'accueil de femmes sur l'ensemble des sites, ↳ Maintenir les vêtements de travail féminins au marché d'achat des équipements de protection individuelle. | <ul style="list-style-type: none"> ▸ Marché EPI, ▸ Commandes d'EPI. |
| Prévenir tout affichage sexiste. | ↳ Enlever toute photo ou document à caractère sexiste. | ▸ Visite des encadrants et du conseiller de prévention. |
| II. PARCOURS PROFESSIONNELS | | |
| Objectif stratégique : Garantir les mêmes opportunités de développement de parcours professionnel | | |
| Assurer une équité de traitement des candidats dans le cadre des recrutements. | <ul style="list-style-type: none"> ↳ Maintenir la publication d'offres d'emploi en mettant en avant leur caractère non genré, ↳ Rédiger des fiches de poste mixtes et les modifier en conséquence suivant le candidat retenu, ↳ Généraliser l'utilisation de la grille d'entretien de recrutement pour motiver la décision du jury et justifier la transparence du choix, | <ul style="list-style-type: none"> ▸ Grille d'entretien de recrutement ▸ Bilan annuel des candidatures reçues par sexe pour chaque poste publié. |

| OBJECTIF OPÉRATIONNEL | ACTION A METTRE EN ŒUVRE | INDICATEUR / SUPPORT DE SUIVI |
|--|---|--|
| | ↳ A compétences égales, favoriser les recrutements qui permettent un rééquilibrage des effectifs femmes-hommes au sein des équipes. | |
| Favoriser l'accueil de stagiaires et d'apprentis permettant d'introduire de la mixité dans les filières genrées. | ↳ Communiquer avec les établissements d'enseignement et centres de formation sur notre volonté d'accueillir des apprenties/stagiaires femmes sur les métiers techniques et d'accueillir des stagiaires hommes sur les métiers administratifs. | <ul style="list-style-type: none"> ▸ Nbr de stagiaires hommes sur des métiers administratifs, ▸ Nbr de stagiaires/apprenties femmes sur des métiers administratifs. |
| Faire progresser la mixité des postes d'encadrement et soutenir les femmes dans leur progression de carrière. | <ul style="list-style-type: none"> ↳ Identifier les facteurs limitant le recrutement des femmes sur des postes d'encadrement, les analyser et mettre en place des actions correctives, ↳ Inciter les femmes à suivre des formations pour leur permettre de monter en compétences et d'accéder à des postes à responsabilités. | <ul style="list-style-type: none"> ▸ Nbr de femmes aux postes d'encadrement, ▸ Nbr de femmes ayant suivi une formation permettant de monter en compétence. |
| Assurer aux agents, quel que soit leur genre, un parcours professionnel équitable (formation, promotion). | <ul style="list-style-type: none"> ↳ Faire apparaître sur les plan et bilan de formation le sexe des demandeurs, ↳ Maintenir la transparence dans les lignes directrices de gestion des critères décisionnels impactant les évolutions des agents, ↳ Tendre vers une proportionnalité femmes-hommes des propositions de promotion interne et d'avancement de grade, ↳ Permettre une immersion aux agents souhaitant changer de poste, notamment sur les métiers a priori genrés, pour favoriser la mixité des services. | <ul style="list-style-type: none"> ▸ Nbr de formation par sexe, par filière et catégorie, ▸ Nbr d'avancements de grade et promotions internes par sexe. |
| S'engager pour une réduction des écarts de rémunérations entre les femmes et les hommes, à responsabilités, expertise et sujétions égales. | <ul style="list-style-type: none"> ↳ Ports de Normandie s'engage à une vigilance particulière sur l'équité de traitement des prétentions salariales des candidats femmes et lors du recrutement de contractuels, notamment sur la question du régime indemnitaire, ↳ Analyser et traiter les écarts de rémunération entre les femmes et les hommes au sein de la structure. | <ul style="list-style-type: none"> ▸ Ecart de rémunération femmes-hommes, ▸ Niveau moyen d'IFSE femmes-hommes, ▸ Index des 10 plus hautes rémunérations de l'établissement. |
| III. EQUILIBRE VIE PROFESSIONNELLE / VIE PERSONNELLE | | |
| Objectif stratégique : Créer les conditions d'une meilleure articulation entre la sphère professionnelle et la sphère privée | | |
| Permettre aux agents de mieux | ↳ Renforcer l'information des agents masculins sur les possibilités de temps | ▸ Nbr d'agents ayant sollicité un TP de |

| OBJECTIF OPÉRATIONNEL | ACTION A METTRE EN ŒUVRE | INDICATEUR / SUPPORT DE SUIVI |
|--|---|--|
| concilier leur engagement professionnel avec leur vie personnelle. | <ul style="list-style-type: none"> ↳ partiel, d'autorisations spéciales d'absence, ...), ↳ Maintenir le remplacement des agents en congé maternité, parental, d'adoption, ↳ Maintenir l'organisation des suppléances des agents en congé paternité, ↳ Maintenir la subrogation de rémunération des agents en congé maternité ou congé paternité, ↳ Maintenir la possibilité de télétravail pour les postes compatibles. | <ul style="list-style-type: none"> ↳ droit et sur autorisation, par sexe, ↳ Répartition genrée des demandes d'ASA pour raisons familiales et des congés parentaux, ↳ Nbr de congés remplacés, ↳ Nbr d'agents en télétravail, par sexe. |
| Matérialiser le droit à la déconnexion | ↳ Mettre en place et diffuser une charte du temps et de droit à la déconnexion (réunion le midi, le soir, vacances scolaires, réunion en visio/présentiel, durée des réunions, etc.). | ↳ Diffusion des documents sur (T:) Public/RH. |
| IV. PREVENTION ET TRAITEMENT DES DISCRIMINATIONS ET AGISSEMENTS SEXISTES, DES ACTES DE VIOLENCE, DE HARCELEMENT MORAL OU SEXUEL | | |
| Objectif stratégique : Permettre à chaque agent, quel que soit son genre, de bénéficier d'un environnement de travail propice à son épanouissement et à son bien-être au travail. | | |
| Prévenir et traiter les situations de signalement de discrimination, d'agissement sexiste, d'acte de violence, de harcèlement moral et sexuel. | <ul style="list-style-type: none"> ↳ Maintenir les actions de communication interne (affichage permanent, journal interne, etc.), ↳ Informer les nouveaux arrivants via le conseiller de prévention, ↳ Maintenir le dispositif de signalement et la convention avec le CDG14, ↳ Garantir la protection des agents victimes dans les meilleurs délais, par tous moyens que nécessite la situation, ↳ Affirmer le caractère inacceptable de ces agissements en sanctionnant les auteurs de tels actes, ↳ Mettre en place une médiation dans les services où se produisent des faits afin d'éviter que les situations se reproduisent. | <ul style="list-style-type: none"> ↳ Nbr d'alertes par genre, ↳ Nbr de recours au signalement par genre, ↳ Nbr de médiations réalisées, ↳ Nbr d'agents sanctionnés par genre. |

Le plan pluriannuel fait l'objet d'un bilan annuel de mise en œuvre présenté en Comité Social Territorial.

Ce bilan permettant, si besoin, l'ajustement du contenu, des indicateurs et supports de suivi mentionnés à chaque objectif opérationnel qui complètent les indicateurs du Rapport Social Unique.

N° : 24-250

Accusé de réception en préfecture
014-200006096-20241217-24-250-DE
Date de télétransmission : 21/12/2024
Date de réception préfecture : 21/12/2024

**DELIBERATION
DU COMITE SYNDICAL DU SYNDICAT MIXTE REGIONAL
DES PORTS DE CAEN-OUISTREHAM
CHERBOURG ET DIEPPE**

NIS 2

Réunion du Mardi 17 décembre 2024

LE COMITE SYNDICAL DU SYNDICAT MIXTE REGIONAL DES PORTS DE CAEN-OUISTREHAM, CHERBOURG ET DIEPPE EST REUNI
LE MARDI 17 DECEMBRE 2024 A 10H AU SIEGE DE PORTS DE NORMANDIE 3 RUE RENE CASSIN 14280 SAINT-CONTEST
SOUS LA PRESIDENCE DE MONSIEUR JEAN MORIN.

SONT PRESENTS : Jean-François BLOC ; Philippe CHAPRON ; Michel FRICOUT ; Sophia HABIBI-NOORI ; Quentin LAGALLARDE ; Gilles LELONG ; Marc MILLET ; Jean MORIN ; Valérie NOUVEL ; Bastien RECHER ; Pierre VOGT ; Ludwig WILLAUME.

Monsieur Gilles LELONG ne prend pas part au vote (*les deux délégués titulaires représentant le Département de la Manche sont présents*).

Monsieur Nicolas JOYAU a donné pouvoir à Monsieur MARC MILLET.

Monsieur Alain BAZILLE a donné pouvoir à Monsieur Michel FRICOUT.

VOTANTS:13 POUR:13 CONTRE:0 ABSTENTION:0

VU le Code général des collectivités territoriales ;

VU la Directive (UE) 2022/2555 du Parlement européen et du Conseil du 14 décembre 2022 concernant des mesures destinées à assurer un niveau élevé commun de cybersécurité dans l'ensemble de l'Union dite « NIS 2 » ;


VU le rapport de Monsieur le Président du Syndicat Mixte ;

CONSIDERANT l'avis favorable du Comité Social Territorial réuni le 12 décembre 2024,

LE COMITE SYNDICAL DECIDE A L'UNANIMITE :

- d'adopter le plan d'actions NIS 2 à mettre en place tel que figurant en annexe de la présente délibération.

Publié sur le site Internet :
20 décembre 2024

Le Vice-Président du Syndicat Mixte

Jean MORIN

La présente délibération est susceptible de faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de CAEN, dans le délai de deux mois à compter de la date à laquelle elle est exécutoire. Ce recours contentieux peut être précédé, dans ce délai, d'un recours gracieux auprès du Président de Ports de Normandie. Cette procédure prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivants la réponse au recours gracieux. Le Tribunal Administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

APPLICATION DE LA REGLEMENTAIRE NIS 2 - CYBERCRIMINALITE

La directive NIS 2 (en français : sécurité des réseaux et des systèmes d'Information) vise à renforcer le niveau de cybersécurité des tissus économique et administratif des pays membres de l'UE.

Cette directive est entrée en vigueur le 17/10/2024 et s'applique notamment pour les collectivités territoriales.

I- Quelles obligations pour les entités ?

1. Le partage d'informations

Les entités seront tenues de fournir un certain nombre d'informations à l'autorité nationale désignée et de les mettre à jour.

2. La gestion des risques cyber

Les entités devront mettre en place des mesures adaptées juridiques, techniques et organisationnelles pour gérer les risques qui menacent la sécurité de leurs réseaux et de leurs systèmes d'information.

3. La déclaration d'incidents

Les entités devront signaler à l'autorité nationale désignée leurs incidents de sécurité ayant un impact important et fournir des rapports concernant l'évolution de la situation.

II- Plan d'actions à mettre en place par la DSI

Présentation de NIS V2

La Directive NIS 2
en application

Sous NIS2, les entités essentielles et importantes doivent prendre [au moins] les mesures suivantes

Légende :
Processus / actions organisationnelles
Actions techniques / outillage

Gestion des habilitations et contrôles des moyens de connexion pour les ressources IT
Journalisation, contrôle d'accès, bastion, documentation

Analyse de risque & rédaction d'une politique de sécurité du système d'information
PSSI, documentation des risques et leurs impacts

Gestion d'incidents (Prévention, détection, réponse) #RedSoc
PCA, EPDR managé, réponse à incident, SIEM/ SOAR & co.

Continuité d'exploitation IT et gestion de crises
PRA / PCA, procédure de notification

Sécurité des chaînes d'approvisionnement
Identification des "dépendances", processus de validation des sous-traitants

Security by design (évolution SI, réseau, développement, maintenance) incluant une détection périodique de vulnérabilité
Documentation des mesures prises, pen test, SASE

Procédures visant à sanctionner l'efficacité des mesures de gestion des risques IT
Test de PRA / PCA, Audits externes

MCO des outils cyber et formation continue
Formations, procédure, Mises à jour, évolution continue

Politique et procédure visant à encadrer l'usage et le niveau des moyens de chiffrement
Documentation des moyens, Evolution de l'existant, modernisation des systèmes

MFA ou SSO. Sécurisation des communications audio et vidéos et moyens de communication d'urgence.
Documentation, modernisation des systèmes, solution MFA, SSO, CASB

Point d'avancement :

- Analyse de risques effectuée et validée par la direction ;
- Politique de sécurité du système d'information (PSSI) en cours de validation ;
- Plan de Continuité des Activités (PCA) et Plan de Reprise des Activités (PRA) en cours de mise en place avec la migration des serveurs.

Point de vue organisation du service :

1. Mise en place d'un référént cyber (Responsable Sécurité et Système d'Information) qui définit et met en œuvre la politique de sécurité (organisation de service, plan d'actions...). Il porte également un regard sur l'ensemble des projets transversaux, sur l'aspect cybersécurité. La mission de RSSI sera confiée au DSI.
2. Mise en place d'une astreinte informatique qui permettra de gérer les urgences liées aux pannes de matériel ou aux cyber-attaques. Elle sera assurée par le responsable informatique, le DSI, l'administrateur système et le renfort ponctuel en informatique, le temps de retrouver un poste permanent d'administrateur réseau.

Les astreintes informatiques pour le DSI et le responsable informatique seront assurées en même temps que les astreintes sûreté, le soir et le week-end.

Pour les 2 autres personnes, elles feront l'objet d'une rémunération à hauteur des astreintes de sécurité prévues dans le règlement intérieur.

3. Le contrat d'apprentissage a été renouvelé afin de mettre l'accent pour le déploiement des outils de protection cybersécurité (mail in black, proxy, ...)

Point de vue utilisateur :

Faisant suite à la mise en place de la charte informatique, quelques nouvelles règles seront appliquées pour répondre aux exigences de la directive NIS 2 et aux recommandations de l'ANSSI :

1. Renforcement de la politique des mots de passe et mise en place de la double authentification ;
2. Suppression des droits administrateurs aux utilisateurs ;
3. Suppression des sessions communes (ateliers...). Obligation d'utiliser des sessions nominatives ;
4. Veille automatique des sessions ;
5. Demande de validation des projets ayant un lien avec le SI ;
6. Proxy et mail in black ;
7. Campagnes de sensibilisation et exercices réguliers.